Confidentiel et exclusivement personnel

CHRONIQUE

DU

MOUVEMENT SOCIALISTE

EN RUSSIE

1878–1887

CHRONIQUE

DU

MOUVEMENT SOCIALISTE

EN RUSSIE

Confidentiel et exclusivement personnel

CHRONIQUE

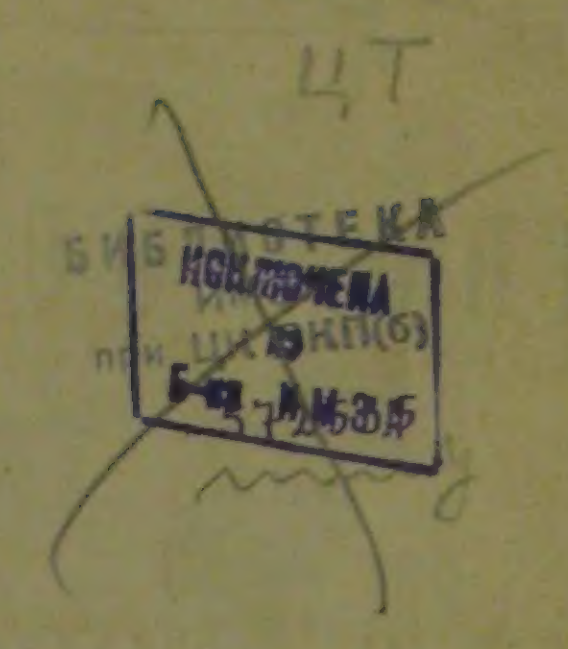
DU

MOUVEMENT SOCIALISTE

EN RUSSIE

1878—1887

Rédigée sous la direction de l'Adjoint du Ministre de l'intérieur, le lieutenant-général Schébéko



Tiré à 100 exemplaires

Imprimerie officielle du Ministère de l'intérieur, à St-Pétersbourg

1890

TABLE DES MATIÈRES

1879

1880

1881

1882

1885

Pages

1886

1887

Par suite du développement historique de ses principes nationaux, par sa position géographique, en vertu même de ses éléments ethnographiques, la Russie, formant un monde à part sous le rapport des institutions et des bases sur lesquelles reposent les principes du gouvernement et des classes sociales, ne connut jamais de révolutions à l'intérieur, pareilles à celles qui maintes fois sillonnèrent l'histoire des peuples de l'Occident. Néanmoins, à mesure que le progrès et les idées avancées vinrent seconder le rapprochement et la fusion des relations internationales, que la civilisation de l'Occident se fit jour dans le monde russe et y établit son influence, tant dans ce qu'elle avait de réellement grand et utile, que dans ce qu'elle possédait de défectueux et de nuisible, les idées révolutionnaires trouvèrent peu à peu certains adhérents et propagateurs. C'est aux environs de l'année 1840 que se rapporte l'origine du mouvement socialiste et anti-gouvernemental, qui surgit grâce aux principes utopistes des socialistes de ce temps-là. Le terrain et les circonstances n'étaient du reste guère propices au développement des idées subversives en Russie. Plusieurs de leurs adeptes, n'ayant point la possibilité d'agir dans le pays vu la sévérité du régime admini-

stratif de ce temps-là, émigrèrent à l'étranger; ils établirent à Londres une imprimerie russe, qui longtemps desservit à elle seule les agissements des nouveaux révolutionnaires russes. Les noms de Bakounine, d'Ogarew et surtout de Herzen, sont suffisamment connus en Europe; plusieurs de leurs écrits parurent même ou furent traduits en langues étrangères. Depuis 1855, ces émigrés lointains firent école et leurs doctrines se propagèrent en Russie avec violence, en influençant principalement la jeunesse scolaire. C'est Herzen et Bakounine, avant tout autre, qui pourraient prétendre à la paternité du mouvement révolutionnaire en Russie, quoique leurs disciples poussassent le développement de leurs doctrines socialistes et anarchistes bien au-delà des limites que rêvaient les têtes les plus chaudes et l'activité la plus développée des fondateurs du socialisme russe. Une fois que le mouvement fut donné, que les idées furent lancées, c'est vers l'année 1861 que se rattache l'origine de la guerre à outrance que déclara au gouvernement, au peuple et à la société russes le nombre peu considérable, dès son origine, des apôtres de l'anarchie. C'est le nihilisme et les nihilistes qui parurent tout d'abord en scène.—association, qui avait pour base l'idée de la négation de toute doctrine et de l'athéisme le plus complet. Dans le domaine de la presse et de la publicité s'infiltra avant tout le venin de cette doctrine, qui compta pour principaux adeptes Dobrolioubow, Pisarew et Czernyschewski. Il se répandit avec vitesse, car il plaisait par la nouveauté et l'énergie de sa sève, qui tombait sur l'organisation vierge d'une société à laquelle le mouvement révolutionnaire avait été jusque-là inconnu. En 1866, survint contre Sa Majesté l'Em-

pereur Alexandre II l'attentat de Karakozow, qui souleva une indignation formidable et générale dans toute la nation et sur toute la surface du grand pays. L'Empereur invita toutes les classes de la société et tous les pouvoirs à se remettre dans la voie de l'ordre, à renoncer aux idées mouvementées et extrêmes, à faire preuve de vigilance et de sévérité; il rappelait la paix dans les esprits et les coeurs. De grands changements dans le personnel administratif, le plus élevé comme le plus infime, furent entrepris, après quoi, survint une époque de tranquillité relative. Durant les années 1868 à 1870, il n'y eut même point de procès politiques; mais en 1871, on jugea la grande cause de Netschaïéw et de ses adhérents, accusés d'une conspiration ayant de grandes ramifications, menée par le type le plus complet d'un anarchiste des plus audacieux, qui longtemps conserva un grand prestige dans le mouvement socialiste. Le jugement du tribunal ne put l'atteindre que plus tard; car s'étant évadé, il se rendit en Suisse, où il habita pendant trois ans, jusqu'à ce que le gouvernement de la Confédération consentit à le livrer.

Depuis l'année 1860, la Suisse républicaine commença à devenir peu à peu le lieu de réunion d'une masse d'émigrés, d'anarchistes et de révolutionnaires russes, entre autres d'une quantité de jeunes femmes, qui dès le début du mouvement socialiste, vinrent apporter un concours sérieux et une activité dévouée à la cause des anarchistes. Le séjour dans un pays qui depuis longtemps servait de rendez-vous aux adeptes des principes politiques les plus avancés, se trouvait être commode et agréable; c'est là que les complots commencèrent à se tramer, c'est de là que partaient les émissaires: la Suisse.

principalement Genève et Zurich, devinrent le foyer de la propagande, bien loin de la portée du gouvernement russe. Plus tard, se basant sur des principes émis par Bakounine, l'émigration s'étant convaincue de l'impossibilité d'agir directement sur les classes moyennes et supérieures de la société russe, adopta l'idée de la nécessité d'entreprendre une propagande spéciale et presque universelle parmi le bas-peuple, dans la majorité des provinces et délégua à cet effet un nombre considérable d'agents, parmi lesquels une quantité de femmes. L'entreprise était combinée sur une échelle immense, et toute une légion de socialistes se mit à l'oeuvre, avec une énergie et un dévouement tels qu'aucune histoire d'une société secrète en Europe n'en fit jamais mention.

L'enquête minutieuse concernant cette propagande, qui envahit avec rapidité la province et les villages, débuta par un fait qui semblait être d'une gravité secondaire, mais qui fournit petit à petit les moyens pour dévider l'interminable écheveau des machinations socialistes et anarchistes parmi le bas-peuple. Vers la mi-mai 1874, un certain Pelkonen, cordonnier, d'origine finlandaise, fonda à Saratow un petit atelier, qui éveilla l'attention de la police par la conduite singulière des personnes qui l'habitaient, à la suite de quoi, on y fit une visite domiciliaire. Les résultats obtenus, ainsi que l'enquête qui suivit, fournirent la conviction que cet atelier servait de lieu de réunion à des personnes appartenant à une association criminelle, qui avait des ramifications dans plusieurs localités de l'Empire: aussi fut-il trouvé indispensable de réunir sous la direction d'une seule personne uneenquête minutieuse. Cette tâche fut confiée au général

de gendarmerie Slezkine, sous la direction du procureur de la chambre d'appel de Saratow, Jikharew, et les investigations, qui durèrent trois ans, constatèrent la réalité de l'existence d'une immense association ayant pour but de renverser les bases de l'ordre gouvernemental.

L'idée de cette propagande se fit jour dans les cercles des nihilistes de St-Pétersbourg vers l'année 1873; elle se présentait comme une filiation des agissements et de la propagande des socialistes Dolgouschine, Natansohn et autres, dont les procès étaient déjà jugés et dont les coupables subissaient leur peine. Plusieurs des membres de ces petits cercles révolutionnaires qui furent acquittés et laissés en liberté, commencèrent dès 1872 à se rapprocher des ouvriers. principalement dans les fabriques et les usines, sous prétexte de leur enseigner à lire et à écrire: ils soulevaient chez eux le mécontentement quant à l'ordre existant et propageaient parmi eux des idées socialistes,—de vive voix et à l'aide d'opuscules révolutionnaires, importés de l'étranger et rédigés par des émigrés russes. Jusqu'en 1873. la propagande avait plutôt un caractère individuel; mais dès le début de cette année, un certain Nicolas Tchaïkowski, membre du cercle de Natansohn, prit à tâche de réunir les forces disséminées des propagateurs, forma un nouveau foyer socialiste, qui porta le nom d'adhérents de Tchaïkowski (les «Tchaïkowtzy»), et soutint les rapports les plus continus avec les émigrés russes, résidant principalement à Zurich et dans d'autres villes de la Suisse. Ces rapports personnels, es brochures révolutionnaires des émigrés, qui parvenaient jusqu'en Russie par des voies secrètes, parfois impossibles même à suivre, de même que le recrutement

pour cette association d'un bon nombre de femmes-nihilistes rentrant de Suisse en Russie, connues sous le nom «d'étudiantes de Zurich»,—tout cela influa grandement sur la formation définitive du nouveau cercle propagandiste de St-Pétersbourg.

Jusqu'en 1873, l'émigration russe professait qu'il suffisait d'une «Société internationale d'ouvriers», pour faire descendre le bonheur sur la terre; mais depuis cette date, ses doctrines se groupèrent autour du principe du «fédé«ralisme, basé sur le collectivisme et le mutualisme». Ce changement survint par suite des délibérations du cinquième congrès des socialistes qui eut lieu à La Haye, en 1872. C'est durant ce congrès, que Bakounine fut exclu du nombre des membres de l'Internationale, pour avoir formé dans son sein une société secrète, à la suite de quoi, il fonda à Zurich une «Section Slave»; celle-ci se rallia aux sections de la «Fédération Jurassienne», qui n'approuvaient point les décisions du congrès de La Haye, et choisit comme devise l'idée nouvelle du «fédéralisme». D'après la formule de ce principe, le but du parti socialiste-révolutionnaire devait consister dans le bouleversement de tous les Etats, l'annulation de tout organisme gouvernemental et de civilisation bourgeoise, et la création d'un nouvel ordre de choses, par le moyen d'une fédération libre des communes productives, de bas en haut. Ayant posé pour but de son activité la destruction de tous les gouvernements, cette «Section Slave» devait, comme de raison, avant tout, combattre les grands principes sur lesquels est basée la vie politique et sociale des peuples: c'est pourquoi, la «Section» annonça dans son programme qu'elle lutterait contre la religion, la proprieté et la fa-

mille. Tout en propageant dans tous ses écrits la théorie du «fédéralisme», qui n'était que le principe le plus pur de «l'anarchie», Bakounine indiquait en même temps la nécessité d'une révolution générale en Russie, de tout le peuple contre le pouvoir suprême. Ce principe trouva un partisan zélé dans le journal «Wpériod» («En Avant»), que l'émigré Pierre Lawrow commença à publier en 1873; il différait seulement quant au point de vue sur la manière de mener la propagande révolutionnaire. Les théories de Lawrow déplurent à la majorité des émigrés en tant qu'elles exigeaient de la part des propagateurs un certain fond de connaissances et de science. On s'arrêta bientôt à une opinion moyenne, émise dans une brochure d'un socialiste, jugé dans des procès antérieurs,— Pierre Tkatschew, qui réussit à s'évader de l'exil et vint vers cette époque en Suisse. Cette brochure portait le titre de «Problême de la propagande révolutionnaire en Russie».

Les théories destructives de Bakounine et Tkatschew trouvèrent un retentissement profond dans les cercles révolutionnaires de St-Pétersbourg, et leur activité reçut dès lors une tendance parfaitement conforme aux principes émis dans la doctrine de Tkatschew, qui reniait entièrement la nécessité de se créer un programme d'avenir, mais exigeait avant toute chose: la lutte «la plus obsti«née avec le gouvernement, la lutte contre le régime en vi«gueur, la lutte jusqu'à la dernière goutte de sang et «jusqu'au dernier souffle». C'est dans ce sens que parut en même temps une brochure incendiaire du prince Krapotkine (du cercle de Tschaïkowski) sous le titre: «De«vons-nous nous occuper à examiner l'idéal du régime

«de l'avenir»? Les cercles de St-Pétersbourg acceptèrent bientôt non seulement la partie dogmatique des théories élaborées en Suisse; mais, dans l'organisation de leur activité même, suivirent les préceptes de la «Section Slave», en vertu de quoi, cette organisation n'admettait aucune hiérarchie et octroyait à chacun des propagateurs la liberté de choisir le rôle et les moyens de propagande, avec une pleine confiance de trouver toujours un secours mutuel chez ses collègues. Il est donc évident que les cercles de St-Pétersbourg surgirent et se formèrent sous l'influence de deux éléments: a) des débris des anciennes associations socialistes, et b) des émigrés russes en Suisse: de manière que le foyer de propagande avait deux aboutissants comme origine—d'un coté, les cercles révolutionnaires russes, restés dans le pays, et d'un autre—le grand parti socialiste-révolutionnaire en Europe, parti, auquel les émigrés en Suisse s'étaient ralliés intégralement.

Les nouveaux foyers de socialistes qui surgirent à cette époque à Pétersbourg se recrutèrent principalement de la jeunesse de l'Ecole de Médecine, de l'Institut de Technologie, de même que des étudiantes en médecine et des cours gynécologiques. Les uns commencèrent sans délai leur activité de propagande parmi les ouvriers et les gens de peine, tandis que d'autres s'adonnèrent d'abord à des études pratiques de la vie du peuple, de ses besoins et de ses charges. Comme simples ouvriers plusieurs d'entre eux se mirent à étudier des métiers parfois rudes et organisèrent des ateliers pour y attirer la classe ouvrière, afin d'atteindre plus facilement leur but. La propagande se répandit peu à peu dans les villages, parmi les paysans rustiques et tranquilles, souvent par l'intermé-

diaire des maîtres et des maîtresses d'écoles, qui n'étaient que des émissaires socialistes, des ouvriers voyageurs, etc., quelquefois même à l'aide de petits propriétaires, qui s'établirent dans ce but au milieu de la population rurale. Tout ce monde suivait fidèlement l'idée d'une «mission «parmi le peuple» et d'une assimilation avec la populace pour y infiltrer plus facilement le venin de ses doctrines.

Dans l'espace de trois ans que dura l'enquête, elle enveloppa dans son réseau près de 2000 accusés; ce nombre se réduisit plus tard, après un système plus strict quant aux preuves de culpabilité,—à celui de 900, et enfin ce n'est qu'au nombre de 193 que se borna l'acte d'accusation du grand procès qui se jugea au Sénat de St-Pétersbourg depuis le 18 octobre 1877 jusqu'au 23 janvier 1878. L'acte d'accusation formulait en tout 12 catégories d'inculpés, parmi lesquels figurèrent des noms qui se retrouvent bien souvent plus tard dans les faits les plus inouïs et les plus cruels du mouvement anarchiste en Russie, tels que Tikhomirow, Jéliabow, Gratschewski, Kwiatkowski les femmes Loeschern von Herzfeld, Sophie Pérowskaïa et beaucoup d'autres. La peine qui frappa les accusés ne fut appliquée qu'avec certaine douceur; la détention préventive plus ou moins prolongée fut prise en considération; plusieurs même furent entièrement grâciés.

1878

Une fois ce grand procès terminé, les principaux meneurs des troubles et de la propagande, condamnés ou déportés, ceux qui furent graciés ou acquittés mis sous la surveillance la plus stricte de la police et des chefs administratifs, on s'attendait à une période de calme; on se berçait de l'espoir que les racines du mal étaient extraites, on croyait que la magnanimité du gouvernement qui jugea les inculpés avec modération et ne leur infligea que le minimum des peines édictées dans le Code, ne resterait pas sans influence sur l'esprit de la jeunesse, la porterait à de meilleurs sentiments, la rallierait aux idées d'ordre et de devoir. Ces prévisions furent loin de s'accomplir; car c'est précisément de l'année 1878 que date la période la plus saisissante du mouvement anarchiste en Russie, période qui dura près de cinq ans et ajouta une page émouvante aux fastes révolutionnaires de l'Europe.

Cette période débuta par l'action d'une nihiliste, portant le nom de Wéra Zasoulitsch, qui commit un attentat sur la personne du préfet de St-Pétersbourg, l'aide-

de-camp général Trépow, remplissant en même temps les fonctions de chef direct de la police de la capitale. Cet attentat se distinguait tant par son audace, que par les motifs et les mobiles qui le dirigèrent.

Le 24 janvier 1878, à l'heure des audiences, parmi les personnes réunies dans la salle d'attente du général, se trouvait une jeune femme qui demandait à lui soumettre une requête très humble et parfaitement légale quant à sa teneur, à l'effet d'obtenir l'attestation du préfet relativement à sa personnalité, document indispensable pour son admission aux cours gynécologiques; cette supplique était signée du nom d'«Elisabeth Kozlow». Quand le général, qui avait parfaitement connaissance du sujet de cette requête, vu que cette femme s'était déjà présentée une fois et qu'il lui avait promis son concours, s'approcha de la solliciteuse et commença à parcourir sa pétition, la soi-disant Kozlow tira, sans qu'on s'en aperçût, un révolver de sa poche et fit feu à bout-portant en blessant profondément le général Trépow au coté gauche. Ce dernier fut longtemps en danger de mort, et dut même résigner ses fonctions.

L'auteur de l'attentat avec une audace sans égale, ne fit nulle tentative pour s'évader; on l'arrêta sur le champ, son pseudonyme fut découvert et on constata que cette femme s'appelait en réalité Wéra Zasoulitsch, âgée de 28 ans, célibataire, nihiliste reconnue, ayant été déjà impliquée dans le grand procès Netschaïéw; astreinte plus tard à habiter loin de la capitale, plusieurs gouvernements de l'intérieur (Penza, Kostroma et autres), et qui, peu à peu, était parvenue à obtenir la permission de revenir à St-Pétersbourg et à y suivre des cours de mé-

decine. Elle était d'extraction noble, appartenait à une famille honorable, ce qui ne l'empêcha point, elle et sa soeur (une certaine Nikiforow), de prendre part aux agissements des socialistes et de se déclarer même anarchiste convaincue et audacieuse. Le mari de sa soeur se trouvait être un des accusés les plus sérieux du procès des 193, et venait d'être condamné aux travaux forcés.

Les premières questions qu'on posa au début de l'enquête étaient dans l'intention d'éclaircir ce point: quels étaient les mobiles du crime? L'inculpée donna une explication détaillée, mais qui était loin d'être vraie dans plusieurs parties. Elle attribuait sa préméditation indéniable à un fait auquel sa personnalité était étrangère.

Le 6 (18) décembre 1876, sur la place de la cathédrale de Kazan, à Pétersbourg, s'était réuni un groupe de socialistes et d'anarchistes, porteurs de drapeaux rouges, vociférant des provocations contre le gouvernement, tenant des discours incendiaires, organisant en un mot une espèce de «pronunciamento» révolutionnaire, ouvertement, au sein de la capitale. Ces perturbateurs étaient au nombre de 36 personnes, qui furent vite dispersées par la police et jugées aux termes exacts de la loi. Un des principaux manifestants se trouva être un certain socialiste, qui, pendant tout la durée du procès et même au-delà, prétendit se nommer Bogolioubow, quoique plus tard on découvrit que son vrai nom était Emélianow, originaire des provinces du Don. Il fut condamné aux travaux forcés avec privation des droits sociaux et politiques, mais l'accusé ne fit pas recours à la Chambre de Cassation contre cette condamnation qui lui fut signifiée le 8 avril 1877, et qui fut définitivement confirmée le 19 mai de la même année.

Depuis lors, Bogolioubow entra dans la catégorie des galériens destinés aux travaux forcés et dut, «ipso facto», être maintenu sous la juridiction des articles du Code pénal concernant les plus hautes catégories de condamnés. Le 13 (25) juillet 1877, pendant que le général Trépow faisait une visite d'inspection dans la prison des prévenus, où Bogolioubow se trouvait encore, attendant sa déportation en Sibérie, — ce dernier se permit une conduite des plus insolentes vis-à-vis de ce haut fonctionnaire. D'après le sens clair et net de la loi en vigueur, savoir: l'article 807, du vol. XIV du Code des Lois («Règlements sur les exilés»), les galériens peuvent être soumis à des châtiments corporels même pour des délits d'une gravité secondaire, jusqu'au maximum de 100 coups de verges. Vu la nécessité de faire valoir cette règle dans la circonstance présente et pour en imposer aux autres détenus, d'autant plus que Bogolioubow avait manifesté son insolence devant nombre de ses co-accusés, le général Trépow ordonna qu'on lui infligeât un châtiment corporel, mais dans une mesure modérée (celle de 25 coups).

Il suffit de ce simple fait, d'une portée presque nulle et qui, en tout cas, ne dépassait pas les limites de la légalité la plus exacte, pour porter l'effervescence dans les têtes chaudes des adeptes de l'anarchisme, qui, légistes ignorants, se raccrochaient au moindre acte de sévérité du gouvernement pour créer de nouveaux griefs, pour invoquer de nouveaux prétextes et commentaires afin de justifier la raison d'être de leurs agissements indignes, qui soulevaient déjà une haine violente au sein du peuple russe. Les anarchistes poussèrent des clameurs contre la tyrannie, les tortures de l'inquisition, l'arbitraire, les hor-

reurs et les mystères des prisons, etc.; une vengeance devait donc avoir lieu: le préfet de la ville devait tomber sous une main vengeresse. Cette idée tint en émoi près d'une année tout le cercle des anarchistes. Il n'a pu être élucidé si réellement l'exécution du meurtre fut décrétée par un Comité Exécutif (qui dans ce temps n'existait pas probablement, comme quelque chose d'organisé et d'actif), ou bien si c'est de son propre mouvement, que Wéra Zasoulitsch se décida à perpétrer l'attentat. D'après ses déclarations lors du procès, cette idée était due à son initiative personnelle; mais plus tard, elle prétendit dans un opuscule révolutionnaire paru à l'étranger, qu'elle ne fit qu'exécuter l'ordre d'un tribunal terroriste. En tout cas, cet acte criminel et si audacieux lui fit valoir, parmi la grande association des anarchistes, le surnom de nouvelle «Charlotte Corday» russe.

Le gouvernement jugea nécessaire de donner à l'affaire de l'attentat Zasoulitsch le cours ordinaire des procès criminels; cette cause fut jugée par le tribunal d'arrondissement de St-Pétersbourg avec le concours des avocats, des plaidoyers, et du jury habituel. Cette procédure fut comme une tentative, un coup d'essai pour s'assurer: si le cours normal de la justice ne suffirait pas pour juger certains procès et attentats du domaine révolutionnaire. On tâchait de s'inspirer une grande confiance dans la droiture du jury, la rigidité du barreau, le bon sens du public et la prudence des légistes.

Les événements prouvèrent en réalité le contraire; ils démontrèrent d'une manière visible que les idées avancées, les sympathies pour la cause et la personnalité des détenus et des accusés politiques, avaient pris

certaine racine au sein même de la société intelligente et éclairée de la capitale. Le procès s'annonça avec beaucoup de bruit; non-seulement la salle de l'audience était bondée, mais une foule immense stationna dans la rue, aux abords du Palais de Justice toute la journée du 31 mars 1878. Un avocat, à peu près débutant, Alexandrow, se chargea de la défense de l'inculpée; mais son plaidoyer fut plutôt un acte d'accusation non interrompu contre le général Trépow, contre l'arbitraire du gouvernement, contre l'usage des verges après l'abolition des châtiments corporels depuis 1863 (dans le ressort du domaine judiciaire), etc., que la défense de sa cliente. Le public approuvait, interrompait et applaudissait, tandis que l'acte d'accusation contre le général Trépow suivait son cours. Ni le président, ni le procureur du tribunal, ne surent arrêter ce plaidoyer illicite et ces discours scandaleux qui électrisaient le public, le jury, et présentaient à rebours les bases réelles du procès. Survint le moment où le jury parut dans la salle pour prononcer son verdict: c'était l'acquittement de Wéra Zasoulitsch.

Les applaudissements, les clameurs, les vociférations suivis d'une cohue immense de public qui quittait la salle avec la masse qui stationnait au dehors, couronnèrent l'issue de ce procès inouï, qui souleva, dès que le bruit s'en répandit dans la capitale et les provinces, une indignation générale dans le monde russe, parmi les patriotes et les sujets fidèles. Tout ne finit pas par une cohue et des clameurs, car les scènes de la rue ressemblaient à une véritable émeute. Wéra Zasoulitsch fut portée en triomphe; c'est avec peine si l'on parvint à la faire monter dans une voiture qui avançait au pas parmi la foule de ses

admirateurs, foule qui vociférait et en venait aux mains avec les gendarmes et la police. Des coups de feu partirent: la femme Rafalow (nihiliste) fut tuée par l'un d'eux; un autre fendit le casque d'un gendarme: un certain Grégoire Sidoratzki, auteur des deux premiers coups de feu, s'en tira un troisième: de crainte d'être arrêté sur le champ, il avait préféré un suicide instantané devant la masse de ses co-affiliés. Wéra Zasoulitsch disparut dans la cohue; on la chercha, mais en vain; elle passa à l'étranger, et résida principalement à Paris et en Suisse. La Cour de Cassation du Sénat annula bientôt la décision du jury et ordonna que le cause serait jugée à nouveau; mais l'inculpée ne reparut plus. Des proclamations incendiaires suivirent l'attentat et l'issue de ce procès, qui servit de début à la période de l'activité terroriste du socialisme russe. Ce résultat démontra tangiblement au gouvernement que le danger était plus grand qu'on ne le supposait, que certaines classes de la société se trouvaient être intoxiquées d'un poison délétère, que les moyens à suivre devaient être laborieux, et que les épreuves par lesquelles le gouvernement avait encore à passer seraient sûrement graves et compliquées.

L'attentat sur la personne du général Trépow fut comme le début d'une série de tentatives homicides et de meurtres politiques, qui signalèrent l'époque si agitée des années 1878 à 1882. Tel était le programme du parti «terroriste», dont il serait difficile de préciser la genèse, vu que les fractions et les tendances au sein du monde anarchiste variaient sans fin, et n'avaient pas de points

de départ, fixes ou raisonnés. Les faits démontrent même que le nombre des attentats qui ont eu une issue réelle et tragique est supérieur à celui de tous ceux qui restèrent sans succès ou résultat. Suivant la marche chronologique des événements, une tentative de ce genre eut lieu à Kiew, le 23 février de la même année, un mois après le coup de feu de Wéra Zasoulitsch. Vers cette époque, Kiew et en partie toutes les provinces du Sud-Ouest. commencèrent à devenir un receptacle, un foyer considérable de forces anarchistes qui, depuis 1877. portaient le nom de «démagogues kiowiens» («bountari»), foyer qui plus tard projeta ses flammes dans des localités très éloignées et qui servit de ralliement aux divers partis; aussi ne s'éteignit-il qu'avec une grande lenteur, après avoir livré un contingent énorme de personnes et de faits à l'oeuvre révolutionnaire. La jeunesse de l'université de Kiew n'a pas manqué de tout temps de têtes chaudes, même à l'époque de l'ancien régime, sous l'Empereur Nicolas, quand le socialisme et l'anarchisme n'avaient pas encore de bases en Russie. C'étaient des idées séparatistes, des idées d'autonomie quant aux provinces ukrainiennes, qui travaillaient alors les têtes surchauffées et de 1856 à 1862, ces tendances se firent jour de nouveau avec une impulsion sensible, le gouvernement ayant autorisé le développement de la littérature ukrainienne, la publication de journaux en langue petite-russienne, etc. Plus tard, l'idée séparatiste servit de base à l'essor du mouvement révolutionnaire, qui se manifesta avec une persistance extrême, d'autant plus que le champ d'activité pour les bandes des anarchistes ukrainiens était vaste et fertile, parmi une population riche, dans un pays plantureux et au centre

2

d'un contingent considérable de classes ouvrières qui peuplaient les nombreuses fabriques et les usines de la contrée. L'existence et l'activité d'un foyer révolutionnaire sérieux, fonctionnant dans ces provinces, ne pouvaient ne pas donner de graves soucis au gouvernement; aussi vers cette époque (1878), la surveillance fut-elle doublée; la magistrature et les pouvoirs administratifs prirent à tâche d'user de sévérité et de tout leur pouvoir légal pour combattre le mal et poursuivre les auteurs des désordres et de la propagande.

Dans le nombre de ces employés rigides, mais qui n'agissaient que strictement dans les limites de la loi, se trouvait le substitut du procureur du gouvernement de Kiew, Kotliarewski. Les anarchistes, très mécontents de son système de sévérité et de surveillance, se décidèrent à le supprimer à l'aide d'un meurtre. Le 23 février, Kotliarewski, rentrant chez lui du théâtre après minuit, avec sa femme et son beau-frère, rencontra trois jeunes gens qui se mirent à le dévisager attentivement; quelques instants après, comme le substitut sonnait déjà à sa porte, ces personnages s'approchèrent de lui une seconde fois, et l'un d'eux, le regardant en face, le visa avec un révolver qu'il déchargea deux fois: une des balles siffla au-dessus de la tête de sa femme et l'autre troua le pardessus de la victime désignée, ne lui ayant du reste occasionné] aucun mal. Les malfaiteurs, profitant de l'obscurité de la nuit, réussirent à s'enfuir, malgré les poursuites qui eurent lieu à l'instant.

Les auteurs de l'attentat ne purent être découverts, quoique plus tard, d'après les aveux d'autres anarchistes, des noms furent indiqués, mais sans fournir de preuves

de culpabilité. On pourrait de préférence ajouter foi à la véracité de la version d'un certain Goldenberg (Grégoire), qui, à la fin de sa carrière anarchiste, mit sur papier des aveux complets sur les principaux meneurs et les faits du mouvement révolutionnaire, dans lequel lui-même joua un rôle considérable. Cet anarchiste repenti assura que l'attentat fut organisé par un certain Fomine (plus tard jugé par le tribunal de Harkow), portant le pseudonyme d'«Ours», Alexis Fedorow et Jean Iwitchéwitsch. Il est indubitable, en se basant sur d'autres pièces de procédure, qu'un certain Valérien Ossinski (qui subit plus tard la peine de mort) participa aussi à ce crime.

Les socialistes ne manquèrent pas de se vanter bien haut de l'attentat accompli. Une proclamation imprimée parut le lendemain et se trouva collée sur plusieurs maisons et édifices de Kiew; on arrêta même à cette occasion des nihilistes qui s'occupaient à l'afficher, entre autres un certain Izbitski, qui se défendit à outrance avec un pistolet lors de son arrestation dans la rue. La proclamation contenait aussi des menaces à l'adresse du capitaine des gendarmes baron de Heyking, dont les anarchistes avaient à se plaindre tout autant que du substitut Kotliarewski.

Cette démonstration du groupe terroriste, qui commençait seulement à fonctionner et à mettre à jour son activité criminelle, eut une influence funeste sur la jeunesse de l'université de Kiew, d'Odessa et d'autres établissements d'instruction du Sud. Tout le mois de mars, les troubles les plus sérieux envahirent l'université de Kiew; les étudiants se réunissaient en masse, réclamaient des droits qu'on ne pouvait leur accorder, et avaient renié

toute subordination. Le recteur de l'université, le conseiller d'état actuel Matwéïew, reçut même le 5 avril un coup à la tête, au moment où il entrait dans le vestibule de l'édifice académique; le coup fut si fort qu'il s'évanouit sur place. L'enquête fut menée avec rapidité et son résultat fut l'expulsion de 120 étudiants, reconnus chefs et instigateurs du mouvement; 15 de ce nombre furent déportés dans d'autres localités. Le mouvement ayant eu aussi un certain retentissement parmi la jeunesse de Moscou, les cercles socialistes de la capitale organisèrent une ovation à ces 15 détenus, lors de leur passage par cette capitale, le 3 avril, en route vers le lieu de leur exil. Leurs voitures furent assaillies, on tenta de les délivrer, tout cela accompagné de cris, de huées et de vociférations; mais ce cortège, une fois arrivé au centre de la ville, sur la place du grand marché voisin de l'université, subit une surprise très déplorable pour lui. Les petits marchands, leurs commis et les gens du peuple, indignés de ce spectacle et voyant que les forces de la police étaient trop faibles pour réprimer les désordres de la rue, vinrent d'eux-mêmes en aide et firent jouer leurs bras: surgirent des prises de corps, mais la lutte fut très courte et c'est le peuple qui en triompha. Il dispersa avec énergie la cohue des étudiants et des socialistes, et balaya la place, n'ayant pas ménagé les coups. Un étudiant de l'académie agricole de Pétrowski (établissement qui jouait depuis longtemps un rôle sérieux dans le mouvement), succomba même quelques jours après aux contusions qu'il avait reçues dans cette mêlée.

La proclamation des anarchistes concernant l'attentat contre Kotliarewski, comme il est mentionné plus haut, donnait en même temps un avertissement au capitaine de la gendarmerie de Kiew, baron de Heyking. Cet document ne fut point une parole vaine ou une vantardise, car effectivement, cet officier courageux et obéissant strictement à ses devoirs, succomba à un attentat qui fut dirigé contre lui trois mois plus tard.

Dans la nuit du 24 au 25 mai, le baron de Heyking rentrant vers minuit chez lui à pied, en compagnie d'un ami, fut attaqué par un inconnu au coin de la rue Kreschtatik et du boulevard Bibikow et blessé grièvement au bas du dos, près de la colonne vertébrale, avec une arme blanche,—un stylet ou un poignard. Le blessé, au premier moment, n'eut pas conscience de la gravité du coup et de l'attentat dont il venait d'être l'objet; il fit encore quelques pas, et donna par là même à l'assassin le temps de s'enfuir. S'étant bientôt aperçu qu'il venait d'être grièvement blessé, il eut cependant assez de forces pour donner un coup de sifflet: des passants accoururent à l'aide et poursuivirent le malfaiteur, qui fuyait avec vitesse. Un jeune paysan de 17 ans l'atteint le premier en l'attrapant par la main gauche, mais l'assassin tira contre lui un coup de feu, qui du reste ne le blessa pas. Un ouvrier-maçon nommé Wilenski, entendant de loin des détonations et voyant qu'on poursuivait un malfaiteur, parvint à l'attraper, mais reçut immédiatement une balle dans la poitrine et mourut de cette blessure le lendemain. Un sergent de police se lança en même temps vers l'assassin, mais reçut deux coups de feu, à la main droite et au pied gauche. Tous les efforts faits par d'autres personnes encore,

qui se trouvaient de passage dans la rue, pour capturer le fuyard, n'aboutirent à rien, et le malfaiteur, aidé de l'obscurité de la nuit, prit le large et échappa à toutes les poursuites.

Quatre jours plus tard, le 29 mai, le baron de Heyking succomba à la profonde blessure qu'il avait reçue. Une proclamation munie d'un cachet du «Comité Exécutif «du parti révolutionnaire russe» parut le 2 (14) juin et fut affichée sur les murailles; on y annonçait la mort de Heyking, de même que l'heureux événement de l'évasion de trois détenus socialistes: Deutsch, Stéfanowitsch et Bokhanowski de la prison de Kiew,—une entreprise hardie, dont il sera fait mention plus tard. Les auteurs de cette déclaration formulaient en même temps des regrets quant à la mort de l'ouvrier Wilenski mais atténuaient ce fait par la nécessité d'une défense personnelle. Ces proclamations furent envoyées et placardées sur les murs dans plusieurs villes du sud de la Russie.

L'auteur de cet assassinat resta inconnu malgré toutes les recherches. A en croire les dépositions de Goldenberg, ce fut l'oeuvre d'un certain socialiste, Golotoupenko, ex-étudiant de l'Académie Médicale de St-Pétersbourg, jeune homme de 22 ans, très chétif et malingre, mais qui, du reste, ne figura dans aucun des procès de socialistes.

Les armes que les principes du terrorisme mettaient aux mains des anarchistes n'étaient pas toujours dirigées contre les réprésentants du gouvernement, de la légalité et de l'ordre; les anarchistes en usaient aussi contre ceux de leurs adhérents qu'ils supposaient avoir

déserté la cause révolutionnaire et être rentrés dans le giron du devoir et du bon sens, contre ceux qui faisaient amende honorable et se soumettaient aux principes de la légalité et du régime gouvernemental. Lors du complot de Netchaiéw, c'est Iwanow qui tomba sous les coups des conjurés; durant le procès des 193, l'assassinat de Scharachkine, de Tawléiew (1876) et de Finoguénow (1877) furent aussi des faits du même genre; en 1876, un membre de la commune révolutionnaire de Kiew, Gorinowitsch, fut roué de coups par ses confrères (Stéfanowitsch, Deutsch, Bokhanowski, Drobiazguine, Malinka et Kastiourine), qui le soupçonnaient de trahison: et pour comble de cruauté, on lui versa sur la tête une fiole d'acide sulfurique.

Dans l'année 1878 un nouveau fait de ce genre vint se joindre à tous les précédents. Au sud de la Russie, à Rostow sur le Don, ville commerciale et industrielle, peuplée d'une nombreuse classe ouvrière, les socialistes prirent à tâche de former une société secrète parmi les travailleurs, dans le même esprit, le même but et avec les moyens déjà employés par la propagande du socialisme parmi le peuple. Les promoteurs ne purent du reste se réjouir d'un succès sérieux, car le nombre des adeptes n'augmentait que lentement; en outre, il y avait dans le nombre des adhérents beaucoup de gens très peu convaincus; quelques-uns d'entre eux firent même aux autorités des dépositions les plus détaillées quant à la formation de l'association et aux menées de ses fondateurs. C'est un certain Akime Nikonow, surtout, qui fournit les données les plus précises et fit les aveux les plus complets. Une enquête s'ensuivit, mais comme il fut impossible de découvrir les noms des principaux coupables,

et de s'assurer de la personnalité des socialistes-fondateurs de ce cercle, qui n'étaient connus des ouvriers eux-mêmes que sous des pseudonymes plus au moins vagues, l'affaire fut terminée par des mesures administratives, prises contre les factieux attrapés sur le fait, et tout finit par un arrêt d'exil peu rigoureux. Mais pour Akime Nikonow, il ne put éviter la vengeance des anarchistes. Le soir du 1-er (13) février 1878, étant attablé avec un ami dans une échope à prendre de la bière, survinrent deux des meneurs de la société secrète, qui portaient dans l'association les pseudonymes d'Iwane Pétrowitsch et de Henri Karlowitsch; vers 11 heures, tous les quatre sortirent ensemble et en passant la rue aux Foins, d'après un signal donné par les deux socialistes, surgirent de l'ombre six individus qui tirèrent plusieurs coups de feu contre Nikonow et lui firent cinq blessures. Il tomba baigné dans son sang; la patrouille le releva et trouva près de lui un billet qui était ainsi conçu: «l'espion Akime Nikonow est «tué pour dénonciations contre les socialistes». Le 17 février, il succomba à ses blessures.

Les anarchistes proclamèrent bien haut cet acte de cruauté par une nouvelle affiche intitulée: «Assassinat «d'un espion», qui fut répandue un peu partout et figura même sur les murs de la bibliothèque de l'Académie Médico-Chirurgicale de St-Pétersbourg. «Cet assassinat a «été commis par nous autres, socialistes-révolutionnaires», se vantait ouvertement la proclamation... «Nous le portons «à la connaissance et pour l'édification de tout le monde... «Nous défendons la cause des millions d'hommes de la mas- «se populaire, nous défendons la vérité contre le mensonge «et la violence. L'assassinat est pour nous une mesure effro-

«yable et pénible; mais le gouvernement qui opprime tout «le peuple russe et qui suce toutes ses forces, nous pour«suit, nous—les défenseurs du peuple.—comme des bêtes «fauves... Dans tous les coins de la Russie. des milliers «de nos confrères succombent victimes de leurs convic«tions, comme martyrs pour le peuple. Et pendant cette «chasse qui dure depuis tant d'années, il se trouve des «gens sans honneur ni conscience, des gens qui, en rai«son d'une peur méprisable ou par intérêt, nous espion«nent ou nous trahissent, dénoncent nos actes et nous«mêmes à la vindicte inhumaine du gouvernement. C'est «de la même manière qu'a agit Akime Nikonow! C'était «un traitre, donc il était notre ennemi, l'ennemi de la «cause populaire!.. C'est pourquoi nous avons décidé de «nous débarrasser de lui et nous nous en sommes débar«rassés. Nous ne voulons pas souffrir plus longtemps! Nous «sommes décidés à nous défendre! Nous exterminerons «ces Judas, nous les exterminerons sans pitié ni compassion «et nous annonçons hautement: que les espions sachent «qu'une seule récompense les attend—c'est la mort!»

Cette proclamation échevelée avait pour but de produire un effet d'intimidation sérieuse sur les esprits vacillants, insuffisamment énergiques et décidés. C'était évidemment l'oeuvre d'un terroriste intransigeant et hardi. On découvrit plus tard, - après qu'un des auteurs de cet assassinat avait déjà subi la peine capitale pour d'autres crimes politiques,--que cette supposition était fondée; car d'après des fragments d'écritures. des initiales et des allusions à des faits tout à fait insignifiants, on vint à l'évidence qu'Iwane Pétrowitsch n'était autre qu'un terroriste très renommé des cercles de Kiew. Jean Iwitsché-

witsch et que Henri Karlowitsch — était un membre du même parti, nommé Ludowic Brantner, qui subit la peine de mort en 1879.

Enhardis par le succès des premières manifestations terroristes, les adeptes de l'anarchisme considérèrent dès lors le principe de la «terreur» comme le mode d'action le plus puissant et la devise la plus raisonnée de leurs complots et de leurs agissements. Ils s'occupèrent à créer des «théories» et des «systèmes», voulant convaincre le gouvernement et le public de la légitimité de leurs crimes. L'origine des principes terroristes s'explique du reste plus logiquement par des idées d'un caractère opportuniste, au point de vue des circonstances et de l'état des choses dans le monde anarchiste. La grande propagande socialiste parmi le peuple prouva à ses nombreux émissaires que toute l'activité de leur apostolat ne pouvait parvenir à remuer les masses populaires, à démoraliser politiquement la classe ouvrière ou à affaiblir les liens historiques qui rattachaient la nation tout entière à son Souverain. Ceux mêmes, pour qui ces nouveaux bienfaiteurs travaillaient, ceux qu'ils voulaient rendre plus aptes à recueillir les fruits de leurs doctrines, étaient les premiers à livrer aux autorités les apôtres des théories du bonheur de l'avenir. Le gouvernement d'un autre coté se rendit bientôt maître du mouvement, de manière que l'entreprise, malgré la grande échelle sur laquelle elle était équilibrée, s'écroula. Il était donc nécessaire d'avoir recours à d'autres moyens plus vigoureux et plus puissants; il fallait faire comprendre la réalité de l'existence d'un parti qui était

dans une lutte ostensible avec le gouvernement, qui lui créait des embarras, «terrorisait» les pouvoirs et la société. En outre, il était indispensable de discréditer, autant que possible, aux yeux du peuple, le prestige, les droits et le caractère d'inviolabilité du Pouvoir et de ses représentants même les plus élevés. Les moyens de propagande pacifique, souvent même revêtus de formes légales n'étaient plus suffisants; l'heure était donc venue de révolutionner le pays avec le poignard en main, avec un révolver et de la dynamite. Grande serait la gloire personnelle des héros de cette lutte au sein du parti, tout comme dans les annales de la révolution; c'était un subterfuge pour créer des hommes d'action, pour étonner le monde par des hauts faits d'un genre nouveau, de même que par l'atrocité des complots. Quant aux moyens,—tous étaient bons pour parvenir au but; et ce but, avant tout, consistait à prouver au monde russe tout comme à se persuader à soi-même, que l'activité révolutionnaire ne chômait point, que le parti n'était pas dispersé, annihilé ou éteint, qu'il était encore fort et imbu de principes de vengeance contre les moindres représailles du gouvernement. L'exemple de la révolution française était là, car les auteurs de la «Terreur» avaient depuis longtemps promulgué les principes fondamentaux de cette lutte... «Chacun a le droit de tuer un tyran et le peuple «ne peut ôter ce droit à n'importe lequel de ses citoyens», enseignait Saint-Just en 1793. Mignot allait plus loin en annonçant, que «la peine de mort était, en vérité, contraire «aux principes de l'humanité; mais qu'au cas où elle n'exi«sterait point, il faudrait l'établir pour les tyrans». Et Robespierre n'appuyait-il pas ces principes en déclarant: que «le «droit d'exécuter un tyran équivalait parfaitement au droit

«de proclamer sa déchéance. L'un et l'autre de ces actes pouvaient s'accomplir de la même manière, sans aucunes formalités judiciaires;.. qu'au point de vue de la liberté, il «n'y avait pas d'être plus misérable; qu'au point de vue de «l'humanité, il n'y avait pas d'homme plus coupable». Ces principes qu'on trouve, sous forme d'épigraphes à la première page des opuscules terroristes, étaient assez puissants pour créer des enthousiastes du meurtre en matière politique, pour envoyer des misérables, la tête affolée, plonger le poignard dans le sein des soi-disant tyrans. C'était à leurs yeux un nouveau moyen, «un système légal de lutte «politique»: la liberté ne pouvait être acquise que par l'assassinat. Et quant aux tyrans, pour les apôtres de la dynamite, chaque détenteur de l'autorité était un Néron, chaque officier de police — un sbire, et chaque tribunal administratif — un tribunal de l'Inquisition.

C'est donc principalement un sentiment opportuniste secondé par très peu de théorie, qui créa le parti d'action et inaugura le nouveau système. Les faits subséquents prouvent que c'est le moyen le plus logique pour s'expliquer l'apparition presque soudaine du terrorisme et la transformation de la propagande plus ou moins paisible et lente des années 1873 à 1876 en une période d'activité fièvreuse au sein de l'anarchisme.

Les provinces du Sud-Ouest furent, tout d'abord, le théâtre et comme le foyer où se réunirent et s'organisèrent les forces des terroristes. Ce foyer restait évidemment dans les rapports les plus suivis avec les cercles de Pétersbourg, où, à l'exception de l'attentat Zasoulitsch et des scènes qui suivirent son acquittement, les socialistes ne jugèrent pas nécessaire de manifester leur activité du-

rant la première moitié de l'année 1878. On pourrait tout au plus citer l'incident qui eut lieu à l'occasion de l'enterrement d'un socialiste nommé Padlewski, décédé à l'hôpital militaire de St-Nicolas, le 22 février. Une quantité d'étudiants et d'étudiantes emportèrent de force sa dépouille hors de la salle, où avant d'être procédé aux funérailles, elle devait subir une autopsie légale; la procession traversa beaucoup de rues, s'arrêta devant l'édifice de la prison des prévenus où elle leva le corps au-dessus des têtes de la foule, etc., mais il n'y eut pas de collisions dans la rue et l'incident n'eut pas de suites. Cette tranquillité à l'extérieur ne pouvait, cependant, comme les événements le prouvèrent, servir de garantie à une accalmie dans le monde interlope des révoltés. Ces accalmies étaient souvent un indice caractéristique, dont se vantaient les socialistes; le «système» exigeait que les exploits terroristes portassent le caractère de l'inattendu et de la surprise; ils devaient éclater par secousses et foudroyer le public.

Le grand événement auquel se préparaient les terroristes de Pétersbourg, était le coup mortel qui devait être porté à un des hauts fonctionnaires de l'Empire, lequel par sa position se trouvait être dans des rapports les plus fréquents avec le Pouvoir. C'était un attentat dirigé contre le Chef des gendarmes et de la «Troisième Section» de la Chancellerie de l'Empereur, le général aide-de-camp Mézentzow. Ce haut fonctionnaire était placé à la tête des affaires de la politique intérieure du pays, qui toutes étaient du ressort de la «Troisième Section», institution

fondée presqu'en même temps que le corps des gendarmes et qui était en activité depuis un demi-siècle. Les chefs de cette «Section», cumulant la charge de Chefs du corps des gendarmes (préposé à la sûreté générale du grand pays), étaient choisis dans le nombre des personnes jouissant de la confiance insigne de l'Empereur; ils avaient droit à de fréquents rapports avec Sa Majesté et à l'égard de leur position hiérarchique et du domaine de leurs attributions, jouissaient de pouvoirs très étendus. Depuis l'année 1876, c'était le général Mézentzow qui avait principalement mission de lutter contre les menées du parti révolutionnaire; c'est sur lui que pesait cette lourde responsabilité: c'est lui qui veillait à la pacification du pays et ne ménageait pas ses forces dans l'espoir d'arriver au résultat tant désiré de l'extermination du parti socialiste. La connaissance qu'il avait de ces affaires souvent insondables, ayant été chef d'état-major du corps des gendarmes depuis 1864 et adjoint du commandant depuis 1874, lui valut ce poste d'une si haute importance. Le parti révolutionnaire ne pouvait supporter les actes de sévérité du gouvernement, les enquêtes détectives du corps des gendarmes, les poursuites contre tous ceux qui étaient entrés dans la vaste catégorie des «illégaux», munis de faux papiers, se dérobant au contrôle de la police etc. Dans les foyers terroristes, la nécessité d'un attentat contre la personne du Chef des gendarmes paraissait inéluctable.

Le général Mézentzow avait coutume de faire tous les jours à pied une promenade matinale. Le 4 août, entre 9 et 10 heures, accompagné du lieutenant-colonel Makarow, après avoir fait une courte station dans une chapelle de la Perspective de Newsky, il longeait déjà la

place du palais Michel. pour se rendre chez lui, quand au coin de la maison Kotschkourow, un jeune homme sortant subitement de sous une porte cochère. l'assailit en lui plongeant un poignard à lame triangulaire dans la région abdominable, après quoi l'assassin se mit à fuir vers l'angle de la rue Grande Italianskaïa. Le colonel Makarow courut sus et parvint à le rejoindre de manière qu'il eut la possibilité de le frapper à l'épaule avec un parapluie qu'il tenait à la main. Dans ce moment, un second individu se jeta sur le colonel et fit feu, mais du reste sans l'atteindre. Les deux malfaiteurs s'étant rejoints au coin de la rue, se jetèrent immédiatement dans un véhicule (drojki»). qui les attendait, et partirent à fond de train, grâce à la vigueur de leur coursier. Ils traversèrent les rues Italianskaïa. Sadowaïa, coupèrent la Perspective, longèrent la Bibliothèque Impériale. le théâtre Alexandre, la rue du Théâtre et le marché Apraxine; là ils quittèrent leur voiture et continuèrent leur course à pied; mais il fut impossible de préciser l'itinéraire qu'ils suivirent à partir de ce point. Le général Mézentzow, couvert de sang, eut encore la force de faire le trajet jusqu'à chez lui en fiacre, soutenu par le colonel Makarow; mais la blessure était à tel point grave, qu'il succomba le même soir.

D'après les dépositions de plusieurs témoins, l'anarchiste qui porta au général le coup mortel, était un individu de taille moyenne, en lunettes, vêtu d'un pardessus clair, ayant sur la tête une casquette de la même couleur; celui qui faisait les fonctions de cocher, paraissait être un jeune homme à petites moustaches noires, vêtu d'un habit long bleu foncé; le troisième, enfin, qui déchargeat

son pistolet sur le colonel Makarow, était plus jeune que l'assassin, de taille moyenne, mais un peu maigre. Le cheval qui emportait les malfaiteurs était un fringant coursier au pelage noir; le drojki et tout l'attelage paraissaient en bon état. Telles furent les données peu suffisantes qu'on eut au début de l'enquête, qui dura longtemps, et qui, malgré les efforts immenses que l'on fit, ne parvint pas à établir judiciairement l'identité des coupables. Ce n'est que deux ans plus tard, en avril 1880, que venant à juger un anarchiste influent, Adrien Michaïlow, on constata dans l'acte d'accusation, que ce dernier était celui qui faisait les fonctions de cocher lors de la fuite des malfaiteurs; en outre, le docteur Oreste Weimar, fut accusé d'avoir fourni le fameux cheval noir, portant le nom de «Warwar», qui servit à la fuite des auteurs du crime. L'exécution de cet attentat donnait la preuve de l'existence de certaines ressources matérielles au sein du parti terroriste; car d'après l'aveu de plusieurs socialistes arrêtés plus tard, cette entreprise criminelle coûta près de 2000 roubles aux affiliés du complot. Dans le même procès furent jointes la cause d'une socialiste Malinowska, qui avait opposé une résistance armée, lors d'une visite domiciliaire dans son logement pendant la nuit du 11 au 12 octobre 1878, et celles d'autres accusés de propagande,- onze personnes (procès dont il sera rendu compte plus loin). Pour le moment, il suffit de mentionner, que Mikhaïlow fut jugé par la cour martiale de St-Pétersbourg le 4 mai 1880 et condamné à subir la peine de mort; mais grâce à la clémence de l'Empereur il fut seulement envoyé aux travaux forcés pour 20 ans. Après sa condamnation, il avoua au comte Loris-Mélikow sa participation à l'assassinat du général Mézen-

tzow et donna tous les détails relatifs au complot et à ses affidés. Le docteur Oreste Weimar fut condamné aux travaux forcés pour 10 ans; et pour ce qui concerne les deux principaux auteurs du crime, il ne peut être mis en doute que celui qui porta le coup mortel n'était autre que l'anarchiste Serge Krawtschinski, lieutenant d'artillerie en retraite, qui avait largement participé aux agissements de la grande propagande parmi le peuple, de 1872 à 1874. Après un certain laps de temps, durant lequel il ne fit pas parler de lui, c'est dès le début de l'année 1878 qu'il organisa et mit à exécution tout le complot contre le général Mézentzow. Krawtschinski prit la fuite et parvint à se réfugier à l'étranger, où il réside habituellement en Angleterre, hors de l'atteinte du gouvernement russe. D'après des données parfaitement exactes, il s'occupe de journalisme, et en 1886, il fit paraître à Paris (chez Dentu) une étude spéciale et polémique sur l'anarchisme russe, sous le titre «Le Tzarisme et la Révolution», signée de son pseudonyme: «Sergius Stepniak».

Son associé dans l'exécution du crime, celui qui tira le coup de feu, se trouvait être un anarchiste Alexandre Barannikow (portant aussi les pseudonymes de Koschournikow et de Tiourikow), qui tomba dans les mains de la justice seulement le 25 janvier 1882, fut jugé dans un autre procès par la Haute-Cour du Sénat, et condamné le 15 février 1882, aux travaux forcés à perpétuité.

Un événement d'une gravité telle que l'assassinat politique qui venait de se commettre à St-Pétersbourg, de même que l'audace avec laquelle il fut exécuté, produisirent une impression profonde sur le public et les esprits. Les représentants de toutes les classes et de toutes les

institutions de l'Empire, riches et pauvres, paysans et seigneurs, s'empressèrent de déclarer, dans de nombreuses adresses, portées aux pieds du Trône, que la population entière était indignée de ces forfaits tout comme des doctrines des socialistes, si odieuses au peuple russe. Un particulier, qui ne voulut point faire connaître son nom, déposa la somme de 50.000 roubles, pour celui qui parviendrait à découvrir le véritable assassin de Mézentzow. Le gouvernement, de son côté, s'adressa au public par une allocution sévère et pleine d'avertissements. Le 20 août parut dans le «Messager Officiel» un communiqué dans lequel les autorités déclaraient que la série d'actions criminelles, accomplies dans les derniers temps par les ennemis de l'ordre social, avait atteint son apogée par l'assassinat du général Mézentzow... «Malgré tous les symptômes «qui témoignaient de l'activité croissante de la propagande «du mal, le gouvernement suivait jusqu'alors strictement «la voie légale, sans recourir à des mesures exceptionnel-«les dans la répression de ces crimes»,—disait ce document. «Mais toute patience a son terme. C'est un devoir aujour-«d'hui de défendre la vie et la propriété de chacun contre «toute attaque future de cette poignée de scélérats, qui s'atta-«quent à la société et à la famille et font obstacle à l'exer-«cice régulier des fonctions imposées par le gouvernement «à ses agents les plus immédiats. Le gouvernement sait «combien ces hommes qui foulent aux pieds les lois et «la religion et renient tout ce qui est sacré au peuple «russe, sont différents du reste des sujets fidèles de Sa «Majesté; il ne peut donc voir tranquillement ces actes «sanguinaires d'individus si étrangers à la masse de «la nation. S'ils réclament un droit de cité pour leurs

«principes subversifs, ils insultent par cela même à l'idée «de la légalité. Eux, qui prêchent la liberté, sont tout «prêts à la violer dans la personne des représentants du «pouvoir. Eux, qui proclament l'indépendance personnelle, «vont chercher leur victime et la tuent eux-mêmes au «coin d'une rue. Le gouvernement sera donc inébran-«lable dans sa sévérité à l'égard de ceux qui se lèveront «à l'avenir contre l'ordre sur lequel repose notre pays, «qui conspireront contre la société, la famille et la pro-«priété».

Les anarchistes ne désarmèrent point, et c'est à la plume de l'assassin lui-même qu'appartient une brochure terroriste, qui parut en octobre 1878, sous le titre: «As-«sassinat du Chef des gendarmes, le général aide-de-«camp Mézentzow». Elle avait pour but d'expliquer au public les motifs du crime, de disculper le parti, de prouver la raison d'être du système que les anarchistes mettaient en vigueur. «Meurtre pour meurtre!»—c'est par ces paroles bruyantes que débutait l'opuscule, qui, en même temps, avait la prétention d'être un acte d'accusation contre le défunt Chef des gendarmes. Ses forfaits étaient innombrables au dire des apôtres de la révolution. Ceux-ci ne pouvaient lui pardonner d'avoir mis sous une surveillance sévère les membres des cercles propagandistes épargnés par le Code pénal, lors du grand procès des 193; ils témoignaient leur indignation de ce que le public, la presse et le parti libéral en Russie ne protestaient point et se taisaient; ils étaient donc réduits à organiser des résistances armées, le pistolet en main; à créer un tribunal occulte pour juger les auteurs et exécuteurs des atrocités qui se commettaient,—un tribunal tout aussi juste que les idées qu'ils

«défendaient, et tout aussi terrible que les conditions aux-«quelles le gouvernement» réduisait actuellement les anarchistes: c'est ce tribunal qui jugea digne de mort le général Mézentzow pour tous ses crimes, et son verdict fut exécuté. Un autre méfait, imputé à ce dernier, était d'avoir réprimé des désordres auxquels s'étaient livrés les détenus de la forteresse de Pierre-et-Paul à St-Pétersbourg, quoiqu'il n'eût été fait usage à cette occasion d'aucun acte de répression, que la loi du reste autorise dans de pareilles circonstances. On fit au contraire tout ce qui était possible, afin que la décision insensée que prirent les détenus de se laisser mourir de faim, ne fût point mise par eux à exécution. En outre, le général Mézentzow était coupable, prétendait-on, de toutes sortes de sévérités, en vigueur depuis un certain temps, pour lutter contre les socialistes. C'est enfin lui qu'on accusait de l'extension qu'on donnait aux arrêts d'exil par voie administrative... «Tant «que vous persisterez à maintenir le système de cruauté «actuel», concluait la brochure, en s'adressant au gouvernement et au public, — «notre tribunal secret sera tou-«jours suspendu sur votre tête, comme l'épée de Da-«moclès, et la mort sera une réponse à chacune de vos «cruautés envers nous. Nous ne sommes pas encore suffi-«samment puissants pour exécuter ce programme dans «toute son étendue. C'est vrai. Mais ne vous faites pas «d'illusions! Notre grand mouvement augmente, non pas «chaque jour, mais à chaque heure... Depuis le coup de «feu de Wéra Zasoulitsch, six mois se sont à peine écou-«lés: or, voyez quelle extension le mouvement a pris actuel-«lement! Et des mouvements semblables se développent «avec une force toujours grandissante, pareils à une ava-

«lanche qui s'écroule avec une vitesse de plus en plus «accélérée». Cette déclaration cynique offrait en définitive un compromis au gouvernement. On mettait à la suspension des hostilités les clauses suivantes: a) la cessation de toutes persécutions contre les socialistes; b) l'abrogation de toute disposition extra-judiciaire et de toute pénalité infligée par voie administrative; c) l'amnistie complète pour tous les prévenus et détenus politiques.

Bien que l'opuscule en question fût loin d'être laconique, sa devise («meurtre pour meurtre») restait plus ou moins mystérieuse et vague pour le lecteur. Il était facile du reste de supposer que ces trois mots lugubres avaient rapport au fait de l'exécution sur l'anarchiste Kowalski, de la peine de mort, qui eut lieu deux jours avant l'assassinat du général Mézentzow, le 2 (14) août, à Odessa.

Kowalski fut jugé par une cour martiale pour résistance armée lors de son arrestation avec plusieurs de ses coaffidés. Le chef de la gendarmerie d'Odessa reçut des informations, lui signalant des réunions de socialistes dans un logement du 3me étage de la maison Kaplounowski, dans la rue des Jardins. Par suite de cette dénonciation, le capitaine Dobrodéïew avec le substitut du procureur, Stépanow, se rendirent le 30 janvier, à 9 heures du soir dans la maison suspecte, suivis de 8 gendarmes et de plusieurs officiers et sergents de police. Arrivés au logement désigné, ils y trouvèrent réunies sept personnes: les locataires—deux femmes Wéra Witten, Léonide Merjanow et Ladislas Switytsch (sous le pseudonyme de Théodore Woskressenski), de même que quatre visiteurs — Jean Kowalski (sous le pseudonyme de Bontsch-

kowski), Witaschewski, Alexéïew et Klionow. Ils commencèrent à dresser un procès-verbal, après quoi le capitaine Dobrodéïew déclara à Kowalski qu'il devait faire une visite domiciliaire, et l'engagea tout d'abord à livrer lui-même tout ce qu'il pourrait posséder de compromettant. Kowalski porta immédiatement la main à sa poche et tirant un révolver, visa Dobrodéïew à deux pas, en lui criant bien haut: «voilà ce que je possède»! Le coup de feu rata; alors le capitaine se jeta sur Kowalski en ordonnant aux gendarmes de le suivre. Dans ce moment, le pistolet passa en d'autres mains, le coup partit, mais la balle siffla au-dessus de la tête du capitaine. Dans la bagarre, ce dernier tomba sur le dos, tout en ne lâchant pas Kowalski, qui l'écrasait de son poids, tandis qu'un troisième anarchiste, ayant plusieurs fois brandi un poignard au-dessus de la tête de Dobrodéïew, le blessa d'abord aux mains et au front, après quoi il le frappa à la tempe, en s'écriant: «la balle ne t'a point atteint, mais tu n'esquiveras pas «ce coup-là!»; en même temps, un des gendarmes qui défendait son capitaine, fut légèrement blessé. Pour compléter le désordre, la table, avec la lampe et la bougie qui éclairaient la chambre, fut renversée, de manière que les assaillis et les assaillants se trouvèrent dans une obscurité complète. Se sentant très affaibli par l'agression dont il venait d'être victime, par sa blessure à la tête et par une grande perte de sang, Dobrodéïew dut lâcher Kowalski et se rendre au corps-de-garde voisin soutenu par un des gendarmes; une fois parti, ses collègues se retirèrent de même; quant aux anarchistes ils se barricadèrent dans leur logement. Le portier de la maison, présent à ces scènes, reçut une balle dans le pied.

En prévision d'une résistance sérieuse que pourraient opposer les anarchistes qu'on devait arrêter, une réserve de 12 gendarmes avait été disposée d'avance et consignée au corps-de-garde voisin. Quand la nouvelle de la blessure de Dobrodéïew y parvint, ces 12 gendarmes accoururent; mais à peine avaient-ils monté l'escalier, que les anarchistes entr'ouvrirent leur porte et au cri de: «bat-«tez les gendarmes», firent feu sur eux; ceux-ci de leur côté, ripostèrent par trois détonnations. Les anarchistes déchargèrent une seconde fois leurs pistolets, à la suite de quoi encore deux gendarmes furent grièvement blessés; après cela les révoltés rentrèrent chez eux, à l'exception de Kowalski, qui, le poignard à la main, se jeta dans l'escalier, culbuta plusieurs personnes, blessa dans le dos un gendarme, mais finit lui-même par tomber. Venant au secours du blessé, deux sous-officiers parvinrent, après un rude combat, à se rendre maîtres de Kowalski, à l'arrêter et à l'expédier au dépôt de la police. Un rassemblement s'était formé dans la rue, à la porte de la maison, ce que voyant, les socialistes, enfermés dans leur logement, sortirent sur un balcon et s'adressèrent au public, en le priant de sauver celui qu'on venait d'arrêter et de tomber sur les gendarmes; en même temps, du haut de ce balcon, partirent encore deux coups de feu, qui ne restèrent pas sans riposte de la part des soldats.

A 10 heures du soir, le préfet de la ville, comte Léwaschew, le procureur de la Chambre d'appel et le chef de la gendarmerie d'Odessa, le colonel Knopp, étaient sur les lieux et firent quérir une force armée plus considérable. Les anarchistes profitèrent de ce moment pour brûler quelques papiers suspects et jeter par les fenêtres

dans la rue plusieurs rouleaux contenant des paquets de caractères typographiques. Quand arriva une compagnie d'un régiment d'infanterie, le comte Léwaschew ordonna à vingt soldats de se rendre en haut, de faire une sommation à ceux qui s'étaient barricadés et d'user de la force en cas qu'ils ne se soumissent pas. Le peloton dut faire feu, visant la porte d'entrée du logement, car les conjurés ne consentirent pas d'abord à se rendre et ripostèrent de nouveau par des coups de feu; ce n'est qu'à la seconde sommation, faite par le colonel Knopp, qu'ils se décidèrent à ouvrir la porte et se soumirent. Deux d'entre eux se trouvaient être blessés. La perquisition domiciliaire la plus minutieuse eut lieu après l'arrestation de ce groupe; on découvrit des armes, beaucoup d'écritures les plus compromettantes, une quantité de productions de la presse révolutionnaire, des proclamations, etc. Après une enquête qui dura cinq mois, les inculpés au nombre de huit personnes — Jean Kowalski, Ladislas Switytsch, Nicolas Witaschewski, Edmond Stoudzinski, Basile Klionow, Wéra Witten, Alexandra Afanassiew et Léonide Merjanow—furent jugés par la cour martiale de la circonscription militaire d'Odessa, pour délit de résistance armée et pour propagande révolutionnaire. Le principal inculpé, Kowalski, n'avait point jusque-là figuré d'une manière marquante dans les agissements révolutionnaires. Agé de 28 ans, il était, par son origine, fils d'un prêtre de village du gouvernement de Podolie; il commença ses études au séminaire ecclésiastique de cette province, en fut exclu pour propagande parmi les élèves, et réussit à passer à l'université d'Odessa, où il ne put finir ses cours. S'étant rallié à l'association des propagandistes parmi le peuple

(dans le gouvernement de Kherson), les preuves qu'on parvint à réunir contre lui étaient de peu de valeur et il ne fut que soumis à la surveillance de la police, et, plus tard, astreint à habiter la ville de Nikolaiéw; il prit bientôt la fuite et vint alors s'établir, à Odessa, où il s'occupa, entre autres, à imprimer des proclamations et à composer des libelles anarchistes.

Le 24 juillet, la cour martiale condamna Kowalski à être passé par les armes; Switytsch, Witaschewski, Klionow et Stoudzinski—aux travaux forcés (le premier pour huit, et quant aux autres pour quatre ans); les femmes Witten et Afanassiew—à l'exil dans le gouvernement de Tobolsk en Sibérie, et la femme Merjanow à une détention de trois semaines. Ce jugement fut confirmé, le 31 juillet, par le commandant des troupes de la circonscription militaire d'Odessa, général Séméka, en conséquence de quoi l'arrêt fut exécuté le 2 août, à cinq heures du matin, hors de la ville, à proximité du campement des troupes.

Le soir du dernier jour du procès, le 24 juillet, après la lecture du verdict aux inculpés, éclatèrent des désordres très graves, organisés par le parti anarchiste. Une foule de mille personnes se massa dans les rues avoisinantes du tribunal; au milieu des clameurs et des cris, partirent des coups de feu et on constata des victimes: dix personnes furent blessées et deux jeunes gens, Poltawski et Pogrébetzki, tués. Le désordre dut être réprimé par la force armée, et de nombreuses arrestations eurent lieu. Les perquisitions les plus strictes faites pour découvrir l'identité des personnes arrêtées dans la foule et reconnues comme chefs des perturbateurs, aboutirent à des résultats assez sérieux. Un nombre considérable d'anarchistes, qui figu-

rèrent dans des procès ultérieurs, tomba bientôt aux mains de la justice et de la police et dans ce nombre ceux-là même qui étaient plus ou moins à la tête du mouvement dans le Sud-Ouest (Tchoubarow, Lizogoub et d'autres). Quant à ceux qui ne participèrent aux désordres de la rue que dans une mesure très modérée, en tout au nombre de 16 personnes, séduites seulement par l'exemple des instigateurs, ils ne subirent qu'un exil dans des localités peu éloignées.

—

Le système des résistances armées, inauguré presqu'en même temps que les principes du terrorisme, fournit durant la même année encore plusieurs faits de ce genre.

Il est mentionné plus haut, que lors de l'apparition de la proclamation sur l'attentat contre Kotliarewski, les frères Ladislas et Henri Izbitzki s'occupèrent à coller des affiches incendiaires dans les rues de Kiew. Ils furent attrapés sur le fait par la police et tombèrent à bras raccourcis sur un sergent de ville; le premier d'entre eux tira même un révolver de sa poche, fit jouer la gâchette mais le coup ne partit point.

Le 5 août, la gendarmerie d'Odessa arrêta comme organisateur des désordres dans la rue lors du procès Kowalski, Serge Tchoubarow, nommé plus haut (sous le pseudonyme de «Capitaine»), terroriste très hardi et influent, qui, plus tard subit la peine de mort. Lors de son arrestation, il tira un poignard pour se défendre, mais fut désarmé à temps.

Dans la nuit du 11 au 12 octobre, une descente fut faite à St-Pétersbourg chez deux femmes-nihilistes, Alexandra Malinowska et Marie Fédorow. Cette dernière tira

deux coups de feu d'une arme qu'elle avait soigneusement caché dans son lit, en visant l'officier des gendarmes, Kononow, et l'officier de police, Lioubimow. La femme Malinowska possédait un autre pistolet, caché dans les plis de sa robe, mais dont elle n'eut pas le temps de se servir. L'enquête qui suivit ce fait, mit la gendarmerie sur les traces de tout un groupe de terroristes, qui fonctionnait dans la capitale; dans leur nombre se trouvait Adrien Michaïlow, un des conjurés dans l'attentat contre le général Mézentzow, dont il a été fait mention plus haut.

Le 16 décembre, eut lieu l'arrestation d'un lieutenant du régiment d'infanterie de Willmanstrand, Wladimir Doubrowine, à Staraïa-Roussa (gouvernement de Nowgorod). Sa participation à la propagande des socialistes parmi la troupe était hors de doute; aussi livra-t-il une résistance sérieuse à l'officier des gendarmes, Romanowski, qui procéda à son arrestation. Il tira un coup de feu à bout portant sur l'officier, qui eut la chance de faire dévier le pistolet en le heurtant de la main. Doubrowine allait tirer un second coup, quand on lui arracha l'arme des mains; il se jeta alors dans la chambre voisine, où il tira d'un coffre un poignard et parvint à blesser les gendarmes qui se jetèrent sur lui. Cette cause fut jugée par la cour martiale de l'arrondissement militaire de St-Pétersbourg, et le 28 avril 1879, Doubrowine subit la peine de mort, par pendaison, à la forteresse de Pierre-et-Paul.

Des tentatives de propagande socialiste parmi les troupes eurent lieu dans le Sud durant la même année, organisées par le socialiste Fomitschew. Son procès fut jugé par la cour martiale d'Odessa, du 6 au 9 juin; mais les

preuves judiciaires n'étant pas d'une validité requise par la loi, il fut acquitté.

Au nord de la Russie, dans le gouvernement d'Arkhangel où se trouvaient réunis un grand nombre d'exilés, une résistance armée fut faite par un socialiste Serge Bobokhow, ci-devant étudiant de l'Académie Médico-Chirurgicale de St-Pétersbourg, un des membres les plus importants du cercle propagandiste de Saratow en 1877. Par égard pour son jeune âge (18 ans), il ne fut qu'exilé par voie administrative au gouvernement d'Arkhangel, dans la ville lointaine de Pinéga. C'est de là qu'il s'enfuit en compagnie de deux autres socialistes, Bondarew et Schiriaïew, le 14 décembre; mais il fut arrêté dans le village Rodionowo par un sergent de police du district de Kholmogory, et au moment de son arrestation, déchargea contre celui-ci plusieurs coups de feu d'un révolver dont il s'était muni, mais sans le blesser. Le 12 mars 1879, il passa devant la cour martiale de l'arrondissement militaire de St-Pétersbourg, qui se rendit à cet effet à Arkhangel et fut condamné à la peine de mort par pendaison; mais la cour, eu égard à ce qu'il n'avait pas atteint l'âge de majorité, opta pour une commutation de sa peine en travaux forcés pour vingt ans, malgré sa conduite des plus insolentes lors du jugement. La requête de la cour martiale fut prise en considération; quant à Schiriaïew et Bondarew, ils furent exilés au gouvernement de Iakoutsk, sur les confins de la Sibérie.

Outre cette série de résistances armées, les socialistes détenus en exil et en prison recouraient souvent à des

tentatives de fuite des plus hardies; on ne pourrait nier même, que durant la longue épopée de leur activité, le sort les favorisa assez souvent. L'année 1878, outre les évasions déjà citées de Bobokhow, Schiriaïew et Bondarew, on pourrait nommer encore une série d'exilés politiques, dont plusieurs étaient relégués au gouvernement d'Arkhangel, qui firent des tentatives d'évasion plus ou moins réussies. Dans ce nombre se trouvaient—Piankow, Isaac Pawlowski, Nicolas Lopatine (arrêté plus tard), Paul Orlow, Nicolas Wassiliew, Schterbina, Grégoire Goldenberg (le fameux terroriste), Nazarow, D. Solowiew, N. Goloubow, Lazare Goloubow, Tzakni (par mer, sur un vaisseau anglais), Matschtett (fut arrêté plus tard), Basile Sidoratzki (également), Peterson, Sourowtzow, Grégoire Alexandrow, Olga Lioubatowitsch (de Sibérie), Tzarewski (du gouvernement de Wologda, arrêté plus tard), la femme Iakimow (du gouvernement de Wiatka), la régicide future Sophie Pérowskaïa (du gouvernement d'Olonetz, pendant le trajet vers le lieu de son exil) et Héraklitow (de la prison de Moscou). Ces évasions n'étaient pas sans arrêter parfois tout particulièrement l'attention du gouvernement et soulever l'intérêt du public, par la hardiesse de la conception des plans de fuite, par l'audace de leur exécution, tout comme par l'importance du rôle des détenus dans le mouvement anarchiste.

Un socialiste, André Pressniakow, bourgeois d'Oranienbaum, ayant été impliqué dans l'affaire de la formation d'une association secrète, portant le surnom anodin de «Société des amis», à St-Pétersbourg, ayant en outre grandement participé à la démonstration des anarchistes sur la place de la cathédrale de Kazan (le 6 décembre 1886), soup-

çonné même d'avoir commis un meurtre sur la personne d'un agent du gouvernement. Nicolas Scharaschkine, le 19 juillet 1871, fut arrêté à St-Pétersbourg, le 4 octobre 1877. On l'interna au dépôt de police de l'arrondissement Kolomenskaïa; or, le 17 avril 1878, à 11 heures du matin, on lui accorda une entrevue avec sa mère; c'est pourquoi on le conduisit dans la salle du bureau de police, escorté d'un gardien, nommé Iwanow. Pendant la durée de ce court trajet, il lui jeta dans les yeux une poignée de cendre de cigarre et s'esquiva. En arrivant dans la rue, un inconnu l'attendait en fiacre, il sauta dedans, mais fut atteint par Iwanow, qui reçut de lui un coup tellement rude à la tête, qu'il tomba sans connaissance. On suppose que les complices de l'évasion étaient Kwiatkowski, Khotinski et d'autres socialistes renommés.

Alexandre Michaïlow, un terroriste très sérieux, connu aussi sous les pseudonymes de Bezménow, Sakotine et Alléluia, fut arrêté à St-Pétersbourg le 31 octobre de la même année, dans le logement d'un certain Joukowski, dans la partie de la ville nommée Wyborgskaïa; mais une fois dans la rue, il frappa de ses menottes la tête du sergent de police qui l'escortait; ce dernier fut étourdi par le coup, et profitant de ce moment Michaïlow s'enfuit.

Une évasion exceptionnelle par sa hardiesse fut exécutée par trois détenus de la prison de Kiew—Deutsch, Stéfanowitsch et Bokhanowski, dans la nuit du 27 au 28 mai. Tous les trois étaient écroués pour avoir travaillé à une propagande étendue, audacieuse et toute spéciale parmi la population rurale du district de Tchiguirine, dans le gouvernement de Kiew; en outre, ils jouaient un rôle très important dans la «commune» révolutionnaire de cette ville

et dans tout le mouvement anarchiste du Sud de la Russie. Jacques Stéfanowitsch était fils d'un prêtre du gouvernement de Tchernigow; Leïba Deutsch (israélite)—originaire de Podolie, déserteur d'un régiment d'infanterie, et Jean Bokhanowski—fils d'un propriétaire de Tchernigow, exclu, en même temps que Stéfanowitsch, du corps des étudiants de Kiew, pour avoir participé à des désordres qui eurent lieu en 1875. Ces trois anarchistes s'occupèrent à organiser en 1877, au centre de la population rurale du district de Tchiguirin, des cercles révolutionnaires spéciaux, qui avaient pour but la préparation du peuple à un bouleversement de l'ordre social et gouvernemental, à l'aide de l'expropriation et du «repartage» entre les paysans des domaines des grands propriétaires. A cet effet, ces trois meneurs imprimèrent en Suisse une «charte dorée» soi-disant émanant de l'Empereur, avec un nouveau Réglement des communes rurales, de même que de faux oukazes du Sénat-Dirigeant, prirent le titre de «commis-«saires impériaux», se vantèrent de jouir de la confiance du Chef de l'Etat et d'être chargés de commenter et de mettre à exécution les intentions de la Volonté Suprême. Les paysans qu'ils trompaient si indignement étaient même obligés de prêter serment d'après un texte spécial rédigé à ce sujet, et devaient rallier à cette association d'autres affidés; une fois que leur nombre avait atteint le chiffre de 1000, Stéfanowitsch les divisait en «cohortes» de 200 à 300 personnes, et faisait parvenir, par leur entremise, de l'argent aux paysans appauvris et des cadeaux aux femmes de ces derniers. Le gouvernement découvrit bientôt ce complot; les meneurs furent arrêtés la même année, et à cette occasion, Stéfanowitsch déchargea un coup de révolver

sur le capitaine de Heyking, qui était venu l'arrêter. Ce complot fut le premier essai de l'activité pratique des «démagogues kiowiens» («bountari»), mais il fut sans aucun doute patronné en outre par le parti ukrainophile, dont le siège était de tout temps à Kiew, et qui comptait parmi ses membres des personnes disposant de moyens pécuniaires, portant des noms connus qui étaient en dehors du mouvement socialiste: le complot nécessita des dépenses, auxquelles les terroristes seuls ne pouvaient nullement suffire. En même temps Stéfanowitsch et ses affiliés fondèrent à Kiew une «commune» révolutionnaire, de même qu'une imprimerie secrète, qui lança des proclamations incendiaires à Kiew et à Odessa, au début de la campagne de Turquie, en 1877. En outre Stéfanowitsch et ses confrères s'étaient déjà distingués pour avoir infligé, le 11 juin 1876, le traitement le plus cruel à l'élève de gymnase Gorinowitsch, ce dont il est fait mention plus haut. Deutsch eut même l'audace de publier plus tard, sous forme d'une lettre datée Londres, dans une feuille anarchiste—l'«Obschtina» («La Commune»), paraissant à Genève, tous les détails de cet acte monstrueux, en engageant les socialistes d'agir de la même manière contre les déserteurs de la cause révolutionnaire.

Ces trois terroristes furent écroués dans la prison de Kiew, mais leurs affiliés entreprirent de les faire évader. Ils y parvinrent après avoir longuement préparé tous les détails d'une tentative nocturne, par des moyens exceptionnels. Six mois avant cette évasion, l'administration de la prison de Kiew engagea à son service un nouveau surveillant, nommé Serge Tikhonow, bourgeois de la ville de Iékaterinodar, à en juger d'après les documents qu'il possédait. Ce personnage acquit bientôt la confiance de ses

chefs et on lui livra les clefs de la prison et des cellules. Ce nouveau geôlier, sous des dehors parfaitement rigides et corrects, n'était qu'un socialiste énergique et portait le nom de Michel Fomine (quelquefois aussi son vrai nom de Frolenko), selon les dépositions ultérieures de quelques socialistes. Une fois que le faux Tikhonow eut acquis la confiance de ses supérieurs, le plan de l'évasion fut facile à combiner. A l'exécution de ce dernier participèrent, cependant, plusieurs des agitateurs les plus hardis, tels que—Ossinski, Lewtschenko (sous le pseudonyme de «Nikitka»), Rakhalski (sous le pseudonyme de «Fédotka»), Wasiliok (pseudonyme), Kossitzyne et d'autres. La nuit du 27 au 28 mai, Tikhonow, après avoir travesti Deutsch, Stéfanowitsch et Bokhanowski en sentinelles militaires, les armes à la main, leur ouvrit toutes les portes de la prison et de son enceinte et prit aussitôt la fuite avec eux. Les fugitifs se jetèrent dans une embarcation qui les attendait sur le Dnièpre, ce fleuve offrant une voie de communication commode et très facile pour les évasions des socialistes. Une proclamation imprimée par Lewtschenko, annonça cette entreprise hardie en même temps que l'assassinat du baron de Heyking, qui eut lieu quelques jours plus tôt.

Le 13 août de cette même année, c'est l'évasion d'un des frères Izbitzki (Ladislas), qui eut lieu de la même prison de Kiew, en compagnie du socialiste Nicolas Bewerley, détenu pour avoir éveillé des soupçons quant à sa participation dans l'attentat contre Kotliarewski; son identité ne put être constatée du reste, car il était muni de trois passeports différents lors de son arrestation. Quant à Izbitzki, il était détenu pour la résistance armée, qu'il avait livrée et qui est mentionnée plus haut. Internés

dans deux cellules contiguës, ils tombèrent d'accord sur un plan d'évasion par les tuyaux de cheminées, en se hissant à l'étage supérieur, puis en descendant à terre à l'aide de cordages et d'essuie-mains. Ce projet leur réussit, mais ayant une fois atteint le sol, ils craignirent de fuir immédiatement et se cachèrent sous un tas de paille. La sentinelle entendant du bruit dans ce tas, commença à l'observer, et quelques minutes après, les deux évadés se levèrent et se mirent à fuir. La sentinelle Skourdine leur cria de s'arrêter, en les prévenant qu'il allait faire feu; ils n'obéirent point à cette sommation, la sentinelle chargea et tira deux fois sur les fuyards. Bewerley fut tué sur place, quant à Izbitzki, il ne fut pas atteint et se rendit. Cette cause fut jugée par la cour martiale de Kiew, le 8 mai 1879, et le 13 de ce mois, Izbitzki fut condamné à 15 ans de travaux forcés. Son frère Henri, jugé en même temps que lui comme propagandiste, ne fut condamné qu'à un exil peu rigoureux.

L'audace et la hardiesse des complots menés par les socialistes se manifestèrent surtout durant cette même année dans les tentatives de libérer de force un accusé du procès des 193—Woïnaralski—et dans les plans d'évasion organisés par Pierre Fomine.

Le 1er juillet 1878, Woïnaralski, personnage très gravement impliqué dans l'affaire de la grande propagande de 1873 à 1875, jugé et condamné aux travaux forcés, était conduit à destination dans la prison de Nowo-Borissoglebsk (district de Zmiéw, au gouvernement de Harkow), pour y subir sa peine. Deux gendarmes l'escortaient; mais à huit verstes de Harkow, le convoi fut arrêté, puis assailli par trois personnages qui suivaient le même chemin en équi-

page, et par un homme à cheval portant le costume militaire. Les assaillants firent feu plusieurs fois et blessèrent mortellement le gendarme Iaworski; mais ils se dispersèrent en voyant venir à leur rencontre de nouveaux gendarmes, qui avaient conduit à la même prison d'autres détenus et en ce moment rebroussaient chemin. Les assaillants retournèrent à Harkow, mais ne se montrèrent plus à l'auberge, où ils abandonnèrent leurs chevaux, leurs équipages, leurs armes, et même, entre autres, un uniforme de gendarme. Grâce aux indications de l'aubergiste, le 2 juillet, le principal auteur de cette tentative, Pierre Nikiforow Fomine, fut arrêté sur la plateforme du chemin de fer et fit des aveux détaillés, sans nullement nier le but de sa tentative, qui n'était autre que de parvenir à la délivrance de Woïnaralski, personnage d'une grande valeur dans le monde anarchiste. C'est le même Fomine, portant quelquefois le pseudonyme d'«Ours», qui fut soupçonné d'avoir participé au complot de l'attentat Kotliarewski, ainsi qu'il est mentionné plus haut. Sa carrière révolutionnaire n'était pas longue: originaire de Iékatérinoslaw, il se rallia à Odessa au grand cercle terroriste de Serge Tchoubarow, n'étant alors âgé que de 20 ans.

Fomine fut écroué pour la durée de l'enquête dans la prison de Harkow, mais il n'y resta pas longtemps inactif. La nuit du 28 au 29 août, il réussit à organiser l'évasion de 11 détenus de droit commun et la sienne propre, à l'aide de fouilles profondes, de fossés pratiqués sous les murs et de la démolition des poêles. Revêtu seulement d'une chemise, il prit la fuite, mais fut bientôt arrêté à 20 verstes de Harkow par des paysans. Un personnage aussi hardi et aussi actif était une trouvaille précieuse pour le parti;

c'est pourquoi les cercles de Pétersbourg s'agitèrent beaucoup pour organiser sa délivrance; on en chargea un certain Sientiatine, mais après son arrestation d'autres s'en occupèrent. Malheureusement pour eux, les détails de ce nouveau complot parvinrent d'avance à la connaissance de la gendarmerie de Harkow; elle attendit, cependant, qu'il fût mûr, pour faire main basse sur ses auteurs et ses complices au moment de la tentative. Le 20 octobre, deux socialistes en tenue de gendarmes (Raschko et Berézniak), armés de révolvers et de sabres, vinrent dans la prison avec un faux ordre par écrit, envoyés soi-disant par le chef de a gendarmerie de Harkow, le général Kowalinski, en demandant qu'on leur remît Fomine, pour le conduire chez le général. Comme toute cette mise en scène était connue d'avance, des mesures avaient été prises, et huit gendarmes arrêtèrent immédiatement les deux faux gendarmes-socialistes. La non-réussite de ce complot mit en émoi et rendit à tel point furieux les détenus politiques, qu'ils brisèrent, le 29 octobre, les vitres de leurs cellules.

La cause de Fomine fut jugée par la cour martiale de Harkow, le 21 février 1879, et deux jours plus tard, sa condamnation aux travaux forcés à perpétuité fut confirmée par le général-gouverneur provisoire de Harkow, comte Loris-Mélikow.

L'enquête concernant les tentatives de Fomine prouva que ses acolytes les plus actifs étaient les étudiants — Iéfrémow et Iatzéwitsch, les ouvriers-socialistes—Rodine, le paysan Raschko (sous le pseudonyme de Tischtenko), un matelot du port de Nikolaïew, Berézniak, et la femme Sawenkow. Ils furent jugés la même année, le 6 juillet, par la cour martiale de Harkow, qui condamna Iéfrémow

aux travaux forcés; quant aux autres accusés, ils subirent des peines beaucoup moins graves.

Les annales des agissements du parti anarchiste présentèrent cette même année le fait inattendu de l'extension de la propagande socialiste dans une des localités de l'Empire, où les idées subversives n'avaient point encore eu de prise. Il s'agit des provinces de la Russie, qui font frontière avec l'Autriche et la Prusse et portent depuis 1815 le titre de Royaume de Pologne. Il est parfaitement notoire, que les idées révolutionnaires avaient été, depuis plus d'un siècle, loin d'être étrangères à la population polonaise de ces provinces, principalement parmi les classes élevées et la bourgeoisie riche; mais le but de toutes les tendances révolutionnaires de la Pologne, a porté de tout temp le cachet parfaitement distinct et accentué de nationalité politique: il s'agissait de rétablir l'indépendance et l'autonomie du pays et de le délivrer de la domination russe, etc.; en un mot, c'est à la réussite d'une révolution nationale et politique que travaillaient les patriotes polonais, et les événements de 1830 et de 1863 l'ont prouvé d'une manière péremptoire. Quant à des sympathies pour les utopies socialistes, souvent associées aux idées de nihilisme et d'athéisme, elles n'eurent jamais de prise et ne connurent point de bases et d'attaches au sein des classes sus-nommées dans le monde polonais. Tout au contraire, elles y rencontrèrent toujours une parfaite indifférence, un dégoût presque, vu le peu de concordance de ces idées avec les principes du conservatisme catholique, dont furent imbues de tout temps les classes intelligentes et dirigeantes

du pays. Ces idées pouvaient encore moins trouver un accès quelconque au sein des populations rurales, qui venaient de goûter les bienfaits du gouvernement russe dans une émancipation suivie d'une large dotation agraire, qui leur échut en partage; le peuple, en général, jouissait d'un développement intellectuel trop inférieur pour prêter l'oreille aux théories des socialistes-réformateurs. Généralement parlant, le type du socialiste polonais ne s'était encore ni constitué, ni accentué; c'est avec difficulté qu'on pouvait citer des noms qu'il fallait chercher dans la fange de l'émigration, en association avec quelques émigrés russes en Suisse; on pouvait citer en plus quelques noms dans l'entourage de Herzen et de Bakounine, — mais ce n'étaient que des aventuriers à jamais arrachés au terroir, ayant rompu tous les liens qui les unissaient à leur patrie. Néanmoins, restait encore une classe de la société, qui n'offrait, plus ou moins comme dans tous les pays, que peu de garantie de résistance contre les menées socialistes; une classe composée en grande partie de prolétaires et souvent même de désoeuvrés: c'était les nombreux ouvriers des grandes villes et principalement ceux de Varsovie. La moralité de cette population, n'a jamais été réputée être d'un niveau très élevé, et n'a jamais attiré sur elle les suffrages même de ses concitoyens. Cette population offrait un élément facilement inflammable à qui voulait tenter de la séduire par des systèmes nouveaux, promettant l'âge d'or, l'élévation des salaires, un bouleversement économique au profit du pauvre, etc.; du reste, comme dans tous les agissements socialistes, c'est par cette classe ouvrière que commença la nouvelle campagne de la propagande socialiste russe. Les provinces lithuaniennes ne pouvaient livrer sous ce rapport

qu'un élément très restreint, l'ouvrier étant peu nombreux dans les provinces du Nord-Ouest; c'est pourquoi les idées nouvelles se dirigèrent en ligne directe vers le centre du polonisme, dans les bas-fonds du monde ouvrier des travailleurs des fabriques, des ateliers et des usines de Varsovie. Les principaux meneurs étaient des Polonais natifs du royaume ou des provinces du Nord-Ouest, qui avaient presque tous passé par certains établissements d'instruction publique en Russie, lesquels jadis avaient le triste privilège de fournir souvent de nouveaux adeptes au socialisme russe. Cette propagande commença vers le mois d'octobre 1877, et en avril 1878, les meneurs tombèrent entre les mains de la police. Leur mode d'activité, leur immixtion dans le monde des ouvriers, le développement de leur influence, les principes qu'ils inculquaient, les discours qu'ils tenaient étaient tout à fait semblables aux mêmes procédés, usités lors de la grande propagande de 1873 à 1876. C'était la même organisation des réunions sous toute sorte de prétextes plausibles, pour faciliter le recrutement de nouveaux affiliés; c'étaient-la même distribution de brochures, d'abord autorisées par le gouvernement, et plus tard, après des discours surchauffés sur la question de la solidarité du capital et du travail,—de brochures socialistes; les mêmes quêtes et souscriptions, à commencer par 5 cop. à chacune de ces réunions; l'acquisition de caractères typographiques et de produits chimiques; les mêmes menaces de mort en cas qu'on divulguât le secret; enfin la même propagande orale lors des réunions des ouvriers, par de soi-disant confrères, qui portaient le costume des travailleurs, changeant continuellement de place, se rendant d'une fabrique dans une autre, etc. Aussi n'est-il

pas nécessaire de suivre les péripéties de cette enquête, et de citer la longue série de faits, plus ou moins uniformes, qu'elle constata. Dans les intérêts du gouvernement, le problème le plus difficile à résoudre, consistait à arrêter l'action de la propagande, en englobant à la fois dans l'enquête non seulement le noyau central, mais aussi ses ramifications. C'est un but qu'il fut très difficile d'atteindre lors du procès des 193, au centre de la Russie, tout comme lors de l'enquête de 1878 à 1879, dans les provinces polonaises. Cette dernière inculpa jusqu'à 80 socialistes; mais pendant que durèrent les investigations, de nouvelles ramifications de la propagande donnèrent lieu à une seconde enquête, en avril 1879, qui engloba de nouveau 44 inculpés. Le 10 juillet 1879, commença encore une troisième enquête (20 accusés), et en février 1880—une quatrième, enfin, avec environ 25 accusés. Après que toutes ces investigations furent terminées et que les moins coupables eurent été exclus du nombre des inculpés, on devait statuer sur le sort de 137 accusés, et c'est dans cette circonstance, que surgit un conflit de juridiction entre l'autorité locale de Varsovie et les ministères de St-Pétersbourg. Le général-gouverneur de Varsovie, comte Kotzebue, était d'avis que ce procès ne devait faire aucun bruit, ne pas causer de rumeurs, choses qui auraient sûrement eu lieu, s'il se jugeait à Varsovie, dont le sol a toujours été très inflammable à l'égard des causes politiques; il constatait l'absence de sympathie que le mouvement socialiste trouvait dans la société polonaise, et demandait en raison de ces considérations, que tous les inculpés fussent jugés par voie administrative. La punition devait être sévère, d'autant plus que la propagande du socialisme s'était déjà fait sentir

en Autriche, sur les frontières de la Russie, en Galicie: il était donc désirable qu'on pût conserver le territoire des provinces polonaises comme une région neutre entre les deux courants. Le ministère de la justice, de même que le Chef des gendarmes, le général aide-de-camp Drenteln, étaient cependant d'avis que cette grosse affaire devait être jugée par une cour martiale, selon les lois édictées des 5, 11 et 17 avril 1879, qui ordonnaient que tous les délits politiques fussent jugés par les tribunaux militaires. Ce conflit de juridiction ou plutôt ces difficultés pratiques furent tranchées par un ordre suprême du 2 avril 1880, qui conclut à ce que le sort des inculpés fût décidé par voie administrative. Les peines que subirent les malfaiteurs furent grandement adoucies, comparativement à celles que proposa le général-gouverneur de Varsovie lui-même: 32 des principaux meneurs furent déportés en Sibérie, neuf furent détenus dans des forteresses, les autres catégories de châtiments allaient en diminuant; quelques inculpés furent acquittés; on prit aussi en considération la durée de la détention préventive; plus tard les peines de plusieurs d'entre eux furent encore commuées. Au nombre des principaux accusés, se trouvaient les noms de Gildt, Aniola, Louis Warynski, Dickstein, Mendelssohn, Dlusski, Plawinski, Grabowski, Abramowitsch, Glasko, la femme Plaskowitzka, et d'autres. Parmi eux figurait aussi un certain Drobysch-Drobyschewski (sous le pseudonyme d'Oumanski), qui avait été déjà jugé dans le procès des 193; comme récidiviste, il subit l'exil dans les confins du gouvernement de Iénisséïsk, à Pitschounga.

Une dizaine d'inculpés, même des plus sérieux, avaient pris la fuite, et au début de l'enquête, passèrent en Autriche,

prirent part aux menées socialistes en Galicie, et furent jugés la même année (1880) par les tribunaux autrichiens, en tout 10 sujets russes, et dans leur nombre, Mendelssohn, fils d'un riche marchand israélite de Varsovie. Pendant la durée des enquêtes, qui se développaient parallèlement des deux côtés de la frontière, on put constater la réalité et les avantages de la solidarité qui s'établit entre la police autrichienne et celle de Russie. Des employés du ressort de la justice et de la sûreté se rendirent mutuellement de Russie en Autriche, et vice versa, pour étudier les dossiers des inculpés. Le gouvernement austro-hongrois ne livra cependant pas les sujets russes, leurs méfaits au-delà de la frontière étant suffisants pour leur faire subir des châtiments sérieux. Quant à des rapports entre les socialistes polonais et ceux de la Prusse et de l'Allemagne, on ne put les constater dans le cours de ces enquêtes. Malgré tous les efforts réunis, le mouvement socialiste était loin de s'être calmé en Autriche, tout comme dans les provinces polonaises russes, et à maintes reprises encore, il rappela aux deux gouvernements la réalité de son existence.

La longue série de faits révolutionnaires d'une portée aussi immense et d'un caractère essentiellement terroriste, qui se manifestèrent dans le cours de l'année 1878, dut évidemment porter le gouvernement à la nécessité de recourir à certaines mesures générales dans la lutte contre le mouvement révolutionnaire. Quelques nouvelles lois furent donc édictées relativement à la marche des enquêtes et des procès socialistes.

Le 9 mai, un nouveau réglement statuait sur la juridiction et la procédure pénale en matière de délits contre

l'activité des pouvoirs administratifs. Les procès politiques devaient être dorénavant jugés par les chambres d'appel: pour les causes graves—avec le concours des représentants des classes sociales, mais pour les cas d'une gravité exceptionnelle—par la Haute-Cour Criminelle. Les enquêtes devaient être dirigées par un des membres de la chambre d'appel, spécialement désigné ad hoc par le Pouvoir.

Le meurtre du général Mézentzow et les évasions fréquentes des malfaiteurs, engagèrent aussi le gouvernement à augmenter et à développer les mesures de sévérité contre les menées anarchistes, et à donner plus d'extension à la loi de 1871, qui statuait sur les rapports de la magistrature avec le corps des gendarmes. Cette loi exigeait que la procédure judiciaire dans les enquêtes sur les délits politiques, se fît conjointement avec les officiers de gendarmerie; mais un ordre suprême du 8 août octroya en outre aux chefs de police rurale, tout comme à ceux des villes, le droit d'arrêter les gens suspectés d'appartenir au parti anarchiste, en l'absence même des gendarmes, de leur propre initiative, sauf à remettre plus tard les inculpés aux gendarmes ou à la justice. Pour diminuer le nombre des évasions hors des localités attribuées comme lieux d'exil, il fut statué, qu'en cas d'une fuite et d'une nouvelle arrestation, le délinquant serait envoyé par voie administrative aux confins de la Sibérie, dans le gouvernement de Iakoutsk (mesure abrogée en 1881). Le droit d'exil par voie administrative à l'égard des gens suspects en matière politique fut dévolu au ministre de l'intérieur et au Chef des gendarmes, qui devaient agir de commun accord. Un nouveau réglement provisoire parut le 1er septembre comme développement des principes de l'ordre suprême du 9 mai.

Trois mois plus tard, le 9 août, parut un nouvel oukase de l'Empereur adressé au Sénat-Dirigeant qui ordonnait que dorénavant toutes les causes des socialistes, dans lesquelles figuraient des résistances armées contre les autorités, des attaques contre la troupe, ou la police, ou des employés quelconques du gouvernement, en cas que ces crimes seraient aggravés de meurtres, d'assassinat, d'attentats à la vie, de blessures, de graves lésions ou d'incendies, fussent uniquement soumises à la juridiction des cours martiales dans chacun des arrondissements militaires. La juridiction militaire exigeait une procédure très prompte et son Code pénal était beaucoup plus rigoureux que le Code pénal civil. Les considérants en vertu desquels cette loi fut élaborée expliquaient avec une lucidité parfaite—à quel point le cours normal de la justice ne suffisait plus dans la lutte contre les anarchistes vis-à-vis du progrès envahissant du mal, et à quel point les mesures exceptionnelles de rigueur étaient indispensables.

La grande quantité d'arrestations et l'activité détective de la police mettaient dans les mains du gouvernement un nombre considérable de détenus, dont la culpabilité variait selon les circonstances, et auxquels il était difficile parfois de faire subir le même sort et les mêmes privations qui incombaient aux autres criminels, écroués selon les règlements du droit commun. En outre, les fréquentes évasions des lieux assignés à l'exil, portèrent le gouvernement à diminuer autant que possible le nombre de ceux qui devaient entreprendre un long voyage vers la Sibérie. On organisa dès 1875, dans les prisons assez vastes de Nowo-Borissoglebsk et de Nowo-Belgorod (dans le gouvernement

de Harkow), des sections (de 180 personnes chacune) pour les détenus politiques, en rapport avec les différents degrés de pénalité qu'ils devaient subir, jusqu'aux travaux forcés inclusivement; la réclusion cellulaire y était pratiquée souvent comme équivalent des peines les plus graves. Mais le nombre des reclus augmentant chaque jour, on inaugura en 1878, dans les villes de district de Mtzensk (gouvernement d'Orel) et de Wyschni-Wolotschok (gouvernement de Twer), deux nouvelles prisons en qualité de succursales, pour des détenus-socialistes moins incriminés, et dont le séjour ne devait durer qu'un temps assez restreint. Toutes ces prisont dites «politiques» furent loin de convenir aux anarchistes; aussi ne manquèrent-ils pas de répandre les bruits les plus mensongers sur le système qu'on y suivait et les cruautés qu'on y pratiquait. Ils firent même plusieurs tentatives de désordres. En novembre 1878, les détenus de la prison de Nowo-Belgorod, où un nombre de très sérieux socialistes subissaient leur peine, les nommés Djabadari et Papine organisèrent à deux reprises des désordres très graves et sept d'entre eux se décidèrent même à se laisser mourir de faim,—pour «impressionner plus vivement le «public par plusieurs suicides à la fois», comme ils l'expliquèrent cyniquement plus tard. Un seul d'entre eux prolongea son jeûne jusqu'au sixième jour. L'ordre fut rétabli, mais il fallait sévir; cependant une seule mesure de sévérité fut prise par le gouverneur de la province, le général de la suite de S. M. I., le prince Krapotkine: celle de ne pas permettre, pour un certain temps, les entrevues avec leurs parents pour ceux des détenus, qui avaient fait preuve d'actes de rébellion sérieuse. Cette mesure fit une impression immense sur les malfaiteurs, car elle leur coupait presqu'entière-

ment la possibilité de correspondre avec le dehors (ces relations existant en réalité malgré la surveillance). Un compte-rendu détaillé de la révolte des «affamés» fut communiqué à Paris dans une lettre, partie des murs de cette prison et adressée à des ex-étudiantes de Zurich, qui étaient venues achever leur cours de médecine à Paris, — les femmes Goldstein (membre de l'Internationale, renvoyée vers la même époque de Paris), Zénéïde Jébouniow et autres. Elles s'empressèrent de faire une collecte dans les cercles socialistes parisiens pour les détenus des prisons politiques, voulurent publier un placard sur cet événement traduire et imprimer en français la brochure sur l'assassinat du général Mézentzow, etc. Il est notoire, que les anarchistes considérèrent dès lors le prince Krapotkine comme leur ennemi le plus cruel, et commencèrent à méditer des projets de vengeance personnelle contre le chef de la province de Harkow.

Les paroles, la propagande et les discours des anarchistes étaient souvent non seulement suivis de faits, mais se manifestaient encore par de documents, des imprimés, et toute une interminable série de produits de la presse du sous-sol révolutionnaire.

Depuis que le mouvement terroriste s'était fait jour, cette presse devint de plus en plus hardie, prenant fait et cause pour les nouvelles «théories» et les nouveaux «principes». Outre les différentes proclamations, qui ont été mentionnées plus haut et d'autres encore, des libelles minuscules et fugitifs ne manquèrent pas de paraître durant toute l'année 1878. Les plumes travaillaient; deux publications périodiques furent fondées cette même année: c'était d'abord

une feuille sous le titre «Le Début» («Natschalo»), qui ne livra, du reste, que quatre numéros, depuis le mois de mars jusqu'en mai, environ 20 pages en tout, tirés à 500 exemplaires: c'est dans sa propre imprimerie à Pétersbourg que se publiait cette feuille, de même qu'une annexe détachée, écrite dans un esprit constitutionnel. Plus sérieuse fut l'idée de la fondation d'une autre publication sous le titre de «Terre et Liberté» («Ziemlia i Wola»), qui parut d'abord dès le mois de novembre 1878 et dura jusqu'en avril 1879 (5 numéros, in-4°, en tout 48 pages), d'un texte très varié, tirée de 1500 à 3000 exemplaires. Elle se vendait à 25 cop. le numéro, et le jour de son apparition, on en écoula 1600 exemplaires pour la somme de 400 roubles. En outre le groupe «Terre et Liberté», dans lequel se fusionnaient encore, en 1878, les révolutionnaires plus modérés avec les terroristes nouvellement éclos, publia un masse de libelles et de brochures, dont plusieurs traitèrent les événements qui marquèrent cette année si mouvementée.

1879

L'année 1879 commença son cours dans des conditions qui étaient loin de garantir au gouvernement et au monde russe une période de tranquillité et d'accalmie; elle présentait, au contraire, des preuves évidentes de la croissance des agissements révolutionnaires. Un nouveau fait cruel, meurtrier et tragique ne se fit pas attendre et vint mettre l'alarme dans les esprits.

Le 9 février, le gouverneur de Harkow, général prince Krapotkine, rentrant chez lui, à minuit, d'un bal, fut assailli dans l'obscurité par quelqu'un qui se tenait caché sur la chaussée de la cour près de la porte d'entrée de l'hôtel du gouverneur. Un coup de feu tiré d'un révolver de gros calibre fut déchargé dans la portière de la voiture, dont une vitre était baissée; il brisa l'épaule et la clavicule de la victime et puis se dirigea dans la région de la colonne vertébrale. Le lendemain, 10 février, le prince Dmitri Krapotkine succomba à ces blessures.

Le malfaiteur réussit à prendre la fuite par le square situé devant l'entrée principale, protégé par l'obscurité. Malgré toutes les perquisitions, on ne découvrit aucune

de ces traces. Il se nomma plus tard lui-même, en faisant des aveux détaillés sur sa carrière d'anarchiste, aveux qui ont été déjà mentionnés plus haut. C'était un certain Grégoire Goldenberg, arrêté en novembre 1879 à Elizawetgrad (gouvernement de Kherson), au moment où il transportait une certaine cargaison de dynamite pour l'attentat du chemin de fer de Moscou-Koursk, qui eut lieu le 19 novembre de la même année. Sa carrière révolutionnaire était d'assez courte durée: fils d'une marchand de Kiew, israélite, il tomba dans les filets des socialistes et fut relégué par voie administrative, en 1878, au gouvernement d'Arkhangel, à Kholmogory, d'où il parvint à s'évader le 24 juin de la même année, en compagnie de trois autres exilés—Alexis Nazarow, Nicolas Wassiliew et Paul Orlow; de là il se rendit dans le Sud où il s'allia aux terroristes, et devint un de leurs représentants les plus fanatiques, sous les pseudonymes de «Grischka» et de «Beakonsfield». L'idée de l'attentat, selon les dépositions du meurtrier lui-même, était due à son initiative personnelle, mais sa mise à exécution n'eut lieu qu'après que le plan fut approuvé par les terroristes les plus influents des cercles de Kiew—Athanase Zoubkowski, Valérien Ossinski, Paul Orlow, Ignace Iwitchéwitsch, Bogitzki, Bontzynski, Jean Glouschkow, Emmanuel Woronetz, Eugène Kozlow, Alexis Préobrajensky, Lioudmila Samarskaïa, Nadejda Siloumitzkaïa et autres. L'attentat dut être remis pour un certain temps, car c'était au commencement de janvier qu'on accordait dans les maisons centrales les entrevues entre parents aux détenus politiques; il était donc imprudent de tenter le meurtre dans ce moment, car il aurait pu avoir pour conséquence la suppression de ces rencontres, si nécessaires pour correspondre avec

le dehors. C'est de Kiew que Grégoire Goldenberg se rendit à Harkow avec ses amis—Kobylianski, Zoubkowski et la femme Lioudmila Wolkenstein, qui organisa dans cette ville un lieu de réunion pour les conspirateurs, devant en même temps servir de recel aux malfaiteurs après l'exécution du crime. En outre, leurs affiliés dévoués, Ditcheskoul et Kozlow, aidèrent de beaucoup l'auteur du crime, ayant préalablement étudié les détails de l'emploi de la journée du chef de la province. En compagnie de Kobylianski, Goldenberg attendit la rentrée du prince Krapotkine, et au moment où la voiture atteignit le perron, l'assassin sauta sur le marche-pied, saisit la poignée de la portière de gauche et s'appuya sur la lanterne, s'apprêtant à briser la glace avec la crosse de son révolver; mais la vitre se trouvant baissée, il fit feu, au même instant, dans l'intérieur de la voiture. Il parvint à se dérober et resta même encore quelque jours à Harkow, après quoi, il revint à Kiew. Selon lui, le mobile du crime était la conviction que le prince Krapotkine devait être considéré comme le principal instigateur des mesures sévères prises dans les derniers temps dans les prisons politiques de son gouvernement contre les anarchistes détenus. Les dépenses pour effectuer l'attentat montèrent à 520 roubles, fournis par Zoubkowski. L'enquête qui suivit renseigna la justice sur deux autres personnes encore, qui devaient être considérées comme ayant pris part au complot, — Nicandre Moschtenkow et Nicolas Bykowtzew, quoique dans une mesure plus modérée.

Ce nouveau meurtre produisit une panique considérable dans la ville et la province, d'autant plus que différentes notabilités gouvernementales reçurent avis, par lettres ano-

nymes, que le même sort les attendait. Le maintien de l'ordre fut même confié pour un certain temps aux mains du chef de la circonscription militaire, le général aide-de-camp Minkwitz. Une proclamation écrite par Goldenberg et répandue à profusion dans maintes localités, ne tarda pas à paraître deux jours plus tard, le 11 février, à St-Pétersbourg, pour éclairer le public sur les motifs du crime et pour se vanter hautement de son exécution. Elle avait pour titre: «L'exécution de Krapotkine», — de l'ennemi le plus nuisible du parti socialiste-révolutionnaire russe et du geôlier le plus inhumain. Ses forfaits inouïs étaient évidents: a) il avait fait réprimer des désordres dans les prisons des détenus politiques en décembre 1878; b) il avait mis un terme aux démonstrations tumultueuses fomentées par les étudiants de l'université de Harkow, et avait calomnié la jeunesse scolaire devant les autorités supérieures; c) il avait, en outre, commis des actes de brutalité en empêchant l'exécution du projet des détenus de la prison de Nowo-Belgorod de se laisser mourir de faim. Suivait un fragment de lettre, écrite par Goldenberg, s'adressant au public russe... «Mort pour mort, exécution «pour exécution, terreur pour terreur—telle est notre ré«ponse à toutes les sommations et persécutions du gou«vernement. Qu'il continue à suivre le même chemin,—et «les cadavres de Heyking et de Mézentzow ne seront pas «encore tombés en poussière qu'il entendra de nouveau par«ler de nous»... Cette lettre avait été rédigée un peu avant l'attentat, et l'original, en entier, parut dans le № 4 de la feuille révolutionnaire «Terre et Liberté» («Ziemlia i Wola»), du 20 février, de même que séparément, en format d'une proclamation. C'était une provocation adressée à la so-

ciété russe pour la faire sortir de sa torpeur et de son indifférence pour le sort des accusés politiques.

L'auteur du meurtre, Goldenberg ne subit pas la peine de son crime, s'étant suicidé dans la forteresse Pierre-et-Paul, en juillet 1880, après avoir mis sur le papier des aveux détaillés et dont la véracité a été suffisamment prouvée par des enquêtes spéciales qui suivirent. C'est avec un cynisme révoltant qu'il exprima, dans la série de ses confidences, les sentiments de satisfaction et de joie qu'il avait ressentis, après avoir commis ce meurtre audacieux.

L'activité terroriste ne chômait point. Les auteurs de la proclamation tenaient à prouver que toutes leurs menaces étaient sérieuses: deux semaines plus tard, un nouveau fait meurtrier, commis par les anarchistes, vint se joindre à tous les autres. Un agent du gouvernement, Nicolas Reinstein, bourgeois de Kronstadt, fut assassiné le 26 février à Moscou, dans les circonstances suivantes:

En 1878, un mouvement socialiste très prononcé se manifesta à nouveau parmi la jeunesse scolaire de Moscou. Au sein de ce foyer naissant, un Comité Exécutif pour la propagande, était même parvenu à se former, composé de 25 membres,—Comité, qui avait pour représentants des délégués de diverses coteries et cercles socialistes. Il était entièrement secret et devait rester inconnu à la majorité des membres de l'association, système déjà essayé dans le monde des blanquistes. La police s'en émut et dut sévir. Un socialiste repenti, Reinstein, s'offrit lui-même à éclairer le gouvernement sur ces nouveaux agissements et s'introduisit au sein de cette société secrète,

comme représentant de la classe ouvrière. Les réunions du Comité n'avaient lieu que rarement, mais l'agent faisait part à qui de droit de ce qui s'y passait, et plusieurs arrestations s'ensuivirent. Les conjurés se doutèrent d'où partait le coup et se décidèrent à supprimer ce confrère nuisible. Le 25 février, un jeune homme vint retenir à l'hôtel Mamontow deux chambres contiguës, et le lendemain il s'y rendit avec Reinstein, où tous les deux passèrent la nuit. Le 27 au matin, le compagnon de ce dernier, sortant de sa chambre et en fermant la porte, notifia au garçon de l'hôtel, qu'il allait bientôt rentrer; mais il ne reparut plus, après quoi les deux chambres restèrent fermées jusqu'au 5 mars. Des soupçons surgirent bientôt, mais ce ne fut que le septième jour qu'on força les portes et qu'on trouva, couché à terre, le cadavre de Reinstein en décomposition, un oreiller sur la tête, dans une mare de sang coagulé. On constata qu'il avait reçu quatre blessures en pleine poitrine et que sa face avait été mutilée par un des poids de fer qui trainaient sur les chaises; un billet, expliquant la cause réelle de l'assassinat, était épinglé sur son dos, conçu dans des termes très péremptoires: «Le traitre, l'espion Nicolas «Wassiliéwitsch Reinstein a été condamné et exécuté par «nous, socialistes-révolutionnaires russes. Mort aux Judas-«traitres!» Pour dépister la police, l'assassin avait déposé dans la poche du pardessus de la victime un faux passeport au nom d'un certain Tchernigowski.

Dans une proclamation du 1er mars, qui ne manqua pas, selon l'usage, de paraitre pour vanter ce nouveau crime, les socialistes avouaient que le défunt était parvenu à pénétrer jusqu'au coeur de leur association nouvelle. Ce document était, du reste, très concis, rédigé même dans

un style sérieux, sous forme de compte-rendu d'un tribunal légal. Il notifiait, qu'ayant examiné le rapport présenté par un des membres du Comité, ce rapport avait été approuvé et que l'arrêt de mort avait été prononcé et exécuté, le 26 février, à 6 heures du soir. Les comités socialistes commençaient déjà à revêtir leurs actes des formes autoritaires des tribunaux réguliers.

L'enquête détaillée qui suivit ce crime ne parvint pas à en découvrir les vrais auteurs, qui eurent la facilité de s'évader et de cacher leurs traces durant les sept jours qui s'écoulèrent entre la perpétration du meurtre et sa découverte. L'enquête ne parvint pas même à établir d'une manière suffisante pour la procédure judiciaire l'existence d'un centre actif de propagande; c'est pourquoi, dans cette cause, comme dans plusieurs autres identiques, les inculpés, au nombre de 22, subirent des peines infligées par voie administrative: 12 d'entre eux furent exilés dans les gouvernements du Nord-Est de la Russie, et 10 furent mis sous la surveillance de la police; d'autres, enfin, furent acquittés. Parmi les noms des principaux inculpés figuraient ceux de Makow, Twéritinow, Wiktorow, Walter, Serpinski et autres.

Tandis que ces scènes tragiques se passaient à l'intérieur du pays, les anarchistes des cercles de St-Pétersbourg ne restaient pas inactifs. La propagande parmi le bas peuple, dans les campagnes, les champs et les hameaux, étant restée infructueuse de 1873 à 1876, ils essayèrent dans ces mêmes années de la tenter parmi les classes ouvrières, où ils obtinrent parfois des résultats plus satisfaisants. Ils ne perdaient pas de vue la grande population des ateliers, des

fabriques et des usines de la capitale, même après la période de la grande propagande, et tentèrent plusieurs fois de semer des troubles dans cette masse. C'est le comité de la «Zemlia «i Wola» («Terre et Liberté»), dont le siège était à Pétersbourg et qui se distinguait déjà des comités purement terroristes par des tendances plus pacifiques, plus réformatrices et avant tout démocratiques, qui inaugura cette nouvelle campagne à St-Pétersbourg, en 1877. Durant cette année, les ouvriers de certains ateliers de la Grande Société des chemins de fer russes (dirigés principalement par des Français) firent preuve d'insubordination et exigèrent une élévation de leurs salaires. En 1878, et dans les premiers mois de 1879, le mouvement parmi les ouvriers fut parfois cause de graves désordres; des grèves même, inconnues en Russie jusque-là, éclatèrent dans plusieurs fabriques et usines situées dans les faubourgs de Wyborg, de Narwa, de Newski et sur le Nouveau Canal, à la Nouvelle-Filature (en novembre 1878, janvier et mars 1879), à la fabrique Koenig (en décembre 1878), à la filature Schaw (le 15 janvier 1879), aux usines de la Compagnie Russe (16 mars), à la filature Maxel (en mars), aux usines Bird (20 avril), à la filature Maltzow, de même que dans divers ateliers, grands et petits. La grève à la Nouvelle-Filature fut particulièrement sérieuse, tant par les désordres qui eurent lieu, que par son étendue: 2000 ouvriers résignèrent le travail. Il ne fut pas difficile de reconnaître les fauteurs des troubles parmi les ouvriers; les principaux perturbateurs, au nombre d'une cinquantaine, furent éloignés de la capitale. Quant aux socialistes qui dirigeaient le mouvement, on découvrit que les principaux meneurs étaient: Haltourine (sous le pseudonyme de Batou-

rine). Etienne Schiriaïéw, Sonow, Tutschew, Wassiliew, Bondarew, Drobysch, Maximow-Droujbine, Mirski et d'autres. Bondarew et Wassiliew furent exilés au gouvernement d'Arkhangel, d'où ils prirent la même année la fuite avec Grégoire Goldenberg—fait mentionné plus haut. Maximow et Drobysch s'enfuirent de Pétersbourg à temps, et ce dernier se rendit dans les provinces polonaises pour s'y occuper activement de propagande. Sonow fut relégué au gouvernement d'Olonetz et Tutschew—retenu à Pétersbourg, ayant à répondre à d'autres inculpations, pour lesquelles il était recherché depuis un certain temps.

Ces grèves furent organisées par les socialistes d'après les préceptes, les expédients et tous les us et coutumes des rébellions ouvrières qui s'étaient déjà si souvent déclarées à l'Occident, en France et en Belgique. Les presses typographiques de l'imprimerie libre des anarchistes ne refusèrent pas leur concours aux agissements des perturbateurs. Les proclamations, collées sur les murs des fabriques et des usines, invitaient les ouvriers à ne pas céder et les maintenaient dans un esprit de révolte; quelques-unes étaient rédigées dans un style tellement provocateur et véhément, qu'il en dénotait à la première vue les auteurs; c'est surtout les affiches parues sur les murs de la fabrique de Schaw (le 17 janvier), de la Nouvelle-Filature (le 19 janvier), adressées aux ouvriers de «toutes les fabriques et usines» et celles des ouvriers «qui travaillent «et demeurent chez l'infâme Maxel» (du 8 février), qui se distinguaient par leur langage hardi, cynique et insensé. Les socialistes pêchaient à pleines mains dans l'eau trouble du mécontentement populaire qu'ils parvinrent à soulever; ils voulurent même organiser et garantir l'idée et

la possibilité du mouvement pour l'avenir, en propageant parmi l'ouvrier de la capitale l'idée nouvelle d'une «Union «du Nord des ouvriers russes» et distribuèrent largement un programme imprimé ad hoc (du 12 janvier 1879). pendant la période la plus agitée dans le monde des grévistes. Ils témoignèrent trop de zèle à cette occasion. car ils intercalèrent parmi les formules des exigences de ce programme. concernant les salaires. les heures du labeur. les amendes. et toutes les questions techniques de l'organisation du travail. des paragraphes et des principes appartenant uniquement au domaine révolutionnaire.—sur la fédération nationale libre. sur le bouleversement du régime gouvernemental et économique. sur l'abolition de la propriété immobilière. etc. Une nouvelle proclamation. soi-disant émanant déjà de cette nouvelle «Union». parut le 24 février. engageant les ouvriers à se tenir fermes et à ne pas plier aux exigences des autorités et des patrons. La feuille des anarchistes. «Terre et Liberté», annonça même dans son numéro d'avril. que 200 ouvriers s'étaient déjà ralliés sous le drapeau de cette «Union». En réalité. il n'en était rien. et cette nouvelle campagne entreprise par socialistes modérés n'atteignit pas son but.

La réussite des derniers agissements terroristes, tout comme l'impunité des principaux criminels. parvint peu à peu à fanatiser les adeptes de l'anarchisme et à les pousser de plus en plus vers de nouveaux exploits. confiants qu'ils étaient dans les éventualités du hasard. qui les avaient déjà si bien servis lors des attentats contre Nikonow, le baron de Heyking. le général Mézentzow. le prince Kra-

potkine et Reinstein. Le poste du Chef des gendarmes fut confié, après le décès du général Mézentzow, au général aide-de-camp Drenteln, le 15 septembre 1878, et l'idée d'un attentat contre ce nouveau dignitaire ne se fit pas attendre dans les cercles des anarchistes, qui tenaient à prouver au gouvernement qu'ils étaient en état de supprimer chaque nouveau titulaire de cette charge, indivise avec la Troisième Section,—autrement de celui qui avait mission spéciale de lutter contre les actes et les doctrines du socialisme. Cette idée mûrit définitivement dans la tête d'un jeune anarchiste de 19 ans, et il se décida à la mettre à exécution, en plein jour, tout comme lors de l'attentat contre Mézentzow. Durant les dernières semaines qui précédèrent ce forfait, le Chef des gendarmes reçut même de la part des socialistes, des avertissements qui parurent imprimés dans leur organe «Terre et Liberté».

Le 13 mars, à une heure de l'après-midi, le général Drenteln se rendait du quai de la Fontanka en voiture au Comité des Ministres, situé au Quai de la Cour; au moment où il longeait d'un course assez rapide le canal des Cygnes, parallèle au Champ-de-Mars, un jeune homme à cheval, allant à bride abattue, devança la voiture et fit feu dans l'intérieur de l'équipage. Le coup n'atteignit pas le général; la balle brisa seulement la glace et s'incrusta dans la boiserie de la voiture. Le cocher dirigea l'attelage à la poursuite du cavalier, mais le perdit bientôt de vue. A l'angle de la Perspective Woskressenskaïa et de la rue Zakhariewskaïa, le cheval que montait le jeune homme s'abattit par suite de sa course rapide, le cavalier fut désarçonné et continua son chemin en fiacre; il s'arrêta dans la même rue, au numéro 3, et ayant payé le cocher,

entra dans un débit de tabac, situé dans la même maison, acheta un paquet de cigarettes, après quoi il continua son chemin à pied, dans la direction du Jardin du palais Tauride. La monture abandonnée par le malfaiteur, était une jument anglaise pur sang, portant le nom de «Lady», achetée le 3 mars par un inconnu, au manège Strass, rue Mokhowaïa, pour la somme de 300 r. L'acheteur était convenu avec le propriétaire, que ce cheval devait rester encore chez lui jusqu'au 3 avril, et venait tous les jours, pour se promener dans les rues; mais le 13 mars, cet inconnu, après avoir monté le cheval, ne revint plus. Les témoins qui virent ce jeune homme le jour de l'attentat, de même que les écuyers du manège, le reconnurent dans une photographie qu'on leur soumit, et qui était celle d'un ex-étudiant de l'Académie Médico-Chirurgicale, Léon Philippowitsch Mirski, relaxé depuis peu de la forteresse Pierre-et-Paul, avec caution, où il avait été interné sous l'inculpation de délit politique. La proclamation qui suivit l'attentat témoignait d'un grand désappointement quant à son issue, et le ton en était plus modéré comparativement aux déclamations habituelles des anarchistes. Elle déclarait que le général Drenteln était digne de mort—«par le fait seul qu'il remplissait, dans les cir-«constances actuelles, les fonctions de Chef des gen-«darmes». Les exils par voie administrative lui étaient aussi imputés comme crimes, tout comme d'avoir dompté des désordres dans les prisons d'Etat... «Tôt ou tard, il «ne se soustraira pas à l'atteinte du Comité Exécutif; «sa condamnation est déjà prononcée»,— concluait ce factum séditieux. L'enquête la plus consciencieuse et la plus détaillée sur ce nouvel attentat fut confiée au géné-

ral des gendarmes Komarow, mais dans les premiers temps, on ne parvint pas à découvrir les traces du malfaiteur. Le 6 juillet, il fut arrêté à Taganrog, sous le pseudonyme d'Alexandre Pletniow, à la suite d'une déposition faite par un sous-officier d'artillerie, Schtétinine. Lors de son arrestation, Mirski déchargea trois coups de feu, qui, du reste, n'atteignirent personne. Dans le cours d'une perquisition à domicile, on trouva chez lui plusieurs faux passeports et une lettre autographe à son père, écrite en polonais et pseudo-datée de Suisse, dans laquelle il l'informait, qu'après sa relaxation de la forteresse, il était rentré dans le mouvement anarchiste et avait commis un attentat contre le Chef des gendarmes. Le 13 juillet, l'inculpé avoua son identité et fut transféré à Pétersbourg.

Léon Mirski était fils d'un représentant de la petite noblesse polonaise («drobna schliahta») du district d'Oumane, gouvernement de Kiew, catholique, né en 1858. Il fréquenta les gymnases de Kiew et d'Odessa, et de là vint en 1877 faire ses études à l'Académie Médico-Chirurgicale de St-Pétersbourg; une demoiselle Hélène Kestelmann (israélite) l'accompagna de Kiew à St-Pétersbourg et passait pour être sa promise. Pendant une excursion qu'il alla faire dans sa famille, on découvrit des agissements de propagande de sa part, et lors d'une perquisition faite dans son logement de St-Pétersbourg, à la suite de cette constatation, on y trouva des documents révolutionnaires, ce qui fut la cause de son incarcération à Kiew d'abord, où il commit des actes de rébellion dans les murs de la prison, et plus tard à St-Pétersbourg, à la forteresse. En janvier 1879, il fut cependant relaxé sous la caution de l'avocat Outine, et se fixa chez un certain

Grégoire Léwynsohn, secrétaire de la Banque foncière centrale, aux soins duquel Hélène Kestelmann était confiée. Après l'attentat, Mirski se cacha pendant un certain temps dans le logement d'un bourgeois de Zwénigorod, Beklémischew, après quoi, il se rendit, avec un faux passeport, au nom d'un certain Fédotow, au gouvernement de Nowgorod, district de Waldaï, dans la propriété d'un huissier du tribunal d'arrondissement de St-Pétersbourg Siémenski, où il s'établit en qualité d'instituteur de son fils. Fin avril, il quitta subitement cette localité, ayant eu connaissance des poursuites qu'on faisait et du danger qu'il courait, et se dirigea vers Taganrog, au sud de la Russie, sous le nom d'Alexandre Pletniow. Il y fit la connaissance de l'enseigne d'une batterie d'artillerie cantonnée dans la même ville,—Georges Tarkhow, et en même temps du sous-officier Schtétinine, subordonné de l'enseigne sus-nommé. Etant présent à toutes leurs conversations eécidé à se rendre à leurs conseils et prêt à suivre ces dnjôleurs dans le tourbillon anarchiste, Schtétinine se ravisa à temps et dénonça les deux personnages à l'officier des gendarmes qui était sur les lieux. Comme explication des motifs de son crime, Mirski allégua, qu'il n'était nullement guidé par un sentiment de vengeance contre le Chef des gendarmes, mais qu'il le considérait comme une force puissante, entravant grandement les intérêts du parti révolutionnaire. Il désirait protester ouvertement contre cette force par une mesure terroriste, et commença à élaborer le plan de l'attentat sous la direction et avec l'aide d'un anarchiste qu'il ne connaissait que du nom de «Fédor Iwanow»,—pseudonyme que, du reste, il ne fut pas possible d'éclaircir. Cet «Iwanow» lui remit

500 roubles pour l'achat d'un cheval et d'un révolver; il lui donna des cartouches et une somme à part pour faciliter sa fuite de Pétersbourg. Plusieurs jours de suite, Mirski étudia les sorties du général Drenteln, et le 13 mars, ayant décidé de commettre l'attentat sans délai, il se rendit à cheval au Champ-de-Mars, et se cacha derrière les barraques des théâtres forains, qui se trouvaient là depuis la semaine du carnaval. Après sa chute de cheval, étant monté dans un second fiacre à la rue Litéïnaïa, il se rendit à la Bibliothèque Impériale où l'attendait le nommé «Fédor Iwanow», et d'où ils ne sortirent ensemble que le soir. Ce personnage devait, selon lui, faire partie du Comité Exécutif et de la rédaction de la «Terre et «Liberté»,—cercles dans lesquels Mirski lui-même n'avait pas été directement admis.

Cette cause fut jugée par la cour martiale de l'arrondissement militaire de St-Pétersbourg du 15 au 17 novembre de la même année. Les inculpés étaient au nombre de huit: Mirski et Tarkhow,—comme principaux délinquants, Hyppolite Golowine, Eugène Beklémischew, Alexandra Siémenskaïa, l'étudiant Nicolas Wéreschtiaguine, Grégoire Léwynsohn et l'ex-avocat Olkhine (exilé déjà dans le gouvernement de Wologda, mais qu'on fit venir pour faire des dépositions dans ce procès) — en qualité de complices de l'attentat: ils étaient accusés d'avoir aidé à la fuite et au recel de Mirski après son forfait. L'accusé déclara dans sa dernière allocution lors du procès, que le parti auquel il appartenait n'avait point pour but de bouleverser l'ordre gouvernemental en Russie. Ce parti mettait au premier plan la solution des questions économiques et était prêt à accepter toute forme politique, une

fois qu'elle aurait été approuvée par le suffrage du peuple. Il protesta contre l'accusation d'avoir agi à l'aide d'un guet-apens; il assurait ne pouvoir être inculpé d'assassinat car il avait été certain de ne pas réussir, en tirant un coup de feu à bride abattue. Quant à la résistance armée, ce n'était qu'un sentiment inconscient de défense personnelle qui l'avait guidé, et en outre, les réglements de leur association ne permettaient pas de se rendre sans coup férir. La cour martiale condamna seulement Mirski et Tarkhow: le premier—à la peine de mort par pendaison, et le second—aux travaux forcés à perpétuité. Eu égard à la jeunesse des deux accusés, qui n'avaient point atteint l'âge de majorité et leur repentir sincère, le général-gouverneur provisoire de St-Pétersbourg, Gourko, commua leurs peines: en travaux forcés à perpétuité—pour Mirski, et à dix ans—pour l'enseigne Tarkhow. Tous les autres inculpés furent acquittés, mais dans des vues de sûreté générale, quelques-uns furent internés sous la surveillance de la police et éloignés de la capitale.

Le procès de Mirski fournit des données très imparfaites sur la participation réelle d'un centre exécutif dans les entreprises terroristes des derniers temps. Il est possible de supposer que l'attentat du 13 mars n'était dû qu'à l'initiative personnelle du principal criminel, qui désirait avant tout se distinguer parmi ses confrères et se faire un nom dans le monde des anarchistes. Le cerveau des socialistes, hanté par l'idée fixe du terrorisme, s'emballait et se fanatisait davantage, la lutte devenait de jour en jour plus accentuée et plus aiguë. La pensée du

régicide embrasait déjà les adeptes les plus misérables et les plus débauchés, on en revenait aux idées du complot Karakozow; car le mouvement anarchiste, perdant de plus en plus de vue la réorganisation économique de la société et ayant passé par l'école des complots contre les représentants les plus élevés de l'autorité, se transformait à vue d'oeil en une conspiration générale et organisée contre la personne du Chef de l'État. Pour pouvoir élaborer quelque chose en faveur du peuple, il fallait, selon le programme de la révolution, affaiblir, annuler, détruire le gouvernement, et ce but ne pouvait être atteint qu'en supprimant le Souverain — fait qui pourrait provoquer une période d'anarchie, pendant laquelle l'activité révolutionnaire aurait pu atteindre certains résultats longuement désirés. Il était impossible d'annihiler le gouvernement par des attentats contre les chefs les plus marquants du pouvoir, par l'émondement de l'organisme gouvernemental des branches, qui étaient remplacées immédiatement par d'autres: c'est pourquoi la logique anarchiste demandait que les coups meurtriers fussent dirigés contre le détenteur suprême du Pouvoir. C'était un principe à suivre; le régicide devenait plutôt un moyen qu'un but. Ces idées fermentaient vivement au sein des foyers révolutionnaires, mais elles ne les avaient pas encore envahis, quand le 2 avril de la même année survint l'attentat régicide de Solowiew.

Le 2 (14) avril, entre 9 et 10 heures du matin, Sa Majesté l'Empereur sortit du Palais d'Hiver pour faire sa promenade quotidienne. Le Souverain longea d'abord l'édifice du palais, puis passa dans la rue Millionnaïa; de ce point, Sa Majesté prit à droite et atteignit l'édifice de

l'Etat-major, non loin de la porte donnant sur la cour. Dans ce moment, sur le trottoir qui bordait le grand bâtiment, un jeune homme de haute stature marchait à sa rencontre, d'une allure ferme et très agile. Se trouvant distancé de Sa Majesté par environ douze pas, cet inconnu, portant un long pardessus, une casquette munie de la cocarde officielle et les mains profondément enfouies dans ses poches, retira avec précipitation la droite munie d'un révolver de gros calibre, et visant le Souverain, fit partir un coup de feu. Ayant fait encore quatre ou cinq pas en avant, il tira une seconde fois et enfin, à la distance de quatre pas,—survint une troisième détonation. Sa Majesté eut le temps de quitter le trottoir par la gauche et de s'éloigner vers le Pont-des-Chantres, mais le malfaiteur se dirigea à droite, tâchant de dépasser l'Empereur. Presqu'au moment du troisième coup de feu, le capitaine en second des gendarmes, Koch, atteignit l'assassin en le frappant sur le dos de son sabre; le criminel trébucha, mais cela ne l'empêcha pas de faire partir son quatrième coup de feu, après quoi il s'enfuit vers la place du palais, de plus en plus cerné par la foule qui grandissait, et contre laquelle le fuyard tira son cinquième et dernier coup de feu.

Aucune de ces décharges n'atteignit la personne de Sa Majesté l'Empereur. Il n'y eut qu'un seul blessé,— le sergent de ville François Milaschéwitsch, dont la joue fut traversée par une des balles. Près de la partie du bâtiment occupé par le Ministère des affaires étrangères, le criminel fut enfin arrêté et désarmé. Conduit d'abord à la chancellerie du préfet de police, il déclara être un ex-employé du Ministère des finances, du nom

de Sokolow; aussitôt il fut saisi de vomissements, provoqués par un poison qu'il était parvenu à absorber, et dont on trouva les restes dans une coquille de noix, qu'il avait sur lui. Les soins qu'on lui prodigua le mirent hors de danger et le malfaiteur put être soumis à un interrogatoire.

L'enquête judiciaire de ce forfait fut confiée au sénateur Serge Léontiew. Le malfaiteur déclara son véritable nom—Alexandre Konstantinowitsch Solowiew, secrétaire de collège en retraite, âgé de 33 ans, fils d'un officier de santé, retiré du service. Sa mère, Tatiana Nikolaïéwna, habitait avec son mari, deux fils et deux filles, à Pétersbourg, dans les dépendances du palais de la Grande-Duchesse Catherine Mikhaïlowna, à Kamennoï-Ostrow, le père ayant servi dans l'une des terres de la Grande Duchesse, mais actuellement sans emploi. Tout en déclarant être l'auteur de l'attentat qu'il venait de commettre, Solowiew affirma, cependant, avec persistance, pendant toute la durée de l'enquête et du procès,—n'avoir eu aucun affidé dans l'accomplissement du crime, L'idée de commettre un régicide lui était venue à la suite des doctrines propagées par le parti socialiste-révolutionnaire auquel il appartenait. Etant encore au gymnase, il se fit déïste, mais à la suite de nombreuses lectures, il renia la foi dans l'existence de Dieu. Après un stage assez court dans des écoles élémentaires en province, il passa au 3me gymnase de St-Pétersbourg, grâce à la bienfaisance de la Grande-Duchesse Hélène Pawlowna; ayant achevé ses années de collège, il entra à l'université de St-Pétersbourg, dans la section de droit, qu'il quitta bientôt, n'ayant pas les moyens de faire face aux inscriptions annuelles exigées des étudiants.

A dater de cette époque, il nourrit le désir de se vouer à la «cause du peuple», sur les misères et les besoins duquel il s'apitoyait: c'est dans ce but qu'il opta pour une place dans une école primaire de district et l'obtint à Toropetz, dans le gouvernement de Pskow. La majorité des élèves appartenait à la petite bourgeoisie, c'est pourquoi Solowiew recueillait chez lui les enfants du peuple et parvint même à se faire maître dans une école qu'on installa alors dans la prison de cette ville. Il eut, du reste, bientôt des démêlés avec la police, concernant son enseignement et sa conduite, et dut l'abandonner; mais le besoin d'activité au sein du peuple le décida à quitter entièrement le service, pour cause de santé, après quoi il entra comme apprenti dans une forge, établie près de Toropetz, dans le village Woronino, tenue par un socialiste Nicolas Bogdanowitsch, atelier qui servit longtemps de point de ralliement dans plusieurs péripéties de l'activité des anarchistes. Solowiew logeait chez ses patrons et y resta un an et demi, en même temps que le socialiste Adrien Mikhaïlow. Pendant ce temps de séjour, il épousa, en 1876, une demoiselle Catherine Tchélischtew, qu'il connaissait depuis longtemps. Bientôt après, il se rendit à Pétersbourg, où il prit avec sa femme deux logements séparés, et dès ce moment, commença à fréquenter assidûment toutes les réunions des anarchistes, qui le déléguèrent, en octobre 1876 et au printemps de 1877, dans différentes localités des gouvernements de Nijni-Nowgorod, Wladimir, Woronège, Tambow et Samara, où il établit même pendant un certain temps une forge à lui, où il fut secrétaire de l'administration d'une commune de paysans, etc. En attendant, survinrent des perquisitions dans l'atelier de Bogdanowitsch qu'on

ferma, et on commença à rechercher Solowiew lui-même; néanmoins, le 30 décembre 1878, il revint à Pétersbourg pour obtenir une mission quelconque de la part des chefs de son parti; il renoua alors ses rapports avec Bogdanowitsch et sa femme Marie, qui habitaient Pétersbourg, et passait chez eux plusieurs fois les nuits, n'ayant pas de gite stable, comme la majeure partie des «illégaux».

Quant aux raisons qui portèrent l'assassin à perpétrer son crime, il les expliqua en détail par une profession de foi d'anarchiste révolté. Le parti révolutionnaire expliqua-t-il, reconnaissait comme une des plus grandes injustices le fait, que la majorité du peuple travaillait, tandis que la minorité jouissait des résultats de ce travail et de tous les bienfaits de la civilisation, inaccessibles pour le travailleur. Le principe reposait sur la nécessité d'atteindre l'idée d'une égalité générale, de l'élimination de la domination du capital sur le travail et de l'esclavage de ce dernier vis-à-vis du premier. Cet état de choses pourrait être seulement obtenu, quand l'ouvrier deviendrait propriétaire du sol et des outils de production. Quand la propriété n'existera plus, dans le sens qu'on lui applique actuellement, de même que les différences dans les droits et les positions des divers membres de la société, il n'y aura plus de délits, ni contre la propriété, ni contre les personnes. C'est pour atteindre ce but que les socialistes ont déclaré une lutte mortelle au gouvernement. Comme anarchiste, il ne pouvait que nourrir des sentiments haineux envers le Chef de l'Etat; et peu à peu, voyant les représailles et les sévérités du gouvernement dans cette lutte, il vint à se fanatiser au point que l'idée d'un sacrifice personnel pour commettre un attentat contre la vie du

Monarque, finit ces derniers temps par envahir sa volonté. Il agissait par sentiment et par conviction personnels, et non à l'instigation d'une influence étrangère, ou à la suite d'une mission qui lui échut par la voie du sort. Il affirma en même temps, «qu'au sein de son parti, il n'existait point «de despotisme qui pût entraver la liberté d'action de «chacun des membres de l'association; tout au contraire, «les coaffidés étaient à tel point dévoués à leur oeuvre et à «la cause du peuple, qu'il n'y avait point de place pour «une contrainte quelconque, afin de forcer quelqu'un à exé«cuter tel ou tel mandat, qui, selon le point de vue «général, était indispensable pour atteindre le but com«mun». En poursuivant ce dernier, le parti révolutionnaire, trouvant sur son chemin le despotisme de ses ennemis, devait avoir recours au poignard et au révolver, ne fût-ce que par simple esprit de conservation. Quoiqu'il se fût décidé à perpétrer le crime à la suite d'une initiative personnelle, il était sûr, cependant, d'avoir agi dans l'esprit de son parti, et que ce dernier ne le renierait pas; car si même cet attentat, au lieu d'améliorer l'ordre social, venait à provoquer une réaction, cette dernière ne pourrait être de longue durée et devrait susciter au «sein «du peuple» une explosion de mécontentement. Le malfaiteur concluait son interrogatoire par un aveu d'un caractère assez vague: «Je ne puis me faire une idée pré«cise du nouvel ordre de la vie sociale; mais je sup«pose que l'humanité doit parvenir à un degré de per«fection, qui permettra à chacun d'être en état de suffire «à ses besoins, sans faire de tort aux autres».

Quant à l'origine du révolver dont le malfaiteur usa lors de l'attentat, Solowiew déclara qu'il s'était procuré une

arme pareille dès son arrivée à Pétersbourg, mais il était d'une dimension trop grande, très incommode à porter dans la poche; c'est pourquoi, un de ses collègues-socialistes, qu'il ne connaissait, à la vérité, que du nom de «Fedka» ou «Fédor», lui en donna un autre,—le même qui lui servit à perpétrer l'attentat. C'était un révolver du système anglais Webley, marqué au numéro 16.667, du calibre 500. Il était d'autant plus important d'éclaircir le fait de la provenance de cette arme, que le pistolet qui servit à Mirski, était, à en juger d'après l'empreinte des balles, restées dans la voiture du général Drenteln, du même système Webley et du calibre 500. Une personnalité connue à St-Pétersbourg, le docteur Oreste Weimar, compromis déjà lors de l'enquête sur l'attentat de Mézentzow (relativement à l'achat du cheval nommé «Warwar»), fut fortement soupçonné d'avoir fourni le pistolet en question à Solowiew. Ce Weimar était un homme d'un âge mûr; il occupait une situation solide dans le monde médical, possédait un immeuble considérable à la Perspective de Newsky, était connu comme fondateur et directeur d'une clinique orthopédique, avait même rendu de véritables services dans le domaine de la Croix Rouge, lors de la guerre de Turquie. L'enquête démontra qu'il avait acquis le pistolet chez l'armurier Wenig, dont le magasin était situé dans la maison même de Weimar, sur le palier du logement de ce dernier. Le cyanure de potasse qu'on trouva sur Solowiew et qu'il avala sans avoir réussi à s'empoisonner, provenait aussi d'une recette signée par le même docteur, et fut ordonnée, expliquait-il, pour une autre personne, afin de tuer un chien malade; mais l'individu en question nia entièrement ce fait. Les preuves les plus probantes

s'accumulaient à la charge de Weimar, mais sa cause, de même que celles de plusieurs anarchistes, dont l'activité effleurait les agissements des principaux personnages dans l'exécution du crime du 2 avril, fut jugée séparément, après des investigations prolongées, en 1880 (procès d'Adrien Mikhaïlow) et en 1881 (affaire des 58 inculpés, par voie administrative et celle d'Alexandre Mikhaïlow), ce dont il sera fait mention plus tard. Pour l'enquête de l'attentat Solowiew, elle tâcha d'élucider sans retard les relations existantes entre l'accusé et le couple Marie et Nicolas Bogdanowitsch, qu'il fréquentait souvent, chez lequel il passait parfois les nuits et qui pouvaient être ses complices. Les preuves pour constater ces suppositions ne purent, du reste, être réunies: aussi durant ce procès ce n'est que Solowiew seul qui figura comme accusé.

Cette question de complicité était étroitement liée à celle de savoir: l'attentat émanait-il d'un Comité Exécutif, était-il, en réalité, le produit du centre du terrorisme? Le complot avait-il vraiment des racines insondables, ou bien, n'était-il qu'un fait séparé, une entreprise personnelle, le produit d'un cerveau surchauffé jusqu'au fanatisme du régicide et n'agissant en vertu d'aucun mandat? D'après l'attitude des anarchistes (attitude qui se manifestait sans délai dans leur presse et leurs libelles), on pouvait conclure à ce que ce nouvel attentat n'était pas le résultat d'une décision prise par la majorité et les chefs des meneurs du parti: c'était plutôt une idée personnelle, quoique connue de plusieurs autres co-affidés, qui également n'agissaient point en vertu de quelque mandat impératif. Aucune proclamation ne suivit l'acte criminel; les anarchistes n'annoncèrent pas avec fracas,

urbi et orbi, comme lors des autres attentats, que c'est eux-mêmes qui l'avaient commis. Tout au contraire, dans le № 4 de la feuille «Terre et Liberté», du 8 avril, dans un article sur les événements du 2 avril, son auteur posait une question hardie: «Que signifie cet attentat, par quoi «est-il provoqué?..... Quels ont été les moteurs qui pous«sèrent en avant Solowiew?.... Laissons de côté ces que«stions, auxquelles il est tout aussi facile de répondre en «généralisant, que difficile de répondre en détail» —concluait-il (suivaient des plaintes et des écarts acoutumés de langage sur les actes du gouvernement). Durant le cours de l'enquête, le 3 avril, il ne parut qu'un placard-avertisseur de quelques lignes à l'adresse du pharmacien Trapp, qui fut appelé à sauver la vie de l'accusé par des antidotes énergiques.

Toutes ces considérations permettent de supposer que l'attentat de Solowiew n'était pas un crime, émanant du Comité Executif, représentant la volonté unique et condensée des meneurs du parti; mais qu'il devait être plutôt considéré comme un fait isolé, malgré que le criminel ait eu un certain nombre d'affiliés auxquels il fit part de ses intentions avant d'agir. Outre le docteur Weimar, mentionné plus haut, les dépositions de Goldenberg font preuve que ce projet criminel était connu d'autres personnes, et à en croire son témoignage, c'est lui-même, qui, après la réussite de l'attentat sur Krapotkine, eut l'idée de diriger un complot contre la personne auguste du Souverain. Dans ce but il se rendit à Pétersbourg, où il débattit l'idée du projet avec Zoundéléwitsch (un terroriste de Kiew) et Alexandre Mikhaïlow, jeune homme rallié depuis peu au parti terroriste, socialiste hardi et remarquable, qui fut impliqué

plus tard dans les procès politiques les plus graves. On s'occupa des préparatifs et on fit part du projet à Solowiew. Kobylianski et Alexandre Kwiatkowski (portant le pseudonyme de Préobrajenski). On se réunit jusqu'à six fois dans plusieurs restaurants de second ordre, et quand l'affaire fut décidée en principe, on résolut de la mettre au plus vite à exécution. Selon Goldenberg, lui le premier, se proposa à perpétrer le crime, et après lui— Kobylianski: mais ni l'un, ni l'autre ne furent acceptés, vu leur origine israélite et polonaise: c'est pourquoi, lorsque Solowiew offrit ses services, il fut reconnu comme parfaitement convenable pour l'exécution de ce projet. On parvint à acquérir un révolver et des cartouches, mais Goldenberg, à cette occasion, ne mentionna pas la participation du docteur Weimar, qu'il disait avoir complétement ignorée. Là-dessus, en prévision des arrestations et des visites domiciliaires qui auraient sans doute lieu après l'attentat, tous les «illégaux» quittèrent St-Pétersbourg, et dans le nombre Goldenberg lui-même, qui retourna à Harkow. Ces détails furent plus tard confirmés par Alexandre Mikhaïlow, lors de son procès en 1881.

Le 25 mai 1879, la Haute-Cour Criminelle se réunit pour juger le procès de l'accusé. Elle était présidée par le conseiller privé actuel, le secrétaire d'état, prince Serge Ouroussow; comme membres de ce tribunal suprême siégaient les conseillers privés actuels: Abaza, Zamiatnine et Délianow, le président du Conseil général des départements réunis de la Chambre de Cassation du Sénat, le sénateur Tschernoglazow, le président du département civil de la même Chambre, le sénateur Polénow et le président du département criminel de la même

Chambre, le sénateur Kowalewski. Les fonctions de procureur-général étaient remplies par le Ministre de la justice, Nabokow, et celles de secrétaire, par le sénateur Schamschew: comme défenseur de l'accusé figurait l'avocat assermenté Tourtschaninow. L'enquête judiciaire n'occupa qu'une seule séance, tant les données en ce qui concernait l'attentat et la personnalité de l'inculpé étaient clairement démontrées et parfaitement indiscutables. Les dépositions que firent devant la Haute-Cour Criminelle le docteur Weimar, les époux Bogdanowitsch et les membres de la famille de l'accusé, ne changèrent en rien le degré de sa culpabilité et n'altérèrent point les faits constatés par l'enquête. Le discours du Ministre de la justice qui clôtura le procès, était d'une éloquence et d'une vigueur remarquables; quant au défenseur de l'accusé il ne put qu'implorer la Haute-Cour de ne pas prononcer la peine de mort contre l'accusé, en invoquont le fait que la Providence était déjà deux fois intervenue en faveur du criminel: car il avait eu le bonheur de voir l'attentat manquer son but effroyable, et celui d'avoir échappé à la mort, malgré le poison auquel il avait eu recours.

La Haute-Cour condamna Solowiew à la peine de mort par pendaison, sentence qui lui fut notifiée le même jour, à 10 heures du soir, et rédigée, sous forme définitive, le lendemain, à 5 heures de l'après-midi. La condamnation n'était pas, selon la loi, passible d'un recours en cassation, mais l'accusé avait droit de s'adresser, dans l'espace de 24 heures, à la clémence de Sa Majesté. Il ne presenta pas de pétition dans ce sens, et le 28, à 10 heures du matin, il subit sa peine sur le champ dit de Smolensk, aux confins de la ville, où on le mena sur le char des

condamnés, sous forte escorte. Il refusa les consolations de la religion; plus de 4000 personnes assistaient à l'exécution. L'organe révolutionnaire «Terre et Liberté» clamait à la vengeance dans sa première feuille, du 8 juin, qui parut après l'exécution de Solowiew.

L'enquête minutieuse de ce procès remit dans les mains de la police un nombre considérable d'anarchistes qui avaient été dans des rapports plus ou moins suivis avec les principaux auteurs du crime, et sur lesquels pesaient encore d'autres accusations moins graves. Leur nombre montait jusqu'à 58: c'est dans l'année 1881 que leur sort fut décidé par des mesures administratives.

Les entreprises terroristes prenaient un développement de plus en plus grand, mais chacune d'elles nécessitait des dépenses, des moyens, de l'argent, que les prolétaires du parti socialiste étaient loin de posséder: «le nerf de la guerre», qui était grandement indispensable pour mener la lutte souterraine de la révolution, leur manquait entièrement, eux-mêmes traînant la plupart du temps une existence misérable d'affamés et de déclassés. Les attentats contre les Chefs de gendarmes Mézentzow et Drenteln, contre le prince Krapotkine, l'affaire de Tchiguirine — exigèrent des fonds que les conjurés parvinrent à se procurer; mais comme les appétits des meneurs de la rébellion grandissaient de jour en jour, l'avenir de leur oeuvre manquait de garantie: aussi voulurent-ils faire une tentative hors ligne, qui pût pour longtemps consolider le succès de leurs entreprises tout comme subvenir à leurs besoins personnels. Cette tentative eut lieu au Sud, où les terroristes hardis et doués d'un esprit inventif étaient nombreux.

Le 4 juin, à neuf heures du matin, le chef de la trésorerie de Kherson (ville de gouvernement), ayant ouvert les caveaux, découvrit à première vue un vol d'argent appartenant à la succursale locale de la Banque de l'Etat, pour la somme très considérable de 1.579.638 roubles, de même que d'un paquet de blanc-seings pour passeports. Le vol avait été commis à l'aide d'une mine pratiquée de la maison voisine, sur un parcours d'environ 15 sagènes et cinq archines de hauteur. Le travail hardi des mineurs était évidemment conduit par un homme expérimenté, selon toutes les règles de la science. La terre fraîche qu'on avait extraite avait été déposée dans les chambres et les greniers des locataires de ladite maison, qui s'étaient déjà évadés la veille. Ils n'occupaient, du reste, ce logement que depuis deux semaines: c'étaient deux jeunes gens, homme et femme, avec une servante et un enfant, qui tous n'avaient pas déclaré leurs noms, ni produit encore leurs passeports L'effraction eut lieu dans la nuit de samedi à dimanche, et ne fut découverte que le lundi.

L'enquête constata qu'une femme qui se disait épouse du médecin Nikitine, avait loué une aile de la maison voisine, où elle s'était installée avec une servante qui portait le nom de «Sonka» (diminutif de Sophie) et une cuisinière «Maschka» (diminutif de Marie). Survinrent bientôt deux autres individus, qui se logèrent chez elle: un maçon soi-disant pour replâtrer les murs du logement, et un autre, qui portait le nom de «Saschka» (diminutif d'Alexandre). En outre, plusieurs personnes innommées avaient visité les hôtes, inconnus eux-mêmes au gardien de la maison.

La fuite de ces malfaiteurs se fit sans obstacle; deux grands sacs furent bourrés d'assignats et transportés

sur la place du marché par un voiturier inconnu, et de là exportés hors de la ville, dans un chariot attelé de boeufs, dans lequel une femme et un homme prirent place. Des poursuites organisées dans toutes les directions amenèrent les autorités au hameau Tchernobaïéw, à sept verstes de Kherson, dans la maison du cultivateur Schterbatschenko, qui possédait des plantations de melons et de concombres. C'est dans la hutte du gardien de cette plantation qu'on découvrit les malfaiteurs et chez eux la somme de 1,066,000 roubles. La prétendue femme Nikitine fut reconnue pour une certaine Hélène Rossikow et son compagnon pour un bourgeois de la ville d'Odessa—Jacques Pogorélow—l'ouvrier qui creusa la mine. Le reste de l'argent fut emporté par «Saschka-l'ingénieur» à Aleschki, ville de district, où on ne parvint pas à mettre la main sur lui, les poursuites ayant tardé de quelques heures; mais le 19 juillet, on découvrit enfouis dans la cour de la maison qu'habitait «Saschka», la somme de 481,582 roubles, et le 4 àoût, dans la cour de la maison du sus-nommé Schterbatschenko, encore 15.188 roubles. C'est donc en tout—1,562,770 roubles qui furent restitués au trésor, et 16,868 roubles—réellement perdus. Les principaux inculpés dans cette affaire étaient donc—la femme Hélène Rossikow (née Witten, soeur de Wéra Witten, jugée déjà dans le procès Kowalski, à Kiew, en 1878) et «Saschka-l'ingénieur»,—pseudonyme du socialiste Théodore Iourkowski.

La femme Rossikow (32 ans) occupait une position sociale parfaitement avouable et possédait certaines relations; mariée à un instituteur et gouvernante diplomée elle-même, elle avait tenu quelque temps une pension à Kherson; plus tard, elle s'était enrôlée comme soeur de

charité à Odessa, du temps de la guerre; néanmoins elle se rallia au parti socialiste et se mit à faire de la propagande dans le gouvernement de Kherson. C'est vers ce temps qu'elle s'adonna au projet d'un vol grandiose dans une des trésoreries du gouvernement au profit du parti révolutionnaire, soi-disant pour subvenir aux besoins des détenus politiques en Sibérie, et s'assura du concours d'un simple bourgeois d'Odessa, Jacques Pogorélow, qui s'établit chez elle en qualité de maçon et qui se laissa tenter seulement par l'appât du gain. Les anarchistes -Nicolas Franjoli, Anne Alexéïew, Tatiana Morozow («Maschka») et d'autres, l'aidèrent dans cette expédition. C'est avec Pogorélow que s'évada la femme Rossikow.

Son compagnon dans cette entreprise hardie, Théodore Iourkowski (26 ans), était fils d'un capitaine de la flotte, avait étudié dans un gymnase, au Corps de la marine, à l'Institut Technologique, puis à l'Académie de Médecine à St-Pétersbourg, mais n'avait nulle part terminé ses études; entré dans les rangs des socialistes, il prit part à la propagande des années 1873—1875, fut arrêté au mois de mai de l'année 1879, pour propagande à Kischinew, mais on le relâcha bientôt. Il avait depuis longtemps en tête de réaliser un acte d'audace grandiose et se consulta, encore lors du séjour de Stéfanowitsch à St-Pétersbourg, avec ce dernier, sur les moyens de pratiquer une mine sous le Palais d'Hiver. En attendant, il parvint à mener à bonne fin la percée sous la trésorerie de Kherson, et c'est lui-même avec Pogorélow qui enfonça les coffres avec des pioches de fer et enleva l'argent. Après sa fuite, on parvint à se saisir de lui par un hasard fortuit, qui eut lieu dans des circonstances réellement tra-

giques. Les premiers jours du mois de mars 1880, la gendarmerie de Kiew, faisant des perquisitions concernant le socialiste Dikowski, qui se travestissait parfois en officier d'artillerie, vint à faire une descente domiciliaire chez un certain capitaine en retraite, Michel Stakhowski, qui avait fourni à Dikowski cet uniforme et habitait avec son père le village Kozlowka, au district de Poutiwl (gouvernement de Koursk). L'officier des gendarmes trouva le fils Stakhowski mourant, car dans la nuit du 6 au 7 mars, il venait d'être mortellement blessé d'un coup de révolver, tiré contre lui par son propre père, après quoi ce dernier s'en tira un second contre lui-même. Parmi les personnes qui soignaient les deux blessés, se trouvait un jeune homme qui parut suspect et qui déclara à l'officier de gendarmerie. s'appeler Georges Golowléw, mais plus tard avoua son véritable nom—Théodore Iourkowski.

La cause du pillage hardi de la trésorerie de Kherson ne put. cependant. être jugée pour tous les inculpés à la fois. La cour martiale d'Odessa ne jugea d'abord, le 16 janvier 1880, qu'Hélène Rossikow,—fille d'un général-lieutenant et ses complices: Elisabeth Ioujakow (ex-étudiante de Zurich et adepte zélée de Netschaïéw), le sujet autrichien Nicolas Franjoli, les bourgeois: Jacques Pogorélow, Jean Tchepski. Euphémie Tchepska et Tatiana Morozow. les paysans Schterbatschenko (mari et femme) et deux israélites—Adam et Sima Borscht. La femme Rossikow fut condamnée aux travaux forcés à perpétuité; Franjoli—pour quatre ans; les femmes Ioujakow et Aléxeïéw—à l'exil en Sibérie; Schterbatschenko et Borscht—dans les compagnies de discipline pour les criminels astreints au travail; les autres subirent des peines moindres:

Après son arrestation, Iourkowski fut englobé dans un grand procès politique qui se jugea par la cour martiale de Kiew, en juillet 1880, dont il sera fait mention dans son temps, et fut condamné, le 21 juillet, à vingt ans de travaux forcés. Quant à la femme qui portait le nom de «Sonka», ce n'est que dans le procès d'Alexandre Mikhaïlow, en 1882, qu'elle fut atteient par la justice. Elle portait le pseudonyme de Trifonow, mais était en réalité la fille d'un conseiller titulaire, Lioudmila Térentiéw, et fut condamnée à 20 ans de travaux forcés dans les chantiers du gouvernement.

Les anarchistes s'abstinrent, du reste, d'anoncer cet exploit de pillage et d'en faire le sujet de quelque proclamation échevelée; ils se contentèrent de baptiser ce vol audacieux du titre de «confiscation», soit-disant faite au gouvernement d'une partie des fonds qui appartenaient à la cause révolutionnaire, qu'il nommaient aussi «la cause du peuple».

Cette «cause du peuple» ce but idéal, vers lequel, à en croire les révoltés, tendaient toutes les forces et toute l'activité du monde anarchiste, en faveur duquel tous les moyens étaient réputés bons, n'avait point acquis cependant des formes nettes et une configuration précise, si nécessaires aux nombreux programmes que les fractions multiples des socialistes élaboraient depuis longtemps. Les convictions et les points de vue variaient parfois d'une manière très visible et privaient l'activité révolutionnaire d'un ensemble, qui était indispensable pour le succès de la lutte. Les événements de la dernière période ne pouvaient rester sans influence sur le

but pratique et les moyens de cette dernière. Le programme en vigueur, élaboré en 1876, lors de la période des missions parmi le peuple, était l'oeuvre du parti socialiste-démocrate, — des «narodniki» qui constituaient de ce temps la grande majorité des forces révolutionnaires. Les choses avaient changé depuis, mais le programme n'avait pas subi de réforme depuis trois ans. Même en dehors du fait que toutes les conditions de l'activité du parti subirent de grands changements durant ce temps, il fallait prendre en considération que plusieurs de ceux qui contribuèrent à rédiger les anciens statuts avaient déjà quitté les rangs des membres actifs du parti; d'un autre côté, il était nécessaire de faire participer à la révision du programme ceux qui n'avaient pas eu la possibilité de prendre part à son élaboration trois ans plus tôt. Le nouveau système subissait aussi la nécessité du développement de l'organisation du parti et de certains changements à apporter dans le mode des relations et des communications mutuelles de plusieurs de ses membres. Les dissentions dans le monde révolutionnaire, qui avait encore comme représentant principal le foyer de «Terre «et Liberté» (grandement ébranlé, lors des arrestations d'Adrien Mikhaïlow et de la femme Malinowska, en automne 1878), augmentaient presque chaque jour; mais sous l'influence des événements terroristes, ce foyer prenait involontairement pour sa gouverne les principes d'un système nouveau, contraire même parfois au programme qu'il était obligé de suivre et aux exigences des petits groupes provinciaux. Les terroristes voulaient léguer à «Terre et Liberté» tous leurs droits et leurs aspirations; c'est pourquoi, après le grand effondrement des cercles terro-

ristes de Kiew (faits qui seront relatés plus tard), cercles qui possédaient déjà un Comité Exécutif local, le cachet de ce Comité fut remis à la fraction terroriste de «Terre et Liberté», et ce timbre estampila les proclamations qui parurent à St-Pétersbourg en 1879. Les divergences des opinions étaient, parfois, si grandes, que les terroristes de «Terre et Liberté» (Alexandre Mikhaïlow, Kwiatkowski, Nicolas Morozow) commencèrent à publier une annexe séparée à l'organe paraissant à St-Pétersbourg, pour soutenir des idées entièrement opposées à la feuille originale. Quand le terroriste Solowiew arriva à Pétersbourg, c'est en cachette du groupe de «Terre et Liberté», qu'Alexandre Mikhaïlow le seconda de ses services. Les membres qui restaient fidèles au programme de 1876 protestaient avec violence, quoiqu'en vain, contre l'immixtion des terroristes dans leur sphère d'activité: on en venait presqu'aux mains et même au révolver dans le sein du monde anarchiste; on faisait les sommations les plus énergiques pour forcer les révolutionnaires-assassins d'abandonner leurs agissements; les meurtres et les attentats soulevaient des protestations violentes: une scission et un démembrement s'imposaient visiblement.

Parmi les adeptes de la lutte politique plusieurs systèmes se faisaient jour. Les uns voulaient forcer le gouvernement à faire des concessions, à la suite de toute une série de faits terroristes, tendaient à le compromettre devant le peuple et aboutir à une «révolution»; d'autres optaient pour un «complot»: c'étaient des «politiciens» qui n'admettaient qu'une certaine tolérance vis-à-vis de la «terreur». A la suite d'une scission patente avec le camp des anciens socialistes-démocrates («narodniki», qu'on surnommait

aussi «villageois» ou «eréwenschtiki»), quelques terroristes, particulièrement Alexandre Mikhaïlow, se décidèrent à prendre des mesures pour se garantir contre les attaques de ces derniers. La «Terre et Liberté» décida d'abord la nécessité d'une réunion à Woronège, dans un point central, réunion qui, d'après les statuts, devait avoir lieu chaque année; mais la fraction terroriste avait décrété antérieurement déjà, de convoquer une assemblée de tous ceux qui, dans diverses localités de l'Empire, s'étaient déclarés partisans de la «lutte politique», afin de former une nouvelle société secrète au sein d'une société occulte déjà existante; ce congrès devait précéder celui de Woronège, après quoi on devait incorporer les terroristes comme membres de «Terre et Liberté» et de cette manière obtenir une majorité considérable pour le parti qui s'organisait.

Ce projet ne put être strictement suivi, car les choses eurent un cours moins complexe. Lors des débats sur l'organisation du plan de l'attentat de Solowiew, Grégoire Goldenberg (à en croire ses dépositions) avait eu déjà avec un des affiliés de ce crime des pourparlers sur les mesures à prendre, en cas que l'attentat ne réussit point; ils décidèrent que dans cette éventualité, il faudra soumettre à une discussion générale les mesures à prendre pour le parti révolutionnaire et résoudre enfin la question de l'organisation de la section terroriste. En avril, Goldenberg convint avec Alexandre Mikhaïlow et Léon Tikhomirow de la nécessité d'une réunion ou d'un congrès à cet effet; Zoubkowski et Zoundélewitsch—deux terroristes influents de Kiew, donnèrent leur consentement, et l'invitation au congrès (tenu même en secret des «narodniki») se fit, lancée par des invitations personnelles et par correspondance.

pour quelques-uns même (comme, par exemple, Schirïaiew), ce fut presqu'une surprise. Ce congrès ne put, du reste, se réunir qu'au mois de juin; comme lieu d'assemblée on choisit la ville de district Lipetzk (au gouvernement de Tambow), localité peu éloignée de Woronège et qui réunissait chaque été, dans son enceinte, un nombre considérable de visiteurs et de malades, ayant recours aux eaux minérales du lieu, exploitées et rendues célèbres depuis Pierre-le-Grand: les anarchistes croyaient pouvoir plus facilement et avec plus de sécurité se réunir et comploter au milieu de la foule. Le «congrès de Lipetzk» eut réellement lieu du 17 au 21 juin et fut d'une importance très grande dans les annales du mouvement révolutionnaire, en statuant un fait aussi sérieux que la division à l'avenir du parti en deux camps fort distincts. Les conjurés communiquèrent entre eux facilement et leur présence ne fut point remarquée. Les membres du congrès se rassemblaient aux environs de la ville et dans les forêts qui l'environnent et débattaient sous la voûte du ciel leurs projets ultérieurs et le nouveau programme. Dans leur nombre figuraient des socialistes qui n'avaient jamais appartenu au grand cercle de «Terre et Liberté» (comme Jéliabow, Schirïaiéw, Goldenberg lui-même, Kolodkiewitsch et d'autres). Les débats portaient principalement sur le programme d'une nouvelle «société politique», et sur la manière de réformer le groupe «Terre et Liberté»; quant à l'étude du projet du régicide, ce dernier ne fut point débattu collectivement: on ne le souleva qu'en qualité d'éventualité, mais il fut décidé qu'en cas de nouvelles condamnations capitales, il fallait entreprendre l'exécution d'un attentat et lutter avec les tyrans. Jéliabow professait,

du reste, que la lutte terroriste ne devait pas porter le cachet d'une vengeance; qu'elle ne devait être qu'un moyen d'action, et non un but. C'est lors de ces débats que le mot de dynamite fut prononcé pour la première fois.

Quelques jours plus tard se réunit le congrès des «villageois», à Woronège. On y vota l'incorporation des nouveaux membres qui n'attendaient à Lipetzk qu'un avis télégraphique pour arriver. Les deux partis ne parvinrent cependant pas à fusionner; néanmoins il fut décidé qu'une partie des fonds devait revenir au parti de la «lutte politique», autrement dit au parti des terroristes. C'est lors des débats de Woronège que Jéliabow fit usage de toute son éloquence d'orateur, qui l'avait souvent aidé, pour influencer ses auditeurs. Il ne ménagea ni ironie, ni duretés, exigeant une séparation des deux partis et soutint des luttes avec Sophie Pérowskaïa (qui était aussi du congrès), et qui défendait les principes socialistes démocratiques, ne voulant pas que le parti devînt ouvertement un jouet dans les mains des terroristes. L'opportunisme du système de ces derniers fut, il est vrai, reconnu par la majorité, mais les vieux «politiciens» et les «villageois» ne voulurent par devenir les esclaves des terroristes et protestèrent. En automne de cette même année, eut lieu à St-Pétersbourg, une dernière réunion à laquelle Jéliabow ne prit point part, mais où la séparation se fit d'une manière irréfragable. L'ancien groupe «Terre et Liberté» était proclamé comme n'existant plus, avec l'annulation même de son titre et le partage de ses fonds entre les deux nouveaux foyers qui surgirent, savoir: a) «La Volonté du Peuple» (groupe terroriste) et b) «Le Repartage Noir» (groupe socialiste-démocrate).

Ces deux camps suivirent chacun un chemin séparé, souvent hostiles l'un à l'autre, et leurs ramifications s'étendirent plus tard sur toute la totalité des menées révolutionnaires. Les terroristes avaient triomphé: ils se vantèrent, que dès lors déjà, le 26 août 1879, la condamnation du Souverain avait été prononcée. Dans la proclamation que la «Volonté du Peuple» fit paraître le lendemain du régicide, datée du 2 mars 1881, les terroristes, avec leur facilité de mensonge et leur faconde hardie, eurent l'outrecuidance de spécifier cette date comme le jour où leurs représentants promulguèrent soi-disant un arrêt de mort contre l'auguste personne du Souverain. Le plan ultérieur des conjurés impliquait aussi des attentats contre les gouverneurs-généraux de St-Pétersbourg, de Kiew et d'Odessa.

Quant au principe général élaboré par le congrès, il fut décidé «d'amplifier le programme démocratique, jusque-là en vigueur, par l'admisssion temporaire de la lutte politique» (ou terroriste), dans le but d'atteindre, enfin, le moment, «quand la guerre des idées au nom de la réalité des conditions sociales, deviendrait possible». Le congrès décida la formation d'une Commission Dirigeante,—comme organe le plus élevé de l'association terroriste, et en outre, d'un Comité Exécutif,—comme organe inférieur et subordonné, vu que ce dernier n'existait pas encore comme représentant de tout le parti, mais formait seulement un groupe d'anarchistes hardis, agissant au sein de la capitale: ces dénominations expliquaient suffisamment les devoirs et les charges qui incombaient aux membres des tribunaux secrets. La Commission devait siéger à St-Pétersbourg, mais les membres du Comité Exécutif devaient, selon les circonstances, se trouver dans diverses localités

de l'Empire. Comme membres de la Commission furent élus: Michel Fomine, Alexandre Mikhaïlow et Léon Tikhomirow, quoique ce dernier protesta vivement contre cette élection, désirant par-dessus tout être membre du Comité Exécutif. Le personnel de ce dernier se composa aussi dans un très court délai, — de Pressniakow, Zlatopolski, des femmes—Wéra Filippow, Sophie Iwanow et Akimow (connue sous le pseudonyme de «Baska»). Comme rédacteurs de la presse terroriste et de son nouvel organe: «La «Volonté du Peuple» («Narodnaïa Wola») qui devait bientôt paraître, on élut Tikhomirow et Nicolas Morozow. C'était une nouvelle devise inventée par Jéliabow, qui professait que les menées anarchistes, à elles seules, représentaient la véritable «volonté du peuple».

Quelques données sur la carrière révolutionnaire des principaux acteurs des deux congrès sont nécessaires, vu que tous ces terroristes jouèrent un rôle très sérieux dans les agissements futurs et que leurs noms se répéteront dans la suite: c'étaient des sommités dans le monde révolutionnaire.

L'enquête sur le congrès de Lipetzk qui eut lieu à la suite des dépositions de Goldenberg, établit d'abord que les membres les plus influents de cette réunion (outre ce dernier) étaient: André Jéliabow (sous le pseudonyme de «Tscherniawski»), Alexandre Kwiatkowski (pseudonyme«—Préobrajenski»), Nicolas Kolodkiewitsch (pseudonyme—«Herzer»), Alexandre Mikhaïlow (pseudonyme— «Bezménow»), Nicolas Morozow, Léon Tikhomirow (pseudonyme «Tigrytsch»), Michel Fomenko (pseudonyme «Mikhaïlo»), Etienne Schiriaïéw (qui portait parfois les pseudonymes de «Smirnitzki» et de «Tschernyschow»),

et une femme, connue seulement sous le pseudonyme de «Marie Nikolaïewna» ou la femme «Iacobsohn», surnom qui lui fut donné, vu qu'elle appartenait à une petite coterie socialiste—dite des «Jacobins», adeptes de Tkatschew et de son organe «Le Tocsin» («Nabate»).

Jéliabow (né en 1851) était fils d'un paysan astreint à la glèbe, du district de Théodosie, en Crimée. Protégé par son maître, il entra au gymnase de Kertsch, d'où il alla faire ses études à l'université d'Odessa, mais il en fut exclu en 1872 pour participation aux désordres parmi les étudiants qui eurent lieu à cette époque, pendant les cours du professeur Bogitschitsch: il fut renvoyé dans la localité d'où il était natif. En 1874, il se trouvait déjà dans le nombre des meneurs de la propagande parmi le peuple, appartenant à un cercle d'Odessa, dirigé par les frères Jébouniow et Félix Wolkhowskoï, qui étaient en relations avec les «Tschaïkowtzy». Il fut arrêté en septembre 1874, comme affilié du grand procès de 1873 à 1876, mais relâché au commencement de 1875, après une détention de sept mois. La Haute-Cour du Sénat qui jugea cette cause l'acquitta le 23 janvier 1878, et depuis cette date jusqu'en juillet 1879, les annales des agissements socialistes ne font pas mention de son activité. Il jouissait, cependant, au sein du parti, d'une réputation de terroriste très dévoué à la cause; c'était un homme doué et possédant réellement des talents comme organisateur. Hardi, très éloquent, ayant un extérieur imposant, il savait se faire obéir, ne reculait devant aucun obstacle, et souvent figurait même comme un personnage influent, qui menait les autres vers un but net et précis. Libéré par la loi du 19 février 1861, concernant l'émancipation des paysans, il ne

professait qu'une haine profonde vis-à-vis du gouvernement, ne croyant pas à la pureté de ses intentions. Jéliabow et Alexandre Mikhaïlow furent peut-être les anarchistes les plus doués dans le monde de la révolution sociale en Russie.

Kwiatkowski Alexandre (né en 1853), d'origine noble, natif du gouvernement de Tomsk, en Sibérie, commença ses études au gymnase de ladite ville, puis passa à l'Institut Technologique de St-Pétersbourg, où il n'acheva pas son cours, et entra à cette époque dans les cercles des socialistes. Il fit de la propagande dans le gouvernement de Toula (en 1874), fut interné en 1875, puis relâché, dut subir un exil à Arkhangel, mais parvint, cependant, à se dérober à l'arrestation, vécut à l'aide de faux passeports et en 1879, parut à St-Pétersbourg, où, comme il est relaté plus haut, il participa aux conciliabules organisés par Goldenberg pour élaborer le plan de l'attentat du 2 avril. Ayant déjà acquis la réputation d'un terroriste sérieux, il prit part au congrès de Lipetzk et fut même nommé membre du Comité Exécutif.

Kolodkiéwitsch Nicolas (né en 1850), fils d'un propriétaire du gouvernement de Tchernigow, fit ses études au gymnase de cette ville, au lycée de Néjine et à la section de médecine de l'université de Kiew. En 1875, il fut impliqué dans une enquête concernant la propagande de la presse révolutionnaire, et en 1876, on l'arrêta à Harkow pour un certain temps, mais il fut bientôt relâché, en décembre 1876. L'année suivante il fut impliqué dans l'affaire de Tchiguirine (mentionnée plus haut), en 1878— dans l'enquête concernant l'évasion de Fomine, et en 1879, il figurait comme un anarchiste important dans les cercles de Harkow, où on le connaissait sous le pseudonyme de

«Kot-Mourlyka» («Le Chat-Ronronnant»), à cause de son habitude de parler d'une voix très basse et peu intelligible.

Mikhaïlow Alexandre (né en 1856), d'origine noble, natif du gouvernement de Koursk, fit ses études aux gymnases classiques de Nowgorod-Séwersk et de Némirow, puis passa, en 1875, à l'Institut Technologique, dont il fut exclu au mois de novembre de la même année et renvoyé chez son père. L'année suivante, il subit les examens d'accessit à l'Institut des Mines, mais faute de vacances, dut passer à l'université de St-Pétersbourg, dans la section des mathématiques, où il compta pendant un an. Le mouvement révolutionnaire l'avait déjà subjugué et en 1875, il fit à Kiew la connaissance intime des terroristes du Sud. En 1877, il fut réfractaire aux devoirs du service militaire obligatoire et prit la fuite de la salle du recrutement; cette même année, il fut retenu en prison pendant quelques jours, au mois de mars, pour s'être faufilé avec quatorze autres socialistes dans la salle des séances judiciaires du Sénat, lors du procès des 50 inculpés sur la propagande socialiste dans quatre gouvernements du centre de la Russie. Le reste de cette année et au commencement de 1878, il s'adonna à la propagande dans les gouvernements qui longent le Wolga, de préférence au sein des localités peuplées de «vieux-croyants» orthodoxes («rasskolniki»). Il fut aussi un membre très actif comme exécuteur de diverses missions de la part des chefs du parti anarchiste: c'est lui qui mena les pourparlers avec un certain socialiste Drigo, intendant du terroriste Lizogoub, concernant la donation de toute la fortune de ce dernier au profit de la cause révolutionnaire. De temps en temps, il apparaissait à Péters-

bourg, où il fut même arrêté, mais parvint à s'enfuir (fait mentionné plus haut); il soutenait là des rapports suivis avec son homonyme, Adrien Mikhaïlow et fit faire à ce dernier la connaissance de Tiourikow, impliqué dans l'attentat contre Mézentzow. Au printemps de l'année 1879, il participa à l'élaboration de l'attentat Solowiew et en qualité d'anarchiste influent, prit part à l'organisation du congrès de Lipetzk. Il avait déjà eu occasion de rendre d'immenses services au parti «Terre et Liberté» et même à tout le parti révolutionnaire, après les arrestations qui eurent lieu en octobre 1878 (Adrien Mikhaïlow, Oboliaschine, Sabourow, Weimar, les femmes Kolénkine, Malinowska et autres), qui ébranlèrent toute l'organisation du sous-sol socialiste. C'est Mikhaïlow, aidé de quatre ou cinq personnes seulement, qui la rétablit, organisa des réunions, rassembla de l'argent, fabriqua des passeports, fonda une imprimerie, lança le journal «Terre et Liberté», etc. Il fut incontestablement une des sommités du parti.

Morozow Nicolas (né en 1854) était le fils naturel d'un maréchal de noblesse du district de Mologa, gouvernement de Iaroslaw, et commença ses études dans un gymnase de Moscou, qu'il dut quitter avant l'achèvement de son cours, en 1874. Il comptait déjà comme membre d'un cercle socialiste (de la femme Alexéïew), cercle imbu des idées de Bakounine. Morozow devint un fervent adepte de ce patriarche de l'anarchisme et peut réellement compter pour le terroriste le plus convaincu, le plus vaillant et le plus échevelé dans les rangs nombreux des socialistes russes. Il débuta par faire de la propagande en commun avec les membres de son cercle, mais à la fin de l'année 1874, se rendit en Suisse, d'où il

revint en Russie, en mars 1875, mais on l'arrêta à la frontière. Il fut jugé par le Sénat lors du grand procès des 193 et condamné à la détention dans les cadres des criminels astreints au travail, pour un an et trois mois, mais il fut grâcié, eu égard à l'arrestation préalable qu'il avait subie. En juin 1878, il dut être renvoyé chez son père et rester sous la surveillance de la police; du reste, on ne parvint pas à le trouver, après quoi il réussit à figurer au congrès anarchiste de Lipetzk.

Tikhomirow Léon (né en 1852), originaire de la province du Kouban, au Caucase, fils d'un médecin militaire, fit ses études à l'université de Moscou et durant cette époque, se rallia aux nombreux cercles socialistes qui étaient de ce temps en activité à Moscou, principalement à celui qui se réunissait chez la fille du conseiller d'état actuel Armfeld, et qui était dans les relations les plus suivies avec des socialistes influents, comme Dolgouschine, Dmokhowski, Plotnikow, Papine et autres. Il participait à la composition des opuscules socialistes et s'occupait activement de leurs placement et distribution; depuis lors, Tikhomirow fut toujours une plume très active et connue dans le monde des anarchistes. En septembre 1873, il se rendit à Pétersbourg, où il s'installa dans le faubourg avoisinant la porte Newski, localité peuplée par la classe ouvrière, dans un logement pris en commun avec Krawtschinski, Sophie Pérowskaïa, Rogatschow et d'autres adhérents du cercle de Tchaïkowski. En novembre 1873, il fut arrêté et déclara que son nom était «Tigrytsch» (du mot «tigre»,—par allusion à son nom de baptême «Léon»). Impliqué dans le procès des 193, il fut condamné à l'exil au gouvernement de Tobolsk; mais le 11

mai 1878, cette peine fut commuée, et il ne fut que renvoyé à son père, sous la caution personnelle de ce dernier et mis sous la surveillance de la police. En décembre 1878, il disparut et revint à St-Pétersbourg, où il résida jusqu'au printemps de 1879, sous le faux nom de Constantin Kojine et contribua au recel de Mirski, après l'attentat de ce dernier contre le général Drenteln. C'est en qualité d'anarchiste déjà renommé qu'il se rendit à Lipetzk pour y figurer au congrès des terroristes.

Schirïaiéw Etienne (né en 1857) était fils d'un paysan du gouvernement de Saratow, commença ses études au gymnase de cette ville et acheva presque son cours, ayant quitté l'établissement à la septième classe pour entrer à l'Institut Vétérinaire de Harkow, où il ne resta qu'un an et puis le quitta en 1876. Etant encore au gymnase, il manifesta des dispositions de révolte, et après avoir quitté l'Institut, s'occupa assidûment à organiser le transport des produits de la presse socialiste. En automne de cette même année, il se rendit à l'étranger, où il resta pendant deux ans, habitant Londres, Paris, Berlin et Vienne et menant l'existence d'un simple ouvrier-serrurier: à Londres, il travailla à la fabrique des moteurs électriques Reed et Reniew; à Paris—dans les ateliers de l'éclairage Jablotschkow. Son séjour dans cette dernière ville le laissa mécontent, vu l'époque présidentielle du maréchal, quand le «mac-mahonisme» tachait de maintenir un peu de discipline dans les classes sociales. L'attentat de Wéra Zassoulitsch s'étant vivement fait sentir parmi les révolutionnaires émigrés, Schirïaiéw se décida à rentrer en Russie, fin 1878, muni d'un programme modéré, qu'il émit lui-même sur papier dans une série d'aveux qu'il fit en 1880, après son arres-

tation. Il vint à Pétersbourg, où il s'établit sous le faux nom de Titow et se mêla aux agissements (relatés plus haut) que les socialistes fomentèrent parmi la classe ouvrière de la capitale, en même temps qu'Etienne Batourine, qui représentait, au dire de Schiriaïéw, le type le plus exact «d'un ouvrier parisien du faubourg de Belleville». En même temps Schiriaiéw se mit à étudier les procédés pour fabriquer des matières explosives et parvint à organiser chez lui un petit laboratoire. Il ne devint pas un technicien très remarquable; cependant, il était parfois en état de fournir à la cause anarchiste certains services. Il assurait s'être rallié au terrorisme après l'exécution de Solowiew: aussi ne l'oublia-t-on pas lors du fameux congrès de Lipetzk; il fut un de ceux qui se rendirent à Woronège, où les membres de la réunion qui s'y tenait l'incorporèrent dans le cercle «Terre et Liberté», conjointement avec Jéliabow.

Frolenko Michel (né en 1848) était natif de la ville de Stawropol, au Caucase, fils d'un caporal en retraite. C'est au gymnase de cette ville qu'il commença ses études, et en 1873, passa à l'Académie Agricole de Pétrowskoïé, près de Moscou; il la quitta en 1874, ayant déjà eu l'occasion, lors de son séjour dans cet établissement, de tomber dans les filets des camarades socialistes. Son activité de propagande s'était d'abord localisée dans un atelier de chaussures organisé par Woïnaralski, mais il sut éviter d'être englobé dans la grande enquête et le procès de 1874 à 1877. Il se dirigea vers le Sud, où il réussit à effectuer sous le faux nom de «Tikhon», l'évasion des trois détenus de la prison de Kiew—Deutsch, Stéfanowitsch et Bokhanowski, fait dont il a été parlé en détail plus haut. Ce coup hardi

lui valut une position sérieuse parmi les membres du parti terroriste, et c'est en cette qualité qu'il fut nommé membre du Comité Dirigeant.

Les congrès anarchistes de Lipetzk et de Woronège une fois clôturés, les membres du parti terroriste se hâtèrent de rentrer chacun dans sa localité pour s'assurer: à quel point les couches socialistes de l'intérieur approuvaient les décisions ou plutôt le compromis élaboré au sein des deux congrès, et si l'on pouvait réellement compter sur le concours des anarchistes-provinciaux pour l'exécution des forfaits ultérieurs.

Goldenberg se rendit, après les deux congrès, à Pétersbourg, Odessa, Kiew, et puis revint à Harkow, vu que la majorité de ses relations étaient dans le Sud. Ce fut en septembre qu'il organisa dans cette dernière ville des réunions, où Jéliabow enthousiasma le public qui l'écoutait à cause de son éloquence autoritaire et de la précision de ses exposés. Ces réunions avaient précisément pour but de se persuader —si véritablement les révolutionnaires des provinces étaient au fait des nouveaux événements et si les dernières décisions des deux congrès leur étaient suffisamment connues et partagées par eux? Ces réunions se composèrent de la femme Tatiana Lébédew, de Télalow, Bogouslawski, Manytsch (mari et femme), Eudoxie Krasnokoutskaïa, Kaschintzew (étudiant), Kolodkiewitsch, Danilow, Constantin Filippow (étudiant), Ossipow et d'un inconnu, sous le simple nom d'«Athanase»; les organisateurs étaient Manytsch, Kouznetzow et Blinow. Les impressions que Goldenberg recueillit furent, cependant, loin d'être favorables,

vu que ses auditeurs firent preuve d'une compétence très médiocre dans les questions du jour. Sur ces entrefaites, à la fin de septembre, Hyppolite Koschournikow et André Pressniakow (dont l'évasion en 1878 a déjà été relatée), deux anarchistes audacieux, arrivèrent à Harkow, porteurs de près de 48 kilogrammes de dynamite fabriquée par Schiriaïéw à St-Pétersbourg et une certaine quantité de fils conducteurs. Dès lors commencèrent des conciliabules sérieux entre les deux personnes sus-nommées, Kolodkiewitsch, Jéliabow et Goldenberg, concernant l'organisation d'un attentat à l'aide d'une mine pratiquée sous la ligne du chemin de fer du Sud-Ouest, près d'Odessa. Sa Majesté l'Empereur se trouvait dans ce moment à la côte méridionale de Crimée, au château de Liwadia, mais son retour devait avoir lieu en novembre, par mer jusqu'à Odessa, et de là par voie ferrée: les malfaiteurs avaient donc un laps de deux mois pour leurs préparatifs criminels. C'est Frolenko qui se chargea d'exécuter l'attentat, conjointement avec la femme Lébédew. Il obtint une place de surveillant de la voie ferrée sous le pseudonyme d'un bourgeois de Koursk, Siméon Alexandrow, se logea à la 12me verste, dans une guérite de gardien, avec cette même femme, et s'occupa à organiser l'explosion, à l'aide de près de 24 kilogrammes de dynamite, que la femme Lébédew transporta à cet effet, de Harkow à Odessa; selon des dispositions prises d'avance, c'est cette même personne qui devait réunir les fils conducteurs de la batterie galvanique. Outre ces affiliés, Wéra Filippowa, Zlatopolski, Romanenko, Akimow, Kibaltchitsch et Basile Merkoulow prirent plus ou moins part à cette entreprise. Bientôt se répandit la nouvelle

que l'itinéraire de Sa Majesté était entièrement changé, que le Souverain ne retournerait point par mer et ne toucherait pas Odessa. Goldenberg s'empressa de se rendre dans cette ville, y arriva en hâte droit de Moscou et exigea de Frolenko la restitution des 24 kilogrammes de dynamite, ce que ce dernier ne fit, du reste, qu'à grand regret. Muni de ce fardeau, renfermé dans une très petite valise, Goldenberg quitta Odessa le 13 novembre, pour retourner à Moscou; mais le poids de cet objet attira sur lui, par hasard, l'attention des employés du pesage à la gare d'Elizawetgrad; on l'ouvrit et on en arrêta le propriétaire; ce dernier prit la fuite en se défendant avec un pistolet, mais il fut atteint et déclina bientôt son véritable nom. Les analyses qui furent faites par les directeurs des mines sous-marines de Nikolaïew démontrèrent que la force explosive de la nitro-glycérine que portait Goldenberg, était immense et qu'elle était mélangée de magnésie comme préservatif contre les cahots et le frottement. Les inculpés de cet attentat manqué ne purent être jugés que dans l'année 1882, lors du grand procès d'Alexandre Mikhaïlow.

La nécessité d'abandonner l'entreprise près d'Odessa ne découragea point les anarchistes, car lors des réunions socialistes à Harkow, il fut décidé d'avance d'organiser, en même temps, un second attentat pareil sur la voie ferrée de Lozowo-Sévastopol, en cas que le cortège du Souverain suivit cette dernière route. Comme point le plus propice pour le creusement d'une mine, on choisit la ville de district Alexandrowsk (au gouvernement de Iékatérinoslaw), que traverse la voie ferrée. En qualité d'exécuteurs de l'attentat furent élus: Jéliabow, André Pressniakow, Jacques Tikho-

now, Jean Okladski et la femme Anne Iakimow (portant le pseudonyme de «Baska»); mais Jéliabow se réserva le rôle principal, comme organisateur actif et doué d'un esprit inventif. Sous le nom d'un bourgeois de Iaroslaw,—Tschérémissow,—il vint à Alexandrowsk et s'y établit en compagnie de la femme Iakimow, qui passait pour être son épouse légitime. Il assurait avoir l'intention de construire une tannerie et s'adressa au conseil de la ville, pour obtenir une autorisation; ce projet fut même goûté par les habitants et on lui céda volontiers, pour une redevance pécuniaire annuelle, un lot de terrain à cet effet. Jouant devant le public de cette petite ville le rôle d'un marchand-entrepreneur et s'étant logé dans une maison très éloignée du chemin de fer, il s'occupa exclusivement avec ses affiliés—Tikhonow et l'ouvrier Jacques Okladski,—de la construction d'une mine pratiquée sous la voie ferrée, à quatre kilomètres de la ville. Bientôt survint de Moscou Schirïaiéw, qui adapta les fils conducteurs et enseigna les moyens de manier les appareils, de même que Grégoire Issaïéw, porteur d'une provision de fil d'archal, et qui aida lui-même à la percée de la mine. Les travaux n'avaient lieu que la nuit. Heureusement qu'ils se trouvèrent imparfaits, car les deux cylindres bourrés de dynamite, posés en pente dans le remblai de la voie ferrée et appuyés sur les rails, ne firent pas explosion lorsque Jéliabow, sur un signe donné par Okladski, réunit les fils conducteurs de la batterie galvanique, au moment du passage du train impérial, le 18 novembre. Dès que les malfaiteurs furent convaincus que le second attentat venait aussi de manquer, ils démontèrent les appareils et Okladski les transporta à Harkow, où il les confia à la garde du

nommé Sytzianko,—fils d'un jeune professeur de l'université de cette ville.

L'issue négative de ce second attentat à l'aide de mines pratiquées sous la voie ferrée ne déconcerta nullement les terroristes, car ils travaillaient presque en même temps dans trois localités différentes. L'attentat le plus sérieux s'organisait aux portes de Moscou, sur le chemin de Moscou-Koursk, dans des proportions plus grandes et avec un nombre plus considérable de participants.

Le 19 novembre, entre 10 et 11 heures du soir, sur le parcours du troisième kilomètre du chemin de fer Moscou-Koursk, au moment où le train de la suite de l'Empereur, composé de douze wagons, traversait cet espace, le remblai de la voie ferrée fit explosion et deux wagons furent renversés: cet accident, heureusement, ne coûta la vie à personne. Les malfaiteurs avaient été mal renseignés, supposant que c'était le train impérial tandis que Sa Majesté était déjà heureusement arrivée à Moscou, dans un train qui précédait celui de la suite d'une demi-heure et que les malfaiteurs ne surent point reconnaître. L'examen des dégâts, produits par l'explosion de la mine, constata qu'elle avait été conduite sous le remblai et que son percement commençait près du tracé du chemin de fer, au bas d'une maison, acquise depuis peu par quelqu'un qui se disait être un bourgeois de Saratow, du nom de Nicolas Stépanowitsch Soukhoroukow. Une galerie souterraine, longue de 47 mètres, était conduite de cette maison et cloisonnée contre les parois par des planches; cette percée finissait par une mine-

située à la profondeur de cinq mètres sous les rails. L'explosion eut lieu à l'aide d'une spirale Rumkorff, placée dans un coffre, qui était déposé à l'étage supérieur de la maison, et d'une batterie galvanique qui se trouvait dans un hangar de la cour, où était pratiquée une sonnette correspondante à la mine; dans un des murs de cette bâtisse, on trouva une ouverture, qui servait, probablement, à surveiller la voie ferrée. Selon l'opinion des experts, il ne fallut pas moins de vingt jours et les efforts collectifs de plusieurs personnes pour effectuer ces travaux.

Des témoins à charge déclarèrent, lors de l'enquête, que le nommé Soukhoroukow parut à Moscou au commencement de septembre avec une femme qui passait pour être son épouse et portait le nom de Marina Sémionowna, et qu'il acheta, le 15 septembre, la maison de bois en question au bourgeois Kononow, pour 2,350 roubles, s'y établit le 19 du même mois, et l'ayant plus tard engagée pour 1,000 roubles, en éloigna tous les locataires, sous prétexte de reconstructions indispensables. Il commença par creuser à l'étage d'en bas une fosse pour une cave; bientôt après, il couvrit de planches les fenêtres du rez-de-chaussée; quant aux portes, elles furent constamment fermées; on transporta seulement dans la maison des planches et des cylindres de fer. Après l'explosion du 19 novembre, les époux Soukhoroukow disparurent et on ne les revit plus. L'intérieur de l'habitation n'éveillait aucun soupçon: les murs étaient garnis de portraits de la Famille Impériale et de monseigneur Philarète; une lampe brûlait devant les images dans le coin; l'ameublement était celui de bourgeois pauvres.

L'enquête constata bientôt que sous le pseudonyme des époux Soukhoroukow, se cachaient les anarchistes Léon Hartmann et la femme Sophie Pérowskaïa.

La marche et le développement du projet de cet attentat eurent lieu, selon les dépositions de Goldenberg et les données acquises durant l'enquête qui suivit, dans les circonstances suivantes. Pendant que Goldenberg se trouvait encore à Harkow, où les attentats près d'Odessa et d'Alexandrowsk se tramaient déjà (comme il a été dit plus haut), survint Schirïaïéw, qui apporta des détails sur le nouvel attentat que le Comité Exécutif organisait dans ce moment près de Moscou. Selon lui, la maison nécessaire pour pratiquer la mine était déjà acquise et les travaux y venaient d'être inaugurés par Hartmann (portant le surnom d'«Alchimiste»), par Sophie Pérowskaïa (sous le nom de «Marina Sémionowna», la soi-disant femme de Soukhoroukow), Alexandre Mikhaïlow, Aïzyk Arontschik (israélite) et un étudiant de l'Académie Médico-Chirurgicale de St-Pétersbourg — «Grischka» (pseudonyme de Grégoire Issaïéw). Schirïaïew convint que les travailleurs étaient fatigués, à bout de forces et demandaient des renforts. D'un accord commun avec ce dernier et Jéliabow, Goldenberg partit le 18 octobre pour Moscou, droit de Harkow, avec la provision de nitro-glycérine qu'il possédait. Il y trouva Mikhaïlow, demeurant sous un faux nom; Arontschik—occupant avec sa soi-disant femme, Halina Tchernïawskaïa (sous le pseudonyme des «époux Silantïéw») un logement de recel pour les conspirateurs après la perpétration du crime; Hartmann, la Pérowskaïa et Issaïéw—établis dans la maison Soukhoroukow. C'est dans cette dernière que s'arrêta aussi Goldenberg qui trouva la per-

cée achevée jusqu'à la moitié et travailla lui-même à la mine; mais comme la quantité de dynamite paraissait insuffisante, les conjurés dépêchèrent Goldenberg pour Odessa, afin d'apporter tout le restant de cet explosif, qui se trouvait dans ce lieu, chez Frolenko. Il partit le 9 novembre, mais fut arrêté à Elizawetgrad, comme il est mentionné plus haut. Une semaine après le départ de Goldenberg, Barannikow (sous le nom de Koschournikow) et Schiriaiéw arrivèrent aussi pour collaborer aux travaux; Nicolas Morozow avait de son côté participé au travail manuel pendant trois jours, mais ne put continuer, se sentant malade. Comme ouvrier le plus assidu au travail, figurait Issaïéw; comme le plus paresseux — Arontschik, auquel on refusa même bientôt de donner de l'ouvrage. On travaillait avec des révolvers en poche, les pieds dans l'eau glacée qui suintait des murs. Surgit la question de savoir: à qui devait être dévolu l'acte final, celui de la réunion des chaînes-conductrices au moment de l'explosion, qui devait avoir lieu sous le troisième wagon du train. Selon Goldenberg, c'était à lui ou à Koschournikow que devait échoir cette importante mission, car tous les deux étaient déjà grandement compromis dans d'autres procès politiques et avaient, par conséquent, moins à redouter; mais vu leur peu de notions techniques pour savoir manier les appareils galvaniques, cette mission fut dévolue à Schirïaïéw; quant à la femme Pérowskaïa, elle devait surveiller l'approche du train impérial et donner le signal. La veille même du crime, tous les conspirateurs devaient quitter la maison, à l'exception des deux derniers acteurs du drame inoui qui se préparait. L'enquête constata que cet attentat était dirigé par le Comité Exécutif siégant à St-Péters-

bourg et qu'Alexandre Mikhaïlow était un de ses agents les plus actifs et les plus hardis: c'est lui-même qui choisit la maison d'où la mine devait être pratiquée, mais ce choix fut d'abord approuvé et confirmé par le Comité.

La hardiesse et l'horreur insondables de ce nouvel attentat firent une impression immense sur la nation, le gouvernement et la population de Moscou, cette capitale historique si dévouée aux Souverains, conservatrice par excellence de l'esprit national. C'est à ses portes qu'un affreux forfait devait avoir lieu; c'est l'antique cité russe que les malfaiteurs voulurent souiller de leurs crimes effroyables. Le Souverain daigna prononcer quelques paroles sur l'état des choses, le lendemain de son arrivée à Moscou, devant les représentants de toutes les classes, réunis au palais du Kremlin, dans la salle St-Georges: «Je «me réjouissais de vous voir, messieurs, me souvenant «des sentiments de loyauté que vous avez exprimés à la «suite du triste événement du 2 avril. Des sentiments iden«tiques m'ont été manifestés de tous les points de la «Russie; mais vous savez déjà ce qui est arrivé hier. Dieu «m'a préservé, moi et tous ceux qui m'accompagnaient à «Moscou. Ne pensant qu'à la Russie, je me suis remis «entre les mains de la Providence et Dieu me couvre de son «égide, mais il faut que l'esprit factieux soit déraciné. «Je m'adresse à vous et à tous les gens bien pensants «pour détruire un mal qui a poussé des racines. Je «m'adresse aux parents. Soyez les guides de vos enfants «dans le chemin de la vérité et du bien, pour faire d'eux «non des malfaiteurs, mais des hommes utiles et de vrais «citoyens russes».

Les faits étaient là à l'appui des graves idées que

mentionnait le Souverain; il était indubitable, que le mal avait «poussé des racines», que toutes les mesures du gouvernement n'atteignaient pas leur but, et que les agissements des anarchistes devenaient de plus en plus hardis. Leurs langage restait toujours le même: le Comité Exécutif, dans une proclamation du 22 novembre, constata le fait que l'attentat avait eu lieu en vertu de sa décision. Il invitait à ne pas perdre courage et s'adressait à tous les honnêtes citoyens de la Russie, auxquels la liberté est chère, pour lesquels la «volonté du peuple» et les intérêts nationaux sont précieux. Ce placard faisait la critique des mesures du gouvernement pendant toute la durée du règne... «Notre but—c'est la volonté du peuple et le bien du peuple»; notre mission—de «libérer le peuple» et d'en faire «l'arbitre suprême de ses destinées». Les révoltés promettaient le pardon des crimes de l'autorité seulement à condition de la création d'une Assemblée Constituante générale, élue par un vote libre; «mais jusque-là», concluaient ils, — «la lutte, la lutte intransigeante, tant que «nous possédons une seule goutte de sang, jusqu'à ce que «le drapeau de la liberté populaire se déploie sur les «ruines du despotisme autocratique, jusqu'à ce que la vo«lonté du peuple devienne la loi de l'existence na«tionale. Nous nous adressons à tous les citoyens russes «avec la prière de soutenir notre parti dans cette lutte. «Il n'est pas facile de tenir tête à la pression de toutes «les forces du gouvernement... Pour briser le despotisme «et restituer au peuple ses droits et son pouvoir, nous «avons besoin d'un soutien général. Nous l'exigeons et «nous l'attendons de la Russie».

Cette proclamation eut un grand retentissement dans

la presse étrangère et parut même traduite en langues orientales dans les journaux des pays musulmans.

Après l'issue négative de l'attentat, tous les conjurés de ce crime eurent hâte de se disperser; aussi ce n'est que beaucoup plus tard que l'enquête put découvrir tous les affiliés et s'en rendre maître, après qu'ils eurent eu le temps de commettre de nouveaux crimes. Les noms de ces malfaiteurs devant encore plusieurs fois figurer dans la suite, c'est en temps et lieu qu'il sera question de l'ensemble de leur carrière révolutionnaire; mais un des principaux conspirateurs, Léon Hartmann, parvint à se mettre à l'abri des poursuites de la loi. Né en 1850, fils d'un bourgeois d'Arkhangel, c'est dans le gymnase de cette ville qu'il commença ses études, dut quitter l'établissement dès la quatrième classe, après quoi habita pendant un temps St-Pétersbourg, puis alla en visite chez son frère, Edouard, à Nowotcherkassk (province du Don) et se fixa à Rostow-sur-le-Don, centre actif de propagande socialiste, où il séjourna depuis 1872 jusqu'à 1876, en qualité de teneur de livres à la Société de crédit mutuel du lieu, puis—de chef de bureau à l'hôtel de ville. Le foyer des socialistes qui fonctionnaient à Rostow eut une grande influence sur lui, et en octobre 1876, il fut surpris faisant de la propagande à Iékatérinodar sous le pseudonyme d'Iwane Roussanow: c'est pourquoi il fut incarcéré dans la prison locale, mais bientôt relâché, sous la garantie pécuniaire de 1,000 roubles, versés pour lui par le prêtre de la même prison, Bélikow, grâce à la charité de ce dernier. Il continua ses agissements de propagande, et en 1878 et 1879, parvint à fonctionner comme secrétaire de l'administration de communes rurales dans les gouvernements de Tam-

bow et de Samara, sous les pseudonymes de Likhatschow et de Troïtzki. N'étant que peu connu dans le monde socialiste, il réussit à jouer un rôle, ayant pris sur lui la plus grande partie des préparatifs de l'attentat du 19 novembre. Il parvint à s'évader, et tandis qu'on le cherchait dans toute la Russie, que d'après certaines données, on croyait qu'il se cachait sûrement dans le Sud-Est, il avait heureusement traversé la frontière, puis la Prusse, s'était arrêté pour 24 heures à Berlin, et quelques jours avant Noël, débarquait à Paris. Un cas fortuit, tout à fait en dehors d'un concours quelconque de la part du service de la Sûreté de Paris, signala à la connaissance de l'ambassade de Russie la présence de Hartmann à Paris, ce dont le prince Orlow informa, en janvier 1880, par télégraphe, le ministère à Pétersbourg, en demandant la photographie de l'inculpé, des données supplémentaires et des actes de caractère judiciaire. Le Préfet de police, Andrieux, offrit ses services pour s'assurer de la personne de Hartmann qui portait à Paris le pseudonyme de «Schoultz» et d'Edouard «Meyer», quoique cette entreprise fût compliquée, car il s'agissait de ne pas donner à l'inculpé le moindre soupçon. Le 3 (15) février, Hartmann fut réellement arrêté dans l'avenue des Champs-Elysées, après avoir opposé de la résistance, en ameutant la foule, et en l'assurant que lui et les quatre compagnons avec lesquels il se trouvait, étaient des réfugiés polonais; le lendemain il avoua, cependant, son identité, et fit même, quoiqu'indirectement et sous réserve, de quasi-aveux de son crime au Chef de la Sûreté, M. Macé, en ajoutant qu'il ne ferait pas de dépositions plus détaillées, redoutant l'extradition et la peine capitale. Le gouvernement russe demanda bientôt

cette extradition, mais il était très facile de prévoir que l'affaire rencontrerait des difficultés chez le Garde-des-Sceaux, Cazot, et chez le Président de la République, Grévy; ces difficultés, on espérait les surmonter avec de la patience et de la persistance, en restant sur le terrain du droit commun; mais l'affaire Hartmann avait des protecteurs actifs, la presse s'en mêla, et les chances de succès baissèrent, malgré que, d'après l'avis du Préfet de police, il suffisait, pour obtenir l'extradition, d'un simple mandat d'amener du juge procédant à l'enquête en Russie; il offrait même d'user de son droit d'expédier à la frontière chaque sujet étranger qui était suspect. Si les autorités allemandes avaient voulu user des mêmes droits, la remise de Hartmann aux autorités russes se serait faite facilement et d'une manière régulière. En cas que l'inculpé fût dirigé vers la frontière suisse, on demanda d'avance l'avis du gouvernement helvétique sur la possibilité de son extradition, mais le Président Welti ne donna que des réponses très évasives. Le prince Orlow insista énergiquement pour décider le gouvernement français à agir dans cette affaire de manière à satisfaire aux exigences du bon sens, du droit et de la justice; aussi ne demanda-t-il aucune complaisance, aucune infraction à la jurisprudence établie; c'était évident, mais cela n'empêcha pas toute la presse radicale de tomber avec fureur sur M. Andrieux: le gouvernement, lui-même, ne lui cacha pas sa mauvaise humeur. La marche de l'affaire, était, à son début, assez favorable pour le gouvernement russe et le danger d'une mise en liberté instantanée fut éliminé. L'ambassadeur de Russie sut attirer l'attention des plus hauts représentants du gouvernement français sur la gravité que pourrait

avoir une décision hâtive, quant à la mise en liberté pure et simple du détenu, avant que le gouvernement russe ait eu le temps de fournir les actes judiciaires. Le 25 février, le prince Orlow demanda catégoriquement l'extradition de Hartmann en appuyant sa note des actes sus-nommés qu'il communiqua, en même temps, à M. de Freycinet. Ces actes contenaient plus de données qu'il n'en fallait pour motiver l'extradition du malfaiteur; savoir: le signalement de l'accusé, un mandat d'amener du juge d'instruction Sakharow (pour les délits exceptionnellement graves), un arrêt du même juge constatant les circonstances de l'attentat et les pénalites que ce dernier entraînait d'après le Code russe. En outre, le prince Orlow demanda en hâte l'envoi de Pétersbourg d'autres documents supplémentaires et informa aussitôt de cette démarche M. de Freycinet. D'après les actes de l'enquête judiciaire, Hartmann était, avant tout, sous l'inculpation du crime d'avoir mis en péril réel un convoi sur chemin de fer,: c'est-à-dire, d'un crime de droit commun, qui était puni par les lois du Code pénal général. Le terrain juridique qui seul convenait à l'affaire, devait effacer toute immixtion de passions politiques : ce n'était qu'une cause de droit commun. Ce point de vue était partagé par des savants-experts dans les questions de droit international, en France: MM. Léon Renault (ancien préfet de police) et Renault — professeur agrégé à la Faculté de droit de Paris, se chargèrent de rédiger, dans l'esprit désiré par l'ambassade, dans le seul sens vrai et équitable, un mémoire détaillé sur cette affaire, mémoire qui aboutissait à la conclusion — qu'un refus de l'extradition constituerait une dérogation aux principes du droit public français.

Les premiers jours qui suivirent l'arrestation de Meyer-Hartmann, les idées du gouvernement français sur cet incident étaient favorables à la cause russe. Le ministre des affaires étrangères penchait pour l'extradition, mais le ministre de l'intérieur, Lepère, était d'un avis contraire. Les voix se partagèrent en parts égales, et c'est celle du Président qui devait trancher la question; mais il fut décidé au Conseil que l'affaire Hartmann serait remise entre les mains du ministre de la justice, pour qu'une enquête fût faite par le Procureur de la République, après quoi le Procureur-général donnerait son avis, et le Garde-des-Sceaux ferait là-dessus son rapport au Conseil des ministres; entre temps devaient arriver les pièces justificatives de Moscou et de Pétersbourg. Celles de Moscou parvinrent bientôt, et quant aux papiers de Pétersbourg, ils furent reçus aux bureaux de l'ambassade le 5 mars. Un jurisconsulte du gouvernement russe, homme de talent et très expert, M. Mourawiew, vint aussi à Paris, pour se tenir à la disposition du prince Orlow, afin de donner des explications et des renseignements au Parquet de la République; mais l'état des choses avait grandement changé durant les dernières semaines.

Dès que la nouvelle de l'arrestation de Hartmann parvint à la connaissance du public, la presse radicale commença à faire tant de bruit autour de la question, que l'opinion s'en émut. Les émigrés et les nihilistes russes se livrèrent à une activité fébrile; on s'adressa aux députés avec prière d'interpeller le gouvernement «sur l'arresta-«tion illégale et arbitraire d'un réfugié politique russe». Les chefs des trois groupes de la gauche—MM. Devès, Spuller et Taillandier, prêtèrent l'oreille à ces sollicita-

tions et se rendirent chez M. de Freycinet; mais Devès et Spuller ayant appris qu'il s'agissait d'un assassinat et d'un régicide, se désistèrent de leur demande. et Taillandier, représentant un groupe d'à peu près 30 députés. resta seul à exiger l'élargissement du prisonnier. Quelques émigrés russes firent aussi une démarche auprès de Gambetta et lui déclarèrent que «l'honneur de la France était engagé «dans la question», à quoi le Président de la Chambre des députés se borna à répondre: que «les plaignants «n'avaient pas à s'inquiéter de l'honneur de la France, «dont le gouvernement avait seul à prendre soin». Les amis de Hartmann et les eunemis de la Russie essayèrent de faire de l'agitation par des réunions publiques et en faisant circuler une pétition adressée à la Chambre des députés; bientôt se forma toute une littérature sur l'incident Hartmann et sur la question de l'extradition. En faveur de cette dernière se prononçait la majorité des organes conservateurs, mais plutôt dans un esprit de parti que d'équité, ne dissimulant que difficilement leur joie de voir le gouvernement de leurs adversaires dans l'embarras. Le grand poète de la France ne dédaigna point de soutenir cette campagne de toute l'autorité de son prestige et de sa plume. Des lettres anonymes commencèrent à circuler; des intimidations et des avertissements avec menaces de mort furent envoyés aux membres du gouvernement, à M. Cazot et au Préfet de police. Un avis de condamnation à mort, émanant d'un «Comité socialiste russe siégeant à Paris», fut également adressé au prince Orlow,—en cas que Hartmann ne fut pas mis en liberté dans l'espace de deux mois; des inconnus vinrent prononcer des menaces verbales au procureur Mourawiew,

à l'hôtel Continental, où il était descendu. Toute cette agitation et le bruit produit au lendemain même de l'arrestation de Hartmann par ses amis occultes, aussi bien que par ses défenseurs avoués, prouvaient suffisamment que cet individu était un des principaux auteurs de l'attentat de Moscou et un des turbulents meneurs de l'activité nihiliste en Russie. Il était très sévèrement détenu en prison, mais on lui donna pour défenseur, un certain Engelhardt, ex-bâtonnier des avocats de Strasbourg, pour le moment— attaché au Conseil municipal de Paris, dont les tendances anarchistes étaient notoirement connues. Ce défenseur zélé imprima dans les journaux un mémoire détaillé pour défendre la thèse, que l'intention du régicide formait comme une égide protectrice, exonérant même les assassins des crimes de droit commun. Sous l'influence d'un pareil directeur, Hartmann, malgré qu'il eût écrit au ministre de la justice une lettre autographe en russe, signée de son vrai nom, changea ses dépositions, assura qu'il était complètement étranger à l'attentat du 19 novembre et qu'il se reprochait seulement d'avoir fait un peu de propagande dans la province du Kouban; quant à sa signature, il assura avoir faussement pris le nom de Hartmann, ayant été induit en erreur par le chef de la Sûreté; l'inculpé croyait, soi-disant, qu'en se faisant passer pour Hartmann, en qualité de réfugié politique, il obtiendrait immédiatement sa mise en liberté. Le détenu ne manquait pas de conseillers, car il passait son temps à étudier les journaux qui traitaient son affaire comme la principale question du jour, et quoiqu'ignorant le français, parvenait à l'aide de nombreux dictionnaires, à déchiffrer les apologies, les défenses et les encouragements de ses amis.

Malgré que les arguments dans lesquels se retrancha Hartmann fussent évidemment privés de bon sens, ils servirent, néanmoins, de base aux considérants des plus hauts représentants de la justice en France. En vue du mouvement et de l'excitation qu'avait produites cette affaire dans le public et la presse, craignant une interpellation à la Chambre, le gouvernement voulait à toute force mener ce singulier litige vers un résultat négatif. Il était évidemment impossible de refuser aux autorités russes l'extradition d'un criminel, accusé d'un forfait inoui, exceptionnel, parfaitement du domaine du droit commun (aucun traité d'extradition pour causes politiques n'existant point entre la Russie et la France) : il fallait donc recourir à d'autres arguments, à des faux-fuyants, à des dénégations. L'esprit inventif de légiste et une casuistique raffinée aidèrent sans doute le Procureur de la République Délise, le Procureur-général Dauphin et le ministre de la justice Cazot, à rédiger des mémoires qui prirent pour base l'impossibilité d'établir la preuve de l'identité de la personne arrêtée avec le Hartmann de l'attentat à Moscou. La lettre autographe du malfaiteur n'avait qu'une valeur négative aux yeux de M. Dauphin: le vrai Hartmann n'aurait pas probablement pris la plume, argumentait le Procureur-général, pour reconnaitre une identité aussi dangereuse, en raison de charges, dont, en qualité d'auteur du crime, il connaissait, mieux que personne, la gravité, et à l'abri desquelles, si elles se vérifiaient, sa dénégation simple ne pouvait le placer. Le Procureur était plutôt disposé à penser que Hartmann n'était pas le coupable, et que c'était seulement dans l'ignorance de ces charges, qui ne lui étaient pas encore révé-

lées, qu'il avait pu, dans l'espérance d'une prompte mise en liberté, reconnaître une identité peu compromettante et le faisant rentrer dans la catégorie des émigrés pour propagande du complot socialiste, sans part directe au crime. La dénégation subséquente de l'inculpé jouait un plus grand rôle aux yeux du Parquet que sa lettre autographe; sa photographie n'avait aussi qu'infiniment peu de valeur, tout comme les détails de son signalement. Comme argument de la non-identité, on citait que le Parquet avait eu recours à un expert pour la langue russe, et que ce dernier, après avoir causé avec l'inculpé, avait assuré que Hartmann ne parlait pas un russe suffisamment pur, qu'il devait être natif des provinces baltiques et non du gouvernement d'Arkhangel, comme le mentionnaient les actes venus de Russie. La mauvaise foi du gouvernement était évidente et le rapport, du 5 mars 1880, du ministre de la justice, Cazot, au Président de la République, était une énormité juridique; car outre la question d'identité, il attaqua encore la question du corps de délit; on découvrit que, selon une circulaire de l'ex-ministre de la justice Dufaure, datée du 12 octobre 1875, une demande d'extradition devait toujours précéder l'arrestation de l'inculpé; on vint donc à soulever sérieusement la question de culpabilité, quoique dans tous les autres cas d'extradition, on n'eût jamais entamé une matière aussi délicate. Le rapport de M. Cazot fut présenté au Président Grévy (ex-avocat lui-même) le 5 mars; le Conseil des ministres se réunit le lendemain, et brusquement, sans que le public s'y attendît le moins, sans avoir examiné les pièces complémentaires que le prince Orlow avait fait venir et qu'il avait à peine reçues la veille, le Conseil des ministres se

rangea à l'avis de la magistrature: cette dernière conclut, que «les preuves manquaient pour établir l'identité «de l'inculpé et sa participation aux faits reprochés».

La crainte d'une interpellation avait forcé le Conseil d'avoir recours à une prompte solution, afin d'arrêter l'agitation toujours croissante qu'avait produite cette affaire. Aussi peut-on considérer que Hartmann fut juridiquement innocenté par les soins du gouvernement français, qui le mit en liberté le 7 mars, mais le dirigea tout de suite, sous l'escorte de deux agents, vers Dieppe, d'où il passa à Londres. Le ministère avait fait preuve non-seulement de mauvaise foi, mais en même temps, d'une timidité surprenante: il craignait des manifestations populaires, des attentats; il se dépêcha de trancher brusquement une affaire épineuse, dans le sens désiré par la majorité du public, afin de ne pas s'aliéner les voix de l'extrême gauche du Sénat dans le scrutin sur la loi de l'enseignement, qui était à l'ordre du jour, présentée par M. Jules Ferry.

L'élargissement de Hartmann fut un événement qui mit tout Paris en émoi. La presse radicale jubilait: les nihilistes russes, réfugiés à Paris, adressèrent une longue proclamation très échevelée qui parut dans les journaux sous le titre: «Aux ennemis de l'extradition», dédiée à tous les Français qui soutinrent et défendirent Hartmann contre les «fureurs russes». Elle était signée par Pierre Lawrow, président, et les assesseurs: Serge Krawtschinski, rédacteur (?) de la «Narodnaïa Wola», Georges Plékhanow, rédacteur du «Repariage Noir» («Tschornyï Pérédel») et N. Joukowski, ex-rédacteur de l'«Obschtina» («La Com«mune»). Victor Hugo s'empressa d'écrire à M. Grévy, une lettre de félicitation, remplie d'outrages contre le

Souverain et la nation russes et qui fut publiée par les journaux. Cet acte colomniateur, faisant preuve d'une ignorance invincible des affaires russes, fut réfuté et déchiqueté avec le poinçon d'acier que mania à cette occasion, en qualité de plume, un des conseillers du ministère des affaires étrangères à St-Pétersbourg, M. Katakazy. Sa réfutation de la lettre pamphlétaire de Hugo parut dans le «Nord» du 10 mars 1880.

L'issue de l'affaire Hartmann ne pouvait manquet d'évoquer de la part du gouvernement russe une protestation énergique qui se basait, entre autres, sur des arguments d'un caractère plus général, sur les questions de la sécurité des Souverains, des peuples et de la société humaine. Dans une note du 4 (16) mars, remise à M. de Freycinet, le prince Gortschakow déclarait que la question des extraditions des inculpés politiques affectait également les intérêts de la société tout entière, «mise en péril par une conjuration, dont l'audacieux fanatisme n'a pas de précédent dans l'histoire de l'humanité. Si l'on pouvait révoquer en doute le caractère cosmopolite de cette conjuration, on en trouverait une preuve nouvelle dans la violence et l'unanimité avec lesquelles tous les membres internationaux de l'association, y compris les radicaux français, ont, dans cette circonstance, pris la défense de leur instrument ou de leur complice. Ce n'était point un nihiliste russe qui se trouvait en question, mais le principe de l'impunité, revendiqué par l'association tout entière. Ce n'était point le gouvernement russe seul qui était en cause... C'est la civilisation européenne et chrétienne, tout entière, qui était menacée... Dans cette situation, on doit se demander, si la lutte contre l'invasion de ces mo-

dernes barbares ne deviendrait pas impossible, lorsqu'indépendamment de la faculté que le droit public leur accorde, dans certains pays, de se réunir, de se concerter et d'organiser leurs complots en toute liberté, ils seraient encore assurés de l'impunité après les avoir mis à exécution? Les armes terribles que le progrès de la science leur met entre les mains, les dispenseraient aujourd'hui de tous risques personnels. Il leur suffirait de combiner un plan, de réunir les matériaux, de creuser des mines, de monter un mécanisme à heure fixe ou de faire jouer à distance l'étincelle électrique, puis de disparaître, en attendant les effets de leur oeuvre de destruction, afin de rendre compte à leurs mandataires et obtenir par leur protection, sous l'égide du droit d'asile, des complaisances judiciaires, qui leur garantiraient la sécurité et la liberté».

Arrivé à Londres, Hartmann s'empressa de publier l'histoire de son arrestation et de son séjour à Paris, dans une lettre du 13 avril, adressée au «Weekly Dispatch»; plus tard, à l'occasion d'un accident, survenu en septembre de la même année, sur un chemin de fer de l'Ouest, qu'on attribua d'abord à une explosion de dynamite, Hartmann envoya une lettre au «Daily Telegraph» du 22 septembre, assurant que ni lui, ni ses collègues, n'étaient pour rien dans cet accident, que les socialistes russes ont le coeur reconnaissant pour l'asile que leur offre le pays anglais, mais qu'il doit, cependant, cette explication au public, puisqu'il était le seul qui eût eu à faire à la dynamite («as the only represen«tative, who has any thing to do with dynamite»). Il gagna son pain à Londres comme simple ouvrier, mais

six mois plus tard, passa en Amérique, où il publia un article dans le «New-York Herald» (reproduit dans le «Daily Telegraph» du 1er août 1881), dans lequel il faisait un récit détaillé de l'attentat du 19 novembre 1879. Le «Herald» publiait en même temps une lettre française du Comité Exécutif, avec le timbre usité de la hache, du révolver et du poignard, qui donnait à Hartmann la mission de visiter l'Amérique et l'Europe, d'entrer en pourparlers avec tous les cercles socialistes, de les mettre en rapport avec le Comité de St-Pétersbourg et d'établir à cet effet des bureaux internationaux; elle l'autorisait, en même temps, à accepter des offrandes pécuniaires pour aider à la propagande des nihilistes, pour des buts charitables à l'intérieur de la Russie et pour venir en aide aux victimes oppressées du gouvernement tyrannique russe. Hartmann n'eut pas de succès aux Etats-Unis où il tint des conférences publiques sur ses hauts faits. C'est avec raison qu'il redoutait une extradition à laquelle le gouvernement des Etats-Unis, pays libre par excellence, aurait peut-être consenti, tant le crime de Hartmann paraissait odieux à la nation américaine tout entière. Il fut traité partout avec un tel mépris qu'il dut retourner en Angleterre et se remettre au travail dans les usines d'éclairage électrique.

Pendant que cette longue série de faits terroristes avait lieu dans les provinces du centre et du Nord, l'activité des anarchistes ne chômait point au Sud, où les premiers pionniers de ce parti se mirent à l'oeuvre, et livrèrent si souvent un personnel nouveau pour augmenter les

rangs des révoltés; mais ces rangs subissaient parfois des échecs, devenaient incomplets et se trouvaient privés des agents les plus actifs et les plus intelligents.

Durant l'année 1879, les agissements du parti terroriste dans le Sud attirèrent tout particulièrement l'attention du gouvernement. La hardiesse des membres du foyer socialiste local, des «bountari» de Kiew, de ce foyer qui déchaîna contre l'autorité tant d'anarchistes marquants, eut pour résultat une série de faits qui furent le sujet d'enquêtes sérieuses et durent être plus tard soumis à la juridiction des cours militaires d'Odessa et de Kiew.

L'affaire d'Ossinski et de ses affiliés ouvre la série des procès politiques qui se jugèrent en 1879 et dont plusieurs eurent pour point de départ une résistance armée, opposée aux agents du pouvoir exécutif lors des arrestations des malfaiteurs. En décembre 1878, la gendarmerie de Kiew fut informée que deux socialistes très sérieux qu'on recherchait activement pour une enquête qu'on instruisait à Odessa (à la suite des désordres dans les rues lors du jugement de Kowalski, en juillet 1878), devaient se trouver à Kiew et porter les pseudonymes de «Valérien», de «Pawlow», ou bien de «Pawliouk». Dans le but d'éviter une résistance armée, lors d'une arrestation à domicile, ces deux individus, à peine découverts par la gendarmerie, furent arrêtés, le 24 janvier, par la police, dans la rue, et conduits au dépôt. Celui qui portait le surnom de «Valérien» fut immédiatement interrogé par le capitaine des gendarmes Soudéïkine sur ses nom et prénoms, à quoi il déclara s'appeler Etienne Baïkow, être un employé du cadastre et posséder un passeport parfaitement en règle; mais dès que le capitaine

lui annonça, que nonobstant cette déclaration, il serait procédé à une perquisition dans son logement, le faux Baïkow devint blême, fit un pas en arrière et se mit à fouiller avec précipitation sous son paletot, d'où il tenta de sortir un révolver. Soudéïkine parvint à l'attraper par le bras et à le désarmer avec l'aide des sergents de police qui étaient présents, mais Baïkow livra une résistance acharnée il égratigna jusqu'au sang les mains du capitaine, mordit celles des soldats, frappa tant qu'il put de ses pieds, et il ne fallut pas moins de dix personnes pour se rendre maître de lui. On trouva sur cet inconnu, outre un révolver chargé, des fragments de lettres et une fiole avec du poison; sur la personne de l'autre individu, qui assurait s'appeler Wischniakow, on trouva de faux documents et des fragments de manuscrits.

Le soir du même jour, pendant qu'un officier de police, Léwitzki, faisait une perquisition dans le logement du soi-disant Baïkow, dans la rue Wladimirskaïa, s'approcha de la porte cochère de ladite maison, une femme, laquelle, d'après des données connues des autorités, cohabitait avec Baïkow; l'officier de police, Iakowlew, l'engagea à entrer dans le logement, où Léwitzki, ayant seulement pris note de son apparition, ordonna qu'on la conduisit au dépôt. Dans ce moment, cette femme tira de sa poche un révolver, fit deux fois jouer la gâchette, mais le coup ne partit point; les agents présents à cette scène la désarmèrent; mais pendant qu'on dressait un procès-verbal sur les résultats de la visite domiciliaire, elle parvint à soustraire un fragment d'écriture, à le mâcher et l'avaler. Cette soi-disant femme de Baïkow déclara plus tard qu'elle portait toujours un révolver dans le but de

se défendre contre le despotisme de l'administration, ne voulant point être arrêtée sans avoir fait de résistance, de même que—«par un esprit de vengeance contre la «Troisième Section». Baïkow fut aussi très franc quant à l'explication de ses intentions: il avoua avoir eu, lors de son arrestation, la ferme intention de tuer le capitaine Soudéïkine, et que c'était dans ce but qu'il tirait un pistolet de sa poche.

L'arrestation de ces trois personnes était une capture d'une importance très sérieuse, car l'enquête constata bientôt que le faux Baïkow—était Valérien Ossinski, la femme Baïkow—Sophie Loeschern von Hertzfeld et Wischniakow—Barthélemy Woloschenko.

Ossinski était d'extraction noble, né de parents ayant de la fortune, natif du district de Rostow, au gouvernement de Iékatérinoslaw, âgé de 26 ans; il commença ses études au gymnase de Taganrog, puis passa à l'Institut des Ingénieurs de St-Pétersbourg, où il n'acheva pas ses cours; plus tard, il fut employé au chemin de fer de Rostow et en 1875—secrétaire dans les bureaux du Conseil général du même district, d'où il fut renvoyé en décembre de la même année; enfin—sous-secrétaire du Conseil municipal de la même ville, d'où on le renvoya en août 1876, pour ses tendances anti-gouvernementales: c'est là qu'il noua des rapports avec le bourgeois d'Arkhangel, Hartmann, le principal auteur de l'attentat du 19 novembre 1879, sur la ligne Moscou-Koursk. En mars 1877, Ossinski fut arrêté à St-Pétersbourg avec un faux billet d'entrée dans la salle des audiences du Sénat, mais bientôt relâché, puis vint à Odessa, où il s'allia entièrement aux cercles terroristes du Sud et fut très recherché

dans l'affaire de Serge Tschoubarow, dont l'enquête s'y poursuivait énergiquement; on eut bientôt des indications certaines qu'Ossinski devait s'être réfugié à Kiew, après quoi eut lieu sa capture. C'était un terroriste jouissant d'une grande autorité, d'un caractère décidé, jouant le rôle de chef des cercles révolutionnaires de Kiew, tout en ayant conservé des relations et de l'influence chez les anarchistes du nord. A la fin de l'année 1878 et au commencement de 1879, le cercle terroriste de Kiew était nombreux et c'est Ossinski qui le dirigeait, ayant jusque là échappé à une inculpation sérieuse. Il possédait un extérieur sympathique, était bel homme, d'une taille élevée, ce qui lui valut le surnom d'«Apollon de la révolution»; son extérieur et ses manières le distinguaient visiblement de la grande masse des terroristes dont il était le chef: Wladimir Débogori-Mokriéwitsch, Serge Dikowski, Jean et Ignace Iwitschéwitsch, Louis Kobylianski, Krawtzow, Victor Malinka, Paul Orlow, Athanase Zoubkowski, et tant d'autres. D'après le programme d'Ossinski, il était impossible de forcer le gouvernement à faire des concessions par suite d'une série d'attentats, dirigés contre les représentants du pouvoir; mais il professait que l'activité terroriste devait préparer le sol pour une propagande fertile parmi le peuple. Quoiqu'il fût, à juste titre, le créateur empirique du principe du terrorisme, il ne refusait pas en même temps de prendre part à des entreprises hardies, bien qu'en réalité, il resta toujours incognito dans ce genre d'affaires. Le cercle des «Troglodytes» le chargea d'organiser, en 1878, l'évasion de Stéfanowitsch de la prison de Kiew; il participa grandement à l'organisation de l'affaire dite de Tschiguirine; il prit part à l'attentat contre

le substitut du procureur Kotliarewski; il dirigea l'affichage des placards révolutionnaires à Kiew; il était un des affiliés de Goldenberg lors du meurtre du prince Krapotkine, car c'est lui qui donna l'argent nécessaire et le pistolet; il fournissait en masse des faux documents aux socialistes; participa en compagnie de Woloschenko (qui portait quelquefois les pseudonymes de «Loup»—«Piotr-Wolk», de «Pawlow» et de «Pawliouk») à la composition de lettres d'avertissement anonymes de la part des socialistes, envoyées au général des gendarmes, Kowalinski, à Harkow (en juillet 1878) et au procureur de la chambre d'appel de St-Pétersbourg, Lopoukhine (en août de la même année). Son intimité avec Lizogoub, le grand anarchiste des provinces petites-russiennes, était indubitable; on supposait même que c'est de lui que venait l'initiative de l'attentat contre le général Trépow, effectué par Wéra Zassoulitsch. Son arrivée à Kiew avait pour but de présider une réunion très nombreuse des terroristes locaux et venus en partie d'autres localités, même de St-Pétersbourg — pour discuter le plan d'une nouvelle organisation révolutionnaire «grandiose», qu'il venait d'élaborer avec le concours de Débogori-Mokriéwitsch.

Sophie Loeschern von Hertzfeld, connue aussi sous les pseudonymes de «Sonia» et de «Marie Schirïaïéw», était une femme d'un âge mûr (41 ans), fille d'un général, propriétaire, au gouvernement de Nowgorod, laquelle, dès ses premières années de jeunesse, se voua à la cause révolutionnaire et à une propagande hardie parmi le peuple, à l'aide des écoles et de l'enseignement. La Haute-Cour du Sénat la jugea le 23 janvier 1878, lors du procès de la grande propagande, et la condamna à la priva-

tion de certains droits et à l'exil au gouvernement de Tobolsk, en Sibérie. Cette peine, du reste, ne fut pas appliquée, eu égard à la position sociale de sa respectable famille et à des promesses de bonne conduite. On la rendit à ses parents et on la mit sous la surveillance de la police pour trois ans, avec la condition, toutefois, qu'en cas que sa conduite devînt répréhensible, la peine statuée par le Sénat lui serait appliquée de suite. Sophie Loeschern fit bien peu de cas de cette décision magnanime et tout à fait exceptionnelle, car elle prit bientôt la fuite, rentra dans le monde anarchiste, et en 1878, elle se trouvait à Kiew dans les relations les plus intimes avec Valérien Ossinski. Cette révoltée fut le type d'une socialiste des plus hardies, professant des convictions cyniques, une virago de la révolution, grossière et audacieuse. Peu de femmes dans le monde socialiste atteignirent le même degré de fanatisme, que ne mitigèrent ni le nombre des années, ni ses relations de famille, ni le milieu respectable, auquel elle appartenait par sa naissance.

Les perquisitions énergiques qui furent à cette époque inaugurées à Kiew par le chef de la gendarmerie locale, le général Nowitzki et son adjoint, le capitaine en second Soudéïkine, obtinrent bientôt le résultat de l'arrestation d'un nouveau groupe d'anarchistes tout aussi sérieux et beaucoup plus nombreux, mais qui ne se rendit qu'après avoir livré une résistance des plus violentes.

Vers les premiers jours de février, la gendarmerie de Kiew fut informée que dans l'aile d'une maison Kossiarowski, située au coin des rues Jilïanska et Pankowska, dans un garni tenu par une dame Nitotschaïéw, étaient domiciliés des individus évidemment appartenant au parti

socialiste, qui s'occupaient à fabriquer de faux passeports, et que parmi ces locataires, devait se trouver un anarchiste très sérieux, recherché depuis longtemps, portant le nom de Débogori-Mokriéwitsch. Par suite de ces renseignements, le capitaine Soudéïkine, aidé des officiers de la gendarmerie—le major Iakoutine et le capitaine Malitzki, fut délégué par le général Nowitzki, le 11 février, afin de procéder à une visite domiciliaire dans le logement Nitotschaïéw. En prévision d'une résistance armée que livreraient probablement les locataires de ladite maison, on donna à ces agents une réserve de 16 sous-officiers de gendarmes et de plusieurs sergents de ville. A huit heures du soir, toutes ces personnes se rendirent à l'endroit désigné; mais le capitaine Soudéïkine, ayant appris que quatre des locataires de la maison Kossiarowski avaient quitté leur logement et passaient la soirée à deux pas, dans la maison Slawoutinski, dans la même rue Jiliänska, chez une étudiante des cours pédagogiques, Babitschew,—délégua deux gendarmes et quatre sergents de ville pour observer cette habitation; après quoi, Soudéïkine, deux officiers de police et quatre sous-officiers se dirigèrent vers la porte de la rue de la maison Kossiarowski, tandis que le capitaine Malitzki et quatre sous-officiers se mirent en vedette près de l'escalier de service; le major Iakoutine, enfin, avec le reste des gendarmes et des sergents de ville, envahissait la cour. C'est la femme Nitotchaïéw qui ouvrit la porte d'entrée, après que Soudéïkine eut frappé, et le capitaine avec ses gens se trouva dans une antichambre sombre, dont les portes de communication avec les autres pièces étaient à demi-closes. Ayant ouvert l'une d'elles, ils trouvèrent dans

la chambre près de la porte, un groupe d'individus, tandis que d'autres personnes avec quelques femmes brûlaient des papiers au fond de la pièce. Quelqu'un du milieu du groupe demanda au capitaine ce qu'il voulait, à quoi Soudéïkine répondit qu'il cherchait Débogori-Mokriéwitsch et requit celui qui avait pris la parole, de lui montrer son passeport. Dans ce moment, du milieu de la chambre partirent deux coups de feu et au même instant, le sous-officier des gendarmes, Kazanine, qui se tenait à côté de Soudéïkine, tomba raide mort, ayant reçu une balle au front. Suivirent encore plusieurs décharges, après quoi les individus réunis dans la chambre se dirigèrent en masse, les révolvers en main, vers l'antichambre. Le capitaine Soudéïkine, trois gendarmes et un officier de police firent alors feu à leur tour contre les assaillants, qui reculèrent, à l'exception d'un seul; ce dernier parvint à gagner la cour, où il fut arrêté par le major Iakoutine. Les coups de feu, de part et d'autre, durèrent à peu près deux minutes, après quoi les assaillants, à bout de forces, crièrent enfin: «nous nous rendons..., «il y a des blessés parmi nous».—et commencèrent à jeter leur révolvers et leurs poignards par les fenêtres, en brisant les carreaux. On arrêta en tout 12 personnes (7 hommes et 5 femmes) dont quatre étaient blessées. Le capitaine Soudéïkine reçut dans la poitrine une balle qui n'enfonça que la cotte de mailles qu'il portait et ne lui fit qu'une légère blessure; deux gendarmes furent aussi très légèrement atteints.

Pendant que ces scènes se passaient dans la maison Kossiarowski, les agents qui étaient en observation près de la maison Slavoutinski remarquèrent que deux

personnes s'en échappaient; ils leur barrèrent le chemin et les engagèrent à se rendre au dépôt de police; en réponse à quoi, faisant sortir de leurs poches des révolvers, elles tirèrent contre les sergents de ville, et puis se mirent à fuir, mais l'une d'elles fut atteinte et arrêtée; pendant cette nouvelle alerte, un des sergents de ville fut légèrement blessé. Le capitaine Soudéïkine, entendant les coups de feu de la rue, dans la direction de la maison Slawoutinski, prit avec lui une compagnie d'infanterie, arrivée au secours, et se rendit dans cette maison, où dans le logement de la demoiselle Babitschew, il arrêta deux hommes (dont l'un était Débogori-Mokriéwitsch) et une femme. La conduite des gendarmes dans toute cette affaire avait été digne de tout éloge. Les sous-officiers obéirent strictement à la consigne qu'ils reçurent de ne pas tirer sans l'autorisation des officiers. Le gendarme Iélanine se trouvait exposé en plein en face des canons des pistolets et demandait au capitaine Soudéïkine de lui permettre de faire feu; mais celui-ci dans le bruit de la mêlée ne l'entendit point, et le sous-officier resta tout le temps l'arme levée, ne bougeant pas et n'ayant pas tiré une seule fois.

Dès le début de l'enquête qui fut conduite avec beaucoup d'énergie, on put constater que les personnes arrêtées dans les deux maisons, dont plusieurs refusèrent de décliner leur noms, étaient (outre Débogori déjà nommé): le sujet prussien—Louis Brandtner, Wladimir Swiridenko Ignace (pseudonyme—«Kriwoschapkine») et Jean (portant quelque fois le pseudonyme de «Likhoschorstow») Iwitschéwitsch, Rostislaw Stébline-Kamenski (fils du maître de police de Poltawa), la fille d'un conseiller d'état ac-

tuel, Nathalie Armfeld, Catherine Sarandowitsch, Alexandrine Potalitzyne, la veuve d'un médecin Nitotschaïéw, sa soeur Wéra Wassiliew, la femme Kowalewska, Nicolas Posen, Etienne Théokhari et Paul Orlow. Trois de ces personnes (Posen, Théokhari et Swiridenko) ne déclarèrent d'abord pas leur nom et furent jugées comme inconnues, avec l'indication seulement des particularités de leur extérieur: ce n'est qu'après le procès que leur identité fut prouvée. Trois des inculpés étaient gravement blessés: Swiridenko et les deux frères Iwitschéwitsch. Le premier se remit bientôt, quant à ces derniers, ils succombèrent à leurs blessures, le 16 et le 20 février.

Ces arrestations très fructueuses quant au résultat, quoique très dramatiques quant aux faits et aux détails, produisirent une grande sensation non seulement parmi les anarchistes, mais aussi dans le monde russe et attirèrent même l'attention de la presse étrangère. Dans un journal de Paris,—«Le Monde Illustré» (numéro du 12 avril), parut une gravure, assez fantaisiste du reste, ayant pour sujet «la découverte d'une imprimerie clandestine «à Kiew».

La majorité des inculpés ne voulut point répondre aux interrogatoires qu'on leur fit lors de l'enquête; quelques-uns donnèrent des réponses évasives, voulant prouver qu'ils s'étaient réunis pour passer gaiement une soirée de carnaval et la finir par un souper. Ces fausses allégations ne purent en rien atténuer la culpabilité du foyer terroriste qui venait de tomber dans les mains de la police, les faits s'étant passés en présence de témoins si nombreux; on eut la possibilité de constater les personnalités de ceux des anarchistes qui tirèrent les coups de feu

et le fait que Brandtner et Swiridenko s'étaient distingués sous ce rapport, en tirant contre le gendarme Kazanine, et à bout-portant, contre Soudéïkine. Le résultat de la visite domiciliaire, enfin, faite dans le local tenu par la femme Nitotschaïéw, mit à jour un matériel immense, entièrement à la charge des inculpés: on trouva une quantité de faux documents, de timbres et de cachets, des manuscrits et des correspondances, des outils d'imprimeur et près de deux pouds (32 kilogrammes) de caractères typographiques. Il n'existait pas le moindre doute qu'on avait découvert en même temps le siège de l'imprimerie secrète, qui lançait des proclamations dans le Sud.

La carrière révolutionnaire des principaux inculpés se dessinait d'une manière très accentuée.

Brandtner Louis,—sujet prussien, luthérien, âgé de 26 ans, portant aussi quelquefois le pseudonyme de «Henri Karlowitsch»—commença ses études dans un gymnase de Harkow, le quitta dès la 3me classe, passa à l'Institut Vétérinaire de la même ville, n'y acheva pas son cours et entra dans les rangs des socialistes. En 1875, il fut compromis dans une affaire de propagande et subit une détention assez courte; l'année suivante, il figurait comme inculpé dans une autre affaire du même genre, et en 1877, déposait comme témoin dans l'affaire de l'attentat contre Gorinowitsch (dont il a été fait mention plus haut), en qualité d'affidé de l'un des inculpés, Victor Malinka; enfin il fut soupçonné d'avoir pris part au meurtre d'Akime Nikonow. Les derniers temps, il habitait Kiew, sous la caution pécuniaire de sa soeur, une femme Julie Hoffmann.

Swiridenko Wladimir, âgé de 29 ans, était natif de

Simphéropol, avait étudié au gymnase de cette ville, puis à l'école réale de Nikolaïéw, et parvint à obtenir un emploi de précepteur dans une école de Simphéropol; mais bientôt il abandonna cette charge pour tomber tête baissée dans les cercles des anarchistes du Sud, qui servaient de ralliement aux cercles de Kiew, de Nikolaïéw et d'Odessa (où il joua le rôle principal dans le phalanstère de Tschoubarow), sous le pseudonyme de «Wolodka» et de «Wladimir Kowounenko». Il prit grandement part aux tentatives de l'évasion de Fomine de la prison de Harkow, puis se fixa à Kiew, où son logement servait de lieu de réunion pour les anarchistes.

Débogori-Mokriéwitsch, Wladimir, qui portait aussi les pseudonymes de «Fédotka», «Fédorow» et «Mischka», âgé de 33 ans, était un anarchiste reconnu, qui avait déjà fait ses preuves. Fils d'un propriétaire de Podolie, il fit ses études à l'université de Kiew, et en 1871, fonctionnait comme précepteur dans une école à Mohilew sur le Dniester. Il appartenait à cette époque à un cercle très nuisible, qui s'était formé dans le monde pédagogique en Podolie (celui de Bélogroud, Romanowitsch et autres), dont plusieurs membres émigrèrent en Amérique pour y fonder une colonie socialiste russe. En 1873, il se rendit en Suisse et séjourna à Zurich, d'où il expédia un émissaire-socialiste, Donetzki, avec des proclamations échevelées, fabriquées par l'émigré Alexandrow, qui ne parvinrent du reste pas à être distribuées, car Donetzki fut arrêté en Podolie. Débogori revint en Russie pour prendre part à l'activité de la grande propagande, mais parvint à éviter les arrestations. Plus tard il choisit le Sud, principalement Kiew, comme base de son activité, fut un des

organisateurs de l'affaire de Tchiguirine, quoique sans succès, ayant dépensé, au commencement de cette entreprise, 1,500 roubles sans aucun résultat. Il s'occupa aussi de l'impression et de l'affichage de faux télégrammes à Kiew, soit-disant parus dans le «Moniteur Officiel», pendant la guerre de 1877—1878; il était aussi le principal organisateur de la réunion des socialistes qui siégait dans la maison Kossiarowski, où un nouveau programme révolutionnaire qu'il avait élaboré avec Ossinski, devait être discuté. Après l'arrêt que prononça contre lui la cour martiale le 7 mai, en descendant l'escalier du tribunal, il consolait ses confrères, en les assurant que dans une année ils seraient de retour, par suite d'une révolution générale qui devait absolument éclater en Russie. Quant à lui-même, il n'était probablement que très faiblement convaincu de la réalisation de ces prophéties; car lors de sa déportation en Sibérie, le 4 novembre de la même année, se trouvant déjà près d'Irkoutsk, lui, Paul Orlow et Ladislas Izbitzki parvinrent à soudoyer trois compagnons, exilés en vertu du droit commun (Arzamastzew, Kourdioukow et Pawlow), qui n'étaient condamnés qu'à l'exil et non aux travaux forcés, mais qui faisaient le même chemin que les condamnés politiques,—de changer de documents, après quoi Débogori et ses amis s'enfuirent dans les forêts de la Sibérie. Orlow fut très vite retrouvé, quant à Mokriéwitsch, il parvint à se réfugier à l'étranger, habitait, en 1881, Genève et Paris, en 1883—Londres, puis revint à Genève. C'est lui qui fut l'initiateur du projet d'une «Société de la Croix «Rouge» des socialistes.

Stébline-Kamenski, Rostislaw, âgé de 22 ans, issu d'une famille des plus estimables, fut élevé au gymnase

de Poltawa et de là passa à l'Institut Vétérinaire de Harkow, où il ne finit pas son cours. En 1875—1876, il faisait parti d'un petit cercle ukraïnophile à Poltawa, où son père était maître de police, après quoi figura dans les enquêtes de la grande propagande et subit même une détention préventive de cinq mois, et un mois de prison comme peine infligée par le tribunal. Il se rallia aux cercles terroristes de Kiew, et c'est dans son appartement qu'on trouva des caractères typographiques lors de l'arrestation des habitants de la maison Kossiarowski (les «Kossiarowtzy»).

Orlow Paul, âgé de 22 ans, connu aussi sous les pseudonymes de «Pawlow» et de «Pawliouk», étudia d'abord au gymnase d'Orenbourg, puis prit part à la propagande de 1873—1874 et à celle qui eut lieu parmi les ouvriers de la Nouvelle-Filature à Pétersbourg. Il fut exilé au gouvernement d'Arkhangel, d'où il s'enfuit avec deux autres collègues (fait mentionné plus haut) et vint s'établir à Kiew.

Iwitschéwitsch Jean (sous le pseudonyme de «Kriwo-«schapkine» et de «Likhoschorstow») et son frère Ignace, (qui ont été déjà nommés plus d'une fois), étaient natifs du gouvernement de Kherson et passaient pour de hardis anarchistes; Ignace avait même déserté le régiment où il faisait l'office d'écrivain et fut un des organisateurs de l'attentat contre le prince Krapotkine. Trois femmes socialistes voulurent honorer leur tombe d'un monument aux inscriptions criardes et tendancieuses: c'étaient Lioudmila Samarskaïa, Nadine Smirnitzkaïa et Sophie Piekhowskaïa; mais l'exécution de ce projet fut empêchée.

Armfeld Nathalie, âgée de 20 ans, était fille d'un

conseiller d'état actuel de Moscou qui occupait une haute position. Elle fit ces études à l'Orphelinat de St-Nicolas, dans la même ville, après quoi se rallia, comme tant d'autres, aux cercles socialistes. Elle fut arrêtée dans le gouvernement d'Orel, lors de la grande propagande, puis remise à sa mère, qui habitait la campagne, au gouvernement de Moscou; mais en 1875, elle fut arrêtée de nouveau pour tentative de propagande, souvent fort infructueuse, car elle subit même une fois un châtiment corporel que lui infligèrent, de leur propre mouvement, les paysannes d'un village qu'elle tentait de convertir à l'athéisme et devant lesquelles elle proférait des blasphèmes. En 1876, elle fut internée au gouvernement de Kostroma; mais l'année suivante, on lui octroya de nouveau la permission d'habiter la campagne de sa mère, d'où elle s'enfuit en avril 1878. Cette longue odyssée révolutionnaire fit de cette jeune fille, née dans un milieu estimable, un être cynique et grossier, du type de Sophie Loeschern. Lors du procès qui suivit son arrestation, elle fut insolente vis-à-vis du public et de la cour martiale; plus tard, quand on annonça le verdict de la cour aux condamnés, elle tint ses oreilles bouchées avec ses doigts. Lors de sa déportation en Sibérie, elle fit preuve de rébellion dans la prison de Nijni-Nowgorod et se livra à des voies de fait sur l'inspecteur de la prison et les sentinelles.

Posen Nicolas, âgé de 18 ans, était fils d'un marchand de Harkow et occupa pendant un temps l'emploi de maître d'une école pour orphelins à Odessa; aussi portait-il le pseudonyme de «Nicolas le Précepteur» et jouissait d'une certaine influence dans les cercles de Kiew.

Théokhari Etienne, âgé de 25 ans, était sujet grec,

originaire d'Odessa, apprenti-sculpteur, ne possédant presqu'aucune instruction et sachant à peine lire. En 1878, il vint s'établir à Odessa et se rallia aux anarchistes.

L'enquête sur les agissements de ce cercle terroriste fut conduite avec énergie et vitesse, de manière qu'elle fut achevée le 29 mars. La cour martiale de Kiew, présidée par le général Sloutzki et assistée par le procureur, colonel Strelnikow, jugea la cause de tous ces inculpés, sous forme de deux procès séparés (celui d'Ossinski et celui des «Kossiarowtzy»), du 1er au 7 mai. Sa décision ne fut que très peu modifiée lors de la confirmation (13 mai) du verdict par le chef de la circonscription militaire de Kiew, le général aide-de-camp Tschertkow. Ossinski, Brandtner et Swiridenko furent condamnés à la peine de mort par pendaison; la peine de la femme Loeschern, également condamnée à mort par la cour martiale, fut commuée en travaux forcés à perpétuité dans les usines du gouvernement; Débogori-Mokriéwitsch, Théokhari, Posen, les femmes Armfeld et Kowalewska—pour quatorze ans; Stébline-Kamenski, Woloschenko, Orlow et la femme Sarandowitsch—de dix à cinq ans. Le autres accusés subirent des peines moindres. Sophie Loeschern affectait le plus grand chagrin de ne pas pouvoir subir la peine de mort en compagnie d'Ossinski.

L'exécution de la peine capitale sur trois des condamnés eut lieu le 14 mai, à 10 heures du matin, aux confins de la ville, près de la route de Jitomir. Ils refusèrent de recevoir les secours de la religion et déclarèrent aux prêtres qu'ils étaient des athées et ne croyaient pas en Dieu; ils demandèrent à ne pas être accompagnés par les serviteurs de la religion dans les voitures qui les mèneraient au

supplice, menaçant de rouer les prêtres de coups s'ils venaient se mettre à leurs côtés. Quelques instants avant le moment final, lorsque les condamnés étaient déjà sous la potence, les aumoniers s'approchèrent cependant, mais ils n'entendirent que des injures. Une foule de 3.000 personnes assistait à cette exécution.

Les mesures énergiques prises pendant les derniers temps contre les anarchistes de Kiew, valurent aux chefs de l'administration locale des avertissements et des lettres anonymes. Un acte de ce genre, adressé au général Tschertkow, était composé de lettres découpées d'une feuille de journal : l'imprimerie secrète ayant été confisquée, les placards imprimés ne pouvaient plus figurer sur les murs de la ville. La «Terre et Liberté» du 14 juillet 1879 (№ 6), publia une lettre d'adieu d'Ossinski aux hommes de son parti, datée du 14 avril, antérieure à sa condamnation; c'était un document apocryphe, vu que ce détenu était trop bien gardé pour pouvoir correspondre avec le dehors; quant à la teneur de cette pièce, elle était d'un caractère beaucoup trop anodin. La même année, les presses des cercles anarchistes publièrent une brochure sous le titre: «Compte-rendu sommaire du procès des socialistes Ossinski, Loeschern et Woloschenko» (in-8°, 16 pages, s. l.), avec des détails inexacts et des faits dénaturés.

L'enquête sur les agissements du cercle terroriste de Kiew était assez étroitement liée à une inquisition du même genre, à laquelle on procédait durant la même époque à Odessa et qui datait depuis les désordres, qui eurent

lieu lors du procès de Kowalski, en juillet 1878. Cette recherche judiciaire avait de très grandes ramifications et ne pouvait être conduite avec la même promptitude que l'affaire des «Kossiarowtzy» et celle d'Ossinski, à Kiew; elle impliquait en tout 28 accusés.

Les désordres pendant le procès Kowalski signalèrent à la gendarmerie d'Odessa la participation évidente dans les troubles de la rue de plusieurs socialistes, dont on tâchait de se rendre maître depuis longtemps. Pour influencer plus énergiquement leurs confrères, dont la majorité se tenait dans la foule qui bondait au dehors les rues avoisinant le bâtiment, où se tenait la cour martiale,— les socialistes qui dirigeaient la bagarre entraient et sortaient continuellement de la salle des séances. afin de porter les dernières nouvelles à ceux qui stationnaient au dehors et qui s'occupaient à démoraliser le public de la rue par les injures qu'ils proféraient à l'adresse des autorités. Un certain Fomitschew (déjà cité plus haut), Medwédéw, le cordonnier Goriaïnow et une toute jeune fille de 14 ans. Victorine Goukowska (israélite), portant un costume singulier, à moitié masculin, se faisaient remarquer par leurs continuelles allées et venues, leurs cris, leurs gestes et les discours véhéments qu'ils adressaient à la foule. Après la lecture de la condamnation de Kowalski à la peine de mort. des coups de feu partirent; ils blessèrent trois soldats du régiment de Zamostz et tuèrent sur place deux jeunes gens — Poltawski et Pogrébetzky; les anarchistes brandirent même des poignards. Le même soir, la fille Goukowska parut sur le boulevard qui longe le port d'Odessa et commença un discours incendiaire devant le public des promeneurs, clamant à la vengeance; elle

fut arrêtée par deux officiers qui étaient au nombre de ses auditeurs involontaires, mais un groupe de jeunes gens la libéra par la force et l'emmena. Le 14 août, on parvint, cependant, à l'arrêter dans la rue.

A la même époque, le 30 juillet, la police et la gendarmerie d'Odessa furent informées, que dans la maison Kassifi, située rue des Ateliers, logeait un personnage suspect chez lequel avaient lieu des réunions de jeunes gens et de jeunes femmes, armés de poignards et de révolvers, qui y passaient même la nuit et y étaient, plus ou moins, à demeure; que cette société s'occupait aussi à fabriquer de faux passeports et que le maître de céans cachait soigneusement son véritable nom, portant dans le cercle révolutionnaire qu'il présidait, le surnom de «Capitaine». On surveilla strictement les allées et venues des habitants de la maison et on parvint à se persuader que ce logement était pour le moment vide et le «Capitaine» absent; mais le 4 août, on arrêta deux individus, dont l'un se dirigeait dans ce local par la porte de la rue et l'autre—par la porte cochère. C'étaient le fils d'un marchand, André Balamèze et un écolier de l'Ecole réale, Antoine Schtépowitsch. Le premier avoua qu'il remplissait la commission d'une personne qui portait le surnom de «Capitaine», laquelle l'avait chargé d'aller prendre ses effets dans son domicile et de les lui porter à la gare, vu qu'elle avait l'intention de partir le même jour pour Kiew. Le lendemain soir, la police parvint à arrêter le «Capitaine» au moment de son départ, dans un wagon de 3me classe, avec un faux passeport au nom de «Prokoffiéw»: il était muni d'un révolver chargé et d'un poignard, avec lequel il fit mine de se défendre et de livrer de la résistance.

Balamèze donna, en outre, beaucoup de détails sur la vie qu'on menait dans la maison Kassifi, sur les réunions journalières d'un groupe d'individus qui tous portaient des pseudonymes multiples et des plus variés, qui tantôt s'absentaient d'Odessa, puis revenaient munis de nouvelles. D'après ses dépositions, cette ville possédait dans ce temps deux foyers révolutionnaires, dont l'un s'occupait de propagande, tandis que l'autre—était purement terroriste (composé de «bountari»): c'est à ce dernier qu'appartenait le «Capitaine» et il en était même le chef, jouant le rôle de dictateur. Comme agent des plus actifs, se rendant très souvent à Nikolaiéw pour diriger les plans du foyer de cette ville, fonctionnait un certain «Wla. dimir Kowounenko», dont le vrai nom était—Swiridenkol jugé à Kiew et condamné à la peine capitale, ce dont il a été fait mention plus haut. Ces derniers temps, Balamèze avait été envoyé par le «Capitaine» avec une mission chez les nommés Alexandre Zeidner et Alexandre Louri (israélites), à Nikolaiéw; ces deux personnes furent bientôt arrêtées avec plusieurs autres habitants de la maison Kassifi: les matelots déserteurs—Pierre Nikitine (figurant sous le pseudonyme d'«Alexandre») et Michel Skorniakow (pseudonyme—«Georges»), l'ex-écolier de gymnase, Joseph Dawidenko (pseudonyme «Mathieu»), déjà impliqué dans l'affaire de Tchiguirine et le bourgeois israélite, Samuël Schnée (pseudonyme—«Alioschka»). Nikitine et Skorniakow avouèrent que Balamèze avait fait son dernier voyage pour apporter de Nikolaiéw un coffret avec de la pyroxiline qu'il donna à conserver, à Odessa, dans des mains sûres.

L'enquête à laquelle on procédait en même temps à Nikolaiéw découvrit de nouveaux affiliés du cercle terroriste

d'Odessa, qui étendait ses ramifications sur presque tout le territoire longeant la côte de la mer Noire. Les anarchistes parvinrent à attraper dans leur filets un chef d'équipe, le déserteur Jean Logowenko, à Nikolaiéw, le firent venir à Odessa et l'initièrent dans les mystères de la maison Kassifi; car les socialistes établis dans le port de Nikolaiéw faisaient principalement de la propagande active parmi les matelots. L'enquête constata que Logowenko, conjointement avec un anarchiste, le bourgeois Samuël Wittenberg (israélite), s'était chargé d'organiser un attentat à Nikolaiéw, à l'aide de l'explosion d'une mine pratiquée sur le parcours du chemin que devait suivre Sa Majesté l'Empereur, lors d'une visite dans cette ville, laquelle devait avoir lieu le 18 août 1878. La batterie galvanique, munie de fils-conducteurs, qui devait servir à l'attentat, fut découverte lors de l'arrestation de Wittenberg et de la perquisition faite chez lui le 16 août, deux jours avant le crime projeté. La dynamite se fabriquait aussi à Odessa, car on trouva dans le logement du «Capitaine» une quantité d'ingrédients chimiques qui servaient à la composition de cette matière explosible. On découvrit aussi dans la maison Kassifi, l'imprimerie clandestine des anarchistes, dirigée par Dawidenko et «Nikitka» (pseudonyme de Lewtschenko), qui était en train de fonder à Odessa un nouvel organe terroriste du Sud. Les dépenses pour le logement tenu par le «Capitaine» et l'organisation du phalanstère qui servait de chef-lieu de réunion aux anarchistes du Sud, étaient fournies par des souscriptions et le produit de concerts publics, qui avaient lieu dans la maison d'un membre du parti, Herz-Winogradski.

Les dépositions d'un certain Wélédnitzki (socialiste

repenti) qui aida beaucoup les autorités dans l'affaire d'Ossinski et des «Kossiarowtzy», du bourgeois Nicolas Souworow et de l'inculpé André Balamèze lui-même, projetèrent certaine lumière sur l'ensemble et les détails du procès d'Odessa. Il fut constaté que le «Capitaine» était, en réalité, un certain Serge Tschoubarow, qu'on recherchait déjà; il avait longtemps habité Kiew et figuré comme un des principaux organisateurs des désordres agraires de Tschiguirine. En outre, il était l'affidé le plus dévoué d'un autre anarchiste influent, Dmitri Lizogoub, qui jouait un rôle immense parmi les terroristes du Sud. Tschoubarow possédait une certaine fortune et venait au secours de la cause terroriste avec ses fonds; il chargea même un jour Wélédnitzki (à l'époque où ce dernier figurait dans le monde socialiste) de faire un voyage à Penza pour obtenir de son frère, Basile Tschoubarow (juge de paix au district de Kérensk), le payement d'une somme de 8.000 roubles, ce que Wélédnitzki exécuta ponctuellement, après quoi, la moitié de cet argent fut versée dans la caisse des terroristes. On constata aussi les rapports les plus directs et les plus suivis que Tschoubarow entretenait avec les cercles de Pétersbourg, ce qui fut prouvé par sa correspondance lors de l'arrestation des femmes Kolenkine et Malinowska, en automne 1878, à St-Pétersbourg; c'est Tschoubarow aussi qui délégua, l'année 1878, Fomine («l'Ours») à Harkow, pour tenter l'évasion de Woïnaralski. Agé de 34 ans, l'inculpé était issu de parents appartenant à la noblesse, propriétaires du gouvernement de Penza; il étudia au corps des cadets à Woronège, où il ne finit pas ses études, et passa à l'Académie Agricole de Pétrowskoïé, près de Moscou, qu'il n'acheva pas égale-

ment, ayant pris part à des désordres parmi les étudiants. En 1869, il passa à l'étranger et visita l'Amérique: en 1876, il parut à Kiew, fut même une fois arrêté, essaya pendant un temps de faire de la propagande dans la province du Kouban, au Caucase, prit grandement part à l'organisation de l'affaire de Tschiguirine, mais jusqu'en 1878, parvint à ne pas être englobé dans une enquête sérieuse.

Dawidenko Joseph (âgé de 22 ans) étudia à Kiew, dans un gymnase qu'il quitta pour passer à l'Institut Technologique de St-Pétersbourg. En 1876, il fut impliqué dans une affaire de propagande à Iékaterinoslaw et dans l'attentat contre Gorinowitsch. On le rechercha plus tard pour l'affaire de Tschiguirine, mais il parvint à se réfugier à Odessa, où il portait le pseudonyme de «Malyï». Dawidenko faisait les fonctions de trésorier du phalanstère d'Odessa et était un des terroristes-«exécuteurs»: c'est lui qui s'occupa du recel de la pyroxiline qu'on fit venir de Nikolaiéw.

Lizogoub Dmitri (âgé de 33 ans) appartenait à une famille très connue en Petite-Russie et possédait personnellement une fortune considérable dans les gouvernements de Podolie, de Tschernigow et de Poltawa. Il acheva le cours du gymnase de Iékatérinoslaw, puis entra à l'université de St-Pétersbourg dans la section de droit, qu'il quitta quelques mois avant d'achever son cours, après quoi voyagea à l'étranger de 1865 à 1868, résida en France, en 1874, et depuis cette année, se rallia aux cercles révolutionnaires de Kiew et participa avec eux à l'affaire de Tschiguirine. Il avait été décidé de l'exiler au gouvernement d'Arkhangel, quand fut inaugurée l'enquête d'Odessa, dans laquelle il figura comme un des principaux inculpés.

C'était un des types les plus accentués des terroristes du Sud et son activité était grande, vu qu'il avait sous la main des ressources pécuniaires considérables, telles qu'aucun des nombreux anarchistes russes n'en posséda jamais. Son fanatisme pour la cause anarchiste était si grande, qu'il vendit ses terres en Petite-Russie, réalisa un capital de plus de 100,000 roubles et voulut liquider dans le même but le reste de sa fortune. Un socialiste, Wladimir Drigo, était l'intermédiaire dans cette affaire entre Lizogoub et Valérien Ossinski, comme il a été mentionné plus haut; ce Drigo faisait en même temps fonctions de caissier, car c'est par lui que se distribuait l'argent de Lizogoub dans le monde des socialistes. Ce dernier avait parfois les vélléités de jouer le rôle d'un novateur et d'un organisateur: il s'occupa à faire de la propagande révolutionnaire parmi le clergé; il élabora le projet de mettre à profit les habitations des garde-forestiers pour la cause de la révolte, de ces cabanes éloignées de la surveillance de la police et enfouies dans les bois; une fois que la charge de garde-forestier aurait été occupée par un anarchiste, les bâtiments pouvaient facilement servir à la conservation des matières explosives, des armes, de costumes divers, des faux documents ; ils pouvaient servir même pour y établir des imprimeries secrètes. Il attachait une importance extrême à la nécessité d'une force centrale puissante au sein de l'organisation terroriste et se plaignait grandement de l'absence de cette dernière. Il essaya ses forces en dirigeant des désordres de rue qui eurent lieu le 2 avril 1879, à Rostow-sur-le-Don, et en lançant une proclamation aux détenus politiques de la prison d'Odessa, pour les engager à choisir un dictateur qui puisse organiser une émeute au sein de la

prison, comme représailles des sévérités qui y étaient en vigueur vis-à-vis des inculpés politiques.

Logowenko (âgé de 37 ans), natif du gouvernement de Kherson, n'était qu'un simple maître d'équipe, qui avait déserté la marine à la fin de 1878 et avait depuis pris part à des crimes très graves de droit commun. Les anarchistes ne dédaignèrent point son concours, pour faciliter la propagande parmi les matelots de Nikolaiéw, tout comme pour avoir en lui un exécuteur grossier, mais obéissant, dans leurs diverses entreprises.

Wittenberg Samuël (âgé de 27 ans) était un bourgeois israélite, fils d'un ouvrier, qui fréquenta d'abord l'Ecole réale de Nikolaiéw, puis passa à l'Institut Technologique de Vienne; rentré en Russie, il prit part à l'attentat contre Gorinowitsch, et plus tard entra dans les cercles du Sud, jouant à Nikolaiéw le rôle principal dans le foyer local.

La cour martiale d'Odessa procéda au jugement de la cause du foyer terroriste d'Odessa, autrement dite du «procès des 28», du 22 juillet au 5 août, sous la présidence du colonel Iakowlew, assisté par le procureur Galitzynski. Près de cent témoins durent déposer pendant les audiences judiciaires.

Le verdict de la cour, confirmé avec certaines modifications par le chef de la circonscription militaire d'Odessa, le général aide-de-camp Todtleben, le 8 août 1879, condamna, entre autres: Tschoubarow, Lizogoub, Dawidenko, Logowenko et Wittenberg—à la peine de mort; Krawtzow, Koltanowski, Popko et Fomitschew—aux travaux forcés à perpétuité; le paysan Alexis Komow—pour 15 ans; André Balamèze et Medwédéw—pour 12 ans; la femme Koutitonska, pour 4 ans—dans les usines du gouvernement; les matelots-

déserteurs. Skorniakow et Nikitine—à huit ans de travaux forcés; la fille Goukowska—à un exil en Sibérie dans des localités peu éloignées.

Le 10 août. la peine capitale sur trois des condamnés,—Tschoubarow, Lisogoub et Dawidenko, fut exécutée à Odessa, vers 11 heures du matin, en dehors de la ville, à 4 kilomètres de la prison, devant une foule de 10.000 personnes. Les condamnés firent témoignage de sentiments religieux et baisèrent la croix que leur tendit le prêtre; ils subirent même leur peine avec beaucoup de fermeté. Logowenko et Wittenberg furent exécutés à Nikolaiéw, dans la ville même où ils commirent leurs forfaits. le lendemain, 11 août, à 10 heures du matin.

Outre les trois causes, dont la marche et le développement viennent d'être relatées, plusieurs autres procès politiques occupèrent l'activité du gouvernement et celui de la justice pendant le cours de l'année 1879, si fertile en événements terroristes. La cour martiale d'Odessa jugea cette même année le procès des agissements d'un foyer socialiste à Elizawetgrad et prononça un verdict condamnant trois criminels à la peine de mort par pendaison. C'était-proprement dite. l'affaire de l'attentat contre un jeune so, cialiste, Gorinowitsch, qui eut lieu le 11 juillet 1876. à l'époque où les procès politiques n'étaient point encore dévolus aux cours martiales. L'enquête dura longtemps, car les inculpés étaient nombreux (en tout 25 personnes), dont plusieurs avaient pris la fuite, et qu'il fut difficile de resaisir. Les principaux criminels portaient les noms de: Victor Malinka, Victor Kastiourine (qui s'évada d'une

prison préventive de la gendarmerie de Kiew, le 25 mars 1877, mais fut rattrapé). Léon Deutsch, Jacques Stéfanowitsch (qui s'étaient également évadés de la prison de Kiew), Jean Maïdanski (israélite) et l'avocat Kraïéw. Il fut prouvé que ces inculpés usèrent de plusieurs subterfuges pous attirer Nicolas Gorinowitsch à Odessa et commettre un meurtre sur sa personne. Ce crime eut lieu sur la place du Marché-aux-Chevaux: on frappa la victime à coups de couteaux, et pour qu'elle ne puisse être reconnue, Malinka, selon les explications données par es assassins, engagea Deutsch à arroser sa tête de vitriole; mais Gorinowitsch était encore vivant et poussa des cris qui firent fuir les malfaiteurs. C'était un jeune homme de 21 ans, un adhérent nouvellement converti et qu'on soupçonnait de s'être déjà repenti et d'avoir fourni des indications à la police sur les agissements socialistes. Il avait commencé ses études à un gymnase de Kiew qu'il quitta un an avant d'achever son cours et fut plus tard enseigne dans un régiment d'infanterie. Rallié aux cercles terroristes, il fit de la propagande dans une fabrique de sucre au gouvernement de Kiew et confectionna de faux passeports. On l'arrêta, mais il se repentit et fut relâché au commencement de l'année 1875. Eu égard à ce changement, à ses aveux complets et à l'atroce traitement qu'il subit de la part de ses ci-devant confrères, la Sénat-Dirigeant prononça son acquittement en 1878, lors du grand procès de la propagande. Horriblement mutilé, les membres cassés, défiguré à l'impossible par le vitriol dont l'arrosa Deutsch, il ne put trainer qu'une existence misérable, soutenu par la charité du comte Alexis Bobrinski et du colonel Basile Paschkow.

La cour martiale d'Odessa décréta, le 3 décembre 1879, la peine de mort contre Malinka, Drobiazguine et Maïdanski et les travaux forcés—contre Kastiourine, Kraïéw, Tourtschanow et Iankowski. La peine capitale fut exécutée le 7 décembre, hors de la ville, sur le Champ-des-Courses.

Maïdanski Léon avait été soldat au régiment des hussards de la Russie-Blanche, cantonné à Elizawetgrad; il était âgé de 25 ans, et c'est pendant son séjour dans cette ville qu'il entra dans un cercle socialiste local, fondé par un israélite, Léon Rosenfeld.

Jean Drobiazguine, fils d'un diacre de village au gouvernement de Kherson, âgé de 28 ans, fréquenta le séminaire ecclésiastique d'Odessa, d'où il fut exclu, puis s'établit comme écrivain dans un exploitation de carrières au même gouvernement et, dès ce temps, commença son activité de propagande. Arrêté à Nikolaiéw, il y subit une détention de six mois, après quoi on le relâcha : il habita plus tard Elizawetgrad, où il se rallia, de même que Maïdanski, au cercle de Rosenfeld.

Victor Malinka, âgé de 25 ans, était natif de la Petite-Russie où ses parents possédaient une fortune foncière considérable. Il acheva le cours du gymnase de Poltawa et entra à l'université d'Odessa dans la section de jurisprudence, puis passa à l'université de Kiew; au mois d'août de l'année 1877, il était volontaire dans un bataillon de réserve, ayant déjà fait des essais de propagande avant cette époque (sous le pseudonyme de « Fomka »): c'est pourquoi il fut arrêté le 2 septembre, mais parvint à s'enfuir le lendemain, et le 17 décembre fut arrêté à Harkow.

Au mois d'avril de la même année, surgit une nouvelle enquête sur des menées révolutionnaires dans le Sud; cette cause fut jugée par la cour martiale de Kiew et eut pour résultat une nouvelle condamnation à la peine capitale de deux inculpés.

Le maître de police de la ville de Jitomir ayant appris que dans une maison située rue de Pétersbourg, se réunissaient presque journellement des personnages inconnus dans le logement d'un employé démissionnaire, Kretschétowitsch, procéda le 24 avril, dans ledit logement, à une visite domiciliaire, à la suite de laquelle furent arrêtés— le locataire sus-nommé, un individu qui se trouvait sous la surveillance de la police, Cornélius Bagrianowski, un paysan du gouvernement de Minsk, Sébastien Stroganow, et un certain Etienne Tschouïkow. Le paysan Stroganow, serrurier de son métier, fit lors de l'enquête qui suivit ces arrestations, des aveux presque complets, lesquels aidèrent grandement à dévoiler les agissements du nouveau centre terroriste qui s'était formé dans le chef-lieu de la Wolhynie, sous la direction d'un ex-étudiant de l'Institut Technologique, Bassow. Le nombre des affiliés était considérable, car outre les personnages cités, on découvrit la participation à l'activité du nouveau cercle— de Jean Zoubjytzki (pseudonyme — «Sotow»), Alexandre Owtschinnikow, Joseph Biltschanski (pseudonyme «Gorbatschew»), Philippe Dawidenko, Gouzdz (pseudonyme »Fédorow»), de l'apprenti-relieur Gorski (pseudonyme «Platon»), Pierre Galouschko, Arsène Bogouslawski, du lieutenant en retraite, Constantin Kozakiéwitsch, d'un ex-sous-lieutenant Zoundström, et d'autres. Cette association dont l'activité et l'influence s'étendaient sur diverses locali-

tés de la Wolhynie et qui avait des ramifications à Kiew, travaillait en commun à des conspirations hardies. mais lesquelles, indépendamment de la volonté des criminels, n'aboutirent point au but proposé. Le 9 décembre 1878, Zoubjytzki entreprit de dévaliser le convoi de la poste. qui entre Kiew et Jitomir, faisait ce trajet à l'aide de chevaux, par la voie chaussée. Tschouïkow, qui avait servi peu de temps auparavant, dans les bureaux de poste, choisit cette date du 9 décembre, car ce jour-là, un transport de sommes considérables devait avoir lieu. Les malfaiteurs barrèrent l'accès d'un pont, qu'on devait franchir la nuit, avec des cordages et attendirent le moment propice dans un fossé, armés jusqu'aux dents; mais cette barrière s'étant trouvée trop faible, les chevaux rompirent les entraves et le coup manqua. En avril 1879, une tentative sérieuse et étudiée depuis longtemps fut organisée par tout le cercle dans l'intention de piller la nuit la caisse contenant le numéraire d'un régiment d'infanterie cantonné à Jitomir; les sentinelles furent doublées et le projet des malfaiteurs ajourné, après quoi survint l'arrestation des membres du groupe. L'enquête découvrit, en plus, un crime odieux commis par Biltchanski et Gorski, qui, au mois de mars 1879. tuèrent de plusieurs coups de révolver un certain bourgeois. Tarasse Kourilow, qui était un de leurs co-affidés. mais qu'ils soupçonnaient de vouloir les trahir. Dans ce but meurtrier. ils l'attirèrent la nuit sur les bords du Dnièpre. près de Kiew. où il fut assassiné d'une manière cruelle. à bout portant. Ce meurtre n'éveillait aucuns remords chez Biltchanski. qui en racontait les détails en riant et assurait qu'il avait même subi un sentiment de satisfaction en le commettant. En outre, quelques-uns de ces inculpés livrèrent une résis-

stance armée lors de leurs arrestations : Zoubjytzki, ayant été découvert à Jitomir, le 11 décembre 1878, pendant qu'on le menait au dépôt, tira de sa poche un révolver chargé, l'appliqua à la poitrine du sergent de police, Sawtschouk, tira la gâchette, mais le coup rata; Biltschanski, étant conduit à la police de Kiew, le 20 mars 1879, par l'officier de police Tourkotine, sauta à bas de l'équipage, tira un révolver, en menaça l'officier et se mit à fuir en lui lançant une décharge. En visant avec son pistolet ceux qui l'approchaient, il empêcha plusieurs autres personnes de l'arrêter et continua sa fuite. Le sergent de police éwdokimow le frappa de son sabre qui lui glissa des mains, ce que voyant, Biltschanski le ramassa et commença à s'en défendre, jusqu'à ce qu'on parvint à le renverser par terre, après quoi il dut enfin se rendre, Owtschinnikow était accusé, en plus, d'avoir assassiné, en pleine rue, le 26 mars, devant témoins, à Kiew, un certain Baranowski, à l'aide de trois coups de pistolet, pour des motifs de vengeance personnelle. La carrière révolutionnaire des principaux inculpés,—Joseph Biltschanski, Platon Gorski et Alexandre Owstschinnikow, ne présentait rien de particulièrement saillant en dehors du corps de délit du procès actuel. Le premier, fils d'un ex-officier de police, n'était âgé que de 21 ans, serrurier ; le second, bourgeois de Kiew—28 ans, relieur, ne sachant ni lire, ni écrire ; le troisième, d'origine marchande, — 28 ans, récidiviste de droit commun, avait subi déjà quatre condamnations pour vols et escroqueries.

Cette cause fut jugée par la cour martiale d'Odessa du 7 au 14 juillet; pendant le procès, Gorski, Biltschanski et Owtschinnikow tentèrent d'assaillir la force armée,

dans la salle même des séances; la majorité des inculpés se conduisit brutalement et avec arrogance. Le verdict de la cour fut confirmé par le chef de la circonscription militaire, le général aide-de-camp Tschertkow, en suite de quoi, Biltschanski et Gorski furent condamnés à la peine capitale par pendaison; Owtschinnikow, pour lequel la cour martiale décréta la même peine, fut frappé, avec Zoubjytzki, Kozakiéwitsch, Kretschétowitsch, Bagrianowski et Dawidenko de la peine des travaux forcés: le premier—pour 20 ans, le dernier—pour 12, et les autres—pour un temps beaucoup moins grand; quant à Stroganow, il fut entièrement grâcié, eu égard à son repentir sincère et à ses aveux détaillés.

Du 15 au 17 du même mois, fut jugée par la cour martiale de Kiew une nouvelle cause dont le principal inculpé dut subir la peine capitale. Au mois d'avril la police de Kiew avait découvert dans deux maisons, dont l'une située à la rue des Cadets et l'autre dans la ruelle Pokrowskaïa, que trois individus, appartenant à la classe ouvrière et faisant le métier de serruriers, menaient une existence peu réglée, recevaient des visiteurs inconnus, organisaient des conciliabules et s'occupaient à fabriquer des objets qu'ils tenaient en secret. On parvint à s'assurer d'eux, le 6 mai, et lors de leur arrestation, ils produisirent des passeports en règle au nom d'Anissime Fédorow, de Théodore Predtétschenski et de Ladislas Krassowski; mais les documents des deux premiers étaient faux. On trouva dans leur appartement 23 kilogrammes de pyroxiline, des bombes non chargées, une quantité d'outils et d'ingrédients pour fabriquer des engins explosifs, plusieurs faux passeports, des produits

de la presse révolutionnaire et des correspondances évidemment d'un texte conventionnel. Une lettre trouvée chez une socialiste, Marie Nézaboudkine, à Moscou, dévoila l'existence d'un projet de nouveaux attentats à l'aide de bombes et de pyroxiline: cette dernière avait été soustraite d'un dépôt de l'amirauté de Nikolaiéw, et d'après le témoignage des experts, avait une force explosive énorme. Fédorow fut jugé sous ce nom, mais on découvrit plus tard que c'était un certain Israël Gobate (israélite), — un soldat-déserteur du régiment d'infanterie de Zamostz, né en 1845, qu'on recherchait depuis longtemps. Originaire de Wilna et ouvrier de son métier, il avait fait la propagande la plus audacieuse quant aux plans et aux projets, au sein de son régiment, propagande révolutionnaire et athéiste, à la suite de quoi il prit la fuite le 10 septembre 1877 et appartint quelque temps au cercle de Lizogoub. Quant à la personnalité réelle de Predtétschenski-originaire de Podolie, elle ne put être constatée; il était serrurier, avait travaillé dans plusieurs usines de chemins de fer et dans une fabrique à Kiew; à Wilna, il parvint à gagner à la cause révolutionnaire un jeune ouvrier, sujet français, du nom de Doller; en 1879, il revint à Kiew, s'occupa du collage des affiches sur l'attentat contre le général Mézentzow, puis on l'arrêta à Krémentschoug. Enfin, Krassowski, originaire de Varsovie, âgé de 30 ans, avait fonctionné un certain temps comme écrivain aux bureaux de l'amirauté de Nikolaiéw, où il tomba dans les filets des anarchistes, à l'époque de l'activité du cercle local, qui n'était qu'une succursale du foyer de Tchoubarow et autres, à Odessa.

La cour martiale de Kiew condamna Fédorow (Go-

bate) et Krassowski à la peine de mort par pendaison, et Predtétschenski—à 20 ans de travaux forcés. Lors de la confirmation de l'arrêt, le chef de la circonscription militaire, le général aide-de-camp Tschertkow commua la peine de Krassowski en celle des travaux forcés à perpétuité et celle de Predtétschenski—à 12 ans, L'exécution des inculpés des deux procès (celui de Jitomir et de Kiew) eut lieu le même jour, le 18 juillet. Pendant le trajet de la prison à l'endroit du supplice, les condamnés faisant leurs adieux à la foule, déclaraient qu'ils souffraient pour le peuple et demandaient qu'on ne les oubliât point. Gorski et Biltschanski échangèrent quelques mots avec le prêtre et baisèrent la croix. A la dernière minute, Biltchanski jeta le cri de «Vive la république»!

Le série des procès politiques de l'année 1879 n'était point encore épuisée, mais aucun de ceux dont il reste à faire mention, n'eut plus pour résultat de condamnation capitale; les crimes par eux-mêmes étaient moins graves comparativement à que ceux viennent d'être relatés, et les peines infligées aux coupables furent moins grandes.

La cour martiale de Varsovie jugea le procès des socialistes Lïanda et Siéroschewski, en dehors de la grande enquête sur les agissements des anarchistes, qui datait de l'année 1878, et découvrait, peu à peu, un nombre toujours croissant d'affiliés. Siéroschewski Watzlaw, âgé de 19 ans, faisait parti des cercles socialistes de Varsovie et était détenu à la citadelle; mais le 30 juin de l'année 1879, il prit part à des désordres que se permirent les détenus à la suite de la mort de l'un d'eux, Beuth, qui ayant fait une tentative de fuite, fut

tué sur place par la sentinelle. Siéroszewski fit de la résistance quand on voulut se rendre maître de lui et jeta contre les gendarmes une planche du poids de huit livres. Quant à Stanislas Lïanda (israélite), âgé de 24 ans, ex-étudiant de l'Ecole Vétérinaire de Varsovie, il était également membre des cercles socialistes de Varsovie, détenu dans la forteresse, avec Siéroschewski et prit part aux mêmes désordres, en se défendant contre les gendarmes avec un morceau de ferraille du poids de trois livres. Le 10 juin 1879 la cour martiale condamna Lïanda à 12 ans de travaux forcés et Siéroschewski (comme n'ayant pas atteint l'âge de majorité) — à 8 ans. Lors de la confirmation de l'arrêt de la cour par le général-gouverneur de Varsovie, le comte Kotzebue, la peine des deux condamnés fut commuée en exil dans des localités éloignées de la Sibérie.

Le 15 juin, la cour martiale d'Odessa jugea la cause d'un soldat de la réserve, employé dans le corps des pompiers de la ville, Nicolas Mamtschouk (40 ans), pour des propos criminels contre le Chef de l'Etat et le gouvernement, tenus devant de nombreux témoins. Il fut condamné à huit ans de travaux forcés dans les usines du gouvernement.

Cette même cour, examina le 26 juin, la cause de deux inculpés: de l'étudiant de l'université d'Odessa, Georges Minakow (25 ans) et de l'écolier de l'Ecole Technique du chemin de fer, dans la même ville, Alexandre Goworoukhine (20 ans), accusés d'avoir eu l'intention d'attenter à la vie d'un certain Nicolas Geschtowt, qu'ils supposaient être un agent du gouvernement, le 8 février de la même année. Minakow lui fit une blessure avec un poignard, ayant préalablement couvert la tête de la victime avec son manteau et Goworoukhine l'aida dans cette atta-

que: Geschtowt n'eut la vie sauve qu'en ayant trouvé assez de forces pour lutter contre les assaillants. Minakow tomba dans les mains de la police lors de l'enquête Tschoubarow, pendant laquelle on constata qu'il était lié avec un certain relieur Goriaïnow, à Odessa, impliqué dans l'affaire des désordres dans la rue, lors de la condamnation de Kowalski, au mois de juillet 1878. Ces deux socialistes s'occupèrent aussi, en 1878, à organiser, le 6 décembre, un «pronunciamento» sur une place de la ville, en l'honneur de Tschernyschewski, à l'instar de celui qui eut lieu en 1876, à Pétersbourg, sur la place de la cathédrale de Kazan; mais la police déjoua leurs intentions. La cour condamna Minakow à 12 ans et Goworoukhine—à 8 ans de travaux forcés: la peine de ce dernier fut commuée par le chef de la circonscription militaire d'Odessa, le général aide-de-camp Todtleben, eu égard à son âge, en exil en Sibérie.

Le 10 juillet, la cour martiale de Kiew jugea un socialiste, Florian Bogdanowitsch, pour propagande en grand de produits de la presse révolutionnaire. Il était sujet autrichien, âgé de 28 ans, catholique, élève de l'Ecole Polytechnique de Zurich, où il se lia avec les émigrés révolutionnaires russes. En 1876, il organisa un transport immense de produits prohibés de la presse étrangère, fut arrêté le 31 août 1876, puis relâché sous caution pécuniaire en 1878, après quoi il entra dans le cercle des anarchistes les plus sérieux à Kiew. Une explosion qui eut lieu, en 1879, dans sa chambre, attira sur lui de nouveau l'attention de la police. Il fut condamné à six ans de travaux forcés, mais lors de la confirmation de l'arrêt, cette peine fut diminuée à quatre ans.

Dans le nombre des délits et des procès qui furent

soumis à la compétence des cours martiales, survint la cause d'un certain Nicanore Kryjanowski, qui se distingua tant par les faits exceptionnels du corps de délit, que par la magnanimité du jugement final, qui clôtura le procès. Dans la nuit du 24 au 25 juin, le convoi de la poste qui avait quitté la veille au soir la ville de gouvernement Kaménetz-Podolsk et se dirigeait vers la station du chemin de fer—«Proskourow», fut assailli et dévalisé, entre le second et le troisième relai. Les valises postales renfermaient ce jour-là la somme de 8.916 roubles; on les trouva éventrées et les sommes enlevées; le postillon Polikhowski et le courrier Dobrowolski étaient blessés: le premier d'une manière si sérieuse qu'il expira le lendemain matin. Le fait meurtrier eut lieu d'une manière très primitive: au commencement du trajet, aux environs de la ville, un jeune homme inconnu qui longeait la grande route, pria le postillon de lui permettre de prendre place dans la voiture de poste pour lui faciliter son trajet à pied. Le postillon consentit malgré les remontrances de Dobrowolski; mais passé le second relai, l'inconnu tira subitement contre le courrier et le postillon cinq coups de révolver qui les jetèrent à terre, après quoi il fut facile au malfaiteur de piller les valises.

Le meurtrier tomba très vite dans les mains de la justice, car il fut arrêté le 26 juin, à Kaménetz-Podolsk, pendant une ronde que faisait la police, à laquelle le personnage en question parut suspect, vu qu'il portait un colis à la main. Il tira à bout portant un coup de feu contre le sergent de ville, Timoschtenko, qu'il blessa et se mit à fuir vers un des rochers, sur lesquels est bâtie la ville, mais fut arrêté par des soldats de la gar-

nison, malgré un coup de feu qu'il tira contre l'un d'eux, qui portait le nom de Schwetz. Le personnage arrêté avoua qu'il s'appelait Kryjanowski, mais refusa d'indiquer son logement, qui fut, cependant, découvert le même jour. Sur le chemin qu'il venait de parcourir, on trouva une serviette qu'il avait fait tomber, contenant 2,620 roubles.

Dans la maison Mingaléwitsch, où logeait Kryjanowski, on mit la main sur les instruments et les appareils d'une imprimerie en fonctions; on trouva aussi, enfouis dans la terre, dans le jardin et la cour de cette maison et même en dehors de son enceinte, des proclamations, dont quelques-unes portaient l'estampile de «l'Imprimerie libre de Podolie», adressées «A la société russe». Les caractères typographiques avaient appartenu à l'imprimerie officielle du gouvernement, à Kaménetz, et avaient été soustraits, peu à peu, par petites quantités. L'enquête constata qu'en qualité d'affiliés de ces agissements figuraient des personnages appartenant à la classe cléricale,—un fils de prêtre, Eutrope Kozatschkowski et deux ex-élèves du séminaire de Kaménetz—Dionyse Stopniéwitsch et Jean Tourowitsch, ainsi qu'un ci-devant écolier du gymnase local, Marcel Schpirkane (israélite), Nicolas Wolianski, l'employé Hilarion Orlowski et les ouvriers-menusiers—Joseph Goulazi et Michel Nowitzki. L'idée du pillage d'un convoi de poste avait surgi dans ce cercle socialiste depuis longtemps et dans ce but, Kryjanowski fit des démarches pour entrer au service de la poste, à Kaménetz, en qualité de courrier. Schpirkane était aussi un membre très actif de cette association; il parvint à établir une véritable imprimerie révolutionnaire dans la maison Mingaléwitsch, enfouie dans les rochers qui avoisinent la ville, s'occupait en

outre de la distribution des opuscules révolutionnaires, et collectionnait les fonds nécessaires pour l'organisation de l'imprimerie parmi les élèves du gymnase.

Kryjanowski assurait avoir formé à lui seul et exécuté le plan du pillage du convoi de la poste; mais quant à sa participation à d'autres agissements socialistes, ce dont les témoins à charge et même ses co-affidés déposaient contre lui, il se tint, pendant l'enquête, dans un système de dénégation complète. Il n'était âgé que de 20 ans, n'ayant, par conséquent, point atteint encore l'âge de majorité, fils d'un prêtre du gouvernement de Podolie, exclu du séminaire ecclésiastique de Kaménetz pour des actes d'insubordination. Telle ne fut point du reste son attitude lors du jugement de son procès, du 16 au 20 octobre: car lui et les principaux inculpés firent preuve d'un repentir sincère, implorèrent la cour de ne pas les juger trop sévèrement, vu qu'ils s'étaient laissé emporter à des actes criminels, entraînés par les passions de leur âge, et se conduisirent pendant le jugement d'une manière parfaitement correcte vis-à-vis des autorités; en général, leur tenue, leur maintien et leurs discours n'avaient rien de commun avec la conduite cynique et grossière des inculpés dans la série des procès politiques jugés quelques mois auparavant par la même cour martiale de Kiew. En outre, les agissements du cercle de Kryjanowski ne portaient point un caractère politique très accentué; on trouva possible même d'ajouter foi aux assertions du principal inculpé, qu'il ne se décida au crime, que poussé par la misère et une position sans issue. Le 10 octobre, la cour prononça un verdict condamnant Kryjanowski à la peine capitale par pendaison. Schpirkane et Koza-

tschkowski — aux travaux forcés dans les forteresses pour 10 ans, Tourowitsch — pour 6 ans, Wolianski et Stopniéwitsch, comme n'ayant pas atteint l'âge de majorité—pour 4 ans; les autres inculpés—à des peines moindres. Le 23 octobre, en confirmant ce verdict, le chef de la circonscription militaire de Kiew, le général aide-de-camp Tschertkow commua ces peines, vu le repentir sincère des accusés, en condamnant Kryjanowski—à 20 ans de travaux forcés, Schpirkane et Tourowitsch — pour 6 ans dans les usines du gouvernement, Kozatschkowski—pour 10 ans, dans des forteresses; les autres—à une détention de 4 mois à 7 jours.

Le 20 octobre, la cour martiale de Kiew jugea le procès d'un ouvrier, Basile Tataritschenko, âgé de 24 ans, originaire du gouvernement de Minsk, accusé d'une propagande active parmi les ouvriers du moulin à vapeur de Brodski, à Kiew: il enseignait à ses auditeurs de cesser de payer les impôts et les persuadait de la nécessité de tuer les gendarmes. Il fut condamné aux travaux forcés dans les usines, mais lors de la confirmation de l'arrêt, cette peine fut commuée par le chef de la circonscription militaire de Kiew, le général aide-de-camp Tschertkow, en exil pour la Sibérie, au gouvernement de Tobolsk.

Le 20 décembre, la cour martiale d'Odessa jugea la cause d'un étudiant André Olekhnowitsch, qui lors de l'exécution de Malinka et de ses confrères, vociféra des paroles incendiaires devant la foule; il fut condamné à la privation de certains droits et à l'exil au gouvernement d'Irkoutsk, en Sibérie.

Outre la longue suite de ces procès, soumis, au sens de la loi du 5 avril 1879, à la juridiction des cours martiales spéciales, les cours d'appel de Harkow et de Kiew examinèrent et promulguèrent des arrêts dans des causes politiques antérieures, qui devaient être jugées d'après les anciens réglements en vigueur sur la juridiction des procès socialistes.

Le 30 avril, la cour d'appel de Harkow examina la cause du proprétaire de la province du Don, Basile Zoubrilow (âgé de 32 ans), et de l'écrivain d'une commune rurale dans la même province, Pierre Mozgowoï. Il s'agissait d'une propagande très active et qui avait lieu dans des circonstances particulièrement favorables, dans la province du Don. Les grands steppes qui la composent, rendaient très difficile la surveillance administrative dans cette localité; en outre, Zoubrilow (âgé de 28 ans) possédait des moyens de fortune et était lui-même propriétaire foncier près de la bourgade («stanitza») d'Ourioupino. Il étudia dans un gymnase à Woronège, après quoi passa à l'Académie rurale de Pétrowskoïé, près de Moscou, mais depuis 1876, s'établit à la campagne, où il créa un cercle propagandiste parmi le peuple (portant le titre «Les Nôtres»), à l'aide de brochures et de maîtres d'écoles qu'il attirait dans les villages, d'après son choix. Zoubrilow correspondait librement avec les socialistes les plus influents: or de ce temps, la province du Don entrait dans le réseau de l'influence du cercle des «bountari» d'Ossinski, à Kiew. Mozgowoï (âgé de 28 ans), fils d'un employé, étudia dans un gymnase de Nowotscherkask et à l'Institut Vétérinaire de Harkow, après quoi, il se fit simple écrivain de village dans une commune voisine de la campagne de Zoubrilow,

entra dans le cercle de ce dernier et s'occupa de propagande directe parmi les paysans et les cosaques, de 1874 à 1876; arrêté et détenu d'abord à Pétersbourg, il se permit des actes de rébellion lors de sa claustration dans la prison préventive. Le 30 avril 1879, ces deux agitateurs furent jugés à Harkow et condamnés à la même peine—à quatre ans de travaux forcés dans les usines du gouvernement.

L'affaire des agissements des cercles du Sud dans le but de révolutionner les communes rurales du district de Tschiguirine au gouvernement de Kiew, dont il a été maintes fois fait mention et qui datait encore de 1877, parvint à être jugée, du 8 au 10 juin, par la chambre d'appel de la circonscription judiciaire de Kiew. Une quantité considérable de paysans, plus de 1.000 individus, tombèrent dans les mains des anarchistes du Sud et environ 900 furent tout d'abord englobés dans l'enquête; mais on se persuada facilement, que la grande majorité de ces cultivateurs tranquilles et conservateurs par principe ne pouvait être considérée comme des malfaiteurs, vu qu'ils étaient plutôt les victimes des subterfuges, des mensonges, et des promesses de la part de Stéfanowitsch (portant parmi les paysans le pseudonyme de «Dmitro Naïda), Deutsch (sous le pseudonyme de «Saschka»), Bokhanowski (sous le pseudonyme de «Sawka») et de leurs adhérents. Ces meneurs ne parvinrent à former parmi les laboureurs paisibles de sept circonscriptions rurales du district de Tschiguirine, leurs «Cohortes Secrètes» de 200 à 300 individus, qu'en ayant eu l'audace de persuader aux paysans qu'ils agissaient au nom de l'Empereur et en qualité de ses délégués directs; ils dotèrent même les communes révolution-

nées de statuts rédigés par la plume de Stéfanowitsch, lesquels avaient été soi-disant sanctionnés par les plus hautes autorités. En vertu d'un ordre suprême, la grande majorité de cette masse d'inculpés ne subit que des peines administratives très légères, et ce n'est que 50 personnes qui furent poursuivies par le Parquet de Kiew et soumises à un jugement, entre autres: les sous-officiers en retraite—Oleïnik, Piskowoï, Dawidenko, Wdowenko, Protzenko, Khomenko, les paysans Proudski, Ténénik, Goudz, Deinegg et 37 autres cultivateurs. L'arrêt de la cour les condamna à une réclusion dans les cadres disciplinaires des malfaiteurs astreints au travail pour différents termes, selon le degré de culpabilité de chacun,—depuis deux ans et neuf mois jusqu'à un an et sept mois.

Quant aux principaux criminels de cette fameuse cause, il a été relaté à sa place, la manière dont ils s'évadèrent, à l'aide de leurs coaffidés, de la prison de Kiew. Leur carrière révolutionnaire avait été pleine d'activité; ils étaient en outre soupçonnés d'avoir tué l'agent Tawléïéw en 1876; Deutsch tira des coups de feu contre l'officier des gendarmes baron de Heyking, au moment où ce dernier allait l'arrêter dans la maison Polétika, à Kiew; ils participèrent à tous les agissements des anarchistes les plus acharnés, dont le foyer était solidement établi dans le Sud; mais ayant pris la fuite, ils ne purent être jugés par contumace, malgré la masse de dépositions à charge et une quantité importante de documents. L'examen de leur culpabilité fut donc éventuellement remise par la chambre d'appel jusqu'à ce que la capture des trois criminels ait eu réellement lieu.

Comme ramification du procès de Tschiguirine, la cour

d'appel de Kiew jugea, du 7 au 9 juillet, une nouvelle cause des socialistes — Wladimir Malawski, de la femme Julie Krïoukowskaïa et d'autres (en tout de 12 inculpés). Malawski, âgé de 29 ans, était fils d'un conseiller d'état, fit ses études au gymnase de Kaménetz-Podolsk, puis entra à l'université de Kiew qu'il quitta pour cause de santé et s'occupa à donner des leçons. Depuis l'année 1874, il fut soupçonné de faire de la propagande et en 1877, lors de l'enquête sur l'affaire de Tschiguirine, d'avoir participé à la confection de faux télégrammes, parus soi-disant dans le «Moniteur Officiel», et de leur affichage dans les rues de Kiew, de même que d'avoir été dans des relations suivies avec les auteurs des troubles de Tschiguirine et d'avoir même participé au tirage des brochures confectionnées par Stéfanowitsch — «La Charte secrète», «Les Statuts des cohortes secrètes» et le «Cérémonial «de la prestation du saint-serment» (on trouva chez lui des caractères typographiques, des révolvers, les libelles sus-nommés, etc.). La femme Krïoukowskaïa (âgée de 29 ans), d'une famille de noblesse du gouvernement de Tschernigow, attira sur elle les soupçons de la police pour avoir facilité à une socialiste russe qui habitait Paris, Anne Makaréwitsch, de s'emparer d'un passeport étranger au nom d'Alexandrine Kossatsch (incident de l'enquête sur le cercle socialiste d'Elizawetgrad); mais vu le manque de preuves, on la relâcha en 1878. Entre temps, on acquit la certitude de ses relations avec Dawidenko (qui subit la peine capitale dans le procès de Tschoubarow), et que conjointement avec ce dernier, elle s'occupa, après l'arrestation de Stéfanowitsch, de brûler dans son logement tous les papiers et les imprimés qui s'y trouvaient et qui pou-

vaient servir de preuves irréfutables de la culpabilité de ce dernier: quand survint la police, elle ne trouva qu'un tas de cendres.

Malawski fut définitivement condamné lors de la révision du dossier de la Chambre d'appel par le Sénat, le 6 mai 1880, à 28 ans de travaux forcés, et la femme Krïoukowskaïa, lors de la confirmation de l'arrêt du Sénat, le 17 janvier 1881,—à 13 ans, dans les usines du gouvernement.

Comme clôture de la longue série des procès politiques de 1879 (en tout 22, avec 174 inculpés), il faut encore mentionner l'affaire de Kandyba, de Loutschynski et de l'ouvrier Kobysch, accusés de colportage de libelles révolutionnaires, qui fut jugée par la Chambre d'appel de Kiew, au mois de juillet de la même année.

A mesure que le nombre des enquêtes et des perquisitions augmentait grâce à une extension progressive du grand mouvement socialiste, le contingent des détenus, soit par mesure préventive, soit pour purger des peines infligées par des verdicts judiciaires, augmentait d'une manière considérable et créait aux pouvoirs administratifs la lourde charge de vaquer, pendant de longues années, au maintien d'un personnel aussi nombreux en état d'arrestation, sur l'immense territoire de l'Empire. Un grand nombre d'inculpés et de socialistes, en subissant un exil, étaient en même temps soumis à la «surveillance», occulte ou latente, de la police; leur exil avait souvent lieu dans des localités où les moyens de contrôle et les cadres des agents de la police étaient très insuffi-

sants. Si l'on prend, en outre, en considération la hardiesse inouïe de la jeunesse socialiste, les tendances à se délivrer de toute contrainte que ressentent ordinairement les détenus, de même que la facilité, dans certains cas et certaines localités, de réaliser ce but si cher, on conçoit facilement le nombre des tentatives auxquelles les socialistes inculpés et condamnés eurent recours, les cas assez fréquents d'indiscipline qu'ils fomentèrent dans les prisons, et même le nombre considérable de fuites et d'évasions qui leur réussirent. Un exilé dans les vastes régions de la Sibérie ou d'un gouvernement moins éloigné, mais très pauvrement peuplé (Perm, Wïatka, Arkhangel, Wologda), non seulement avait parfois certaines facilités à se soustraire au joug administratif, mais la réussite de chaque évasion électrisait et fanatisait le fuyard et même ses co-affidés. Rentré dans son cercle socialiste, il y apparaissait entouré d'une auréole de gloire et d'héroïsme ; son nom devenait parfois célèbre et populaire ; il était dans toutes les bouches, surtout quand l'exploit qu'il venait d'exécuter, était hardi, inattendu, parfois même inouï. Outre que le fuyard venait renforcer les rangs des révoltés, il se fanatisait lui-même par la consciense de son audacieuse entreprise ; car les faits à l'appui prouvent que plusieurs socialistes modérés devinrent des anarchistes très sérieux après une évasion réussie : l'amour propre, le désir de faire parler de soi, de passer aux yeux des siens pour un héros ou un martyr, étaient, en général, les principaux mobiles dans les agissements des révoltés. Ces évasions et ces fuites créaient aussi une impunité latente, annihilaient l'action de la justice et de la loi.

Les inculpés et les condamnés dans toutes les varié-

tés des enquêtes et des procès politiques se divisaient en deux catégories principales: a) ceux qui subissaient une incarcération dans une enceinte murée ou fortifiée, et b) ceux qui jouissaient d'une liberté relative (simple exil. surveillance de la police, occulte ou latente. caution personnelle ou pécuniaire, etc.). Le nombre des évasions des détenus de cette dernière catégorie atteignit, en 1879, le chiffre d'environ 50 cas. Quelques données sommaires sur les personnalités en question caractérisent la hardiesse qui dénotait l'activité des socialistes à l'époque du régime terroriste. Durant l'année 1879, il n'y eut point de fuites hors des murs d'une enceinte fortifiée ou d'une prison quelconque; par contre, vu la quantité de personnes arrêtées, détenues, inculpées, exilées et mises sous la surveillance de la police, des évasions dans des conditions plus simples eurent lieu à maintes reprises.

Au nombre des socialistes astreints à la surveillance de la police qui prirent la fuite pour éviter les perquisitions, les réquisitoires, les responsabilités avec toutes leurs suites, ou se dérobèrent dès qu'une investigation qui les concernait commençait son activité, on pourrait citer:

Aïtow, David (mahométan, 27 ans), qui fut impliqué dans une enquête de propagande dans l'Est de la Russie; il quitta secrètement la ville d'Orenbourg, qui lui était désignée comme domicile légal, émigra à l'étranger, et habita plus tard Paris, en 1881.

Bassow, Jean (environ 34 ans), ex-élève de l'Institut technologique et chef du cercle socialiste de Jitomir, parvint à se soustraire à l'activité de la police lors de l'enquête sur le foyer révolutionnaire de Wolhynie et se rendit à l'étranger, où il résida, en Roumanie et à Paris.

Boulatow, André, originaire de la Bessarabie, avait pris part aux agissements du cercle de Kischinew, qui s'occupait, entre autres, d'afficher sur les murs de la ville de faux télégrammes soi-disant publiés par le «Moniteur «Officiel»; il passa la frontière et se réfugia en Roumanie.

Ditscheskoulo, Léonide (32 ans), avait fait partie du groupe des terroristes de Kiew lors de son arrestation dans les maisons Slawoutinski et Kossïarowski, le 11 févriér, et prit part à la mêlée, mais parvint à se réfugier en Roumanie.

Fouchs, Isaïe (26 ans), bourgeois, avait fait partie du cercle de Kischinew qui s'occupait à coller des proclamations et de les adresser aux notabilités de la ville par la petite poste; il parvint à prendre la fuite et à se soustraire à l'enquête.

Helfmann (ou Holtermann), Hessy (24 ans), bourgeoise de la ville de Mozyr (au gouvernement de Minsk), sage-femme diplômée, future régicide, étant astreinte à habiter la ville de Staraïa-Roussa, au gouvernement de Nowgorod, après avoir purgé une condamnation à 2 ans de réclusion dans une prison de St-Pétersbourg, s'enfuit, le 11 septembre, du lieu de son exil et rentra dans le mouvement révolutionnaire des cercles anarchistes les plus sérieux.

Iablonski, socialiste polonais, compositeur d'imprimerie, étant requis pour l'enquête à laquelle on procédait à Varsovie, s'enfuit à Cracovie, où il fut arrêté et jugé par les tribunaux autrichiens, après quoi on l'expulsa du territoire d'Autriche-Hongrie; il habita plus tard Genève et Paris.

Krassnïouk, Victor (29 ans), faisait partie d'un cercle

de Kischinew et prit la fuite au commencement de l'enquête, en juin, puis passa en Roumanie.

Lwow, Salomon (21 ans), israélite, prit la fuite de la ville d'Olonetz, où il était relégué et habita plus tard Paris.

Lïoubatowitsch, Olga (26 ans), anarchiste renommée, n'était pas à son premier essai de fuite. Elle entra dans les cercles socialistes en 1871, à l'âge de 16 ans, habita Zurich, revint en Russie et essaya de faire de la propagande; en 1873, s'enfuit à l'étranger, revint l'année suivante, fut arrêtée et détenue pendant un temps dans des prisons, à Moscou et Tschernigow, après quoi se livra à une activité très grande lors de la propagande de 1874 à 1876. Le Sénat la condamna, en 1877, à 9 ans de travaux forcés, mais cette peine fut commuée en exil à Ialoutorowsk, en Sibérie, au gouvernement de Tobolsk, où une condamnation nouvelle pour insubordination brutale fut prononcée contre elle, le 30 décembre 1878, par le tribunal de Tobolsk; mais elle ne subit point sa nouvelle peine, s'étant enfuie le 22 juillet. En décembre de la même année, elle était déjà en Suisse; mais l'année suivante elle revint en Russie, et en novembre 1879, habitait même St-Pétersbourg avec l'anarchiste Nicolas Morozow (qui venait de participer à l'attentat du 19 novembre, à Moscou), sous le pseudonyme des époux «Khitrowo». Ils parvinrent à fuir et à se rendre en Suisse.

Morozow, Nicolas, dont la fuite avec Olga Lïoubatowitsch vient d'être citée, habita, en 1880, Paris, et en janvier 1881, fut arrêté près de la frontière du royaume de Pologne, au gouvernement de Souwalki, sous le nom de «Pierre Laquière».

Schpolïanski, Israël (22 ans), israélite, était un de complices de Nicanore Kryjanowski (dont le procès a étés relaté plus haut), prit la fuite au debut de l'enquête, habita la Galicie, puis Paris; en 1885, il finit les cours de médecine à la Faculté de Paris et reçut un diplôme de docteur.

Serpinski, Wladimir, israélite des provinces polonaises, fut impliqué dans l'affaire de l'assassinat de Reinstein à Moscou, gagna la frontière avec un passeport anglais et habita la Bavière et la Suisse.

Tscherniawskaïa, Halina (25 ans), qui a été mentionnée dans son temps comme co-habitant avec Aïzyk Arontschik, à Moscou, lors de l'attentat du 19 novembre (sous le nom des époux «Silantïew»), après avoir organisé un logement de recel pour les auteurs du crime, avait été recherchée d'abord dans l'affaire du cercle de Tschoubarow, à Odessa. Elle parvint à prendre la fuite et se mettre à l'abri des poursuites, passa à l'étranger et habita la Suisse.

Wolkow, Théodore (34 ans), ex-employé à Kiew, devant subir un exil par voie administrative au gouvernement de Wïatka, prit la fuite, passa en Roumanie et en Galicie (où il aida l'anarchiste-émigré Dragomanow à organiser une imprimerie révolutionnaire) et plus tard habita la Suisse.

Ziélinski, Joseph (22 ans), était membre du cercle anarchiste de Kiew (Brandtner, Swiridenko et autres) et parvint à se soustraire à l'enquête en prenant la fuite; il passa la frontière et habita la France et la Suisse.

Dans la catégorie des inculpés qui réussirent à fuir pendant le trajet qu'ils faisaient sous escorte vers le lieu de leur exil ou des travaux forcés, figurèrent: Débogori-Mokriéwitsch avec Orlow Paul et Izbitzki Ladislas,

dont l'évasion de Sibérie a été déjà mentionnée à sa place. En dehors d'eux, on pourrait citer:

Orlow, Alexandre (31 ans), bourgeois de Simbirsk, avait été relégué, pour agissements de propagande, à la ville de Kholmogory, au gouvernement d'Arkhangel. De concert avec Gratschewski (dont il sera fait mention plus tard), il s'enfuit, le 22 août, mais fut attrapé à 50 kilomètres de là; après quoi, selon le réglement en vigueur, on l'expédia, par Moscou, aux confins de la Sibérie, à Iakoutsk. Etant en chemin de fer, entre Iaroslaw et Moscou, il profita de l'assoupissement de ses gardes, parvint à sortir par la fenêtre du wagon, étant de taille mince et d'une haute stature, et toucha terre d'une manière si adroite, qu'il ne fit pas la moindre chute, ne reçut pas la plus légère lésion et continua son chemin à pied. Il gagna l'étranger et, en 1881, habita Paris, travaillant dans les usines de l'éclairage électrique de Iablotschkow.

Zack (27 ans), exilé à Iénisséïsk, en Sibérie, par voie administrative, pour propagande, parvint à s'enfuir lors du trajet, mais fut bientôt rattrapé.

Au nombre des fuites entreprises des localités assignées aux inculpés ou aux condamnés comme lieu d'exil ou d'habitation, par voie judiciaire ou administrative, on pourrait citer les évasions de:

Emélïanow, Nicolas, relégué à Iéniséïsk en Sibérie, par voie administrative, qui prit la fuite en novembre, avec Nicolas Wischnéwetzki, mais fut rattrapé le 18 juillet 1880, dans la ville de Kolywane, au gouvernement de Tomsk.

Gratschewski, Michel (29 ans), après une très grande activité lors de la propagande des années 1874—1877, ayant

subi une longue détention préventive, fut relégué à Pinégua, au gouvernement d'Arkhangel, après le procès de Kowalski, à Odessa. De concert avec Alexandre Orlow, il prit la fuite de ce lieu, en août 1879, et s'exposa à une quantité de périls avant de parvenir à Arkhangel; de là il gagna Moscou par Wologda.

Iwanowa, Sophie (20 ans), après avoir figuré dans les agissements de propagande et l'organisation du «pronunciamento» sur la place de la cathédrale de Kazan, en 1876, fut reléguée dans la ville de Kem, au gouvernement d'Arkhangel, d'où elle parvint à prendre la fuite le 22 mars.

Katz, Markus (24 ans), membre du cercle révolutionnaire de Harkow, et Préféranski, Nicolas (26 ans), ayant fait de la propagande, furent rélégués au gouvernement d'Arkhangel, dans la ville de Mézén, d'où ils s'enfuirent, le 24 juillet, sur un vaisseau norvégien qui les transporta à Wadsö; le gouvernement suédois ne les livra pas, en arguant qu'ils n'étaient point sous l'inculpation d'un crime de droit commun. Ils parvinrent à Paris où ils trouvèrent Hartmann, et leurs entrevues donnèrent la possibilité de découvrir la présence de ce dernier en France et d'attirer sur lui l'attention de la police.

Schterbina, Pierre (29 ans), fut relégué pour propagande, par voie administrative, en 1878, à Pinégua, au gouvernement d'Arkhangel, d'où il prit la fuite le 22 mars.

Wischniéwetzki, Nicolas (26 ans), ayant été exilé à Iénisséïsk, en vertu d'un verdict du Sénat, promulgué en 1878, prit la fuite de ce lieu avec Eméliànow (mentionné plus haut), en novembre 1879; l'année suivante, il fut rattrapé à Kolywan, au gouvernement de Tomsk.

Comme évasion réelle d'un détenu proprement dit, on ne peut citer que le cas de l'enseigne Alexis Fomine, qui s'évada du corps-de-garde à Wilna, le 19 septembre 1879. Il avait été arrêté pour tentative de propagande parmi la troupe.

Le détenu socialiste polonais, Joseph Beuth (17 ans), à Varsovie, incarcéré à la citadelle, ayant entrepris de faire une tentative de fuite et n'écoutant pas les ordres de la sentinelle, provoqua, le 30 juin, la nécessité d'agir selon la stricte ordonnance de la loi: la sentinelle dut faire feu, et Beuth fut mortellement atteint. Comme un fait des plus inouis, comme un acte de désespoir qui caractérisait le degré de fanatisme dont les adeptes de la révolution étaient capables, on peut citer le cas qui eut lieu dans la prison d'Odessa, où un jeune détenu, Nicolas Somow (21 ans), un gentilhomme du gouvernement de Koursk, qui se refusait obstinément à faire des dépositions sur sa personne, eut recours à un suicide à l'aide du feu, en allumant ses couvertures, le 27 juillet; il se fit des brûlures si terribles qu'il succomba bientôt à leurs suites.

En vue des difficultés de maintenir en état d'arrestation les inculpés et détenus en matière de délits politiques, le gouvernement élaborait depuis longtemps les mesures nécessaires à cet effet. Plusieurs réformes furent accomplies, les sévérités et la surveillance augmentées; plusieurs projets furent en outre mis sur papier; on vint à l'idée d'un internement des socialistes dans des localités spéciales, dans le but de former des colonies à part

pour les personnes condamnées à l'exil et celles qui ne devaient pas être détenues dans des enceintes murées ou fortifiées. Les réformes dans ce domaine étaient mises à l'étude, pendant que l'attention du Pouvoir fut principalement dirigée vers des questions encore plus sérieuses et plus vastes, vers les mesures générales à prendre dans la lutte contre l'anarchisme et le terrorisme, pour relever l'action et la puissance de la force administrative, tout en ne lésant et n'amoindrissant point, même dans les proportions les plus minimes, partiellement ou pour un court délai seulement, l'action des réformes et des institutions libérales que le Pouvoir octroyait à la nation depuis plus de vingt ans. Ce dualisme rendait la tâche du gouvernement particulièrement difficile: ce dernier ne voulait recourir à rien qui pût rappeler l'idée d'une «réaction»; néanmoins, il fallait sévir, avoir recours à des mesures exlusives, quoique temporaires, dont quelques-unes avaient déjà été promulguées l'année précédente.

L'attentat contre l'auguste personne de Sa Majesté l'Empereur, qui eut lieu le 2 avril, décida la gouvernement à la promulgation d'une loi qui créa la nomination temporaire de trois nouveaux chefs administratifs. Le 5 avril, le Souverain adressa au Sénat-Dirigeant un oukase qui débutait par des considérants péremptoires sur l'état des choses: «Les événements de ces derniers temps», disait cet acte, «prouvent à l'évidence qu'il existe en Rus-«sie une bande de gens mal intentionnés, sinon nombreuse, «du moins opiniâtre dans ses erreurs criminelles, cherchant «à saper toutes les bases du gouvernement et de la so-«ciété. Ne se bornant pas à propager par des proclama-«tions imprimées, qu'ils envoient secrètement, les théories

«les plus subversives qui tendent au renversement des «dogmes de la religion, de la famille et des droits de la «propriété, ces scélérats ont attenté à plusieurs reprises «à la vie de hauts fonctionnaires de l'Empire et d'autres «personnes investies de l'autorité gouvernementale. Cette «série de méfaits à été couronnée par une tentative cri-«minelle de régicide. Ces crimes et l'absence de tout re-«pentir de ceux de ces scélérats qui ont été découverts «jusqu'à présent, ont appelé Notre attention sur la né-«cessité d'avoir recours à des mesures extraordinaires «provisoires, tendant au châtiment exemplaire des coupa-«bles, ainsi qu'à revêtir les personnes investies de l'au-«torité gouvernementale de droits spéciaux, en vue de la «préservation de l'ordre public». Dans ce but trois nouveaux généraux-gouverneurs temporaires furent créés— à St-Pétersbourg, à Harkow et à Odessa, investis de droits extraordinaires; les mêmes droits furent octroyés aux trois généraux-gouverneurs qui fonctionnaient déjà (ceux de Moscou, de Kiew et de Varsovie). Les provinces de ces chefs-lieux furent soumises à ces nouveaux dignitaires, y compris toutes les administrations civiles, dans la mesure, où, au terme des réglements militaires en temps de guerre, les provinces et les territoires déclarés en état de siège sont soumis au commandant en chef, pour tout ce qui concerne l'ordre et la tranquillité publique; il en était de même pour les écoles et les établissements d'éducation de tout genre. Il fut dévolu, en outre, aux généraux-gouverneurs le droit de faire transporter, par voie administrative, hors des territoires qu'on leur soumettait, toutes les personnes dont le séjour leur parut nuisible; de mettre en état d'arrestation, sur leur initiative directe, toute personne contre laquelle ils

jugeraient nécessaire de prendre cette mesure sans distinction de rang et de position sociale, et de suspendre ou de supprimer tout recueil périodique ou journal dont les tendances seraient reconnues nuisibles. En qualité de nouveaux gouverneurs furent nommés: à St-Pétersbourg—le général aide-de-camp Gourko, qui s'était vaillamment distingué pendant la dernière guerre; à Odessa—le général aide-de-camp comte Todtleben, et à Harkow—le général aide-de-camp comte Loris-Mélikow, le vainqueur de Kars. Le territoire sur lequel s'étendait provisoirement le pouvoir de ces nouvelles charges administratives fut bientôt élargi, car on soumit à leur juridiction quelques gouvernements voisins et l'on étendit le rayon de l'activité des chefs sur le domaine territorial de chacune des circonscriptions militaires. Le 8 avril, fut promulgué un Réglement détaillé, émanant du ministre de la guerre, sur les mesures à prendre pour simplifier et accélérer la procédure des cours militaires pour les crimes contre l'Etat ou l'administration; et le 19 avril, parut un ordre suprême sur une procédure judiciaire plus sommaire pour les causes soumises aux cours martiales, quand les inculpés n'appartenaient point à la classe militaire. Les nouveaux dignitaires eurent même le droit de faire des présentations aux ministères relativement au droit de soustraire certains genres de délits criminels (d'après les besoins urgents du moment) au domaine judiciaire et de les comprendre dans les limites du pouvoir administratif. L'activité permanente de la puissance exécutive était garantie par le droit des gouverneurs-généraux d'édicter des dispositions ou des «ordonnances obligatoires» relativement au vaste domaine des mesures qu'il y avait, de ce temps, à

prendre pour la sécurité publique et pour le succès de la lutte contre les révoltés. Ces ordonnances (dont il fut en tout publié environ de 50 à 60) étaient souvent pénibles à exécuter et signalaient un état anormal de la vie commune, mais le mal ne pouvait plus être combattu par des remèdes anodins. Du reste, toute l'activité de ces puissants chefs administratifs et des pouvoirs qu'on leur remit en main, n'influèrent que bien peu sur le succès de la lutte; le mouvement anarchiste et terroriste continuait à gagner de plus en plus du terrain, malgré la quantité de socialistes, jugés sévèrement, en 1879, par les cours martiales. La nécessité des mesures de défense se faisait sentir de plus en plus; c'est pouquoi, les cas si fréquents de collisions entre les agents de la police et les malfaiteurs-socialistes portèrent le gouvernement, après les arrestations qui eurent lieu à Kiew, à la nécessité de munir tous les représentants de la police d'armes à feu, et le 10 octobre, parut un «Réglement» sur la manière et les cas où ces employés avaient le droit de recourir à une défense armée.

Les bruits que les malfaiteurs propageaient parmi la classe rurale sur une nouvelle dotation prochaine de terres, sur un nouveau «repartage noir» du sol parmi les paysans-cultivateurs, furent, dans plusieurs localités, la cause de troubles et de désordres au fond des provinces; ils se firent sentir même dans les provinces de Pologne. Une circulaire du 16 juin, du Ministre de l'intérieur, le conseiller privé Makow, déclarait, en vertu d'un ordre suprême, que tous ces bruits sur une nouvelle dotation de terre et de «repartage», étaient faux et mensongers.

Néanmoins, malgré le mouvement et le développement du socialisme, il existait un fait: on maintenait encore

une complaisance, qui datait depuis longtemps; elle avait une certaine influence, jouait presqu'un rôle d'encouragement dans le développement du parti et de la hardiesse des révoltés, lesquels avant tout travaillaient à leur propre glorification, à la possibilité de faire parler d'eux, en Russie et en Europe. Il s'agit de la large publicité qu'on octroyait jusque-là à tous les procès politiques, qui s'imprimaient d'abord d'après des comptes-rendus de sténographes privés, avec tous les détails des discours et des théories subversives des accusés et de leurs avocats. Cette procédure servait de moyen indirect pour populariser les principes échevelés des accusés, pour ainsi dire, aux frais, aux dépens et par l'entremise du gouvernement, qui publiait les débats de ces procès dans les journaux officiels. Le jugement de ces causes était souvent presqu'une fête pour le parti socialiste: car des discours violents se prononçaient et paraissaient plus tard sous la forme de brochures; les programmes, les professions de foi des révolutionnaires se proclamaient à voix haute et parvenaient, le lendemain, à la connaissance du monde entier, répétés par des milliers de feuilles de journaux. Ce système ne pouvait durer plus longtemps, car on ne pouvait considérer les accusés socialistes uniquement comme partie adverse, selon le point de vue appliqué aux procès ordinaires. La presse communiquait, en outre, très souvent des nouvelles tendancieuses ou fausses sur les arrestations, la marche des enquêtes, les noms, les actes du gouvernement, etc. Ce n'est que peu à peu que le gouvernement en vint à la nécessité d'abolir entièrement la publicité dans les procès politiques; mais en 1879, quelques démarches dans ce sens avaient déjà été faites: il fut ordonné que le texte des comptes-rendus sté-

nographiés subirait un contrôle de l'autorité (en province,—de la part du gouverneur civil et du procureur) et ce n'est que ce texte-là qui pouvait paraitre dans les journaux; que les plaidoyer des avocats ne figureraient que sous la forme la plus sommaire; il fut défendu en même temps de publier des notions quelconques sur les arrestations et les agissements des anarchistes, sur les on-dit et les bruits concernant cette matière, etc., avant que des communiqués officiels à ce sujet n'eussent paru dans les feuilles officielles.

L'insuffisance des mesures gouvernementales dans la lutte contre les anarchistes se faisait grandement sentir dans les difficultés qu'on éprouva à réprimer le développement de la presse révolutionnaire, qui, depuis le début du mouvement, avait toujours sérieusement contribué aux succés des malfaiteurs. Dés qu'on découvrait une imprimerie et qu'on la confisquait, une autre la remplaçait; les socialistes possédaient même des imprimeries portatives, volantes. Au-delà de la frontière, les presses révolutionnaires, établies depuis longtemps en Suisse, continuaient leur oeuvre de destruction et de révolution. Jusqu'à la fin de l'année 1878, paraissait à Genève, le «Nabat» («Le Tocsin»), nom qu'il portait par allusion à la fameuse «Cloche» de Herzen; il avait un tirage d'environ 15.000 exemplaires, était rédigé par Tkatschew et Gretzko, et soutenu par des fonds fournis par l'émigré polonais Tourski; mais dès 1879, il fut transporté à Londres. Une autre édition de Genève, l'«Obschtina» («La Commune»), qui commença à paraître au début de l'année 1878, ne fut plus continuée en

1879. La publication des brochures incendiaires ne cessait point : les pamphlets de Pierre Alissow, les opuscules publiés par un vétéran de l'émigration à Genève, M. Elpidine, les brochures de Korobow (pseudonyme «Zwézdakow»), des proclamations et d'autres opuscules sortirent des presses révolutionnaires à l'étranger cette même année. Un anonyme essaya de fonder une feuille hebdomadaire anti-nihiliste: «La Défense», mais elle ne dura pas longtemps. Les brochures en langue petite-russienne, fabriquées par Michel Dragomanow (ex-professeur de l'université de Kiew, qui avait passé, en 1876, à l'étranger, muni d'un passeport en règle et devint depuis émigré), commencèrent à paraître cette même année,—opuscules destinés à révolutionner le Sud et en outre, la Galicie autrichienne. Le 4me volume du recueil «Gromada» («La Commune Rurale»), du même auteur, sortit aussi, tiré à 1,000 exemplaires.

En Russie, le cercle de «Terre et Liberté» continua à publier son journal, à le distribuer largement (principalement dans le Sud) et à lancer, en outre, quelques opuscules fugitifs: «Sur la liberté de conscience», le «Compte-rendu d'une séance du conseil de l'université», «Recueil de chansons»,—libelles qui parurent avant le congrès de Lipetzk, lequel décida la suppression de «Terre et Liberté» et la fondation de deux nouveaux organes: a) «La Volonté du Peuple» («Narodnaïa Wola») — organe terroriste par excellence, et b) le «Tschornyï Pérédél» («Le Repartage Noir»). Cette scission se fit, plus ou moins, à l'amiable et les deux organes évitèrent les luttes polémiques. Le premier numéro de la feuille des «Narodowoltzy» (adeptes de la «Volonté du Peuple») ne se fit pas attendre et parut à Pé-

tersbourg le 1er octobre 1879, in-4°, tiré de 1.500 à 2.000 exemplaires, très soignés sous le rapport typographique, en cahiers d'environ 20 pages. En qualité d'annexes on lança, en 1880, trois feuilles volantes, datées des 1er juin, 20 août et 20 septembre, pour remplacer l'organe principal, à des époques où son imprimerie avait été découverte et confisquée. Cette feuille contenait évidemment la quintessence des opinions échevelées et terroristes; elle fut l'organe le plus acerbe et le plus acharné contre le gouvernement, publiant, de fausses nouvelles, des calomnies inouies, quoique prétendant être très bien informé. «Delenda est Carthago!»—figurait comme épigraphe à la tête du leading de la première livraison.

Le «Tschornyï Pérédél»,—«organe des socialistes-fédéralistes» (comme l'expliquait ouvertement son titre), ne vint à se former qu'avec plus de difficulté, et son premier № parut seulement le 15 janvier 1880, in-4°, avec indication fictive du prix de 25 cop. Un prospectus volant, du 5 octobre, l'avait précédé, et la «Volonté du Peuple», qui avait devancé son rival de trois mois, eut même l'amabilité d'imprimer ce programme dans ses annonces. La cause de la scission qui avait récemment eu lieu dans le monde révolutionnaire, n'était expliquée que très vaguement: les mesures de plus en plus répressives du gouvernement avaient été causes, disait le prospectus, de ce qu'une divergence d'opinion se manifestait au sein du parti, concernant le point de vue sur le but pratique que poursuivait le monde socialiste. Cette publication eut, du reste, peu de succès; de 1880 à 1882, il ne parut que quatre numéros: les deux premiers furent imprimés à 1,000 exemplaires en Russie, puis réimprimés à l'étranger et enfin im-

portés dans le pays. Le personnel de la rédaction changea à partir de la troisième livraison.

Quant aux proclamations, aux feuilles détachées, etc., leur nombre fut très considérable; il a été déjà fait mention, à maintes reprises, de leur apparition et de leur teneur, à la suite d'attentats ou d'autres faits terroristes. Un de ces opuscules, très sonore quant à son titre, resta inaperçu: c'était le programme d'une «Société d'encouragement du mouvement révolutionnaire», fondée soi-disant le 14 mai 1879,—jour de l'exécution d'Ossinski, Brandtner et Antonow, à Kiew. Cet imprimé n'était composé que de deux étroites colonnes d'une page, et annonçait que la société avait pour but: a) de venir en aide aux victimes de la lutte; b) de faire de la propagande orale et à l'aide de la presse; c) de réunir des sommes pour créer un fonds révolutionnaire. Une autre proclamation, adressée «De la part des réalistes — à la société russe» et datée du 23 décembre 1879, prenait à tâche de défendre la jeunesse, qui était accusée, à juste titre, de négliger les études sérieuses et de prêter l'oreille aux subterfuges socialistes. Une troisième proclamation: «A l'illustre armée «des Cosaques du Don, de l'Oural, du Kouban et de Tersk», invitait les populations de ces provinces à ne pas se soumettre aux nouvelles lois, à se révolter et à exiger une Charte libre. La rédaction du «Tschornyï Pérédél» fit aussi la tentative d'une proclamation très incendiaire: elle imprima un manifeste adressé aux paysans ruraux, aux bourgeois et «à tout le peuple-travailleur du sol russe», qui devait servir comme contre-poids à la circulaire du ministre de l'intérieur, du 19 juin, laquelle déclarait la fausseté et la nullité des bruits sur le repartage des terres. La pièce ré-

volutionnaire était trop exigeante pour pouvoir être acceptée par la foule, car elle intimait aux paysans l'ordre d'exiger du gouvernement qu'on fît grâce au peuple des arriérés, qu'on abolît les passeports, qu'on diminuât tous les impôts et les redevances, de même que le nombre des soldats à enrôler, qu'on abolît toute police, etc. Dans le nombre de toutes ces pièces curieuses il faut citer une proclamation datée du 11 février 1880, se rapportant à Hartmann, le principal inculpé de l'attentat du 19 novembre 1879. C'était une adresse «Au peuple français», élaborée pendant la durée de l'agitation produite par l'affaire de l'extradition, à l'époque où on ignorait encore ce que le gouvernement français déciderait en définitive. Cette pièce était une série de prières, d'admonestations, de reproches et de flatteries à l'adresse de la France républicaine et de calomnies sur les actes du gouvernement russe. Elle fut expédiée à plusieurs journaux français et reproduite par quelques-uns d'entre eux.

Les imprimeries clandestines révolutionnaires fonctionnaient, dans ce temps, en plus d'une localité: à Pétersbourg (deux ou trois), à Kiew, Odessa, on en avait même établi une à Kaménetz-Podolsk; à Odessa, Tschoubarow était en train de fonder une feuille terroriste spéciale du Sud. Le principal foyer publiciste et typographique siégait néanmoins à Pétersbourg, où les socialistes tâchèrent d'établir une imprimerie sur une île éloignée de la Néwa—«Goutouïewski Ostrow», occupée par des dépôts de marchandises (affaire de Wladimir Loutzki). L'activité typographique était même assez considérable comparativement aux petits moyens dont disposaient les conjurés—en fait d'espace, de matériel, de main-d'oeuvre, etc., car

certaines proclamations (celle du 23 novembre 1879, par exemple, concernant l'attentat de Moscou) s'imprimèrent à 3,000 exemplaires. Vers la fin de l'année, l'activité de la presse souterraine se centralisa dans une imprimerie clandestine que les anarchistes avaient organisé à St-Pétersbourg, dans la ruelle dite des Sapeurs.

1880

La marche des événements qui marquèrent le mouvement révolutionnaire et en signalèrent le progrès rapide durant l'année 1879, prouva d'une manière indiscutable que l'état des esprits et l'intoxication des classes intelligentes par le venin des idées subversives avait fait du progrès, en opposition militante avec les efforts du gouvernement qui travaillait à la tâche d'extirper les éléments socialistes du sein de la société; le mal, en un mot, avait suivi une marche ascendante, il avait «poussé des racines». Et cependant, les théories des révoltés tout comme les ramifications de leurs agissements, ne présentaient encore qu'un chaos diffus et incohérent, dans lequel eux-mêmes ne s'orientaient que difficilement,—un fait dont les chefs de certains clans anarchistes (par exemple, Stéfanowitsch) se plaignaient grandement. Le congrès de Lipetzk fut, comme on l'a vu précédemment, le résultat de la nécessité, reconnue depuis longtemps par la majorité, de poser les bases d'un programme spécial et obligatoire, de systématiser les principes et le mode d'activité du mouvement.

Ce sont les «Narodowoltzy», qui, depuis l'été de l'année 1879, commençaient à jouer le rôle principal, qui furent les premiers à dogmatiser leurs principes; car ils lancèrent, le 1er janvier 1880, un programme, émanant soi-disant d'un Comité Exécutif, qui parut dans le № 3 de la feuille «La Volonté du Peuple»; bientôt une seconde et une troisième édition de cette profession de foi eurent lieu, au mois de mars et d'août. Ce document était rédigé dans un sens assez précis: le bien du peuple était le but direct auquel tendaient les révoltés,—le bien-être d'une population soumise à un esclavage économique et politique complet. Cet état de choses n'était que la suite d'un régime organiquement basé sur le militarisme, sur le fonctionnement des employés et de la police; ces éléments ne figuraient, toutefois, dans le pays, que d'une manière exceptionnelle, tels que les Mongols de Tschingis-Khan dans l'ancienne Russie. Il était indispensable de parvenir à un bouleversement qui pût mettre le pouvoir aux mains du peuple, c'est pourquoi, il était nécessaire d'en venir au moment, où l'on pût arracher le pouvoir au gouvernement en vigueur et le remettre à une Assemblée Constituante. Quant aux réformes générales pour atteindre ce but, elles étaient comprises dans les thèses suivantes: a) créer une réprésentation nationale, possédant tous les pouvoirs; b) établir un self-gouvernement étendu, mais électif dans les provinces; c) statuer l'indépendance de la commune («mir»), comme unité économique et administrative; d) admettre pour principe que le sol est la propriété du peuple; e) organiser un système pratique qui fît passer dans les mains des ouvriers toutes les fabriques et les usines; f) décréter une liberté de conscience com-

plète, de même que la liberté de la presse, des réunions, des associations et du mouvement électoral; g) établir un droit électif général, sans aucun égard quant aux classes et aux fortunes; h) transformer la force militaire en armée territoriale. Les moyens à employer pour atteindre la réalisation de ce but devaient être: a) la propagande du programme en question et la fomentation de troubles sérieux; b) une activité destructive et terroriste (y compris même la suppression des représentants les plus nuisibles du gouvernement), activité pleine de vengeance, en réponse aux actes les plus sévères de l'autorité, principalement «dans le «but de discréditer le prestige de la puissance gouver«nementale», tout comme celui d'alimenter les tendances révolutionnaires dans le peuple; c) l'organisation de nouvelles sociétés secrètes, dépendantes et ralliées à un seul foyer central; d) parvenir à conquérir une position influente et à se créer des relations dans l'administration, la société et le peuple. Comme action principale figuraient l'organisation et la mise à exécution d'un bouleversement général; mais les détails sur cette partie du programme étaient omis et remplacés par des points mystérieux, vu qu'ils ne pouvaient être portés à la connaissance du public, comme l'assurait l'auteur de cette pièce. Le programme statuait même d'avance sur les agissements pendant l'époque électorale, lors de la convocation de la future Assemblée Constituante. Ce «vade mecum» révolutionnaire concluait: a) que «le but sanctifie les moyens» dans la lutte avec le gouvernement, et que chaque «moyen menant à ce but, doit être considéré comme autorisé»; b) que tous les éléments de l'opposition qui n'avaient pas encore pactisé avec la révolution, trouveraient de la part

du parti de la «Volonté du Peuple», aide et garantie; c) que les personnes et les groupes sociaux, existant en dehors de la lutte seraient considérés comme étant neutres; leurs personnes et leur propriété seraient inattaquables; mais d) quant aux personnes et aux groupes sociaux qui viendraient à aider sciemment le gouvernement, ils seraient considérés comme étant en dehors de la neutralité et seraient, par conséquent, traités en ennemis.

Ce document, d'une vantardise et d'une outrecuidance sans pareilles, sanctionné d'une manière anonyme par l'estampile du «Comité Exécutif», impressionna vivement le public; mais chacun des lecteurs devait d'abord se poser la question de l'existence réelle d'un Comité de ce genre. Les autorités, le public, même les agents révolutionnaires, dispersés dans les provinces éloignées de la capitale, devaient inévitablement résoudre ce problème, pour savoir à quoi s'en tenir, afin de diriger leur propre activité dans tel ou tel sens. Fallait-il réunir tous les efforts pour découvrir ce mystérieux tribunal, se demandait chaque agent du gouvernement? Fallait-il acquiescer et se soumettre à l'autorité de ce programme, de ces indications et croire à chaque fait mentionné dans les proclamations, signées d'une manière quasi-anonyme du nom de cette assemblée secrète,—se demandaient aussi parfois les agents révolutionnaires, qui travaillaient hors de la capitale, où siégeait, soi-disant, ce tribunal secret? Car tout était mystère dans ce monde souterrain qui, par dessus tout, craignait les trahisons et les indiscrétions: c'est pourquoi les révoltés ne se connaissaient souvent que par des prénoms et sobriquets, des pseudonymes, des noms de bap-

tème et patronimiques, fantaisistes et changeants. Où siégait donc ce «Comité» permanent, invincible et introuvable, malgré les nombreuses et fructueuses arrestations que faisait la police? Quels pouvaient être les membres de ce tribunal d'inquisition? Quelle autorité s'occupait de leur choix et de leur nomination? En supposant le principe d'éligibilité, restait à savoir—où, quand et comment pouvaient se réunir ces assises clandestines et de qui étaient-elles composées? Lors du congrès de Lipetzk, jouissant de certains loisirs, les anarchistes s'occupèrent, il est vrai, de l'élection d'un «Comité Exécutif», mais plusieurs d'entre les élus, traqués par la police, prirent bientôt la fuite, d'autres se tinrent pour un temps tranquilles et sur la réserve. Par qui les avait-on remplacés? Et avant tout restait encore à résoudre la question sur les moyens «d'exécution» que ce «Comité» possédait et sur les forces dont il disposait?

Les faits ne donnèrent aucune réponse affirmative à toutes ces questions. Malgré tous les efforts tentés dans le but de découvrir la réalité de l'existence d'un «Comité» de ce genre ou ne portant que ce titre; malgré le nombre immense de détails, de documents, de dépositions et de preuves qui s'accumulèrent dans les mains des autorités judiciaires et administratives pendant la durée des nombreuses perquisitions, enquêtes et procédures, on ne put recueillir des indices prouvant l'existence de ce tribunal occulte; aussi est-il permis actuellement d'affirmer comme un fait acquis, que le «Comité «Exécutif», si vanté, si connu et si célèbre même au-delà des frontières de la Russie, n'exista, en réalité, jamais, en qualité d'institution stable, organisatrice et puis-

sante. Par contre, impossible de nier que les anarchistes surent parfaitement exploiter le principe théorique d'un pareil tribunal secret, en imprimant le titre de cette soi-disant «raison sociale», au bas de chacun de ses libelles et de chacune de ses proclamations. Ces deux mots influençaient le public; ils en imposèrent même, les premiers temps, aux agents de la police; ils intimaient le respect et l'obéissance aux socialistes «extra muros»; ils créaient, en outre, dans la presse révolutionnaire européenne, un nouveau titre de gloire pour les anarchistes russes: mais en réalité toutes ces manoeuvres n'étaient que mensonge et vantardise. Il était évident, que chaque groupe, quelque petit qu'il fût, dès qu'il possédait une presse typographique capable de lancer des centaines de proclamations, au bas desquelles se lisaient les mots presque magiques de «Comité Exécutif», s'attribuait pour le moment, par là-même, le premier rôle, se faisait passer pour le chef du mouvement et abusait de cette locution pour induire en erreur le monde entier, sauf à résigner ce rôle illusoire, dès qu'un nouveau libelle (sur un fait terroriste ou à une toute autre occasion), imprimé même ailleurs, en dehors de ce groupe, était lancé, muni de la même estampile. La présence ou l'absence du cachet révolutionnaire qui ne s'appliquait que rarement (représentant une hache, un poignard et un révolver croisés), ne jouaient aucun rôle dans l'appréciation de l'authenticité des libelles. Le bruit répandu universellement sur l'existence d'un «Comité Exécutif», n'était donc qu'une espèce de «truc», un moyen assez sûr, quoique mensonger et vantard (comme, du reste, l'était en général l'activité des révoltés), pour soutenir l'autorité et le prestige du pouvoir révolutionnaire,

pour assurer au public que les mesures du gouvernement et les découvertes de la police portaient à faux, que le foyer de la révolution était incandescent, invincible, et omnipotent. Les thèses principales du programme de la «Volonté du Peuple», propagé dans plusieurs milliers d'exemplaires, furent, sans doute, approuvées par la majorité du parti; elles étaient, pour ainsi dire, obligatoires et faciles à accepter comme principes, vu leur caractère négatif; mais quant à l'existence d'un pouvoir «exécutif» réel, à une dépendance, à une subordination de la masse des socialistes à un tribunal occulte quelconque, quant à la puissance directe d'un foyer permanent et actif, et à la direction d'en haut de tout le mouvement par un groupe se cachant sous le manteau de l'anonyme,— ce n'étaient que des suppositions hardies, qui étaient loin d'être basées sur des faits. Dans ce sens, l'opinion publique fut longtemps subjuguée et induite en erreur; car, comme on le voit, chaque groupe disposant d'une presse typographique avait la possibilité de s'ériger en chef et ne manquait pas de le faire. Ces soi-disant «Comités» auraient pu être encore plus nombreux et plus éphémères, si l'organisation des imprimeries ne demandait des dépenses, de l'espace, une main-d'oeuvre, même des connaissances techniques, etc., qu'ils était difficile de fournir et de réunir aux socialistes dispersés, traqués, et poursuivis, à des êtres sans feu ni lieu, à des «illé- «gaux» réduits souvent à la misère.

On conçoit aisément que, vu ces circonstances, les efforts de la police se soient souvent portés vers la découverte de ces imprimeries clandestines, qui malgré leur aspect modeste, étaient des engins puissants dans la lutte

anarchiste. Cette attention fut doublée après la proclamation concernant l'attentat de Moscou, l'apparition du nouvel organe «La Volonté du Peuple» et du programme de ce parti. La nouvelle imprimerie était évidemment organisée sur une échelle plus vaste, avec un matériel plus considérable: il était d'autant plus important, et même relativement plus facile de découvrir son siège. Les recherches furent bientôt couronnées de succès.

Dans la nuit du 3 au 4 décembre 1879, une visite domiciliaire eut lieu dans le logement d'un certain Goloubinow, dans la rue Gontscharnaïa; bientôt l'on découvrit que cet individu s'appelait en réalité Serge Martynowski, écrivain de bureau de son métier. On trouva dans son logis une quantité de produits de la presse révolutionnaire, des appareils galvaniques et des produits chimiques pour des mines à explosion, plus de 18 kilogrammes de caractères typographiques, dont une partie à peine sortis du clichage, et entre autres, les minutes de deux faux actes: celui du mariage de l'écrivain Lucas Lyssenko avec Sophie Rogatine et celui d'un attestat de congé pour un maître d'école du district de Tschéboksary (au gouvernement de Kazan), du nom de Michel Tschernyschow. Lyssenko fut découvert dans la ruelle des Sapeurs, maison № 10; mais quelques jours avant la perquisition qu'on y fit, un soldat du corps des sapeurs, Victor Alexandrow, présenta à la police quatre exemplaires de la proclamation du Comité Exécutif sur l'attentat de Moscou, en déclarant que ces pièces lui avaient été données à conserver par une certaine demoiselle Bogoslowska, qui habitait le même logement que lui; cette dernière avoua qu'elle les avait reçues d'une

certaine Eugénie Pobéréjska, qui logeait chez l'instituteur Michel Tschernyschow, nommé plus haut. A la suite d'une perquisition qui fut faite chez ce dernier dans la ruelle Leschtoukow, on découvrit que c'était un anarchiste déjà connu, Alexandre Kwiatkowski; on mit à jour une quantité de produits de la presse révolutionnaire (jusqu'à 1.600 pièces), 4 kilogrammes de dynamite, des appareils de mines explosives ainsi que des armes. L'attention de la police fut particulièrement attirée par un plan du Palais d'Hiver qu'on trouva dans ces papiers, sur lequel, les appartements occupés par l'Empereur étaient spécialement marqués par des signes à l'encre rouge.

Dans la nuit du 17 au 18 janvier, il fut procédé à une visite dans la maison № 10, de la ruelle des Sapeurs. Elle fut confiée au chef de la circonscription locale de la police, Muller, et à son adjoint Effenbach. A quatre heures du matin ils sonnèrent à la porte du logement, après avoir occupé par des sergents de ville les escaliers de l'entrée et celui de service. Une grande consternation se répandit parmi les locataires qui dormaient profondément; on entendit leurs cris d'alarme, que c'était la police, qui venait faire une perquisition; aussi n'ouvrirent-ils point et on dut faire sauter la porte et entrer de force. Il faisait sombre, une figure seule se détachait dans l'ombre; cette personne fit tout de suite feu, mais Müller continua son chemin, traversa deux chambres et atteignit par la cuisine l'escalier de service, occupé par son adjoint et des sergents de ville, qu'ils fit entrer dans le logement pour le garder, tandis que lui-même alla chercher des renforts aux casernes des gendarmes. Les malfaiteurs ne cessèrent de faire feu et la police leur ripostait; Effenbach fut même légè-

rement atteint par une balle. Quand, après une demi-heure, Muller arriva avec 8 gendarmes, il pénétra dans le logement une lampe à la main et les coups de feu recommencèrent (les assiégés tirèrent en tout jusqu'à 30 fois). Après une lutte très énergique, on parvint enfin à se rendre maître des locataires, qui étaient au nombre de deux hommes et de deux femmes. Dans la dernière chambre du fond, on trouva un cinquième individu, qui fit feu sans avoir atteint personne, et en tournant l'instant d'après le pistolet contre lui-même, il tira deux fois, se logea une balle dans la tête et tomba raide mort. C'était le socialiste Loubkine, âgé de 23 ans, qui portait le pseudonyme d'«Oiseau», dont la carrière révolutionnaire antérieure ne put être mise au clair. Il faisait le travail de compositeur dans l'imprimerie de «La Volonté du Peuple», car c'était cette fameuse imprimerie qu'on venait de découvrir.

Les malfaiteurs eurent le temps de détruire une grande quantité de pièces, de documents et de correspondances pendant la demi-heure qui fut employée à requérir du secours; néanmoins, cette perquisition eut des résultats très serieux quant au preuves qui tombèrent dans les mains de la police. On trouva une imprimerie en règle située au cinquième étage, sous les toits, fonctionnant régulièrement, avec le dernier numéro de «La Volonté du Peuple» à peine sorti de sous presse. Le logement se composait de quatre chambres, on ne travaillait pas la nuit pour ne pas donner lieu à des soupçons, on ne marchait même qu'en pantouffles dans toutes le chambres, dont la première était un petit salon de réception, avec un grand portrait à l'huile de l'Empereur. On trouva jusqu'à 370 kilogrammes de caractères, une presse typogra-

phique en parfait état (système américain), qui pouvait fournir jusqu'à 100 feuilles par heure, des casses et des outils; des révolvers, des poisons, de la poudre, des matières explosives, de la dynamite, un coffre entier de produits de la presse révolutionnaire, des notes sur les dépenses faites pour des matériaux servant à confectionner de la dynamite et un foret pour creuser des mines. On le soumit à l'appréciation de Goldenberg (qui se trouvait alors détenu à Pétersbourg), et ce dernier affirma que cet objet était un des instruments qui avaient servi lors du creusement de la mine pour l'attentat de Moscou.

Les principaux inculpés dans cette affaire, outre Loubkine qui s'était suicidé, furent les personnes suivantes:

Nicolas Boukh (pseudonyme—«Lyssenko»), 25 ans, fils d'un conseiller intime, ex-étudiant de l'Académie Médico-Chirurgicale, avait appartenu au parti des «bountari» de Kiew, où on le connaissait sous le surnom de «Philosophe»; il avait été recherché pour l'affaire Gorinowitsch.

Zukkermann, Leïzer (israélite), 29 ans, natif de Mohilew, avait depuis 1875 habité l'étranger et venait de rentrer en Russie; il faisait partie d'une section russe de l'Internationale qui s'était établie à Berlin.

Eugénie Figner, âgée de 20 ans, d'une famille noble du gouvernement de Kazan, une des trois soeurs fameuses, qui s'étaient depuis longtemps adonnées, corps et âme, à la cause révolutionnaire. Ayant obtenu le diplôme de sage-femme, elle commença à s'occuper de propagande en 1873—1874, dans les gouvernements de Saratow et Samara, et parvint à se soustraire à une enquête en 1879; elle s'associa au mois de septembre de la même année à Kwiat-

kowski et faisait le travail de correcteur dans l'imprimerie de la «Volonté du Peuple».

Sophie Iwanowa, 22 ans, dont il a été fait mention lors de sa fuite, la nuit du 22 mars 1879, de Kem, au gouvernement d'Arkhangel, avait jadis fait les fonctions de compositeur de l'imprimerie clandestine de Myschkine (1874) et s'occupait du même genre de travail dans celle de la «Volonté du Peuple». Elle se faisait à cette époque passer pour membre du soi-disant Comité Exécutif.

Marie Grïaznowa, paysanne du gouvernement de Twer, entrée récemment dans les rangs des socialistes, s'occupait à manier les couleurs dans la même imprimerie.

Alexandre Kwiatkowski (pseudonyme «Tschernyschew», connu aussi sous le nom de «Préobrajenski») a été déjà mentionné à plusieurs reprises. Il participa à l'attentat de Solowiew et au congrès de Lipetzk, après lequel il adhéra entièrement à l'activité du parti de la «Volonté du Peuple».

L'enquête découvrit encore la participation à l'organisation du foyer qu'on venait de découvrir dans la ruelle des Sapeurs, d'Etienne Schirïaiéw — l'expert en dynamite, de Zoundélewitsch—un membre actif des cercles du Sud (arrêté le 25 octobre 1879, dans la Bibliothèque Impériale Publique), de la fille d'un marchand—Anne Dolgoroukow (la compagne de Schirïaiéw), et d'autres. Leur cause fut jugée conjointement avec celle de plusieurs autres anarchistes, le 31 octobre de la même année.

Quelques jours après la découverte de l'imprimerie de la «Volonté du Peuple», celle du «Repartage Noir» tomba aussi dans les mains de la police. Cette dernière observait depuis un certain temps ce qui se passait dans

un logement occupé par la veuve d'un employé, Marie Rozonow, dans la maison № 23, avenue 14, de la partie de la ville nommée Wassilïewski-Ostrow. Dans la nuit du 27 au 28 janvier, la police sonna à la porte d'entrée, mais personne n'ouvrit: il fallut enfoncer cette porte, puis une seconde, et dans la chambre du fond, on trouva, derrière un paravant, une presse, des casses, d'autres ustensiles typographiques, et le 1er № de la feuille «Tschornyï Pérédél» dont le tirage venait d'être achevé au nombre de 3,283 exemplaires; en outre, des blancseings pour passeports, de faux documents, 166 kilogrammes de caractères d'imprimerie, des cachets falsifiés, trois révolvers et un exemplaire d'une proclamation du 21 janvier de la «Volonté du Peuple» sur la capture de son imprimerie qui venait d'avoir lieu,—proclamation dont la publication fut confiée par les «narodowoltzy» aux soins de l'imprimerie de leur rival, le «Repartage Noir» (ce qui pouvait servir à l'appui du fait, que les deux sociétés n'étaient pas dans des rapports hostiles et se prêtaient parfois des services mutuels). Les personnes qu'on trouva dans ledit logement n'opposèrent aucune résistance; mais elles refusèrent, au commencement de l'enquête, de déclarer leurs véritables noms: c'étaient la femme Marie Rozonow, déjà nommée, Nicolas Korotkiewitsch, Innocent Pïankow (pseudonyme «Karyschew») et Tesslénko-Prikhodko (pseudonyme «Pierre Niepytaïlo»), dont les affiliés (en petit nombre, du reste) furent aussi découverts. Le «Repartage Noir» ne présentant qu'une société à principes relativement modérés, il se trouva que les inculpés n'avaient pas jusque-là fait preuve d'une activité particulièrement marquante.

Marie Rozonow (37 ans), laquelle, en réalité, portait le nom de Marie Krylow (connue sous les pseudonymes de «Sainte-Vierge»—«Bogoroditza», et de «Tante Marie»), fille d'employé, faisait depuis près de 15 ans partie des cercles socialistes; elle débuta par Moscou, ayant appartenu à la sphère du complot de Karakozow, et plus tard, à celui de Netschaïew, en raison de quoi elle subit même une arrestation en 1866. Dès 1879, elle entra définitivement dans la section des «narodniki».

Pïankow, Innocent (pseudonyme «Karyschew»), 24 ans, fils d'un marchand de Sibérie, de la ville de Tomsk, fit ses études au gymnase de cette ville conjointement avec Alexandre Kwiatkowski, puis passa à l'Académie Médico-Chirurgicale, d'où il fut exclu. Il s'occupa de propagande dans le gouvernement de Toula, en 1875, avec son ami Kwiatkowski, fut arrêté et jugé dans l'affaire de la grande propagande, en 1878, et sa longue détention en prison lui fut comptée en qualité de peine. La même année, il prit part aux désordres de la rue lors de l'acquittement de Wéra Zassoulitsch, fut expédié à Pinégua, au gouvernement d'Arkhangel, mais le 30 mai de la même année (1878), prit la fuite et revint à Pétersbourg, où il fit partie des cercles du «Repartage Noir».

Tesslénko-Prikhodko, originaire du gouvernement de Poltawa, n'était que peu connu dans le monde socialiste; après un séjour de plusieurs années à Harkow et à Odessa, il participa à la propagande dans le Sud, puis, en 1879, vint à Pétersbourg et entra dans les usines de l'Institut Technologique.

Korotkiewitsch, Nicolas (27 ans), avait étudié à l'université de Kiew et fut plus tard maître d'école à Saratow.

Les dépositions que firent ces inculpés ne présentaient point de données particulièrement graves, leur complot et leur imprimerie ne datant que depuis très peu de temps. Ils affirmèrent, cependant, que leur entreprise possédait un fonds, qui était fourni par des personnes qu'ils ne pouvaient nommer.

Cette cause fut jugée par la Chambre d'appel de St.-Pétersbourg, le 29 septembre de l'année 1881, à huis-clos, en présence de douze personnes, choisies par les inculpés; ces derniers n'étaient qu'au nombre de quatre: la femme Krylow, Pïankow, Tesslénko et Basile Pérépletschikow, qui avait fait la commande de la presse typographique. Le verdict du tribunal condamna la femme Krylow et Pïankow à la privation de droits et à l'exil en Sibérie, au gouvernement d'Irkoutsk, Tesslénko-Prikhodko — au gouvernement de Tobolsk, Pérépletschikow — à 4 mois de prison, et Korotkiéwitsch—à l'exil en Sibérie Occidentale.

Des indices plus que fondés sur l'existence d'une troisième imprimerie clandestine parvinrent à la connaissance de la police deux mois plus tard, à la suite de recherches qu'elle faisait pour découvrir le lieu où s'imprimaient de nouveaux libelles sous le titre d'«Aurore du Travail». Dans la nuit du 13 au 14 mars, on fit une visite domiciliaire dans la maison № 1, au coin de la Petite-Meschtschanskaïa et du canal Catherine, chez un ouvrier—tapissier, Smirnow. On découvrit une presse pour épreuves typographiques, laquelle venait de fonctionner, un placard tout composé d'une nouvelle publication de l'«Aurore», des manuscrits, des libelles révolutionnaires et 119 cartouches de révolver. Un des inculpés, l'ouvrier Naliotouschkine,

neveu de Smirnow, assura que tous ces objets ne lui avaient été donnés que dans un but de recel, par un personnage qui s'appelait Athanase Wassiliew, qu'il avait connu dans des cabarets. L'explication était évidemment fausse, mais on ne parvint pas à découvrir l'origine de cette imprimerie manuelle. Elle offrait la particularité plus ou moins sérieuse, que tous les inculpés autour de cette affaire n'appartenaient point à la classe intelligente, mais étaient de simples ouvriers, sans éducation: deux d'entre eux, le serrurier Ignace Goussew (20 ans) et Pawlow, avaient déjà été suspectés en 1879. L'affaire fut réglée le 13 août de la même année par voie administrative: les ouvriers Lébédew, Goussew et Pawlow furent envoyés en exil en Sibérie Occidentale; les autres ne furent qu'éloignés de la capitale et relégués dans les localités d'où ils étaient originaires.

La découverte de ces trois imprimeries, en dehors de la trève obligatoire qu'elle imposait aux agissements de la presse révolutionnaire et de l'affaiblissement de l'influence du soi-disant Comité Exécutif qui s'en suivit, aboutit à un résultat très sérieux, en livrant, comme il a été mentionné plus haut, aux mains de la police un document inattendu: c'était le plan du Palais d'Hiver, sur lequel une croix à l'encre rouge indiquait la salle des repas de Sa Majesté. Une pareille pièce, trouvée dans les paperasses des terroristes, ne pouvait qu'éveiller des suspicions et des craintes très fondées. Les appartements environnant la salle des repas furent soumis à une révision minutieuse et à une surveillance constante; on orga-

nisa un système de perquisitions soudaines, tantôt le jour, tantôt la nuit, dans tous les appartements du sous-sol du Palais, occupés par la domesticité et les ouvriers; les communications de ces derniers avec le dehors furent rendues très difficiles et les visites de leurs connaissances presqu'impossibles. Dans les chambres occupées par les ouvriers-menusiers, on établit même un ex-gendarme avec la mission spéciale de les surveiller.

Ces mesures n'atteignirent, du reste, point leur but. Les terroristes, de plus en plus surchauffés par l'insuccès des derniers attentats, se mirent à l'oeuvre pour organiser de nouvelles entreprises, et cette fois, c'est dans l'enceinte même des appartements personnels de l'Empereur, au sein du «home» dont jouit légalement chaque individu privé, qu'une nouvelle tentative criminelle devait avoir lieu. Des bruits vagues circulaient encore depuis le mois de novembre sur l'organisation de nouvelles mines et sur de nouvelles explosions: le remblai de Tiligoula sur le chemin de fer d'Odessa était soi-disant miné à l'aide de 32 kilogrammes de dynamite, et le grand pont du chemin de fer de Moscou-Pétersbourg, sur la Msta,—à l'aide de 100 kilogrammes; le yacht impérial «Livadia» devait aussi sauter en l'air; on avait reçu des avertissements, de Genève et de Berlin, sur des mines pratiquées sous les rues et les ponts qui avoisinent le Palais; la police était sur pied, tous les pouvoirs administratifs aux aguets: et pourtant, les préparatifs de l'attentat ne parvinreut pas en temps opportun à la connaissance de la haute police.

Le 5 février, à six heures et demie du soir, devait avoir lieu chez Sa Majesté un dîner de famille, de 15 cou-

verts, à l'occasion de l'arrivée de S. A. le Grand-Duc de Hesse. L'heure du repas fut un peu remise à cause d'un retard du train qui amenait le Grand-Duc; c'est à 6 heures et quart que Son Altesse arriva au palais, et à 6 h. 20 min. l'Empereur venait à la rencontre de son beau-frère, dans la petite Salle des Maréchaux. Dans ce moment une détonation dans l'intérieur du Palais, pareille au bruit sourd d'un coup de canon, se fit entendre. Les murs s'ébranlèrent, une fumée noire remplit la salle des repas, le gaz s'éteignit presque dans tout l'immense édifice, le plancher se bomba et un des murs donna une crevasse; plus de 1000 carreaux de vitres furent brisés. On crut, au premier moment, à une explosion de gaz, mais les preuves qu'il s'agissait d'un nouvel attentat, plus monstrueux que tous les précédents, ne tardèrent pas à se faire jour dès les premières heures. Un examen détaillé démontra à l'évidence que la mine avait été pratiquée dans le sous-sol occupé par les ouvriers-menusiers; la voûte du plafond de ce local avait été brisée et l'explosion atteignit en plein les salles occupées par la garde nombreuse du palais, qui ce jour là était montée par des fantassins du régiment de Finlande: dix soldats furent tués sur place et horriblement mutilés, et 34 — blessés (dont huit très grièvement); quelques personnes du service intérieur furent atteintes par l'explosion. Cette dernière avait, en outre, endommagé la seconde voûte, qui séparait le corps de garde de la salle des repas. Lors de l'explosion, les ouvriers du sous-sol étaient à l'ouvrage dans diverses parties du Palais; tous se retrouvèrent, à l'exception d'un seul qui portait le nom d'Etienne Batyschkow.

Ce dernier était entré au service du palais à la fin

du mois de septembre 1879, recommandé par un autre ouvrier-menusier, Roman Boundel, qui était au service depuis 1872; celui-là, à son tour, avait cédé aux prières d'un collègue à lui, le menuisier Pétrow, qui avait connu Batyschkow comme excellent ouvrier dans les usines de la Nouvelle-Amirauté; le neveu de ce Pétrow était une connaissance de l'anarchiste Pressniakow, dont il a été fait mention à l'occasion de sa fuite du dépôt de la police à St-Pétersbourg, en 1878. Batyschkow était réellement un ouvrier de premier ordre, un vernisseur-ébéniste remarquable; aussi parvint-il plus facilement à obtenir une place surnuméraire, avec logement, au palais. On l'installa d'abord dans les souterrains de la partie de l'édifice, nommée «Ermitage»; mais il la quitta bientôt, se plaignant d'être trop à l'étroit, et fut transféré dans les sous-sols situés sous le corps de garde, où il se trouva logé avec trois autres ouvriers et un surveillant spécial du nom de Pétrotzki. Ce dernier se lia très intimement avec Batyschkow, qui était un ouvrier calme, bon travailleur, ne s'absentant que rarement et jouant le rôle d'un homme borné, presque d'un nigaud, très peu communicatif et bavard, taciturne même et caché. Batyschkow circulait parfois dans le Palais en tant que l'appelaient ses devoirs d'ouvrier et il se trouva même un jour en face de l'Empereur, qui sortait de son cabinet, où cet artisan venait de réparer un meuble. Dans les décombres du sous-sol, on put constater que l'explosion partait d'un coin formé par deux gros murs et que la charge de dynamite devait être de 30 à 50 kilogrammes. Un livre gisait par terre: c'était les «Romans et les contes de Vol-«taire», traduits en russe, avec le timbre de la librairie

Tscherkessow, qui depuis longtemps servait à la cause de la propagande.

Batyschkow avait repris son permis de séjour à Pétersbourg quelques jours avant l'explosion; mais les perquisitions faites dans toutes les fabriques et usines où il avait travaillé depuis 1877, prouvèrent bientôt que ce personnage était le même Etienne Batourine, qui fut l'organisateur des troubles parmi les ouvriers de l'année 1877 à 1879, de même que le fondateur direct de l'« Union des ouvriers du Nord », personnage qu'on ne parvint pas à découvrir, ce dont il a été fait mention en son temps. Ce nom de Batourine n'était encore qu'un pseudonyme, car en réalité il s'appelait Etienne Haltourine.

Fils d'un paysan enrichi du gouvernement de Wiatka, il avait achevé ses études à l'école de district de la petite ville d'Orlow, puis passa, en 1875, à l'École Technique de Wiatka, établissement qui jouissait d'une réputation très suspecte. Il la quitta bientôt pour entreprendre un voyage en Amérique, en compagnie de deux socialistes (homme et femme), qui commencèrent par lui voler son argent. Ne pouvant plus réaliser son projet, il rebroussa chemin et commença ses longues pérégrinations dans les usines et les fabriques, où il s'occupa de propagande et parvint à semer le mécontentement parmi les ouvriers, au point de les porter souvent à des actes de révolte. C'est dans ce but qu'il travailla dans les usines de Sormowo, appartenant à Benardaki (gouvernement de Nijni-Nowgorod), aux usines de Goloubow, à St-Pétersbourg, de la Grande Société des chemins de fer russes (usine « Alexandrowsk »), en 1877, et à celles de Poutilow et de la Nouvelle-Amirauté (de mars à septembre 1879). C'est

lui qui dirigea les rassemblements d'ouvriers dans la rue d'Astrakhan, fut (avec l'aide de 4 ou 5 personnes) le fondateur de l'«Union des ouvriers du Nord» et élabora le programme imprimé de cette société; c'est lui aussi qui organisa, en 1879, des émeutes, qui gagnèrent peu à peu un nombre considérable de foyers populaires. C'était le type d'un ouvrier socialiste, organisateur et perturbateur, le type d'un «blousier» du faubourg de Belleville, au dire de Schirïaiéw, qui avait connu l'ouvrier français lors de son long séjour à Paris. Haltourine, au dire du même Schirïaiéw, était presque borné et imbu d'amour-propre: mais il avait fait beaucoup de lectures et connaissait par cœur les théories des socialistes. La non-réussite de tous les projets terroristes le fanatisa au plus haut degré; c'est par esprit de vengeance qu'il se mit à poursuivre à lui seul l'idée d'un attentat, organisé à ses propres risques et dépens; ses auxiliaires ne devaient que fournir des matières explosibles; deux ou trois personnes devaient être seules initiées au mystère. Ce plan était peut-être connu des membres de la «Volonté du Peuple», qui siégaient dans l'imprimerie de ce parti et venaient d'être arrêtés; mais on ne put découvrir des indices sûrs quant à l'organisation et à l'exécution de l'attentat par ce foyer terroriste. Kwiatkowski prétendit n'avoir même eu aucune connaissance du plan du Palais d'Hiver qu'on trouva dans l'imprimerie, et assura qu'il avait appartenu à Loubkine, lequel s'était suicidé; Eugénie Figner fit des dépositions dans le même sens. Selon le compte-rendu que les anarchistes publièrent sur cet attentat en se basant sur les racontars de Haltourine (compte-rendu traduit aussi en langues étrangères et même en polonais), ce dernier donnait seulement des rendez-vous à

Jéliabow, dans la rue, en lui jetant, en passant, sans s'arrêter et sans le saluer, des mots entrecoupés sur la marche des préparatifs. Haltourine ne sortait que les soirs, même assez rarement, rien que pour apporter la dynamite qu'il accumulait par petites quantités et qu'il cachait sous son traversin, ce qui lui occasionnait des maux de tête insupportables. Cette dynamite était fabriquée par Issaïéw (qu'on ne parvint à arrêver que le 1er avril de l'année 1881), le même qui collabora à l'attentat d'Alexandrowsk. L'explosion devait avoir lieu en novembre ou décembre, mais Haltourine trouvait que la quantité de dynamite était beaucoup trop petite pour pouvoir démolir deux étages. Il voulait porter la charge jusqu'à 80 kilogrammes, mais étant, d'un côté, pressé par Jéliabow qui l'assurait que la quantité était suffisante, et harcelé, d'un autre côté, par le danger d'être découvert, il se décida à se contenter du volume qu'il possédait, d'environ 50 kilogrammes. Il déposa d'abord soigneusement la dynamite dans un coffre qu'il s'était procuré depuis quelques semaines pour y garder ses effets, et recouvrit son dépôt de ses hardes. Quelques jours plus tard, survint une perquisition soudaine; on ouvrit ce coffre, on jeta à peine un coup d'oeil sur son contenu, et on ne le fouilla point. Haltourine, présent à cette révision, crut un instant que son projet avait échoué, et quand tout se termina selon son gré, il vint à la conviction que le moment décisif était venu et ne différa plus l'exécution de l'attentat. Il profita d'un instant où la chambre était vide, à l'heure du diner impérial, adossa exactement le coffre dans l'encoignure de deux gros murs, adapta une mèche automatique et s'enfuit sur la place, où il trouva, à un

endroit indiqué. Jéliabow, auquel il ne fit que lancer, en passant, deux mots pour lui annoncer que l'affaire était faite. Au même moment, ils entendirent une détonation dans la direction du Palais, détonation dont le bruit se répercuta sur toute l'immense place située devant l'habitation du Souverain.

Un événement aussi grave servit naturellement de sujet à une proclamation du soi-disant «Comité Exécutif»; le 7 février, ce dernier lança un placard, dans lequel prenant fait et cause pour les techniciens et les chimistes de son parti, il assurait que la puissance explosive de la mine avait été calculée avec précision, et que le retard seul du repas était cause de ce que l'attentat avait manqué son but. Cette assertion était en contradiction avec la réalité; elle était sûrement basée sur les on-dit de la rue qui circulaient les premiers jours après l'attentat, car l'état du dégât occasionné par l'explosion fut bientôt porté à la connaissance du public dans un communiqué du «Messager Officiel»: ce document certifia que l'explosion ne fit que des ravages très minimes dans la salle des repas: donc, l'existence des personnes qui auraient pu s'y trouver n'aurait point couru de danger. Quant au côté moral de l'événement, le placard anarchiste n'épargnait pas ses condoléances à l'adresse des victimes innocentes de l'attentat; mais «tant que l'armée», ajoutait-il, «servira de base» au despotisme, tant qu'elle n'arrivera pas à la conviction que «dans les intérêts du pays, son «devoir sacré est de défendre le peuple contre le Souve«rain»,— des collisions tragiques de ce genre seront inévitables. Ces paroles cachaient une intimidation à l'adresse du soldat, un nouvel argument en faveur de la cause

socialiste; on n'avait pas l'air de trop regretter les victimes et on considérait presque ce massacre comme tant soit peu nécessaire, en qualité d'avertissement vivant et utile pour l'avenir. Le reste du libelle répétait les anciennes kyrielles sur la guerre que les anarchistes avaient déclaré au Pouvoir, guerre qu'ils n'abandonneraient pas avant d'obtenir la convocation d'une Assemblée Constituante. Le but principal dans cette voie, vers lequel devaient être dirigées toutes les forces, restait le même: c'était le régicide qu'ils devaient effectuer coûte que coûte. Tous les citoyens du grand pays étaient invités à venir en aide dans la lutte.

Après un court séjour en lieu sûr, à Pétersbourg, Haltourine parvint à prendre la fuite et passa à l'étranger,—fait qui ne ralentit point l'enquête (dirigée par le juge d'instruction Knirim) et ne fit pas remettre le jugement de ceux qui participèrent au crime. Cette cause fut celle du procès dit «des seize»; car outre Kwiatkowski, Schiriaiew et la femme Figner, qui seuls purent être découverts comme ayant prêté la main au forfait, le même procès engloba l'activité de 13 autres anarchistes pour différents crimes, commis depuis le commencement de la nouvelle époque révolutionnaire, c'est-à-dire depuis le début de l'activité terroriste au commencement de l'année 1878. Ce procès se composa donc de plusieurs groupes d'accusations. car en réalité, le Parquet ne pouvait en agir autrement, vu qu'il était difficile de remettre le jugement des coupables à de longues années, afin de réunir tous les inculpés et les auteurs de chaque crime. Pour ceux qui étaient parvenus à se réfugier à l'étran-

ger (et leur nombre était considérable), il était difficile, après l'insuccès de l'affaire Hartmann, d'espérer les voir tomber dans les mains de la justice : le procès «des seize» réunit donc dans un seul ensemble, quoiqu'incomplet, un certain nombre d'inculpés, qui tous avaient pris part aux événements terroristes des deux ou trois dernières années. Les accusations furent réparties en dix catégories distinctes : 1) d'abord, l'assassinat du prince Krapotkine; 2) puis, l'attentat de Solowiew ; 3) le congrès mystérieux des anarchistes à Lipetzk ; 4) l'attentat d'Odessa et d'Alexandrowsk ; 5) l'attentat près de Moscou ; 6) l'attentat au Palais d'Hiver ; 7) la fondation du nouveau journal terroriste «La Volonté du Peuple» et l'activité de l'imprimerie découverte dans la ruelle des Sapeurs ; 8) la résistance armée livrée par les personnes arrêtées dans cette imprimérie ; 9) la résistance armée de Pressniakow, et 10) les moyens employés afin d'obtenir des fonds pour la cause révolutionnaire. Cette dernière cause concernait les relations de Lizogoub avec son chargé d'affaires, Drigo, relativement à la dotation au parti anarchiste de toute la fortune de son mandataire. Quant à la résistance armée de Pressniakow, c'était un fait récent, qui eut lieu le 24 juillet 1880. Cet anarchiste énergique, soupçonné d'avoir assassiné deux agents de la police, Scharaschkine (Finoguénow) et Jarkow, prit la fuite, en 1878, d'un dépôt de la police à St-Pétersbourg, mais on parvint à le découvrir à la date sus-nommée, à Wassilïewski-Ostrow, à l'Avenue centrale, près de l'église réformée. On l'arrêta à 8 heures du soir dans la rue, et dans ce moment, il tira deux coups de révolver en blessant au bras un gardien, le paysan Kitow, et le suisse d'une maison voisine, Stépanow,

qui reçut une balle dans le ventre, à la suite de laquelle il expira le 10 août.

Les accusés du procès étaient des personnes qui ont déjà été mentionnées dans les pages précédentes; c'étaient: Alexandre Kwiatkowski (d'origine noble, 27 ans), Etienne Schiriaiéw (paysan, 23 ans), Aaron Zoundéléwitsch (bourgeois israélite, 26 ans), Louis Kobylianski (noble, 22 ans), Jacques Tikhonow (paysan, 28 ans), Jean Okladski (bourgeois. 22 ans), André Pressniakow (bourgeois, 24 ans), Nicolas Boukh (noble, 26 ans), Leïzer Zukermann (marchand israélite, 29 ans), Serge Martynowski (écrivain, 21 ans), Athanase Zoubkowski (fils de prêtre, 25 ans), Alexis Boulitsch (fils d'un médecin, 27 ans), Wladimir Drigo (noble, 30 ans), Sophie Iwanowa (fille d'un major, 24 ans), Marie Grïaznowa (paysanne, 22 ans) et Figner Eugénie (noble, 22 ans). Parmi tout ces inculpés, dont la majorité se distinguait par leur jeunesse, aurait certainement dû figurer l'assassin du prince Krapotkine, Grégoire Goldenberg, lequel plus tard, éclaira grandement le gouvernement sur les agissements des anarchistes par ses aveux sincères; mais il avait cessé de vivre, le 24 juin 1880, avant le début du procès, s'étant suicidé à la forteresse en se pendant à son essuie-mains.

Durant les nombreuses enquêtes qui précédèrent le jugement de toutes ces causes, les inculpés firent en partie des aveux sincères: Kwiatkowski et Eugénie Figner soumirent leur profession de foi détaillée sur les origines du mouvement révolutionnaire et sur leur coopération à l'activité des terroristes. Ils nièrent, cependant, leur participation au crime récent du 5 février; Kwiatkowski avoua seulement avoir été un des directeurs de l'imprimerie,

fondée par Klémentz et un des frères Jébouniow,—deux anarchistes qui ne rêvaient que massacre et voulaient s'aboucher avec des brigands, des voleurs et des coquins, passibles de droit commun, pour obtenir, avec leur concours, de l'argent si nécessaire à l'alimentation du fonds de la cause anarchiste. Kwiatkowski déclara que, selon lui, c'était Morozow, Jéliabow, Tikhomirow et Kolodkiéwitsch qui étaient les meneurs les plus influents; le mouvement terroriste devait, du reste, bientôt faiblir, car on s'était persuadé de l'insuccès et de l'impopularité de ses moyens; mais la lutte devait continuer de plus belle à l'aide de la propagande à l'intérieur et de la presse révolutionnaire. Schirïaiéw donna des détails sur les bombes qu'il confectionna et dont trois tombèrent dans les mains de la police, à Harkow. La non-réussite de l'attentat d'Alexandrowsk avait été, disaient-il, cause d'une grande déception parmi les révoltés, car l'explosion devait avoir lieu sur une immense hauteur et le train aurait dû rouler à 30 mètres de profondeur. Tikhonow avoua les projets qu'on avait formé de jeter des bombes dans les voitures des généraux-gouverneurs, comte Todtleben, à Odessa, et Tschertkow, à Kiew; Pressniakow, enfin, convint qu'il avait mérité la peine capitale. L'enquête constata, en résumé, le fait très grave que le parti anarchiste était parvenu à s'infiltrer jusque dans le milieu populaire, du fond duquel surgissaient, ces derniers temps, de nouveaux adhérents brutaux et audacieux, tels que Tikhonow, Okladski, Haltourine et d'autres.

La procès «des seize» inculpés fut jugé par la cour martiale de la circonscription militaire de St-Pétersbourg, du 25 au 30 octobre, avec l'assistance du procureur Akhscha-

roumow. Des fragments empruntés aux dépositions de Goldenberg furent lus à maintes reprises. Neuf des accusés seulement eurent recours à des avocats, dont les plaidoyers de même que les actes détaillés de tout le procès furent publiés «in extenso» dans le «Moniteur Officiel». Le 30 octobre, le verdict de la cour condamna Kwiatkowski, Schiriaiéw, Tikhonow, Okladski et Pressniakow—à la peine de mort et Zoundéléwitsch — aux travaux forcés à perpétuité; les autres inculpés—de 20 à 15 ans, et les trois femmes—à 15 ans (dans les usines). Le chef de l'arrondissement militaire, le général Kostanda, diminua, en confirmant l'arrêt, les annuités auxquelles étaient condamnés Boukh et Zoubkowski. Le 2 novembre, S. M. L'Empereur commua pour Schiriaiéw, Tikhonow et Okladski, la peine de mort en travaux forcés à perpétuité. Le 4 novembre, Kwiatkowski et Pressniakow subirent leur peine dans l'enceinte de la forteresse Pierre-et-Paul. Tous les deux reçurent avec ferveur les consolations de la religion en prison.

Une annonce du «Comité Exécutif», imprimée dans une typographie «volante» de la «Volonté du Peuple», le 5 novembre, se répandit en vociférations à propos de cette exécution et en malédictions à l'adresse de l'apathie de la «société russe»... «Qu'elle n'exige pas à l'avenir, d'être «prise en considération, à l'époque où l'on choisira l'heure «et les formes du combat», vociférait le placard à l'adresse du public. La faconde révolutionnaire aboutissait évidemment à un point de vue contradictoire: elle faisait une différence marquée entre le «peuple» et la «société», entre le paysan et l'homme civilisé («intelligent»); ce n'est que pour le bien du «peuple» qu'on allait dorénavant travailler; le reste ne méritait pas l'attention du parti, c'était

une quantité trop négligeable, qu'on pouvait facilement rayer du programme. Mais les anathèmes que les anarchistes lançaient cette fois contre la «société» et les «intelligents», démontraient clairement — à quel point leurs agissements ne trouvaient pas d'écho au sein du monde russe, à quel point le parti était obligé de se déclarer isolé, — isolé au point de vouloir entrer en rapport avec les brigands et les malfaiteurs. Le placard concluait en s'adressant aux classes intelligentes: «c'est de tes rangs que ces martyrs, qui ont abandonné «leur bien-être personnel, sont sortis pour combattre sous «le drapeau du peuple! Dans leur personne, c'est cette «classe intelligente qui fut exécutée! Mais la source de «la puissance vivifiante ne tarira point: pour remplacer «ces camarades qui ont quitté les rangs, tu enverras «des dizaines de nouveaux, et avec le cri de: mort aux «tyrans! tu mèneras le peuple à la victoire. Frères et camarades! Certains groupes et certaines personnes isolées ont brûlé d'envie de se mesurer avec l'ennemi, «d'arracher des prisonniers de sa gueule. Frères! ne vous «laissez pas subjuguer par des sentiments d'héroïsme et «de vengeance; soyez fidèles au système de calcul: ménagez et rassemblez vos forces. L'heure du jugement «n'est pas loin!»

Les exagérations et les vantardises des produits de la presse anarchiste ne pouvaient en imposer ni au pouvoir, ni au public; néanmoins, il était évident qu'un état de choses pareil ne pouvait durer et qu'il fallait recourir à des mesures exceptionnelles; que pour lutter contre le mal, il fallait employer des forces unifiées et confier la direction

des mesures à prendre à un pouvoir central très étendu et dirigé par une seule personne. Le mal s'était propagé sur toute la surface de la Russie; mais il était combattu de diverses manières, selon les différentes localités. La centralisation des affaires politiques à la Troisième Section ne suffisait plus; il fallait une puissance plus efficace, plus tangible, qui possédât une plus grande confiance du Pouvoir Suprême: en un mot, la nécessité d'une concentration du pouvoir exécutif se faisait sentir dans les conseils du gouvernement et dans l'opinion publique. La nation, le peuple, toutes les classes de la société étaient fatiguées du spectacle peu édifiant de l'anarchie socialiste au sein d'une ère de paix et de réformes; on était dégoûté des doctrines que professaient les perturbateurs et des attentats qui surexcitaient les nerfs du public, qui rendaient l'existence pénible et sapaient les bases de la sécurité générale. En dehors des avertissements et des mensonges des anarchistes, il fut évident que la position était des plus complexes, des plus exclusives, qu'elle exigeait des mesures extraordinaires et par conséquent anormales. La société russe vivait dans ce temps en proie à une période de panique presque générale, panique soutenue par une presse, dans laquelle les éléments de l'opposition se faisaient depuis longtemps et journellement sentir. Un malaise général et des craintes pour l'avenir travaillaient le public: ces craintes n'étaient même point étrangères aux sphères officielles. Bientôt on s'apprêtait à fêter pompeusement l'anniversaire des 25 années du règne de l'Empereur des députations arrivaient du fond des provinces, un mouvement considérable envahissait la capitale; mais l'ho-

rison restait sombre, on se sentait abattu; le public se perdait en conjectures sur l'avenir et les moyens de venir en aide à l'état anormal de l'époque qu'on traversait. La gravité de la position était un fait accepté par tous: le Chef du Pouvoir le mentionna lui-même dans des réponses aux adresses de félicitations, à l'occasion du jubilé des 25 années de son règne. Le gouvernement sentait la nécessité d'avoir recours à trois principes, qui malheureusement étaient loin d'être homogènes: il s'agissait d'abord: a) de créer une force unifiée pour organiser et diriger la lutte contre le mal; b) il était péremptoirement nécessaire que cette force fût puissante et sévère; c) mais en même temps, on n'admettait pas l'ombre de possibilité que cette nouvelle force, unifiée et rigide, pût toucher ou effleurer, même un tant soit peu, la longue série des institutions et des mesures réformatrices et progressives qui signalèrent le règne de l'Empereur depuis 25 années,—réformes libératrices et affranchissantes, dont le cours n'était point encore arrêté et dont la source ne tarissait point. La moindre atteinte à leurs idées ou à leurs formes ne pouvait être admise; car le mot de «réaction» se présentait sous un aspect hideux et redoutable aux yeux de la majorité et des classes intelligentes et éclairées. La tâche devenait donc particulièrement difficile et le problème très pénible à résoudre: car les éléments et les principes qui devaient servir de base à un nouveau système d'action et de lutte, étant par trop divergeants, hétérogènes et contraires les uns aux autres, présentaient un amalgame compliqué et anormal.

C'est dans ces jours pleins de troubles et d'incertitudes que l'Empereur appela près de lui, le 8 février,

les ministres de l'intérieur, de la guerre, de la justice, des finances et le chef des gendarmes, et leur déclara que les choses ne pouvaient dorénavant marcher de la même manière; que l'insuccès des mesures contre la rebellion occulte gisait principalement dans le manque d'unification du pouvoir gouvernemental et qu'il était décidé à le confier aux mains d'un seul chef: cette personne — c'était le comte Loris-Mélikow. Les ministres devaient donc, sans perdre de temps, élaborer le projet d'une nouvelle institution confiée à ce nouveau dignitaire, munie de pleins pouvoirs très étendus pour le succès de la lutte.

Quatre jours plus tard, le 12 février, parut un oukaze adressé au Sénat-Dirigeant sur l'organisation d'une «Com«mission Administrative Suprême pour le maintien de «l'ordre gouvernemental et la tranquillité publique», institution qui émanait, selon les paroles de l'acte, «de la «ferme décision» prise par l'Empereur, de mettre fin aux tentatives qui se renouvelaient sans cesse les derniers temps de la part de malfaiteurs hardis, ayant pour but d'ébranler dans le pays l'ordre gouvernemental et social. Les membres de cette Commission devaient être choisis par le président; les ministres eux-mêmes devaient y siéger en cas de besoin; le président jouissait des droits de commandant en chef à Pétersbourg et dans les environs; il avait le droit de diriger toutes les affaires politiques à l'intérieur; tous les pouvoirs administratifs devaient exécuter ses dispositions, y compris le ministère de la guerre; il avait le droit de rapports personnels avec l'Empereur; tous les gouverneurs-généraux lui étaient subordonnés; les mesures qu'il prenait et les ordres qu'il promulguait devaient être obligatoirement exécutés et ne pou-

vaient être suspendus ou annulés que par la Volonté Suprême; l'action judiciaire du Sénat n'avait même pas de prise contre les dispositions du chef. Cette espèce de dictature fut confiée à un général qui s'était vaillamment illustré pendant la guerre, au vainqueur de Kars, qui avait déjà eu l'occasion de s'être grandement distingué dans le domaine des affaires administratives, lors de sa mission extraordinaire dans les gouvernements situés aux bouches du Wolga, du temps de la peste qui s'était déclarée au gouvernement d'Astrakhan. Il jouit à cette occasion, pendant un certain temps, de droits presqu'illimités; il était même autorisé à prendre toutes les mesures nécessaires au nom de l'Empereur (janvier et février 1879): aussi parvint-il à arrêter le mal et à tranquilliser la Russie et l'Europe dans un délai de deux mois. Le poste de général-gouverneur de Harkow, lui fut confié bientôt après, et il l'occupa pendant 10 mois, durant lesquels il parvint à calmer les esprits dans les provinces qui lui furent confiées, où le mouvement anarchiste avait pris un développement très sérieux. Placé à la tête de la «Commission Suprême», le pouvoir qu'on remit dans ses mains ne faisait que grandir, car bientôt après (le 3 mars), en vertu d'un nouvel oukaze, la «Troisième Section» devait être provisoirement subordonnée au président de la Commission, ce qui élargissait ses droits jusqu'aux horizons les plus vastes.

Le comte Loris-Mélikow trouva nécessaire de se mettre d'abord en rapport avec le public, et lui adressa une proclamation qui parut dans le même № du «Moniteur «Officiel», du 15 février, que l'oukaze sur l'inauguration de la «Commission Suprême». Les paroles du nouveau chef semblaient vouloir établir une espèce de rapproche-

ment entre le pouvoir et les gouvernés, sur l'appui desquels le dignitaire puissant fondait des espérances très sérieuses et dont le concours était à ses yeux d'une grande valeur. Il annonçait que l'heure des mesures plus «décisives» était venue et que «le devoir si pénible» d'être l'initiateur des «mesures indispensables» lui était échu. Il promettait de vouer à la cause de la lutte toutes ses forces et son savoir-faire, de ne pas succomber au moindre relâchement et de ne s'arrêter «devant aucunes mesures «de sévérité»; d'un autre côté, de tranquilliser et de garantir les intérêts légaux de la partie bien pensante de la société. Il était sûr de trouver un soutien de la part de tous les honnêtes gens et considérait le concours auxiliaire de la société comme la force principale qui pouvait aider le pouvoir.

Le public fit un accueil très sympathique à ce haut personnage et lui témoigna constamment des sentiments de confiance. Nombre de personnes s'occupèrent, en même temps, à lui faire tenir des milliers d'avertissements (dont plusieurs vinrent de l'étranger) et de projets sur les mesures à prendre et les réformes à tenter, projets dont l'immense majorité fatigua, sans le moindre résultat, les nombreux employés de la chancellerie de la Commission, pour les déchiffrer et en faire des extraits. Un flot immense de pétitions et de recours en grâce se dirigea aussi vers le nouveau chef, qui débuta par une révision sérieuse de tous les détenus pour crimes et délits politiques; un certain nombre de personnes de cette catégorie fut relâché, les peines de plusieurs furent commuées. Les mesures de sévérité annoncées dans la proclamation du comte, ne se faisaient presque point sentir, le public les ignorait; elles étaient

remplacées par le prestige du pouvoir, par une puissance facultative et éventuelle, que le nouveau chef avait la possibilité de mettre à jour. En général, les mesures administratives qui signalèrent l'époque du ministère du comte Loris-Mélikow, portèrent plutôt un caractère de douceur et de pacification: les prisons des détenus politiques furent fermées, un Institut Technologique fut fondé à Harkow, quoique les établissements pour l'instruction professionnelle donnassent dans ce temps là le plus d'adhérents au socialisme; la position des personnes soumises à la surveillance des autorités fut rendue plus légère; la presse ressentit à maintes occasions une main plus douce et plus sympathique; le régime du ministère de l'instruction publique fut grandement relâché; un grand nombre de faits séparés et accidentels témoignèrent souvent des dispositions pacifiques et bienveillantes du nouveau chef dans le domaine des affaires intérieures du pays. L'ensemble de ce système lui valut une grande dose de popularité, popularité parfois bruyante, qui attira l'attention de l'Europe sur l'homme d'Etat le plus en vue de ce temps en Russie.

La Commission Suprême que présidait le comte Loris-Mélikow n'était pas créée pour siéger un temps indéfini; son existence en dehors des lois en vigueur ne pouvait être que de courte durée. Elle acheva bientôt sa tâche qui consistait à débrouiller le matériel qui s'était amassé dans le domaine de la gérance des causes politiques et dans le mandat d'organiser une unification des pouvoirs administratifs et judiciaires pour la lutte contre le mouvement révolutionnaire. La Commission ne siégea que rarement, mais sa chancellerie travaillait très assidûment. Plusieurs ministres vinrent prendre part aux séances; le chancelier,

prince Gortschakow, malgré son grand âge, se déclara prêt à travailler en commun et à collaborer aux labeurs généraux de l'administration avec les moyens que possédait le domaine diplomatique. Le public prévoyait que cette institution provisoire et anormale ne durerait point.

Moins de cinq mois furent jugés suffisants pour parvenir au but qu'on s'était proposé. La centralisation du pouvoir exécutif aboutit à la conviction qu'il était nécessaire d'augmenter les attributions et les droits du ministre de l'intérieur, auquel toutes les affaires politiques devaient être soumises, avec abrogation à l'avenir d'un ministère spécial à cet effet, ainsi que figurait depuis 50 ans la «Troisième Section»; cette dernière fut reconnue comme une institution archaïque, ne pouvant plus fonctionner avec succès, occupant une position isolée, institution qui en même temps, il fallait l'avouer, n'avait jamais joui des sympathies du public. Le 6 août, parut un oukaze au Sénat-Dirigeant, qui annonçait la clôture de la Commission «Administrative Suprême, vu qu'elle avait déjà exécuté son mandat et sa mission; les mesures à prendre dorénavant pouvaient être accomplies dans les limites d'un état plus normal et généralement légal, à l'aide d'une certaine extension octroyée aux attributions du ministre de l'intérieur. C'est pour consolider l'unification déjà acquise. que Sa Majesté ordonna, dans ce même acte, la suppression de la «Troisième Section», la remise de son activité au ministre sus-nommé et la formation éventuelle au sein du ministère de l'intérieur d'une section spéciale, portant le nom de Département de la police d'Etat, — jusqu'au moment où il serait possible de fusionner la haute police avec une des institutions existantes déjà

audit ministère. C'est le comte Loris-Mélikow qui fut, en même temps, nommé ministre de l'intérieur et qui s'occupa de la formation du nouveau Département, tout comme de la liquidation de l'ancien système, travail qui demanda encore quelque temps, car le Département de la police d'Etat ne fonctionna régulièrement que à partir du 15 novembre 1880, avec une section judiciaire séparée pour l'examen et la direction des mises en accusation et des procès anarchistes.

La création de la «Commission Suprême» et la nomination du comte Loris-Mélikow furent acceptées dans le monde des anarchistes, avec une indifférence plutôt réelle que simulée à la suite de la conviction que, ni le gouvernement, ni le public n'étaient encore tombés sur les vrais moyens pour une lutte efficace. Le monde des révoltés était convaincu que ni l'autorité d'un seul dignitaire, ni le développement de ses pouvoirs ne suffiraient à les désarmer. Ils étaient sûrs, avant tout, que les réformes déjà octroyées (qu'ils étaient, du reste, loin d'apprécier et de comprendre), dont l'exécution était souvent mal dirigée et aboutissait parfois à des extrêmes et même à des complications particulièrement favorables au développement du mouvement et au maintien de ses forces,—que ces réformes ne subiraient pas de changements; que les tendances soi-disant progressives de la majorité des classes intelligentes soutiendraient toujours indirectement ce mouvement, et que par là-même, sa vitalité, alimentée de loin par les couches influentes, intelligentes et même respectables de la société, était pour ainsi dire garantie,

tant que durerait le régime existant, tant que les mots: «réforme» et «progrès» continueraient à jouer aux yeux du gros public le rôle d'un fétiche sacré et inattaquable. Tel était, au fond, le point de vue général dans les classes révolutionnaires, chez les chefs de partis; mais ce point de vue n'arrêta point des individualités séparées à tenter de nouvelles entreprises personnelles, pour protester contre les nouveaux règlements et les nouvelles mesures. Un jeune anarchiste se dévoua bientôt à tenter un nouveau fait terroriste, et en réponse, pour ainsi dire, à l'oukaze du 12 février, avant que le comte Loris-Mélikow eût eu le temps de prendre des mesures générales et sérieuses, un coup de feu fut tiré contre lui, huit jours après sa nomination, bien que le nouveau dignitaire fût entouré d'une garde spéciale, assez nombreuse et bien organisée.

Le 20 février, vers 2 heures de l'après-midi, au moment où le comte Loris-Mélikow sortait de sa voiture pour rentrer chez lui, dans une maison située dans la rue Grande-Morskaïa, un jeune homme qui se tenait sur le trottoir, se dirigea promptement vers le comte et tira sur lui, presqu'à bout portant, à l'aide d'un révolver du système Lefaucheux. La balle traversa le manteau d'hiver et l'uniforme, mais ne fit aucun mal. Le malfaiteur voyant que le coup avait manqué, jeta le pistolet à terre et s'enfuit présipitamment. Le comte le poursuivit lui-même, mais le malfaiteur gagna vite de la distance; enfin, on l'attrapa à la perspective Woznessenski.

Le personnage qu'on arrêta avoua s'appeler Hyppolite Mlodetzki, fils d'un petit marchand-bourgeois, israélite, de la ville de Sloutzk, au gouvernement de Minsk. Il était âgé de 25 ans et n'avait étudié nulle part; mais il

était parvenu à s'instruire lui-même, au point d'avoir presque subi son examen d'entrée à l'Institut Technologique de St-Pétersbourg, en 1875. Il s'était lié depuis longtemps avec les socialistes et s'occupait de propagande parmi les paysans; mais pour jouir de plus de facilité dans ses mouvements, ses voyages et ses relations, il se fit baptiser chrétien-orthodoxe à Wilna, le 13 août 1879, puis s'occupa à donner des leçons pour vivre, et parvint même, en 1879, à St-Pétersbourg, à entrer, comme professeur de langue allemande, pour quelques mois, dans la maison d'un peintre-académicien très connu. Il parut bientôt suspect, fut renvoyé et mena une vie misérable dans la capitale, qu'il dut quitter bientôt contre son gré. On l'arrêta au moment où il faisait une ronde le long du Palais d'Hiver, en examinant du dehors les dispositions du sous-sol ; cette conduite éveilla des soupçons et le général-gouverneur, Gourko le renvoya, le 6 janvier 1880, dans la localité d'où il provenait, à Sloutzk. Arrivé pendant le trajet à Minsk où finissait la voie ferrée, sans aucuns moyens pécuniers, on le garda plusieurs jours au dépôt de la police jusqu'à ce qu'on l'expédiât à Sloutzk ; mais le 28 janvier, il prit la fuite ayant préalablement volé un révolver chez un officier de police. Il revint à Pétersbourg et se mit à préméditer un attentat contre le comte Loris-Mélikow, dont la nomination était, selon lui, très nuisible à la cause socialiste. Le crime devait avoir lieu le 19 février, jour qu'on fêtait en masse à St-Pétersbourg, avec une affluence immense de monde arrivé de la province; dans ces conditions, un meurtre politique aurait eu un retentissement et une portée plus grands; mais Mlodetzki ne trouva pas un seul instant propice pour tirer son coup de révolver, bien qu'il

eût étudié depuis plusieurs jours les sorties du comte et toutes les conditions nécessaires pour perpétrer l'attentat.

Le comte Loris-Mélikow à l'occasion de ce procès fit preuve d'une fermeté sévère. L'enquête sur le crime ne fut pas longue; on ne découvrit pas de complices, car les relations de l'inculpé dans le monde socialiste étaient très restreintes. Le lendemain du crime, le 21 février, la cour martiale de St-Pétersbourg jugea déjà la cause de Mlodetzki avec toutes les formalités exigées par la loi, avec plaidoyer d'avocat, etc. Le verdict de la cour le condamna à mort par pendaison. Le comte Loris-Mélikow, qui lui-même devait confirmer ce verdict, répondit à ceux qui demandaient sa grâce (car il se trouva des personnes qui intercédèrent pour le condamné), qu'en visant sa personne, le criminel visait avec son arme le principe de l'ordre gouvernemental; l'arrêt ne subit donc aucune modification, et le 22 février, à 11 heures du matin, au centre de la ville, sur la place Sémionowski, eut lieu l'exécution de Mlodetzki.

Le 23 février, parut une proclamation du «Comité «Exécutif», imprimée de nouveau dans l'imprimerie «vo«lante» de la «Volonté du Peuple». Elle s'indignait contre le jugement, vu que le coup de pistolet n'avait eu aucun résultat; en outre, le «Comité» tenait à expliquer au public que cette entreprise devait être considérée comme uniquement personnelle; car quoique Mlodetzki eût réellement offert ses services pour une entreprise terroriste au Comité Exécutif, il n'avait pas attendu sa décision qui devait avoir lieu 2 ou 3 jours après, et avait tenté lui-même le coup à ses risques et périls. Si le «Comité» eût prononcé un arrêt de mort contre le comte Loris-Mélikow, le criminel aurait certainement disposé de

moyens plus sûrs pour exécuter le meurtre. La seconde moitié de ce placard assez détaillé et prolixe, traitait du manque d'unité dans les plans et les actions du parti, défaut qui se fit jour précisément à l'occasion de cette entreprise isolée de Mlodetzki. De chaleureuses exhortations à une action en commun, en groupes serrés et actifs, ce qui du reste n'excluait pas la nécessité de l'initiative révolutionnaire, à laquelle chacun devait s'adonner, — terminaient ce placard. Le jugement des anarchistes sur le comte Loris-Mélikow ne se forma définitivement que plus tard: ils le considéraient comme une personnalité aux tendances libérales quant aux dehors, mais rude et implacable dans ses convictions intérieures.

Le spectre du régicide qui hantait depuis si longtemps la tête des anarchistes, ne leur donna plus de repos après l'attentat manqué du 5 février. Au printemps de la même année, ils tentèrent d'abord de miner une des rues d'Odessa (Italïanskaïa) pour organiser une explosion, pendant le parcours de Sa Majesté dans les rues de cette ville, qui devait avoir bientôt lieu. Un cercle de plusieurs anarchistes participa à cette entreprise: c'étaient Basile Merkoulow, Wéra Filippow (la soeur d'Eugénie Figner), la future régicide Sophie Pérowskaïa, Léon Zlatopolski, Nicolas Sabline et Grégoire Issaïéw avec sa concubine Anne Iakimow. La Pérowskaïa et Sabline, sous les pseudonymes de Marie et Pierre Prokhorowski, avaient loué dans la rue Italïanskaïa une boutique et y avaient installé un petit commerce de victuailles. C'est de ce magasin qu'ils commencèrent à creuser une mine sous le tracé de la même rue; des

planches recouvraient le commencement du puits vertical. d'où les conjurés devaient continuer la mine. Tous les instruments nécessaires étaient déjà à leur disposition; Issaïéw confectionnait la dynamite, mais pendant ses travaux, survint dans son laboratoire une explosion qui lui enleva trois doigts. Cette entreprise dut, cependant, être abandonnée, car la nouvelle survint que l'Empereur arrivait dans trois jours; or il était impossible d'achever ce travail dans un si court espace de temps. Le puits fut recouvert de terre et les époux Prokhorowski disparurent.

Une entreprise plus sérieuse eut lieu au printemps de la même année, à St-Pétersbourg. Les anarchistes essayèrent de faire sauter un des ponts que traversait souvent l'Empereur en se rendant de la gare de Tzarskoïé-Sélo au Palais d'Hiver. Cet attentat fut décidé dans un restaurant populaire, lors d'une réunion composée de Jéliabow, Pressniakow, Basile Merkoulow, Barannikow, Macaire Téterka, Langans et un autre anarchiste, dont le nom ne fut point découvert. Selon les ordres qu'il reçut de Jéliabow, Téterka se rendit dans un logement situé près de la ruelle Troïtzka, et demanda qu'on lui remît un «coussin», après quoi un inconnu (Grégoire Issaïéw) lui mit entre les mains une corbeille d'osier, au fond de laquelle était enveloppé un coussin en caoutchouc, du poids de 32 kilogrammes, que Téterka porta au parc Pétrowski, aux Iles, où Pressniakow et Jéliabow l'attendaient. Ils se mirent tous les trois dans un canot, au fond duquel se trouvait un second coussin pareil au premier et des fils-conducteurs, gagnèrent le large et nouèrent là les coussins avec des cordes, après

quoi, suivant la rivière Fontanka et le canal Krioukow, passèrent dans le canal Catherine, sous le Pont-de-Pierre, dans la rue aux Pois, où ils déposèrent au fond de l'eau les deux coussins, en attachant le bout de la corde et les fils d'archal à un bateau de blanchisseuses. L'explosion devait être dirigée par Jéliabow, aidé de Téterka, pendant le passage de Sa Majesté. Au jour et à l'heure indiqués, Téterka, porteur d'une corbeille chargée de pommes de terre, devait se trouver avec Jéliabow près du pont Tschernyschew et se rendre avec lui sur le bateau des blanchisseuses, où il devaient, en faisant semblant de laver leurs pommes de terre, réunir les fils à une batterie galvanique que devait apporter Jéliabow. Au jour indiqué, Téterka n'ayant pas de montre, tarda au rendez-vous, et le même soir, Sa Majesté quitta Pétersbourg pour se rendre en Crimée. Quelques jours plus tard, les mêmes personnes revinrent à ce même endroit pour retirer du fond du canal, les coussins bourrés de dynamite mais elles ne réussirent pas à le faire, car les ancres dont elles disposaient ne parvenaient pas à attraper les coussins; Merkoulow dut les rapporter chez lui, et il en fit don au propriétaire de son logis, le maréchal-ferrant Dmitriew. A la suite des sondages exécutés dans le canal Catherine, une année plus tard, quand tous ces faits eurent été constatés par les dépositions de Merkoulow et de Téterka (dans l'enquête sur l'affaire d'Alexandre Mikhaïlow), on trouva quatre coussins gommés, bourrés de dynamite noire, du poids d'environ 112 kilogrammes. Deux de ces coussins étaient entourés de fils d'archal et munis de capsules explosives, réunies à des fils conducteurs. Les experts démontrèrent que les mines étaient en par-

fait état et si bien conservées qu'elles ne souffrirent pas de l'humidité pendant toute une année. La dynamite avait été confectionnée par Issaïéw qui avoua sa participation active à ce complot; Barannikow fit de même, mais Alexandre Mikhaïlow continua jusqu'à la fin à nier toute participation à ce crime.

Durant ce même été, les anarchistes s'occupèrent à faire des préparatifs pour un attentat contre le Souverain près de la station Okoulowo, sur la ligne de Moscou-Pétersbourg, dans une localité qui, selon l'opinion de ces experts en crimes de haute trahison, offrait des chances de succès. Le complot se tramait sous la direction d'un socialiste portant le pseudonyme de «Wanka-Kaïne», nom populaire existant en Russie depuis plus d'un siècle, donné à un célèbre Cartouche russe, sorti de la lie du peuple, à Moscou. L'idée de cet attentat fut vite abandonnée, la police en ayant eu connaissance dès son début.

Un fait pareil à plusieurs des exploits terroristes, qui avaient déjà signalé leur activité, eut lieu au commencement de la même année, le jour même de l'explosion au Palais d'Hiver. Un socialiste nouvellement incorporé dans les rangs des révoltés, recommandé aux cercles de Pétersbourg par ceux de Saratow, le bourgeois Alexandre Jarkow, vint à se repentir et proposa ses services à la police, et dès lors, aida beaucoup à découvrir les deux imprimeries clandestines, surtout celle du «Repartage Noir», vu que Jarkow lui-même, avait appartenu au clan des «narodniki», et avait un tant soit peu travaillé dans l'imprimerie de ce parti. Les anarchistes se doutèrent

qu'il avait déserté leur cause et se décidèrent à se venger: le 5 février, il fut trouvé assassiné sur le quai de la Petite-Newka; le crime avait été commis vers 6 h. du soir, à l'aide de poids de fer et d'un poignard, presqu'à la clarté du jour. Une annonce de quelques lignes, imprimée à la hâte à l'aide d'une presse manuelle, et difficile même à déchiffrer tant elle était maculée, déclarait au public de la part du «Comité Exécutif», que le meurtre avait été commis par les anarchistes «et par ordre de ce tribunal». Les détails de ce crime ne purent être mis au jour et ses vrais auteurs ne furent point découverts. Il est plus que probable que Pressniakow participa à cet exploit, vu qu'il s'occupait spécialement à dépister les agents de la police et avait déjà tenté un coup de ce genre sur l'agent Scharaschkine, en 1876; en outre, il avait été l'associé de Jarkow, à Saratow, lors des débuts révolutionnaires de ce dernier: c'est Jarkow qui lui avait même procuré, dans le temps, un faux passeport d'un certain Masslennikow. Mais celui qui parut être le plus suspect dans toute cette affaire, parmi le nombre des personnes qu'on arrêta lors de l'enquête, fut un certain Walérien Bronewski (âgé de 22 ans), étudiant de l'université de St-Pétersbourg. Sa conduite, ses faits et gestes pendant les journées qui précédèrent le crime furent examinés avec le plus grand soin et les résultats de l'enquête livrèrent suffisamment de données pour supposer qu'il avait été un des principaux coupables. On recueillit de l'ensemble de ses dépositions des détails sur l'heure, les moyens et les outils qui servirent pour le meurtre; mais les preuves n'étaient point suffisantes pour une action judiciaire, c'est pourquoi cette affaire ne put

être soumise à l'examen de la cour martiale. Bronewski suivit tout le temps un système de dénégation, mais ne cacha point d'avoir servi les intentions des malfaiteurs en qualité d'éclaireur et d'avoir exécuté le mandat de deux anarchistes qu'il ne connaissait que de vue, mandat qui consistait à découvrir seulement le logement où se cachait Jarkow; il n'exécuta cet ordre qu'avec lenteur, car ce logement (perspective d'Ekatérinhof, maison Likhatschew) ne fut découvert par lui que le lendemain de l'assassinat. Bronewski et Pressniakow nièrent énergiquement avoir perpétré le crime; le premier de ces inculpés n'appartenait, du reste, point à la coterie des terroristes, car il était du clan du «Repartage Noir» et un associé de Tesslénko-Prikhodko: c'était un fait à décharge. Prenant en considération que les deux partis (la «Volonté du Peuple» et le «Repartage Noir») se prêtaient parfois mutuellement la main et venaient au secours l'un de l'autre, on pourrait présumer que réellement ce meurtre n'avait pas été commis par un membre du parti des «narodniki» (parti qui n'admettait point les assassinats politiques), mais que ce furent les terroristes de la «Volonté du Peuple» qui l'exécutèrent, en qualité de bourreaux, tant dans les intérêts du «Repartage Noir», que dans ceux de la cause révolutionnaire en général.

Cette affaire fut décidée par mesures administratives et Bronewski exilé en Sibérie Occidentale.

Au nombre des exploits terroristes entrepris pendant la même année, on pourrait mentionner la tentative faite dans le but de piller le trésor du gouvernement à

Kischinew (chef-lieu de la province de Bessarabie), qui eut lieu au mois de décembre. L'argent et les fonds, ce «nerf» si nécessaire pour toute guerre et pour toute lutte, manquaient évidemment dans les cercles des révoltés, dont l'activité et les extravagances dépendaient souvent de l'état plus ou moins prospère de leurs ressources. Ce manque d'argent les exaspérait à un tel point, que l'idée leur était venue de s'allier même aux voleurs et aux brigands de profession pour s'approprier les fonds nécessaires à leurs oeuvres. Il est vrai que de temps à autre, des moyens pécuniers leur tombaient entre les mains, à termes imprévus et en quantités très variables; mais ni les socialistes en Russie, ni leurs co-affiliés émigrés à l'étranger, ne parvinrent jamais à se créer des ressources régulières et normales: aussi la plupart du temps, leurs caisses étaient-elles vides et leur misère grande. Netschaïew s'appropria, en 1872, un fonds révolutionnaire de 1.000 livres sterlings, offert par Bakhmétiew; pendant la propagande de 1874—1876, le juge de paix Woïnaralski, un des membres les plus en vue dans le mouvement, sacrifia à la cause tout ce qu'il possédait,—un capital de 40.000 roubles; Dmitri Lizogoub, ayant longtemps joué le rôle de vache à lait chez les socialistes du Sud, finit par abandonner toute sa fortune, de la valeur d'environ 200.000 roubles, à la cause révolutionnaire; mais sa liquidation demandait du temps et il fut en attendant arrêté. En 1879, un fonds très considérable tomba, enfin, dans les mains du parti, — le million et demi que les anarchistes parvinrent à soustraire au trésor de Kherson; mais on parvint très vite à découvrir la soustraction et à la leur reprendre: ce n'est qu'une parcelle de cette somme qui

resta entre leurs mains. Les listes de souscription pour la cause de la révolution, qu'on répandait partout, en Russie comme à l'étranger, ne se couvraient que de chiffres modestes, quoiqu'on trouve parfois dans les publications anarchistes, des communiqués et des quittances sur la perception de sommes plus ou moins rondes: de 911 roubles (dans le № 2 de la feuille «Le Repartage Noir»), de 9.200 roubles (dans le № 3). de 2.115 roubles (№ 4). Impossible, du reste, d'accorder une confiance entière à toutes ces déclarations et à la réalité de toutes ces «quittances», vu qu'il était dans l'intérêt des socialistes d'en imposer au public et aux autorités, en exagérant les chiffres de ce genre.

Pour se procurer de l'argent, les anarchistes eurent recours à une nouvelle équipée, parfaitement semblable, du reste, au complot du pillage de la trésorerie de Kherson, mais avec la différence très sérieuse, que pour cette fois, elle n'aboutit à aucun résultat pratique. En décembre 1880, à Kischinew, dans la ruelle Warfoloméïewskaïa, dans une aile de l'«Hôtel Suisse» qui était situé de front avec le bâtiment de la trésorerie de la province, se logèrent un homme et une femme portant le nom de Mironenko. Ils attirèrent bientôt l'attention de la police par leur existence très retirée; c'est pourquoi on examina avec le plus grand soin leurs passeports; ce que voyant, ils quittèrent tout de suite la ville, malgré qu'ils eussent loué le logement pour le terme d'une année. Les perquisitions faites dans ce logis abandonné démontrèrent que dans une des chambres, une ouverture avait été sciée dans le plancher, et que dans cette issue, on avait commencé à creuser un conduit d'un mètre de large, dirigé vers

le trésor. L'enquête démontra que le coup avait été monté par l'infatigable Jéliabow, qui avait délégué à Kischinew, dans l'intention d'effectuer le pillage du trésor, Frolenko (qui a déjà été souvent nommé), Grégoire Friedensohn (un socialiste israélite, sous le pseudonyme de «Komorski»), Basile Merkoulow et la femme Lébédew. Merkoulow se rendit même à Odessa, où par l'entremise de l'ouvrier Popow, il s'aboucha avec le socialiste Michel Trigoni, afin que ce dernier préparât un logement de recel, où l'on pût s'abriter après la réussite de l'entreprise. Pour Friedensohn, il ne resta par longtemps à Odessa ; car Frolenko l'expédia dans d'autres localités pour trouver une trésorerie qu'on pût piller avec plus de facilité. Merkoulow, Frolenko et la femme Lébédew convinrent de leur participation à cette affaire pendant l'enquête du procès d'Alexandre Mikhaïlow, en 1872.

A maintes reprises il a été fait mention dans ces pages : que la masse des inculpés, que la multiplicité des faits terroristes et révolutionnaires, que l'immense espace du territoire sur lequel se développait la lutte, que la hardiesse et les talents que les révoltés savaient employer pour se soustraire aux arrestations, pour démontrer leur alibi et annuler même les traces de leurs agissements, que les fuites et les évasions qu'ils organisèrent à maintes reprises, etc., étaient cause des difficultés immenses que le gouvernement et le Parquet éprouvaient dans l'ensemble des procès dits «politiques». Des «arriérés» judiciaires pour ainsi dire ne pouvaient pas ne pas exister, d'autant plus qu'une grande quantité de malfaiteurs, ayant pris part à plus d'une

entreprise terroriste, souvent même dans différentes localités, appartenant par là même à divers groupes d'accusation, devaient faire partie d'enquêtes différentes et figurer dans des causes et des procès séparés. L'assassinat du général Mézentzow, en août 1878, et la découverte d'un grand cercle révolutionnaire lors de l'arrestation, avec résistance armée, des femmes Malinowska et Kolénkine, dans l'automne de la même année (cercle auquel appartenaient les personnages qui correspondaient à l'affaire de l'attentat contre le général), offrirent de grands éléments judiciaires à l'enquête qui suivit et qui dura plus d'un an. Le comte Loris-Mélikow avait pris à tâche de hâter autant que possible la liquidation légale des anciennes causes et procès; aussi la grande affaire d'Adrien Mikhaïlow (qui a été mentionnée maintes fois) et de ses coaffidés fut-elle bientôt jugée par la cour martiale de St-Pétersbourg, présidée par le général Leicht, du 6 au 14 mai. Les inculpés étaient au nombre de douze: Adrien Mikhaïlow (27 ans), Oreste Weimar (35 ans), Wladimir Sabourow (environ 25 ans), dont le vrai nom ne put être découvert et qui ne se nomma point même après son jugement, malgré les exhortations personnelles du comte Loris-Mélikow, Léon Berdnikow (27 ans), Leïba Lewensohn, israélite (23 ans), Léon Boulanow (22 ans), Basile Troschtianski (33 ans), et quatre femmes — Alexandrine Malinowska (pseudonyme «Mascha» — 29 ans), Marie Kolénkine (25 ans), Olga Natansohn (28 ans) et Olga Witanïew (29 ans). La condamnation porta généralement sur le fait que toutes ces personnes appartenaient au parti révolutionnaire-terroriste; quant à des actes spéciaux, auxquels ils auraient pu prendre positivement part, l'enquête de

l'instruction, tout comme l'enquête judiciaire, n'alla pas au-delà de présomptions. Les questions compliquées de la participation du docteur Weimar au meurtre du général Mézentzow et celle du cheval («Warwar») qui avait servi à la fuite des malfaiteurs après l'assassinat, restèrent plus ou moins ténébreuses tout comme par le passé. L'activité des anarchistes accusés était du reste suffisante pour prouver leur participation—«à une société illégale «qui «s'était approprié le titre de parti socialiste-révolu- «tionnaire, ayant pour but de détruire l'ordre gouverne- «mental et le régime économique existant en Rus- «sie, à l'aide de moyens violents, qui se manifestèrent «dans toute une suite de crimes les plus graves».—telle était la formule de l'acte d'accusation, formule qui se répéta souvent dans la suite, comme la note des procès politiques. Les inculpés durent être condamnés aux peines encourues malgré l'éloquence des avocats qui les défendirent lors du procès, lequel eut lieu en public, avec compte-rendu détaillé dans les colonnes du «Moniteur Officiel». Le 14 mai, la cour martiale condamna Mikhaïlow et Sabourow à la peine de mort; Troschtianski, Weimar et Berdnikow—aux travaux forcés (le premier—à 20 ans, et les deux autres—à 15 ans); Lewensohn—à 10 ans de travaux dans les forteresses; les femmes Kolénkine, Natansohn et Witanïew — à 10 ans de travaux dans les usines; la femme Malinowska et Boulanow, à un exil au gouvernement de Tobolsk. Le 16 mai, en confirmant l'arrêt de la cour, le comte Loris-Mélikow commua la peine d'Alexandre Mikhaïlow et de Sabourow en celle des travaux forcés à 20 et à 15 ans; toutes les peines des autres condamnés furent également diminuées par la décision du tout-puis-

sant président de la «Commission Suprême». Ce procès et les enquêtes qui le précédèrent, livrèrent à la connaissance des autorités une quantité de faits et de notions concernant la vie intérieure des clans socialistes, leur us et coutumes, leurs relations, leurs moyens de communications et le degré de développement de leur parti; aussi lors de l'arrestation, en automne de l'année 1878, du groupe qui portait alors le surnom de «Terre et Liberté», la panique fut-elle grande et on crut que la cause des «terroristes» était perdue à jamais; mais le parti, grâce à l'énergie d'Alexandre Mikhaïlow, se reconstitua très vite et reprit son oeuvre avec un nouveau surcroît de vitalité.

A l'heure où l'on jugeait ces criminels de l'année 1878, leurs successeurs et leurs adeptes créaient beaucoup plus de difficultés au gouvernement que du temps où le drapeau seul de «Terre et Liberté» flottait sur le pavillon des révoltés. La cause révolutionnaire fonctionnait actuellement sous forme de deux camps séparés, éloignés l'un de l'autre, de manière que le principe du «divide et impera» ne pouvait être appliqué par le gouvernement pour le succès de la lutte. L'action socialiste était pour le moment beaucoup plus grande que l'année précédente, quoique le nombre des faits terroristes fût moindre durant l'année 1880. Quant aux procès politiques, ils furent nombreux: on travaillait à en finir avec les arriérés judiciaires, et les nouvelles enquêtes passaient sans subir d'arrêt sous la juridiction des tribunaux militaires.

La cour martiale de St-Pétersbourg, outre le procès

que nous venons de relater, ne jugea qu'une seule cause d'un intérêt secondaire, celle d'un certain Victor Obnorski, le 11 juin. C'était un bourgeois, natif du gouvernement de Wologda (28 ans), qui vint travailler à Pétersbourg dans les usines d'une fabrique de cartouches, où il se lia avec des ouvriers-adeptes des nouvelles doctrines socialistes; plus tard il passa sous un faux passeport à l'étranger d'où il tâcha d'expédier en Russie des presses typographiques. Il fut condamné aux travaux forcés dans les forteresses, pour dix ans.

Le Sud-Ouest de la Russie livra des éléments plus considerables pour l'action de la justice pendant les procès qui se jugèrent à Kiew durant l'année 1880, dans lesquels un homme expert et de talent, le colonel Strelnikow, représenta les requisitions du Parquet. La tentative du pillage de la trésorerie de Kherson par Iourkowski, conjointement avec la cause de 21 autres socialistes, fut jugée du 12 au 26 juillet. Ce n'est qu'au bout d'une année que l'enquête fut terminée et parvint à être suffisamment à point pour pouvoir être soumise à l'actio judiciaire. Dix-huit des inculpés (dont quelques-uns ont été déjà mentionnés en d'autres occasions) furent condamnés comme faisant parti d'un nouveau complot terroriste: c'était Popow Michel (28 ans), Iwanow Ignace (22 ans), Dikowski Serge (23 ans), Boutzynski Démétrius (25 ans), Iourkowski Théodore (29 ans), Lozianow Paul (20 ans), Dikowski Moïse (23 ans), Ilïaschenko-Koutrenko (32 ans), Sawtschenko Nicéphore (22 ans, portant le pseudonyme de «Nikitka»), Mikhaïlow Philippe (27 ans), Khrouschtchow Nicolas (22 ans), Joukow Wladimir (20 ans), Posen Benjamin (18 ans), la femme Schekhter, israélite (25 ans),

Lewensohn Victoire, israélite (26 ans), le sujet autrichien Boleslas Kostetzki (24 ans), la femme Refert, israélite (22 ans), Pétrow Nicolas (22 ans), Klimenko Michel (24 ans), Podrewski Nicolas (25 ans) et un sujet autrichien israélite, Salomon Lothringer (26 ans). Les deux premiers inculpés mentionnés sur cette liste—Popow et Iwanow, furent reconnus comme principaux organisateurs d'une société anarchiste et condamnés par le tribunal à la peine de mort; mais cette peine fut commuée par Sa Majesté en travaux forcés à perpétuité à la suite de la requête du comte Loris Mélikow. Pour Iourkowski, il fut condamné à 20 ans de travaux forcés et les autres inculpés à des termes moins grands et à un exil en Sibérie. L'acte de la mise en accusation constata le nouveau fait terroriste suivant. Un paysan du gouvernement de Wolhynie, Léon Zabramski, après avoir participé à l'activité des socialistes-ouvriers de Kiew, quitta l'association et offrit ses services à la police pour dépister les agissements des malfaiteurs. Ces derniers eurent connaissance de sa désertion et décidèrent de s'en défaire. Le 4 mars, un socialiste – étudiant de l'université de Kiew, Constantin Polikarpow, frappa Zabramski, qui était venu le voir, de plusieurs coups de poignard et de casse-tête, avec lesquels il lui fit jusqu'à 15 blessures; voyant qu'il ne parvenait pas à achever sa victime, Polikarpow se tira un coup de révolver dans la tempe et se tua sur place.

Du 21 au 22 février, la cour jugea le cause d'un certain Arsène Bogouslawski (pseudonyme «Boursak»), âgé de 25 ans, impliqué dans l'affaire de la tentative de pillage de la caisse du régiment de Koursk à Jitomir, assassin, en outre, du bourgeois Kourilow, que les socialistes accu-

saient de trahison occulte (faits relatés plus haut). Fils de prêtre du gouvernement de Poltawa, il était recherché depuis 1877, comme un des membres les plus actifs des cercles révolutionnaires de Kiew. Le tribunal le condamna à la peine de mort; mais eu égard à son repentir et à ses dépositions les plus détaillées sur l'organisation des éléments révolutionnaires dans le Sud, ce qu'il fit de plein gré, le commandant de la circonscription militaire de Kiew, général aide-de-camp Wannowski, remplissant par intérim les fonctions de général-gouverneur, commua cette peine en travaux forcés pour 15 ans.

L'affaire Bogouslawski fut suivie de près par deux procès, qui eurent pour issue deux condamnations capitales.

Le 23 février, la cour martiale jugea l'affaire de Joseph Razowskoï (israëlite) et de Jean Rodionow, accusés de propagande à l'aide des proclamations incendiaires du Comité Exécutif. Le 18 décembre 1879, dans les salles d'attente des stations «Olschanka» et «Zdolbounowo», du chemin de fer Kiew-Brest, parut affichée aux murs la proclamation du Comité sur l'attentat du 19 février, près de Moscou. Un jeune homme qui, d'après son extérieur et son costume, paraissait suspect, descendait à chaque relai d'un wagon de 3me classe, entrait dans les salles d'attente et y accrochait avec beaucoup de dextérité un exemplaire de la proclamation en question, après quoi il remontait vivement dans son wagon. A la station Zdolbounowo, le chef de gare aperçut le placard dès que le train eut marché; le gendarme de service eut le temps de sauter dans un wagon, découvrit l'auteur du fait, fit en chemin une perquisition sur sa personne, et trouva

sur lui un numéro de la «Narodnaïa Wola». Le jeune homme ne cacha point son nom: il était le fils d'un sous-officier de gendarmes, Jean Rodionow, âgé de 18 ans, élève du gymnase de Jitomir, d'où il passa, en 1878, dans un gymnase de Kiew; on l'exclut de la 5me classe, après quoi il mena la vie d'un désoeuvré, parmi les socialistes de Kiew; une tentative d'entrer dans un gymnase à Poltawa ne lui réussit point, et son caractère devint de plus en plus aigri. Au mois de mai de l'année 1879, il fut même arrêté pour un temps, soupçonné d'avoir distribué des opuscules révolutionnaires avec trois autres élèves de gymnase, à Kiew. Ce n'est qu'avec peine et peu à peu, qu'on parvint à obtenir de lui des dépositions véridiques sur son activité et la source d'où il tenait les proclamations; on découvrit, enfin, qu'elles lui avaient été remises, dans le but de les propager sur la ligne du chemin de fer Kiew-Brest, par un étudiant de première année de l'université de Kiew (section des mathématiques), l'israélite Joseph Rozowskoï, âgé de 20 ans (fils d'un teneur de livres dans une maison de commerce) qui, jusque là, n'avait pas été impliqué dans des enquêtes politiques. Les perquisitions qu'on fit chez lui constatèrent sa participation aux cercles anarchistes de Kiew. Ses dénégations, son mutisme et le refus de donner des explications sur ses connaissances et ses relations, n'empêchèrent point de recueillir les preuves les plus évidentes de sa culpabilité. La cour martiale condamna Rozowskoï et Rodionow à la peine de mort, d'après les termes exacts des articles 7, 18 et 249 du Code pénal. Le général aide-de-camp Wannowski, en confirmant cet arrêt le 3 mars, commua la peine de Rodionow en travaux forcés dans

les usines pour six ans; pour Rozowskoï, il fut exécuté le 6 mars, à 11 h. du matin, à Kiew.

La cause du sous-officier Mélétius Lozinski, jugée par la cour le même jour que le procès qui vient d'être relaté, démontra à quels singuliers moyens avaient parfois recours les agents des socialistes dans l'intérêt de la propagande. Le 4 juin 1879, le sergent de police du village Gorodok, au district de Gaïssine (gouvernement de Podolie), rentrant de cette ville dans son village, rencontra sur son chemin un sous-officier, qui l'accosta et lui remit une enveloppe fermée en le priant de la donner dans son village à quelqu'un «qui sache lire et écrire»,—après quoi le soldat continua son chemin. Le sergent de police, sans ouvrir l'enveloppe, la fit parvenir au chef de la police du district; lorsque ce dernier l'ouvrit, il y trouva une proclamation manuscrite, adressée «à tous les paysans «éclairés ou ignorants», qui contenait un appel au peuple, critiquant l'ordre établi quant au payement des impôts et des redevances, aux frais d'entretien de la troupe et excitant les classes populaires contre les «propriétaires». Ce libelle invitait à agir plus énergiquement, à ne pas prêter l'oreille à ce que disent les maîtres, à se soulever, à ne pas ménager la noblesse et à lui arracher les terres pour améliorer le sort du paysan.

Le fantassin mystérieux, porteur de l'enveloppe, fut vite découvert, car la chancellerie du bataillon de réserve cantonné à Gaïssine, reconnut que le manuscrit avait été écrit de la main du sous-officier Mélétius Lozinski. Une perquisition faite sur sa personne découvrit encore une autre proclamation manuscrite, destinée à la troupe, et dans ses effets— une troisième, adressée «Aux amis», qui engageait éga-

lement à massacrer la noblesse et à lui ravir ses biens. Lozinski fut arrêté, mais pendant le trajet de la chancellerie militaire à la prison, il se jeta sur une des sentinelles, lui arracha son fusil, se mit à fuir, mais fut rattrapé par la police. La culpabilité du délinquant était à un tel point latente, que l'enquête n'avait que des faits très peu complèxes à élucider. Lozinski était âgé de 24 ans, fils d'un prêtre de village de Podolie, élève de l'école ecclésiastique de Toultschine (1866—1871) et plus tard (1871—1876), du séminaire ecclésiastique de Kaménetz-Podolsk, d'où il fut exclu pour cause d'indiscipline. Plus tard, il s'enrôla dans les rangs des volontaires qui se rendirent en Serbie, fut blessé dans des rencontres avec les Turcs, après quoi on le recruta soldat en 1877; en 1879, il fut promu au grade de sous-officier. Sa tentative de faire de la propagande parmi la troupe n'était pas isolée, car depuis les mêmes agissements exécutés par Fomitschew et Fomine, dont il a été fait mention, des essais de ce genre furent maintes fois tentés par les socialistes. D'après les termes exacts de la loi, Lozinski fut condamné à mort pour les deux crimes — de propagande et d'agression et l'arrêt de la cour fut confirmé par le général aide-de-camp Wannowski. Le condamné fut exécuté le 6 mars, en même temps que Rozowskoï, à 11 h. du matin, à Kiew.

En avril de cette même année, un fait isolé et exceptionnel donna lieu à un procès politique qui ne concernait qu'un seul inculpé. Un volontaire du régiment de Livonie, № 97, André Androuzski, se trouvant malade à l'hôpital militaire de Kiew, — s'occupa à faire de la propagande révolutionnaire parmi ses camarades et devant plusieurs soldats. Ses discours étaient plus que hardis

et incendiaires; il avouait avoir pris la plus large part aux désordres qui eurent lieu maintes fois parmi les étudiants de Kiew et à leurs démêlés avec la police; il assurait qu'une révolution était indispensable, qu'il fallait assommer toutes les autorités, et qu'à peine sorti de l'hopital, il tirerait de ses propres mains contre le général-gouverneur; qu'il trouvait parfaitement inutile de se battre dans les rangs des soldats et de verser son sang, et qu'en cas de guerre, il s'arrangerait de manière à rester dans quelque hôpital, et s'abstiendrait de dégainer. L'inculpé était originaire de Poltawa (âgé de 25 ans), avait fait ses études au gymnase de cette ville, après quoi il resta un an à l'université de Kiew, puis subit un examen de géomètre-taxateur et entra à l'école des porte-enseignes, d'où il fut exclu et envoyé dans un régiment de ligne. Les propos séditieux d'Androuzski eurent lieu devant de si nombreux témoins qu'il lui fut impossible de se disculper. Il fut condamné conformément aux lois du Code militaire, le 25 février, à la perte des droits civils et aux travaux forcés pour quatre ans,—arrêt confirmé par le général aide-de-camp Wannowski, le 3 mars.

Des tentatives de propagande au moyen de placards révolutionnaires eurent lieu la même année à Kaménetz-Podolsk, chef-lieu du gouvernement de Podolie. Le 19 février, l'inspecteur du gymnase local ramassa dans une des églises de la ville une enveloppe contenant une proclamation manuscrite; trois autres exemplaires de ce même libelle, écrits de la même main, furent envoyés par la petite poste à trois élèves du gymnase; on en trouva encore un exemplaire au fond d'une boite à lettres. Le 26 février, la police découvrit deux nouvelles proclamations incendiaires

affichées aux poteaux des lanternes; dans l'une d'elles, le peuple était invité à incendier et elle se terminait par les exclamations de: « vive la République! mort à Loris-Mé-« likow! vive Mlodetzki! » La seconde se terminait par les paroles: « à bas l'Héritier! » Le lendemain, une feuille volante contenant un nouveau texte incendiaire fut trouvée sur le perron d'une maison, et le 2 mars,—une cinquième proclamation échevelée fut ramassée dans le corridor d'un logement privé, occupé par un élève du gymnase (elle avait pour sujet l'exécution de Mlodetzki). Le 11 mars, enfin, un nouveau placard sous le titre: « Aux honnêtes gens » fut reçu par un élève du séminaire ecclésiastique, annonçant de fausses nouvelles, venues soi-disant de la capitale.

Les auteurs de ces libelles subversifs ne manquèrent pas de se faire connaître: c'était un petit employé du gouvernement, un écrivain à gages, quoique non admis au service réel, travaillant à la chancellerie du gouverneur-civil de la province, portant le nom de Pschybyssow Dmitri; son collaborateur était un certain Kazanski Basile; les copies furent faites par une femme Moschinska Valérie et par un élève de la 7me classe du gymnase, Bouznïa Alexandre. Le but de ces proclamations, répandues aussi dans les auberges et les cabarets, était soi-disant celui « de disculper le socialisme des accusations de meurtres, « de vols et de pillage » qu'on lui imputait dans le public. L'enquête constata que Pschybyssow et Kazanski avaient eu l'intention de fonder un journal socialiste à Kamé-netz-Podolsk et qu'ils étaient les vrais auteurs de ces libelles. C'est au gymnase de cette ville qu'ils commencèrent leur activité, dans un cercle socialiste, lequel dans

ce même établissement possédait une bibliothèque de 150 à 200 volumes d'ouvrages et de gazettes révolutionnaires ; au nombre de ces initiés se trouvaient les élèves Schpolianski et Schpirkane, qui furent impliqués, comme il a été mentionné en son lieu, dans le procès de Kryjanowski, celui qui dévalisa un convoi de la poste et tua le postillon qui le conduisait. Pschybyssow alla plus loin, et à l'aide d'une fausse clef, parvint à soustraire d'une armoire de la chancellerie du gouverneur le chiffre télégraphique secret qui servait à communiquer avec les autorités supérieures dans les causes politiques ; lors de la visite domiciliaire qui fut faite chez lui, Pschybyssow avala cette clef. Bouznïa Alexandre n'était, au fond, qu'un personnage secondaire, subjugué par l'autorité du cercle socialiste qui le dominait et dont il redoutait la vengeance. Kazanski était fils d'employé et figurait comme artiste dans la troupe du théâtre du lieu. Les tentatives de ces jeunes malfaiteurs les poussèrent même à travailler à une entreprise du domaine de droit commun: ils firent des démarches pour soustraire à la station du télégraphe des éléments chimiques, afin de fabriquer à l'aide de la galvanoplastie, de la fausse monnaie de billon, pour se créer des moyens d'existence. La proclamation trouvée au fond de la boite à lettres, devait, enfin, servir pour la propagande parmi les facteurs de la poste. Quant à la femme Moschinska, elle se décida à en faire des copies, tentée seulement par l'appât d'un gain matériel et croyant à des promesses ultérieures avantageuses que lui faisait Pschybyssow. Toutes les données qu'on recueillit sur ce dernier personnage étaient à sa charge, de même que celles sur Kazanski (âgé de 22 ans), lequel avait essayé

d'étudier dans des gymnases à Kiew, à Kaménetz-Podolsk et dans l'Institut agronomique d'Ouman. Pschybyssow n'avait que 19 ans et avait été depuis peu exclu du gymnase de Kaménetz, à cause de sa très mauvaise conduite. Bouznïa, âgé de 19 ans, était natif de Bessarabie, avait été au gymnase de Kischinew, d'où il passa dans celui de Kaménetz. La femme Moschinska n'avait pas d'antécédents répréhensibles.

La cour martiale jugea cette cause le 19 août et condamna Kazanski et Pschybyssow à la perte de leurs droits civils et à l'exil en Sibérie dans des localités peu éloignées; Bouznïa—à l'exil au gouvernement d'Irkoutsk pour dix ans, et la femme Moschinska (18 ans), à une détention en prison pour sept jours; mais le général aide-de-camp Tschertkow, général-gouverneur de Kiew, confirmant cet arrêt le 27 août, commua la peine de Bouznïa en emprisonnement durant un mois.

Le 3 mai de cette même année, eut lieu à Kiew une tentative de propagande socialiste parmi la population juive à l'aide de proclamations écrites en hébreu. Un jeune garçon arrêta à Kiew, dans la rue Spasskaïa, un ouvrier-menusier du nom de Golostoupitsch, et lui demanda: «es-tu juif?» Après une réponse affirmative, l'inconnu sortit de sa poche une enveloppe cachetée, en engageant l'ouvrier à la prendre et à la remettre à quelqu'un des membres adultes de sa famille. Golostoupitsch, étonné d'une proposition faite de cette manière, refusa d'accepter ce pli et voyant que l'inconnu s'éloignait en pressant le pas, courut faire part de cet incident au propriétaire de la maison, Kalinowitsch, qui désigna à l'instant le fuyard à un sergent de police, et ce dernier parvint à l'arrêter dans

la cour d'une maison. On trouva sur l'inconnu 23 feuillets, imprimés à l'aide d'un hectographe, d'un texte hébreu, qui n'était autre qu'une proclamation très échevelée, adressée «A tous les israélites», les engageant à prendre une part active à la cause révolutionnaire et anarchiste; elle était signée: «Les socialistes israélites et chrétiens». On découvrit que cet inconnu était un élève de la 3me classe d'un gymnase de Kiew, Abraham Pritzker, israélite, fils de bourgeois, qui déclara avoir reçu ces proclamations d'un certain Serpinski, socialiste impliqué dans l'affaire de l'assassinat de l'agent Reinstein (dont il a été fait mention en son temps), et que lui, Pritzker, ne connaissait pas même au juste la teneur de ces placards; il se décida à les distribuer parce qu'il y était question de «liberté de la presse», — idée dont il était un adepte fervent. On ne put découvrir l'origine de ces proclamations, ni leur auteur, ni leur traducteur hébreu; pour Serpinski Wladimir (en réalité—Wolff, israélite), il avait été relégué par voie administrative au gouvernement de Wologda, d'où il prit la fuite, le 28 mars de la même année.

La cour martiale condamna, le 20 août, Pritzker à une détention dans les cadres des détenus astreints au travail, pour un an et six mois, mais en confirmant l'arrêt, le général-gouverneur Tschertkow commua cette peine en un mois de prison.

Les procès politiques qui furent jugés par les autres cours martiales des arrondissements militaires durant l'année 1880, n'offrirent point de causes saillantes et ne touchèrent que très peu aux principaux meneurs de la lutte anarchiste.

Le 18 janvier, la cour d'Odessa jugea un aide-chirurgien, Jean Tiourine (19 ans) et un israélite, Mendel Ronesse (20 ans), pour propagande parmi les paysans du district d'Ananïew, au gouvernement de Kherson. Le premier fut condamné à l'exil en Sibérie, et le second—à une détention durant une année.

Le 7 mars, la cour jugea la cause d'un sujet grec, Gabriel Gliko (âge de 25 ans), bourgeois d'Odessa,—pour essai de propagande parmi le peuple, et le condamna à l'exil en Sibérie dans des localités peu éloignées.

Le 30 mars, la même cour examina le procès de 19 inculpés, parmi lesquels figuraient comme principaux meneurs: le bourgeois Guellis, Meyer (23 ans, israélite), un officier d'infanterie Wlastopoulo, Nicolas (23 ans), Ioujakow Elisabeth (27 ans, ex-étudiante de Zurich, fille d'un général-lieutenant), Goworoukhine Alexandre et Minakow Georges. Ces trois derniers personnages ont déjà été mentionnés à l'occasion d'autres procès dans lesquels ils furent englobés. La femme Ioujakow venait d'être condamnée à l'exil en Sibérie, le 16 janvier, par la même cour martiale, comme impliquée dans l'affaire du pillage de la trésorerie de Kherson; Goworoukhine avait fait partie du procès concernant les désordres de la rue, lors du jugement de Kowalski et pour un attentat contre la personne de Nicolas Geschtowt, en vertu de quoi il fut condamné, le 26 juin 1879, à l'exil en Sibérie; pour Minakow, impliqué dans les mêmes affaires, il était déjà condamné, à la même date, aux travaux forcés pour deux ans. Le sujet de la nouvelle cause qui se jugeait actuellement, était l'affaire de l'affichage de placards révolutionnaires dans les rues de Kischinew, en 1879; l'enquête

découvrit même l'existence de tout un foyer anarchiste dans cette ville, foyer qui dépendait des cercles d'Odessa. La cour condamna Guellis—aux travaux forcés à perpétuité, Minakow—à 20 ans et Wlastopoulo—à 15 ans; quant à la femme Ioujakow, la sentence qui avait été déjà promulguée contre elle fut maintenue en vigueur.

Le 30 juillet, se jugea le procès de Basile Lépeschinski (24 ans, pseudonyme—«Wassiliok»), personnage nommé plus haut, un des membres du cercle de Serge Tschoubarow, à Odessa, qu'on n'était pas parvenu à saisir lors du jugement de l'affaire de ce dernier, l'année précédente. Ses agissements s'étaient bornés, du reste, à des essais de propagande; il fit des aveux complets durant l'enquête, et la cour ne le condamna qu'à une détention de 4 mois dans une forteresse. Par suite de son recours en grâce et de son repentir, le général-gouverneur d'Odessa, le général aide-de-camp Drenteln, commua, le 11 août, sa peine en détention pendant deux semaines.

Le 18 décembre, la cour jugea la cause d'un soldat Théodore Gawrilenko (25 ans), d'abord déserteur de son régiment, lequel, en même temps, s'allia aux rangs des socialistes et fit de la propagande dans des villages. Il fut condamné à 15 ans de travaux forcés.

Le 3 mars, la cour martiale de Harkow jugea la cause d'un certain Iastschembski Serge, dont l'activité révolutionnaire datait de plusieurs années. Né en 1857, de père noble, il fit ses études au 1er gymnase classique de Harkow, après quoi entra à l'université de cette ville; en 1875, il fonctionnait comme instituteur dans la famille d'un certain Borschtewski, beau-père de l'anarchiste Lizogoub, et habitait la propriété de ce dernier, dans la bour-

gade Siédnéwo, au gouvernement de Tschernigow. Ses relations avec des personnes aussi gravement compromises dans la lutte, influèrent sur sa carrière et en firent un socialiste très actif, qui fraya pendant un temps avec les anarchistes les plus en renom des cercles de Kiew. Il habita longtemps l'étranger, subit des arrestations en Russie, commit des actes de révolte brutale en prison, et fut, enfin, jugé par la cour martiale, qui le condamna aux travaux forcés dans les forteresses pour 10 ans.

Du 22 septembre au 2 octobre, la cour martiale du même arrondissement militaire de Harkow jugea la cause des membres du grand cercle anarchiste qui fonctionnait dans cette ville en 1879, et dont il a été fait mention dans ces pages, pendant la période des attentats organisés après la clôture du congrès de Lipetzk. Les inculpés présents au jugement étaient au nombre de 13; mais c'est environ 40 personnes en tout qui furent impliquées dans l'enquête. La majorité avait pris la fuite, et dans ce nombre, des inculpés très graves, comme Kolodkiéwitsch Nicolas, Jébouniow Wladimir, Préobrajenski Alexis, Glouschkow Jean, Tellalow Pierre, et d'autres. Au nombre des inculpés qui parurent devant la cour, les principaux portaient le nom de: Sytzianko Alexandre, Lïogki Ewgrafe, Kouznetzow Jacques, Blinow Mitrofane et l'ex-étudiant Filippow Constantin. C'est par Sytzianko que commença l'enquête: il était le fils d'un aggrégé au professorat de Harkow, pour la chaire d'électro-théraphie, personnage assez suspect lui-même et qui avait connaissance des menées de son fils. Ce dernier était un écolier de l'école réale et avait offert ses services aux anarchistes pour cacher les instruments, les armes et les papiers que les terroristes

vinrent déposer à Harkow après les attentats infructueux d'Alexandrowsk et d'Odessa. Sytzianko père possédait deux maisons, dont l'une était en construction, de même qu'une campagne à une distance peu lontaine de la ville. C'est dans la première que son fils cacha le dépôt des anarchistes, lequel fut découvert au mois de novembre d'une manière fortuite par des ouvriers; en outre, une partie des engins destructeurs fut cachée dans une alcôve de la maison qu'habitait son père (une spirale Rumkorff, une batterie galvanique, des fils d'archal). Ce fait fut le point de départ d'une enquête très détaillée, à laquelle s'intéressa vivement le comte Loris-Mélikow, qui de ce temps fonctionnait comme gouverneur à Harkow. Ewgrafe Lïogki (âgé de 18 ans), fils de marchand, fut au nombre des principaux accusés, et la cour le condamna, de même que Sytzianko, aux travaux forcés pour deux ans et huit mois; mais lors de la confirmation de l'arrêt par le général-gouverneur de Harkow, le prince Dondoukow-Korsakow, eu égard à l'âge des condamnés qui n'avaient point atteint leur majorité, commua, le 7 octobre, leur peine à un exil au gouvernement d'Irkoutsk, en Sibérie Orientale. Pour Lïogki, il dut cependant, plus tard, finir ses jours au gibet; car il s'enfuit bientôt du lieu de son exil en Sibérie, le 19 février 1882, après quoi on le rattrapa le 23 mars, et le 9 juin, il assomma le chef de la prison d'Irkoutsk avec une barre de fer qu'il se procura en brisant son lit. Il fut jugé et condamné à la pendaison qui fut exécutée à Irkoutsk, le 19 juillet de l'année 1882. Les autres inculpés du procès de Harkow subirent des peines beaucoup moindres—l'exil et des emprisonnements: quelques-uns furent même acquittés.

La même cour jugea, le 31 octobre, l'affaire d'un certain socialiste Toulissow Basile (âgé de 26 ans), natif de Woronège, ex-étudiant de l'Académie Médico-Chirurgicale, l'un des co-affiliés du fameux cercle «Terre et Liberté», en 1878, lors de l'arrestation des femmes Kolénkine et Malinowska. Sa participation aux clans des socialistes était hors de doute; mais la cour appuya sur le fait qu'il n'y avait pas de preuves que l'inculpé ait eu l'intention de recourir à des actes de violence, et le condamna seulement à un exil en Sibérie dans des localités peu éloignées.

Du 9 au 10 avril, la cour martiale de Moscou jugea l'affaire des socialistes Kozyrew Alexis (35 ans) et Antouschow Nicolas (28 ans). Le premier, appartenant à la classe cléricale, avait été ordonné diacre; néanmoins, il demanda bientôt à redevenir laïque et entra comme étudiant au Lycée Démidow, à Iaroslaw, où il se lia avec un précepteur de l'école de la ville, Antouschow, avec lequel il organisa un cercle socialiste qui recruta plusieurs étudiants du Lycée et du séminaire ecclésiastique du lieu. La propagande dont ils s'occupèrent s'étendait principalement sur les ouvriers des nombreuses fabriques locales. La cour condamna Kozyrew aux travaux forcés pour huit ans; mais la peine d'Antouschow fut commuée par le général-gouverneur de Moscou, prince Dolgoroukow, à un exil dans des localités éloignées de la Sibérie.

Le 13 avril, la même cour jugea les inculpés Likhatschew (28 ans) Jean et Troïtzki Dmitri, — tous les deux étudiants du Lycée Démidow. C'était une ramification de l'affaire qui vient d'etre relatée. Likhatschew fut condamné à un exil dans des localités lointaines de la Sibérie.

Le procès d'un certain Werstakowski (jugé le 6 septembre, par la Chambre d'appel de Moscou) n'offrit rien de saillant.

Dans les provinces polonaises de l'Est, le mouvement socialiste ne désarmait point; la grande enquête de 1878, dont il a été parlé en son temps, n'ayant pu déraciner toutes les ramifications des menées socialistes. Ce n'est que durant l'année 1880, que des mesures administratives décidèrent du sort de ces inculpés, au nombre d'environ 80 personnes, comme il en a été fait mention lors des événements de l'année 1878; mais en même temps, des agissements socialistes furent mis à jour, et aux mois de février, de mars et de mai 1880, on découvrit, à Varsovie, une association formée récemment: 28 personnes furent arrêtées et une enquête (la quatrième depuis l'année 1878) fut commencée. Elle ne découvrit point de faits saillants et les inculpés subirent des peines seulement par voie administrative: trois des principaux acteurs furent exilés; de 10 à 15 subirent une détention, et le reste fut relâché.

Le totalité des 21 procès politiques qui furent soumis, en 1880, au jugement des cours martiales, engloba les causes de 127 inculpés. Vers le fin de cette même année, le nombre des personnes qui se trouvaient sous la surveillance, tant occulte que latente, de la police atteignait le chiffre de 1,700.

Les tentatives de fuite auxquelles les malfaiteurs-socialistes avaient eu si souvent recours durant les années précédentes, eurent aussi lieu en 1880, dans les catégories les plus variées des condamnées et des inculpés. Voici quelques noms et quelques données sommaires:

Les socialistes-exilés: Franjoli André, sa femme, née Zawadska, un ex-étudiant de l'université de Harkow—Kalïoujny Alexandre, Smirnitzka Nadine, fille de prêtre, et Wolf (Wladimir) Serpinski, impliqués dans l'enquête de l'attentat sur Reinstein, prirent la fuite, tous à la fois, au mois de février, de la ville de Solwytschégodsk au gouvernement de Wologda, où ils étaient internés par voie administrative.

Le 8 février, Fomitschow, dont il a été question lors de son procès, prit la fuite de la prison d'Irkoutsk, à l'aide du creusement d'un puits, avec sept autres détenus (Popko, Woloschenko, Béreznıouk, Posen et d'autres), mais ils furent rattrapés: les uns—le même jour, et les autres—le 16 mars.

Pylaïew Efrème, exilé, s'enfuit d'une localité des plus lointaines de la Sibérie Orientale, la bourgade de Werkholensk, au mois de mai. Il fut arrêté, livra une résistance armée et fut condamné à cinq années et demie de prison.

Au mois de juillet, c'est une socialiste Smetzka, retenue en prison à Irkoutsk, ex-étudiante de Zurich, qui réussit à prendre la fuite, mais elle fut bientôt arrêtée.

Le 2 août, des anarchistes jugés à Odessa: Kryjanowski, Wlastopoulo, Minakow et Kozyrew, lors du trajet qu'ils faisaient ensemble le long de la Sibérie, sous forte escorte, s'enfuirent pendant un relai situé dans les régions du gouvernement de Iénisséïsk; mais on parvint à les rattraper, le 9 août.

Une socialiste Boutowska, Alexandrine, s'enfuit, en octobre, de la bourgade Marïinskaïa, au gouvernement de Tomsk, mais elle fut bientôt arrêtée à Kazan.

Le 25 décembre, la femme Sophie Bardine (27 ans),

fameuse socialiste du procès « des 50 » (en 1877), entreprit une fuite audacieuse (dont les clans socialistes se vantèrent longtemps) à travers les déserts et les forêts vierges de la Sibérie. Elle quitta la petite ville d'Ischime, au gouvernement de Tobolsk, en laissant une lettre aux autorités laquelle annonçait qu'elle allait se suicider. Cette fuite lui réussit malgré les rigueurs de l'hiver, avec le concours d'un anarchiste, Georges Bogdanowitsch, dont il sera question dans la suite. Elle séjourna pendant plus d'un an à Soulina et Toultscha, puis à Genève, où en 1882, elle se suicida, le 25 avril.

L'émigration des socialistes en pays étrangers continuait son cours, nourrie principalement par les malfaiteurs qui espéraient se soustraire de cette manière aux poursuites du Parquet. Il est notoire, du reste, que l'influence des principes socialistes de l'Occident, était, à cette époque, presque nulle sur le développement et l'activité du mouvement anarchiste et révolutionnaire en Russie. Depuis que l'émigration avait élaboré et mis à exécution l'organisation de la grande propagande parmi le peuple, le mouvement en Russie s'émancipa et devint indépendant, il revêtit souvent des formes et suivit des directions nouvelles; on parvint même à transférer sur le sol russe le grand travail de la propagande littéraire, qui servait de canal principal à l'influence et aux dispositions qui venaient jadis de Londres, de Genève et de Zurich. Les émigrés devinrent entièrement isolés et les communications régulières cessèrent. Cet état de choses dura jusqu'à la fin de 1879 et au commencement de 1880, quand les deux explosions du 19 novembre et du 5 février émurent l'opinion publique en Europe et provoquèrent une attention et un intérêt

immenses pour le parti de la «Volonté du Peuple». Ce dernier, comprenant de quelle portée énorme pourrait devenir pour sa cause l'opinion publique en Europe, se hâta d'organiser à l'étranger une propagande de sa profession de foi et de répandre des calomnies sur la politique intérieure en Russie, pour consolider en sa faveur les sympathies du public de l'Occident. On chargea de cette besogne les émigrés les plus en vue : Hartmann et Lawrow ; le rédacteur de toutes les communications venant de Russie, était l'infatigable Wéra Filippow (soeur d'Eugénie Figner), laquelle avait pris part presque à tous les exploits terroristes, animée d'un zèle et d'un dévouement fanatiques. Elle envoyait à Hartmann des correspondances en masse, les biographies des exécutés et des condamnés, tous les opuscules terroristes, les photographies des détenus, les gazettes et les journaux russes, et remplissait les commissions dont on la chargeait de l'étranger. C'est de cette manière qu'on faussa pendant longtemps l'opinion publique en Europe sur les incidents de la lutte et sur la portée des actes gouvernementaux. La presse étrangère propageait à l'infini et avec une satisfaction visible cette longue série de faussetés.

Les anarchistes eurent recours la même année à une bravade dans un sens opposé, ayant signifié dans une lettre à Dragomanow, que les nouvelles mesures du comte Loris-Mélikow n'avaient point d'influence sur leur programme, qu'ils désiraient rester dans le pays et préféraient voir le courant de l'émigration plutôt diminuer qu'augmenter ; que les événements du jour les convoquaient tous, plus que jamais, à la lutte à outrance et à ne pas déserter le champ de bataille. Néanmoins, le nombre de ceux qui réussirent à passer à l'étranger, en 1880, pour se sous-

traire à l'action judiciaire, fut considérable, et parmi eux figurèrent parfois des malfaiteurs marquants, par exemple: Morozow Nicolas, qui après l'attentat près de Moscou, passa la frontière, en janvier 1880, avec sa compagne Olga Lioubatowitsch, sous le nom des époux «Khitrowo», puis habita Paris sous le nom de Laquière et revint sous ce pseudonyme en Russie, mais fut arrêté près de la frontière, au gouvernement de Souwalki. Après l'issue de l'affaire Hartmann, Paris commençait à jouer aux yeux des socialistes russes le rôle d'un Eldorado, vers lequel se dirigeaient tous les fuyards. La capitale de la France recélait à la fin de l'année 1880, jusqu'à 78 socialistes et anarchistes russes, et dans ce nombre se trouvaient des sommités de premier ordre. Une vingtaine de socialistes avaient choisi la Roumanie pour base de leur activité,—comme une localité, où les lois du pays et des considérations politiques leur octroyaient une liberté d'action très étendue.

La presse révolutionnaire continua, durant l'année 1880, à déverser son venin délétère et à servir énergiquement la cause de la révolution. Il a été exposé plus haut à quel point les presses typographiques, si petites qu'elles fussent, servaient d'engins très sérieux dans la cause et la propagande des anarchistes, vu que tous leurs placards révolutionnaires donnaient un semblant de réalité aux forces des malfaiteurs et au fantôme du soi-disant Comité Exécutif, aux yeux du gros public. Les proclamations que cette presse de sous-sol lança durant cette année furent nombreuses et plusieurs d'entre elles ont été déjà signalées à l'occasion des faits qui signalèrent leur appa-

rition. Les anarchistes avaient à tâche de distribuer ces placards et de les faire parvenir jusque dans les localités les plus calmes, dans les recoins les plus obscurs de la Russie. La province en fut inondée et les cercles locaux, qui ne possédaient point de presses typographiques à leur disposition, eurent souvent recours à des libelles hectographiés et parfois manuscrits. A Biélostok (gouvernement de Grodno) parut un placard adressé à la «Société Russe», daté de St-Pétersbourg (février); des libelles furent affichés dans la ville d'Orel; ils parvinrent jusqu'au Caucase (Tiflis), jusqu'aux bourgades du gouvernement de Tschernigow, jusqu' au Wolga, jusqu'à Simbirsk et aux confins de la Sibérie (Iakoutsk). A Wlotzlawsk (royaume de Pologne) parut un placard d'un soi-disant «Comité pour la défense «de la Volonté du Peuple»; à Alexandrowsk (gouvernement de Kherson), on reçut un manifeste «Au peuple», en manuscrit anonyme, expédié d'Odessa. Les six proclamations propagées à Kaménetz-Podolsk ont déjà été mentionnées; des pièces de vers imprimées à l'aide de l'hectographe circulaient aussi. A Pétersbourg, parurent, en février, deux placards hectographiés rédigés au sein de la jeunesse de l'université, sous les titres: «Des étu«diants aux étudiants» et «Camarades-étudiants!» Les proclamations imprimées se tiraient ordinairement de 1.500 à 3.000 exemplaires; le programme du «Comité Exécutif» eut même trois éditions, d'un tirage total de 8.000 exemplaires. Les auteurs de ces pancartes agissaient souvent de très loin: une proclamation destinée à révolutionner les ouvriers des usines Goroblagodatski, au gouvernement de Perm, sur la frontière de la Sibérie, fut rédigée à Kiew, par l'anarchiste Boutzynski. On pourrait citer comme fait

singulier, l'apparition dans un des numéros de la «Lanterne» de Rochefort (février, 1880), du fac-simile d'un texte russe manuscrit d'une proclamation de quelques lignes, émanant soi-disant du cercle «Terre et Liberté», avec l'emblème de deux haches croisées, engageant le peuple à se soulever; mais cet acte était sûrement apocryphe, car le foyer de «Terre et Liberté», n'existait plus de ce temps et ne lançait plus de placards.

La «Volonté du Peuple», le nouveau journal anarchiste qui fut fondé le 1er octobre 1879, continua à paraitre l'année suivante et dura jusqu'en mars 1882; mais pendant ces trois années, la rédaction eut la possibilité de lancer seulement 9 numéros; des «Feuilles volantes» de cette même publication parurent à trois reprises en 1880 (le 1er juin, 20 août et 20 septembre). La saisie de l'imprimerie de la ruelle des Sapeurs bouleversa, il est vrai, toute l'organisation de l'activité typographique du parti qui était à la tête du mouvement, mais l'imprimerie recommença à fonctionner à partir de l'été 1880, et s'établit dans la rue Podolskaïa, au № 42. C'est Kwiatkowski qui dès le mois d'octobre 1879, fut le rédacteur de la «Volonté», jusqu'à ce qu'il fut arrêté. Son imprimerie publia, en outre, un «Programme des ouvriers du parti de la Volonté du Peuple» (le 5 novembre 1880), qui prenait pour point de départ l'exécution de Pressniakow et de Kwiatkowski, et une «Gazette des Ouvriers», à dater du 15 décembre 1880 jusqu'à la fin de 1881, six numéros en tout, de 600 à 1,000 exemplaires, imprimés dans la ruelle Troïtzkaïa, tout d'abord avec la collaboration de Hessy Helfmann, la future régicide. Le parti réimprima aussi dans sa «typographie volante», une diatribe contre le comte Loris-Mélikow, parue à

Genève, due à la plume de Dragomanow, sous le titre du dicton populaire: «Ce n'est pas avec des balivernes qu'on nourrit le rossignol» (in - 8°, 20 pages).

Les tentatives faites à St-Pétersbourg pour la publication de placards portant le titre d'«Aurore du Travail», à l'aide d'une presse manuelle desservie par des gens du peuple, ont été déjà mentionnées plus haut.

La publication du «Repartage Noir», organe du parti qui portait ce nom, parut d'abord le 15 janvier 1880 et dura jusqu'en 1882, mais quatre numéros seulement furent livrés au public. La seconde édition des numéros 1 et 2 fut tirée la même année à Genève (dans l'imprimerie du journal: «L'Ouvrier», rédigé par Plékhanow), avec la fausse estampile de «Londres», et puis expédiée en Russie. Dès le 3me numéro, la rédaction de cette feuille changea; son tirage ne dépassait pas 1,000 exemplaires, et l'imprimerie était moins fournie que celle de la «Volonté du «Peuple». C'était au fond la typographie du cercle «Terre et «Liberté» primitivement fondée par Zoundéléwitsch, laquelle porta très longtemps le titre d'«Imprimerie russe libre». En 1881, le «Tschornyï Pérédél» commença, en outre, la publication d'une feuille destinée aux ouvriers, sous le titre «Le Grain» («Zerno»); il imprima plus tard (1881) un «Pro«gramme du parti populaire» et quelques proclamations destinées au peuple, par exemple, celle qui portait le titre «De la part des ouvriers de Kronstadt» (confectionnée dans une typographie «volante», après la confiscation de l'imprimerie au Wassilïewski-Ostrow); une proclamation de l'«Union ouvrière du Sud» (du 4 décembre 1880, avec des menaces de mort au chef des usines de l'arsenal de Kiew, le colonel Korobkow), et d'autres.

Les presses russes à l'étranger continuaient leur oeuvre de propagande et de calomnie. «La Cause Commune» et «La Commune» («Obschtéïé Diélo» et «Obschtina») parurent en 1880. Cette dernière avait été fondée par Klémentz et Krawtschinsky; mais en 1880, sa rédaction vint se fixer en Russie et le journal finit bientôt par disparaître. Pour les brochures incendiaires, celles de Pierre Alissow continuèrent à se produire en quantité, tout comme les opuscules de Dragomanow, d'un texte moins audacieux (tirés au nombre de 500 à 1,000 exemplaires). Elpidine, l'ancien éditeur révolutionnaire de Genève, publia quelques oeuvres de Schtédrine, le fondateur de la satire politique en Russie. «La Terreur blanche», brochure ayant trait au comte Loris-Mélikow, se propagea grandement et eut beaucoup de succès dans les clans socialistes et chez leurs adhérents. Nicolas Morozow publia à Londres son exposé incisif et cruel des principes anarchistes, sous le titre: «La Lutte terroriste».

L'accalmie qui se faisait sentir dans la sphère des agissements terroristes depuis l'été de l'année 1880, était loin d'être un symptôme rassurant; elle était loin de pouvoir servir de baromètre pour juger l'intensité de l'activité criminelle des anarchistes; elle ne prouvait nullement que l'activité des révoltés fût devenue plus calme ou qu'ils eussent désarmé, ne fût-ce que pour un temps. Tout au contraire, on avait déjà observé que les accalmies de ce genre étaient ordinairement les précurseurs de grands événements et de nouveaux attentats. Et en réalité, vers la seconde moitié de l'année 1880, le régicide s'était transformé à l'état d'idée fixe dans la tête surchauffée des

anarchistes et avait porté le fanatisme du principe destructeur au maximum le plus élevé. Toutes les forces dont disposaient les révoltés furent mises en mouvement après qu'ils eurent subi de lourdes épreuves, à la suite des brèches que firent dans leur rangs les 21 procès politiques de cette même année. La perte de Kwiatkowski leur était particulièrement sensible; ils considéraient son procès comme un acte de la plus grande injustice, et c'est à dater de l'exécution de cet anarchiste que l'effervescence du parti de la «Volonté du Peuple» atteignit son apogée. Après les dernières tentatives infructueuses à Odessa et à Pétersbourg (la mine du Pont-de-Pierres), toutes les idées des agents principaux de l'anarchisme se portèrent donc à réaliser, coûte que coûte, un attentat dont la réussite ne pût être mise en doute; quant au reste de l'innombrable personnel des clans socialistes, il se voua de nouveau à une propagande énergique, propagande qui d'après l'aveu des malfaiteurs, ne fut jamais ni si facile, ni si fructueuse que depuis l'automne de 1880 jusqu'au printemps de 1881. C'est à cette époque que les cercles terroristes de Pétersbourg renouèrent les relations les plus suivies avec tous leurs co-affiliés en province; ils organisèrent des groupes locaux; ils s'appliquèrent à des études détaillées sur un plan d'activité pour chaque localité; plusieurs agents du Comité Exécutif faisaient des tournées d'inspection dans chaque rayon du territoire qui entrait dans les régions où un soulèvement devait, selon eux, éclater infailliblement. Les circonstances étaient très propices pour la cause des révoltés: leur principal concurrent, le «Tschornyï Pérédél» avait presque disparu et ses meneurs étaient passés à l'étranger; d'un autre coté, le succès du nouvel organe de la «Vo-

«lonté du Peuple», la propagande orale du programme du Comité Exécutif, et par-dessus tout, les épisodes inouïs de la lutte, qui étaient déjà connus du public, attirèrent de grandes sympathies à la cause terroriste de la part des socialistes plus calmes, qui étaient encore loin de frayer avec les «narodowoltzy». De tous côtés arrivaient des délégués du fond des provinces, afin d'offrir leurs services pour l'exécution de quelque nouvelle entreprise et munis de sollicitations de leur envoyer des agents pour organiser les cercles locaux. Ce va-et-vient dénotait évidemment l'existence d'une grande surexcitation des esprits due à l'activité des terroristes. Le parti triomphait; il comptait près de 500 affiliés; il se croyait presque vainqueur, d'autant plus, qu'à la même heure, l'embauchage de crédules adeptes socialistes se faisait à nouveau, dans des proportions puissantes, au sein même de la capitale, surtout parmi la classe ouvrière. Les facilités dont jouissaient les malfaiteurs étaient, d'après les aveux des acteurs de la lutte, le résultat du nouveau système, qui avait pour principe d'éviter le bruit, les sévices de la police et les visites domiciliaires. C'était l'époque d'une grande animation dans le monde anarchiste, époque pleine d'espoir dans l'avenir et de satisfaction quant au présent, car tous les symptômes de pression dont se ressentirent si souvent les révoltés, de 1870 à 1879, avaient cessé comme par enchantement.

A mesure que ces facilités devenaient plus grandes, le mot de «régicide» ne se prononçait que plus souvent et d'une manière toujours plus accentuée dans les cercles anarchistes, car cette idée était devenue le centre de gravité de toute l'activité du parti. Le № 37 de la «Cause

Commune» contenait même un article qui traitait ouvertement de «l'utilité des régicides». Les révoltés n'avaient point consenti à transiger. Le régime du comte Loris-Mélikow, le système de la «terreur blanche», les formes plus polies de la police et du pouvoir, et le relâchement des poursuites, ne suffisaient point aux attentes et aux exigeances des anarchistes, car les lois et les institutions restaient toujours les mêmes: l'opinion des sphères socialistes exigeait même parfois que le nouveau dignitaire périt tout comme le Chef du Pouvoir. Pour réaliser ce but, pendant que la majorité s'adonnait à une propagande des plus actives, les techniciens du Comité Exécutif travaillaient à perfectionner leurs nouveaux engins-projectils meurtriers et à inventer les moyens pour augmenter la force explosive des mines, laquelle n'offrait pas encore une puissance destructive suffisante. La manière de perpétrer le grand crime fit le sujet de toutes les réunions anarchistes durant l'automne et la fin de l'année 1880. Leurs techniciens—Grégoire Issaïew, Nicolas Kibaltschitsch et un nouvel adepte, le lieutenant de la flotte Nicolas Soukhanow, s'occupèrent même à faire des essais avec les matières et les engins explosifs. Michel Trigoni (pseudonyme — «Milord») qui survint d'Odessa s'offrit plus tard pour organiser une attaque de prise à poings armés contre l'Empereur, dans la rue, mais il exigeait à cet effet une trentaine d'agents à sa disposition.

Les anarchistes essuyèrent cependant, à cette époque, une nouvelle perte: le 28 novembre, Alexandre Mikhaïlow fut arrêté.—«cette sentinelle inappréciable de toute l'or-«ganisation, ce type d'un maître-créateur, à l'attention «duquel n'échappait pas la moindre bagatelle qui pût

«nuire à la sécurité du parti. Il était comme l'oeil de la «Providence pour tout le monde des anarchistes, et en même «temps un chef disciplinaire, si nécessaire dans les clans «révolutionnaires». Telles furent les paroles de louanges et de regrets que les anarchistes vouèrent à la mémoire de cet homme actif, intelligent, audacieux et doué d'un grand talent d'organisateur. Sa capture était certainement un événement très grave: aussi décida-t-elle les conjurés à se hâter et à agir plus énergiquement; car de nouvelles arrestations pouvaient de plus en plus décomposer le complot en faisant de nouvelles brèches dans les rangs des chefs. On suivit les conseils du grand-maitre. Se trouvant encore parmi les siens, Mikhaïlow, d'accord avec le Comité Exécutif, s'arrêta à l'idée de louer un modeste magasin du sous-sol, dans une des rues que Sa Majesté traversait le plus souvent, pour pratiquer de ce réduit, sous le tracé de la rue, une mine amplement bourrée de matières explosibles. Il trouva bientôt deux locaux convenables pour le but proposé, et le choix de l'un d'eux, dans la rue Petite-Sadowaïa, maison du comte Mengden, № 4, au centre de la capitale et à deux pas de la Perspective de Newski, fut fait par le Comité. On avait besoin pour cette entreprise d'un homme sûr, pratique, courageux et jouissant d'une grande présence d'esprit. Sur la chaleureuse recommandation de Wéra Filippow, cette mission fut dévolue à un socialiste expérimenté, Georges Bogdanowitsch, qu'on fit venir de loin. Il s'installa le 3 décembre dans le magasin qu'on aménagea en qualité de «dépôt de fromages russes», tenu par un commerçant portant le pseudonyme de Kobyzew: c'est du fond de cette boutique qu'on se mit à l'oeuvre pour pratiquer une mine

sous le tracé de la rue Petite-Sadowaïa. En qualité d'épouse légitime, la femme Iakimow Anne («Baska») se fixa avec Kobyzew et quelques jours plus tard, Basile Merkoulow (ouvrier-graveur sur pierre de son métier), anarchiste qui avait dejà fait ses preuves, vint remplir dans le magasin les fonctions de commis.

C'est au milieu de ces préparatifs pour un nouvel attentat monstrueux contre la personne du Souverain que s'acheva l'année 1880 et que commença l'année terrible, au début de laquelle se consomma le crime sanglant et hideux qui macula à jamais les chroniques des nations et des empires.

1881

L'historien fidèle, consciencieux et impartial, de même que chaque observateur calme et exempt de passion, les contemporains de l'époque, tout comme ceux qui en seront séparés par l'espace de nombreuses années, ne pourront que difficilement se rendre compte de l'état des choses au sein du monde russe, au début de l'année 1881, et se former là-dessus un jugement stable et coordonné. La position était infiniment complexe, à en juger par l'ensemble du tableau que présentaient les événements de l'année écoulée, les menées sourdes des anarchistes et même le calme relatif qui présageait un grand orage. Le pouvoir et les moyens de la lutte étaient, depuis près d'une année, pour ainsi dire, concentrés entre les mains d'un homme qui jouissait des sympathies du grand public et qui ne désespérait pas, à ce que l'on supposait, d'en venir à bout avec les ennemis de l'ordre. Il est vrai, que de nouveaux faits terroristes ne venaient pas à la connaissance du public ; mais cette accalmie et les sympathies qu'on portait au chef ne suffisaient point pour la paix et la tranquillité générales, On sentait comme par intuition qu'un grand malheur

menaçait le pays; les esprits étaient en mouvement et au milieu des gaietés d'une saison d'hiver animée et très bruyante dans la capitale, personne ne jouissait d'un sentiment de sécurité et de confiance dans l'avenir. Les financiers passaient leur fonds à l'étranger; des correspondants exotiques de journaux étrangers venaient même se fixer à Pétersbourg pour être témoins des épisodes curieux du conflit entre le pouvoir et les révoltés; on ne pouvait rester ni tranquille ni confiant, en voyant que le Chef du Pouvoir ne sortait autrement qu'entouré d'une escorte.

Après une année d'essais et d'activité très développée, après le grand nombre de procès politiques jugés, après l'extension du pouvoir octroyé au Ministre de l'intérieur, ce dernier voyait clairement que le gouvernement était loin d'être avancé, que le mal progressait au contraire, et que l'audace des malfaiteurs devenait toujours plus grande: en un mot, que le drapeau qu'il avait arboré, le fameux système de «la dictature du coeur» (comme l'appelait la «Gazette de Moscou») faisait fausse route. Ce système, à vrai dire, avait toutes les sympathies du gros public; or, c'était une considération très grave, car le nouveau dignitaire était enclin à écouter les on-dit de la masse et les sophismes de la presse; il cherchait, comme il l'avait annoncé dès le début, une force morale et matérielle dans l'approbation et la sanction de son activité et de ses idées par le «public», malgré que ce dernier fût principalement composé d'éléments pseudo-libéraux, qui parvinrent à insuffler au Ministre des points de vue très opposés aux bases historiques sur lesquelles reposait le monde russe, et des principes qui ne pouvaient être qu'en opposition avec les sym-

pathies du peuple. La polémique sur ce sujet se fit jour dans le domaine de la presse, et la plume de feu de Katkow se mit en opposition ouverte avec les tendances du nouveau Ministre. Ces luttes étaient loin de profiter et de contribuer à une période de tranquillité : aussi toutes les sphères sociales et gouvernementales étaient-elles en mouvement ; le mécontement et l'opposition grandissaient à vue d'oeil.

Cette fièvre générale s'était ranimée dès le début de l'année par des bruits extraordinaires qui se répandirent un peu partout. Le public s'attendait à la promulgation d'un acte gouvernemental d'une portée immense, et c'est le comte Loris-Mélikow qui, disait-on, en était l'inspirateur et l'initiateur. La genèse de la tentative de proclamer la nouvelle réforme avait une logique apparente au point de vue de la coterie aux idées avancées, qui de ce temps était très influente et dont le comte Loris-Mélikow subissait la pression. Une fois que les mesures inspirées par le système de la «dictature du coeur» n'aboutissaient point à un résultat satisfaisant, n'étaient point parvenues à désarmer les clans anarchistes et portaient évidemment à faux, il fallait certainement chercher ailleurs les moyens de parvenir au but tant désiré. Ces moyens, selon l'opinion des conseillers du Ministre, étaient faciles à trouver, ils étaient même évidents : il fallait transiger avec «l'opposition», lui faire des concessions, écouter ses conseils et suivre ses aspirations. Ceux qui professaient ce point de vue opportuniste oubliaient sans doute, que cette «opposition» avait des aboutissants, qu'elle était même parfois étroitement liée avec les libéraux à outrance, et que ces derniers frayaient de près avec le monde des socialistes, répandus un peu partout et qui

s'ingéraient souvent même dans le domaine des affaires publiques. En faisant le premier pas sur cette pente si douce et si glissante, on se trouvait très vite en face d'une exigeance qui caractérisait l'ensemble des projets, des voeux et des aspirations du parti des mécontents. On en venait à exiger de nouvelles réformes organiques, cassantes et bouleversantes, ne prenant en considération ni l'histoire, ni le tempérament, ni les croyances, ni les sympathies du peuple. Tout le mal gisait, selon l'avis des conseillers, dans le maintien d'institutions archaïques et devenues impuissantes: l'initiative et les études des nouvelles lois, la source première de l'activité du gouvernement, devait donc être vivifiée par le concours des représentants du peuple, élus par un vote libre. Ce projet n'était, au fond, que la première pierre, la base du parlementarisme de l'Occident qu'exigeaient les novateurs. Selon eux, c'était la seule mesure qui fût en état de pacifier les esprits et de paralyser la révolte des anarchistes; de leurs point de vue, c'étaient les institutions, qui, en raison de leurs côtés défectueux, créaient et soutenaient le mouvement révolutionnaire, et non les socialistes et leurs doctrines qui faussaient les institutions et paralysaient l'activité des réformes déjà octroyées (comme c'était en réalité le cas). Les conseils de ce genre furent d'une très grande portée, car le comte Loris-Mélikow, qui guidait dans ce moment la marche de la politique intérieure du pays et qui même en tenait les rênes, était enclin à apprécier au-dessus de leur valeur les fluctuations des opinions et les encouragements de la presse; le public avait son oreille, et il parvint à lui persuader la nécessité de recourir à des mesures d'une portée immense, mais qui pouvaient menacer

l'avenir de très grands orages. On parlait ouvertement de la nouvelle loi et des communications sur ce sujet avaient déjà paru dans les journaux. Les quelques feuilles à tendances conservatrices protestaient seules contre les bases d'une pareille réforme et assuraient que le gouvernement faisait fausse route; le comte Loris-Mélikow apparaissait aux yeux de la minorité, représentée par les gens calmes et les vrais patriotes, qui connaissaient les besoins et les aspirations du grand peuple, sous la forme d'un nouveau Necker, d'un nouvel auteur des Etats-Généraux, lesquels dans le temps furent suivis de perturbations violentes, ébranlèrent le principe monarchique en France et poussèrent le pays dans les bras de la révolution.

Le 19 février, date à laquelle pendant toute la durée du règne de L'Empereur Alexandre II, se promulguaient les actes les plus autoritaires et les plus réformateurs du gouvernement, s'était écoulé, il est vrai, sans que la nouvelle loi, qu'on attendait avec anxiété, eût paru: mais les bruits de sa promulgation, qui devait avoir lieu d'un jour à l'autre, ne cessaient point. Les esprits subissaient une tension immense; et pendant que cette effervescence se faisait sentir dans les classes les plus élevées de la société, le monde révolutionnaire des sous-sols et des bas-fonds continuait avec fureur son oeuvre de destruction et travaillait aux derniers préparatifs pour exécuter son programme infernal. Ceux qui se plaignaient de la terreur blanche (comme ils appelaient le régime du comte Loris-Mélikow) jouissaient, cependant, vu le relâchement de la police, d'une grande facilité d'action: c'est pourquoi, rien d'étonnant que les anarchistes les plus audacieux ne fussent point encore entre les mains de la justice; ils étaient vivants et actifs. Le Comité Exécutif convoqua, en

février, ses agents du fond des provinces et exigea d'eux des comptes-rendus détaillés sur l'état des choses. Après l'examen de leurs rapports, on leur posa la grande question: croyaient-ils que l'organisation du parti anarchiste fût suffisamment développée et stable, l'opinion publique dûment travaillée et propice, pour que la question de la «révolte» et de «l'insurrection» pût être déjà mise, dès ce moment, à l'ordre du jour, afin que dorénavant toute l'activité du parti pût s'occuper principalement des moyens de provoquer un soulèvement; le pouvoir central devait-il déjà dès àe présent s'adonner à l'étude du plan pratique nécessaire à l'accomplissement d'une révolution? La majorité des agents fut d'avis que la question de l'insurrection devait être mise à l'ordre du jour et qu'elle était très désirable. Plusieurs séances furent consacrées à ces débats qui avaient lieu dans le logement occupé par Wéra Filippow et Grégoire Issaïew, cohabitant sous le nom des époux Kokhanowski, à la perspective Woznessenski.

Le public n'était point initié à ces mystères du sous-sol révolutionnaire; néanmoins, l'air était saturé de craintes pour l'avenir. Les hauts pouvoirs judiciaires aidés de la police développaient tous leurs efforts pour mettre la main sur les anarchistes les plus célèbres et les plus hardis, et leurs recherches furent en partie couronnés de succès: le 25 janvier, on arrêta Grégoire Friedensohn, l'affilié de l'attentat manqué d'Odessa; le même jour et dans le même logement, on mit la main sur Barannikow (pseudonyme «Koschournikow») qui avait grandement pris part à l'assassinat du général Mézentzow; le 26 janvier, on fit main basse sur Kolodkiéwitsch, un affilié de plusieurs entreprises terroristes, arrêté dans le logement de Baranni-

kow; et le 29, on arrêta dans le logement de Barannikow, l'anarchiste Léon Zlatopolski et Klétotschkine,— petit employé de l'ancienne «Troisième Section», qui n'était autre qu'un malfaiteur actif, lequel, depuis près de deux ans, tenait le monde anarchiste au courant de toutes les mesures qu'on était en train de prendre dans la lutte, qui avertissait ceux sur lesquels on allait mettre la main et paralysait par là toute l'activité de la police. Le 30 janvier, on arrêta Macaire Téterka, sous le pseudonyme de «Wessélowski», qui s'était transformé en cocher de fiacre, conduisant un drojki attelé d'un cheval, dans le but d'aider la fuite des malfaiteurs, lors d'un attentat à l'aide d'engins-projectils; des chevaux et un traîneau furent fournis à cet effet par Jéliabow. Mais à mesure que les arrestations devenaient plus nombreuses, à mesure que les rangs des anarchistes étaient de plus en plus battus en brèche, leur activité n'en devenait que plus fébrile; ils se hâtaient et achevaient rapidement leurs derniers préparatifs. L'organisation supérieure de l'attentat était dévolue à Jéliabow, tandis que Kibaltschitsch était parvenu à fabriquer un nouvel engin, aidé d'Issaiew, qui lui disputa même sa gloire d'inventeur. En compagnie de Kibaltschitsch, de Merkoulow, de Gratschewski et de nouveaux adeptes qui figuraient comme agents-exécuteurs—Ryssakow Nicolas, Mikhaïlow Timothée et Iémélianow Jean, Jéliabow fit une excursion hors de la ville, à Pargolowo, pour essayer les nouveaux projectils. C'est dans le logement de ce dernier, qui habitait avec Sophie Pérowskaïa, sous le nom de «Slatwinski» et de «Lydie Woïnow», que Nicolas Soukhanow fabriqua en partie la mine destinée à la rue Petite-Sadowaïa.

Le 27 février, on parvint enfin à découvrir et à arrêter Jéliabow, à sept heures du soir, dans le logement de Michel Trigoni...; et quarante heures plus tard, le livre du Destin s'ouvrit sur une page sanglante de l'histoire des peuples.

Le dimanche, 1er mars, après avoir assisté le matin à la messe, Sa Majesté l'Empereur quitta vers une heure de l'après-midi, le Palais d'Hiver en voiture fermée pour se rendre au manège sur la place du Palais-Michel, où avait lieu une revue de garde montante, à laquelle Sa Majesté voulut assister. En se mettant en voiture, l'Empereur donna ordre à son cocher (Flore Serguéiew) de prendre le chemin du Pont-des-Chantres. L'escorte qui accompagnait l'équipage impérial se composait d'un sous-officier des cosaques du Kouban, Matschnew, qui monta sur le siège de la voiture, et de six cosaques du Térék, chevauchant en avant, des deux côtés et derrière la voiture.

L'Empereur fut fort satisfait de la revue à laquelle il assista et se trouvait dans une excellente disposition d'esprit. Au sortir du manège, vers une heure trois quarts, apprenant que son auguste frère, le Grand-Duc Michel Nicolaïéwitsch se proposait de se rendre chez la Grande-Duchesse Catherine Mikhaïlowna, l'Empereur lui proposa de prendre place dans sa voiture pour aller ensemble au Palais Michel. Après une demi-heure passée chez la Grande-Duchesse, durant laquelle l'Empereur prit part au déjeuner, il quitta le Palais seul, en disant au cocher de prendre le même chemin. La voiture prit sa course par la rue des Ingénieurs et tourna ensuite à droite, par le quai du canal

Catherine. L'escorte s'était disposée de manière à ce que deux cosaques montaient en avant de la voiture, et deux autres chevauchaient près de chaque portière; derrière cette escorte, dans un traîneau attelé de deux chevaux, suivait le maître de police de la 1re section de la ville, le colonel Dworjitzky, et après lui, le capitaine des gendarmes Koch avec le capitaine Koulébiakine, chef de l'escadron des cosaques du Térék, dans un traîneau attelé d'un seul cheval; le cosaque Matschnew était de nouveau sur le siège, à côté du cocher. La voiture, une fois sur le quai du Canal Catherine, prit le grand trot et l'allure des chevaux de l'Empereur était telle, que les montures des cosaques durent prendre le galop. A 150 pas avant de tourner le coin du Canal, l'Empereur dépassa un détachement de 47 hommes du 8me équipage de la flotte, qui revenait du manège; au même endroit, le Souverain croisa le peloton des porte-enseigne de la seconde compagnie de l'Ecole militaire Paul, au nombre de 25 cadets, commandé par un lieutenant, laquelle débouchait aussi sur le canal, par la rue Grande-Italianskaïa. A l'exception de la maison appartenant à la Deuxième Section de la Chancellerie de l'Empereur (Section de codification) et des bâtiments de service y adjacents, le Canal Catherine ne présentait, à cet endroit, sur une longueur d'environ 570 pas, jusqu'au pont du Théâtre, du côté que suivait le cortège impérial, qu'un long mur, longeant le jardin du Palais Michel. Le chemin était bordé du côté opposé par la grille en fer qui court le long du Canal. La circulation dans cet endroit peu habité est toujours insignifiante, et au moment du passage de l'Empereur, on ne voyait que quelques agents de police

qui surveillaient le parcours, trois gardiens du Palais-Michel balayant les trottoirs près du jardin et un gardien de tramway marchant entre les rails. Un jeune garçon-boucher, Nicolas Maximow, âgé de 14 ans, passait à ce moment insouciant par le quai du Canal, tirant sur un traîneau une corbeille à provisions, de même que deux soldats de la garde, du régiment Préobrajenski, marchant dans la direction de la voiture impériale; à leur rencontre venait un aide-chirurgien du régiment Pawlowski de la garde, — Basile Gerokhew. Ce dernier était suivi d'un jeune homme de petite taille, ayant de longs cheveux châtains, revêtu d'un paletot de demi-saison en gros drap, coiffé d'un bonnet de loutre et portant un objet enveloppé dans une serviette, le tout formant un paquet de moyenne grosseur.

A 2 heures 20 minutes, la voiture ayant parcouru près de 330 pas sur le quai du Canal Catherine, se trouva à la hauteur de cet inconnu qui se tourna de manière à se trouver en face de la voiture, et lança dans sa direction, sous les pieds des trotteurs, un objet blanc, ressemblant à une boule de neige, avant que les cosaques de l'escorte pussent se rendre compte de quoi que ce fût. Au même instant, on entendit une violente explosion, pareille à la détonation de plusieurs canons; elle éclata en forme d'éventail. Deux cosaques, Maléïtschew et Saguéïew, qui galoppaient derrière la voiture, tombèrent blessés de leurs chevaux, et le jeune Maximow, atteint grièvement, gémissait douloureusement, étendu sur le trottoir. Un nuage épais, formé de neige et de débris divers, avait été soulevé par l'explosion, dont le bruit fut entendu très loin. La commotion brisa les vitres du bâtiment des Ecuries de la Cour, situées de l'autre côté du Canal, et les carreaux

du manège Michel; toutes les glaces de la voiture furent brisées, et l'arrière-train de l'équipage—presqu'entièrement détérioré.

Le Grand-Duc Michel Nicolaïéwitsch qui était resté au Palais Michel, ayant entendu l'explosion et pressentant un malheur, se rendit immédiatement sur le lieu de la catastrophe. Le détachement des marins et des porte-enseigne qui débouchait sur le Canal par la rue Grande-Italïanskaïa et celle des Ingénieurs, se mit à courir dans la même direction et les personnes suivantes qui passaient près de cet endroit s'y rendirent immédiatement: l'aide-de-camp général Baranow, membre du conseil de l'Empire, qui sortait de son logement de la grande rue des Ecuries; le colonel Korotschentzow, aide-de-camp de S. M.; le lieutenant-colonel du régiment Préobrajenski, Radzischewski,—directeur de l'école des porte-enseigne; le capitaine du même régiment, Adlerberg; les capitaines en second—Nowikow et Frank; le sous-lieutenant Roudykowski,—adjudant de place; le capitaine en second prince Myschetzki; le sous-lieutenant Krakhotkine; le lieutenant comte Hendrikow du régiment des chevaliers gardes; le capitaine en second d'artillerie, Küster; les pages de la chambre—Kossinski et Mexmontant; les élèves du 1er gymnase militaire—Dawidowski et Petrowski, et Jules Capri, professeur de musique à l'Institut Patriotique des demoiselles.

Le personnage qui avait jeté la bombe était un bourgeois de la ville de Tikhwine, au gouvernement de Nowgorod, et se nommait Nicolas Iwanowitsch Ryssakow, âgé de 19 ans. Après avoir lancé l'engin explosif sous la voiture, il se mit à fuir dans la direction de la Perspective Newski,

mais à 20 pas du lieu de l'explosion, il trébucha et tomba. Le gardien de tramway, le paysan Nazarow, se jeta sur lui et fut secondé par le sergent de ville, Niezgoworow, par l'aide-chirurgien Gorokhow et par les soldats du régiment Préobrajenski—Makarow et Iewtschenko, qui s'assurèrent de la personne du criminel. Au même instant, le capitaine Koch, sautant hors de son traîneau, et le capitaine Kouébiakine ayant suivi son exemple, s'approchèrent de Ryssakow. Le criminel répondit à Koch qui lui demanda: si c'était lui qui avait produit l'explosion? — «c'est moi, «monsieur l'officier, c'est moi qui l'ai produite». On trouva dans la poche de Ryssakow un révolver et sur sa poitrine un poignard, pareil à ceux dont était munie la majorité des «terroristes». Le capitaine Koch mit son sabre à nu pour sauvegarder le criminel, car on s'attendait à ce que la foule allât l'écharper. Un soldat du régiment Préobrajenski donna un coup de poing à Ryssakow en lui criant: «que faites-vous?»—à quoi le criminel répondit: «vous le saurez plus tard, car vous êtes encore des «gens non éclairés (obscurs)».

L'Empereur se trouvait sain et sauf. Il ordonna à son cocher d'arrêter les chevaux et ouvrit lui-même la portière de gauche de sa voiture, avant que Matschnew eût eu le temps de descendre du siège. Le maître de police Dworjitzky sauta hors de son traîneau et se précipitant vers la voiture, rencontra l'Empereur qui en descendait et répondit à la question qui lui fut faite, que le criminel était arrêté. Il pria Sa Majesté de vouloir prendre place dans son traîneau pour rentrer au Palais d'Hiver; mais l'Empereur manifesta le désir de voir le criminel avant de se remettre en chemin et se dirigea vers

l'endroit où il avait été arrêté, suivi du colonel Dworjitzky et du sous-officier Matschnew. Dans ce moment, le capitaine Koulébiakine, poussé par un sentiment de prudence dévouée, voyant la foule qui entourait le criminel, s'approcha de l'Empereur et pria Sa Majesté de remonter dans sa voiture. Si cette invitation eût été suivie, nul doute que les jours de Sa Majesté n'eussent été sauvés; mais l'Empereur ne lui répondit rien et continua sa marche dans la même direction, mû par des sentiments d'humanité, de charité et de compassion à l'égard des blessés dont on entendait les gémissements et dont les souffrances étaient visibles.

Le détachement du 8me équipage de la flotte, qui venait d'atteindre le lieu de l'explosion, entoura immédiatement Ryssakow, et les porte-enseigne qui se trouvaient à une quarantaine de pas des marins, se rangèrent sur la largeur du quai, en voyant l'Empereur venir à leur rencontre. Une foule de monde des classes les plus diverses, tout émotionnée des coups de sifflets des sergents de ville et par les cris de: «c'est sur l'Empereur qu'on tire».—se forma immédiatement au même endroit. Plusieurs officiers de différents grades se joignirent aux personnes qui suivaient l'Empereur, qui en longeant le trottoir, s'approcha à trois pas de Ryssakow et à une vingtaine de mètres du lieu de la première explosion. Le criminel, au moment de son arrestation avait dit qu'il se nommait «Glazow», nom sous lequel il vivait avec un faux passeport. Ryssakow fit tout le temps preuve d'un sang-froid audacieux et grossier. Quand le sous-lieutenant Roudykowski, qui venait d'arriver en courant, demanda aux personnes présentes: «qu'est-il donc arrivé à l'Empereur?»—Sa Majesté ayant entendu cette question, répon-

dit: «grâces à Dieu, je suis sain et sauf; mais voilà»....; et d'un geste, il montra les blessés et se pencha vers l'un d'eux. A ce moment Ryssakow dit avec une ironie sinistrement—allègre...: «est-il déjà, vraiment, temps de dire—grâces à Dieu!»... L'Empereur en s'approchant du criminel, demanda: «est-ce celui-là?»—et sur la réponse affirmative qui lui fut faite, il ajouta: «il est gentil!» D'après des dépositions d'autres témoins, l'Empereur aurait dit au criminel—«que veux-tu de moi, impie?» Dans tous les cas, Sa Majesté n'est pas restée plus d'une demi-minute à cet endroit, et en retournant, s'est dirigée à l'instant vers le lieu de l'explosion; le colonel Dworjitzky marchait en avant, le cosaque de l'escorte Matschnew se trouvait à la droite de l'Empereur, et le capitaine Koulébiakine — à sa gauche.

A peine Sa Majesté avait-elle fait quelque pas sur le trottoir qui longe le canal, dans la direction de sa voiture, qu'un inconnu vêtu d'un paletot d'hiver, âgé d'une trentaine d'années, à en juger d'après son extérieur, qui se tenait le dos appuyé au parapet du Canal, au moment où il n'était distancé de l'Empereur que de deux mètres et demi tout au plus, leva les mains en l'air (mouvement qui ne fut aperçu que de deux témoins — Pawlow et Gorokhow) et jeta avec force un objet blanc aux pieds de Sa Majesté. Dans ce moment (quatre ou cinq minutes après le lancement de la première bombe), on entendit le bruit d'une nouvelle explosion aussi étourdissante que la précédente; on vit s'élever dans les airs une colonne de neige, de poussière et de toute sorte de débris. L'Empereur et tous ceux qui l'entouraient tombèrent; tout le monde resta saisi d'horreur pendant une seconde; on n'entendait

que les gémissements des blessés et les cris de: «au secours», et «arrêtez-le dans le jardin»!

Le spectacle qui se présenta aux yeux des assistants, quand le nuage produit par l'explosion se fut dissipé, est impossible à décrire dans tous ses détails effroyables. Vingt personnes plus ou moins grièvement blessées gisaient sur le trottoir et sur le pavé; quelques-unes avaient pu se relever, d'autres se trainaient sur les mains; plusieurs s'efforçaient de se dégager de dessous celles qui les écrasaient. Au milieu de la neige, de la poussière et des mares de sang, on voyait des lambeaux de vêtements, des débris d'épaulettes, de sabres, et même des fragments de chair humaine.

La force infernale qui avait produit tout ce désastre n'avait pas épargné le Souverain. Plusieurs des témoins de l'horrible catastrophe affirment que l'Empereur serait tombé en avant, la joue droite sur la neige; mais les dépositions d'autres personnes paraissent plus vraisemblables. D'après ces dernières, il résulte que Sa Majesté, ayant eu les deux jambes fracassées, s'est plutôt assise par terre, le visage tourné vers le Pont du Théâtre, et qu'ayant rejeté le haut du corps en arrière, l'Empereur chercha à s'appuyer à terre sur les mains. Sa casquette déchirée en mille pièces avait disparu; il ne restait de son manteau que des lambeaux ensanglantés et roussis. Les jambes fracassées étaient nues, le sang coulait à flot, les chairs pendaient par morceaux, et l'on voyait sur le visage pâle de Sa Majesté des traces de sang et des ecchymoses; il respirait avec difficulté. A cette vue, non seulement tous ceux qui étaient sains et saufs, mais aussi les blessés se précipitèrent vers l'Empereur. Des dizaines

de mains relevèrent le Monarque. Les élèves de l'Ecole militaire Paul s'approchèrent du lieu de l'explosion et cinq d'entre eux entourèrent l'auguste Martyr.

C'est à ce moment qu'arriva le Grand-Duc Michel Nicolaïéwitsch. Il y eut alors quelques secondes d'indécision: fallait-il porter l'Empereur sur les bras ou fallait-il le transporter en voiture? Mais voyant qu'il serait impossible d'y installer commodément le Souverain, S. A. Impériale envoya chercher un traîneau: trois porte-enseigne s'élancèrent pour amener un fiacre de louage qui se trouvait tout près, devant la voiture, mais le cheval avait été tellement effrayé par l'explosion, que malgré les efforts de tout le monde, il fut impossible de le faire marcher. C'est alors qu'on courut vers le Pont du Théâtre où se trouvait le traîneau du colonel Dworjitzki et on y installa Sa Majesté, qui perdait des flots de sang. Le capitaine Koulébiakine se plaça sur le devant, à côté du cocher, le dos tourné aux chevaux, soutenant les jambes de l'auguste mourant. Deux cosaques et un soldat du régiment des gardes à cheval prirent aussi place dans le traîneau, et le capitaine en second Küster se tint debout sur un des patins; mais ce dernier dut quitter cette place, vu des souffrances au coeur et à la tête qui le prirent à la suite de contusions reçues d'un cheval de cosaque qui se jeta sur lui dans la bagarre. Au moment où l'on portait l'Empereur dans le traîneau, le quartier-maître Kouryschow couvrit la tête du Monarque d'un mouchoir; ce dernier tomba pendant qu'on établissait Sa Majesté dans le traineau, c'est pourquoi un des assistants recouvrit la tête du Souverain d'un casque avec un panache; mais le lieutenant comte Hendrikow, craignant que ce couvre-chef

ne fît mal à l'Empereur, le remplaça par sa casquette. Le capitaine en second Küster, ôtant son manteau, en recouvrit l'Empereur, aidé en cela par plusieurs des assistants.

Le traineau se mit en marche. Le Grand - Duc Michel ordonna aux porte-enseigne et aux matelots de l'entourer et envoya en avant quatre cosaques à cheval. Le trajet au Palais-d'Hiver se fit par le Pont du Théâtre, le Canal de la Moïka, le Pont des Ecuries et la rue Millïonnaïa. L'Empereur était suivi par le Grand-Duc Michel Nicolaïéwitsch avec trois officiers. Le comte Baranow et le directeur des télégraphes Lüders dépassèrent le convoi de Sa Majesté pour prévenir le service du Palais et préparer une couche pour recevoir l'auguste blessé. Le traîneau qui portait l'Empereur s'arrêta au perron de Sa Majesté, à l'intérieur du tambour. Les personnes qui accompagnaient le cortége et les cosaques de l'escorte, aidés par le service du Palais, se mirent à transporter l'Empereur: on ouvrit les deux battants de la porte du milieu et l'on prit le chemin vers l'ascenseur; mais voyant qu'il était impossible d'y installer l'Empereur, le Grand-Duc ordonna de suivre le grand escalier.

Il est évident que l'auguste martyr était dans ce moment en complète défaillance. Quant à l'état dans lequel se trouvait l'Empereur lorsqu'on le releva, pour le transporter au Palais-d'Hiver, il est difficile à préciser, car les avis des témoins diffèrent beaucoup à ce sujet. Le maitre de police, Dworjitzki, grièvement blessé aux côtés de l'Empereur, en s'élançant à son aide avec plusieurs autres personnes, entendit Sa Majesté prononcer presque inintelligiblement les mots: «secourez-moi!» Sur les 24 porte-

enseigne arrivés à l'endroit où tomba l'Empereur, immédiatement après la seconde explosion, cinq ont déposé que Sa Majesté a demandé: «l'Héritier est-il vivant?»— puis a ajouté deux fois: «j'ai froid», en portant la main vers le front. D'autres assurèrent n'avoir rien entendu, quoique l'Empereur remuât les lèvres. Le visage du martyr était tranquille, mais ses yeux semblaient chercher quelqu'un. Quand trois porte-enseigne se baissèrent pour répondre que l'Héritier du Trône était sain et sauf, l'Empereur eut un mouvement avec la main, comme s'il voulait faire un signe de croix. Le Grand-Duc Michel marchant à la droite de son auguste Frère transporté à bras par les assistants, lui demanda: «Votre Majesté «m'entend-elle?» — à quoi l'Empereur répondit faiblement: «j'entends». A la question suivante du Grand-Duc: «comment l'Empereur se sentait»?—l'auguste blessé répondit: «plus vite à la maison, plus vite à la maison!» Puis, comme s'il répondait à la proposition du capitaine en second, Nowikow, de porter Sa Majesté dans la maison la plus proche pour lui donner les premiers secours indispensables, l'Empereur prononça: «portez-moi au Palais, là.... «mourir!» Pendant qu'on transportait l'Empereur vers le traîneau, Sa Majesté aurait dit à deux reprises: «couvrez-moi avec un mouchoir». Le cosaque Kouzmenko affirma qu'une fois installé, l'Empereur demanda au capitaine Koulébiakine: «tu es aussi blessé?»—mais cet officier, assourdi par l'explosion, n'entendit pas ces paroles. Le soldat Prekoudine qui se trouvait dans le traîneau, dans un moment d'angoisse et d'effroi se permit d'adresser à l'Empereur ces simples paroles: «Votre Majesté, «Père des vrais croyants, a-t-elle le sentiment d'elle-

«même!» à quoi il reçut la réponse: «un peu». De tout l'ensemble des dépositions sur les dernières paroles prononcées par le Monarque, on peut conclure que depuis le moment de l'explosion, Sa Majesté n'a eu que de très rares éclairs de demi-connaissance.

Le chiffre des autres victimes de l'attentat atteignit en tout le nombre de 20 personnes, dont trois furent blessées mortellement (le cosaque Maléïtschew, le garçon Maximow et l'inconnu qui lança le second engin explosible, âgé de 30 ans, tous les trois décédés quelques heures après) et six—blessés très grièvement (le colonel Dworjitzky, le capitaine Koulébiakine, deux officiers de police, les cosaques Matschnew et Soschine); 11 personnes ne furent atteintes que légèrement (le page Kossinski, Capri, les cosaques Kouzmenko, Loutzenko et d'autres).

Pendant qu'on transportait l'Empereur à l'intérieur du Palais, S. A. le Grand-Duc Michel envoya à la recherche des médecins, puis dépassant ceux qui portaient l'auguste blessé, entra dans le cabinet de l'Empereur, où se trouvait déjà l'aide-de-camp général comte Baranow, et se mit avec lui et les serviteurs à préparer la couche du Souverain, en la plaçant entre une table à écrire et un canapé. Les premiers secours de la médecine furent donnés par le conseiller d'État Markus, médecin de la cour qui était de service ce jour-là, par le chirurgien de la cour, Krouglewski et par l'aide-chirurgien, Kogane. Il fallait avant tout arrêter le sang qui coulait à flot des jambes fracassées, et à cet effet, on comprima avec les doigts les artères et l'on posa des bandages Essmarch en caoutchouc. L'Empereur était sans connaissance; son visage était très pâle, les yeux à demi-ouverts, la lumière ne réagissait

plus sur les prunelles, les mâchoires étaient contractées, la respiration—incomplète et courte, les pulsations—imperceptibles et l'on n'entendait que faiblement les battements du coeur. Tous les remèdes connus, pour faire revenir l'Empereur à lui, furent employés; on jeta de l'eau froide pulvérisée sur son visage et des gouttes d'éther; on lui fit respirer de l'oxygène que l'on avait sous la main, car Sa Majesté y recourait souvent pour ses souffrances asthmatiques; mais toutes les tentatives faites pour rétablir l'activité du coeur et du cerveau, en comprimant les artères afin de faire remonter le sang vers le centre, furent vaines. Le docteur Botkine, une sommité bien connue dans le monde médical, arrivé vers les trois heures, trouva Sa Majesté dans l'état décrit plus haut, entièrement épuisée par la perte de sang et sans pouls aucun. Un instant il eut l'espérance de pouvoir tenter une transfusion de sang et il reçut les prières de plusieurs cosaques de l'escorte qui s'offrirent dans le but de cette opération. On crut pendant quelques minutes, que sous l'influence de remèdes vivifiants et excitants, la respiration devenait un peu plus forte; dans ce moment l'archi-prêtre Rojdestwenski administra le Saint-Sacrement au Monarque mourant; mais peu de temps après, l'action des poumons devint encore plus faible et la respiration ne se faisait que par leurs parties supérieures. A trois heures, arrivèrent les médecins de l'Empereur, Tzytzourine et Golowine avec le professeur de chirurgie Bogdanowski, mais ils ne purent que constater la disparition graduelle des derniers restes de vitalité, malgré les inhalations constantes d'oxygène. L'approche inévitable des derniers moments était déterminée par une anémie

aiguë, provenant des lésions violentes des extrémités inférieures. A trois heures et demie, on ne pouvait plus percevoir le moindre indice de respiration, et à 3 h. 35 min. l'âme du Souverain-Martyr monta au ciel, laissant dans le coeur de ses sujets l'image ineffaçable d'un «Père du Peuple», d'un Monarque humain, généreux et magnanime, en face duquel les Antonins et les Vespasiens de l'antiquité ne seront toujours qu'une ombre pâle et indécise.

Deux des principaux auteurs du crime monstrueux qui venait d'être commis avaient été arrêtés sur les lieux de l'explosion: c'étaient l'individu qui prétendit se nommer «Glazow» (Ryssakow), que le peuple avait voulu écharper et qu'on roua de coups lors du trajet jusqu'au dépôt de police, et celui qui gisait sans connaissance, grièvement blessé, sur le trottoir du quai. Il était évident que c'était ce dernier qui avait jeté la seconde bombe, qu'il était ce même individu qui avait levé les bras et projeté aussitôt avec violence un objet blanc à terre. On le transporta dans un hôpital voisin, mais il y mourut le même soir, à 10 heures, n'ayant eu qu'un instant de lucidité, pendant lequel, à la question: quels étaient son nom et sa condition, il répondit: «je ne sais pas».

Telles étaient les données premières pour dévider les fils du nouveau complot monstrueux. On se mit à l'oeuvre dès la première minute, et les efforts et le talent des représentants du Parquet parvinrent à élucider bientôt les mystères de l'enfer anarchiste. La direction de l'enquête fut remise aux mains du chef du Parquet de Pétersbourg, le Procureur de la Chambre d'appel, conseiller d'État actuel

Plévé, dont le talent et l'infatigable activité se firent jour avec le plus grand éclat durant la période agitée du procès des régicides. Tous les autres membres du Parquet réunirent leurs forces dans cette même cause: le juge d'instruction pour les affaires exceptionnellement graves, Knirim, les substituts du Procureur—Dobjanski et Mouravview, tout le personnel judiciaire enfin, s'était mis à l'oeuvre. De la part du Corps des gendarmes fonctionnait le lieutenant-colonel Nikolski.

L'enquête mit à jour la filiation du complot de même que ses antécédents criminels qui dataient de quelques mois. Lors de l'arrestation d'Alexandre Mikhaïlow, en novembre 1880, on trouva chez lui de la dynamite; plus tard on découvrit que, dans un des logements qui servaient de lieu de réunion aux anarchistes (celui de la rue Grande-Podïatscheskaïa, № 37), se fabriquaient des matières explosives dans de grandes proportions; dans une autre (rue Podolskaïa, № 11) se trouvait une imprimerie secrète: c'est dans ces deux logements, comme il a été déjà mentionné, que furent arrêtés Friedensohn (sous le pseudonyme d'«Agatscheskoulow»), Barannikow (pseudonyme «Alafouzow») et Kolodkiéwitsch (pseudonyme «Pétrow»). On parvint à se persuader que dans ce cercle figuraient en outre — l'anarchiste Michel Trigoni, qui occupait un logement sous son vrai nom, et le fameux André Jéliabow, recherché depuis si longtemps pour sa participation à plusieurs attentats contre Sa Majesté l'Empereur. Tous les deux furent arrêtés ensemble, dans le logement de Trigoni, au coin de la Perspective Newski et de la rue Karawannaïa, dans la maison Likhatschew; quant au logement de Jéliabow, il fut bientôt découvert

dans la rue de la première compagnie Izmaïlowski, № 37, où il cohabitait avec une femme «Lydie Woïnow», qu'il prétendait être sa soeur, et portait lui-même le pseudonyme de «Nicolas Slatwinski». Quelques heures avant le forfait du 1er mars, une perquisition faite dans ce logis découvrit des objets qui servaient à la confection de mines explosives. Le lendemain de l'arrestation de Jéliabow, la femme «Woïnow» disparut, mais elle fut arrêtée le 10 mars. C'était, en réalité, Sophie Pérowskaïa,—un des principaux acteurs de l'attentat près de Moscou, la complice et le bras droit de Hartmann. «Slatwinski» et sa compagne menaient une vie très retirée; cette dernière quitta le logement le 28 février soir, et n'y reparut plus.

Ryssakow, une fois mis au secret, voyant que tout espoir était perdu pour lui, commença à faire quelques aveux et indiqua l'existence d'un logement servant de réunion aux anarchistes,—un «local de conspiration», situé dans la rue Téléjnaïa, № 5. Dans la nuit du 2 au 3 mars, le substitut du procureur Dobjanski, aidé de la police, procéda à une perquisition soudaine. Après que ces délégués eurent annoncé à travers la porte le but de leur arrivée et qu'une voix de femme eût demandé: qui était là—on commença à forcer la porte à coups de hache; dans ce moment, on entendit à l'intérieur plusieurs détonations, après quoi une femme ouvrit la porte. Dans la première chambre, se trouvait gisant par terre, baigné dans son sang, quelqu'un qui venait de se suicider; il s'était fait plusieurs blessures, dont l'une à la tempe était mortelle: il en mourut quelques heures plus tard, sans être revenu à lui. Le pseudonyme qu'il portait, de même que celui de la femme avec laquelle il cohabitait, était «Fessenko-Nawrotzki». Cette femme était, en

réalité, une bourgeoise israélite de la ville de Mozyr (au gouvernement de Mohilew), Hessy Helfmann (ou Holtermann); quant au suicidé, on découvrit plus tard que c'était Nicolas Sabline, un socialiste, dont l'activité datait de l'année 1873, qui passa à l'étranger, fut arrêté à la frontière à son retour, englobé et jugé dans le procès des 193, en 1877, après quoi on le relâcha, en lui comptant en qualité de peine sa longue détention préventive; depuis 1878, il avait disparu de Moscou, et on n'avait plus entendu parler de lui. Son logement, lieu de réunion des conspirateurs, était rempli d'objets qui dénotaient les menées criminelles de ses hôtes: deux engins-projectils tout prêts, des ustensiles de chimie, des plans de la capitale avec les tracés de la direction des mines, etc.

Le même jour, une capture nouvelle tomba entre les mains des autorités. Après la perquisition du logement de la rue Téléjnaïa, dans lequel les employés de la police s'établirent pour un temps, ayant reçu l'ordre d'arrêter tout individu qui viendrait dans ce logis (système détectif, vulgairement nommé «souricière»), survint un jeune ouvrier qui en montant l'escalier, rencontra le gardien de la maison («dwornik»), Serguéïew, et quand ce dernier lui demanda où il allait,—il indiqua le logement numéro 12, local qui pour le moment était complètement vide. Ce personnage paraissant suspect, le gardien l'invita à entrer dans le logement № 5, les autorités le questionnèrent pendant une demi-heure sur ses nom et qualités, mais il donna des réponses très contradictoires; on commença alors à faire une perquisition sur sa personne, et dans ce moment, il sortit un révolver de sa poche, et

tira six coups de feu contre les sergents de police: le sergent Dénissow fut blessé à l'aine droite et le commissaire Sloutzki reçut une contusion à la poitrine. On parvint à désarmer cet anarchiste, après quoi on le mena aux bureaux de la préfecture de la ville, où l'on constata très vite que c'était un paysan du gouvernement de Smolensk, Timothée Mikhaïlow. Dans sa poche on trouva une note concernant un rendez-vous pour 4 heures, à la confiserie Issakow, coin de la Perspective Newski et de la rue Petite-Sadowaïa, dans la même maison où était établi le magasin de Kobyzew. Parmi le public réuni dans cet établissement entre 3 et 4 heures, on découvrit un anarchiste, Grégoire Orlow (pseudonyme «Kozyrew»), ayant un poignard dans la poche.

Le lendemain, 4 mars, la police fut informée que le propriétaire du magasin de fromages, situé au sous-sol de la même maison, Iéwdokime Kobyzew, avait disparu avec sa femme Eudoxie; quant à leur commis (Merkoulow, pseudonyme—«Iakowenko»), il avait quitté depuis longtemps ses patrons, car il était loin de ressembler au type des garçons-boutiquiers, vu que sa taille était trop élevée, et qu'il ne possédait pas l'habitude de débiter les fromages. Dans divers endroits du magasin, on trouva de la terre fraîche et du sable dans des tonneaux, des caisses et des barils, en tout jusqu'à 109 pieds cubes. Une partie des conjurés, à tour de rôle, y avaient travaillé jour et nuit. La mine était chargée de 32 kilogrammes de dynamite noire; elle était entièrement achevée, prête à partir, munie de sa capsule d'amorce; en cas qu'elle éclatât, sa force destructive, selon l'avis des experts, aurait dû creuser une excavation de cinq mètres de profondeur au milieu de la rue; les fe-

nêtres des maisons voisines auraient dû se briser; les poëles et les plafonds de ces maisons auraient pu tomber. Le loyer du magasin, composé de trois chambres, montait à 1,200 roubles, — prix qui ne correspondait pas aux moyens d'un petit commerçant. En janvier, les époux Kobyzew s'y établirent, mais dès leurs débuts, ils attirèrent sur eux l'attention de la police et des autres locataires, car leur commerce et leur genre de vie ne ressemblaient pas à ceux de la classe des petits boutiquiers. La femme du marchand avait des habitudes qui dénotaient qu'elle appartenait à une classe plus élevée; elle passait souvent les nuits dehors; des personnages, suspects quant à leur extérieur (Jéliabow, Mikhaïlow), venaient seuls voir ces locataires singuliers. A la suite de ces soupçons, la police vérifia le passeport de Kobyzew, en écrivant aux autorités du gouvernement de Woronège, qui avaient délivré ce document: la réponse fut satisfaisante, car un certain Iéwdokime Kobyzew avait réellement reçu un passeport à telle et telle date, époque qui correspondait exactement au faux document que Georges Bogdanowitsch avait produit à la police. Le commerce du magasin allait assez mal et la marchandise vint un jour presqu'à manquer; mais Wéra Filippow parvint à trouver 300 r. et les remit à l'anarchiste qu'elle avait chaleureusement recommandé pour cette entreprise. Le commerce reprit, mais les soupçons ne firent que grandir: un officier de police, Dmitriew, vint d'abord, comme par hasard, jeter un coup-d'oeil dans le magasin pour s'assurer si le local n'était pas trop humide et en contravention avec les réglements sanitaires. Le technicien en chef de la préfecture de la capitale, le général-major Mrowinski, avec

un délégué de la police, visita, le 28 février, le local en entier, sous le même prétexte, mais il ne trouva rien qui pût confirmer les soupçons, car les Kobyzew s'étaient déjà empressés de boucher l'ouverture de la mine avec des pierres, puis de recouvrir ces dernières de toile et de coller par-dessus des papiers peints glacés. La perquisition du général Mrowinski n'avait été faite, du reste, que très superficiellement, presqu'à la hâte, et dénota une incurie criminelle chez cet employé ; ce fut le sujet d'une grande enquête dirigée par l'adjoint du Ministre de l'Intérieur, le général Tschéréwine, et Mrowinski fut jugé, au mois de novembre de la même année. Après cette visite, les époux Kobyzew comprirent qu'ils pouvaient être découverts et le 3 mars, abandonnèrent le magasin. La mine fut trouvée en parfait état et il ne fut pas facile de la décharger. Toutes les maisons de la rue Petite-Sadowaïa subirent une révision complète, exécutée la nuit par onze substituts de procureur, fonctionnant à la même heure, aidés par la police. Il est notoire que les anarchistes avaient depuis longtemps jeté leur dévolu sur cette rue de la Petite-Sadowaïa, car en décembre 1879, on avait déjà reçu de l'étranger des indications (prématurées, il est vrai) sur des mines pratiquées, soi-disant, sur ce point si peuplé de la capitale.

Ryssakow donna plus tard des indications sur le logement de l'individu qui avait jeté la seconde bombe. Il portait le faux nom de Iélnikow et habitait un garni tenu par une femme Artamonow, au faubourg de Wyborg ; elle le reconnut, quand on lui montra son cadavre. La tête du grand criminel, de même que celle de Sabline, après avoir été embaumées, furent pendant quelques jours

exposées pour le public dans un local de la police, afin de faciliter la découverte du mystère qui enveloppait le principal criminel et son affidé.

Le caractère de complot et de conspiration que portaient les agissements des criminels durant les préparatifs pour leur oeuvre monstrueuse, tout comme à l'heure de son exécution, la préméditation et tous les éléments d'une volonté malfaisante et dépravée jusqu'à à un degré presque surhumain, furent démontrés jusqu'à l'évidence par les données que fournit l'enquête. L'idée de commencer l'organisation d'un nouvel attentat régicide, surgit dans les réunions des terroristes chez Ryssakow et plus tard dans le logement surnommé conspiratif, tenu par Hessy Helfmann (dans la ruelle Troïtzka), environ dix jours seulement avant le 1er mars. L'audacieux Jéliabow donna le signal en faisant appel à des volontaires qui voulussent se charger de l'exécution du crime, décidé en principe par ce qu'on nommait le Comité Exécutif, autrement dit par une délibération de quelques anarchistes les plus en renom, les mêmes, sans doute, qui étaient les exécuteurs du crime; des conciliabules sur cette entreprise eurent lieu une seconde fois, dans un petit restaurant populaire. Les «volontaires» supposaient, cependant, que le crime ne devait pas s'accomplir de sitôt; mais on remarqua bientôt chez Jéliabow et ses amis une agitation et une impatience fiévreuses qui provenaient de l'impression pénible causée par les arrestations des derniers jours. Ryssakow donna une réponse catégorique et affirmative à Jéliabow environ une semaine avant le 1er mars, entra ensuite en rapports personnels avec les nouveaux co-affiliés et fut introduit dans le logement de la rue Téléjnaïa.

loué principalement pour les conciliabules relatifs à l'attentat. Outre Ryssakow, trois autres personnes donnèrent leur consentement : un certain « Michel Iwanowitsch » (l'inconnu qui périt lors de l'attentat), l'ouvrier Timothée Mikhaïlow, et un certain « Michel ». Sophie Pérowskaïa faisait son apparition aux réunions en qualité d'agent actif qui avait organisé une surveillance régulière et constante sur les sorties de l'Empereur, même pendant les visites qu'il faisait dans les établissements d'éducation ; la femme Olowennikow Elisabeth, Tyrkow Arcadie et Tytschynine Pierre s'occupaient aussi de cette mission, dirigés par elle; Ryssakow passa aussi sous ses ordres avec « Michel Iwanowitsch » et lui faisait ses rapports chaque jour. Hessy Helfmann et Sabline étaient toujours présents aux conciliabules de la rue Teléjnaïa. Lors de la première réunion, survint un personnage que tout le monde nommait le « Technicien », lequel expliqua en détail l'organisation des engins-projectils d'après des échantillons qu'il avait apportés. Le 28 février, on fit avec le « Technicien » un essai qui donna sur les bords de la Néwa, au-delà du Smolnoï, des résultats très satisfaisants : une bombe avait régulièrement éclaté. Ce n'est que ce jour-là, la veille du crime, qu'il fut décidé définitivement que l'attentat devait avoir lieu le lendemain. Toute la nuit du 28 février au 1er mars, le fameux « Technicien », aidé de deux personnes (Soukhanow et Gratschewski), travaillèrent à la confection de quatre bombes, dans le logement de Wéra Filippow (perspective Woznessenski), qui elle-même les aida de son mieux dans cette besogne. A 9 heures du matin, le 1er mars, tous les conjurés se réunirent dans le logement de la rue Téléjnaïa où on leur remit les engins apportés

dans une serviette par Sophie Pérowskaïa et le «Technicien», et on leur donna les dernières instructions élaborées par la concubine de Jéliabow. Elle crayonna le plan des localités et donna les explications nécessaires à chacun des conjurés: dans la rue Petite-Sadowaïa devait avoir lieu la grande explosion lors du parcours de Sa Majesté et les personnes munies des engins devaient absolument se trouver à proximité: Ryssakow—près du square du monument de l'impératrice Catherine; «Michel»—au coin de la Perspective et de la Petite-Sadowaïa; à l'autre bout de cette rue, au coin de la Grande-Italianskaïa, devaient se trouver, comme sur un point plus dangereux, Timothée Mikhaïlow et «Michel Iwanowitsch». Si la mine de la Petite-Sadowaïa venait à manquer son but, tous les meurtriers devaient courir à l'endroit de l'explosion, où ils pourraient encore trouver Sa Majesté, et faire agir leurs engins. En cas que l'Empereur ne passât point par la Petite-Sadowaïa, les conjurés devaient se rencontrer avec la Pérowskaïa dans la rue Michel, où elle devait leur faire un signal (en tirant un mouchoir de sa poche), qui devait signifier qu'il fallait se diriger sur le Canal Catherine. Tout fut exécuté comme il avait été convenu; après que la Pérowskaïa eut réellement donné le signal, elle courut à la Perspective, au Pont de Kazan, et se plaça de l'autre coté du Canal d'où elle regarda de face et à l'abri du danger, le tableau de la sanglante catastrophe.

Le 17 mars, on arrêta dans une maison du quai du canal Ligowka, un anarchiste qu'on recherchait depuis longtemps, un certain Nicolas Kibaltschitsch, sous le faux nom d'un bourgeois de la ville d'Akkermann, Nicolas Lanskoï: c'était le fameux «Technicien», qui avait donné

ses instructions dans la rue «Téléjnaïa» et qui apporta plus tard les engins. Incorporé dans les rangs des socialistes depuis environ dix ans, Kibaltschitsch parvint de lui-même, bien avant le congrès de Lipetzk, à la conviction que le temps où la dynamite devra figurer dans la lutte avec le gouvernement, était proche. C'est pourquoi il s'adonna à une étude approfondie de tout ce qui avait rapport à la science des mines et des matières explosives. En décembre 1879, il vint d'Odessa pour se fixer à Pétersbourg et se mettre au service du Comité Exécutif, et d'après la commande de celui-ci, confectionna la dynamite pour la mine de la Petite-Sadowaïa de même que la capsule d'amorce. Les engins-projectils étaient purement de son invention; mais l'inventeur n'en faisait pas très grand cas et n'avait point en eux une confiance aveugle. Toutes les espérances des criminels étaient basées sur la mine de la Petite-Sadowaïa; on ne devait recourir aux engins qu'en cas où l'explosion n'eût point atteint son but effroyable. Ces engins étaient d'une forme carrée et oblongue et leur mécanisme était assez compliqué. Ils devaient éclater dans quelque direction qu'ils fussent lancés horizontalement ou verticalement. A l'intérieur, se croisaient deux petits tubes en verre, remplis d'acide sulfurique; l'un des tubes devait infailliblement se briser au choc de la chute, après quoi l'acide enflammait une masse qui correspondait à l'aide de deux mèches à la gélatine explosive. Tout ce mécanisme s'adaptait dans une simple boîte de fer-blanc, dans le genre de celles qui s'emploient pour la vente du pétrole dans le petit commerce.

La partie des dépositions de Grégoire Goldenberg sur la participation de Kibaltschitsch en qualité de techni-

cien à la construction et au chargement des mines d'Odessa et d'Alexandrowsk, en 1879, se confirmèrent entièrement.

L'enquête découvrit enfin que le malfaiteur le plus en vue, le jeune homme qui avait jeté aux pieds de l'Empereur la seconde bombe, était un certain Ignace Griniéwetzki, âgé de 25 ans, qui s'occupait les derniers temps à faire de la propagande parmi les ouvriers. Il vivait sous le faux passeport d'un certain Iélnikow et c'est lui qui portait parmi les membres du complot le nom de «Michel Iwanowitsch».

Pour que l'idée du régicide ait pu atteindre le but horrible qu'elle s'était proposé, pour que ce complot ait pu s'organiser, se combiner avec succès dans le plus profond mystère et parvenir à exécuter son oeuvre, le parti de la «Volonté du Peuple» dut avoir recours aux plus audacieux de ses agents, aux terroristes les plus révoltés et aux bandits les plus experts de l'association criminelle. Quelques données biographiques sur ces scélérats hors ligne doivent trouver leur place dans ces pages.

Ryssakow (Nicolas, fils de Jean) n'avait que 19 ans, mais il figurait déjà comme un terroriste convaincu et prêt à tout. Il appartenait à la classe bourgeoise par son père qui était directeur de la scierie d'un riche capitaliste dans le district de Wytégra, gouvernement d'Olonetz, près de Saint-Pétersbourg. Né en 1861, il entra à l'âge de 9 ans à l'école de district de son pays puis passa, en 1874, à l'âge de 13 ans, à l'école réale de Tschérépowetz, au gouvernement de Nowgorod, où il finit son cours; mais il subissait déjà, dès ce jeune

âge, l'influence très nuisible d'un maitre d'école de Wytégra, le nihiliste Wassiliew, qui avait été primitivement (1869) interné au gouvernement d'Olonetz. En 1878, il entra à l'Institut des Mines et reçut parfois dans cet établissement, vu sa très grande pauvreté, des secours pécuniaires de la part de l'administration. En décembre 1879, après l'arrestation de Schirïaïew, Ryssakow fit une apparition dans le logement de l'inculpé, pour réclamer des effets à lui qui s'y trouvaient : cette démarche fut cause qu'on l'arrêta, et l'on découvrit que Ryssakow habitait presqu' en commun avec la femme Anne Dolgoroukow, une co-accusée de Schirïaïew. Il fut relâché, mais en décembre 1880, lors d'une perquisition chez un ouvrier suspect, Jean Gawrilow, on constata que Ryssakow habitait avec lui le même logis. Cette perquisition décida ce dernier, influencé par Jéliabow, à abandonner les études et à vivre à l'aide de la « position illégale » des socialistes, à accepter même un faux passeport (sous le nom de « Glazow »), à franchir, en un mot, le Rubicon qui séparait l'enfer anarchiste du reste de la société. Depuis ce temps, il adhéra entièrement aux cercles des terroristes et reçut de Jéliabow un subside mensuel de 30 roubles. Les dépositions des autorités scolaires de l'école réale et de l'Institut des Mines furent, du reste, très favorables à Ryssakow, quant à sa conduite et à son application aux études. Les personnes qui le connaissaient le plus intimement ne purent se décider à croire, en lisant les journaux, que le criminel fût ce même Ryssakow que tout le monde connaissait pour un garçon très calme et ne s'occupant jamais de politique. Dans des lettres à sa famille, qui habitait au fond d'un pays désert,

au milieu des forêts d'Olonetz, il parlait de ses études et l'assurait qu'il n'était pas tombé dans les erreurs de la masse des étudiants, «qu'il était pour la monarchie «absolue et ne voulait pas de révolution». Il cachait soigneusement son jeu; car en réalité, il était déjà à cette heure un terroriste cynique et fanatisé au dernier point. Le matin du 1er mars, Ryssakow s'étant levé de très bonne heure, était gai et communicatif avec la maîtresse de logis, et assurait qu'il se dépêchait pour se rendre «à son «service». Durant l'enquête, il fit une profession de foi des plus extravagantes; il exposa que le terrorisme était un des moyens de la lutte politique, en tant: a) qu'il servait de sauve-garde au parti lui-même; b) que son activité prouvait aux yeux du peuple la puissance des révoltés et la possibilité pour ces derniers «de tenir bien «haut leur drapeau et de lui créer un prestige»; c) que c'était un contre-coup aux mesures repressives du gouvernement. Les mêmes considérants influèrent, selon lui, sur la décision du parti à perpétrer le crime; mais étant loin d'accepter tous les points de vue des siens et ne sympathisant pas avec le terrorisme, comme un moyen permanent de lutte, Ryssakow voyait, pour le moment, dans un attentat contre le Chef du Pouvoir, la seule issue pour sortir de l'état anormal de malaise général et pour créer au parti des conditions d'existence plus faciles, afin que les révoltés pussent fonctionner pour le bien du peuple. Tout socialiste, selon lui, portait, pour ainsi dire, son droit «dans le canon de son révolver»; mais une fois le régicide commis, on pouvait s'attendre: a) à la cessation de la «terreur», très inutile sous un nouveau régime, b) au développement pacifique de la propagande socialiste, et

c) à la suppression de toutes les conditions économiques, qui pourraient provoquer une «terreur agraire», villageoise, très sanglante, contre les ennemis les plus à portée du paysan, ou bien — une révolte brutale, insaisissable et que le parti n'aurait pu guider, une révolte tellement sanglante, que «nous-mêmes», comme s'exprima Ryssakow,— «criminels enracinés et à toute épreuve, aurions eu «peur d'une tuerie pareille»; d) le régicide, enfin, devait mettre fin aux hostilités intransigeantes entre le Pouvoir Suprême et les socialistes. C'est à la suite de tous ces considérants, que Ryssakow, selon l'expression de Jéliabow, «se rua» sur l'idée de l'exécution du crime. En consentant à prendre part à l'attentat, ce dernier assura qu'il divergeait, au fond, entièrement avec le parti, en ce qui concerne le but et la portée du crime; car celui-ci ne lui apparaissait que comme le seul moyen, vu les circonstances du moment donné, pour obtenir la possibilité de se diriger vers une période de propagande pacifique des idées socialistes, avec l'abandon, à l'avenir, des moyens violents dans la lutte politique. En donnant son consentement à Jéliabow, il n'agissait pas en qualité d'instrument aveugle, «mais avec une «conscience très claire, en harmonie avec les mouvements «de son âme et de son coeur». Son incorporation dans la nouvelle «cohorte militante des volontaires», qu'inventèrent de ce temps les cercles anarchistes, ne se fit pas attendre. Le 1er mars, Ryssakow fonctionnait déjà activement; il s'était donné rendez-vous avec Griniéwetzki à la confiserie Andréïew, d'où ils sortirent ensemble avec leurs engins cachés sous leurs pardessus.

Afin de prouver qu'il n'était point entièrement solidaire avec les principes des terroristes, ou bien par man-

que de courage, en vue du jugement et de la peine qui l'attendaient, le fait est en tout cas notoire, que Ryssakow commença à faire des aveux dès la première heure, qu'il indiqua le logement des conspirateurs dans la rue Téléjnaïa et qu'il fit plusieurs autres dépositions fort utiles à l'enquête. Il parla beaucoup de son repentir qu'il ressentit, soi-disant, grâce aux réflexions que lui inspira sa détention à la forteresse; il proposa ses services au gouvernement pour dévoiler et découvrir tous les mystères des anarchistes, et ne demanda qu'un peu de liberté pour atteindre ce but. Ce rare spécimen dans les rangs des scélérats célèbres, lequel au début de la vie était déjà rongé par l'action corrosive des idées criminelles, fanatisé au point de commettre aux yeux de l'univers le forfait le plus inouï,—tenait encore évidemment à la vie. Il avoua, qu'il eut un éclair d'hésitation au moment de lancer sa bombe.... Son extérieur ne révélait point, du reste, une individualité pervertie au point où elle l'était réellement, en rupture de ban avec la société et toutes les idées du bien et du bon sens: c'était un homme blond, aux yeux bleus, aux longs cheveux châtains peignés en arrière, le nez un peu relevé, plutôt fort que maigre, d'une taille moyenne.

Jéliabow présentait un type beaucoup plus accentué et par conséquent beaucoup plus horrible. Il a été déjà souvent fait mention de lui dans ces pages, car il n'était pas à son début dans la carrière révolutionnaire et dans les menées pour l'organisation des attentats les plus audacieux. C'était un révolté cynique, fanatisé par le programme terroriste au point d'être devenu plutôt un bandit redoutable qu'un révolutionnaire hardi. Son activité criminelle

avait envahi tout son être et il n'était plus accessible à d'autres sentiments ou à d'autres aspirations. Il agissait en maître, considérait son mandat comme une vocation et son activité—comme un devoir sacré. Il exigeait absolument, que chacun partageât ce point de vue: quand, lors des préparatifs pour l'attentat d'Alexandrowsk, un des conjurés, fatigué du travail de nuit pour le creusement de la mine, succomba à un engourdissement, Jéliabow manqua lui casser la tête d'un coup de révolver: il le considérait comme une sentinelle coupable, à laquelle, sous un régime gouvernemental, on eût confié la sauvegarde d'un dépôt précieux, et qui au lieu de le surveiller, se serait laissé aller au sommeil. Le nom du grand organisateur était devenu populaire: c'était le terrible «Jéliaba», le grand créateur de nouveaux attentats, dans des localités et dans des conditions les plus variées et les plus inouïes. Il était doué d'une force d'activité surprenante; il n'était pas du nombre des trembleurs et des taciturnes. Impossible d'admettre qu'une ombre de remords touchât son coeur entre le crime qu'il organisa et l'heure de son expiation; pendant l'enquête et le jugement, il conserva la plus grande présence d'esprit, un sang-froid raisonné et calme, il entrait dans les moindres détails, discutait avec les juges et le Procureur; il se sentait même en prison dans un état presque normal et avait des instants de gaieté: il reçut la visite des époux Bowenko, bourgeois d'Alexandrowsk, chez lesquels il demeura dans le temps, — avec plaisir et hilarité, comme celle d'anciennes connaissances. Cet homme cruel avait pour femme une personne au-dessus de sa classe,—la fille d'un riche marchand Iakhnenko, au gouvernement de Kiew;

il avait des enfants, mais il abandonna sa famille pour se réfugier dans les clans terroristes. Après le crime du 1er mars, sa femme demanda à changer de nom.

Lors de son arrestation, le 28 février, on trouva sur lui un révolver a cinq coups, avec lequel il ne se défendit point, confiant qu'il était que l'oeuvre qu'il venait d'organiser ne manquerait pas de s'achever et que sa capture ne pouvait qu'accélérer l'exécution du forfait. Il fit même des allusions qu'un attentat était prêt à s'effectuer, et en se promenant, le 1er mars, dans la cour de la prison préventive, il entendit le bruit de l'explosion fatale et ne put cacher sa joie, étant persuadé que le crime venait d'être consommé. Pendant l'enquête, il assura qu'il figurait comme agent de troisième degré près du Comité Exécutif (du degré le plus élevé) et que c'est à ce titre qu'il reçut l'ordre d'organiser l'attentat. Il s'adressa aux «cohortes militantes», qui s'étaient formées, soi-disant, de ce temps, dans les rangs des différentes classes qui faisaient parti du complot terroriste, entre autres à une «cohorte» de la «classe ouvrière». Quarante-sept volontaires se rendirent à son appel, à ce qu'il assurait, mais il ne choisit, par prudence, que les plus sûrs d'entre eux, et notamment, — Ryssakow, sur lequel il fondait de grandes espérances, car il travaillait à former de cette jeune victime un révolutionnaire hors ligne. Jéliabow avoua son entière participation au crime du 1er mars, quoique personnellemeul il ne fût pas un de ses acteurs, à l'heure où il se commit. Il s'adressa même avec une requête au Procureur de la Chambre d'appel en le priant de l'englober absolument dans l'enquête des régicides, car il appréhendait que le pouvoir judiciaire, par manque de preuves

formelles contre un «vétéran révolutionnaire» comme lui, preférât, peut-être, avoir recours à une «légalité apparente» au lieu d'une «justice intérieure».

Jéliabow commença son activité de propagande en 1876, parmi la classe rurale, ayant à peine quitté l'université d'Odessa; à cette époque, il habitait la campagne dans une cabane de paysan, et vendait des concombres au marché. Il fut bientôt impliqué dans le grand procès des 193, et lors du jugement, fit partie des 120 inculpés qui présentèrent une protestation contre la compétence du Sénat dans le jugement de leur cause. Il ne subit, du reste, point de peine et fut relâché après une détention de sept mois dans la prison préventive. Au printemps de 1879, il adhérait déjà à la fraction de «Terre et Liberté», qui se transformait peu à peu en un cercle terroriste; au congrès de Lipetzk, il figura en qualité de doctrinaire et d'orateur des plus fanatiques. C'est depuis cette époque que datait sa connaissance avec Sophie Pérowskaïa, sa concubine et l'acolyte zélée des dernières semaines de leur existence en commun avant le crime du 1er mars. Les congrès anarchistes de Lipetzk et de Woronège une fois terminés, Jéliabow passa très vite des paroles à l'action criminelle; car c'est dès l'automne de cette même année 1879, qu'il commença déjà à organiser, sans interruption, des attentats dirigés contre le Chef du Pouvoir. Son biographe (dans une brochure parue à Genève, avec la fausse estampile de Londres, rédigée par la plume de Tikhomirow) le caractérise comme un homme doué d'un talent immense en qualité d'organisateur, mais exécuteur terroriste—de second ordre. Il ne perdait jamais courage; à l'heure des plus grands

revers que subissait le parti, il se bornait à dire: «que faire! à présent tâchons de réparer cela»,—et il recommençait son travail avec un surcroît d'énergie. Son activité physique était telle, qu'il connaissait à peine le sommeil, tombait parfois évanoui à la suite des fatigues, malgré les forces physiques très solides dont l'avait doué la nature. Ses traits et son extérieur ne purent être conservés pour la postérité, car une fois détenu, il ne consentit jamais à se faire photographier, et fit les plus grandes contorsions et grimaces en posant devant l'appareil. Il n'existe de lui qu'un petit médaillon paru dans le «Calendrier de la Volonté du Peuple pour 1883», fait d'après un croquis, crayonné de mémoire par un de ses affiliés. Cette esquisse ne présente qu'un profil vulgaire, avec une grande barbe et des favoris, un type qui ne ressemblait point à l'original, doué d'une physiognomie vivace, énergique, brutale et grossière,—type d'une organisation forte et robuste, à la tête habituée au commandement, avec un rire ouvrant deux rangées de dents éclatantes, une espèce de bandit terroriste, qui se forma peu à peu, à la suite d'une activité prolongée dans les ténebres sinistres du crime.

Kibaltschitsch présentait un type parfaitement différent de ses complices. C'était un triste, un silencieux, un mélancolique, en comparaison des têtes de feu qui l'entouraient dans le monde anarchiste. Ukrainophile d'origine, fantaisiste en politique, mais par-dessus tout philosophe et savant, il personnifiait dans son être les idées pratiques du terrorisme. Il avait choisi une spécialité sinistre: il ne s'occupait ni d'organisation, ni de propagande; il s'était éloigné du mouvement, Etant arrivé

le premier à l'idée que les matières explosives devaient, à l'avenir, servir de moyens énergiques dans la lutte contre le gouvernement, étant parvenu à la conviction que tous les moyens sont bons pour cette lutte, ce n'est qu'à l'étude des questions techniques qu'il voua depuis l'année 1878 toute son activité, ses connaissances et ses facultés. Sa carrière révolutionnaire n'était que de très courte durée et n'offrait jusque-là rien de particulier. Né en 1854, fils de prêtre du gouvernement de Tschernigow, il commença ses études au séminaire ecclésiastique de Nowgorod-Séwersk, et entra à 19 ans, en 1871, à l'Institut des Ingénieurs; mais il y resta à peine deux ans, après quoi passa à l'Académie Médico-Chirurgicale, où il s'enrôla dans les cercles socialistes. Une perquisition faite chez lui durant l'année 1875, dans un village qu'il habitait en Ukraine, découvrit des papiers, des libelles révolutionnaires et de faux passeports; on eut aussi des preuves qu'il s'occupait de propagande. Tout cela lui valut une détention très prolongée, à Kiew et dans la prison préventive de St-Pétersbourg. Il fut jugé par le Sénat et condamné, le 1er mai 1878, à un mois de prison. Dès qu'il eut purgé cette condamnation, il entra dans la catégorie des «illégaux», mais jusqu'au printemps de l'année 1879, se tint tranquille et ne prit point part à l'activité terroriste. On découvrit seulement quelques rapports qu'il avait eus avec les inculpés du procès Mirski, lors de l'attentat contre le général Drenteln. En 1879, il offrit par l'entremise de Kwiatkowski ses services au parti de la «Volonté du Peuple», en argumentant, qu'en vue de l'activité énergique de la lutte, chacun de ceux qui sympathisaient avec le parti, devait

fournir un concours actif. Il était, du reste, depuis longtemps terroriste convaincu, car lors de sa détention dans la prison préventive de St-Pétersbourg, il applaudit chaleureusement à l'idée émise par un des détenus — de trouver les moyens de produire une explosion assez formidable qui pût faire périr toute la Famille Impériale.

La «Volonté du Peuple» accepta sans délai l'offre de Kibaltschitsch et depuis ce temps, il devint le principal technicien du parti et ne s'occupa plus qu'à fabriquer de la dynamite et d'autres matières explosives, ou à inventer des engins meurtriers. C'est lui qui fournit la nitroglycérine pour l'attentat près d'Odessa, où il habitait, dans ce temps, sous le pseudonyme «Iwanitzki», en commun avec Wéra Filippow; il participa aussi au fameux attentat d'Alexandrowsk. Lui-même était loin d'être un technicien habile: il renversa un jour tant d'acide sulfurique sur le plancher, qu'il dut payer le dégât fait à l'étage inférieur; un autre fois, survint chez lui une explosion qui mit en émoi toute la maison qu'il habitait. C'était plutôt un inventeur pseudo-savant qui passait des journées entières enfermé dans un laboratoire que les anarchistes trouvèrent le moyen d'organiser et d'entretenir pour lui. Kibaltschitsch écrivait peu, mais lançait parfois des articles dans la «Volonté du Peuple», signés du pseudonyme «Doroschenko»; il parlait encore moins, évitait toujours le bruit. Cet homme féroce possédait, au dire de ses amis, un caractère des plus doux et des plus confiant: c'était un crédule innocent et un bon enfant parmi les siens; ce n'est qu'en se tenant très éloigné de l'activité fiévreuse, des nouvelles du jour et de toutes les péripéties compliquées de la lutte, que ce terroriste taciturne trouva moyen de

se vouer entièrement au but proposé. Il avait décidé la nécessité d'inventer de nouveaux engins, et il y parvint à force de peine: les experts qui étudièrent, lors de l'enquête, les bombes-projectiles qui servirent à perpétrer le crime, constatèrent même certain degré des connaissances techniques de l'inventeur et de leur application ingénieuse. Tout en s'étant voué au perfectionnement des matières explosives, Kibaltschitsch ne négligeait point d'autres projets techniques qui travaillaient également son imagination: il combinait un nouveau mode de locomotion aérienne, qui hantait sa tête d'inventeur à un tel point, que quelques jours avant son exécution, il tint à mettre son projet sur papier, afin de léguer son idée à la postérité; il demanda même qu'on le soumit à l'appréciation des experts; il en parla même lors de son jugement, devant les juges. Le système qu'il proposait se basait sur l'application de matières explosives à l'état condensé, lesquelles auraient eu la faculté de développer sans interruption des gaz d'une expansion immense, mais dans une mesure progressive. Le ballon devait monter dans les airs pareil aux fusées qui s'élancent à la suite de l'action des gaz, produite par la poudre à canon comprimée. Une idée criminelle porta Kibaltschitsch à s'adonner à des études sinistres: l'auréole vénérable d'un ami de la science n'illuminera jamais la mémoire de cet anarchiste, qui travailla à appli quer les forces destructives de la nature à l'exécution du forfait le plus monstrueux.

Timothée Mikhaïlow était, d'origine, un simple paysan, sorti de la classe des cultivateurs abruptes, âgé de 21 ans. Les données biographiques qu'on put recueillir sur lui étaient peu détaillées et n'offraient pas d'intérêt: c'était

un ouvrier embauché par les socialistes et enregistré depuis peu dans la «cohorte militante» des travailleurs, à Pétersbourg, où il habitait déjà depuis près de six ans. Il ne répondit que laconiquement aux questions qu'on lui fit durant l'enquête, mais déclara que tous les détails que donna sur lui Ryssakow, étaient faux; par contre, Jéliabow l'avait pris sous sa protection et tâcha toujours de le disculper et de prendre son parti. Mikhaïlow n'avait aucune éducation, et ne sut jamais expliquer les principes du parti auquel il s'était rallié. Les «cohortes militantes» devaient, selon lui, défendre l'ouvrier de ses ennemis (particulièrement des espions) et rouer de coups les contre-maîtres qui n'étaient pas aimés dans les ateliers: c'est ce qu'il appelait «la terreur». La participation du paysan Mikhaïlow au crime du régicide prouva, malheureusement, à quel point les doctrines du socialisme avaient poussé des racines depuis l'année 1861,—date de l'émancipation des paysans par une loi qui combla de bienfaits la classe rurale, et marqua, en même temps, l'époque des premières tentatives d'une activité anti-gouvernementale latente de la part des «nihilistes». Vingt ans après, c'était un paysan, un simple enfant du peuple qui participait grandement à un complot régicide; un simple travailleur, un ouvrier ignare qui se rendait, muni d'un engin destructeur, sur le chemin que devait parcourir le Bienfaiteur du peuple, pour attenter à ses jours... Quant à son extérieur, Mikhaïlow présentait le type d'un paysan ordinaire et grossier, un peu somnolent, l'air ennuyé et mélancolique, avec une expression de figure pensive. Ce n'était, au fond, qu'un instrument et une victime des doctrines que répandaient les anarchistes dans toutes les classes de la société et qui s'infil-

traient parfois le plus facilement dans les couches de la population ouvrière des grandes villes.

Les données sur le principal meurtrier, sur celui qui jeta la bombe fatale et périt lui-même victime du crime qu'il venait de commettre, sur l'individu dont le fanatisme régicide s'exalta au point de sacrifier sa propre existence pour atteindre le but criminel, sont plus ou moins sommaires. C'était un anarchiste recruté depuis peu, qui n'avait point encore fait parler de lui; mais l'organisateur de l'attentat, Jéliabow, connaissait parfaitement l'audace et le fanatisme de ceux qu'il avait choisis. Ignace Griniéwitzki, né en 1856, était natif du gouvernement de Grodno (dans le Nord-Ouest), du district de Bielsk, d'origine noble, issu d'une famille de petits propriétaires lithuaniens-catholiques; il avait étudié pendant un temps à l'école de son district, puis à l'école réale de Biélostok; mais en 1872—1873, le courant socialiste parvint jusqu'à cet établisement et attira les sympathies de l'écolier, qui ayant fini son cours, passa à l'Institut Technologique de St-Pétersbourg. Incorporé dans les rangs des terroristes en 1880, il s'occupa de propagande dans les fabriques situées au faubourg de Wyborg, à St-Pétersbourg, où l'on ne le connaissait que sous le pseudonyme de «Michel Iwanowitsch»; parmi les siens, il portait le surnom de «Kotik» («Petit Chat»). Il fut un adepte dévoué et un disciple zélé de la propagande; il fit même des tentatives pour créer et développer des «cohortes militantes» en province, qui devaient servir comme base d'opération pour une révolution. Dans son logement de la rue Simbirskaïa, se réunissaient souvent les régicides pour se concerter pendant les dernières semaines avant l'attentat. Son sang-froid

audacieux au dernier moment, quand il allait périr lui-même, lui donna seul la possibilité de perpétrer le meurtre. L'extérieur de ce grand criminel n'a pas été reproduit: ce n'est qu'un corps mutilé et expirant qu'on releva sur le lieu du crime.

Dans le nombre des six principaux accusés du procès des régicides, deux femmes figuraient comme les complices les plus actives du forfait, commes les affiliées les plus énergiques. La participation très considérable de l'élément féminin à toutes les phases de l'activité révolutionnaire en Russie, est un fait tout à fait hors ligne et qui ne trouve pas de précédents dans l'histoire des révolutions en Europe. Si la part que prirent jadis dans le mouvement populaire les femmes de la Halle et les Théroigne de Mirecourt, à Paris, et de notre temps—une Louise Michel et les héroïnes de la Commune, éveille l'attention de l'observateur,—le fait suffisamment avéré de la masse de femmes russes qui ont figuré dans tous les procès des socialistes et des anarchistes, mérite aussi quelques commentaires. Les données qu'on recueillit pendant tous ces procès, démontrèrent que les femmes furent souvent les principales initiatrices des complots et des crimes; qu'elles travaillaient à fanatiser les révoltés et dirigeaient même parfois les entreprises du monde révolutionnaire; qu'elles prenaient souvent personnellement part aux attentats les plus hardis: en un mot, que c'était les femmes qui jouaient un rôle des plus marquants dans l'histoire des agissements nihilistes en Russie. Leur participation au mouvement datait de loin, presque de l'époque des origines du socialisme russe. C'est vers l'année 1860, qu'elles débutèrent par soulever

dans l'opinion publique et surtout dans le domaine de la presse, les problèmes insolubles du «travail», de «l'émancipation», de «l'éducation supérieure» de «l'égalité des «femmes et des hommes», etc.; toutes les questions relatives au monde féminin commencèrent dans ce temps, à s'agiter dans le public et les lettres, et devinrent le thème le plus moderne, propagé par les journaux et les revues progressives. Les radicaux de cette époque sympathisaient à ce mouvement dans le sens de l'émancipation entière de la femme russe de tous ses devoirs de famille, de gynécée et de mariage, et exigeaient pour elle une liberté sans bornes. Les victimes que firent ces nouveaux principes furent nombreuses; car sous le prétexte d'une tendance aux études et à la science, un nombre considérable de filles et de mères commencèrent par abandonner leurs familles. Ces tendances n'avaient souvent pour cause réelle que le désir de s'émanciper de la surveillance des parents; cet abandon du toit paternel ou du foyer domestique n'étaient, la plupart du temps, qu'une protestation et une réaction contre le régime patriarcal, le rigorisme et la discipline de la famille, qui jusque-là étaient inhérents à la vie privée en Russie. Cette protestation était, pour ainsi dire, le principe stimulant qui, peu à peu, poussa la femme à frapper aux portes des cénacles académiques, à se faire voir et à se faire connaitre en dehors de son «home», à se produire en public et dans la rue, en qualité de représentant de «l'intelligence», avec des idées les plus avancées et des prétentions à jouer un rôle actif. D'autres causes encore vinrent corroborer cette nouvelle agitation: les classes supérieures en Russie subirent, depuis l'année 1861, le contre-coup des grandes réformes so-

ciales et économiques qui diminuèrent grandement les moyens d'existence et le bien-être de presque la totalité de la petite noblesse et de la bourgeoisie; il fallait dès lors songer à travailler, à gagner «son propre pain», à l'aide de son «propre travail»; mais pour gagner quelque chose, il fallait acquérir des connaissances, étudier, apprendre un métier. Imbues des lectures qui traitaient de l'émancipation de la femme, les aspirantes au travail se jetèrent, avant tout, dans le domaine de la presse, et remportèrent même quelque succès; mais ce domaine ne suffit point à contenter la masse des postulantes: il fallait chercher d'autres occupations, plus lucratives, plus spéciales, et s'approprier évidemment les professions exercées jusque-là uniquement par le sexe mâle. Les thèmes en vogue sur la nécessité de l'égalité de la femme et de l'homme venaient fort à propos pour servir de point d'appui aux commentaires des novatrices hardies. Les exemples de l'Occident, les essais d'émancipation de la femme en Europe et surtout en Amérique, tournèrent la tête à un grand nombre de femmes russes et leur servirent d'arguments invincibles. On parlait déjà à cette heure de quelques femmes-médecins qui pratiquaient dans le Nouveau-Monde: cet exemple fut accueilli avec enthousiasme. Non seulement à Pétersbourg et à Moscou, mais en province même, les femmes émancipées se jetèrent dans les études d'anatomie comparée et de physiologie, s'armèrent du scalpel et du microscope, tout en n'ayant aucunes notions préalables, aucunes connaissances nécessaires pour pouvoir suivre des cours académiques ou universitaires. Tous les côtés sympathiques de l'être féminin commencèrent dès lors à disparaitre chez ces «étudiantes» aux cheveux coupés, aux

lunettes de couleur et aux allures masculines, chez ces types qu'on rencontrait, dans ce temps-là, dans toutes les rues. Les qualités qui distinguaient le sexe et l'âge de ces victimes du radicalisme,—la modestie, la décence, l'aménité du caractère, la foi dans les croyances religieuses, la conscience des devoirs de fille et de mère,—se transformèrent, à leurs yeux et à leur point de vue, en idées et en principes vides de sens, en synonymes d'obscurantisme et de stupidité. L'athéïsme le plus rude envahit tout d'abord ces jeunes coeurs révoltés, leurs sentiments devinrent grossiers; tous les bons principes qu'ils avaient puisés au sein de leurs familles disparurent, et quelque temps après, elles se trouvèrent sur le chemin de la dépravation, non seulement intellectuelle, mais souvent physique. Vivant en communauté avec les étudiants, intoxiquées déjà par le venin du nihilisme, elles tombaient facilement sous le joug de leurs nouveaux maîtres, et en vertu du principe de parité, devenaient elles-mêmes des agitateurs, des meneurs, des révolutionnaires féminins; elles unissaient leur avenir et leur destinées à celui de tous les coryphées du mouvement, commençaient même à figurer comme des sommités dans le monde révolutionnaire et se mettaient à la tète des entreprises les plus célèbres. La femme révoltée s'attachait d'autant plus facilement et chaleureusement aux idées socialistes, que c'est uniquement dans cet ordre d'idées, qu'elle voyait la solution éventuelle de tous les nombreux problèmes qui entraient dans le vaste domaine de la grande question de «l'émancipation des femmes». Ce ne sont point les principes théoriques seuls d'égalité et de parité que suivaient ces femmes, mais elles tenaient pardesus tout au fait, qu'en s'établissant de pied ferme parmi

les rangs des révoltés, elles devenaient, en réalité, les égales de l'homme ; ensuite venait le charme du culte de «l'amour libre», la négation complète de la famille, de ses formes et de son rôle comme institution sociale et morale. Pour disculper les faits et les actes de son existence et de sa conduite, la nihiliste russe tenait à professer ces principes nouveaux : elle désirait se blanchir à ses propres yeux : car les lois générales et normales de la morale reconnue par la société n'admettaient point et désavouaient une existence au gré des passions et des sophismes échevelés de cerveaux surchauffés. Souvent la révolte intérieure était si grande, qu'on passait sur toutes ces considérations, qu'on méprisait entièrement l'opinion publique : dès lors, l'existence entrait dans des phases tellement anormales, qu'une chute irréparable était une solution inévitable.

Dans les années de 1860 à 1870, les femmes émancipées apparurent dans le monde russe un peu partout : on les rencontrait dans les bureaux, devant les casses des typographes, dans les rédactions des journaux, à la table des sténographes, même dans les salles d'audience des tribunaux officiels. En 1871, fut promulgué un règlement qui statua sur les professions légalement accessibles aux femmes et ordonna la séparation des étudiants et des étudiantes dans les cours de médecine. C'est depuis ce moment que survint la propagande sur la nécessité d'émigrer, principalement en Suisse, où l'Université de Zurich admettait les étudiantes à siéger sur les bancs académiques. Plus de 140 femmes russes se dirigèrent vers ce pays en 1872 et 1873, dans le but éventuel d'obtenir un diplôme de médecin, mais en réalité, pour se rallier aux socialistes

les plus radicaux, qui depuis longtemps avaient choisi la Suisse comme un pays où l'on était à l'abri des surprises et des poursuites, en vertu du droit d'asile (transformé, au fond, plutôt en droit de recel), octroyé largement à chacun des agitateurs compromis. La conduite de ces femmes, qui jouissaient d'une entière liberté, devint de plus en plus blâmable; c'est pourquoi le gouvernement leur fit tenir, en 1874, un avertissement, en les engageant de rentrer en Russie, de crainte d'être privées, à l'avenir, de certains droits civils. La plupart des «étudiantes» de Zurich revinrent dans le pays; les autres restèrent à l'étranger et passèrent dans les Universités de Berne, de Liège, de Münich et de Paris. Parmi celles qui restèrent, de même que parmi celles qui rentrèrent en Russie, le quart de la totalité figura au nombre des principaux meneurs de la lutte anarchiste: car l'incorporation de l'élément féminin dans le monde révolutionnaire était déjà un fait acquis. Rentrées dans leur pays, ces «étudiantes de Zurich» débutèrent par prendre une part active à la grande propagande dans les villages et les usines, d'après les instructions qui furent étudiées, organisées et élaborées au centre des foyers socialistes, en Suisse, et dont l'exécution occupa tout le parti de 1874 à 1877. Leur participation à l'activité anarchiste se développa plus tard de plus en plus; l'élément féminin fut souvent le stimulant actif, le facteur réel qui donnait au mouvement l'impulsion de la force et de la passion,— d'autant plus que tout était exaltation dans ce monde sans gouvernail et sans voiles. Ces nouveaux adeptes enlevaient la masse par le prestige de l'être féminin; ces femmes étaient braves et allaient parfois au devant du danger, car souvent la femme la plus pervertie est capable

d'actions héroïques : les prostituées de Paris finissaient leurs jours sur les barricades de la Commune. Si les premiers pionniers du nihilisme en Russie, parmi les femmes, n'avaient pas eu tant de succès, le mouvement n'aurait jamais atteint des proportions si immenses.

C'est ainsi que peu à peu se forma le type général de la femme-socialiste russe et que celui-ci parvint à un développement, auquel on n'aurait jamais pu s'attendre. Les femmes revoltées n'avaient plus rien à perdre, tout était néant à leurs yeux : elles méprisaient la société, n'avaient foi en rien, l'histoire était un mensonge fabriqué pour l'avantage des têtes couronnées, la religion—une superstition. Restaient une seule idée et un seul but : celui de détruire l'Etat ; pour la vie réelle, il n'y avait qu'un seul idéal, qu'une seule existence possible,—celle d'une liberté sans bornes avec le culte de l'amour libre : car la passion que les femmes mettaient dans les agitations turbulentes de leur carrière révolutionnaire était toujours en proportion avec les attaches sexuelles qui les liaient aux acteurs mâles de la lutte. Ces derniers étaient, à leur tour, sous la dépendance et le joug puissant des femmes de leur parti ; les héros de la révolte tâchaient, la plupart du temps, de se distinguer par les actes les plus criminels, afin d'obtenir l'approbation et les bontés des viragos les plus célèbres et parfois les plus hideuses des anarchistes. Tout était flétri chez ces femmes rendues presque sauvages sous l'influence délétère des sous-sols révolutionnaires. Un grand nombre de sommités de ce genre étaient devenues des types repoussants quant à leur extérieur (Sophie Loeschern, Tatiana Lébédewa, Anne Iakimowa et bien d'autres) ; et quant à leurs moeurs, les enquêtes et les procès, surtout ceux qui concernèrent

les communes révolutionnaires de Kiew, mirent à jour des détails curieux d'une vie en commun dans des phalanstères déréglés. Ces révélations étaient particulièrement sensibles à l'amour-propre des socialistes, vu que de pareils détails démontraient au public la fausseté du soi-disant idéalisme dans le monde mystérieux des révoltés. Une rage sourde tourmenta les anarchistes lors du procès de Kowalski, quand le procureur Strelnikow exposa le tableau réel de la vie privée des socialistes et qu'il parla du chiffre avec lequel correspondaient ces femmes, composé uniquement de mots obscènes (chiffre inventé par Woïnaralski), etc. Lors du procès des régicides, Sophie Pérowskaïa s'insurgea aussi contre l'accusation d'immoralité qu'on reprochait aux clans terroristes.

Cette même Pérowskaïa était une victime de l'enchevêtrement des tendances des femmes vers l'émancipation, en prise avec la réalité prosaïque de l'existence : c'était un spécimen complet de l'histoire de la majorité des chutes de la femme-socialiste, en Russie. Elle n'appartenait point, par sa naissance, aux classes inférieures ou moyennes de la société, lesquelles fournirent principalement le contingent des socialistes. Son arrière-grand-père était le comte Alexis Razoumowski (fils du dernier hetmane de l'Ukraine), Ministre de l'instruction publique, l'un des grands-seigneurs les plus connus, de son temps, en Russie, possesseur d'une fortune puissante, qui fut repartie entre plusieurs enfants naturels, élevés avec les plus grands soins, et pour lesquels il obtint le nom de «Pérowski». L'aîné d'entre eux, Nicolas, fut le grand-père de Sophie Lwowna (fille de Léon), dont le père occupa des postes élevés dans l'administration, ayant été vice-gouverneur, puis gouverneur-civil de la

Tauride et plus tard—à St-Pétersbourg, enfin—membre du Conseil du Ministre de l'intérieur. Sa fille, Sophie, naquit en 1854 et reçut jusqu'à l'âge de 15 ans, une éducation de famille, dans la maison de ses parents; mais elle fut très gâtée par sa mère (Warwara Serguéïewna), une femme aux idées très avancées; la jeune personne subit, en outre, l'influence pernicieuse d'une institutrice dévouée aux idées socialistes. Depuis cet âge, en 1869, elle se mit à faire de mauvaises lectures et commença même à fréquenter les cours pour les femmes, établis, dans ce temps-là, au 5me gymnase de Pétersbourg, près du pont Alartschine («les cours Alartschine»). Ces leçons étaient suiveis par toutes les nihilistes et les «émancipées» dont regorgeait la capitale, et c'est là que la Pérowskaïa noua les plus mauvaises relations avec des socialistes renommées,—Sophie Loeschern von Hertzfeld, les femmes Kornilow, Wilberg, et d'autres du même genre, lesquelles devinrent même ses amies. Elle passa seule avec ces femmes un été, pendant une absence des parents, et en l'année 1870, quitta subitement la maison paternelle pour entrer, tête baissée, dans le sous-sol socialiste. Elle adhéra tout d'abord au cercle de Nicolas Tschaïkowski (actuellement domicilié à Londres), cercle qui était alors très en vogue; elle travailla, d'abord, à se placer comme institutrice dans une école de village, au gouvernement de Twer, à Iédimnowo; mais en 1871, elle fut impliquée dans une cause jugée publiquement d'un des affiliés des «Tschaïkowtzy», Nicolas Gontscharow, et figura dans son procès. En 1872, elle se rallia encore plus étroitement aux clans socialistes, accepta dès lors une «position illégale» (d'après le terme usité) et fonctionna comme aide-chirurgien dans les villages du bassin Wolga-

Kama, où elle s'occupa à vacciner les enfants, vivant parmi les paysans, couchant sur la paille, ne se nourrisant que de pain noir,—dans l'espoir de gagner la confiance du peuple et d'avoir un accès plus facile dans le monde des travailleurs pour le succès de la propagande. En novembre 1873, on l'arrêta à Pétersbourg au milieu d'un groupe d'ouvriers, parmi lequel elle fonctionnait comme prophète des idées nouvelles, mais on la relâcha bientôt, uniquement par manque de preuves (elle appartenait, dans ce temps-là, au petit cercle des «Troglodytes»). En 1874, elle reparut dans le gouvernement de Twer, dans un hôpital où elle faisait les fonctions de garde-malade près des gens pauvres; plus tard, elle suivit à Simphéropol (en Crimée) des cours pour obtenir le diplôme d'aide-chirurgien; mais pendant tout ce temps, elle ne discontinuait pas ses agissements de propagande, elle suffisait à tout et sut s'arranger de manière à ne pas se trop compromettre; néanmoins, elle fut impliquée dans le grand procès de la propagande de 1874 à 1877, et on la jugea en 1878. Elle fut, néanmoins, relâchée et rendue à son père, après quoi alla s'établir à la campagne, en Crimée; mais la police l'arrêta sur un fait de propagande cette même année. On l'exila alors au gouvernement d'Olonetz; elle parvint, cependant, à fuir en route, de la station du chemin de fer, Tschoudowo, pendant une nuit qu'elle passa à la gare. A partir de cette époque, elle entra dans le cercle de «Terre et Liberté» et prit la part la plus active aux tentatives d'élargissement des détenus anarchistes de la prison de Nowo-Belgorod, au gouvernement de Harkow: l'activité passionnée dont elle fit preuve à cette occasion lui valut une réputation immense de talent pratique parmi les anar-

chistes. Elle ne comptait pas encore, du reste, dans les rangs de ce parti; car lors du congrès de Woronège (juillet 1879), elle soutint des luttes violentes contre le projet qu'on débattait sur l'organisation d'un foyer terroriste permanent, qui eût à sa disposition, comme dernier mot du progrès, la dynamite et les bombes. Ce fait a déjà été relaté plus haut; il suffit d'ajouter, que par suite du caractère opiniâtre de Sophie Pérowskaïa et de son attitude autoritaire, ce n'est que quelques mois plus tard, qu'elle vint à faire réellement partie des cercles terroristes, abjura les tendances plus pacifiques du «Repartage. Noir» et se lança même dans les entreprises les plus criminelles. C'est de cette époque que date sa connaissance avec Jéliabow; bientôt s'établit entre eux une communauté d'idées et de sentiments, et les derniers mois avant le crime du 1er mars, elle cohabitait avec le fameux bandit-anarchiste. Sa grande participation à l'attentat sur le chemin de fer Moscou-Koursk et à la tentative de creuser une mine sous le tracé de la rue Italïanskaïa, à Odessa (en compagnie de Sabline), ont déjà été mentionnés à leur place. En juin 1880, elle vint se fixer à Pétersbourg, où elle demeura avec Jéliabow («Slatwinski») sous le nom de «Lydie Woïnow». Elle s'occupa, en même temps, de propagande parmi les ouvriers du faubourg de Pétersbourg, tandis que Griniewitzki avait choisi le rayon du faubourg de Wyborg. Après la consommation du crime, elle ne voulut point fuir à l'étranger, comme le lui proposaient ses amis: son coeur et sa tête endurcis par un travail révolutionnaire durant une période de onze années, ne se rendirent point à ces sollicitations; elle resta à St-Pétersbourg, et le 10 mars, l'officier de police Schirokow l'arrêta, à 5 heures

de l'après-midi, au moment où elle allait en «drojki» sur la Perspective de Newski, en face du Théâtre Alexandre. Pendant l'enquête, la Pérowskaïa n'eut pas une minute epentir. Quelques jours avant sa mort, elle reçut, de même que Jéliabow, une lettre anonyme de condoléances et d'hommages de la part des socialistes polonais de Lemberg, qui leur donnaient les titres—de «soeur» et de «frère». Le dernier acte de son existence fut un comble d'hypocrisie: elle adressa à sa mère une lettre tendre et soumise (reproduite dans une brochure publiée par Tikhomirow); dans cette lettre, elle assurait que son seul chagrin était de causer de la peine à sa mère; cette fille criminelle posait pour l'adorer, oubliant, à l'heure où elle écrivait ces lignes mensongères, que les douleurs de cette mère dataient depuis onze ans et couvraient de honte la famille. Les biographes de Sophie Pérowskaïa (Tikhomirow et Krawtschinski—«Stepniak»), malgré leur admiration pour cette grande criminelle, sont, cependant, unanimes pour constater ses nombreux défauts: son caractère concentré, caché, aigri, entêté et grossier; son esprit hautain, plein de mépris pour le sexe masculin; tout son être, enfin, dénué de coeur et souvent méchant et cruel. Elle surpassait les têtes les plus exaltées dans son fanatisme pour le crime: c'est par violence qu'elle enleva à Anna Iakimowa le rôle de maitresse du logis lors de l'attentat de Hartmann; c'est avec des exclamations de joie qu'elle accepta le mandat de réunir les fils-conducteurs; c'est elle qui se proposa pour tirer un coup de pistolet sur une bouteille remplie de nitroglycérine, pour faire sauter tout le monde, en cas que survînt la police; ce n'est qu'après de très grandes luttes,

qu'elle consentit à céder à Anne Iakimowa le rôle d'épouse «Kobyzew», dans la boutique de la Petite-Sadowaïa. Elle organisa avec Jéliabow une fête des plus joyeuses pour les anarchistes, la veille du 1er janvier 1881, au moment des plus grandes péripéties de la lutte. Jéliabow lui-même avait des moments de désespoir en travaillant avec cette femme; son caractère autoritaire et méchant était à tel point prononcé que les anarchistes convenaient qu'elle pouvait porter au suicide ceux qui lui étaient subordonnés ou se trouvaient sous sa dépendance. Les traits caractéristiques de sa personnalité étaient suffisamment peints dans son extérieur, sur lequel se lisait l'expression du vice, quoique son visage accusât des traits assez fins et semblât être plus jeune que son âge; un front fuyant et très bombé, des cheveux coiffés en arrière, d'un blond fade, plus la laideur d'un être déclassé complétaient son portrait. Cet ensemble n'empêcha point ses admirateurs de composer et de propager toute une légende sur sa beauté.

La seconde femme qui figura parmi les six principaux membres du complot régicide, appartenait à une couche sociale très différente de celle d'où sortait Sophie Pérowskaïa. Hessy Helfmann ou Holtermann (fille de Meyer) avait pour père un bourgeois israélite, de la ville de Mozyr, au gouvernement de Minsk, née en 1855. Un désaccord avec sa famille, qui voulait la marier à un simple juif, vieux-croyant et sans aucune éducation, fut la cause qu'elle s'enfuit de la maison paternelle et vint se fixer à Kiew pour s'appliquer aux études. Elle débuta par le métier de couturière, gagnant quelques sous pour vivre, mais en même temps, se prépara à un

examen d'admission pour les cours de sages-femmes, organisés à l'Université. Toutes ces «étudiantes» composaient un cercle de socialistes et de nihilistes; aussi enrôlèrent-elles facilement dans leurs rangs cette juive illettrée, qui resta toute sa vie une ignorante, une «inintelligente», mais qui par son dévouement pour la cause anarchiste, fut souvent précieuse pour les révoltés. Les socialistes les plus renommés de Kiew l'entrainèrent, en 1875, dans le tourbillon de la propagande; mais les essais que fit la Helfmann ne furent pas longs, car on l'arrêta et elle fut impliquée dans l'enquête de l'affaire dite «des 50» et jugée en 1876—1877, après quoi elle purgea deux ans de détention dans la section correctionnelle de la prison de St-Pétersbourg. Plus tard, on l'interna dans une petite ville du gouvernement de Nowgorod, Staraïa-Roussa, d'où elle prit la fuite en septembre 1879, et rentra à Pétersbourg dans les clans révolutionnaires. Ces derniers l'utilisèrent principalement pour organiser des logements dits «conspiratifs» et pour jouer le rôle de maitresse de ces repaires, rôle qu'elle avait appris à la perfection; plus tard, on lui dévolut une mission plus sérieuse,—celle de surveiller le laboratoire et le dépôt de dynamite dans la rue Téléjnaïa, en compagnie de Sabline. Durant le complot du régicide, elle fut entièrement initiée à tous les plans des criminels et les aida de son mieux. Cette juive illettrée, ne possédant ni les dons de l'intelligence, ni ceux de l'éducation, devint peu à peu la complice de ceux qui tentaient de remanier le monde entier d'après les théories subversives de la science «sociologique». Hessy Helfmann figura dans le complot du régicide comme représentant de l'élément juif, de cet élément qui donna une masse d'affi-

liés à la cause révolutionnaire dès le début du mouvement, malgré que le vrai judaïsme soit, par sa nature, conservateur et pratique. Le parti judophile explique ces faits contradictoires par des théories sur l'amour du prochain, inné, soi-disant, chez les Juifs, par leurs tendances à servir le bien-être de l'humanité actuelle et future jusqu'à l'oubli de soi-même (au nom du nouveau principe d'«altruisme», crée par les sociologues) ; que c'est en vertu de ces principes qu'ils devinrent souvent acteurs de la lutte, entreprise pour le bien de l'humanité. Ces sophismes sont faciles à combattre, car la participation de l'élément juif s'explique plus réellement par le fait que ses représentants, une fois sortis de la masse grossière du judaïsme, ayant abandonné la foi et les coutumes de leurs pères, passaient directement du mosaïsme ascétique à l'athéïsme le plus débridé et n'abordaient à aucune des deux rives. Les idées, les principes de la chrétienneté et la morale évangélique n'avaient pas encore eu le temps de les réformer pendant les courtes années qu'ils passèrent dans les écoles dont ils n'achevèrent pas les cours. Ils étaient doués, en même temps, d'une nature et d'une intelligence ardents et passionnés, sans conscience des limites du bien et du mal, avec des tendances vindicatrices, méchantes, aigries et turbulentes. Influencés par les meneurs du parti, ces déclassés, hommes et femmes, se jetèrent tête baissée dans le mouvement, y contribuèrent beaucoup et lui donnèrent non seulement des membres actifs et intelligents, mais aussi des êtres plus simples et moins éclairés, qui furent, cependant, d'une grande utilité dans la lutte. De ce nombre était Hessy Helfmann,—«qu'aucun poète (d'après le mot de son biographe) ne chantera» dans l'épopée future des exploits des

bandits révolutionnaires; elle fut cependant, une affiliée qui par l'exécution stricte des emplois subalternes mais très importants qu'on lui confia, rendit les plus grands services aux auteurs du complot. Son extérieur présentait le type vulgaire d'une juive très brune, au nez camard, petite de taille, d'une laideur remarquable. Elle s'était attachée depuis quelque temps à l'anarchiste Nicolas Kolodkiéwitsch et lors du crime du 1er mars, se trouvait enceinte.—fait qui influa grandement sur son futur sort.

Les efforts réunis du Parquet et de la police parvinrent à mener à bonne fin et à achever l'enquête sur les principaux inculpés du crime du 1er mars dans l'espace de trois semaines. Par suite d'un ordre suprême, le procès fut soumis à la juridiction d'assises spéciales du Sénat-Dirigeant, transformé en Cour pour les crimes de haute trahison. Le 26 mars, les membres du Sénat se réunirent dans la salle d'audience de la Chambre d'appel au Palais-de-Justice (rue Litéïnaïa) pour juger la cause des régicides. Les séances étaient publiques, la salle et la rue inondées de monde. Ce haut Tribunal se composait des Sénateurs: E. Fouchs (en qualité de Président), N. Bippen, N. Pissarew, I. Orlow, A. Sinitzyne et A. Biélostotzki; comme délégués figuraient—le maréchal de la noblesse de St-Pétersbourg, le comte A. Bobrinski, de celle de Péterhof—le baron M. Korff; le chef de la municipalité de Moscou—Trétïakow, et le chef d'une commune rurale du district de St-Pétersbourg—A. Helker. Le Parquet était représenté par le Substitut du Procureur de la Chambre d'appel, Mouraview. Sur le banc des accusés apparurent six inculpés:

Nicolas Ryssakow (19 ans), Timothée Mikhaïlow (21 ans), Nicolas Kibaltschitsch (27 ans), André Jéliabow (30 ans), Sophie Pérowskaïa (27 ans) et Hessy Helfmann (26 ans).

Après la vérification des témoins et les formules d'usage, formules en réponse desquelles, Sophie Pérowskaïa et Hessy Helfmann déclarèrent franchement que leur état consistait à «s'occuper d'affaires révolutionnaires», Jéliabow débuta en opposant des déclinatoires sur la teneur de l'acte d'accusation; mais ses objections furent rejetées. En réponse à la question du culte auquel il appartenait, il déclara que quoique baptisé orthodoxe, il ne professait point cette religion. mais qu'il admettait le fond de la doctrine de Jésus-Christ, et qu'au sein des tendances morales de l'inculpé, les principes de cette doctrine occupaient une place d'honneur; qu'il croyait à la vérité et à la justice des préceptes évangéliques, que «la foi était morte sans les oeuvres», et que chaque vrai chrétien devait lutter pour la vérité, pour les droits des opprimés et des faibles, et en cas de nécessité, — souffrir même pour eux. Dès les premières paroles, l'inculpé se lança dans le domaine de ses convictions et de ses points de vue, etc., car c'était le moment propice, qu'attendaient avec impatience tous les anarchistes, quand, sous l'égide des formes de la procédure, ils pouvaient pérorer sur les théories socialistes, sur leurs convictions personnelles, vanter leur parti et leurs hauts-faits. Après lecture faite de l'acte d'accusation très étendu et très circonstancié, quand vint le tour de Jéliabow pour répondre à la question, s'il se reconnaissait coupable, l'inculpé commença à développer des théories socialistes, mais il fut arrêté tout court par le Président et dut rentrer dans le domaine des faits et des dates. Jéliabow, en général, se donnait le

rôle de principal auteur du complot; il parla plus que les autres, discuta, releva les expressions, riposta aux témoins; tandis que que les autres inculpés furent plutôt avares de paroles et d'explications, surtout Mikhaïlow et les deux femmes. Les dépositions des nombreux témoins du fait du crime, de l'organisation du complot et de ses agissements, les explications données par les experts et tous les autres détails de l'enquête orale, occupèrent les longues séances de la Cour Spéciale des Sénateurs préposés aux causes de haute trahison, durant les deux premières journées de la procédure judiciaire. Le matin du 28 mars, le représentant du ministère public, commença son réquisitoire,—un modèle de sagacité et d'éloquence judiciaire, qu'il énonça d'une voix nette et sonore dont les moindres intonations s'harmoniaient avec les détails et l'ensemble des arguments de l'orateur.

«Appelé au rôle d'accusateur dans le procès du crime le plus effroyable qui se soit jamais perpétré sur le sol russe», commença le Procureur en s'adressant aux membres de la Haute Cour,—«je me sens entièrement écrasé par la triste grandeur du devoir qui m'est échu. Devant la tombe si fraîche et à peine fermée de notre bien-aimé Monarque, au milieu des larmes de toute la Patrie, qui a perdu si inopinément et si horriblement son Père et son Réformateur d'impérissable mémoire, je crains de ne pas trouver dans mes faibles forces de paroles suffisamment éclatantes et puissantes, qui fussent dignes du grand deuil populaire, au nom duquel je m'adresse actuellement à vous, afin de demander justice contre les coupables, d'exiger contre eux des représailles, et en même temps, une réparation à la Patrie qu'ils ont déshonorée. En qualité de Russe et de sujet fidèle, en qualité de citoyen et d'indivi-

dualité personnelle, je remplis mon devoir et lui consacre toutes mes forces et toute mon âme; mais un obstacle qui n'est pas facile à surmonter se pose sur mon chemin, et je ne puis pas ne pas en faire mention, étant persuadé que vous le rencontrerez aussi, ou que vous l'avez déjà senti. Il est difficile, Messieurs, d'être juriste, serviteur de la loi impersonnelle et impartiale dans un moment aussi fatal de l'histoire, quand dans soi-même et dans ce qui vous entoure, tout tremble d'effroi et de colère; quand au souvenir seul de l'événement du 1er mars, des larmes indépendantes de notre volonté mouillent nos yeux et font trembler la voix, quand tout ce que le pays possède d'honnête et de fidèle à son devoir demande à hauts cris la vengeance. C'est difficile,—mais pour nous, serviteurs de la loi, c'est obligatoire et nécessaire; car avant tout, l'impartialité et un examen juridique, tranquille et le plus minutieux, basé sur les règles exactes et tous les droits et les garanties de la procédure judiciaire, nous sont imposés par le Code qui nous a été octroyé par le même législateur sage de la Russie réformée.

«Les volontés du Destin sont impénétrables. Un fait eut lieu, qui n'a jamais été vu et qu'on n'a jamais connu. C'est à nous qu'a été dévolu le sort pénible d'être les contemporains et les témoins d'un crime auquel l'histoire de l'humanité ne connaît pas de similaire. Le Grand Empereur-Libérateur, béni par des millions d'esclaves séculaires auxquels il donna la liberté, Monarque qui ouvrit à son grand pays de nouvelles voies de développement et de prospérité, Homme dont la mansuétude personnelle et la noblesse élevée des idées et des actions étaient suffisamment connue du monde civilisé; celui, en un mot, sur lequel,

pendant un quart de siècle, reposaient les plus chères espérances du peuple russe,—succomba en martyr dans les rues de sa résidence, en plein jour, au milieu du mouvement de la ville et d'une population fidèle au Trône. Je tâcherai de prouver ensuite, que, dans cette mise en scène (que les meurtriers, par présomption cynique, attribuent à leur puissance), se manifesta une méchanceté toute spéciale du plan infernalement combiné, en même temps qu'un engrenage de circonstances fatales; mais actuellement, je dois arrêter l'attention de la Cour sur le fait même du crime et vous engager, messieurs, à l'approfondir avec moi dans ses détails si indiciblement douloureux...

L'orateur exposa dans un compte-rendu succint toutes les péripéties navrantes du forfait; puis passant aux jours qui suivirent le décès du Monarque, il continua: «Après que les premières impressions âcres de l'indignation et de la douleur du peuple furent passées, quand la Russie consternée se reprit et revint à elle-même, la première question qu'on se posa, fut, naturellement, celle de savoir : qui pourraient donc être les auteurs de cet acte effroyable, sur qui doivent tomber les malédictions du peuple et le sang répandu, où sont donc ces régicides qui ont déshonoré leur Patrie? La Russie veut les connaître et la voix de ses vrais enfants demande le châtiment qui leur est dû.... Je me sens heureux, qu'en réponse à cette question redoutable de mon pays, je puisse péremptoirement déclarer à la Cour et aux concitoyens qui m'entendent: vous voulez connaître les régicides? — Les voilà!» (en désignant les accusés d'un geste énergique).

Passant à l'appréciation des faits que constata l'enquête judiciaire, le Procureur examina en détail la con-

duite et le rôle de Ryssakow sur le lieu de l'explosion, démontra que le second criminel (Griniéwitzki) était sûrement celui qui avait lancé la bombe qui tua le Monarque, et que l'action en commun de ces deux criminels ne pouvait être considérée comme un complot isolé, mais que les racines du crime gisaient dans ce qu'on nommait «le parti socialiste-révolutionnaire». Le représentant du ministère public s'appesantit sur la marche des agissements des conjurés et porta le nombre des principaux acteurs du crime à onze personnes, savoir: Ryssakow, l'inconnu «Michel» (Jean Iéméliänow), Jéliabow, Sophie Pérowskaïa, Kibaltschitsch, Mikhaïlow, la Helfmann, Sabline, les «Kobyzew» (mari etj femme) et «Michel Iwanowitsch» (Griniewitzki), dont le nom n'avait pas encore été découvert. Le crime, cependant, devait avoir d'autres affiliés; mais ce n'est qu'un groupe de six personnes qui figurait actuellement devant la Haute Cour. Le Procureur prit à tâche d'accuser chacun de ces individus spécialement en qualité de représentant et d'affilié du parti, et dans ce but, il eut recours à quatre catégories de preuves: a) les produits de la presse révolutionnaire; b) les preuves matérielles; c) la turbulente carrière des révoltés, et d) les aveux que les inculpés firent souvent si volontiers sur leur participation aux clans révolutionnaires, en allant presque d'eux-mêmes au-devant de cette accusation.... L'orateur soumit à la Cour l'historique du mouvement, ses principales vicissitudes et la part que les accusés prirent dans ses agissements. Cette partie du programme du réquisitoire était très difficile à remplir, en vue de l'étendue de la matière et de la nécessité de recourir aux dépositions des criminels pendant les longues enquêtes et les nombreux procès des dernières

années. Ces dépositions et ces aveux furent groupés par le Procureur dans trois catégories distinctes, dont il apprécia avec une grande justesse et d'une manière très incisive, la portée intrinsèque. Après avoir établi les bases générales de ces commentaires, l'orateur passa à l'exposition du tableau du «complot» proprement dit, examina la vérité sur les moyens des conjurés et mit à nu les mensonges qu'ils débitaient sur leur forces et leur puissance. Le groupe du «cercle ouvrier» ne pouvait dépasser en tout qu'une vingtaine de personnes: c'est de lui cependant, que surgit la «cohorte militante des volontaires», en février 1881, cohorte sur l'organisation de laquelle les données étaient contradictoires. Les commentaires les plus naïfs sur cette «cohorte» avaient été donnés par un de ses membres. Mikhaïlow, qui croyait qu'elle devait seulement exterminer les espions et battre les contre-maîtres qui n'étaient point aimés. Admettant même l'existence de cette «cohorte», quels étaient donc ses membres? Toujours les mêmes quatre à six anarchistes,—les auteurs du complot régicide! Le cercle ouvrier et la «cohorte militante» n'étaient donc qu'une espèce de «truc», inventé pour faire plus facilement tomber dans leurs filets de nouveaux affiliés de la classe ouvrière, ce qui arriva, précisément, à Timothée Mikhaïlow: c'est à cette époque que lui et Ryssakow entrèrent dans la sphère des situations nommées «illégales», sous l'influence de Jéliabow, presque par l'ordre de ce dernier. L'orateur caractérisa d'une manière énergique la participation de ce dernier dans le complot. Jéliabow assurait qu'il ne jouait à Pétersbourg qu'un rôle secondaire, se trouvant sous les ordres du Comité Exécutif; à cette occasion, la vérité sur la réalité de l'existence de ce tribunal fut pour

la première fois commentée dans le cours d'un procès politique. «Je sais», argumenta le Procureur, «qu'il existe non pas un Jéliabow, mais plusieurs Jéliabow, des dizaines de Jéliabow peut-être; mais je crois que les données de l'enquête m'autorisent à nier la réalité de la réunion de ces Jéliabow sous une forme organique quelconque, avec une repartition hiérarchique, régulièrement coordonnée. Je pense que le Comité Exécutif se compose des meneurs du complot qui tombèrent d'accord entre eux et qui l'exécutèrent....» Dans une des publications de la presse socialiste se trouve un article, qui démontre que le Russe est tellement habitué à avoir des chefs, que même dans l'activité socialiste et révolutionnaire, il ne peut se passer d'un régime autoritaire. Et pour créer l'idée de ce régime, de ce chef fictif, on composa la légende de l'existence d'un Comité secret, siégeant quelque part dans le vague, presque sous terre. Si ce Comité existait comme institution organisée, n'aurait-il pas, après l'arrestation de Jéliabow, trouvé un bras plus fort, une tête plus sérieuse, un révolutionnaire plus expert, que Sophie Pérowskaïa? Si le Comité possédait des fonds, aurait-il eu besoin de recourir aux pauvres 50 roubles que Ryssakow recevait comme paye mensuelle de la part de l'industriel chez lequel servait son père? Les mêmes vantardises et les mêmes mensonges figurent dans les dépositions sur les «cohortes militantes». L'orateur prouva que le nombre des volontaires ne pouvait monter qu'à quelques unités,—à celles qui furent munies d'engins explosifs et se rendirent sur le Canal Catherine; faisant, ensuite, la part de culpabilité de chacun des co-accusés, le Procureur nomma Jéliabow et la Pérowskaïa—comme principaux auteurs, instigateurs et orga-

nisateurs du crime; Ryssakow — instigateur d'un degré moindre; Mikhaïlow et Kibaltschitsch—complices; Hessy Helfmann—figurait en qualité d'aide.

L'orateur passa ensuite à la critique raisonnée de chacun des accusés. La personnalité de Ryssakow offrait, selon lui, le plus de difficultés, vu les contradictions auxquelles on se heurtait dès qu'on s'appliquait à l'étude de ce criminel. Ses antécédents étaient très bons, mais plus tard survint un changement; ce dernier arriva presque subitement, étant uniquement dû à l'influence de Jéliabow. C'est lui qui le poussa au crime; trempé dans le mal, le maître pervertit son écolier. «Faible de caractère, accessible aux influences, surtout quand elles agissaient à l'aide de la logique sur l'esprit et de la bienveillance sur les sentiments, enlevé par le clinquant des phrases sur les souffrances du peuple, embauché par des esprits forts qui réussirent à prendre sur lui de l'empire et qui exploitèrent sa jeunesse,—telles étaient les conditions qui firent de Ryssakow l'homme que nous avons actuellement devant les yeux. Mais dans tous les cas, ce n'est pas un jouvenceau, ce n'est pas un enfant; c'est un homme intelligent, et ses propres dépositions, coordonnées, logiques et conséquentes, témoignent que dans son for intérieur il avait la possibilité de résister contre cette influence. Il ne résista point; au contraire, il s'y soumit au point d'en venir où il en est: qu'il réponde donc pour lui-même, d'autant plus que le forfait qu'il a commis laisse loin derrière lui tout ce que la personne et le passé de l'accusé auraient pu faire voir sous un jour plus favorable comparativement au reste des accusés.

Jéliabow était, selon l'avis du Procureur, un conspi-

rateur particulièrement typique, qui en même temps, se préoccupait à ce que son type restât entier et bien conservé; que tout dans sa personne: les gestes, la mimique, les mouvements, l'idée, les paroles,—fût frappé au cachet du «conspiratif», que tout en lui fût «socialiste—révolutionnaire». C'était le type d'un agitateur qui n'était pas dénué d'effets de théâtre, qui désirait se draper, jusqu'à la dernière minute, dans sa toge de conspirateur. Il était né pour le rôle de meneur-criminel dans la cause actuelle. L'orateur démontra que Jéliabow ne s'intitulait que trop modestement—agent de troisième degré près du Comité Exécutif, mais qu'il était l'un de ses membres tout comme le reste des agents-exécuteurs; que cette modestie était basée sur le désir de prouver que la police n'avait fait, en s'assurant de sa personne, que la capture d'un personnage secondaire; pour ne pas faire voir que celui qui était présent, était un des meneurs de premier ordre et des plus influents; pour ne pas donner à supposer que la condamnation qui le flétrira, privera le grand conseil révolutionnaire d'un de ses principaux directeurs.

Le Procureur fit ensuite une esquisse de la carrière révolutionnaire de Sophie Pérowskaïa et conclut sur le caractère de cette criminelle du point de vue de l'énormité du fait, qu'une femme se soit trouvée presqu'à la tête d'une conspiration odieuse et qu'elle eût dirigé tous les détails du crime... «Nous pouvons nous représenter un complot politique et que ce complot eût eu recours aux moyens les plus inouïs; nous pouvons admettre qu'une femme eût pris part à ce complot; mais qu'une femme pût se mettre à la tête d'une conjuration; qu'elle prit sur elle la direction de tous les détails du crime; qu'elle plaçât avec un

sang-froid cynique les «lanceurs» de bombes; qu'elle dessinât un plan et qu'elle indiquât où ces lanceurs devaient se tenir; qu'une femme, étant devenue l'âme de la conspiration, courût en attendre l'issue, se plaçât à quelques pas du lieu où se consommait le forfait et admirât l'oeuvre de ses mains,—il était impossible pour un sens moral à l'état normal de concevoir un rôle pareil joué par un être féminin».

Kibaltschitsch fut caractérisé comme le type d'un anarchiste poursuivant l'idée fixe du mal, uniquement au point de vue de la technique appliquée aux engins meurtriers: un fanatique monstrueux et criminel, type nouveau, mais clairement dessiné par les données de l'enquête.

Mikhaïlow n'était que la victime de Jéliabow; ce dernier l'embaucha, le pervertit, le dressa, et l'envoya avec un engin explosif sur le Canal Catherine; ce n'était qu'un simple ouvrier, grossier, abruti, sachant à peine signer son nom.

Hessy Helfmann, cette juive bornée et sans éducation, était capable de servir grandement les intérêts des conjurés, en organisant un abri et un lieu de réunion, où ils purent à leur aise tramer leur complot. Cet abri joua un rôle fatal dans toute la conjuration, et c'est en connaissance de cause que Hessy Helfmann prêta ses services aux criminels.

«Je n'aurais par achevé ma tâche», continua l'orateur, «si je la maintenais dans les limites que j'ai déjà parcourues. L'existence réelle d'une association révolutionnaire comme un des points de l'accusation,—association qui eut pour suite le crime du 1er mars,—m'oblige déjà à entrer dans l'appréciation de ses points de vue, de son but et de son activité criminelle.... Il est temps de coordonner, enfin,

dans un certain système, les lignes les plus voyantes et les plus saillantes du fameux parti, de faire la connaissance de sa véritable portée et de ses véritables tendances ; il est temps d'arracher le masque de ces bienfaiteurs improvisés de l'humanité, qui tiennent à réaliser leur chimère chérie par le sang et la ruine de tout ce qui n'est pas d'accord avec leurs idées.... Profondément convaincu que parmi les véritables honnêtes gens, il ne peut se trouver un seul qui puisse, même en partie, sympathiser avec ces idées, je crois qu'en analysant la doctrine des révoltés, nous n'avons pas le droit de leur témoigner la moindre condescendance, car cette condescendance pourrait être prise pour des idées erronnées sur leurs buts et leurs intentions, qui quoique fallacieuses, portent, cependant, un caractère d'idéalisme.... » Après avoir fait un aperçu succinct des principaux faits de l'activité terroriste en Russie depuis 1878, soutenue par les exemples de Goedel et de Nobiling à l'Occident, l'orateur continua :

« M'étant arrêté avant tout devant les points les plus saillants et les plus voyants de l'activité des révoltés à l'extérieur, j'aurais voulu souligner la totalité de leurs exploits durant ces dernières trois années. Ce résultat est remarquable : une série d'assassinats des détenteurs du Pouvoir, d'attentats contre eux, la perte et la mutilation d'une quantité de personnes qui se trouvèrent par hasard à la portée des criminels. Dans cette masse de sang qui coula, pâlissent, certainement, et s'amoindrissent à l'infini les crimes de droit commun qui furent commis par les membres du parti. Nous savons, hélas! que ce registre criminel n'est point encore épuisé : sur ses pages figurent en stigmates de feu les

cinq attentats contre la vie du défunt Monarque et le régicide qui en fut la conclusion.

«Au nom de quoi donc se commirent tous ces crimes? Que voulaient, ou plutôt—à quoi tendaient les accusés, en s'armant pour la lutte, ou pour être plus précis — pour les meurtres politiques? Dans le «Programme des membres-ouvriers de la Volonté du Peuple», libelle trouvé chez Ryssakow et chez Jéliabow, se trouve l'exposé catégorique de leur idéal politique, dans un texte complet, remanié en dernier lieu. Jugez en vous-mêmes... (le Procureur lit des fragments de ce «Programme»). Tel est leur idéal, taillé sur les modèles des théories subversives du socialisme de l'Occident, théories qui promettent, d'après l'avis du parti, un bien-être général. Pour le proclamer et aspirer à sa réalisation, un état de choses tout particulier, coordonné avec le socialisme et l'ordre établi qui nous entoure, est indispensable: et en cela les socialistes russes ont été conséquents. Notre vraie conscience nationale professe la croyance en un Dieu Tout-Puissant et Tout-Clément; elle professe la foi en Jésus-Christ; elle cherche et trouve dans la religion des consolations, des forces et le salut. C'est une erreur naïve et dangereuse aux yeux des terroristes: et les voilà qui cherchent à détruire cette religion si nuisible pour eux, en même temps que de détruire tout au monde. Il est vrai que quelques-uns d'entre eux, traitant la religion avec indulgence, affirment par la bouche de Jéliabow (qui en réponse à la question du Président sur la religion qu'il professait, répondit une phrase préparée et sonore),—qu'ils placent la religion au rang de leurs convictions morales, et qu'ils reconnaissent, que la foi est morte sans les oeuvres.... Je demanderai à Jélia-

bow : quelles sont ces oeuvres sans lesqnelles la foi est morte? Seraient-ce les oeuvres commises le 1er mars sur le quai du Canal Catherine? Seraient-ce les actes qui se commettent à l'aide du sang, de l'assassinat et des tentatives de crimes?.. Professant la négation du régime de l'Etat et de la religion, les terroristes sont tout aussi cruels par rapport à la morale, à l'histoire et à la société. Par contre, le parti révolutionnaire a la plus haute opinion de lui-même et ne cesse de se vanter, de proclamer ses exploits et son importance..... «Héros», «flambeaux du peuple», «prophètes de la liberté» — tels sont les épithètes les plus modestes parmi celles dont ils aiment à se décorer. Ils vont encore plus loin..., et en allant plus loin, on peut dépasser les colonnes d'Hercule de l'absurdité et de l'effronterie....» Pour venir à l'appui de ce corollaire, l'orateur fit une courte analyse du code terroriste, tel qu'il figure dans l'exposé de ses doctrines, dû à la plume de Nicolas Morozow (dans sa brochure : «La lutte terroriste»).

«En soumettant à votre appréciation, Messieurs les Sénateurs et Messieurs les délégués», continua l'orateur, «les points de vue et les tendances des accusés et de leur parti, je suis loin de l'idée de les réfuter ou de polémiser avec eux. Indépendamment de ce qu'une polémique pareille n'aurait pas été conforme avec la dignité de l'accusation du Parquet, appelé seulement à analyser le forfait dans sa forme réelle, — les fausses doctrines du parti socialiste sont à tel point évidentes quant à leurs idées et à leurs actes, qu'une réfutation serait probablement inutile aux yeux de la Cour ; d'autant plus que nos armes ne sont point égales : chez eux — les sophismes et le cynisme ; chez l'accusation — des preuves irrécusables, fu-

mantes encore du sang versé, le simple sentiment humain et le bon sens sincère.... Malgré toute l'horreur et toute la douleur de la plaie que nous avons sondée, il se trouve, à ce qu'il me semble, dans les données que notre examen a mises à jour, certains éléments d'amère consolation, en tant qu'une consolation est pour nous admissible. Il n'y a point de doute (le doute est même impossible), que cette plaie n'est pas une plaie organique, que le mal vient du dehors, qu'il nous est étranger, incompatible avec l'esprit russe, qu'il est rebutant pour notre sentiment national. Les fausses doctrines du parti socialiste-révolutionnaire sont étrangères à notre sol, de même que les forfaits des anarchistes et leurs propres personnes. Les principes dirigeants et les bases de leur doctrine n'ont pas été extraits du sein de la réalité du monde russe. C'est à l'Occident que se développa le socialisme, et c'est là qu'il forme depuis longtemps une calamité historique. Chez nous, il ne pouvait surgir de nulle part; nous n'avons pas eu et, grâce à Dieu, n'avons point jusqu'à cette heure, ni d'antagonisme des classes sociales, ni de domination de la bourgeoisie, ni de conflit traditionnel entre le Pouvoir et la société. La masse des millions du peuple russe ne comprendra pas les idées socialistes: les auteurs de la propagande de 1874 savent avec quelles protestations, quelle hilarité et quelle hostilité on les accueillait dans chaque cabane. Comme adeptes de la nouvelle doctrine se déclarent chez nous des individus qui, sans le socialisme, n'ont pas où abriter leur tête, des désoeuvrés qui n'ont pas de quoi vivre et n'ont pas de soins à vouer à quoi que ce soit. L'immense mouvement— intellectuel, social et économique, évoqué par les réformes formidables du Grand Empereur-Martyr, souleva et dé-

plaça tous les éléments du monde russe, en le bouleversant depuis le fond jusqu'à la surface; mais à mesure que ce mouvement se filtrait et déposait, il donna des résidus qui n'étaient bons à rien, qui se détachèrent du passé, n'adhérèrent point aux choses nouvelles et étaient capables de tout. Surgirent des individualités sans base morale, sans fond individuel qui se soumirent facilement à une influence étrangère, à celle d'autrui, pourvu que cette influence leur promît une vaste carrière, attrayante, facile, flattant l'amour-propre, ne demandant pas de travail modeste et ingrat. Survinrent des individus, qui à défaut d'autres intérêts, ou ne sachant faire autre chose, ne surent s'occuper — qu'à «faire de la révolution». Les doctrines de l'Occident leur offrirent dans ce moment quelque chose de tout préparé, de beau à l'extérieur, entortillé de phrases sonores, quelque chose qui éveillait les passions et les enflammait.... Les têtes faibles furent prises de vertige dans le tourbillon des promesses et des lointains de l'avenir socialiste, et sans jeter un regard en arrière, se placèrent sur cette voie glissante et penchée. Ni sur cette pente, ni dans leur propre tête et leur propre coeur, ils ne trouvèrent de point d'appui, et dès lors commencèrent à pâlir et à s'évaporer en fumée les restes du bon sens, de la conscience, de l'humanité, de la honte. Chez ces gens, tout se transforma en quelque chose de spécial, de particulier, en quelque chose d'anti-humain; tout fut remplacé par quelque chose, si je puis m'exprimer ainsi,— de spécialement «socio-révolutionnaire.... Ils développèrent en eux-mêmes, il est vrai, de l'énergie et de la trempe; mais c'étaient une énergie et une trempe, propres seulement pour le travail dans le domaine sinistre de la malfai-

sance criminelle vis-à-vis du prochain. Les socialistes vinrent à considérer la Russie, non pas comme une Patrie, mais comme l'objectif de leurs expériences révolutionnaires, expériences pour lesquelles tous les moyens étaient bons. Pour la Russie qui les regarde de ses propres yeux clairvoyants et non avec les leurs, ils ne peuvent figurer que comme des réprouvés, dignes de l'accusation la plus impitoyable.

«Faisons un résumé dernier et final. Qu'a donc fait le parti socialiste-révolutionnaire depuis plusieurs années que dure son activité de sous-sol, pour le bien du peuple, de ce peuple, dont le bonheur figure chez le parti comme dicton perpétuel? Il a noirci et propagé des montagnes de papier, rempli de faussetés et de sophismes, qui ne rendirent pas la vie plus facile à un seul infortuné; il corrompit et perdit une quantité de jeunes gens qui se soumirent à son autorité, il tua chez eux la foi en eux-mêmes et dans leur avenir, il les ravit à leurs proches, à leur pays et au travail honnête. Qu'a donc exécuté l'avant-garde active de ce parti révolutionnaire, sa «cohorte mi-«litante», celle qui inaugura la lutte réelle, son espoir et sa seule force effective,—les terroristes? Ils ont tué et massacré des dizaines de serviteurs fidèles au Trône et la Patrie, en évoquant par ces actes, pour un temps, une panique parmi les citoyens paisibles; ils ont creusé quelques mines, ils ont brûlé quelques dizaines de kilogrammes de dynamite; ils ont élaboré et rédigé toute une doctrine d'extermination, une doctrine unie à jamais à leur nom; il ont forcé la Russie et tout le monde civilisé à parler d'eux comme d'une nouvelle organisation sociale d'assassins systématiques et intelligents. Le 1er mars, enfin,

ils atteignirent le but tant désiré de leurs aspirations et l'apogée de leur activité : ils ont traîtreusement tué le Grand Monarque, le Libérateur et le Réformateur de la nouvelle Russie. Il semblerait que le parti révolutionnaire, représenté par les accusés, s'imagine qu'il a obtenu une grande victoire sanglante et qu'il a atteint son but le plus direct et le plus difficile. Il se trompe : ce même jour le parti se donna un coup mortel ; il prononça lui-même sa propre condamnation. Dès à présent, son seul partage est celui de subir une aversion profonde et douloureuse de la part de chaque citoyen, chez lequel un coeur humain bat encore et dont la tête est capable de raisonner....

« Ma tâche tire à sa fin. Bientôt va venir l'heure solennelle, quand vous devrez remplir les graves devoirs de juges, quand devant vos yeux et dans vos pensées repasseront tous les considérants qui doivent servir de base au verdict, tout ce que vous avez vu et entendu pendant le cours du procès. Ce n'est pas à moi à énoncer, ce n'est pas à vous à écouter des arguments sur la valeur de l'importance des questions de culpabilité, — culpabilité que la justice humaine suprême et la loi, en qualité de son représentant le plus parfait, prononceront par votre bouche. En dehors de mes commentaires, vous n'ignorez pas que la conscience de la Russie attend cette décision, et que le pays ne se calmera qu'après avoir entendu la voix puissante de ce verdict.... Me basant sur l'ensemble de toutes les données de l'enquête judiciaire et m'appuyant sur les preuves de la culpabilité des accusés, que j'ai démontrées, je viens vous proposer de prononcer un jugement exclusivement accusateur. Ce n'est

qu'un verdict pareil qui résulte des preuves que je vous ai fournies; ce n'est que les suites pénales d'un jugement de ce genre qui pourraient correspondre au forfait du 1er mars, au crime de tous les six accusés, convaincus de leurs actes. Ces suites sont terribles, sans espoir et sans issue,— les suites qui statuent sur la peine la plus élevée, la privation pour l'accusé du don le plus précieux de l'humanité—le don de l'existence; mais cette peine est légale et indispensable, et elle doit frapper les criminels-régicides. Elle est légale: et ce n'est que dans la stricte application des lois en activité, dans une soumission respectueuse à ces lois, dans la conservation la plus sévère de l'ordre social régulier une fois établi, — que repose toute notre force civique à l'heure actuelle, tout notre salut. La justice humaine s'arrête avec effroi devant les forfaits des criminels et se persuade en frémissant, que pour ceux que ces crimes stigmatisent, il n'y a plus de place dans ce bas-monde. Ennemis de la religion, héros de la destruction universelle et du désordre brutal général, ennemis de la morale, corrupteurs impitoyables de la jeunesse,— ils apportent partout leur doctrine effrayante de la révolte et du sang, en marquant leur passage hideux par une série d'assassinats. Ils ne peuvent aller plus loin: le 1er mars, ils ont surpassé la mesure des forfaits. Notre Patrie qu'ils ont maculée avec le sang précieux du Monarque, a assez souffert par eux, et c'est par votre organe que la Russie leur appliquera son jugement. Que l'assassinat du plus grand des Monarques soit donc le dernier acte de leur activité criminelle sur cette terre! Reniés par les hommes et maudits par la Patrie,—qu'ils rendent compte de leurs forfaits devant la Justice du Très-Haut! La Rus-

sie écrasera la révolte et puisera dans la lutte qu'elle aura traversée, de nouvelles forces, une nouvelle foi ardente dans un avenir heureux, en s'humiliant devant les volontés du Destin. Le but des sinistres conjurés était bien loin de ce tableau; mais tous leurs projets sanguinaires se briseront en éclats contre la loyale poitrine de la fidélité de la nation russe, devant la perception claire, la volonté et le dévouement du peuple russe. La révolte meurtrière a pu, à l'aide d'une machination occulte, trancher le cours d'une fragile existence humaine (cette existence fut-elle, selon les décrets de Dieu, celle du Grand Monarque russe); mais la révolte a été et sera toujours impuissante pour ébranler le dévouement que nous portons au Trône depuis des siècles, et notre foi dans l'ordre gouvernemental établi. C'est avec les racines qu'à l'avenir, le peuple extirpera cette ivraie du sol russe et prendra pour guide—courageusement, en rangs serrés et innombrables, unifiés en pensée et en fraternité,—la personnification de son espoir inébranlable, de son seul espoir sacré,—de son Auguste Maître, qui vient de monter les marches du Trône».

Le réquisitoire du Parquet terminé, le Président donna la parole aux avocats des accusés. Ces défenseurs furent désignés «ex-officio» par la Cour: MM. Ounkowski—pour Ryssakow, Hartoulari—pour Mikhaïlow, Gerke—pour la femme Helfmann, Guérard — pour Kibaltschitsch, Kédrine — pour la femme Pérowskaïa; quant à Jéliabow, il refusa d'accepter un avocat et désira se défendre lui-même. Le rôle d'un avocat dans une cause aussi inouie était, sans doute, très pénible; mais une fois qu'elle fut dévolue aux sommités du barreau de St-Pétersbourg, ces juristes renommés remplirent leur tâche assez correctement. Ounkowski

appuya sur les motifs que lui suggérait la jeunesse de Ryssakow et l'influence intellectuelle qu'exerçait Jéliabow sur l'inculpé ; Gerke mit en relief que sa cliente, Hessy Helfmann, avait moins que les autres pris part à tous les actes du crime ; Kédrine—que Sophie Pérowskaïa était la victime de mauvaises influences et que l'exil par voie administrative joua un grand rôle dans le développement de sa carrière anarchiste. Les réquisitoires des avocats de Kibaltschitsch et de Mikhaïlow furent plus tendancieux et forcèrent le Président à interrompre plusieurs fois MM. Guérard et Hartoulari, pour les remettre dans les limites des faits et pour couper court à des insinuations sur les sévérités du gouvernement vis-à-vis des socialistes et à d'autres motifs du même genre.

Dès que Jéliabow commença son discours, le Président fut forcé à plusieurs reprises de rappeler l'accusé à l'ordre, de lui défendre de parler au nom de tout le parti et d'énoncer les professions de foi des anarchistes, etc. ; il traita, du reste, très modérément l'accusé, qui méritait même que la parole lui fût ôtée: l'effet sur lequel Jéliabow comptait, en qualité d'orateur expérimenté, fut donc parfaitement manqué. Les dernières paroles que les accusés formulèrent devant la Cour n'offrirent rien de nouveau, ni de saillant. Sophie Pérowskaïa protesta contre les accusations d'immoralité et de cruauté reprochées à elle et à son parti ; Kibaltschitsch parla de son appareil de locomotion aérienne.

La Cour rédigea 24 questions de culpabilité sur les accusés, et à 3 heures de la nuit du 28 au 29 mars, elle prononça un verdict d'accusation péremptoire. Le Procureur demanda la peine de mort pour tous les six co-accu-

sés, et à 6 h. du matin, la Cour décréta cette peine; son verdict fut annoncé sous une forme définitive aux accusés le 30 mars, à 5 heures de l'après-midi. La loi octroyait aux condamnés le droit de présenter un recours en grâce dans l'espace de 24 heures: Ryssakow et Mikhaïlow présentèrent une supplique; mais Jéliabow, Sophie Pérowskaïa et Kibaltschitsch ne le firent point. La femme Helfmann déclara qu'elle était enceinte, ce qui fut médicalement constaté le 31 mars; son exécution fut remise, et au mois de juin, elle présenta un recours en grâce, à la suite duquel, le 2 juillet, Sa Majesté l'Empereur daigna lui accorder la vie et commuer sa peine en travaux forcés à perpétuité. Le public s'occupa du sort du malheureux enfant que devait mettre au monde cette mère criminelle: un certain capitaine de marine en retraite, Théodore Fonton, présenta même une pétition, en priant qu'on lui permît d'adopter cette victime du sort et de l'élever.

Les recours en grâce furent rejetés le 1er avril. Deux jours plus tard, le 3 avril, à 8 h. du matin, deux tombereaux, spacieux et très élevés, sortirent de la cour de la prison préventive, située dans la rue Schpalernaïa. Sur le premier se trouvaient Jéliabow et Ryssakow, sur le second—Kibaltschitsch, Mikhaïlow et la Pérowskaïa. Les condamnés étaient assis le dos tourné aux chevaux, habillés dans le costume noir des détenus, en gros drap; une planchette ovale suspendue au cou et couvrant leur poitrine, portait l'inscription en blanc: «régicide». Deux voitures suivaient les tombereaux avec cinq prêtres en habits sacerdotaux de deuil. Des détachements d'infanterie et de cavalerie, de cosaques et de gendarmes bordaient des deux côtés ce cortège sinistre, pendant le long trajet qu'il fit au pas depuis la rue Schpa-

lernaïa, par les rues Litéïnaïa, Kirotschnaïa, Nadejdinskaïa, coupant la Perspective, et par la longue rue Nikolaïewskaïa, jusqu'à la place Siméon, où on ne parvint qu'à 9 heures. Sur tout ce parcours, une foule innombrable se pressait, de même que sur le vaste plateau où devait avoir lieu l'exécution. Sur une plate-forme élevée se dressait une potence pour les cinq condamnés; en face, se trouvait une autre élévation pour les autorités et pour le public privilégié, parmi lequel figuraient quelques diplomates et les correspondants des principaux journaux illustrés de l'étranger.

Les condamnés passèrent d'une manière très différente les dernières heures de leur existence. Jéliabow et la Pérowskaïa refusèrent de recevoir un prêtre; Kibaltschitsch y consentit, et à deux reprises entra avec lui dans des discussions théologiques; Mikhaïlow écouta longtemps les exhortations de la religion et se confessa. Quant à Ryssakow, il fit acte du repentir le plus sincère, renia toutes ses erreurs, se confessa, communia et lut l'Evangile: il mourut avec les sentiments religieux d'un chrétien en monarchiste convaincu. Jéliabow, Kibaltschitsch et la Pérowskaïa montrèrent la plus grande tranquillité; la veille de l'exécution, cette dernière s'était couchée à 10 heures du soir, comme de coutume; pendant le trajet au lieu du supplice, elle était calme et ses joues se coloraient parfois d'incarnat, mais au moment de monter au supplice, ses forces l'abandonnèrent.

Arrivés devant l'échafaud, les cinq condamnés furent placés chacun près d'un poteau et la sentence de la peine de mort fut lue à haute voix. Les prêtres montèrent ensuite et leur offrirent la croix à baiser,mais la Pérow-

skaïa refusa de le faire. Les condamnés se firent leurs adieux, Jéliabow et Mikhaïlow s'embrassèrent avec la Pérowskaïa. Le bourreau Frolow procéda alors à l'exécution, en commençant par Kibaltschitsch et en finissant par Ryssakow. Quelques minutes plus tard, le décès des suppliciés fut constaté par trois médecins militaires, et à 9 h. 55 min. le Procureur de la Chambre d'appel annonça que l'exécution du verdict était accomplie.

Des événements d'une importance aussi grave ne pouvaient manquer de provoquer toute une série de proclamations et de placards de la part des cercles terroristes qui, à cette époque, plus que jamais, se vantaient de posséder un tribunal secret portant le nom pompeux de «Comité Exécutif», terme qui offrait évidemment un double sens. Si ces deux mots devaient signifier qu'il s'agissait d'une réunion de terroristes—«exécuteurs», mettant eux-mêmes à exécution les complots et les crimes, dans ce cas, rien ne péchait contre la réalité des faits. Les révoltés, cependant, prétendirent de tout temps que ce «Comité» formait le point central de la révolte et de sa puissance, qu'il équivalait à un tribunal secret le plus élevé, qu'il prononçait des arrêts de mort; que ceux qui commettaient les forfaits n'étaient que des agents et des exécuteurs des ordres de ce tribunal, que ce dernier dirigeait la lutte et la révolte dans tout le pays. Le représentant du ministère public, lors du procès des régicides, tenta pour la première fois de lever le masque de ce mystérieux Conseil, et les faits ultérieurs vinrent démontrer la sagacité de ses suppositions. La question du

personnel de ce tribunal se présentait avant toutes les autres à l'esprit. Qui donc pouvaient être les membres de ce Comité? Il devait sûrement se composer de sommités du monde révolutionnaire, d'un ordre beaucoup plus élevé que les «agents», les Jéliabow et les Ryssakow? Ses membres devaient être les hommes les plus convaincus, les plus hardis, les plus experts? Les nombreuses recherches de la police et les efforts du Parquet, toutes les démarches détectives qu'on ne peut pas estimer à la légère,—ne firent, cependant, aucune capture de ce genre, ne découvrirent même aucun pseudonyme qui pût s'approprier un rôle pareil, malgré que les enquêtes remuèrent tous les coins et les recoins du monde anarchiste russe, dans le pays et à l'étranger. Si des membres d'un Comité pareil eussent réellement existé, on aurait, du moins, pu apprendre leurs noms (en supposant qu'ils eussent eu la possibilité de fuir et de se disperser); mais les noms de tous les acteurs du drame révolutionnaire de cette époque, depuis les grands jusqu'aux petits, parvinrent, tôt ou tard, à la connaissance de la justice, et parmi ces noms, il n'en figura aucun d'une catégorie pareille. En réalité, les mêmes régicides et les mêmes anarchistes qui fomentèrent le complot du 1er mars, formaient aussi le fameux Comité Exécutif, dont ils assuraient n'être seulement que les «agents». Ils se réunissaient et se concertaient, venaient à une décision, puis s'occupaient à la mettre ensemble à exécution: c'est à ces formes si simples que se bornait la réalité de l'existence de ce «Comité» qui fit tant parler de lui, et qui, à l'époque du régicide, tint le langage le plus audacieux dans ses proclamations et ses libelles.

Le 2 mars, parut tout d'abord un placard du Comité pour annoncer dans les termes les plus effrontés, «urbi et orbi», que le verdict prononcé contre le Monarque, le 26 août 1879, lors de la création du parti terroriste après le congrès de Lipetzk, venait d'être exécuté. «Deux années «d'efforts et de pertes pénibles sont couronnées de suc-«cès. Dès à présent, toute la Russie peut se convaincre «que l'action ferme et énergique de la lutte peut briser «le despotisme séculaire de la dynastie». Le placard signifiait que les avertissements n'avaient pas manqué au Tyran; mais que l'ancien système continuait, que les exécutions ne cessaient point, et entre autres, les plus injustes,—comme celle de Kwiatkowski. Partant de là, le Comité passait à des avertissements à son Successeur, affirmant que la Russie «ne pouvait exister sous le même «régime à l'avenir.... Chacun de ceux qui violentent la vo-«lonté du peuple est un ennemi du peuple et un..... tyran. La «mort d'Alexandre II a démontré—quelle est la punition «encourue pour un rôle pareil». Le Comité s'adressait enfin à l'héroïsme et au patriotisme des citoyens russes, avec la prière de soutenir le parti, en cas que le nouveau règne forçât les révolutionnaires de continuer la lutte.

A la même date, parut une proclamation des «Ouvriers «du parti de la Volonté du Peuple», écrit dans un langage plus populaire. Ce libelle incriminait le défunt Monarque de ne pas s'être occupé de la cause du peuple, de n'avoir rien fait pour lui, de l'avoir doté de trop peu de terre, de l'avoir pressuré d'impôts, d'avoir été, enfin,—«un loup féroce». Il engageait tous les ouvriers à présenter des pétitions pour exiger que les élus du peuple siégeassent dans les conseils de l'Etat. Il fallait agir coura-

geusement, comme le firent Aléxéïew, Pressniakow, Tikhonow, Okladski : tout ira dès lors bien et on ne connaîtra plus sur le sol russe -- ni l'indigence, ni les larmes.

Le même jour, le Comité de la «Volonté du Peuple» fit paraître un placard (in- 4°), adressé aux paysans et à la masse populaire, écrit dans un langage spécial, avec les mêmes considérants, la même argumentation et les mêmes conclusions que dans l'affiche précédente. Ce libelle était spécial destiné à être propagé parmi les villageois.

Deux jours plus tard, le 4 mars, parut à Kiew (imprimée très défectueusement dans une «typographie libre du Sud de la Russie») une feuille sous le titre mystérieux : «Paroles de la société secrète Terre et Liberté à tous les braves gens», écrite en langue petite russienne. Ce document était rédigé dans le même sens, mais il était beaucoup plus circonstancié : il expliquait les causes du régicide, vantait Mikhaïlow et Ryssakow, et finalement invitait toute la classe rurale à commettre des actes de révolte les plus prononcés, à s'approprier toutes les terres, abattre tous les bois, cesser le payement de tous les impôts et de toutes les redevances, à faire élection d'un délégué par chaque dix communes, etc. Le placard était composé dans le sens des idées du «Repartage Noir»; mais ce n'était qu'une espèce de contrefaçon, un essai isolé, muni d'un cachet du «cercle secret de Terre et Liberté», dont la raison sociale n'existait plus depuis longtemps.

Le 7 (19) mars, un groupe d'émigrés russes résidant en Suisse firent aussi entendre leur voix dans une longue proclamation adressée : «A la Société russe» (in- 4°), redigée dans un sens constitutionnel. D'après les arguments de l'auteur, une Assemblée Constituante était indispensable,

de même qu'une amnistie pleine et complète pour tous les délits politiques.

Le 10 mars, le Comité Exécutif crut nécessaire d'adresser une épître: «A la société européenne», au monde civilisé de l'Occident, qui tressaillit d'horreur en voyant l'assimilitation de la lutte anarchiste au nom du progrès avec des actes de démence cruelle, comme on n'en vit jamais dans les siècles barbares les plus reculés. Les auteurs du placard vantaient leur propre mansuétude; ils expliquaient que ce n'est que peu à peu, forcés par la nécessité, qu'ils durent choisir le système de la lutte active, laquelle ne consistait, d'abord, que dans des actes de défense personnelle; mais après que des faits pareils furent considérés et punis comme les preuves de la plus grande rébellion, le parti fut obligé de proclamer le régime terroriste: c'était une nécessité et pas autre chose. Cette lettre était assez courte, compassée, glissant sur le sujet et très mal redigée.

Le 10 mars, survint un autre imprimé (publié sous différents formats et grandement distribué en Russie et à l'étranger), dont les révoltés se vantèrent longtemps, tant il le considéraient comme un chef-d'oeuvre d'élévation, de grandeur, de calme puissant et de valeur intrinsèque; ils comparent parfois cette pièce avec un autre chef-d'oeuvre de la littérature anarchiste, le discours de Sophie Bardine, lors du procès des 50. Pour cette fois, c'était une lettre qu'ils eurent l'audace d'adresser au Souverain. Simulant un ton calme et un langage raisonné, les auteurs de cette pièce effrontée et mensongère tâchaient de prouver que le mouvement révolutionnaire en Russie était intarissable, que «le régicide était très populaire» dans le grand pays, que le mouvement ne peut s'arrêter et qu'il

ira toujours en grandissant à l'infini, et produira sous peu des catastrophes et des ébranlements à l'intérieur, qu'aucunes forces humaines ne pourront dompter. La plume impudente et effrontée de l'auteur appuyait surtout, en qualité d'avertissement, sur cet avenir horrible, en cas que les libertés que demandaient les anarchistes ne soient pas promulguées. Tout cela n'était point des «phrases», d'après l'avis de l'auteur; aussi fallait-il s'arrêter à temps et convoquer bien vite une Assemblée Constituante, octroyer des élections libres, la liberté de la presse, de la parole, des réunions et des programmes électoraux. A ces conditions, le parti consentait à résigner toute activité terroriste et à se soumettre à ce que déciderait de lui la «volonté populaire»; dès lors, ils s'adonneraient seulement au travail paisible du développement intellectuel du peuple.

Le 14 mars, parut un manifeste de «Terre et Liberté» (dont quelques exemplaires furent tirés à l'encre d'or), adressé au peuple avec l'ordre de se révolter, de ne pas obéir à la loi militaire, d'arracher la terre aux propriétaires, de tout «prendre par la force», et d'envoyer des députés à Pétersbourg.

L'exécution des régicides provoqua l'apparition d'un nouveau placard, du 4 avril, dans lequel on percevait facilement le désappointement des révoltés quant au peu de succès de leur provocations et des avertissements sinistres dont ils remplissaient leurs placards. Le document annonçait que le parti allait continuer la lutte et invitait tout le monde à la seconder; certaines expressions n'étaient pas dénuées d'ironie, et le ton en était beaucoup moins échevelé qu'à l'ordinaire.

Une nouvelle tentative eut lieu plus tard dans la voie des mensonges et des calomnies, tentative du parti relativement calme du «Repartage Noir». Une pièce sous le titre: «Jugement et torture» parut le 22 mai, signée par des «Citoyens paisibles». Elle tâchait d'assurer au public que les condamnés du procès des régicides furent soumis à la torture, dans l'intervalle entre leur condamnation et leur exécution. Ce mensonge odieux ne fit, du reste, aucune impression même dans le monde des révoltés, si crédules à toutes les calomnies dirigées contre le gouvernement.

Pendant que les anarchistes tâchaient de propager dans le public cette série de productions effrontées et mensongères, une autre parole, parole vraie et auguste, se fit entendre du haut du Trône jusqu'aux moindres recoins du grand pays; elle vint tranquilliser les esprits troublés et rétablir l'équilibre dans les sentiments et dans les idées de toutes les classes de la population, agitée par les impressions poignantes des derniers mois. Le manifeste impérial du 29 avril n'était ni prolixe dans son texte, ni compliqué dans sa forme, mais on sentait, en le lisant, qu'une plume de diamant avait tracé les paroles de calme et de fermeté, qui annoncèrent au pays les volontés du Monarque et ses idées sur l'avenir de la Russie:

«Dieu dans Ses voies impénétrables a voulu que le «règne glorieux de Notre Père bien-aimé se terminât par «la fin d'un martyr et que Nous soyons appelé à remplir «les devoirs sacrés du Pouvoir Souverain.

«En Nous conformant à la volonté de la Providence

«et à la loi de succession de l'Empire. Nous avons accepté «devant le Seigneur cette charge à une heure terrible «de douleur et d'effroi pour tout Notre peuple, étant «pénétré de l'espérance, qu'en Nous ayant prédestiné pour «l'action du Pouvoir à un moment aussi grave et aussi difficile, Il ne Nous priverait pas de Son tout-puissant secours. «Nous croyons, en même temps, que les ferventes prières «d'un peuple pieux, connu dans le monde entier pour son «amour et sa fidélité à ses Souverains, attireront la bénédiction de Dieu sur Nous, de même que sur la tâche «difficile de gouverner, qui nous est échue.

«Feu Notre Père, ayant reçu du Dieu Tout-Puissant «le Pouvoir Souverain pour le bien du peuple qui Lui était «confié, est resté fidèle à Son voeu jusqu'à l'heure de Sa «mort, et scella de Son sang Ses grands services. C'est «bien moins par des dispositions rigoureuses du Pouvoir, «que par la clémence de ce dernier et la bonté per-«sonnelle du Monarque, qu'Il accomplit la plus grande «oeuvre de Son règne—l'émancipation des paysans asser-«vis, étant parvenu à obtenir aussi, dans ce but, le con-«cours des propriétaires, toujours obéissants à la voix du «bien et de l'honneur. Il a consolidé la justice dans Son «Empire et a appelé Ses sujets, qu'il avait rendus à tout «jamais libres sans distinction aucune,—à diriger les «affaires de l'administration locale et de l'économie com-«munale. Que Sa mémoire soit bénie dans les siècles!

«Le meurtre lâche et exécrable de l'Empereur de Russie «au sein d'un peuple fidèle, prêt à Lui sacrifier sa vie, «crime commis par le rebut misérable de la population, «est un acte effroyable, ignominieux, inouï en Russie, et «qui couvre tout Notre Empire de douleur et d'effroi.

«Mais au milieu de Notre profonde affliction, la voix «de Dieu Nous ordonne d'assumer courageusement la «tâche de régner, avec espoir dans la Providence di-«vine, avec foi dans la force et dans la vérité du Pouvoir «Souverain, que Nous sommes appelé à affermir et à dé-«fendre, pour le bien de la nation, contre toute espèce de «tentatives dirigées contre lui.

«Que tous les coeurs de Nos loyaux sujets et de tous «ceux qui aiment la Patrie et qui sont fidèles, de géné-«ration en génération, à la Souveraineté Impériale héré-«ditaire, après avoir été frappés d'horreur et d'effroi,-se «raniment. A l'ombre de cette autorité, dans une alliance «indissoluble avec elle, Notre Empire a traversé plus «d'une fois de grands troubles, mais redevint fort et se cou-«vrit de gloire, au milieu de cruelles épreuves et dé-«sastres, avec la foi en Dieu qui dirige ses destinées.

«En Nous consacrant à Notre grande tâche, Nous «faisons appel à tous Nos fidèles sujets de Nous servir «loyalement, ainsi que l'Empire, pour déraciner l'abomi-«nable sédition qui déshonore le sol russe, pour consoli-«der la foi et la moralité, pour donner une bonne éducation «à la jeunesse, pour détruire l'iniquité et la rapine, pour «établir l'ordre et la justice dans l'activité des institutions «dont la Russie a été dotée par son Bienfaiteur, Notre «Père bien-aimé».

Ces paroles augustes brisèrent en éclats tous les faux bruits qui circulaient et troublaient le public sur la possibilité d'un changement dans les bases fondamentales sur lesquelles reposait le Pouvoir. Ces paroles, tout en rendant gloire aux grandes réformes du règne précédent, tranquillisaient les coeurs troublés, pacifiaient le pays

et posaient les jalons du chemin que devait suivre à l'avenir l'activité gouvernementale. Les faits ne tardèrent pas à venir à l'appui de ce verbe auguste,qui portait la date désormais historique du 29 avril; ce fut le commencement d'une nouvelle ère, quoique le problème se présentât dans des proportions immenses, car le mouvement anarchiste dans le pays avait atteint, dans ce temps-là, son apogée le plus élevé. La liquidation du passé devait être lente et pénible; mais l'heure de cette liquidation avait sonné; la période des essais, de l'espoir de pouvoir guérir le mal par une «dictature du coeur» avait fait son temps. La décision d'extirper le mal, coûte que coûte, un mal dont l'infiltration se ressentait dans tous les détails de l'ordre social,—tel était le sens d'une nouvelle «dictature du coeur», qui avait pour but le bien-être de tout le peuple et celui des générations futures, de même que le calme et la tranquillité de l'Empire, but qu'il fallait atteindre fût-ce même à l'aide de mesures rigoureuses.

Le 14 août, Sa Majesté l'Empereur confirma un nouveau «Réglement concernant la Sûreté de l'ordre gouvernemental et de la tranquillité publique» (examiné par le Comité des Ministres), qui fut communiqué au Sénat Dirigeant, le 4 septembre, avec un oukaze impérial qui notifiait la volonté du Monarque dans des termes précis et à la portée de tout le monde:

«Les dernières années du règne glorieux de feu Notre Père, l'Empereur Alexandre II de bienheureuse mémoire, ont été assombries par une série d'attentats criminels contre les bases fondamentales de l'ordre gouvernemental et social de Notre Patrie. Provenant d'une poignée de criminels agissant dans le mystère, ces tentatives auda-

cieuses ont démontré que l'action des lois en vigueur, coordonnées avec l'état normal de la vie sociale, sont insuffisantes pour sauvegarder l'ordre et la tranquillité. troublés par des événements douloureux d'un caractère exceptionnel; c'est pourquoi, des réglements spéciaux provisoires furent promulgués à différentes époques, en qualité d'exception aux lois générales, relativement aux limites de l'activité de différents pouvoirs gouvernementaux et de différentes institutions. Le forfait sans exemple dans les chroniques de notre histoire, forfait qui a mis fin aux jours précieux de Notre Père bien-aimé, démontra clairement aux yeux de tous la nécessité péremptoire d'octroyer aux pouvoirs établis pour la sauvegarde de l'ordre social, des droits spéciaux, dont l'étendue fût en rapport avec la responsabilité que leur imposent les circonstances exclusives du temps présent. La fermeté des bases fondamentales des grandes réformes du règne précédent, de même que l'activité régulière et tranquille des institutions établies sur les principes stables des lois générales, forment la garantie la plus solide du bien-être et du progrès de notre chère Patrie. Nous ne pouvons, néanmoins, ne pas reconnaître que les événements fâcheux et les troubles au sein de l'Empire. évoquent la pénible nécessité d'admettre pour un temps des mesures d'un caractère provisoire pour l'établissement d'une tranquillité parfaite et pour l'extirpation de la révolte.... Notre attention s'est également portée sur le fait que ces mesures exclusives temporaires doivent être en rapport avec la nécessité réelle de la Sûreté et qu'elles ne surchargent point au-delà des limites nécessaires les intérêts légaux de la population fidèle au Trône, qui certainement désire

sincèrement offrir son concours pour la sauvegarde de la tranquillité et de l'ordre. Prenant, en même temps, en considération, que dans les réglements édictés à différentes époques pour faciliter la lutte avec la révolte, la nature et les limites des pouvoirs des autorités administratives ne sont point indiquées avec une précision à cet effet suffisante, Nous avons jugé bon d'ordonner, qu'après une étude vérificatrice de l'ensemble de toutes les lois provisoires promulguées ces derniers temps, un nouveau Réglement spécial fût élaboré à leur place, dans lequel, les limites des droits des autorités administratives pour les cas exceptionnels d'un côté, et d'un autre côté.—la substance des devoirs qui incombent à la population par suite des circonstances de la vie politique.—fussent formulées avec plus de précision... L'histoire du peuple russe témoigne de son dévouement fidèle au Pouvoir Souverain, qui a dirigé les forces de la nation vers la création de la gloire et de la grandeur de notre Patrie. Nous conservons une assurance invariable, que dans les jours que la Patrie traverse si douloureusement aujourd'hui, l'union de toutes les classes sociales de la nation russe, sincèrement fidèle au Pouvoir Suprême, dans le but de consolider la vérité, l'ordre et la loi, restera, comme auparavant, la plus sûre garantie de la prospérité du peuple. C'est à cette prospérité que Nous vouons Nos soins continus, et posons ces derniers pour base unique de toutes Nos intentions et de tous Nos actes, en suivant en cela l'exemple de Nos glorieux ancètres».

Le nouveau «Réglement», en concentrant la direction de toutes les mesures à prendre pour protéger et consolider l'ordre gouvernemental et social, octroyait les plus grands

pouvoirs au Ministre de l'intérieur et élargissait les droits des gouverneurs des provinces et ceux des gouverneurs-généraux. Il statuait, en même temps, sur l'éventualité des circonstances, en vertu desquelles une position exceptionnelle devait être décrétée pour un temps limité. Deux catégories de ce genre furent prévues: celle de la nécessité d'une Sûreté renforcée et celle d'une Sûreté extraordinaire ou exceptionnelle; à ces époques, les facultés des pouvoirs administratifs s'étendaient en conformité des circonstances qui exigeaient l'application de certaines mesures provisoires. Le sens de la nouvelle loi, rédigée seulement en 36 paragraphes, annulait, en même temps, 21 réglements et dispositions promulguées antérieurement. Treize gouvernements et 9 districts séparés (dans d'autres provinces) furent tout d'abord soumis à l'activité de la nouvelle loi, élaborée sur des bases parfaitement spéciales, coordonnées avec les circonstances et en rapport avec la hiérarchie du monde gouvernemental russe. Ce n'était ni une contrefaçon, ni une imitation de la loi allemande contre les socialistes («Gesetz gegen die gemeinschaftliche Bestrebungen der Sozial-Democratie»), qui était en vigueur depuis le 21 octobre 1878.

Cet acte gouvernemental ne portait qu'un caractère provisoire, tant que les circonstances et les conditions qui avaient provoqué sa promulgation n'eussent pas changé ou ne fussent à peu près annulées. Les suites bienfaisantes de la nouvelle loi se firent sentir dès les premiers jours; mais ce n'est point à elle seule que se borna l'activité développée du gouvernement. Il serait difficile et la place manquerait pour parler en détail dans ces pages de toutes les mesures qui se succédèrent, en se développant

dans une même direction, élaborées à la même source et dans le même but de la liquidation des fautes du passé,—une liquidation qui certainement devait durer longtemps. Il suffit de constater que rien ne fut négligé, que tous les détails de l'action immense de la loi sur le vaste territoire du pays, peuplé par 100 millions de sujets, furent, pour ainsi dire, «revus et corrigés», et coordonnés avec les nouveaux principes, qui proclamaient, avant tout, la nécessité de l'ordre et de la paix. La police politique fut remaniée et ses moyens détectifs augmentés de manière qu'elle atteignit bientôt un degré de perfection qu'envièrent les gouvernements voisins. La publicité des procès politiques fut abolie et remplacée par des communiqués officiels sur les verdicts des juges, car on en vint, enfin, à la ferme persuasion, que ce système avait joué assez longtemps le rôle d'une école de théories socialistes pour le public et qu'il était très opportun de la fermer. Une exception fut seulement faite pour le procès des régicides, qui était une cause nationale, à laquelle on donna une publicité très grande (des données sur l'enquête se communiquaient même au public dans les feuilles officielles); mais ce fut le dernier procès politique jugé en public. Des mesures réglementaires furent prises dans le domaine de la presse. L'organisation des cours martiales subit aussi quelques changements. Pour venir en aide aux moyens de tranquilliser la population de la capitale, le 17 mars fut autorisée la création d'un Conseil électif provisoire près du préfet de St-Pétersbourg, composé de personnalités influentes et jouissant d'une position sociale respectable. Les matériaux que fournit la révision faite par quatre Sénateurs (MM. Kowalewski, Polowtzow

Mordwinow et Schamschine) de certaines localités de l'Empire (Kiew, Kazan, Saratow), qui venaient d'achever leur tâche, révision qui en même temps avait pour but d'étudier tous les besoins de ces provinces, furent examinés avec soin. Rien ne fut oublié, rien ne fut omis, rien ne fut traité au-dessous de sa valeur dans la vie réelle, quoique les temps fussent difficiles, car l'époque qu'on passait avait hérité des éléments de trouble: de grands désordres antisémitiques, des actes d'indiscipline parmi la jeunesse des Universités, etc., eurent lieu cette même année; mais tout se calma devant le principe péremptoire de «l'ordre», que le nouveau règne proclamait à l'ouïe de tout le monde. La population et la société commencèrent aussi à seconder le gouvernement dans sa tâche si rude; les coeurs troublés se ranimèrent peu à peu, suivant les paroles augustes du manifeste, dès que la période d'effervescence fut passée. Cette effervescence des esprits à la suite du crime du 1er mars s'était portée à un degré si puissant, qu'il y eut des cas de folie et même de suicide parmi les sujets fidèles au Trône. Exaspérés par cet événement horrible, des volontaires courageux voulurent même organiser une croisade privée, l'arme à la main, contre les ennemis de l'ordre, dans le but de massacrer les anarchistes dès que l'un d'eux leur tomberait sous la main,—une espèce de «wehme» ou de «Wehmegericht» du moyen-âge. Un autre cercle de volontaires, dans le but d'aider spécialement le Parquet et la police dans leurs recherches et leur activité détective, en Russie comme à l'étranger, se forma en réalité, composé de personnes qui occupaient les positions les plus élevées dans le monde de la capitale; cette association portait le nom de «Droujina» («Cohorte») et fonc-

tionna jusqu'à l'automne de l'année 1882. A cette époque, le calme était déjà rétabli, la confiance dans le gouvernement était revenue; ceux qui jadis maintenaient indirectement la vitalité du mouvement révolutionnaire, les partisans des idées du faux libéralisme et du pseudo-progrès, qui vouaient à ces derniers le culte d'un fétiche inattaquable,—n'étaient plus aux affaires et n'étaient plus écoutés. Le moyen avait été trouvé pour obtenir la paix et la tranquillité, pour extirper la révolte, pour punir les méchants et honorer les bons, tout en n'attaquant point les bases des réformes octroyées par le règne précédent, réformes dont la portée civilisatrice était indiscutable. L'heure de la liquidation, d'une période d'ordre et de vérité, du bon-sens et du développement énergique de l'individualité nationale dans la politique intérieure et extérieure du pays, venait de sonner pour la Russie. En observateur sagace et en appréciateur incisif, le représentant du ministère public, lors du procès des régicides, avait dit une parole vraie, en énonçant que le crime du 1er mars était le coup de grâce que se donnèrent les anarchistes, et qu'ils avaient eux-mêmes proclamé leur propre déchéance. Les bombes qu'ils projetèrent devant le Souverain brisèrent et détruisirent le parti et son avenir.

Un changement dans la personne de plusieurs grands fonctionnaires suivit de près l'avènement au Trône de l'Empereur. Quelques jours après la signature du manifeste du 29 avril, le comte Loris-Mélikow demanda sa retraite, laquelle fut signée à la date du 4 mai. Le représentant et le créateur du système de «la dictature du coeur» ne laissait pas de souvenirs tres sympathiques à ceux qui

furent appelés à remanier les affaires intérieures du pays. Il était par trop évident que c'était ce fameux système qui avait donné aux révoltés les moyens d'aller si loin et de développer leurs forces jusqu'à la possibilité d'un complot régicide. Les propres aveux des criminels témoignent dans ce sens, car les actes du procès de Ryssakow contiennent une lettre de lui, écrite au mois de janvier 1881, dans laquelle figurent les paroles suivantes: «le comte «Loris-Mélikow nous octroie toutes sortes de libertés; «ce n'est pas une existence, c'est un carnaval....» Les faits constatèrent que les espérances qu'on fondait sur la Commision Administrative Suprême, de même que sur son Président, ne s'étaient nullement réalisées. Le poste de Ministre de l'intérieur reçut pour chef le comte Nicolas Ignatiew, diplomate russe très renommé,—poste qu'il occupa jusqu'au mois de mai de l'année 1882. La gestion du Département de la Police d'Etat (qui depuis le 18 février 1883, prit la dénomination plus vaste de Département de la Police) fut confiée, le 15 avril 1882, en remplacement du baron Veilho, au conseiller d'état actuel von-Plévé, dont les talents et les connaissances spéciales dans le domaine des causes et de la lutte socialistes s'étaient manifestés avec éclat lors de la grande l'enquête et du grand procès des régicides.

Les six condamnés qui subirent leur peine le 3 avril, étaient loin de représenter la totalité des anarchistes qui prirent une part plus ou moins active dans le complot des régicides. Le parti se glorifiait dans ce temps de posséder jusqu'à 500 membres - terroristes, au nombre desquels une trentaine figuraient comme principaux meneurs.

en qualité de «Comité Dirigeant» ou «Exécutif», selon l'expression usitée des révoltés. Les fils du complot grandiose continuèrent à se dévider peu à peu et mirent entre les mains de la justice. durant les premiers moi qui suivirent le 1er mars, un personnel considérable de criminels les plus suspects, parmi lesquels plusieurs étaient recherchés depuis longtemps:

Morozow, Nicolas. le terroriste dont il a été fait menlion maintes fois fut arrêté en janvier 1881. à son retour de l'étranger à peine avait-il franchi la frontière, sous le faux nom de «Laquière».

Merkoulow, Basile (pseudonyme «Iakowenko»). le garçon de boutique chez les époux «Kobyzew», fut arrêté le 28 février. à Pétersbourg, dans le logement de Téterka: on trouva dans ses effets un faux cachet du comte Loris-Mélikow. Sa carrière révolutionnaire datait depuis 1877, époque à laquelle il fit la connaissance de Jean ʒwitschéwitsch. de Jéliabow et de Kolodkiéwitsch.

Olowennikowa. Elisabeth (âgée de 23 ans). fut arrêtée le 14 mars; sa participation dans le complot du régicide consistait dans ce qu'elle s'occupa, depuis le mois de décembre, sous la direction de Sophie Pérowskaïa, à étudier toutes les sorties de l'Empereur, aidée de—

Tyrkow, Arcadie (22 ans), arrêté le 17 mars. et de

Tytschinine, Pierre. fils de diacre (26 ans). arrêté le 3 avril.

Arontschik, Aïzyk. bourgeois israélite. affilié de l'attentat sur le chemin de fer Moscou-Koursk, fut arrêté à Pétersbourg. le 17 mars, sous le faux nom de «Zlot nitzki». Après le congrès de Lipetzk. les anarchistes l'expédièrent à Powénetz. petite bourgade du gouverne-

ment d'Olonetz, pour organiser la fuite des exilés politiques. Après l'attentat près de Moscou, auquel il participa grandement, il passa à l'étranger, revint au mois d'août 1880 et se mit en rapport avec Sabline et Kibaltschitsch. Klétotschkine, l'employé qui communiquait aux anarchistes les dispositions du gouvernement par rapport aux révoltés, présentait ses comptes-rendus à Arontschik.

Frolenko, Michel (33 ans), un terroriste des plus hardis, un révolté doué de talents et d'une intelligence très développée, qui à plusieurs reprises a été nommé dans ces pages en qualité d'anarchiste des cercles de Kiew et d'Odessa, tomba dans les mains de la justice le 17 mars, ayant été arrêté dans le logement de Kibaltschitsch sous le faux nom de «Michel Kapoustine». En février 1881, il travailla au creusement de la mine sous la rue Petite-Sadowaïa.

Issaïew, Grégoire (24 ans), fils d'un facteur de la poste un révolté actif depuis 1875, concurrent de Kibaltschitsch dans la carrière de technicien du parti, avait pris part à tous les attentats dirigés contre Sa Majesté l'Empereur, Il fut un de ceux qui s'occupèrent de la confection de la dynamite et des engins pour le crime du 1er mars et de la mine de la rue Petite-Sadowaïa. Pour éviter les surprises de la police il avait inventé une petite bombe qui se posait sur le seuil de la porte d'entrée et éclatait automatiquement dès qu'on franchissait le seuil du logement. Il assura, lors de son arrestation le 1er avril, que les terroristes avaient encore à leur disposition plus de 30 kilogrammes de dynamite. C'est lui, enfin, qui cohabitait sous le faux nom de «Kokhanowski», avec Wéra Filippowa, laquelle parvint à fuir et à s'etablir au Sud de la Russie.

Le 14 avril, fut arrêté dans son propre logement et sous son vrai nom, Jémélianow Jean, le fils du sacristain de l'église de l'ambassade russe à Constantinople. Après avoir fini comme premier élève son cours dans une école technique à St-Pétersbourg, il fut envoyé d'office achever son éducation à l'étranger, mais en novembre 1880, il entra dans les cercles des terroristes, où il porta le nom de «Michel». C'était un des acteurs les plus directs du crime du 1er mars, car il se rendit muni d'une bombe, en qualité de «lanceur», avec les autres assassins sur le Canal Catherine. Dans la mêlée qui survint dès que l'engin de Griniéwitzki éclata, il eut l'audace de venir au secours de l'Empereur, en tenant dans sa main gauche la serviette dans laquelle était enveloppé l'engin meurtrier, qu'il restitua plus tard à Sabline.

Soukhanow, Nicolas (29 ans), lieutenant de marine en retraite, fut arrêté le 28 avril, dans son propre logement, où il habitait sous son vrai nom. Il était natif de Riga, fils de médecin, et acheva ses études au Corps de la marine. En 1880, il suivait les cours universitaires de St-Pétersbourg, mais dès le mois de novembre 1879, il avait fait la connaissance de Jéliabow et des principaux terroristes, avec lesquels, depuis cette époque, il fit cause commune. Il travailla à la mine de la Petite-Sadowaïa et aida à l'achèvement des bombes-projectiles dans la nuit qui précéda le crime.

Soukhanow, Olga, soeur du précédent, avec lequel elle habitait (31 ans), fut arrêtée le 2 mai; c'était une étudiante des cours de médecine, en relations continuelles avec Issaïew et Wéra Filippowa.

Lustig, Ferdinand (24 ans) et la femme Kouzmine

Tatiana avec laquelle il cohabitait et qui était son affiliée, furent arrêtés au mois d'avril. Le premier était un officier en retraite, natif de Simphéropol, élève de l'Institut Technologique ; il servit dans l'artillerie, prit son congé, et en 1880, faisait les fonctions de caissier dans une entreprise commerciale à Pétersbourg. Depuis le mois d'avril 1879, il se rallia aux anarchistes, leur offrit même son logement pour tenir des conciliabules criminels, et se fit le gardien d'une presse typographique dans le logement qu'il occupait en décembre 1880 (rue Grande-Sadowaïa, 69), presse que lui fournit Ryssakow. Il servait d'intermédiaire pour faire tenir au parti les sommes qui lui parvenaient de l'intérieur, en les faisant adresser en son nom, par les banques. Le total de ces sommes pour l'année 1880, ne dépassa pas, du reste, le chiffre modeste de 1,975 roubles.

Le 23 avril, la police s'assura, à Kiew, d'une terroriste très active et connue, Anne Iakimowa (26 ans), fille d'un prêtre de village, native de la province éloignée de Wiatka, sous le faux nom de «Iémélïanowa»,—la même anarchiste qui figura comme épouse «Kobyzew», dans la rue Petite Sadowaïa.

Le 23 avril, en même temps que la femme Iakimowa, fut arrêté, sous le faux nom de «Goujot», un sujet prussien, Martin Langans (29 ans), natif de Kherson, ex-élève de l'Institut Technologique, compromis dans l'affaire de la grande propagande des années 1874 à 1877. Après avoir été expulsé de la frontière, il reparut en 1880 et prit part à l'attentat de la mine du Pont-de-Pierres, à Pétersbourg et travailla à creuser la mine de la Petite-Sadowaïa.

Le 2 mai, on s'assura, à Pétersbourg, de Lioudmila Térentiéwa (20 ans), native de Kherson, élève d'un gymnase pour demoiselles à Odessa. Dès qu'elle le quitta, en 1878, elle entra dans les clans socialistes, travailla à l'entreprise du pillage de la trésorerie de Kherson, et, en avril 1880, s'établit dans une imprimerie secrète à Pétersbourg (rue Podolskaïa, 14), où elle remplissait aussi les commissions d'Issaïew et de Trigoni.

Le 19 juillet, fut arrêté, à Moscou, un certain Wladimir Jébouniow, sous le faux nom de «Schterbakow», d'après un passeport qui avait pendant un temps servi à Arontschik. Lui et ses frères étaient des socialistes reconnus, très actifs depuis l'année 1870 et possédaient même des moyens pécuniers.

Le 3 septembre, on arrêta, à Pétersbourg, au débarcadère du chemin de fer de Moscou, Tatiana Lébédéwa («Sophie Kotomine»), au moment où elle montait dans le train. Cette sage-femme avait été impliquée dans le procès de 1877 et dans l'affaire du meurtre de Reinstein; en automne 1879, elle prit une part active, conjointement avec Frolenko, à l'attentat contre l'Empereur sur la ligne d'Odessa, et plus tard habita Pétersbourg, s'occupant à confectionner de la dynamite avec Issaïew. A la fin de 1880 et en janvier 1881, elle se trouvait à Kischinew, où elle participa à l'entreprise de piller le trésor, après quoi vint à Pétersbourg, où elle aida à la confection de la mine de la rue Petite-Sadowaïa.

Le 6 novembre, fut arrêtée à Moscou, au Grand-Hôtel, Olga Lioubatowitsch, la compagne du terroriste Morozow, sous le pseudonyme de «Marie Swïatska». Fille d'un ingénieur de Moscou, élle figurait déjà en 1871, en Suisse,

parmi les «étudiantes de Zurich», et après être rentrée en Russie, se plaça comme simple ouvrière dans une filature aux environs de Moscou et s'occupa de propagande parmi les ouvriers. On l'arrêta en 1875 et elle fut détenue en prison pendant trois ans, après quoi le Sénat la condamna à l'exil à Tobolsk, en Sibérie d'où elle s'enfuit à l'étranger. Rentrée en Russie, elle s'associa à Nicolas Morozow, qui prit part à l'attentat près de Moscou, et ensuite ils s'enfuirent ensemble à l'étranger, où la Lioubatowitsch resta jusqu'au mois de mai 1881, puis revint en Russie et se cacha aux environs de Pétersbourg. On trouva chez elle des lettres chiffrées de Morozow, qui lui enjoignait de se rappeler qu'elle était pour le moment le seul représentant du terrorisme. Les explications que l'inculpée donna sur ces documents démontrèrent qu'elle s'occupait à former un nouveau cercle terroriste, dans lequel devaient se réunir tous les éléments épars de la «Volonté du peuple», grandement ébranlés par les nombreuses arrestations des derniers temps. La police mit aussi la main sur un jeune homme qui survint dans le logement de la Lioubatowitsch et qui déclara se nommer «Jean Pétrow», lequel, en réalité, était un anarchiste — Guérassime Romanenko (associé de Kolodkiéwitsch). Il venait de l'étranger avec un nouveau projet socialiste qu'il devait soumettre au parti de la «Volonté du peuple».

Le 6 mai, on découvrit à Pétersbourg un nouveau logement dit «conspiratif», dans la rue Podolskaïa, 41, dans lequel fonctionnait une imprimerie secrète; mais les habitants de ce logement, Michel Gratschewski et la femme Prascovie Iwanowska, qui portaient le pseudony-

me d'époux «Prischybine», parvinrent à se sauver. En plus, seize anarchistes qui se trouvaient en rapport avec les auteurs du crime du 1er mars, furent arrêtés, et dans leur nombre—Serge Dégaiew, dont il sera question dans la suite. Les inculpés sus-nommés ne composaient point encore la totalité de ceux qui guidaient le mouvement dans ce temps-là; plusieurs manquaient à l'appel et au nombre des plus sérieux figuraient:

Léon Tikhomirow («Tigrytsch»), la plume la plus énergique et la plus féconde du parti, un anarchiste-vétéran du grand procès de 1878 et membre du congrès de Lipetzk.

Georges Bogdanowitsch («Kobyzew») le faux marchand de fromages dans la rue Petite-Sadowaïa, qui fut impliqué dans l'enquête sur l'attentat de Solowïew, en 1879, de même que son frère Nicolas, avec sa femme Marie, née Mikhaëlis.

Wéra Filippowa («Kokhanowska»), une ex-étudiante de Zurich, qui après le crime du régicide parvint à s'évader et joua un rôle très important dans le Sud.

Michel Gratschewski («l'Oiseau») qui figura comme un des principaux chefs terroristes après le 1er mars.

Prascovie Iwanowska, l'associée de Gratschewski, et Halina Tscherniawska, l'associée d'Arontschik lors de l'attentat près de Moscou, en 1879.

Il a déjà été mentionné que les auteurs du crime du 1er mars étaient occupés, depuis l'été de l'année 1880, à faire de la propagande parmi les ouvriers de la capitale. Dans ce but, ils élaborèrent et publièrent un «Program-

me des ouvriers du parti de la Volonté du peuple», dont des fragments furent lus par le représentant du ministère public, lors du procès des régicides. Ce «Programme» statuait: a) sur la propriété du sol et des outils en faveur du peuple; b) sur la nécessité que tous les efforts de l'association eussent pour but—le remplacement du pouvoir autocratique par la souveraineté du peuple; c) sur une organisation fédérative; d) sur le renoncement de la Russie aux nationalités conquises; e) sur l'organisation communale et l'éligibilité de tous les emplois; f) sur la déclaration que toutes les usines et toutes les fabriques sont une propriété nationale; g) sur la liberté des confessions, de la presse, de la parole, des réunions et des associations industrielles; h) sur un enseignement plus élémentaire et aux frais de l'Etat; i) sur le remplacement de l'armée par une milice nationale; le «Programme» finissait par des instructions sur la manière d'agir lorsque l'heure de la révolution viendrait. Guidés par des embaucheurs expérimentés, plusieurs ouvriers commencèrent à se grouper dans trois cercles différents. Dans le premier, le plus inférieur, on ne devait leur enseigner qu'à lire et à écrire, un peu d'arithmétique et de géographie; le maître (un étudiant universitaire) ne devait éclairer cette catégorie d'auditeurs que très peu sur les théories sociales. Le second cercle admettait des leçons de socialisme et d'histoire; le troisième—formait un groupe actif, groupe qui devait se former dans chaque arrondissement de la capitale. Comme lieu de réunion figuraient des «logements d'ouvriers», habités par un étudiant-professeur de telle ou telle classe. En automne de l'année 1880, l'organisation commença à fonctionner: Jéliabow tint des conférences devant les ouvriers sur la révolte en

Irlande; dix étudiants avec une femme dirigeaient les cercles, qui avaient pour organe la «Gazette ouvrière», dont le second èt dernier numéro parut le 28 janvier 1881. Ryssakow donna des dépositions détaillées sur cette propagande et on en arrêta les meneurs (dans leur nombre 15 ouvriers), au mois de mars; mais l'été de la même année, les réunions se renouvelèrent, aux environs de la ville, sous la voûte du ciel, pendant lesquelles, un certain Joseph Nagorny (pseudonyme—«Iéréméï») lisait et enseignait aux ouvriers les théories de Lassale.

Cette propagande donna bientôt lieu à un acte terroriste. Les ouvriers supposèrent qu'un de leurs compagnons, le bourgeois Etienne Préïm, avait déserté leur cause, et vu qu'il connaissait tous les secrets de leurs réunions et de leurs plans, on décida de s'en défaire. C'est Nagorny qui dirigea l'entreprise, mais les ouvriers Nicolas Iéwsséïew, Michel Kouziomkine et Grégoire Khokhlow en furet lesn exécuteurs. Le 29 juin, ces personnages se trouvant réunis dans un restaurant populaire avec Préïm, engagèrent ce dernier à aller avec eux à une de leurs réunions, dirigée par l'étudiant Arkhangelski. Préïm les suivit et dut subir des interrogatoires et des mauvais traîtements de la part de ses collègues; Iewsséïew parvint à l'emmener de là et à le diriger vers un endroit écarté du cimetière de Smolensk où il l'attaqua, puis, aidé de Khokhlow et de Kouziomkine, ils lui coupèrent la gorge.

Le 17 décembre, fut arrêté, à St-Pétersbourg, dans la rue, le socialiste Pierre Tellalow, sous le faux nom de «Sémionow». Sa carrière révolutionnaire datait depuis

1874; en 1879, il était membre actif des cercles anarchistes de Harkow et contribua au recel des appareils pour l'explosion de la mine d'Alexandrowsk, en raison de quoi il fut impliqué dans le procès de Sytzianko, mais parvint à prendre la fuite. On trouva dans ses papiers les statuts d'une «Société de libération», qui avait pour base de procurer des secours à toutes les personnes persécutées pour leurs convictions politiques; de leur venir en aide moralement. à l'aide de la presse, de l'influence sur les autorités, et pécuniairement, à l'aide de quêtes et d'offrandes; d'établir des communications régulières et constantes avec les exilés et les détenus, et d'organiser les fuites et les évasions de ces mêmes personnes. C'était l'embryon d'une grande association qui se constitua plus tard sous le nom de la «Société de la Croix-Rouge de la Volonté du peuple».

Après s'être assuré de Tellalow, on arrêta le médecin Serge Martynow, chez lequel l'inculpé avait passé une partie de la journée de la veille et on trouva chez lui des notes chiffrées. Le 17 décembre, dans le logement de Martynow, on arrêta un certain Stanislas Mikhaléwitsch, sur lequel on trouva également un agenda avec des papiers en chiffres; dans le logement de Mikhaléwitsch, enfin, on arrêta un socialiste Antoine Boréïscha. Le 20 décembre, on fit à Moscou la capture d'un certain Valentin Iakowenko (ci-devant étudiant de l'Académie Médico-Chirurgicale) et de sa femme Claudine, qui venaient d'être libérés d'un exil qu'ils subirent au gouvernement d'Arkhangel; dans leur logement, on découvrit encore des notices chiffrées dans le genre de celles qu'on trouva chez Martynow. Tous ces papiers contenaient les noms et les adresses de différentes per-

sonnes établies dans diverses localités de la Russie, avec des commentaires sur leur aptitude et leur rôle dans le mouvement révolutionnaire, de même que les mots d'ordre convenus, qu'il fallait employer pour entrer avec eux en relations. Les mêmes données furent trouvées sur un vagabond, Popkow (un criminel de droit commun pour faux en documents), qui s'était enfui de la prison d'Irkoutsk et servait les intérêts de cette nouvelle entreprise des anarchistes. Les localités et les noms que contenaient les notes trouvées chez Martynow et Iakowenko, se rapportaient principalement aux provinces situées le long de la grande voie entre Moscou et la Sibérie Orientale, et avaient pour but de faciliter les évasions et d'offrir un abri aux fuyards. Ces papiers donnaient des adresses précises et des détails précieux sur les affiliés des anarchistes le long de tout le parcours de la route que suivaient les exilés et les condamnés—Kazan, Perm, Iékatérinbourg, Tioumène, Tomsk, Krasnoïarsk, Irkoutsk, la province du Baïkal ; et dans des localités plus rapprochées—à Samara, Wladimir, Minsk, Biélostok, Kiew, et même à St-Pétersbourg. C'etait donc tout un réseau d'une nouvelle organisation anarchiste qui tomba, de cette manière, entre les mains des autorités. Les fils de cet écheveau commencèrent à se dévider dès le premier jour, mais l'immense matériel de l'enquête demanda à ce qu'elle fût concentrée dans les mains d'une seule personne, spécialement déléguée à cet effet. C'est au général-major du corps des gendarmes, Fédorow, avec le concours du Substitut du Procureur-général du Sénat, Jélekhowski, que fut confiée cette vaste perquisition. Les inculpés de cette organisation que l'enquête mit à jour, appartenaient aux clas-

ses les plus diverses de la société. A Tomsk, en Sibérie, figurait comme agent de ce réseau, un certain Bronislas Schwartz, fils d'un polonais émigré; il naquit à Paris et fit ses études à l'Ecole des Beaux-Arts; en 1859, il vint en Russie, muni d'un passeport français et servit comme ingénieur lors de la construction du chemin de fer de Varsovie. A l'époque des démonstrations politiques dans les provinces lithuaniennes, qui précédèrent l'émeute polonaise, il prit part aux désordres, en 1861, mais parvint à s'enfuir quand il fut enfin décidé de l'exporter à la frontière. Il passa à Varsovie, où il dirigea le département de l'intérieur du Comité révolutionnaire central; on l'arrêta le 12 décembre 1862 et il fut condamné à mort; mais eu égard à l'intervention de l'Impératrice Eugénie, on lui fit don de la vie, et on le condamna aux travaux forcés à perpétuité; plus tard, il fut détenu dans la forteresse de Schlusselbourg et de là, en 1870, transféré dans celle de Wérnoïé, dans la province Sémiretschenskaïa, en Asie Centrale. Par suite d'une déclaration. sur parole d'honneur, écrite de sa main, dans laquelle il assurait qu'il ne ferait pas de tentatives de fuite, il fut interné, en qualité d'exilé, dans le gouvernement de Tomsk, où il s'occupa à donner des leçons de français.

Les enquêtes des procès politiques dans les dernières années prouvèrent à maintes reprises que les provinces du Sud et du Sud-Ouest servaient de localités, dans lesquelles les cercles anarchistes se formaient le plus facilement, principalement composés de la jeunesse scolaire. Les dernières nouvelles que l'administration recueillit sur

l'état des choses dans le Sud, de même que sur l'existence d'une nouvelle «Union ouvrière du Sud», qui venait de s'organiser, démontrèrent la nécessité de confier la direction de l'enquête sur toutes ces menées à une personne spécialement déléguée dans ce but. C'est le Procureur de la cour martiale de l'arrondissement militaire de Kiew, le général-major Strelnikow, qui fut nommé à cet effet, le 5 août: toutes les enquêtes politiques dans les gouvernements qui entraient dans les rayons de l'administration des gouverneurs-généraux de Kiew et d'Odessa lui furent confiées, et le Substitut du Procureur de la Chambre d'appel de Kiew, Kotschoukow, lui fut adjoint.

La police avait déjà connaissance qu'à cette même époque deux cercles socialistes fonctionnaient à Odessa. L'un deux, divisé en quatre sections, avait pour meneurs—Nicolas Dzwonkiéwitsch et Basile Golikow; mais les membres dont il se composait furent arrêtés au mois d'avril. A la fin du même mois, on découvrit l'existence d'un second cercle socialiste, composé d'israélites, cercle fondé en 1880, par un certain Hornstein, qui avait pour chef le bourgeois Benjamin Gretsch. Il se réunit, dès le printemps de l'année 1881, à un cercle d'ouvriers russes et forma une association qui organisa un atelier de serrurerie, une caisse de secours, composa un statut et rédigea des proclamations qu'on devait afficher dans la ville. L'enquête du général Strelnikow engloba bientôt 92 affiliés de cette association, parmi lesquels figuraient 20 israélites et 64 ouvriers; mais 300 ouvriers environ étaient plus au moins impliqués dans cette cause. Plusieurs des personnes compromises figuraient, en

même temps, dans les cercles révolutionnaires de Kiew, entre autres un certain Jacques Petlitzki, qui donna des détails sur l'organisation de l'association, laquelle possédait jusqu'à 70 affiliés. Tandis que les cercles ouvriers d'Odessa portaient un caractère plus pacifique, ceux de Kiew partagaient plutôt les idées terroristes: ils apprenaient à manier des révolvers au tir, travaillaient à un attentat sur le gouverneur-général Tschertkow, sur le gouverneur civil de Kiew, Hesse, et sur le capitaine des gendarmes Soudéïkine; ils tâchèrent d'organiser l'évasion de l'anarchiste Michel Popow de la prison; ils tentèrent, à deux reprises, de piller la caisse de l'Université et même celles de plusieurs capitalistes paisibles, de même que le convoi de la poste près de la ville Berditschew, etc. Ils organisaient des conférences socialistes qui parfois réunissaient jusqu'à une centaine d'auditeurs. Un certain Iwanow (pseudonyme «Pawlo»), imprima dans une typographie de sous-sol une lettre de la part des ouvriers à l'Empereur; elle fut affichée à Kiew et distribuée ailleurs, mais l'imprimerie où on la confectionna fut saisie dans la nuit du 28 avril.

Le mouvement socialiste à Varsovie et dans les provinces de la Vistule inauguré en 1878, continua son cours durant l'année 1881. Dès le mois de juin de l'année précédente, figuraient à sa tête le précepteur Casimir Sosnowski et un employé de la justice, Sigismond Balitzki. Ils formèrent une société secrète dont le but était de rétablir la Pologne, tout en l'organisant sur des bases économiques d'après la recette des socialistes. Cette nouvelle Pologne devait former une fédération de plusieurs grandes communes

(«gminy»), basées sur des corporations ouvrières et la propriété communale du sol. Le chef de chaque commune devait porter le titre d'organisateur; à Varsovie devait siéger un Conseil protecteur des ouvriers et un tribunal spécial avec une police exécutive; une feuille sous le titre «Causerie avec les ouvriers», s'imprimait à l'aide de l'hectographe. Les relations avec les socialistes polonais de l'étranger et de leur confrérie—«Lud Polski» («Peuple polonais»), étaient très suivies. En septembre 1881, un des principaux membres de ce cercle, Alexandre Rodzéwitsch (pseudonyme—«Pouschtschik») fut délégué à Wilna, St-Pétersbourg et Moscou pour entrer en rapports avec les «communes polonaises» qui s'étaient déjà formées dans ces villes. A Pétersbourg, la «commune» locale était déjà en rapports avec les deux sections des anarchistes russes, par l'entremise des étudiants Joseph Glasko (membre de la «Volonté du peuple») et de Marien Wiltschinski (membre du «Repartage Noir»). Rodzéwitsch remit au cercle de Pétersbourg une lettre d'un «Club des enfants de la patrie», société démocratique de Varsovie, composée principalement d'exilés de l'année 1863, rentrés de Sibérie en Pologne. Des «communes» pareilles s'étaient également formées à Moscou et à Kiew, et tous les membres de ces associations avaient l'intention de se réunir à Wilna, au printemps de l'année 1881, mais la majeure partie de ces perturbateurs fut arrêtée: les organisateurs du cercle de Varsovie—Casimir Sosnowski et Sigismond Balitzki,—parvinrent, cependant, à prendre la fuite. Cette cause comme celles des socialistes polonais dans les années précédentes fut jugée par voie administrative; on découvrit l'activité de 85 inculpés,

qui furent en partie envoyés en exil et en partie détenus en prison.

Dans cette nouvelle tentative d'organisation socialiste en Pologne (cinquième du nombre), un crime terroriste fut commis par la main des conjurés. Un agent du grand-maître de police (le général Boutourline)—Neumann, sur lequel tombèrent leurs soupçons, fut tué par eux, pendant une nuit, sur les bords de la Vistule, et son corps jeté à l'eau.

Un nouveau fait terroriste eut lieu, cette même année, à St-Pétersbourg, quoique ses auteurs ne figurassent point parmi les anarchistes reconnus; le fait par lui-même portait en lui les éléments d'un crime de droit commun.

Le 13 novembre, dans la salle d'attente du Département de la Police d'Etat, survint un certain Nicolas Sankowski muni d'une lettre au nom de l'adjoint du Ministre de l'intérieur, le général de la Suite de S. M. l'Empereur, Tschéréwine (lequel depuis le 5 octobre 1878, avait fait les fonctions d'adjoint du Chef des gendarmes, et depuis le 6 août 1880, occupait le poste sus-nommé). Dans cette lettre Sankowski demandait à être reçu par le général, ayant quelque chose de grave à lui communiquer. Ce dernier se rendit dans la salle, et à peine avait-il demandé à l'inconnu—ce qu'il désirait, que Sankowski tira de sa poche un révolver et fit feu sur le général, qui, heureusement, ne fut pas atteint. On arrêta le malfaiteur sur place. L'enquête démontra que Sankowski était un aventurier, sans feu ni lieu. Bourgeois de Brest-Litowsk (26 ans), lithuanien-catholique, il n'avait pas fini son cours dans un progymnase, puis entra, à l'âge de 19 ans, comme volontaire dans un

régiment d'infanterie, dans lequel, pour une faute très grave d'indiscipline, il fut jugé et détenu, pendant une année, en prison. En 1875, il tâcha d'obtenir un emploi sur un chemin de fer du Sud-Ouest, puis s'enrôla comme volontaire au Monténégro, voyagea à l'étranger et revint en Russie muni d'un faux passeport. Il habita plus tard le gouvernement de Tambow et se fit l'entrepreneur du buffet du théâtre de cette ville. C'est là qu'il fit ample connaissance avec un certain Paul Melnikow (âgé de 20 ans) qui avait purgé déjà une condamnation pour vol: les deux amis vinrent à Pétersbourg dans l'espoir de se procurer une occupation lucrative, mais il n'en fut rien, d'autant plus qu'ils passaient tout leur temps à faire ripaille, en courant les cabarets et se trouvèrent bientôt dans un dénuement complet. En visitant les tripots de la capitale Sankowski rencontra et fit la connaissance de plusieurs amis de Melnikow, que ce dernier lui recommandait en qualité de socialistes influents-; ce compagnon se faisait. parfois, passer lui-même, aux yeux de Sankowski, pour le secrétaire d'une société anarchiste. Les amis inconnus engagèrent peu à peu ce dernier à se charger d'un attentat sur la personne du général Tschérévine, d'un chef qui leur était trè snuisible,—et le malheureux consentit. La lettre avec laquelle il se présenta chez le général fut copiée en blanc par Melnikow.

Ces deux criminels furent jugés par la cour martiale de St-Pétersbourg, le 8 janvier 1882; Sankowski fut condamné à la peine de mort et Melnikow—aux travaux forcés pour vingt ans. Lors de la confirmation de ce verdict par l'adjoint du chef de la circonscription militaire, le général aide-de-camp Kostanda, eu égard à ce que San-

kowski n'appartenait pas aux clans terroristes, sa peine fut commuée en travaux forcés à perpétuité.

Les anarchistes s'empressèrent d'annoncer dans un placard qui parut le 22 novembre, qu'ils n'étaient pour rien dans cet attentat.

Une dénégation dans le même genre fut proclamée de la part des révoltés à une autre occasion, le 23 novembre de cette même année. Le détournement de la somme considérable de 300,000 roubles ayant été découvert à Moscou, dans le ressort des institutions de bienfaisance, il y eut matière à supposer que cet argent avait, peut-être, passé dans les mains des anarchistes. Le fait ne fut pas prouvé, et les socialistes, de leur côté, se défendirent et protestèrent vivement, vu qu'ils n'attaquaient jamais les fonds de bienfaisance, mais trouvaient seulement parfois bon de «confisquer» les fonds du gouvernement.

Dans la première moitié de l'année 1881, le parti révolutionnaire possédait certaines ressources, mais leur origine ne put être tirée au clair. Jéliabow disposait avant le 1er mars, de certaines sommes; il envoyait ses subordonnés les prendre chez telle ou telle personne, et l'argent ne tardait pas à être versé. Trigoni possédait un capital de 10,000 roubles, dont il disposa en faveur de ses parents, pendant sa détention à la forteresse. Une grande dame russe, jeune, belle et riche, la comtesse Anastasie Panine (née Maltzow), victime des théories subversives qui s'infiltraient peu à peu dans tous les rangs de la société, fournissait aussi quelques ressources au parti: c'est à ses frais que fut établi à Kiew un atelier coopératif de menuiserie, tenu par le socialiste Naddatschine; elle subventionnait aussi

parfois les cercles d'Odessa. Il y eut même des cas, où certains capitalistes sérieux, terrorisés par des lettres anonymes qui contenaient l'ordre de déposer dans tel ou tel endroit une somme désignée et parfois très ronde, se soumettaient à cette volonté occulte, par crainte d'un attentat de la part des terroristes, contre les attaques desquels les détenteurs du pouvoir, eux-mêmes, n'étaient pas toujours garantis. Au dire d'Issaïew, les premiers temps après le crime du 1er mars, fut une période florissante pour les finances des anarchistes; mais elle ne fut pas de longue durée, car l'activité de la police et des pouvoirs judiciaires travaillait dans ce temps sans relâche et avec un succès toujours croissant.

Outre les arrestations et les faits cités plus haut, on découvrit à Moscou les agissements de propagande d'un cercle composé de Serbes (à la tête desquels se trouvait l'étudiant Kotschowitsch) et ceux d'un certain Jean Maïnow, paysan, qui servait d'intermédiaire entre les socialistes de Pétersbourg et de l'étranger avec ceux de Saratow, représentés par un élève de l'Ecole Technique de Moscou, Alexandre Kirchner. Quinze enquêtes furent ouvertes sur les agissements des socialistes à Moscou durant l'année 1881, dont la majorité appartenait à la jeunesse académique. A Wladimir, fonctionnait, dans ce temps, un cercle composé de 20 socialistes, qui publia même un numéro d'une feuille sous le titre: «Pougatsch» (nom estropié du bandit Pougatschew sous le règne de l'Impératrice Catherine). Dans plusieures autres localités de l'Empire, — aux gouvernements de Harkow, Iaroslaw, Jékatérinoslaw, Kaménetz-Podolsk, Koursk, Nijni-Nowgorod, Penza, Samara, Simphéropol, Toula, et ailleurs, —

des menées socialistes furent également constatées; mais on parvint à les découvrir à temps et à s'assurer de la personne des délinquants.

Le nombre des procès politiques qui se jugèrent durant l'année 1881, fut beaucoup moindre que celui de l'année précédente.

Le 12 janvier, la cour martiale de Moscou examina la cause d'un certain Edouard Pékarski (24 ans), originaire du gouvernement de Minsk. Il avait été recherché depuis longtemps, fut arrêté en 1879, puis parvint à fuir. Sa capture livra aux mains de la police une quantité de papiers révolutionnaires de même que les preuves qu'il était en relations avec Hartmann et que le complot du régicide ne lui était pas inconnu. La cour le condamna à un exil dans les localités lointaines de la Sibérie Orientale.

Du 26 au 29 mai, un procès assez étendu concernant les principaux organisateurs des cercles de «l'Union ouvrière du Sud», dont il a été fait mention plus haut, fut jugé par la cour martiale de Kiew. Comme principaux inculpés figurèrent: Nicolas Schtédrine (24 ans), fils d'un ingénieur, natif de la Sibérie, portant les pseudonymes de «Schtapow», de «Pierre Woronow» et de «Kotow», organisateur principal de l'association et fondateur d'une imprimerie secrète.

Préobrajenski, Alexis (30 ans), natif du gouvernement de Koursk, fils de prêtre, qui appartenait aux cercles terroristes de Kiew et de Harkow depuis 1879, et a été déjà à deux reprises nommé dans ces pages.

Kaschintzew, Jean (20 ans), natif du gouvernement de Harkow.

Iwanow, Paul (27 ans), fils d'un petit employé, précepteur.

Kizer, Wenceslas, sujet saxon, serrurier.

Doller, Alexandre, sujet français, menuisier, dont l'atelier servait de point central aux inculpés; il fut embauché par le socialiste Predtetschenski dans l'année 1878, ce dont il a été fait mention.

Prisietzka, Marie (21 ans), soeur d'une socialiste exilée par voie administrative et du socialiste Jean Prisietzki, qui avait pris, en 1880, la fuite et ce trouvait en Roumanie; elle était originaire de Poltawa, fut élevée dans un gymnase pour demoiselles au gouvernement de Tambow, et plus tard obtint un diplôme d'aide-chirurgien; elle figurait comme membre très actif de l'association.

Bogomoletz, Sophie (24 ans), née Prisietzka, soeur de la précédente, femme d'un médecin; après quelques années passées dans un gymnase pour demoiselles, elle suivit des cours de médecine et fut un membre actif du cercle.

Kowalska, Elisabeth (28 ans), connue sous le pseudonyme «Lieskowa», femme hardie et turbulente, séparée de son mari, l'associée de Schtédrine.

Kouznetzowa, Sophie (22 ans).

La cour condamna Schtédrine et Préobrajenski à la peine de mort, les autres — aux travaux forcés. Sa Majesté daigna grâcier, le 30 mai, les condamnés et commuer leur peine en travaux forcés. Préobrajenski, Schtédrine et la femme Kowalska furent condamnés aux travaux à perpétuité, Iwanow—à 20 ans, Kaschintzow et la femme Bogomoletz — à 10 ans, les ouvriers Doller et Kiser — à l'exil en Sibérie Orientale, et Marie Prisietzka—à un exil dans le gouvernement de Tomsk.

Le 30 juin, la cour martiale de Moscou jugea un ex-étudiant de l'Université locale, Jean Starynkiéwitsch, appartenant à une famille des plus honorables, pour participation à des désordres parmi la jeunesse scolaire, distribution de proclamations, embauchage à la cause socialiste de jeunes écoliers de gymnase, etc. Il fut condamné à 20 ans de travaux forcés; non satisfait, cependant, d'un pareil verdict ce jeune fanatique présenta une supplique d'un genre nouveau: il demanda qu'on le fusillât.

Le 13 août, se jugea à Woronège la cause d'un certain Pierre Khworostianski (20 ans), élève d'un gymnase, accusé de propagande.

Le 25 août, la cour martiale de Kiew examina la cause d'un bourgeois, serrurier de son métier, Lobanow-Lobantschouk. Pierre (27 ans), qui, en 1879, faisait partie du cercle de Jitomir et participa aux entreprises du pillage de la caisse d'un régiment et d'un convoi de la poste, faits qui ont été relatés plus haut. Condamné à 15 ans de travaux forcés, la cour trouva possible d'intervenir près du général-gouverneur en sa faveur, en demandant que sa peine fût commuée à six ans, à quoi le général Drenteln consentit; mais cette grâce fut loin de contenter l'accusé, qui protesta contre le point de vue de la cour, laquelle admettait des circonstances atténuantes dans sa cause,—la jeunesse et la passion. Il déclara que rien de tout cela n'avait influé sur ses actes, qu'il avait agi en parfaite connaisance de cause et qu'il s'opposait à une commutation de peine.

Du 15 au 19 septembre, une cour martiale provisoire qui siégea à Koursk, examina la cause d'un certain Alexandre Lawréniousse (24 ans) et de plusieurs affiliés

accusés d'avoir distribué des proclamations et d'avoir fait de la propagande. Le principal inculpé fut condamné à un exil au gouvernement d'Irkoutsk, dans la Sibérie Orientale.

La Chambre d'appel de St-Pétersbourg, sous la présidence du Sénateur Schreiber, avec le concours du Procureur Mourawiew, jugea, le 29 septembre, la cause de Marie Krylowa (28 ans, pseudonyme «Rozanow») et de ses affiliés—Pïankow, Tesslenko - Prikhodko et Pérépletschikow. Cette femme Krylowa était un vétéran révolutionnaire depuis l'année 1865, la même qui fut arrêtée lors de la saisie de l'imprimerie du «Repartage Noir», en janvier 1880. Dans le cours de son réquisitoire, le représentant du Parquet eut recours à une comparaison on ne peut plus juste pour caractériser la portée mutuelle des principes du «Repartage Noir» et de la «Volonté du peuple»: pendant que les uns (les «narodowoltzy») pénètrent dans l'intérieur de la maison, l'arme à la main, en détruisant tous les obstacles, en tuant les gardiens, etc., les autres, s'occupent à saper peu à peu tous les fondements de l'édifice. La femme Marie Krylowa, Tesslenko et Pïankow furent condamnés à un exil en Sibérie; Pérépletschikow fut acquitté.

Deux causes insignifiantes, celles de Nicolas Raschewski et d'Alexandre Troïtzki furent jugées le 24 et le 23 septembre par la cour martiale de Moscou.

Un des meneurs les plus sérieux du cercle ouvrier de Kiew et d'Odessa, qui donna des dépositions détaillées sur la nouvelle association, Jacques Petlitzki (29 ans), originaire du gouvernement de Tschernigow, fut jugé, le 15 décembre, par la cour martiale d'Odessa et con-

damné à 10 ans de travaux forcés. Il s'occupait à trouver des fonds pour le cercle, et dans l'intention de piller le bureau de poste à Berdytschew, il entra même à son service comme facteur. Le 7 septembre 1882, sa peine fut commuée en exil en Sibérie Occidentale.

En fait de mesures pénales appliquées par voie administrative, on décida, durant l'année 1881, du sort de 58 inculpés, englobés, depuis l'année 1877, dans le procès de Solowiew,—Marie Bogdanowitsch, Schleissner, Woulfert, Massioutine, Dmitri Klémentz, et d'autres. La majorité fut mise en liberté; quatre d'entre eux furent exilés en Sibérie Orientale, et dans ce nombre—Dmitri Klémentz, un ci-devant émigré qui fut très influent dans son temps et se distingua dans le domaine de la presse révolutionnaire. A la suite des enquêtes qui eurent lieu dans la période du 1er juillet au 31 décembre 1881,—186 causes d'une importance secondaire furent décidées par voie administrative, et les inculpés subirent des exils en Sibérie Orientale (12 personnes) et Occidentale (37), furent mis sous la surveillance de la police (103) et durent purger des peines moindres (53). Sur un millier d'enquêtes qui étaient en procédure,—207 avec environ 1.500 inculpés, furent définitivement examinées.

Comme complément de l'action judiciaire dans le cours de l'année 1881, on ne peut pas ne pas mentionner la cause du général A. Mrowinski (le premier technicien de la capitale), de l'officier de police Fourssow, et du chef de la section secrète de la chancellerie du Préfet de police, le conseiller d'état Téglew,—qui furent mis sous jugement pour inactivité dans l'exécution de leurs devoirs, lors de la révision du magasin de «Kobyzew», dans la rue de la Petite-

Sadowaïa, pour une incurie réelle, en un mot, durant cette affaire pendant les jours qui précédèrent le régicide. La Chambre d'appel les jugea à huis-clos, avec le concours du jury, du 25 au 29 novembre, et les condamna à l'exil au gouvernement d'Arkhangel. Deux autres officiers de police, Dmitrïéw et Lereplande, furent exclus du service par leurs chefs. Lors de la procédure, les commendtaires es accusés, que dans ce temps, les visites domiciliaires n'étaient point autorisées pour la police et ne se pratiquaient que par les employés du Parquet, ne purent influer comme arguments à décharge, car ce n'est que le 1er mars, entre une et deux heures de l'après-midi, à l'époque où précisément l'explosion devait avoir lieu, que Fourssow vint engager le Substitut du Procureur, Dobjanski, à se rendre avec lui dans le magasin de «Kobyzew». Un autre jour, Fourssow, étant informé que la Pérowskaïa, qu'on surveillait depuis longtemps, se trouvait chez elle, mit tant de lenteur pour aller l'arrêter, qu'il ne la trouva plus dans son logement. Le verdict d'accusation qui frappa les coupables aida beaucoup à calmer les esprits, à tranquilliser les amis de l'ordre et du devoir, et satisfit l'opinion publique.

Les menées révolutionnaires au sein de l'émigration continuèrent durant l'année 1881; son personnel s'augmenta même, vu la sévérité des mesures détectives entreprises par la police après le 1er mars. A cette époque, plus de 200 socialistes et anarchistes étaient fixés à l'étranger, sous la protection du droit d'asile; il y en avait qui s'étaient établis hors du pays depuis nombre d'années, comme Joukowski (depuis 1863), Tourski, Lawrow, Tkatschow,

Sokolow, Anne Makaréwitsch (qui avait épousé le socialiste italien Costa), Plekhanow—à Paris; le prince Pierre Krapotkine, Tscharouschine, Elssnitz, Elpidine, Dragomanow, Holstein, Jémanow, Sérebrennikow,—en Suisse; Tschaïkowski et Krawtschinski—à Londres; Ralli—en Roumanie. Parmi les émigrés d'une date plus fraîche, figuraient: Bokhanowski, Deutsch, Stéfanowitsch, Préféranski (Paris), Wéra Zassoulitsch (Suisse et Paris), Hartmann (Londres et Paris), Haltourine (Roumanie), etc. Il est vrai que l'émigration avait beaucoup perdu de son influence et que le principe de solidarité entre ses membres n'était que très peu développé; néanmoins, elle n'avait point encore abdiqué son rôle dans le mouvement et il fallait compter avec elle. Une certaine participation à la surveillance des menées des émigrés-socialistes fut confiée aux Consuls et Consuls-Généraux de Russie à l'étranger, de même que le devoir de servir de correspondants et d'auxiliaires au Département de la Police.

Les fuites de tout genre et les évasions des localités d'exil et des enceintes murées dans le but de se soustraire aux verdicts des juges ou aux poursuites du Parquet, eurent lieu à maintes reprises dans cette même année. On peut signaler celles de—Blagoweschtenski (de la ville d'Ischime, au gouvernement de Tobolsk), de la femme Breschkowskaïa (de Bargouzine, à travers les forêts et les rochers avoisinant le lac du Baïkal, en se dirigeant vers le fleuve Amour, en compagnie de Tutschew, Linïow et Schamarine, mais ils furent rattrapés). Léonide Boulanow (de Werkholensk, au gouvernement d'Irkoutsk, mais il fut rattrapé). Joseph Guetzow (en décembre), Guéorgïewski (du gouvernement de Iénisséïsk, le 6 octobre), Leïzer Golden-

berg, israélite (de la ville de Pétrozawodsk, où il était interné depuis l'année 1869, et de là gagna Paris, où il porta le nom de «Linïow»). Mardochée Gretsch, israélite (d'Odessa), Benjamin Gretsch, israélite (d'Odessa), Guttmayer (de Varsovie, puis vint s'établir à Berlin), Michel Klimenko (de Kirensk, en Sibérie, au mois de mai), Kobylianski (de Tobolsk, puis se réfugia à Genève, où il porta le nom de «Kotournitzki»), Ignace Kornfeld (d'Odessa, sujet autrichien), Wladimir Loewenthal (de Kaménetz-Podolsk, se réfugia à Paris, puis à Berne), Léwkow, Saül (de Minsk, se réfugia en Suisse), Léïba Leïkouner (de Souwalki, au gouvernement d'Awgoustow, se réfugia en Amérique), Nicolas Lopatine (de Werkholensk, le 15 décembre, avec Boulanow), Wladimir Loutzki (habite Constantinople), Roman Piekhowski (de Varsovie), Wladimir Maléwanny (de Balagansk, au gouvernement d'Irkoutsk, au mois de mars), Malawski (de Krassnoïarsk), Serge Martynowski (le 28 août, rattrapé le 5 octobre), Salomon Mendelssohn (de Varsovie), Michel Owtschinnikow (du gouvernement de Iénisséïsk, en septembre), Podrewski (de la Sibérie Occidentale), Zélig Rozenblitt, israélite (d'Odessa), Romassew (de Minoussinsk, gouvernement de Iénisséïsk, mais il fut rattrapé), Casimir Sosnowski (de Varsovie, se réfugia à Genève, puis à Paris) Tikhonow (de Minoussinsk, fut rattrapé), Tutschew (de Bargouzine, fut rattrapé), Grégoire Féderscher (d'Odessa), Constantin Schamarine (de Bargouzine, mais fut rattrapé), la femme Ioujakowa (de Balagansk, au gouvernement d'Irkoutsk, le 27 janvier, mais fut rattrapée), Iarone Hermann (de Varsovie, se réfugia en Autriche), Théodore Iourkowski (en juin, des mines de Kara, en Sibérie), le prince Tscherkézow (un affilié de Netschaïew), Michel

Tschikoïdze (en mai, de la ville de Kirensk), Pankratïéw Basile (de la même localité), Pierre Orlow (arrêté en janvier 1882, à Tomsk), Marie Iankowskaïa (de Varsovie) et d'autres. Le nouveau système gouvernemental prêtait déjà la plus grande attention à la fréquence des cas de fuite des détenus et des exilés, et se mit à l'étude pour élaborer un nouveau système de contrôle et de réclusion, système qui devait prévenir la possibilité pour les accusés de se soustraire aux peines qu'ils subissaient en vertu des verdicts judiciaires ou des dispositions administratives.

L'année 1881 fut particulièrement féconde en produits de la presse révolutionnaire, car dans ce temps, plus d'une imprimerie clandestine fonctionnait sur la surface du pays. Celle de la «Volonté du Peuple» malgré sa confiscation (le 5 mai, à St-Pétersbourg), se transforma en imprimerie «volante» et continua son activité. Elle servait en même temps de repaire aux malfaiteurs socialistes, car on y trouva de la dynamite et 15 coutelas; une masse de papier fraîchement imprimé dénotait le degré d'activité de ses presses typographiques. A Kiew, l'imprimerie des révoltés fut découverte dans la nuit du 28 avril. L'activité de ces auxiliaires de la propagande révolutionnaire se faisait sentir et sautait aux yeux par la quantité de proclamations et de libelles les plus variés, sous leur forme et dans leur contenu, qui parurent à cette époque et que les anarchistes distribuèrent partout; les proclamations destinées au peuple, aux paysans, s'envoyaient par poste dans les chancelleries des communes rurales. A l'extérieur, tous ces libelles étaient très défectueux sous le rapport technique, et on n'avait plus recours, comme du temps de Stéfanowitsch, à des édi-

tions de «chartes dorées», dont le cliché frappait l'attention de la masse populaire illettrée. Les tirages étaient parfois considérables: 13,000 exemplaires de la lettre à l'Empereur furent imprimés et distribués. Les affiches manuscrites et hectographiées se répandaient aussi dans plusieurs coins de la Russie, et souvent n'étaient que des productions locales, sans signification aucune.

«L'imprimerie libre du Sud de la Russie», à Kiew, fonctionnait déjà à la fin de l'année 1880 et travaillait pour la cause de «l'Union ouvrière». Après avoir publié, le 4 décembre 1880, un avertissement avec des menaces de mort au colonel Korobkow, chef des ateliers de l'arsenal de Kiew, les anarchistes firent leur possible pour les mettre à exécution; étant sûrs du succès, ils préparèrent une proclamacion annonçant l'assassinat du colonel comme un fait accompli, datée du 5 janvier. C'était un mensonge et une vantardise, car le 3 janvier, plusieurs des membres de cette «Union ouvrière» furent arrêtés et on trouva chez eux ce document antidaté. Le même jour les anarchistes publièrent une proclamation dans laquelle ils annonçaient la nouvelle de l'arrestation de plusieurs membres de l'association et se vantèrent que personne des ouvriers n'était tombé dans les filets de la police; mais ils durent avouer que cette dernière découvrit les proclamations sur l'assassinat «qui attendait» le colonel Korobkow. Ce commentaire ne put, cependant, disculper les anarchistes des faux et des mensonges auxquels ils avaient recours et à l'aide desquels ils démoralisaient la classe ouvrière.

Le 15 janvier, cette même imprimerie lança un avertissement, avec menaces de mort, au propriétaire de la

bourgade Khodorkowo, au gouvernement de Kiew, en lui intimant l'ordre de finir à l'amiable un litige qui existait entre lui et une dixaine de paysans-fermiers. C'était un essai parfaitement nouveau de publication de proclamations concernant personnellement les propriétaires dans des questions agraires, d'un caractère spécial et local, au fond des campagnes.

Le 14 mars, cette même «Union ouvrière» publia un placard en deux colonnes (in-4°), adressé: «A tous les ouvriers» avec une liste des réformes et des taxes (en 16 paragraphes) que les ouvriers exigeaient et qu'ils se vantaient d'avoir communiqué à Sa Majesté, par l'entremise du comte Loris-Mélikow; ils annonçaient qu'ils attendraient un mois la réponse, après quoi ils verseraient du sang.

Du 16 mars, fut datée une lettre imprimée (in-fol.) à Leipzig, mais écrite de Vienne et adressée au Monarque, avec des invitations à des réformes dans un sens contraire à la réalité des idées du gouvernement.

Le 7 avril, parut un «Programme du parti populaire» (in-4°, 4 pages), composé dans une «imprimerie volante» du cercle «Terre et «Liberté»(?), à Pétersbourg. Il était rédigé par le centre du «Repartage Noir» et par conséquent, assez calme.

Le 15 juin, parut un placard soi-disant émanant du cercle «Terre et Liberté», qui annonçait que le mouvement antisémitique et les désordres qui en étaient la suite, n'étaient pas dus aux menées des anarchistes, et que de pareils faits étaient en pleine contradiction avec les principes socialistes, qui professaient qu'une solidarité internationale était une des principales conditions pour le succès des révolutions.

Une proclamation très échevelée (hectographiée) parut le 22 août, signée par «Les socialistes du sol noir de la Russie», fabriquée très probablement au Sud, dans le même style que les libelles qui paraissaient à Kiew.

Le 24 août, parut un opuscule d'un genre tout nouveau (8°, de 4 pages): c'était une proclamation «Aux officiers de l'armée russe»,—une pièce très criarde, qui citait comme exemples à suivre les Doubrowine, les Marceaux et les Hoche, et parlait d'une éventualité probable et prochaine, à l'heure où l'armée devra jouer un rôle sérieux dans la révolte qui doit bientôt éclater.

Un placard assez prolixe (in-4°, de 2 pages) parut le 26 août, adressé de la part du Comité de la Volonté du peuple — «Au peuple travailleur russe». Il invitait à la révolte ouverte, comme seul moyen pratique pour obtenir du gouvernement ce qu'on voulait. Pour influencer les esprits, on citait les mérites des socialistes en renom qui sortirent de la classe populaire: Mikhaïlow, Pressniakow, Jéliabow, Schirïaïew, Tikhonow, Okladski, Pierre Aléxéïew, Malinowski et d'autres. Le placard invitait au courage, à la fermeté, à la nécessité de faire le premier pas et demandait que, dès que l'heure de la révolte sonnerait, les ouvriers fussent prêts pour seconder les anarchistes. Il fut réimprimé par Elpidine, à Genève.

Le 30 août, parut une proclamation très curieuse, rédigée et imprimée à Moscou par quelques membres du la «Volonté du peuple», mais elle fut grandement désapprouvée et désavouée par le reste des anarchistes, de manière qu'on la retira très vite et qu'on la détruisit. Cette pièce se rapportait au mouvement anti-sémitique, abîmait les Juifs et leurs agissements, et concluait en invitant le

peuple à les attaquer et à tuer même les employés du gouvernement.

Une société socialiste polonaise, le «Lud Polski» («Le «Peuple polonais»), dont le siège était en Suisse, publia un appel au peuple travailleur, en langue polonaise et russe, au mois d'août de la même année (8°, 4 pages), très vague quant à sa teneur.

Un placard en langue petite russienne populaire parut le 1er septembre, daté du 30 août, adressé de la part du Comité Exécutif—«Au peuple de l'Ukraïne». Cette pièce était dirigée contre les propriétaires et les Juifs, et engageait le peuple à se soulever. La note ironique et humoristique qui est très appréciée par le paysan ukraïnien, n'y manquait point.

Les rédacteurs de cette pièce composèrent probablement le grand placard qui survint deux jours après, daté du 3 septembre. C'était une proclamation: «Aux célèbres Cosa-«ques du Don, de l'Oural, d'Orenbourg, du Kouban, du «Térék, d'Astrakhan, de Sibérie et autres» (en in-fol. et en in-8°, 7 pages). Cette pièce était remplie de flatteries concernant le passé historique de cette population guerrière, de mensonges sur les intentions du gouvernement à leur égard, et les invitait à s'associer aux anarchistes pour la révolte qui devait éclater. Ce libelle fut réimprimé bientôt, à Genève par Elpidine.

Un «cercle central» des étudiants de St-Pétersbourg, dans un placard daté du 25 octobre, invitait ses collègues à unir leurs forces, car ce n'était que cette union qui pouvait garantir un succès dans la lutte socialiste.

Un groupe de membres de la société socialiste polonaise «Równość» («Egalité»), siégeant à Genève, conjointe-

ment avec la rédaction du journal «Przedświt» («L'Aurore»), dont le premier numéro parut le 15 août, publia une épitre: «Aux camarades-socialistes russes» (in-4°, de 4 pages), datée du 3 novembre. C'était une invitation à une union complète des socialistes russes avec les cercles polonais pour un travail en commun. Ces derniers abjuraient presque, dans ce but, le séparatisme politique entre les deux nations.

Les anarchistes essayèrent de toutes les formes, de tous les styles, de tous les langages pour se faire entendre par le peuple, pour que ce dernier pût lire et même goûter leurs productions. Ils eurent recours, encore cette même année, à l'idée de publier des placards rédigés dans un style religieux, remplis de locutions théologiques en slavon d'Eglise, avec des citations, presqu'à chaque ligne, des Saintes-Ecritures, du Vieux et du Nouveau-Testament.: tout cet amalgame de textes devait démontrer la nécessité de se révolter et d'adopter les idées socialistes. C'est dans cette forme que fut rédigée une «Epitre sainte de la Confrérie «du Christ, à tous ceux qui adorent sa sainte doctrine» (du 8 novembre, in-16°) et les «Statuts de la Confrérie «chrétienne» (du 12 novembre, in-fol.),—publiés par le «Repartage Noir», pour être distribués parmi le peuple et les «vieux-croyants».

Les publications révolutionnaires périodiques continuaient aussi à paraître. Le 5 février, sortit de sous presse le 5me numéro de la «Volonté du peuple», et le 26 octobre, la livraison suivante, indépendamment des «Feuilles volantes» de cet organe (dont une seconde édition parut à Genève) qui parurent au nombre de trois, durant l'année 1881, à partir du 22 juillet. Le «Zerno» («Le

Grain», in-4°), feuille ouvrière, à 3 copeks le numéro, fondée l'année précédente, parvint jusqu'au 6me numéro (le 10 novembre), publiée par les membres du «Tschornyï Pérédél». La «Gazette Ouvrière» fit paraître son dernier numéro (le second) le 28 janvier. Des feuilles hectographiées, comme le «Pougatsch» (mentionné plus haut) et «L'Essai» («Popytka»), rédigées par des étudiants à Kiew, ne furent que des tentatives infructueuses. Des placards portant le titre «Terre et Liberté» parurent encore en mars, septembre et décembre.

A l'étranger, Dragomanow fonda dans cette année une grande publication socialiste, sous le titre: «La Parole Libre» («Wolnoïé Slowo», in-4°), organe plus sérieux que la majorité des feuilles éphémères du parti. Elpidine continuait «La Cause commune», avec la collaboration de Smirnow, de Zaïtzow et d'Alissow. «Le Révolté» fondé par le prince Pierre Krapotkine, servait les intérêts des ouvriers étrangers. Un socialiste, Sidoratzki, tenta de publier une feuille: «La Pensée Libre» («Wolnaïa Mysl»), dont il ne parut qu'un seul numéro, de 2 pages. En Galicie, à Kolomyïa, commença le 1er avril à paraître une feuille «Le Vieux-Croyant» («Staroobrïadetz»), en caractères slaves, traitant les questions religieuses et sociales de la nombreuse coterie des «rasskolniki», en Russie, que les anarchistes tâchèrent, à maintes reprises, d'exploiter en faveur de leur cause. Sous forme d'opuscules séparés, les presses étrangères travaillèrent aussi à la publication des brochures petites-russiennes, polémiques et socialistes; du journal «Gromada», fondé par Michel Dragomanow (aux frais de Podolinski) et des pamphlets de Pierre Alissow (dont le nombre montait déjà à 40). Parurent

aussi les opuscules: «Le commencement de la fin» et «La question du jour» (à Genève). Le «Terrorisme et la routine» de Tarnowski (à Londres). «La lutte terroriste» de Nicolas Morozow (ibidem). ses «Poésies» (à Genève), les «Pensées d'un prolétaire-penseur». «L'essence du socialisme», une étude de Schefflé, traduite par Tarnowski, avec préface de Lawrow (publiée par le socialiste Paschtenko. avec les fonds de la comtesse Missori-Torriani. fille du général Duhamel), etc. Pour compléter cette liste. on pourrait citer. plutôt à titre de curiosité. les produits de la plume d'un certain Korobow («Zwezdakow»). émigré en Suisse depuis l'année 1872 et qui habita plus tard Paris.—d'une tête détraquée par les théories socialistes qu'il tâchait d'éclairer à l'aide de textes innombrables de la Bible. en jouant en même temps le rôle d'un prophète. Tout ce fatras se publiait en brochures séparées ou dans son «Messager de la Vérité» qu'il rédigeait depuis l'année 1878 (in-4°, à Genève). en le remplissant de ses opuscules mystiques et apocalyptiques, mais en même temps, très effrontés et révolutionnaires. Durant l'année 1881, parurent de lui un «Manifeste», daté du 23 avril. une épître adressée: «Au Plenum du Sénat- «Dirigeant» (du 16 août). et une seconde: «Au ministère «de la guerre» (du 15 septembre). avec un nouveau «Statut militaire».

Les faussetés et les mensonges que le monde socialiste propageait depuis si longtemps sur sa propre activité. ses aspirations et sur les actes du gouvernement. trouvèrent depuis cette même année un contrepoids invincible. Le Département de la Police commença. dès le 1er juillet. à publier (dans un nombre limité d'exemplaires et rien qu'à l'usage des autorités les plus élevées et les plus

compétentes) des «Aperçus» sur la marche des principales enquêtes et instructions des causes politiques, de même que sur l'activité dans le monde anarchiste,—une série de données officielles, qui avec le temps serviront de base inattaquable et véridique pour l'histoire du mouvement révolutionnaire en Russie.

1882

Le crime du régicide fut un événement, qui en dehors d'une portée immense pour tout le pays, influa en même temps grandement sur l'organisation du monde des révoltés. Le parti du «Repartage Noir» (le «Tchornyï Pérédél»), de tout temps faible et peu influent, finit par en venir à la conviction qu'il lui était presqu' impossible de lutter et de concourir avec le foyer nombreux de la «Volonté du peuple», qui attirait à lui tout ce que le monde socialiste possédait de plus actif, de plus convaincu et de plus hardi. Malgré les plus grands efforts pour maintenir le prestige du «Repartage» et la collaboration de Pinkus Axelrod,—un israélite qui savait manier la plume et travaillait à soutenir l'autorité de son parti,—on n'en vint pas à bout, surtout après que «l'Union ouvrière du Sud» eut subi un échec complet et tomba entièrement dans les mains de la police. En septembre de l'année 1881, apparut à Moscou Jacques Stéfanowitsch, l'auteur de la révolte de Tschiguirine, revenu de l'étranger et qui tint des conciliabules avec le représentant de la «Volonté du peuple», Léon Tikhomirow, sur le projet d'une fusion des deux partis,

fusion qui devait prendre pour base les idées énoncées dans la lettre du 10 mars 1881, adressée au Souverain. On en vint à un compromis; les questions de principes furent mises de côté et on se fit mutuellement des concessions, de manière que le «Repartage Noir» finit presque son existence à partir de l'automne de l'année 1881. La «Volonté du peuple» gagnait sans doute du terrain par ce fait, mais à l'intérieur, le parti subissait une crise violente après que les principaux meneurs, l'un après l'autre, furent tombés dans les mains de la justice. L'association révolutionnaire se partagea de nouveau en une quantité de cercles inférieurs, subordonnés soi-disant à des groupes plus élevés, lesquels, de leur côté, étaient sous la dépendance de groupes de premier ordre et du foyer central, qui portait toujours le surnom de Comité Exécutif. Les actes de révolte les plus sérieux: la «confiscation» de grandes sommes de l'Etat, la fondation de nouvelles feuilles, la publication de brochures et de proclamations, les provocations pour des insurrections locales et pour une «terreur agraire», ne pouvaient avoir lieu qu'avec l'autorisation du centre; pour le reste du domaine de l'activité révolutionnaire, il était abandonné à l'initiative personnelle des cercles et des groupes secondaires. Une «Instruction» détaillée pour l'activité de l'oeuvre socialiste et de ses nombreux acteurs fut rédigée: elle appuyait sur la nécessité d'embaucher la troupe; elle assurait qu'un attentat terroriste qui pût supprimer, à la fois, de dix à quinze hauts fonctionnaires du gouvernement, produirait une panique et devrait créer le moment propice pour une émeute.

Pour tenir en mains la direction générale du mouvement le centre lui-même n'avait, au début de l'année 1882, que

des moyens très incomplets. Une correspondance de Stéfanowitsch (qui vint étudier l'état des forces révolutionnaires) avec Jean Prisietzki et Deutsch, démontre l'état plus ou moins alarmant au sein de ce centre, qui comptait seulement une dizaine d'anarchistes experts ou de ceux qui avaient déjà été à l'oeuvre; le secours de la presse si indispensable pour l'activité du mouvement, manquait aussi; les fonds étaient insuffisants. «La force du parti» dépendait dans ce moment, selon Stéfanowitsch, non pas de la quantité, ni même de la qualité des adeptes, mais plutôt de la position avantageuse que le mouvement s'était créé en Russie. Avec le concours puissant de l'indifférence du public, mais muni de fonds matériels suffisants, le parti, selon lui, «pouvait encore effectuer bien des choses». Ces fonds manquaient néanmoins: les «narodniki» avaient recours à des offrandes d'occasion (de Jean Prisietzki, entre autres), qui leur permettaient de publier de longues «Epîtres», rédigées en langage biblique; mais tout cela était loin d'être suffisant pour un succès quelconque, après les coups si rudes que subirent les clans des révoltés dans le cours de l'année précédente.

Les poursuites des criminels continuaient activement et le succès allait toujours en grandissant. Les meneurs du parti commencèrent peu à peu à quitter Pétersbourg; plusieurs se répandirent en province, mais le centre émigra à Moscou, où les mesures détectives de la police firent des captures très sérieuses au commencement de l'année 1882. Le 5 et le 6 février, furent arrêtés dans cette ville: un des principaux «narodniki», l'ex-officier Anatole Boulanow et le fameux Jacques Stéfanowitsch; le 13 mars—Georges Bogdanowitsch («Kobyzew»), le 25 mars—

Jean Kaloujny (chez lequel on trouva 96 faux cachets et une masse de publications révolutionnaires) et Nadine Smirnitzkaïa, sous le faux nom des époux «Bénéwolenski»; plus tard—Basile Gorinowitsch («Khomenko»); au mois de mars—Basile Pankratïéw, qui avait fui de la Sibérie (en 1881); le 5 avril—Poddoubenski («Martchenko»), un affilié de Haltourine et de Sophie Pérowskaïa, et à la fin d'avril—Sawéli Zlatopolski et Michel Tschikoïdzé (un fuyard de Sibérie, en 1881).

Ces inculpés formaient à cette époque le cadre révolutionnaire qui s'établit à Moscou après les grandes arrestations faites à Pétersbourg et lors de la panique qui s'ensuivit; traqué, cependant, par les recherches détectives de la police de Moscou, ce centre se hâta de se transporter de nouveau dans la capitale du Nord, où un anarchiste déjà renommé commença à jouer le rôle le plus influent. C'était Michel Gratschewski, un affilié de la majorité des attentats terroristes commis dans les derniers temps. Fils d'un diacre d'une église de village, dans le district d'Atkarsk, au gouvernement de Saratow, il était né en 1849 et reçut une éducation rudimentaire à l'école cléricale du district, et de là passa au gymnase de Saratow, où il n'acheva pas son cours: puis il se fit maître d'école dans un village du district de Kamyschine et épousa, en 1871, une paysanne de ses élèves. Bientôt après il se plaça comme serrurier dans les usines du chemin de fer de Tzaritzyne et, plus tard, remplit les fonctions de copiste, de chef de distance, d'aide-machiniste et de machiniste. Au mois de mai 1874, Gratschewski se sépara de sa femme et vint à Pétersbourg, où, après une tentative infructueuse d'entrer à l'Institut

Technologique, il se plaça comme serrurier dans une usine, et à la fin de l'année se rendit à Moscou. Il fut arrêté dans cette ville au moment où il embauchait à la cause socialiste, dans une buvette, un ouvrier et lui remettait des brochures défendues, à la suite de quoi il subit une détention préventive, jusqu'au procès de la grande propagande, en 1877, après lequel cette longue détention lui fut comptée comme peine. En janvier 1878, Gratschewski se plaça comme aide-machiniste au chemin de fer de Koursk-Azow et habita Belgorod, mais passa bientôt au chemin de fer d'Odessa et se fixa dans cette ville. Il continuait à faire de la propagande, prit part aux désordres lors du procès Kowalski et fut relégué par voie admistrative à Pinégua, au gouvernement d'Arkhangel. Une année plus tard, au mois d'août 1879, il prit la fuite avec Alexandre Orlow, fut rattrapé et envoyé à la prison de Kholmogory (au même gouvernement), et de là, à Arkhangel; à 5 verstes de cette ville, il parvint de nouveau à fuir et passa à l'étranger. En 1880, il reparut à Pétersbourg et s'allia ouvertement aux terroristes et à Jéliabow: aussi son nom figura-t-il plus d'une fois à l'époque des préparatifs de l'attentat du Pont-de-Pierres et du crime des régicides. Il logeait dans ce temps dans la rue Podolskaïa, № 42, sous le nom de «Pryschybine» avec Prascovie Iwanowskaïa et Lioudmila Térentïéwa, et dans ce même logement se trouvait, à la même époque, l'imprimerie secrète des révoltés; mais le jour même où elle fut découverte, le 6 mai 1881, la femme Iwanowskaïa et Gratschewski disparurent. Les traces de ce dernier ne furent découvertes par la police qu'au printemps de l'année 1882, quand il fut arrêté sous le faux

nom d'«Antoine Galinowski», dans la nuit du 4 au 5 juin, à St-Pétersbourg. On fila ce personnage durant trois mois et on découvrit peu à peu tous ses affiliés avec lesquels ils se donnait des rendez-vous, de préference dans la rue, de manière que cette même nuit, du 4 au 5 juin, la police put faire des arrestations nombreuses et des visites domiciliaires qui livrèrent une quantité de nouvelles données au Parquet. Au nombre des principaux meneurs furent arrêtés: le médecin-vétérinaire Alexandre Prybylew (26 ans), sa femme Raïssa, israélite (née Grossmann), Marie Iouschkowa, qui faisait les fonctions de servante chez ce couple, Anne Corbaz (30 ans), épouse d'un sujet suisse, née Meinhardt (fille d'un conseiller d'état actuel), Michel Klimenko (un fuyard de Sibérie), le lieutenant de la flotte Alexandre Boutzéwitsch, un ex-major de hussard Nicolas Tikhotzki, Christine Grünberg, Alexandrine Orlow, Nadine Gorynowitsch, Jean Moroz, Antoine Lapitzki, Salomon Bykhowski (israélite), Nicolas Andréïew, l'ex-lieutenant Alexis Fomine (lequel, en 1879, prit la fuite de Wilna) et Pélagie Bontsch-Osmolowska. Bientôt après on s'assura encore de quelques affiliés de ces individus,—dont 6 furent arrêtés à Moscou, 6—dans d'autres localités, et 3—à Kiew; parmi ces derniers figurait un aide-de-camp du premier corps d'armée, Michel Sawélïew.

L'enquête démontra que toutes ces personnes travaillaient en commun, appartenaient à la même association et figuraient au moment donné parmi les principaux acteurs de la lutte. En avril 1882, ils décidèrent d'établir à Pétersbourg une école technique anarchiste en permanence et un laboratoire, spécialement destiné à l'étude de l'art des mines et de la fabrication d'engins explosifs. Gratschewski

se chargea de l'exécution de ce projet et proposa à la socialiste Grossmann d'être maitresse du logis, où cette fabrique devait être organisée; elle consentit à condition que son prétendant, le vétérinaire Prybylew, prit aussi part à cette entreprise. C'est dans la 11me avenue du Wassilïewski Ostrow, № 24, qu'ils trouvèrent un local qui convenait à leur projet, et le 7 mai, les époux Prybylew déménagèrent dans ce logis qui se composait de cinq chambres. La perquisition domiciliaire qu'on y fit découvrit des choses auxquelles on ne s'attendait guère: c'était un laboratoire chimique complet, organisé rien que pour confectionner des matières et des engins explosifs. Des poisons de tout genre emplissaient les fioles; la piroxiline, la dynamite, la gélatine explosive, la nitroglycérine étaient partout, et un engin meurtrier tout prêt (destiné au lieutenant-colonel des gendarmes, Soudéïkine), confectionné d'après le modèle des bombes des régicides, fut trouvé dans la première chambre. Klimenko, une soeur de la femme Prybylew, mais particulièrement Anne Corbaz aidèrent Michel Gratschewski dans cette entreprise. Cette Anne Corbaz appartenait à une famille qui s'était presque vouée à la cause anarchiste. Sa soeur Marie était mariée au frère de Sophie Loeschern von Hertzfeldt (la virago socialiste qui fit tant parler d'elle et qui embaucha aussi Anne Corbaz), et fut pendant un temps l'affiliée d'Iwantschine-Pissarew et de Dmitri Klémentz, de Solowiew et de Georges Bogdanowitsch; plus tard, elle suivit volontairement Iwantschine dans son exil. Une seconde soeur, Olga, était institutrice dans des écoles que fonda une certaine femme Bykow, en Finlande, au gouvernement de Twer et au Caucase, uniquement pour les enfants des condamnés politiques et des

socialistes. Anne Corbaz, élevée par une mère (née Karitzkaïa) qui était pieuse jusqu'au fanatisme, entra dans les cercles anarchistes en 1879, après avoir définitivement quitté son mari, sujet suisse, boursier enrichi, mais qui se ruina bientôt. Elle s'attacha d'abord à Alexandre Mikhaïlow et plus tard—à Gratschewski; des papiers qu'on trouva chez elle indiquaient qu'elle travaillait aussi dans le domaine de la presse révolutionnaire.

La famille de l'officier Tikhotzki (tout comme celle des Meinhardt, des Figner, des Soubbotine, des Prisietzki et de tant d'autres) avait aussi livré plus d'un membre actif à la cause anarchiste. Nicolas Tikhotzki avait dû quitter son régiment depuis quelques mois, et dénué de toutes ressources, il fit la connaissance de Gratschewski qui lui fournit des fonds et l'embaucha dans son cercle. Les époux Sawélïew étaient des connaissances d'Alexandre Boutzéwitsch, et ce dernier un affilié d'Anne Corbaz. Marie Iouschkowa (21 ans) était l'affiliée d'un certain Léon Lougowski, dont on trouva une lettre remplie de reproches écrite à Gratschewski, qui avait consenti à ce que cette jeune personne participât à l'activité du laboratoire de Prybylew. Cette lettre contenait quelques paroles poignantes à l'adresse des héros de la lutte et qu'on aurait pu appliquer à bien d'autres anarchistes:...«tu es un «homme dur et à l'esprit étroit», écrivait Lougowski, «et le «second commandement (ne te fais point d'idole) t'échappe. «Tu as créé cette idole, tu as transformé l'oeuvre en statue «de Moloch, qu'on ne pouvait fléchir qu'avec des holo-«caustes d'enfants innocents. Pour moi, je crois, au «contraire, que notre oeuvre n'est pas un Moloch et que «des offrandes pareilles l'offensent, de même qu'elles flétris-

«sent ceux qui les offrent. L'homme ne doit pas s'abais-
«ser jusqu'à une comparaison honteuse avec une machine.
«Tu as tué l'homme en toi-même»....

L'ex-officier du 28me régiment d'infanterie de Dorpat, Alexis Fomine, dont la fuite de Wilna, en 1879, a été mentionnée dans son temps, s'était d'abord rendu à Genève où il s'aboucha avec Stéfanowitsch; revenu en 1880, il passa toute l'année 1881 à Kiew (sous le pseudonyme de «Ryndytsch») et à Odessa, en travaillant en commun avec Pélagie Bontsch-Osmolowska à faire de la propagande et vint à Moscou sur la prière de Stéfanowitsch, qui était également rentré en Russie.

La grande enquête dirigée par le général Strelnikow à Kiew et à Odessa, laquelle englobait déjà, au commencement de l'année, plus de 160 anarchistes, allait toujours en grossissant et démontrait que les meneurs du mouvement dans la classe ouvrière étaient des révolutionnaires d'un ordre beaucoup plus élevé, des criminels qu'il fallait découvrir à tout prix. En qualité d'instructeur trè-expert et très sagace dans les recherches, au point que la fameuse Wéra Filippowa le qualifiait du titre «d'artiste» dans le domaine de ses attributions,—Strelnikow parvint à mettre la main sur quelques-unes des personnes qui dirigeaient le mouvement dans le Sud. Ces arrestations nombreuses exaspérèrent le parti et son meurtre fut décidé. Le 18 mars, à Odessa, à 6 heures de l'après-midi, pendant une promenade que le général faisait sur le boulevard qui longe la mer, à un moment où il était assis sur un banc, un inconnu assez bien mis s'approcha de lui par derrière et déchargea son révolver presqu'à bout-portant sur la

nuque de la victime qui rendit l'âme quelques instants après. L'assassin se mit à fuir par le grand escalier qui descend au quai, où un affilié l'attendait avec un drojki attelé d'un bon cheval. Malgré une résistance très vigoureuse les armes à la main, les deux malfaiteurs furent arrêtés et ils se nommèrent: l'assassin—«Kossogorski», et son adjoint—«Stépanow»; outre des pistolets, des cartouches et des poignards, on trouva sur eux des faux documents et de l'argent. Les accusés avouèrent qu'ils appartenaient au parti de la «Volonté du peuple» et qu'ils agissaient en vertu d'un mandat du Comité Exécutif Leur procès ne fut pas long, le crime ayant été commis devant de nombreux témoins; la cour martiale d'Odessa les condamna, le 20 mars, à la peine de mort par pendaison, et deux jours plus tard, «Kossogorski» et «Stépanow» furent exécutés. Bientôt on découvrit que ce dernier qui portait aussi à Odessa le pseudonyme «d'Alexandre Wassiliéwitsch» et figurait comme délégué du Comité Exécutif, n'était autre que le fameux Etienne Haltourine, l'auteur de l'explosion du Palais d'Hiver (connu parmi les ouvriers de la capitale sous le nom de «Batourine»), et que le faux «Kossogorski» — était un certain Nicolas Jelwakow, fils d'un employé arpenteur de Wiatka. Après l'explosion du Palais d'Hiver, Haltourine, avec l'aide de Jéliabow, parvint à gagner l'étranger, habita la Roumanie, puis Londres et, enfin, revint à Pétersbourg. C'est Wéra Filippowa, qui dans ce temps habitait Odessa sous le pseudonyme «d'Hélène Iwanowna» et jouissait d'une espèce d'omnipotence dans le monde des révoltés, qui organisa sur les lieux ce meurtre et procura 600 roubles pour l'acquisition de l'attelage, car l'argent que le Comité avait expédié

de Pétersbourg tardait à venir. Elle-même quitta Odessa un peu avant le 18 mars. Un socialiste, Michel Klimenko, qui fut jugé plus tard, en 1883, dans le procès «des 17», avait aussi pris part à ce crime, en ayant contribué à l'achat de l'attelage et fut même présent au moment du meurtre. Le 3 avril, le Comité Exécutif lança un placard pour se vanter de ce nouveau forfait; mais le ton du libelle n'était pas aussi échevelé que de coutume et reprochait à Strelnikow principalement les nombreuses arrestations et sa haine des socialistes. Des papiers trouvés chez les révoltés démontrèrent que le Comité exigea la parole de Haltourine, que ce ne serait pas lui qui se chargerait de perpétrer le crime et qu'il ne figurerait que comme organisateur et comme aide, tandis que le rôle d'exécuteur devait revenir à Jelwakow,—un jeune homme hardi et qui en était à son premier et dernier coup d'essai.

Les mesures énergiques prises par le général Strelnikow aboutirent d'abord à la découverte d'une imprimerie clandestine des «narodowoltzy» à Odessa, dans le logement des socialistes Basile Guéorgïewski («Nélédinski») et d'Eléonore Switytsch. Cette capture eut lieu le 15 février; on découvrit un grand matériel typographique et une quantité de produits révolutionnaires. Bientôt on mit à jour l'existence d'un nouveau cercle de révolutionnaires dit «politiques», dirigé par un étudiant de l'Université d'Odessa, Constantin Masslow, qui organisaient dans ce moment une imprimerie à eux, et avaient déjà acquis à l'étranger une presse typographique. Ces deux cercles n'étaient point hostiles l'un à l'autre et frayaient ensemble.

Wéra Filippowa qui s'était établie à Odessa, organisa à la fin de l'année 1881 un nouveau cercle composé seulement de femmes qui se réunissaient chez la socialiste Simonowitsch. La présence de la régicide attira des anarchistes plus influents, et c'est à elle qu'on doit l'apparition de Haltourine à Odessa en qualité de socialiste expert pour organiser les cercles des ouvriers, à quoi il travailla avec un ancien collègue à lui, le paysan Nicolas Bitkine.

Les dépositions de l'étudiant Jonas Kirillow, à Kiew, impliqué dans le procès des cercles ouvriers locaux, signalèrent la participation à l'action révolutionnaire d'un attaché à la chancellerie du Procureur de la Chambre d'appel de Kiew, Jean Sarantschow. Il était fils d'un général-lieutenant, chef de l'intendance de la circonscription militaire de Kiew, homme âgé et estimable. C'est à l'un des gymnases de cette ville qu'il fit la connaissance du jeune Podolinski (fils d'un poète connu, contemporain de Pouschkine), qui l'attira dans un cercle d'élèves qui s'occupaient de lectures subversives; en 1874, Sarantschow suivit les cours de droit à l'Université locale, mais se trouvant, deux ans plus tard, à Vienne, il s'adonna aux études des questions sociologiques, et revenu à Kiew, se lia avec l'étudiant Nicolas Kolodkiéwitsch, qui l'embaucha définitivement. Profitant des relations qui existaient entre son père, le Président de la cour martiale, le général Sloutzki, et le Procureur militaire Strelnikow, il s'occupa, en 1879, à recueillir, dans l'intérêt de ses nouveaux amis, toutes les nouvelles qui perçaient dans des fragments de conversations et des entrevues de ces personnes sur la marche des enquêtes et des procès politiques, qui intéressaient vivement le public de la pro-

vince, et puis venait les communiquer aux socialistes. Le jeune homme s'embourbait de plus en plus; il fit la connaissance de Polikarpow (qui attenta à la vie de l'agent Zabramski) et consentit même à recevoir dans un but de recel, des colis avec tout l'arsenal obligatoire des anarchistes—de faux cachets, de proclamations, de faux passeports, de révolvers et de poignards, et plus tard même d'une petite presse typographique. Il cachait tout cela dans le logement de son père, et à une heure avancée de la soirée, ces colis se transportaient parfois chez les affiliés, puis revenaient à leur place; ils se trouvèrent, pendant un temps, à la disposition du grand cercle de Michel Popow, dont les membres furent jugés en juillet de l'année 1880. Après l'arrestation de ce cercle, Sarantschow passa dans l'organisation des clans ouvriers, et en automne de cette même année, il se lia avec un employé d'une des banques locales, Théodore Ianowski, qui jouait un grand rôle dans les cercles de Kiew. C'était un mécontent qui travaillait à réformer tout le parti d'après un système de hiérarchie disciplinaire; il était ennemi des «narodniki» et considérait «l'Union ouvrière du Sud» comme une création insensée. Lors des menaces de mort qui parurent à l'adresse du chef des usines de l'arsenal de Kiew, il ordonna à Sarantschow de ne délivrer aucune arme au meneur de cette affaire, Bytschkow, et à la fin de l'année, Ianowski fit même transporter ailleurs les colis qui se trouvaient sous la garde de Sarantschow. Ils se séparèrent bientôt, Ianowski se retira du mouvement et ne fut découvert que le 10 février 1884, sous un faux nom, à Moscou. Les fonds que fournissait Sarantschow et dont il était dépositaire, provenaient en partie de ses propres

ressources, en partie d'un capital de 2,000 roubles, qu'on avait rassemblé pour les étudiants pauvres. Les anarchistes de Pétersbourg ne dédaignèrent pas de puiser dans cette caisse modeste; car en octobre 1881, se présenta chez Sarantschow un officier en uniforme d'aide-de-camp, et produisant une carte de visite au nom de «Pierre Sambikine», se nomma membre du Comité Exécutif. Il fit part des nouveaux projets du Comité qui consistaient à provoquer un mouvement populaire à l'aide de faux prétendants au Trône et d'imposteurs—aventuriers, qui promettraient au peuple toute sorte de béatitudes. Enfin, lors de l'arrestation d'Isaac Léwinski et de l'étudiant Angèle Bogdanowitsch à Kiew, qui eut lieu le 5 novembre, on découvrit l'intention des anarchistes d'organiser un attentat contre le général Fédorow qui dirigeait l'enquête de la «Croix-Rouge», de même que les relations suivies que les cercles de Kiew entretenaient avec le Comité Exécutif.

La vitalité des cercles du Sud, qui fonctionnaient beaucoup plus activement que ceux du Nord, pendant toute la durée du mouvement terroriste, est un fait digne de remarque. C'est parmi eux que survint l'idée de créer une organisation révolutionnaire avec un point central et une discipline en règle, — project auquel travaillèrent énergiquement Ossinski et Lizogoub; c'est d'après l'idée des anarchistes du Sud que se réunit le congrès de Lipetzk; parmi les membres du Comité Exécutif et lors des complots des régicides, c'est encore les anarchistes qui avaient passé par l'école révolutionnaire de Kiew et d'Odessa, qui jouèrent les rôles les plus marquants, tels que: Jéliabow, Trigoni, Goldenberg, Kolodkiéwitsch, Frolenko, Kibaltschitsch, et tant d'autres. Les meneurs capables et énergiques ne man-

quèrent jamais au Sud; ceux qui tombaient dans les mains de la police étaient vite remplacés par d'autres, ce qui explique le fait: que pendant que les anarchistes du Nord et même leur «centre» (le Comité Exécutif) traversaient une crise violente, les cercles de Kiew étaient en pleine activité, fait qui porta le général Strelnikow à la conviction, que le mouvement, du Sud était, dans ce temps (1881—1882), dirigé par les meneurs les plus experts et les plus influents. Son meurtre eut lieu à l'époque où les personnalités des principaux acteurs se dessinaient déjà et devaient bientôt tomber dans les mains de la justice. La continuation de la grande enquête fut confiée au conseiller intime Harlamow.

Le principal directeur et initiateur de tout le mouvement dans le Sud à cette époque était, sans aucun doute,—Wéra Filippowa, qui ayant échappé à une arrestation après le 1er mars, vint bientôt se fixer à Odessa, sous le nom «d'Hélène Iwanowna Kolossowa», pour relever par sa présence l'énergie des anarchistes dans tout le Sud. Les nouvelles qu'elle apporta de Pétersbourg n'étaient point consolantes: elle avouait elle-même que le fait du régicide n'avait point répondu aux attentes du parti révolutionnaire et qu'outre les brèches immenses qu'il fit dans les rangs des révoltés, il avait produit une impression de découragement parmi la jeunesse du parti et tué son énergie. Malgré ce pénible état de choses, l'anarchiste renommée s'adonna fiévreusement à l'organisation des clans révolutionnaires à Odessa. Elle n'appartenait pas à la «jeunesse» du parti, elle comptait 30 ans, elle avait fait ses preuves, et travaillait depuis dix ans pour la cause socialiste; aussi son expérience était-elle grande et elle ne se

décourageait pas facilement. Douée à l'extérieur de certains avantages, qu'on trouvait si rarement parmi les femmes-socialistes, cette «Vénus de la révolte» était moins grossière que les autres femmes-anarchistes, elle avait même un caractère sociable, elle aimait le plaisir, l'animation et la société, réunissait chez elle toutes ses connaissances: une personnalité spécialement faite pour organiser des cercles, pour les diriger, les vivifier, pour se faire écouter et inspirer de la confiance. Elle organisait parfois des parties de plaisir hors de la ville, en société de 18 personnes; la veille du nouvel an (1882), elle organisa une grande fête de nuit; elle se créa un cercle de femmes qui devait s'occuper spécialement de quêtes; elle convoqua une réunion commémorative sur la tombe d'un socialiste Fessenko (marié à la soeur de Deutsch) qui devait se rendre en Sibérie, mais mourut à Odessa avant son départ. Elle s'était posée en chef, en directeur, en déléguée plénipotentiaire du Comité Exécutif: les forces révolutionnaires du Sud devaient lui obéir et elles lui obéissaient.

En août 1881, Wéra Filippowa fit une absence, croyant nécessaire de se rendre à Pétersbourg pour juger par elle-même de l'état des choses au centre et pour conférer sur le programme d'une activité subséquente. Avant son départ, elle annonça à ses affiliés, qui jouaient plutôt le rôle de ses subordonnés, la nouvelle de la création de la «Société de la Croix-Rouge de la Volonté du peuple» et engagea tout le monde à verser des offrandes. Un de ses admirateurs, le socialiste Dmitri Pétrow, dont le père possédait de la fortune, déboursa à cette occasion 1.000 roubles.

Wéra Filippowa revint de Pétersbourg en octobre et

communiqua aux siens les nouvelles décisions et le point de vue du Comité Exécutif. Ce tribunal suprême reprochait aux cercles dispersés leur absence d'initiative et d'un quant à soi. Ils devaient absolument être plus autonomes, tout en restant sous la direction supérieure du centre. Le Comité se plaignait de l'absence de nouveaux actes terroristes, qui, selon le programme réformé, étaient indispensables, quoique, en même temps, l'idée du régicide devait être abandonnée, du moins pour le moment présent. Le nouveau système devait tâcher d'embaucher et de créer le plus d'adeptes possible, en ne perdant pas de temps à former d'eux des révolutionnaires «parfaits», car il s'agissait d'augmenter le cadre des révoltés pour l'éventualité d'une «insurrection». C'était l'idée de cette insurrection qui dans ce moment hantait le plus la tête des anarchistes; elle devait éclater, en même temps, à Moscou, à Pétersbourg et dans les grandes villes. Le régicide aurait lieu dès que l'organisation insurrectionnelle serait achevée, et il servirait de signal pour commencer la révolte. Les efforts les plus sérieux devaient donc être appliqués pour l'embauchage de la troupe qui à l'heure de l'insurrection serait appelée à jouer un des premiers rôles.

La grande anarchiste commença elle-même à former de nouveaux cercles basés sur ce programme; elle en créa dans peu de temps trois et fonda deux imprimeries clandestines à Odessa. C'est après la découverte de l'une d'elles et l'arrestation d'une dizaine des principaux meneurs (Pétrow, Horowitz, Switytsch, Guéorgïewski, Masslow et d'autres), qu'on décida de hâter l'attentat contre Strelnikow. Au nombre des inculpés arrêtés dans ce temps à

Odessa figurait, par hasard, quelqu'un que le chagrin seul avait dénaturé au point qu'il devint d'homme paisible un anarchiste actif, malgré son âge avancé: c'était Basile Polikarpow, ex-chef de la chancellerie du gouverneur de la Tauride (1862—1874), le père de Constantin Polikarpow qui, après une attaque manquée contre l'agent Zabramski, à Kiew, dans le but de le tuer, se suicida lui-même. Le chagrin porta le père à proclamer que c'était le gouvernement qui était coupable de cette perte, et qu'il ne vivrait que pour «se venger de la mort de son fils». Il s'allia aux anarchistes d'Odessa, leur fournit des fonds, voulut même leur léguer sa petite fortune, mais on l'arrêta le 20 mai.

Les enquêtes au Sud, à Kiew et à Odessa, furent, enfin, terminées et une quantité de meneurs remis aux mains de la justice; mais le directeur occulte du mouvement, Wéra Filippowa, jouissait encore de sa liberté et continuait son activité conspiratrice.

L'enquête confiée au général-major Fédorow relativement aux ramifications d'un complot étendu sur la surface de presque tout le pays, complot qui avait pour but de faciliter aux criminels les moyens de s'évader, de se cacher et de correspondre, continua son cours durant l'année 1882 et obtint des résultats très sérieux. L'existence de ses ramifications fut constatée à Moscou, Minsk, Biélostok, St-Pétersbourg, Koursk, Iékaterinbourg, Tioumène, Tomsk et Irkoutsk. A Perm, on découvrit la participation d'un employé du chemin de fer, Alexandre Kril, qui venait en aide aux détenus transférés de la Russie d'Europe, de passage par cette ville, en chemin de fer (ce même Kril aida Sophie

Bardine à fuir par le chemin de fer de l'Oural). A Kazan, un cercle appartenant au même complot s'était formé sous la direction d'un ex-étudiant de l'Université, Jean Startzow, qui était en correspondance avec Débogori-Mokriïéwitsch (lequel chez ses nombreux affiliés en Sibérie portait le nom de «Mokry»),—l'anarchiste condamné aux travaux forcés, à Kiew, envoyé en Sibérie, mais qui parvint à fuir, en octobre de l'année 1879 (fait relaté à sa place). C'est lui qui était le principal initiateur de la «Croix-Rouge de la Volonté du peuple», connue aussi sous le nom de «La Croix des Martyrs» et de «Société de libération». Le nom et les traces de Débogori se retrouvaient de plus en plus souvent, à mesure que l'enquête avançait. Après avoir traversé la Sibérie et y avoir séjourné dans plusieurs localités, jusqu'à la fin de l'année 1880, il parvint à réunir des données circonstanciées sur le nombre des détenus et des exilés politiques en Sibérie, sur leurs noms et les localités où ils se trouvaient; il entra en relations avec les personnages les plus suspects, pour organiser un réseau de secours mutuels et pour créer des moyens systématiques d'évasion; le nom de Débogori figurait comme un mot d'ordre chez presque tous les correspondants de la Société, dont le «Statut» fut élaboré par son fondateur, à Tomsk, lors de son séjour dans cette ville, après sa fuite. C'est une localité où les condamnés et les exilés se centralisent en masses considérables, lors du trajet par la Sibérie, et c'est dans cette ville que devait s'établir le centre de la Société, dans la maison de Pierre Orlow, où habitait aussi une fameuse socialiste, Sophie Soubbotina, dont la famille entière fut impliquée dans les procès de la grande propagande (1874 -1876). Après avoir organisé cette associa-

tion si utile aux détenus. Débogori continua son chemin vers Moscou, et passant par Kazan, visita le cercle révolutionnaire de Startzow, fondé par Pierre Orlow, puis continua, vers la fin de février 1881, son chemin, sous le nom d'un précepteur «Kolkhanow». Après le 1er mars plusieurs des anarchistes en renom se hâtèrent de quitter Pétersbourg et vinrent à Moscou: c'est là que Débogori leur soumit sa création et ses plans. La direction de la Société fut confiée à Bogdanowitsch («Kobyzew»); bientôt une section étrangère fut décrétée, et Stéfanowitsch, qui venait de la Suisse, engagea Wéra Zassoulitsch (Genève), Lawrow (Paris) et Tschaïkowski (Londres) à prendre part à cette entreprise et reçut leur consentement. Débogori partit pour Genève et se hâta de publier dans deux journaux anglais un récit détaillé de sa fuite de Sibérie; il imprima, en outre, dans les pages du «Nabat» («Le Tocsin») de Tkatschow (1881, № 4), une liste de tous les détenus et exilés politiques en Sibérie. La fondation de la «Société de la Croix-Rouge» fut annoncée pompeusement dans le № 7 de la «Volonté du peuple» (1881, 23 décembre), et le 20 janvier, la même feuille publiait que Wéra Zassoulitsch et Pierre Lawrow étaient les représentants de l'association à l'étranger.

Elle commença bientôt à fonctionner: les quêtes se firent, d'abord, dans les deux capitales, puis à Odessa et à Wilna; l'argent se centralisait dans les mains d'un certain Alexandre Alexandrowitsch Alexandrow, à Moscou, auquel des télégrammes parvenaient sous l'adresse: «A-cube». Les fuites de Sibérie qui furent si fréquentes en 1881, étaient patronnées par la nouvelle Société: dès qu'elle se forma, survinrent les fuites de plusieurs exilés politiques de Werkholensk

(localité très éloignée de la Sibérie); le 13 janvier 1881, eut lieu l'évasion de Paul Iwanow de la prison de Krasnoïarsk; le 16 février—de Sophie Bogomoletz et d'Elisabeth Kowalska, qui s'enfuirent avec le concours du représentant de la Société à Tomsk, Sophie Soubbotina.

Un affilié de Débogori, un membre des communes de Kiew, qui prit, en même temps que lui, la fuite de Sibérie et se dévoua également à la fondation de la «Société», portait le nom de Ladislas Izbitzki. Le vagabond Popkow dont les dépositions mirent tout d'abord la police sur les traces de l'existence de la «Croix-Rouge», communiqua plus tard des détails sur les lettres de recommandation et les adresses dont l'avait doté un socialiste Iasséwitsch, dans la prison de Werchnéoudinsk, afin de découvrir Izbitzki, sous les ordres duquel Popkow devait entrer. Une partie de ces notes furent cachées par ce dernier dans le mur de la prison (ce qui fut constaté); le sort d'Izbitzki resta, cependant, inconnu: il périt, probablement, dans les forêts ou dans les déserts de la Sibérie.

Par suite du développement et des péripéties de l'enquête du général Fédorow, le 26 octobre 1881, furent arrêtées à Moscou, une certaine Nadine Makowa, femme d'un socialiste, et Marie Sytzianko, la fille du professeur de Harkow et soeur du condamné politique (en 1880), Alexandre Sytzianko. Cette dernière avait été en Sibérie au mois de mai 1881, pour visiter son frère qui habitait le gouvernement d'Irkoutsk, fit la connaissance de Sophie Soubbotina et de Lydie Stakhowitsch, née Figner (soeur de Wéra Filippowa) et se trouvait à Werkholensk, lors de la fuite de Boulanow et d'autres détenus. Pour Nadine Makowa, elle fit des aveux complets et donna des preu-

ves d'un repentir sincère. Elle était présidente de la section de «la Croix-Rouge» à Moscou et avait même été en relations constantes avec les anarchistes qui se donnèrent, pendant un certain temps, rendez-vous dans cette ville, tels que—Georges Bogdanowitsch, Stéfanowitsch. Ditscheskoulo. Pierre Tellalow, Prascowie Iwanowskaïa. et quantité d'autres. Elle ne put rassembler que 500 roubles, et la section de Moscou se ferma bientôt après l'arrestation de ses membres—Makarenko, Panow et Lapitzki, le 5 juin.

Un trait assez audacieux illustra les détails compliqués et embrouillés de l'enquête sur la «Société de la Croix-Rouge». En juillet de l'année 1881, Georges Bogdanowitsch fit très ouvertement, en personne, un voyage d'inspection de toutes les étapes notées par Débogori sur la grande route de Sibérie, sous le faux nom de «Michel Gakhowitsch». Les fonctions de caissier qu'Alexandrow remplissait si ouvertement étaient aussi un fait curieux: les envois de l'étranger se concentraient chez lui et il passait l'argent par l'entremise de la Banque de l'Etat à Jonas Iouférow, à Tomsk.

L'enquête dirigée par le général Fédorow engloba en tout 141 inculpés, parmi lesquels figuraient vingt femmes.

Une tentative de fonder des cercles révolutionnaires en Lithuanie, à Wilna et à Witebsk, échoua cette même année et livra à la police une des affiliées du procès des régicides. Le 31 janvier, on arrêta à Wilna un ex-étudiant de l'Université de Moscou, Rufus Appelberg et Jean Lampe: ce dernier avoua qu'il était venu dans le but de faire des quêtes en faveur des détenus politiques. Le groupe central

de la Lithuanie était alors à la tête de six gouvernements et les israélites composaient la majorité des prévenus. Ce groupe s'était formé depuis peu de temps; il était, au fond, d'origine moscovite à en juger par ses papiers qui prouvaient des relations avec Jean Kaïoujny. Le cercle formé par les efforts de Lampe et d'Appelberg reçut, en janvier 1882, une visite de Michel Gratschewski, sous le nom de «Barkowski», qui voulut établir une imprimerie à Wilna. Le logement dit «conspiratif», nécessaire à cet effet, était déjà trouvé et les matériaux préparés, dans la rue des Orphelins, où se logea Appelberg, quand survint son arrestation. Le cercle de Wilna avait des affiliés et des correspondants à Witebsk, où la police fit bientôt la capture des époux «Myschkowski», qui logeaient ensemble avec la femme «Nadine Rounitsch»: cette dernière était en réalité Prascowie Iwanowskaïa, qu'on recherchait depuis longtemps. Elle était née en 1853, fille d'un prêtre au gouvernement de Toula; en 1878, elle dut être internée à Arkhangel, puis elle s'enfuit à l'étranger, habita la Roumanie, la Bulgarie et la Suisse, et en 1880, rentra en Russie, où elle s'allia entièrement aux clans des terroristes. En mai et juin 1880, elle habitait avec Friedensohn («Agatcheskoulow»), la rue Podolskaïa, № 11, et avant le 1er mars 1881, le № 41 de la même rue, avec Gratschewski, sous le nom des époux «Prischybine». Au commencement de l'année 1882, la femme Iwanowskaïa se trouvait, avec Poddoubenski, à Moscou, puis elle apparut à Harkow, et de là passa en automne, dans le Sud, pour venir, enfin, en hiver, à Witebsk, où on l'arrêta le jour même de son arrivée.

De nombreuses enquêtes et perquisitions d'une importance beaucoup moins grande et d'un intérêt secondaire eurent en même temps lieu dans d'autres localités de l'Empire :

A St-Pétersbourg, les agissements de propagande parmi les ouvriers ne discontinuèrent point et tentèrent de pénétrer parmi les soldats de la garde. Un ouvrier-socialiste de la fabrique de pianos de Schroeder, confectionna un appareil qui s'enflammait automatiquement, dans le but d'incendier le bâtiment où il travaillait, pour forcer le patron à doubler la production et à élever les salaires. Des arrestations plus ou moins sérieuses furent faites et des agissements furent découverts en dehors de ceux qui sont détaillés plus haut,—à Moscou (arrestation du matelot socialiste et déserteur. Serge Sossine), Kiew. Krementschoug (cercle socialiste parmi les écoliers de l'Ecole réale), Loubny (au gouvernement de Poltawa), Saratow, Harkow, Riga, Nijni-Nowgorod, Kaménetz-Podolsk (cercle révolutionnaire parmi les élèves du séminaire ecclésiastique. établissement qui donna déjà, dans les années précédentes, des adeptes aux anarchistes), Rostow-sur-le-Don (propagande parmi les ouvriers du chemin de fer), Dorpat et Odessa. En Finlande. à Helsingfors, on découvrit un cercle parmi les officiers, fondé par un maitre de gymnase. Paul Sikorski, natif du Sud, ex-étudiant de Kiew, un confrère de Tellalow.

La propagande socialiste parmi la troupe commença à se dessiner plus ouvertement depuis le crime du 1er mars. Outre les affiliés militaires de Helsingfors, les cercles de Wéra Filippowa à Odessa s'occupèrent tout particulièrement à attirer de jeunes officiers dans leurs filets. Le lieute-

nant de marine. Alexandre Boutzéwitsch, arrêté à Pétersbourg, appartenait évidemment au parti de la «Volonté du peuple». En décembre 1882, un cercle socialiste composé d'officiers du régiment de Mingrélie fut découvert à Tiflis. Un des membres de ce cercle, le lieutenant Théodore Anissimow, vint de son propre mouvement avouer sa faute et éclairer la police sur cette nouvelle entreprise. Le nombre des inculpés était considérable et leurs relations avec les anarchistes de Pétersbourg étaient hors de doute: une imprimerie allait être fondée dans une forêt, près du village Atscha-Sou; des offrandes pécuniaires se dirigeaient vers Moscou pour la «Croix-Rouge»; mais les principaux meneurs du cercle, les officiers déjà exclus du service,—Manoukhine, Lippomane, Dierjanowski, Alikhanow, le prince Tzitzianow et d'autres, furent arrêtés.

Le 16 septembre 1882, un fait terroriste eut lieu à Tschita, en Sibérie Occidentale. Une socialiste qui venait d'être libérée des travaux forcés, Marie Koutitonska, tira un coup de révolver sur le gouverneur de la province du Baïkal, le général-major Ilïaschéwitsch et le blessa grièvement au côté gauche. Cette femme, condamnée par la cour martiale d'Odessa, en 1879, avait été internée en qualité d'exilée dans la ville d'Akscha, mais elle s'enfuit de là, le 14 septembre, et ayant été attrapée sur la route de Tschita, demanda qu'on la menât chez le gouverneur militaire. Après le coup de feu, elle déclara qu'elle avait eu l'intention d'inaugurer, par cet acte, «le système de la terreur» en Sibérie.

Les nombreuses arrestations et les enquêtes qui eurent lieu durant l'année 1881, livrèrent à la justice un

nombre considérable d'inculpés et de prévenus, dont les procès se jugèrent dans l'année 1882, et mirent un terme à la carrière révolutionnaire de plusieurs personnalités très influentes.

Au mois de janvier, le paysan Jean Maïnow, le technicien Alexandre Kirkhner (dont il a été fait mention plus haut) et un certain socialiste Winogradow furent jugés par la cour martiale de Moscou pour propagande, et condamnés à un exil au gouvernement d'Irkoutsk. Les intérêts du Parquet étaient représentés par le procureur militaire Kessel, dont le réquisitoire fut d'une énergie hors ligne.

La cour martiale de Harkow examina, le 5 novembre 1881 et le 31 janvier 1882, deux procès concernant une «Union socialiste du Sud» qui s'était formée à Harkow, dont les inculpés principaux portaient les noms de Jean Gourmajenko (élève de l'École réale de Soumy) et de Sigismond Obedzinski (élève de l'École réale de Harkow). Le premier fut condamné à une détention en prison, et le second avec trois de ses affiliés—aux travaux forcés.

Du 9 au 15 février, la Cour Spéciale du Sénat pour les crimes de haute trahison jugea à St-Pétersbourg, à huis-clos, le grand procès dit «des 22», dans lequel figurèrent les terroristes les plus marquants et plusieurs des affiliés du complot du régicide, qui ont été maintes fois nommés dans ces pages. Le Parquet était représenté par le Procureur Mourawïew et son Substitut, Ostrowski. Comme personnage principal figurait le fameux Alexandre Mikhaïlow, le grand organisateur et inspirateur des attentats, un esprit inventif, celui qui aida Wéra Zassoulitsch à se soustraire aux recherches de la police, «la Providence du parti», comme l'appelaient ses confrères. Venaient ensuite—Nicolas Kolodkié-

witsch, Nicolas Soukhanow, Michel Frolenko, Grégoire Issaïéw, Jean Iéméliänow, Macaire Téterka, Nicolas Klétotschnikow, Anne Iakimowa et Tatiana Lébédéwa. Ils furent tous condamnés à mort, mais le 17 mars, Sa Majesté daigna commuer cette peine en travaux forcés à perpetuité, à l'exception de Nicolas Soukhanow, qui au lieu de pendaison, fut passer par les armes, ce qui fut exécuté le 19 mars, à Cronstadt. La seconde catégorie des inculpés comprenait— Alexandre Barannikow, Basile Merkoulow, Aïzyk Arontschik, Nicolas Morozow et Martin Langans—qui furent condamnés aux travaux forcés à perpétuité. La troisième catégorie, enfin, se composait de Michel Trigoni, Grégoire Friedensohn, Léon-Iohannès Zlatopolski, Ferdinand Lustig et Lïoudmila Térentïéwa, qui furent condamnés aux travaux forcés pour 20 ans (les peines de Friedensohn et de Lustig furent commuées à 10 et à 4 ans de travaux). En outre, neuf socialistes englobés dans ce procès furent exilés pour 5 ans par voie administrative (dans ce nombre quatre femmes — Aimée Tschémodanowa, Fanny Berditschewskaïa, Rosalie Litschkousse et Tatiana Kouzmina) et six personnes furent mises sous la surveillance de la police.

Tous les prévenus de ce procès avaient plus ou moins pris part aux attentats contre la vie du défunt Souverain et formaient, pour ainsi dire, l'arrière-garde des régicides, de manière que le procès par lui-même était, pour ainsi dire, la continuation du procès du 1er mars. Les crimes auxquels avaient participé les accusés dataient encore de l'année 1878; la Cour et le Parquet durent donc repasser et remettre à jour l'assassinat du général Mézentzow, l'attentat de Solowïew, le pillage du trésor de Kherson, le complot à Odessa (en automne de l'année 1879), le creusement de la

mine près d'Alexandrowsk, l'attentat aux portes de Moscou, l'explosion au Palais d'Hiver, les préparatifs à un attentat au printemps de l'année 1880, à Odessa, et un autre, cette même année, à St-Pétersbourg, la tentative de piller le trésor de Kischinew, le crime du 1er mars, l'activité criminelle de Lustig et de Klétotschnikow. Les avocats les plus en renom à Pétersbourg (Spassowitsch, Guérard, Kédrine, etc.) défendirent les criminels, mais les preuves étaient trop évidentes et les aveux de plusieurs trop sincères, pour que la défense ait pu obtenir des résultats particulièrement favorables. Frolenko, les femmes Iakimowa et Térentïéwa refusèrent de prendre un avocat. La Cour était présidée par le Sénateur Deier et se composait des Sénateurs : G. Hasenwinkel, Th. Lego, A. Sinitzyne, N. Manasséïne et A. Biélostotzky.

Parmi les inculpés, Alexandre Mikhaïlow occupait la première place ; il était le plus en vue, le plus connu, non pas pour avoir personnellement accompli de grands exploits terroristes, mais parce qu'il était réellement l'âme du parti. Il pensait à tout, protégeait toujours ses amis de toutes les surprises, les disciplinait, savait mieux que tout autre dépister la police ; il connaissait la ville par coeur, avait composé une liste de 300 maisons ayant des cours donnant sur deux rues ; lui-même s'échappa des mains de la police plusieurs fois par des moyens audacieux et intelligents, et fut arrêté en définitive, dans la rue en sortant d'un atelier de photographie. Il considérait le service à la cause révolutionnaire comme une vocation réelle et très grave, et s'adonnait à un mouvement incessant. Au-dessus de son lit se trouvait épinglé sur le mur un papier avec l'inscription : «n'oublie pas tes devoirs», et en se réveillant le matin, il ne

perdait pas de temps pour courir servir la cause qu'il avait embrassée. C'est Mikhaïlow, le seul peut-être de tout le monde socialiste, qui attira l'attention de ses collègues sur leur mise débraillée, sur leur costume, sur leur extérieur qui, à lui seul, les compromettait et mettait la police sur leurs traces. Ses efforts pour obtenir une réforme de ce genre n'eurent, du reste, point de succès, mais lui-même se distinguait par une tenue régulière. C'est à Mikhaïlow qu'était due la sécurité dont jouirent les terroristes pendant longtemps, car c'est lui qui eut l'idée d'établir un agent au sein de la «Troisième Section», et c'est lui qui styla dans ce but le fameux Klétotschnikow. A part les services qu'il rendit à la cause des révoltés, Mikhaïlow aurait pu figurer dans le monde des anarchistes pour un personnage avec des traits, pour ainsi dire, sympathiques: c'était un modèle incomparable de dévouement et d'abnégation.

Le verdict de la cour qui frappa les accusés eut un retentissement inattendu au sein de la France républicaine. Le grand poète qui avait déjà pris fait et cause pour l'anarchiste Hartmann lors des délibérations sur son extradition, éleva de nouveau la voix dans une page intitulée: «Cri de Victor Hugo» (une pièce datée du mois de mars 1882), qui fut traduite en russe et propagée dans les deux langues en exemplaires hectographiés (in-4°). Ce placard mensonger d'un nouveau genre témoignait de la décadence progressive du génie de l'écrivain, décadence que les anarchistes russes, aidés des radicaux de Paris, surent exploiter à leur profit. Le poète s'écriait:

«Il se passe des faits d'une nouveauté étrange.

«Le despotisme et le nihilisme continuent leur guerre.

«guerre effrontée du mal contre le mal, duel de ténèbres.
«Par moment, une explosion déchire cette obscurité; un
«instant de clarté apparaît et il se fait un jour de nuit.
«C'est horrible! La civilisation doit intervenir!

«A cette heure, voici ce que l'on voit: une obscurité
«illimitée; au milieu de cette ombre, dix créatures hu-
«maines, dont deux femmes (deux femmes!) sont mar-
«quées pour la mort.... Et dix autres sont données à la
«cave russe, la Sibérie.

«Pourquoi? Pourquoi ce gibet? Pourquoi ce cachot?

«Un groupe d'hommes s'est assemblé. Il s'est déclaré
«Haut Tribunal. Qui assistait à ses séances? Personne!...
«Pas de public? Pas de public!... Qui en rendait compte?
«Personne! Pas de journaux!... Mais les accusés? Ils n'y
«étaient pas!... Mais qui parlait? On l'ignore!... Mais les
«avocats? Il n'y avait pas d'avocats.... Mais quel code ci-
«tait-on? Aucun! Sur quelle loi s'appuyait-on? Sur toutes
«et sur aucune!... Et qu'est-il sorti de là?... Dix con-
«damnés à mort! Et les autres?...

«Que le gouvernement russe y prenne garde. Il est
«gouvernement régulier. Il n'a rien à craindre d'un gou-
«vernement régulier. Il n'a rien à craindre d'une nation
«libre, rien à craindre d'un état légal, rien à craindre
«d'une force politique. Il a tout à craindre du premier
«venu, d'un passant, d'une voix quelconque! Grâce!

«Une voix quelconque — c'est personne, — c'est tout le
«monde, c'est l'immense anonyme.... On entendra cette
«voix: elle dira dans l'ombre: la grâce en bas, c'est la
«grâce en haut. Je demande grâce pour le peuple à l'Em-
«pereur! Je demande à Dieu grâce pour l'Empereur!...»

Le 28 mars, eut lieu à Odessa le jugement de Jélwa-

kow et de Haltourine, dont le crime a été relaté plus haut.

Le 13 et 14 septembre, la cour martiale de St-Pétersbourg jugea la cause des inculpés dans l'affaire de l'assassinat de l'agent Préïm (le 27 juin 1881), Nicolas Iéwsséïew, Grégoire Khokhlow, Michel Kouziomkine et Joseph Nagorny. Ce dernier et Iéwsséïew furent condamnés à mort ; mais Sa Majesté daigna les grâcier et commuer leur peine en travaux forcés à perpétuité : Khokhlow pour 20 ans et Kouziomkine—pour 4 ans.

Une çour militaire jugea, le 23 septembre, à Saratow, l'affaire de Mitrofane Nowitzki et de Pierre Poliwanow. Ce dernier était un socialiste qui avait subi un exil à Wologda, mais auquel le comte Loris-Mélikow rendit la liberté. Le 16 août 1882, pendant que le détenu Nowitzki (pseudonyme—«Maschikine») faisait une promenade avec l'inspecteur Kolobow, dans le petit jardin de la prison, une charrette s'arrêta près de l'enceinte avec deux inconnus. Dans ce moment, Nowitzki franchit lestement le mur et se jeta vers la voiture, tandis que Poliwanow tirait deux coups de révolver qui blessèrent mortellement l'inspecteur. Les malfaiteurs furent arrêtés par la foule qui accourut et grandement maltraités, de manière que le compagnon de Poliwanow en mourut : ce compagnon était un exilé qui avait pris la fuite, au mois de mai, du gouvernement d'Astrakhan, et portait le nom de Michel Raïko, fils de marchand. La cour condamna les accusés à la peine de mort ; mais Sa Majesté daigna commuer leur peines en travaux forcés : pour Nowitzki—à 12 ans et pour Poliwanow—à perpétuité.

Le 17 novembre, la cour martiale condamna la femme

Koutitonska, auteur de l'attentat contre le gouverneur militaire Ilïaschéwitsch, à la peine de mort. Sa Majesté daigna commuer sa peine en travaux forcés à perpétuité.

Le 15 décembre de l'année précédente, la cour martiale d'Odessa jugea le socialiste Jacques Petlitzki, un des organisateurs des cercles ouvriers d'Odessa et de Kiew. Il fut condamné à 10 ans de travaux forcés; mais le général-gouverneur d'Odessa commua, le 7 septembre 1882, sa peine en exil en Sibérie. Sa Majesté l'Empereur daigna la diminuer en exil dans un des gouvernements transcaucasiens.

Les peines infligées par des verdicts judiciaires dans tous les procès politiques durant l'année 1882, atteignirent les chiffres suivants: 3 personnes subirent la peine de mort (Soukhanow, Haltourine et Jelwakow); 34 furent condamnées aux travaux forcés, 20—à l'exil en Sibérie, 5—à des peines moindres. Par voie administrative furent éxilées en Sibérie—96 personnes; internées dans d'autres gouvernements sous la surveillance de la police—293; subirent des peines moindres—122, et 7 étrangers furent transportés à la frontière. Dans le nombre des exilés figurait la femme Olga Lioubatowitsch qui avait déserté la Sibérie; elle y fut renvoyée en qualité de criminelle privée de tous droits civils, mais libérée du châtiment corporel, que décrète la loi pour les fuyards de cette catégorie. Durant la même année, 545 causes politiques furent définitivement examinées par le Département de la Police. Le nombre des terroristes de l'année 1881 que les enquêtes mirent à jour, montait à 71.

Les pouvoirs judiciaires et la police poursuivaient la tâche d'extirper les racines du mal et de pacifier le pays. Il était facile à prévoir que la liquidation du passé serait longue et pénible: mais la ferme volonté d'atteindre le but proposé était de force à surmonter les obstacles, à trouver l'énergie nécessaire pour travailler patiemment dans le même sens et d'après les mêmes principes, afin d'obtenir peu à peu des résultats propices et durables.

Au printemps de l'année 1882, le comte Nicolas Pawlowitsch Ignatïew résigna ses fonctions de Ministre de l'intérieur: c'est le comte Dmitri Andréïéwitsch Tolstoï, le ci-devant Ministre de l'instruction publique et Procureur-Général du St-Synode, qui le remplaça, le 30 mai. Ce grand dignitaire avait fait preuve d'une fermeté inébranlable et d'un esprit droit durant les longues années qu'il géra, dans le domaine de ses attributions, les intérêts de l'Etat. Depuis cette nomination, la direction des affaires intérieures du pays fut maniée avec l'énergie et le calme qui convenaient pour procéder dans la lutte avec la révolte qui s'était infiltrée dans l'organisme du pays. Comme Adjoint du Ministre, avec le titre et les fonctions de «Gérant de la Police», fut nommé, le 12 juin, le chef de la circonscription des gendarmes à Varsovie, le général-major de la Suite de S. M. I., Orjewski, qui occupa ce poste pendant cinq ans,— période durant laquelle les progrès de la liquidation des fautes du passé et le succès dans la lutte avec les anarchistes, se firent le plus vivement sentir. Un «Réglement» spécial, du 19 juillet, fut élaboré, statuant sur les limites du pouvoir et des rapports du Ministre avec son Adjoint, lequel, depuis ce temps, devint le chef réel de tout le domaine de la police, dont la direction supérieure restait

dans les mains du Ministre ; ce dernier conservait le titre de Chef des gendarmes, mais le commandement de ce corps était confié à son Adjoint (25 juin). Les enquêtes politiques restèrent, comme par le passé, dans les attributions des gendarmes, avec le concours du Parquet. Cette même année, un «Réglement» confirmé le 7 avril, statuait sur la surveillance latente de la police pour ceux qui y étaient soumis par voie administrative, et contenait une série de mesures d'une grande portée pratique.

Les réformes dans le domaine de la gestion des causes politiques et de la pénalité des coupables exigeaient un certain temps et des études détaillées. Les anciens réglements défectueux concernant la surveillance des condamnés étaient encore en vigueur ; une série d'évasions et de fuites eut donc lieu cette année tout comme les années précédentes (une trentaine de cas environ). Au nombre des fuyards on peut citer : Bandas, Léon, israélite (membre des cercles d'Odessa), Bark, Ernest (un ex-officier d'artillerie qui émigra à Genève, où il fonda, avec le concours de Michel Elpidine, une feuille hostile à la Russie, sous le titre : «Der Baltische Foederalist»), Bieliawski, Alexandre (le 21 juillet, de la ville de Kourgane, au gouvernement de Tobolsk), Boulanow, Léonide (de la prison d'Irkoutsk), Dikowski, Moïse (le 1er mai, des mines de la Kara, fut attrapé le 22 mai), Iwanow, Paul (de la prison de Krassnoïarsk, au mois de janvier, aidé par la Société de la «Croix-Rouge», fut arrêté à Ischime, au mois de mars), Iwanow, Serge (en décembre, de la ville de Kourgane, en Sibérie), Iourkowski, Théodore (le 1er mai, des mines de la

Kara), Kohane, Abraham (de Wilna, se réfugia à New-York, en Amérique), Kohane, Salomon (un affilié des cercles ouvriers d'Odessa, qui se réfugia à Génève, puis devint rédacteur du journal «La Liberté»), Kolomyïetz, Jean (de la ville de Pélyme, au district de Tourinsk, gouvernement de Tobolsk), Léwiasch, Pinkus (des cercles d'Odessa, se réfugia à New-York, en Amérique), Myschkine, avec sept autres détenus (le 1er mai, mais ils furent tous rattrapés à Wladiwostok), Naybert, Alexandre (passa à l'étranger et habita Berlin et l'Amérique), Michel Raïko (du gouvernement d'Astrakhan, où il était interné), Scheftel, Félicie (de la ville de Kourgane, au gouvernement de Tobolsk), Swetschine, Pierre (membre des cercles d'Odessa), Spiwakowski, Haïm (qui passa à l'étranger), Tolouzakow, Nicolas (de la ville de Kourgane), et d'autres encore.

Le 16 février, Elisabeth Kowalska et Sophie Bogomoletz s'évadèrent de la prison d'Irkoutsk, mais la première fut rattrapée le 28 février. Cette évasion s'effectua avec l'aide de la «Croix Rouge» et de son représentant local, à Irkoutsk, Sophie Soubbotina. Le 17 août, Basile Iwanow s'évada de la prison de Kiew, avec l'aide de l'officier qui commandait les sentinelles, le sous-lieutenant Tikhonowitsch.

Le mouvement dans le monde des émigrés à l'étranger, durant l'année 1882, n'offrit pas de faits particulièrement saillants. La majorité s'occupait d'écritures et de pamphlets révolutionnaires: Dragomanow continuait la publication de la «Gromada», soutenu par les fonds du socialiste Podolinski; Tcherkézow (le prince Warlam) publiait «Le Révolté» et fit

paraitre cette année une brochure polémique contre Dragomanow; les anciens émigrés—Holstein, Elssnitz, Joukowski, Jémanow étaient inactifs; Ralli («Arbori») travaillait dans les journaux de Roumanie. Le «Tocsin» («Nabat») rédigé par Tkatschow, sa femme (née Déméntïewa) et Gaspard Tourski, n'existait plus; «La Cause Commune», dont Elpidine était l'éditeur, n'avait pas de couleur particulière: ses collaborateurs étaient—Zaïtzow, Alissow, Dragomanow, Antoine Taxis (émigré depuis 1877), et d'autres. «La Parole Libre» («Wolnoïé Slowo») continuait à paraître depuis cette année avec le nom de Dragomanow en tête. Le prince Pierre Krapotkine habitait Vevey, sous le nom de «Léwitow», après avoir été jugé à Lyon et expulsé de France (il avait fondé, en l'année 1881, à Genève, «Le Révolté» et jouait un rôle parmi les socialistes italiens); Nicolas Jébouniow s'était fait teinturier à Paris; Anne Makaréwitsch épousa le socialiste italien Kosta; Léon Hartmann continuait à écrire des correspondances dans le «New-York Herald». Pour Pierre Lawrow, il fut expulsé de Paris, le 10 février, pour une activité trop prononcée en qualité de représentant de la «Croix-Rouge de la Volonté du peuple», et se transporta pour un temps à Londres. Wéra Zassoulitsch travaillait comme représentant de la «Croix-Rouge» en Suisse; elle envoya des feuilles de souscription dans toutes les contrées de l'Europe, mais l'argent n'affluait que lentement; ce ne furent que les socialistes émigrés qui versèrent des offrandes modestes de même que quelques mazzinistes en Italie. En France, la souscription ne marchait guère et à la prière de Wéra Zassoulitsch, c'est un héros de la Commune, Lefrançais, qui s'en chargea. En Angleterre, un fiasco plus grand attendait cette en-

treprise: car le jour même où les journaux de Londres publièrent l'annonce de Lawrow et de Wéra Zassoulitsch, survint un attentat contre la Reine d'Angleterre qui détourna les sympathies du public de la cause des socialistes: «ce coup de feu», écrivit Tschaïkowski de Londres à Wéra Zassoulitsch, «a tué sur place la Croix-Rouge de la Volonté du peuple». Tschaïkowski parvint, cependant, à décider un membre de la Chambre des Communes, Cowen, de se mettre à la tête du Comité des recettes, et lui-même, avec Krapotkine, organisa des conférences publiques dans lesquelles il communiquait à ses auditeurs, qui appartenaient principalement à la classe ouvrière, des détails sur le développement du socialisme en Russie, à commencer de l'époque de la propagande parmi le peuple. Tschaïkowski assurait dans ses lettres, que lui et Krapotkine avaient obtenu un certain succès parmi les ouvriers, mais que la bourgeoisie radicale leur était plutôt hostile qu'indifférente. Le total des sommes réunies en Angleterre ne dépassèrent pas 600 à 700 francs; mais Wéra Zassoulitsch parvint à recueillir 3.636 francs, dont elle dépensa 1.300 francs pour l'entretien d'une imprimerie révolutionnaire. Dans des lettres adressées aux cercles de Moscou, elle se plaignait amèrement de l'indifférence du public étranger à la cause révolutionnaire en Russie: elle ne rencontrait, tout au plus, que de la curiosité: cette curiosité devait donc être soutenue par la publication non interrompue de correspondances sur l'activité socialiste. Pour servir la cause de la «Croix Rouge»; il fallait publier autant que possible de nouvelles brochures et organiser leur vente.

Cette même année parurent à Genève, avec l'estampile de Londres, trois biographies louangeuses de Jéliabow, Kibal-

tschitsch et de la Pérowskaïa; elles devaient être traduites en français, en allemand et en anglais. Cette même imprimerie de Genève publia trois livraisons d'un recueil sous le titre: «Dans son pays», avec une biographie de Griniéwitzki. L'imprimerie de Troussow, dans cette même ville, continuait à propager des libelles révolutionnaires en langue russe. Une nouvelle publication: «La Vérité», (que la masse des socialistes-émigrés ne reconnaissait point comme organe révolutionnaire), rédigée par Klimenko, et la feuille: «Der Baltische Foederalist» (rédigée par Ernest Bark) parurent la même année. La biographie du socialiste Jean Khoudïakow (mort en 1876), un des affiliés du procès Karakozow, fut le sujet d'une brochure séparée, de même que le «Manifeste du parti communiste», rédigé par Marx et Engels, en traduction russe. La «Bibliothèque socialiste révolutionnaire russe» continuait à se publier par minces livraisons. A Berlin parut une brochure: «Le Repartage Noir des réformes de l'Empereur Alexandre II». Korobow (Zwezdakow) publia à Genève un appel insensé: «Aux Russes qui habitent au-delà de leur frontière».

Les presses italiennes fournirent cette même année une production de Serge Krawtschinshi (pseudonyme—«Stepniak»): «La Russia sotteranea» («La Russie souterraine»), qui fut beaucoup goûtée à l'étranger, contenait des souvenirs personnels de la carrière anarchiste de l'auteur, des biographies et des idées sur l'avenir de la lutte. L'auteur habitait, dans ce temps, Paris, avec sa compagne, Fanny Litschkousse.

Au mois de juin de cette même année, Léon Tikhomirow avec sa femme et Marie Barannikow, des affiliés du complot du régicide, vinrent se fixer à Genève, arrivés droit

de Moscou; mais en automne de cette même année, Tikhomirow visita le Sud de la Russie, Taganrog, Azow, Rostow, et reçut, pendant ce voyage, des honoraires pour ses articles qui lui furent envoyés de Pétersbourg.

Les mesures énergiques de la police réussirent à se saisir, dans le cours de cette même année, de plusieurs imprimeries clandestines socialistes. Celle d'Odessa, qui fut découverte le 18 décembre, était particulièrement bien montée et destinée à jouer un rôle sérieux. Elle fut confisquée d'une manière fortuite par le capitaine des gendarmes, Wielbitzky. La police filait à Odessa deux jeunes gens qu'elle avait remarqués depuis longtemps; l'un d'eux revenait un jour du chemin de fer avec deux colis, dans son logement, dans la ruelle Ousspenskaïa, № 8, et le 18 décembre, on les arrêta tous les deux dans la rue. L'un d'eux se déclara capitaine en second en retraite, Serge Dégaïew (de son vrai nom); le second assura qu'il s'appelait «Bogolépow»; bientôt l'on découvrit leur troisième associé Spandoni-Bassmandji. «Bogolépow» était un socialiste exilé à Kholmogory (d'où il avait fui en 1878), Dmitri Sourowtzow. Dans le logement de Dégaïew, qui, habitait sous le nom d'un lieutenant «Souworow», on trouva sa femme Aimée (née Iwanowa) et une servante «Nathalie Fissenko», qui était en réalité, la soeur de l'anarchiste Jean Kalïoujny. Dans ce même logement se trouvait une imprimerie qui possédait un matériel très considérable pour un établissement de ce genre; elle avait près de 200 kilogrammes de caractères; elle recélait, outre cela une quantité de faux passeports, de faux cachets, de faux blanc-seings, des manuscrits, des documents, des photographies, enfin tout un arsenal anarchiste.

Serge Dégaïew, fils d'un conseiller d'Etat, avait fait ses études à un gymnase de Moscou, puis passa à l'Ecole d'artillerie, à Pétersbourg, servit jusqu'au rang de capitaine en second, quitta son service en 1880, alla, en qualité d'ingénieur, à Arkhangel, puis entra dans les clans anarchistes. Il fut impliqué dans les ramifications du complot régicide (son nom a été déjà cité plus haut), fut arrêté, mais plus tard on le mit en liberté (l'été de l'année 1881), pour manque de preuves. Il en profita pour rentrer ensuite dans les clans anarchistes, bientôt se rendit avec sa femme à Tiflis, où ils se lièrent avec Halina Tscherniawskaïa (l'associée d'Arontschyk), qui jusque-là habitait Moscou, dans la maison Schildbach, avec Sourowtzow, où se trouvait l'imprimerie de la «Volonté du peuple», confisquée le 5 juin 1882. Ces trois personnages décidèrent de tenter un coup hardi: celui de piller la trésorerie de la ville de Gori, dans le Transcaucase; mais ils se rendirent d'abord à Harkow pour se consulter à ce sujet avec Wéra Filippowa qui s'y trouvait, après avoir quitté Odessa, bientôt après l'assassinat du général Strelnikow. Une autre volontaire pour une expédition terroriste, Marie Kalïoujnaïa se présenta chez la Filippowa et la pria de lui confier une commission du Comité Exécutif. Dégaïew arrivé à Harkow dut aller pour quelques jours à Pétersbourg, et la Tscherniawskaïa dut retourner seule au Caucase pour organiser le projet. Wéra Filippowa devait lui expédier un jeune homme (Osmolowski), sous le pseudonyme d'«Azarow», lequel devait obtenir d'abord une place d'écrivain à la trésorerie, et pendant une nuit, faire prendre à la sentinelle un narcotique, après quoi piller le trésor. Mais une fois revenu de Pétersbourg, Serge Dégaïew

et sa femme, qu'il retrouva à Harkow, ne se rendirent plus au Caucase, mais se dirigèrent vers Odessa, afin d'y fonder une nouvelle imprimerie secrète, et parvinrent à décider Marie Kalïoujnaïa et Sourowtzow à les suivre dans cette ville. Le matériel de l'imprimerie fut expédié de Moscou: mais le lendemain du jour où les caractères furent reçus, survint la confiscation des presses qui n'avaient pas encore commencé à fonctionner, de même que l'arrestation des délinquants.

Une autre imprimerie secrète de la «Volonté du peuple» fut confisquée, le 15 février, à Odessa, dans le logement de Basile Guéorgïewski; une troisième avait été découverte, le 5 juin, à Moscou. Des installations d'imprimerie furent découvertes à Wilna, à Witebsk et à Minsk.

Les produits des presses révolutionnaires en Russie furent, cependant, beaucoup moins nombreux que l'année précédente. Au nombre des libelles et des placards parus en 1882, on pourrait citer: la proclamation de la «Volonté du peuple» concernant la mort du général Strelnikow; une épitre adressée: «Aux représentants de l'armée russe»; une «Instruction» pour le peuple en cas d'insurrection, et un placard à l'occasion de la mort du socialiste Fessenko, affiché à Odessa, le 22 janvier. Les numéros 8 et 9 de la «Volonté du peuple» parurent cette même année.

En outre, furent lancées, à Kiew, différentes proclamations destinées: «Aux gens intelligents», publiées par le parti de la «Volonté du peuple» (du 21 novembre), «Aux frères-ouvriers» (avec des réminiscences sur le général Strelnikow); puis un «Programme pour réunir les données nécessaires aux révoltés». Quatre proclamations hectographiées furent adressées—«Aux soldats russes» (du 15 janvier), «Au

peuple russe travailleur» (à l'encre rouge, du 1er mars); deux proclamations (du 30 janvier) avaient rapport aux désordres parmi les étudiants. Cette même année parut la première édition du «Catalogue de lecture systématique» (in-4°), à Odessa, destiné à l'éducation de la jeunesse sur des bases socialistes et révolutionnaires, — catalogue qui fut depuis réimprimé une quantité de fois.

Dans les intérêts du «Prolétariat», Witold Pekarski rédigeait à Genève, le «Przedświt». A Paris parurent deux «Epitres de la part des ouvriers polonais de Paris à «ceux de la Pologne» (in-4°),—du 18 et du 25 novembre («Odezwa Stowarzyszenia wzajemnéj pomocy robotników polskich, w Paryżu»), et à Genève,—une longue «Epître» du même genre de la part des ouvriers polonais, réfugiés dans cette ville, du 8 mai («Odezwa Towarzystwa robotników polskich, w Genewie»).

Des agissements révolutionnaires se firent jour à Odessa dans un cercle tenant de près à la presse quotidienne, parmi les collaborateurs du journal «La Gazette d'Odessa». Parmi onze personnes de cette catégorie, figurèrent comme anarchistes les plus en relief, un certain Adam Bialowesski et Serge Ioujakow, le frère de la femme de ce nom, qui prit une part si active dans le pillage de la trésorerie de Kherson. Bialowesski était un socialiste actif depuis sept ans; il fut exilé, en 1878, à Schenkoursk, au gouvernement d'Arkhangel, où il illumina ses fenêtres le jour où il apprit le meurtre du général Mézentzow. Le comte Loris-Mélikow le transféra, en juin 1880, dans des conditions meilleures, au gouvernement d'Astrakhan et au mois de novembre, il fut libéré, avec défense d'habiter Pétersbourg, la Crimée et la ville de Kiew. Les autres

membres de ce cercle avaient tous passé par des enquêtes et des exils même, mais Bialowesski était le plus fanatique parmi eux, et quand Wéra Filippowa parut à Odessa, il se dévoua à sa cause et lui proposa même ses services et ceux de ses amis pour l'assassinat du général Strelnikow. Lors de la fuite de Hermann Lopatine de Sibérie, c'est chez Bialowesski qu'il s'abrita et continua avec lui des relations dès qu'il parvint heureusement à Genève. Bialowesski rédigea, enfin, un nouveau programme révolutionnaire, très détaillé et très original, et au printemps de l'année 1882, voulut organiser un cercle terroriste à lui. Un plan de régicide pendant le couronnement de Sa Majesté à Moscou, ou en cas d'insuccès—au palais de Gatschina, hantait la tête de ce fanatique, qui avait une confiance sans bornes dans les talents de trois de ses compagnons pour organiser des exploits terroristes—Léonide Trétïakow, Wladimir Skidano et Etienne Doubnitzki. Il comptait beaucoup pour le printemps de l'année 1883, sur l'arrivée de Hermann Lopatine de l'étranger, avec lequel il correspondait à l'aide d'un chiffre «Gambetta», qui présentait la particularité, que le texte avait un sens apparent, capable de détourner entièrement le lecteur du sujet et des idées véritables du correspondant. Pour soulever le peuple, Bialowesski projetait d'expédier, à l'époque du couronnement, une cohorte de mille personnes dans différentes localités de l'Empire, en uniformes d'arpenteurs, pour effectuer une augmentation de terre aux paysans.

1883

Les arrestations effectuées à Pétersbourg pendant l'été de l'année 1882, mirent non seulement en désarroi les clans et les repaires terroristes, mais effectuèrent aussi un contre-coup sur les cercles secondaires de l'association criminelle. Le Comité de la «Croix-Rouge» à Moscou fut obligé de se dissoudre et plusieurs terroristes se hâtèrent de passer la frontière. Après l'arrestation de la femme Iwanowskaïa, à Witebsk, deux terroristes reconnues de l'ancien régime, restaient seulement en Russie, hors de l'atteinte de la justice : c'étaient Halina Tschernïawskaïa qui s'était établie à Tiflis, et Wéra Fillipowa. Après avoir dû quitter Odessa et se cacher soigneusement des poursuites de la police, à Harkow, cette dernière restait, néanmoins, de fait, à la tête du mouvement; les preuves de sa participation à toutes les menées socialistes qui eurent lieu vers la fin de l'année 1882, étaient indubitables. Le lieu de son séjour,— Harkow, devint par là-même, pendant un temps, le centre d'où partaient et vers lequel se dirigeaient presque tous les fils du complot socialiste. C'est de là que Prascovie Iwanowskaïa arrivait lors de sa capture à Witebsk; c'est à

Harkow que Halina Tschernïawskaïa se rendit pour recevoir des instructions; c'est là que se forma le personnel de la grande imprimerie d'Odessa, au mois de décembre. Tous les efforts de la police furent donc à cette époque dirigés dans le but de découvrir Wéra Filippowa.— ce vétéran parmi les socialistes et les terroristes: son activité datait de l'année 1872. et dès lors. elle passa presque par toutes les phases du mouvement révolutionnaire.

Elle était fille d'un propriétaire noble du gouvernement de Kazan (district de Tétiouschy). où sa mère possédait une propriété de moyenne grandeur. Cette famille avait donné jadis à la Russie un héros populaire. le «partisan de 1812», le capitaine de hussards Nicolas Figner. qui se rendit célèbre par des actes de dévouement patriotique. en poursuivant avec de petits détachements de volontaires qu'il avait formés. les troupes françaises à l'époque de la retraite de Russie. Un patriotisme, pour ainsi dire à rebours. agita dès la plus tendre jeunesse plusieurs membres de cette famille; car Wéra Filippowa avait deux soeurs, Lydie et Eugénie. qui également se firent socialistes et finirent par l'exil: Lydie fut jugée lors du procès «des 50». en 1877, et condamnée à cinq ans de travaux forcés; et Eugénie, le 30 mars 1880,—à l'exil dans les contrées lointaines de la Sibérie.

Favorisée par les dons de la nature quant à son extérieur et à son intelligence. Wéra Filippowa fit ses études à l'Institut des demoiselles nobles de Kazan. où elle finit les cours comme une des premières élèves. en 1871. à l'âge de 20 ans. Cette même année. elle épousa un jeune homme, employé du ministère de la justice, Alexis Filippow: mais à peine sortie de son Institut. elle était déjà tombée sous

l'influence pernicieuse d'un professeur de l'université de Kazan, Lesshaft, qui donnait dans ce temps des leçons publiques d'anatomie, fréquentées particulièrement par les femmes. Trois mois après son mariage, ayant reçu de sa mère une dote de 10.000 roubles, elle partit avec son mari et sa soeur Lydie, pour la Suisse, où elle se fit étudiante à Zurich, aux cours de médecine, et c'est depuis lors qu'elle commença à jouer un rôle dans le parti. La jeunesse russe des émigrés, si nombreux dans ce temps en Suisse, se groupait facilement près de cette femme, jeune et jolie, enthousiaste et hardie. Elle venait souvent en aide à la commune des révoltés, organisait des réunions et des souscriptions et influençait son mari, homme assez calme de sa nature, à prendre part aux entreprises révolutionnaires; mais il quitta la Suisse en 1874, divorça bientôt et rentra dans une existence normale. En attendant, sa femme acheva son cours, reçut un diplôme de médecin, et ayant séjourné un certain temps à Berne, après l'avertissement du gouvernement qui engageait les étudiantes de Zurich de rentrer en Russie, elle revint, en 1876, à Kazan, où elle se lia avec une des trois soeurs Soubbotine (Nadine),—des socialistes actives, qui toutes les trois, avec leur mère (Sophie), subirent plus tard des condamnations à l'exil. Cette même année, elle vint à Moscou où on l'arrêta dans la cour d'un dépôt de police qu'elle visitait dans le but d'entamer des relations avec les détenus politiques qui s'y trouvaient. Après avoir été relâchée, elle fut impliquée dans une enquête sur la propagande dans les gouvernements de Moscou et de Wologda, mais par manque de preuves, elle fut libérée. Au commencement de l'année 1877, elle parut à Pétersbourg et de là se rendit dans les provinces de Saratow et de Samara, sur le

Wolga, avec sa soeur Eugénie, — localité où, dans ce temps-là, les révoltés travaillaient à créer une «colonisation socialiste», avec le concours de Solowïew (l'auteur de l'attentat contre l'Empereur du 2 avril 1879), Georges Bogdanowitsch, Iwantschine-Pissarew, Sophie Loeschern et beaucoup d'autres. Elle se fixa en qualité d'aide-chirurgien dans le village Stoudénitzy, au gouvernement de Samara; mais l'arrestation d'un de leurs affiliés à Pétersbourg produisit une panique: Kwiatkowski arriva en hâte avertir la Fillipowa, et l'emmena de Stoudénitzy si prestement, qu'elle laissa ses papiers dans la chancellerie qui l'avait autorisée à fonctionner comme aide-chirurgien. Ses compagnons se rendirent dans le gouvernement de Saratow, et elle parvint, l'année suivante (1878), à se placer de nouveau, en qualité d'aide-chirurgien, dans un village de ce gouvernement, au district de Pétrowsk, où sa soeur Eugénie vint la rejoindre. Ils restèrent dans cette localité jusqu'en avril 1879, époque à laquelle la grande enquête sur l'attentat de Solowïew attira l'attention de la police sur les menées des socialistes à Saratow. Trois mois plus tard eurent lieu les congrès de Lipetzk et de Woronège: dans ce dernier, Wéra Filippowa joua un rôle marquant, et depuis ce temps, étant devenue une terroriste décidée, elle prit part à toute une série d'attentats, qui ont été relatés plus haut, fut une affiliée active du crime du régicide, et les derniers temps s'occupa exclusivement et avec succès à révolutionner le Sud. En 1879, elle s'occupait avec Issaïew à fabriquer de la dynamite; lors de l'attentat d'Odessa, elle faisait fonctions de maîtresse d'un repaire dit «conspiratif», occupé par elle et Kolodkiéwitsch; c'est elle qui remit à Goldenberg la dynamite pour l'attentat

près de Moscou; elle participa au creusement de la mine sous la rue Italïanskaïa, à Odessa, en 1880; à la fin de cette année, elle vint à Pétersbourg, où elle se fixa avec Issaïéw, sous le faux nom des époux «Kokhanowski» : la part qu'elle prit au crime du 1er mars a été relatée à sa place. Issaïew fut arrêté dans la rue le 1er avril, mais Wéra Filippowa eut le temps de s'évader quelques minutes avant que la police survint; on trouva sur la table une bouilloire à thé encore toute chaude. dont elle venait de se servir.

Le 10 février, Wéra Filippowa après des efforts prolongés de la police pour la découvrir, fut, enfin, arrêtée à Harkow, dans la rue, après avoir porté les pseudonymes de la «femme Frolow» et de «Marie Browtschenko»,— traquée au point de n'avoir pas de gîte et se cachant la nuit chez Marie Kalïoujnaïa. C'est Dégaïew qui la livra à la police, après quoi. grâce aux soins du lieutenant-colonel des gendarmes, Soudéïkine, cette capture importante fut faite. Elle comprit que la fin de sa carrière révolutionnaire était venue; aussi fit-elle des aveux complets et lors du premier interrogatoire rédigea la déposition suivante: «je conviens que j'appartiens au parti révolution-«naire de la «Volonté du peuple», et à l'organisation du «Comité Exécutif. Parmi les événements de ces dernières «années, j'ai pris part. en 1876. à la démonstration sur «la place de Notre-Dame de Kazan. j'avais connaissance «de ses préparatifs et de son but. En 1879, je connais-«sais et j'ai approuvé le plan d'Alexandre Solowïew; «cette même année, j'ai pris part au congrès de Wo-«ronège; la même année, je me suis rendue à Odes-«sa avec Nicolas Kibaltschitsch. où j'ai procuré une

«place de gardien dans une guérite de chemin de fer, à «Frolenko, et recélé dans mon logement tout ce qui était «nécessaire pour la mine sous le chemin de fer. En 1880, «j'ai pris part aux préparatifs pour le régicide pendant «le passage de l'Empereur par Odessa, qui consistaient «dans le creusement d'une mine sous la rue Italïanskaïa, «et j'ai fourni à cette occasion les moyens pécuniers in«dispensables. En 1881, j'ai pris part aux préparatifs pour «le crime du 1er mars, j'ai fourni une partie des fonds «nécessaires pour le magasin de «Kobyzew»; les dernières «manipulations pour achever les bombes, la nuit du 1er mars, «furent faites dans mon logement près du pont Wozness«senski. Dans les événements subséquents, j'ai pris part «à l'assassinat du général Strelnikow et dans l'organisa«tion de la «Volonté du peuple», à Odessa».

Ce long formulaire anarchiste et terroriste fut bientôt confirmé dans tous ses détails par les notions que le Parquet et la police avaient dejà réunis concernant l'activité criminelle de cette révoltée influente. Dans les derniers temps, elle se trouvait réellement à la tête du mouvement, mais elle vint, enfin, à tomber dans les mains de la police, de même que ses principaux affiliés (les représentants des clans terroristes). Dans ses dépositions ultérieures, Wéra Filippowa donna de nombreux détails sur sa carrière revolutionnaire, mis sur papier par une main qui savait manier la plume et dont la teneur était émouvante, très instructive et peignait avec beaucoup de fidélité les moments principaux des péripéties de la lutte anarchiste. C'était une autobiographie sincère, une épopée curieuse, un tableau réel des tristesses et des horreurs de l'existence des clans révolutionnaires, dont les espérances croulaient de plus en plus.

L'arrestation de Wéra Filippowa fut suivie de celle de l'ex-étudiant Basile Iwanow, qui s'était évadé de la prison de Kiew (le 17 mars 1882), d'Aimée Tschémodanowa, qui avait fui de l'exil, d'Apollon Némolowski et d'Anne Ossinska, la soeur de Valérien Ossinski, qui subit la peine de mort, en 1879. Ces captures sérieuses portèrent les autorités à remettre l'enquête sur la totalité des agissements les plus graves des anarchistes dans ces derniers temps, et de leurs rapports avec les cercles de Harkow, dans les mains d'une seule personne, en raison de quoi, cette tâche fut confiée au général-major du corps des gendarmes, Séréda. Dès le début de cette grande investigation, les données de l'inculpation se groupèrent en trois catégories plus ou moins distinctes: a) l'activité du cercle de la «Volonté du peuple» à Harkow, dirigé par Wéra Filippowa; b) la propagande parmi les officiers de l'armée, et c) les tentatives de réunir les germes révolutionnaires en Petite-Russie (gouvernement de Poltawa) et à Odessa en cercles terroristes.

L'activité de Wéra Filippowa à Harkow était grandement secondée par Halina Tscherniavskaïa et Prascovie Iwanowskaïa. Cette dernière se rendit, comme il a été relaté, à Witebsk, dans le but d'y établir une imprimerie secrète, et la Tscherniawskaïa fut déléguée au Caucase, où, de concert avec Dégaïew, elle s'occupa de l'entreprise du pillage du trésor de Gori, un projet qu'elle dut abandonner, après quoi, au printemps de l'année 1883, elle s'enfuit à l'étranger. Pour Wéra Filippowa, elle s'occupa à Harkow à diriger un bureau de faux passeports si indispensables aux anarchistes et à établir une imprimerie clandestine, aidée en cela par l'ex-étudiant Basile Iwanow

(pseudonyme — «Tschérewkow»), qui s'était évadé de la prison de Kiew, le 17 mars 1882, et d'un certain «Pierre Karschew» (Tschouïkow). L'inventaire et les objets qui formaient l'imprimerie furent découverts dans une maison Soukhatschow; on les avait reçus de Varsovie, sur la commande faite à un certain Marcel Iantschewski, selon les plans et les dessins d'Iwanow; une presse manuelle fut découverte dans le logement d'Anastasie Ossinska et d'un certain «Woskressenski», qui se faisait passer pour son mari; une quantité très considérable de caractères typographiques s'y trouvait également avec un grand nombre de papiers compromettants qui démontraient l'existence d'un groupe socialiste parmi les ouvriers des usines du chemin de fer de Harkow-Nikolaïew, à la station Lioubotine. Wéra Filippowa ne se contentait pas de si peu: pour remplir des missions terroristes, elle avait sous la main, un échappé des travaux forcés, un simple galérien du nom de «Nicolas», dont elle se servait sans vergogne. L'idée à laquelle les révoltés avaient eu si souvent recours, celle de s'associer à des malfaiteurs de droit commun, fut mise à exécution.

Des tentatives de propagande socialiste parmi le corps des officiers de l'armée avaient eu lieu à plusieurs reprises dès le début du mouvement terroriste, mais elles ne parvenaient pas à prendre des proportions sérieuses et se bornaient à des faits isolés (Doubrowine, Fomitschew, Fomine) qui ne laissèrent point de traces. Néanmoins, les anarchistes n'abandonnèrent pas l'espoir de pouvoir un jour parvenir à établir leur activité au sein du monde des officiers, si nombreux dans l'armée russe. Le premier organisateur

dans ce genre fut Jéliabow, qui fit jouer tout son talent d'orateur dans des réunions qui deux fois par semaine avaient lieu chez Soukhanow et Lustig. En automne de l'année 1880, il tenta d'organiser un «cercle militaire» à Pétersbourg et parvint à embaucher les lieutenants de la flotte — Nicolas Soukhanow et le baron Alexandre Stromberg, qui devinrent les affiliés les plus dévoués dans cette entreprise nouvelle et hardie; lui-même, Jéliabow, avec Kolodkiewitsch, appartenaient à ce cercle comme représentants du Comité Exécutif. Ils s'occupèrent d'abord à élaborer un Statut, composé de 15 paragraphes, pour le «Cercle central», dont la teneur devait être à un tel point secrète qu'ils ne se décidèrent pas à l'imprimer. Le but du cercle consistait: a) à organiser au milieu de la troupe une force réelle pour une lutte active avec le gouvernement; b) à paralyser le reste de la troupe, afin qu'elle ne soit point capable de participer à une lutte active. L'admission des membres ne pouvait se faire que par suite d'une décision unanime et avec le consentement du Comité Exécutif. Le droit de se retirer du cercle et de l'abandonner était péremptoirement défendu à ceux qui en faisaient une fois parti. Sur les sommes que le cercle pouvait réunir, 75% devaient être remis au Comité Exécutif, et 25%—restaient à sa disposition. A la fin de l'année 1880, ces cercles militaires formés par Dégaiew existaient déjà à l'Académie d'artillerie, dans un des Corps de cadets et à l'Ecole pyrotechnique. Quelques mois plus tard, le groupe central comptait déjà de 10 à 15 personnes; bientôt, à Pétersbourg et dans ses environs se formèrent jusqu'à sept nouveaux cercles, avec une totalité de 50 membres. A Cronstadt, un cercle

*

d'officiers de marine dont l'origine indécise remontait à l'année 1878, se forma définitivement vers cette époque, composé de 8 membres, sous la direction de l'enseigne Droujinine; un autre cercle marin était dirigé par Soukhanow et Stromberg. Dans le groupe militaire central figuraient: les artilleurs Dégaïew et Pokhitonow, le lieutenant Nicolas Rogatschow, le sous-lieutenant Papine, Alexandre Prokofïew, Glazko, Sérébrïakow et Tschijow, les officiers de la flotte—Boutzéwitsch, Zawalischine et Droujinine; le nombre des délégués du Comité Exécutif augmenta aussi: c'étaient, outre Kolodkiéwitsch et Jéliabow, Sawéli Zlatopolski, Anne Corbaz et Wéra Filippowa. Les proclamations «Aux officiers de l'armée russe» et celle qui s'adressait aux Cosaques, parues au mois d'août de l'année 1881, furent redigées par Zlatopolski.

Les membres de ce cercle entreprirent, en été de la même année, des voyages à l'intérieur pour tenter de ramifier cette nouvelle organisation. Le lieutenant Boutzéwitsch qui partait pour Nikolaïew, envoyé par le ministère des voies et communications avec une commission technique spéciale, se chargea de travailler dans cette localité, de même qu'à Odessa, où à la même époque se trouvait Wéra Filippowa. Anne Corbaz déménagea, vers le même temps, à Tiflis et fonda le cercle du régiment de Mingrélie, ce qui a été déjà mentionné plus haut. A Odessa, Wéra Filippowa s'occupa particulièrement à travailler et à réunir autour d'elle un petit groupe d'officiers du régiment d'infanterie, № 59, de Lublin, composé du lieutenant-colonel Aschenbrenner, du capitaine en second Kraïski, des lieutenants -Kamenski et Tellier et du lieutenant Stratanowitsch. Le premier d'entre eux, Aschenbrenner, étant

attaché au régiment № 58. de Prague, cantonné à Nikolaïew. travailla à faire de la propagande parmi les officiers de cette ville: c'était un ancien officier, chef de bataillon, portant plusieurs décorations pour de longs services en Asie Centrale, jouissant d'une grande influence et possédant plus d'instruction et de développement intellectuel que ses camarades, qu'il savait enlever par des rapports personnels qui n'avaient rien d'autoritaire. de même que par l'éloquence de sa parole.

L'arrivée subite de Dégaïew à Odessa fut d'une certaine importance dans les cercles d'Odessa, Il posa franchement la question à plusieurs officiers—consentaient-ils à participer à des actes terroristes. à quitter leur service et accepter une position illégale? Aschenbrenner déclara qu'il adhérait entièrement à cette proposition. Un enseigne de marine, Jean Iouwatschow. qui possédait des connaissances techniques, consentit à jouer seulement un rôle secondaire, avec la condition de dépendre d'un technicien plus habile que lui; Kraïski promit son adhésion après avoir terminé quelques affaires privées. Aschenbrenner, ayant obtenu un congé de neuf mois, se rendit à Pétersbourg, où survint Iouwatschow, transféré au service dans la capitale; ce dernier se logea chez son frère, dans un des bâtiments du palais Anitschkow (où ce frère servait comme employé au ministère de la cour). Aschenbrenner et son associé entretinrent de Pétersbourg des relations avec les cercles militaires d'Odessa et de Nikolaïew, et Iouwatschow correspondait avec ses camarades du cercle marin à l'aide du chiffre «Gambetta», dont la clef se formait des mots: «Cabinet de Sa Majesté».

Au Caucase, un officier du régiment de Mingrélie. Antonow, se rallia aux idées d'un précepteur Kipiani et d'un

journaliste Tschrélaïew,—des affiliés de Halina Tcherniaw-skaïa, et plus tard, à Anne Corbaz, qui organisa des réunions dans le logement du lieutenant Lippomane. Au printemps de l'année 1882, Dégaïew arriva au Caucase et fit bientôt connaissance d'Antonow par l'entremise d'une socialiste, la princesse Scherwaschidzé, et les réunions du cercle eurent de nouveau lieu. Dégaïew expliqua à ses membres qu'il existait à Pétersbourg un cercle militaire des plus élevés, à l'aide duquel les autres groupes se mettaient en communication avec le Comité Exécutif, et que la soumission des cercles provinciaux à celui de Pétersbourg était indispensable. En quittant Tiflis, en septembre 1882, il remit à ses amis des feuilles de souscription pour la «Croix Rouge» et fit faire connaissance à Antonow «d'Hélène Doubenskaïa» qui en réalité était Halina Tscherniawskaïa.

A Nikolaïew, la propagande active du lieutenant-colonel Aschenbrenner fit de nouveaux adeptes dans la personne du capitaine en second Talapindow, des officiers—Maïmesskoulow, Mitzkéwitsch, Kiriakow et Ousspenski. Le cercle local organisa une tentative de délivrer la socialiste Fanny Moréïnesse et élabora une «constitution» pour son association, avec le concours de Boutzéwitsch qui survint de Pétersbourg. Wéra Filippowa fit à cette époque deux visites à Nikolaïew, en allant et en revenant de Pétersbourg à Odessa, vint à plusieurs reprises aux réunions des conjurés et fit des remontrances à Aschenbrenner pour le peu d'activité démonstrative de son cercle; elle demanda aussi la création d'un cercle militaire à Harkow et recommanda dans ce but les officiers Talapindow et Kiriakow. Le premier alla à Harkow

et y noua des relations avec un enseigne des Cosaques, Mathieu Fomine, une socialiste Matwéïewa et un sujet français, Georges Kervilly, officier de la réserve de l'armée française, propriétaire d'une librairie, et en même temps, étudiant de l'Ecole Vétérinaire, qui consentit à faire de la propagande parmi les officiers de la garnison de Harkow; Talapindow assura, du reste, qu'il était difficile d'aboutir à un résultat marquant dans cette ville.

Les excursions des membres du «Cercle central» eurent, comme on voit, quelque succès, ne fut-ce qu'en ayant fourni au centre des indications sur les personnalités qu'il était possible d'embaucher pour la cause commune, à la suite de quoi on dressa même une liste de «candidats». Le Cercle central décréta l'organisation de groupes d'arrondissements dans les principales villes et la publication d'un journal et de brochures militaires, destinées à fomenter la révolte parmi la troupe. Pour les fonds, on s'adressa au Comité Exécutif, mais ce dernier traversait une crise sérieuse et conseilla même au Cercle central militaire de suspendre, pour un certain temps, son activité, d'autant plus que les arrestations commençaient à se succéder dans l'armée. Dans la première moitié de l'année 1883, furent arrêtés à Tiflis—8 officiers, à Kiew—1, à Smolensk—1 (Aschenbrenner), à Kobéliaki (au gouvernement de Poltawa)—1, à Odessa—2, à Moscou—1, à Cronstadt—3, à Alexandropol (Caucase)—1, en tout—18 officiers. Dans ce nombre, les personnalités de Rogatschow et de Pokhitonow se distinguaient particulièrement.

La participation de ce dernier aux cercles révolutionnaires datait de la fin de l'année 1880, à l'époque où il se trouvait à l'Académie d'artillerie avec Serge Dé-

gaïew : c'est ce dernier qui l'embaucha et lui persuada qu'une organisation révolutionnaire au sein du monde militaire était indispensable, pour priver le gouvernement d'un point d'appui, à un moment donné, dans la lutte avec l'anarchisme. Durant l'hiver des années 1880 à 1881, il fit la connaissance de Wéra Filippowa, de la Pérowskaïa, de Frolenko, d'Anne Corbaz, de Boutzéwitsch, de Stéfanowitsch, de Tellalow et de Sawéli Zlatopolski. Il s'occupa de propagande parmi les camarades de l'Académie, mais en décembre 1881, la police fit chez lui une visite domiciliaire, après laquelle il vécut quelques mois tranquillement ; mais Boutzéwitsch parvint bientôt à lui faire faire la connaissance de Gratschewski, qui jouait dans ce temps le principal rôle parmi les terroristes du Nord. En 1882, ayant fini l'Académie, Pokhitonow se rendit à Kobéliaki, au gouvernement de Poltawa, où Dégaïew le rejoignit, le mena à Harkow et l'aboucha avec Wéra Filippowa, qui le conjura de quitter le service et de se consacrer uniquement à la propagande dans le monde militaire, qui lui était suffisamment connu. En janvier 1883, ils se revirent à Harkow, à l'époque où Dégaïew était détenu à Odessa : bientôt après, le 31 mars, Pokhitonow fut arrêté. On trouva dans les papiers de Tellalow un mémoire écrit de la main de Pochitonow sur la fabrication de certaines raquettes qui devaient être employées pour des entreprises terroristes.

Pour Rogatschow, ses relations avec les socialistes dataient de beaucoup plus loin, depuis l'année 1874, grâce à son frère Dmitri, qui l'embaucha et finit par être condamné aux travaux forcés en l'année 1877. Arrivé à Pétersbourg, il se retrouva avec un camarade du gymnase

d'Orel, Alexandre Barannikow, qui le présenta dans les cercles des étudiants: au mois de mai 1876, il fit la connaissance de Wéra Filippowa et de Jéliabow, chez son frère Dmitri. Parvenu au grade d'officier, Nicolas Rogatschow vint de nouveau pour affaires à Pétersbourg et rencontra encore une fois Barannikow, qui le mit en rapport avec Kolodkiéwitsch et Zlatopolski. Au mois de février de l'année 1881, se trouvant pour affaire de service à Helsingfors, il organisa dans cette ville un cercle militaire, aidé en cela par des lettres de recommandation de Jéliabow et de la Pérowskaïa, dont il était muni. Revenu à Pétersbourg, Boutzéwitsch envoya Rogatschow faire une grande tournée pour créer de nouveaux cercles—à Moscou, Orel, Smolensk, Witebsk, Dünabourg, Mittau, Riga, Libau, Wilna et Minsk, mais les résultats obtenus furent peu satisfaisants. Ayant renoué connaissance avec Pokhitonow, il se lia avec ce dernier et en automne de l'année 1882, reçut de lui une lettre qui l'invitait à venir à Kobéliaki, car Wéra Filippowa désirait le voir et lui donnait rendez-vous à Poltawa, dans un hôtel. Rogatschow partit immédiatement, s'aboucha avec Wéra Filippowa et lui promit de quitter bientôt le service pour entrer dans le parti en qualité de membre actif, projet qu'il n'eut pas le temps d'effectuer, car il fut arrêté le 4 avril. On ne pouvait reprocher aux cercles militaires qui se formaient dans ce temps une exubérance d'activité, car ils se bornaient la plupart du temps à des projets: le cercle de Soukhanow eut l'intention d'organiser l'évasion des détenus de la forteresse Pierre-et-Paul et de piller la banque de Cronstadt; le cercle marin de Nikolaïew—de piller la banque de cette ville; comme un fait de concours actif, on pourrait citer

seulement, un seul cas: lors de la fuite de Wéra Filippowa de St-Pétersbourg, Zawalischine et Stromberg aidèrent Gratschewski à déblayer promptement le logement de cette anarchiste de la dynamite et des outils typographiques qui s'y trouvaient. Malgré tous ces agissements, ces complots et les embauchements de plusieurs jeunes officiers, démoralisés encore à l'école, on peut certifier, que les efforts des anarchistes d'attirer à eux le monde des militaires, n'eurent aucun succès et tombèrent à faux. Le fait de l'évasion de l'ex-étudiant Basile Iwanow, de la prison de Kiew, le 17 août 1882, dirigé et organisé par les soins du sous-lieutenant Tikhanowitsch, faisait une exception. Il est notoire que tous les cercles militaires ne communiquaient que très peu l'un avec l'autre, mais ils étaient organisés d'après le même modèle et suivaient presque les mêmes règles. Leur but consistait à attirer, en attendant, le plus d'officiers possible dans l'association; mais défense formelle était faite d'étendre la propagande parmi les soldats, dans l'armée territoriale tout comme dans la marine; les officiers devaient seulement étudier et noter les individus qui leur sembleraient être plus faciles à faire tomber dans les filets des révoltés; quant à leur embauchage réel, c'étaient les socialistes de la classe ouvrière qui devaient s'en charger plus tard. Tant que les officiers étaient au service, ils devaient s'abstenir de toute participation aux actes ou aux faits terroristes.

Une tentative de créer un nouveau cercle auxiliaire de la «Volonté du peuple», imbu des tendances de cette association, surgit d'une manière inattendue dans le district de Gadïatsch, au gouvernement de Poltawa. Un

certain Basile Tschaïkowski, qui s'occupait de la vente de bois, organisa un cercle composé de petits employés locaux—aides-chirurgiens, maîtres d'école, arpenteurs, et de deux fils du trésorier de la ville, Lougowoï, etc. Ce cercle était en rapport avec ceux de Kiew, de Harkow et de Poltawa et avait l'intention de mettre en pratique des entreprises hors ligne: de tuer le chef de la police de Gadïatsch et son adjoint; de mettre en circulation des faux assignats; dès que les désordres auraient commencé dans la ville, de faire sauter, à Poltawa, l'arsenal, le corps des cadets et l'Institut des demoiselles, pour faire comprendre, à l'aide de l'extermination des enfants de la noblesse, que ces actes sont uniquement dus aux amis du peuple et que le mouvement est dirigé contre les classes supérieures de la société. Aucun de ces projets, heureusement, ne fut réalisé; mais le côté sérieux de la formation du cercle consistait dans ce qu'il était en relations avec des foyers beaucoup plus puissants et plus sérieux. Tschaïkowski, avec quelques-uns de ses compagnons, fit des voyages à Kiew, et par l'entremise d'un maître d'école, Frantschouk, se mit en rapport avec des personnes qui s'institulaient membres du Comité Exécutif. Parmi eux figurait particulièrement un étudiant de l'Université de Kiew, l'israélite Abraham Bach, qui eut le temps de prendre la fuite, passa à l'étranger et joua depuis un rôle considérable.

Les nombreuses enquêtes politiques des dernières années prouvèrent suffisamment que le territoire du Royaume de Pologne était entièrement englobé dans le réseau de la propagande socialiste. Le mouvement dans

ces provinces se basait sur deux principes différents et se nourrissait à deux sources: l'une d'elles consistait dans l'influence des cercles socialistes russes, représentés par les nombreux révoltés qui passèrent par certains établissements d'instruction en Russie, qui, dans ce temps, possédaient la triste spécialité de fournir de nouveaux adeptes au socialisme; la seconde source consistait dans l'union et les relations des cercles qui s'étaient fondés, en 1878, à Varsovie, et qui étaient en rapports constants avec les socialistes de Galicie et les émigrés polonais en Suisse. La première de ces catégories, qui professait le renoncement aux tendances politiques nationales au nom d'un idéal humanitaire général, faiblissait peu à peu, à mesure que les terroristes russes et les «narodniki» perdaient de leur influence et cédait la place au courant venant de Galicie, qui avait à tâche de concilier les problèmes du socialisme avec les exigeances polonaises nationales. Durant l'année 1882, ces éléments en Pologne se groupèrent en deux camps séparés, dont l'un, qui s'appropria le surnom de «Prolétariat», adhérait en partie aux principes de la «Volonté du peuple» et tendait à bouleverser l'ordre existant, à l'aide d'une lutte directe avec le gouvernement; le second groupe, qui avait adopté le surnom de «Solidarité», admettait la possibilité d'obtenir un changement dans l'état économique du pays, et supposait que dans une société remaniée sur des bases socialistes, surgiraient de nouvelles formes politiques, qui seraient en état de sauvegarder les nouveaux rapports entre le capital et le travail.

L'activité des deux groupes se fit jour principalement dans la rédaction, la propagation et l'affichage de plusieurs

proclamations; on les disséminait même sur les grands chemins et sur les voies ferrées. Les premières affiches signées par un «Comité ouvrier du parti socialiste-révolutionnaire Prolétariat» parurent au commencement de l'année et eurent pour sujet une protestation et une invitation d'agir contre les mesures du grand-maître de la police de Varsovie, le général de la Suite de Sa Majesté, Boutourline, concernant le contrôle sanitaire obligatoire des ouvriers des fabriques et des usines. Au mois d'avril, le groupe «Solidarité» publia son programme, production purement socialiste et qui n'offrait ni principes, ni indications nouvelles. Après sa promulgation, parurent bientôt des affiches qui engagèrent les ouvriers à forcer les fabriquants de faire droit à leurs exigeances, à demander l'élévation des salaires, à se mettre en grève, etc.; mais en même temps, on leur enjoignait de se conduire correctement pendant les grèves, de ne pas se permettre d'actes de violence et de tâcher d'éviter toute collision avec la troupe.

Vers la fin de l'année, le «Prolétariat» publia encore deux placards: l'un d'eux, émanant de la part d'un «Comité central» de ce parti, était adressé aux «citoyens», et les engageait à se mettre sous le drapeau du parti anarchiste, conjointement avec les «révolutionnaires russes», pour obtenir la suppression de l'esclavage économique et politique. La seconde affiche portait le titre de «Manifeste aux laboureurs», émanait du même Comité et excitait la population à prendre de force les terres aux propriétaires. La même année, de graves désordres eurent lieu à l'Institut Agronomique de Nowo-Alexandrowsk, à l'Université de Varsovie et à la grande filature de Jirardow, de manière qu'il fallut employer parfois la force armée. La

recrudescence d'activité dans les cercles socialistes de Varsovie était due à la rentrée en Pologne, vers la fin de l'année 1882, de Louis Warynski, impliqué dans les enquêtes socialistes précédentes et qui avait été rédacteur d'une feuille socialiste polonaise en Suisse. Ce Warynski jouissait d'une certaine renommée parmi les anarchistes: Wéra Filippowa avait même l'intention de l'engager à siéger dans le cercle dirigeant de l'association des revoltés, cercle dont les rangs faiblissaient de plus en plus. Warynski fut arrêté, le 16 septembre, dans un café à Varsovie, et on trouva sur lui de nouvelles proclamations adressées aux membres du grand cercle ouvrier de Lodz. Bientôt survint l'arrestation d'un de ses affiliés, Edmond Plosski; le 17 septembre, fut arrêtée au bureau de la poste une dame de classe à l'Institut des demoiselles nobles, Alexandrine Iéntysse, au moment où elle demandait des lettres sous une fausse adresse; on découvrit aussi ses relations avec Warynski et sa concubine Anne Siéroszewska. Le 20 octobre, on fit en tout 33 visites domiciliaires, on arrêta 24 ouvriers socialistes, et le 31 octobre, parut un nouveau placard du «Prolétariat», adressé «Aux camarades», en réponse aux arrestations qui furent effectuées, en engageant à préparer le poignard pour les dominateurs et les oppresseurs: cette pièce était imprimée dans la typographie du «Prolétariat». Au mois d'août et de septembre, le «Comité central» fonctionnait avec le plus d'activité, et sous sa direction se formèrent des cercles ouvriers à Lodz, à Tomaschow et à Zgièrge. Il prononça même un arrêt de mort contre un ouvrier Siremski, suspecté d'avoir abandonné la cause de ses camarades: cet ouvrier fut attaqué par un confrère, Joseph Schmauss, dans la rue,

le 2 octobre 1883, à Zgièrge, mais parvint à s'enfuir; un mois plus tard, l'attentat fut répété par l'ouvrier Constantin Mittelstaedt, mais également sans succès; le 14 mars 1884, eut lieu contre le même Sirienski un troisième attentat.

L'imprimerie du «Prolétariat» fut découverte le 10 novembre, dans la rue Schpitalnaïa: elle y était transférée depuis 24 heures seulement par un jeune homme qui portait le nom d'«Alexandre»; on le découvrit, et lors de son arrestation, il porta un coup de poignard, enduit de poison, à la main d'un des gendarmes. Son vrai nom était Mieczislas Mankowski, natif de Cracovie, sujet autrichien, jugé à deux reprises dans les procès socialistes en Galicie, en 1879 (lors de l'affaire de Warynski) et en 1883; condamné à une détention, il parvint à s'esquiver et suivit Warynski à Varsovie. La capture de cette imprimerie, où personne ne travaillait, du reste, était un coup monté par les socialistes, dans le but de dépister la police. Le «Prolétariat» possédait une imprimerie «volante», qu'il avait transférée hors de la ville, dans un village.

Pour faciliter la marche des enquêtes des causes socialistes dans les provinces de la Vistule et les provinces limitrophes de la Prusse, il fut statué entre les deux gouvernements, d'un commun accord, que les tribunaux des arrondissements militaires de Varsovie, de Berlin, de Koenigsberg et de Breslau («Corps-Gericht»), de même que les Procureurs de ces tribunaux, pouvaient dorénavant correspondre directement et sans instance intermédiaire (acte additionnel du 3 octobre 1883 à la convention avec la Prusse du 23 janvier 1879).

Les derniers mois qui précédèrent l'arrestation de Wéra Filippowa, cette anarchiste résolue réunit toutes les forces du parti pour créer à nouveau l'organisation de la «Volonté du peuple». Dans des conciliabules qu'elle tint à Harkow avec Dégaïew et Halina Tschernïawskaïa, le programme du parti fut remanié. Les cercles secondaires devaient être exclusivement spécialisés, le comité terroriste ne devait plus s'occuper de propagande, mais remplir uniquement son mandat; une Commission Dirigeante devait jouer le rôle d'une institution administrative centrale. Les divers emplois que créait le nouveau système furent dévolus aux jeunes anarchistes qui se groupaient autour de Wéra Filippowa,—Basile Iwanow, Théophane Krylow («Woskressenski»), Dmitri Sourowtzow, Wladimir Tschouïkow («Karschew») et d'autres; mais elle craignait de confier à cette jeunesse inexpérimentée des entreprises terroristes, d'autant plus que celles qu'on mettait dans ce moment à l'étude, étaient très sérieuses; c'étaient: l'assassinat du Ministre de l'intérieur, le comte Tolstoï—«le seul homme», selon l'aveu d'un des conjurés, «qui était capable, avec une sévérité «systématique, de dompter l'esprit révolutionnaire dans «la société»; celui du conseiller intime Galkine-Wrasski, chef de l'administration des prisons, pour les mesures sévères prises contre les malfaiteurs sur les lieux des travaux forcés; celui, enfin, de l'inspecteur de la police secrète, le lieutenant-colonel Soudéïkine, qui depuis longtemps travaillait avec énergie et succès dans la lutte avec les terroristes, et dans les derniers temps, était en activité à Odessa, après la découverte de l'imprimerie de Dégaïew, et maintenant se trouvait à Pétersbourg, où il produisait une véritable panique parmi

les anarchistes. Le pillage du trésor de la ville de Gori était toujours sur le tapis, car avant tout les moyens pécuniers nécessaires pour continuer la lutte manquaient au parti. C'est alors que survint l'idée de confier les exploits terroristes aux membres les plus fanatisés des cercles militaires, et, dans ce but, l'on continuait d'être en rapports constants et suivis avec Rogatschow, Pokhitonow, Aschenbrenner et d'autres; mais les forces des terroristes qui se maintenaient encore à Pétersbourg étaient trop faibles, et Dégaïew qui s'y rendit spécialement pour étudier la position, n'apporta au Sud que des nouvelles très peu consolantes. Les initiateurs de la nouvelle organisation terroriste devaient se fier à leurs propres forces, au sein des foyers de Harkow et d'Odessa, qui conservaient encore une grande vitalité, ou bien tâcher de se créer de nouveaux adeptes-exécuteurs. L'embauchage et la «fanatisation» des officiers ne marchait que très lentement, et Wéra Filippowa perdait patience.

L'entreprise du pillage du trésor de Gori fut bientôt abandonnée, quoique les fonds continuassent à manquer. On recourait, parfois, à des moyens étranges: lors du séjour de Wéra Filippowa à Odessa, un de ses nombreux affiliés, le maitre de mathémathiques Iewsséï Karatschounski organisa la vente aux écoliers de gymnase des thèmes confirmés pour les examens, qu'il parvenait à s'approprier, et l'argent qu'on recueillait était versé dans les fonds des révoltés. Deux tentatives de piller des convois de poste près de Harkow furent aussi organisées dans ce but. Le 17 octobre, à 10 heures du soir, à 7 kilomètres de cette ville, sur le chemin de Tschougouïew, trois malfaiteurs cachés dans un ravin, se jetèrent sur l'équipage

de la poste, mais le postillon remarqua à temps leur intention et parvint à sauver le convoi en pressant ses chevaux. Qeulques jours plus tard, le 24 octobre, entre les villes de Koupiansk et d'Izïoume, se trouvait en chemin, porteur d'une somme de 30.000 roubles, un convoi de la. poste, lequel outre, deux postillons armés, était suivi par deux sergents de police et par le chef direct de la police de district. A 6 kilomètres de la ville, plusieurs individus, armés de révolvers et de casse-têtes, se jetèrent sur les chevaux, en criant: «arrêtez»! et commencèrent à tirer des coups de feu. Les assaillis ripostèrent, et après une escarmouche qui dura cinq minutes, les malfaiteurs se dispersèrent, en laissant sur place un des leurs tué: c'était un ex-étudiant de l'Ecole Vétérinaire de Harkow, qui avait été impliqué dans les enquêtes du général Strelnikow, en 1882, avait fui, et au printemps de l'année 1883, se trouvait encore à l'étranger. Il portait le nom de Jacques Berditschewski. Il avait également pris part à la première entreprise, avec Pierre Antonow, Basile Pankratow et Nicolas Marlynow; dans la seconde attaque, il était secondé de Pierre Jelko, Basile Wolny (recommandé par Serge Iwanow) et l'ex-étudiant de l'Institut Vétérinaire de Harkow, Wsévolod Gontscharow.

Berditschewski n'était pas le seul qui revint, en 1883, en Russie, pour se rallier aux restes de l'organisation de la «Volonté du peuple». Au mois de septembre, on arrêta, à Kiew, l'émigré Jean Prisietzki, dont il a déjà été fait mention, le frère de Sophie Bogomoletz et de Marie Prisietzka, déportées en Sibérie. Son arrestation fut la cause de la capture de son affilié, Wladimir Maléwanny,

qui avait été exilé, en 1879, au gouvernement d'Irkoutsk, et qui, au mois de mars 1881, ayant pris la fuite, passa à l'étranger. Prisietzki se cacha principalement en Roumanie, et Maléwanny—en Suisse, où il fut en relations avec Dragomanow. Une émigrée, Lïoudmila Wolkenstein (née Alexandrowa), impliquée jadis dans l'affaire de l'assassinat du prince Krapotkine, rentra, à cette même époque, à Pétersbourg dans le but de reprendre son activité terroriste: mais elle fut arrêtée, le 26 octobre, dans une maison (Pantéléïmonowskaïa, № 7) située côte à côte avec le Département de la police, sous le nom d'une sujette de la Roumélie Orientale, «Anne Andréïéwa».

L'indication de son adresse avait été donnée par Dégaïew, qui, les derniers temps, avait soi-disant déserté les clans anarchistes. Après son arrestation à Odessa, en décembre 1882, il fut dirigé vers Pétersbourg, mais parvint à tromper en route la surveillance de ceux qui l'accompagnaient; un mois plus tard, il offrit ses services au lieutenant-colonel Soudéïkine, pour découvrir les principaux repaires des conjurés et pour faciliter leur arrestation. Comme preuve de son repentir, il fit par écrit un récit détaillé sur la marche du mouvement révolutionnaire depuis le 1er mars, et sur sa participation personnelle. Des arrestations très sérieuses eurent lieu grâce à cette défection: il livra les adresses de Wéra Fillipowa, de Wladimir Tschouïkow, d'Iwanow, de Krylow, dévoila les menées d'Aschenbrenner, de Rogatschow et de Pokhitonow, et par là même remit aux mains de la police tous les fils du complot des «cercles militaires». Une version

plus que probable affirme que dans des conciliabules qui eurent lieu, lors d'un voyage qu'il fit, en 1883, à l'étranger, les émigrés lui déclarèrent (particulièrement Tikhomirow), que pour expier des actes d'un traitrise pareille, une seule réparation pouvait laver sa faute et qu'il ne lui restait qu'une chose à faire—celle de supprimer, de tuer le redoutable Inspecteur de la police secrète, Soudéïkine; dans le cas contraire, c'était lui, Dégaïew, qui devait périr d'une mort violente. Ce dernier promit de faire ce qu'on exigeait de lui, et depuis lors, après sa rentrée à Pétersbourg, son activité commença à se ralentir.

Le lieutenant-colonel Georges Porphyrïéwitsch Soudéïkine s'était déjà exposé à maintes reprises à des dangers sérieux durant sa carrière détective; il aimait le danger et ne le craignait point. La haine des anarchistes le poursuivait avec acharnement: en automne de l'année 1881, Sawéli Zlatopolski débattit avec les socialistes de Moscou la nécessité de le supprimer; l'engin meurtrier, trouvé, au mois de juin de l'année 1882, dans le laboratoire de Prybylew, lui était destiné; l'écroulement lent, mais progressif, de l'organisation révolutionnaire, dû en grande partie aux découvertes faites par Soudéïkine, exaspérait, de plus en plus, le monde des revoltés contre cet agent énergique et de talent. Il continuait, cependant, des relations suivies avec Dégaïew, mais commençait parfois à le soupçonner un tant soit peu, car les derniers temps celui-ci travaillait moins activement, et refusa même d'aider Soudéïkine dans la découverte des auteurs des attentats contre les convois de la poste au gouvernement de Harkow, en prétextant qu'il devait se tenir, pendant un temps, sur la réserve, vu les suspicions qu'il avait soulevées dans le parti

et la position inextricable, dans laquelle il se trouvait. Néanmoins, Soudéïkine avait encore confiance en Dégaïew et le considérait comme un homme indispensable: il lui était tellement nécessaire, que pour l'aider à masquer aux yeux des anarchistes sa défection, Soudéikïne lui proposa d'organiser un attentat simulé contre lui, l'Inspecteur de police, dans le parc Pétrowski, attentat pendant lequel Dégaïew devait le blesser sérieusement à la main.

Dans les conciliabules tenus à l'étranger, les anarchistes émigrés exigèrent que Soudéïkine périsse absolument de la main de Dégaïew; le meurtre, une fois accompli, ce dernier devait être exclu de l'organisation et ne plus jamais s'occuper d'affaires révolutionnaires. Dégaïew avait un caractère indécis, il était peureux de nature; il ne pouvait se décider à exécuter le crime à lui tout seul, et à cet effet, il fit venir de la province deux anarchistes grossiers et décidés — l'ex-élève du séminaire de Kaménetz-Podolsk, Nicolas Starodworski, et un ex-maître d'école de village, Basile Konaschéwitsch (élève de l'Ecole réale de Romny, au gouvernement de Poltawa). Ce dernier se cacha à Pétersbourg chez une certaine Raïssa Kranzfeld (israélite), sage-femme qui portait le faux-nom de «Tatiana Goloubéwa», une affiliée dévouée de Wéra Filippowa et de Hermann Lopatine. Elle était entièrement initiée aux détails de ce complot.

A cette époque, plusieurs entreprises terroristes étaient à l'étude: outre Soudéïkine, devaient périr de la main des anarchistes—le Ministre de l'intérieur, comte Tolstoï, le Directeur du Département de la police, Pléwé, le Substitut du Procureur, Dobjynski, et d'autres; mais les émigrés exigèrent de Dégaïew que tous ces projets (qui se débattirent

aussi lors d'une assemblée d'anarchistes qui eut lieu en octobre 1883, à Pétersbourg) fussent pour le moment suspendus et qu'on ne s'occupât que de Soudéïkine.

La nécessité d'exécuter l'attentat était donc imminente pour Dégaïew; pendant quelques jours, il eut l'idée d'acquiescer à la proposition de Soudéïkine concernant un attentat simulé, de profiter de la circonstance et de le tuer réellement: Starodworski devait jouer le rôle de cocher pour la fuite de Dégaïew dans cette combinaison mais en définitive, il s'arrêta à l'idée de commettre le meurtre chez lui, dans son logement, en engageant Soudéïkine, à venir le voir,—chose qui avait lieu fréquemment. Starodworski et Konaschéwitsch devaient l'assommer avec des pieux en fer (que ce dernier acheta dans une boutique de ferraille), et Dégaïew devait se borner à tirer un seul coup de révolver.

Dégaïew habitait au troisième étage d'une maison donnant sur la Perspective de Newski (№ 91) et la rue Gontscharnaïa (№ 12), dans la cour, sous le nom d'un gentilhomme «Serge Iablonski». C'est à trois reprises que l'attentat fut projeté. Le 3 décembre, Soudéïkine arriva au rendez-vous, mais Dégaïew ne put se décider à lui ouvrir sa porte, feignant d'être absent et renvoya ses affiliés. Le 10 décembre, Soudéïkine manqua au rendez-vous, et Starodworski avec Konaschéwitsch furent renvoyés par Dégaïew, lequel évidemment était encore indécis, ce qui déplaisait aux affiliés du complot. Mais lors de la troisième tentative, qui était fixée pour le 16 décembre, Dégaïew lui-même ordonna à ses deux affiliés de ne pas s'en aller, même en cas qu'il le leur ordonnât, et Lopatine exigea d'eux la même chose. Il avait été décidé d'attaquer Sou-

déïkine en cas même qu'il vînt accompagné de plusieurs personnes et de ne pas se rendre vivants.

Le 16 décembre, Soudéïkine devait venir au troisième rendez-vous; le domestique de Dégaïew fut expédié, dès le matin, hors de la ville, avec une commission; les assassins se réunirent, mais Soudéïkine tarda un peu, on pensait déjà qu'il ne viendrait pas et que le coup était manqué de nouveau. Il était près de 5 heures de l'après-midi, mais la sonnette tinta et il entra. N'ayant pas le moindre soupçon d'un guet-apens, il déposa une canne à stylet et son pardessus, dans la poche duquel était un révolver, dans la première chambre. Il était, comme à l'ordinaire, accompagné d'un jeune homme, Nicolas Soudowski, un parent à lui, qui servait dans la police secrète et faisait les fonctions de secrétaire.

Konaschéwitsch s'était posté dans un corridor et Starodworski dans une chambre à coucher qui suivait le salon, avec leurs pieux en fer. C'est Dégaïew qui devait tirer d'abord son coup de feu, dans le salon, par derrière, ce qui aurait probablement instinctivement porté la victime à courir en avant, dans la chambre à coucher, où l'un des assassins l'attendait pour l'assommer. Dégaïew laissa passer Soudéïkine en avant dans le salon, et tira, par derrière, un coup de révolver dans les reins, dans la région du foie, jeta à terre son pistolet et s'enfuit. Soudéïkine, sans avoir eu le temps d'avancer et de fuir, fut attaqué par Starodworski qui sortit de sa cachette et commença à l'assommer; la victime eut le temps et la présence d'esprit de crier à Soudowski, qui était resté dans une troisième chambre: «tire contre eux du révolver», mais ce dernier fut lui-même, dans ce moment, attaqué par Konaschéwitsch

et reçut plusieurs coups à la tête qui le privèrent de connaissance et lui brisèrent en partie le crâne, de manière qu'il ne revint à lui que le lendemain. Soudéïkine eut la force de fuir dans l'antichambre, où il reçut un second coup à la tête, et de s'enfermer dans un réduit obscur: il usa de ses dernières forces pour tenir la porte fermée, mais Starodworski laissa une fente entre-ouverte, à travers laquelle il continua à lui porter des coups, parvint à le tirer de là, et lui appliqua le dernier coup mortel sur la nuque et sur la tête dans l'antichambre. Le cadavre de Soudéïkine fut trouvé couché par terre sur la poitrine.

Dégaïew en fuyant le lieu du crime, se rendit dans un logement préparé à l'avance, dans la rue Pouschkinskaïa, où un des affiliés, le sujet italien Etienne Rossi (fils d'un joaillier de Jitomir, ex-élève de l'Ecole réale de Kowno et de l'Ecole polytechnique de Riga), l'attendait; il changea de costume, après quoi se rendit droit à la gare du chemin de fer de Varsovie, où Konaschéwitsch le rejoignit bientôt et ils partirent ensemble. Starodworski, qui quitta le dernier le logement de Dégaïew, eut soin de le fermer à clef, jeta cette dernière dans la rue, et puis se rendit chez Raïssa Kranzfeld, où ils s'occupèrent toute la nuit, aidés de Marie Koulïabka, à composer et à imprimer une proclamation annonçant le meurtre de Soudéïkine (imprimée plus tard dans le № 10 de la «Volonté du peuple»); elle fut propagée à l'aide de la petite poste à Pétersbourg dans tous les sens. Le 22 décembre, Raïssa Kranzfeld (qui d'abord avait figuré dans les cercles anarchistes de Harkow) s'enfuit de Pétersbourg, se rendit à Saratow et de là passa à l'étranger. Pour Konaschéwitsch et Starodworski ils furent tous les deux arrêtés—le pre-

mier à Kiew, sous le faux nom de «Boris Rostitzki», le 2 janvier 1884, lors de la confiscation d'une imprimerie secrète; le second, le 16 mars 1884, à Moscou, sous le faux nom de «Dmitri Poukhalski».

Les traces de Dégaïew disparurent, et toutes les recherches qu'on entreprit sont restées infructueuses. Sa photographie (à l'extérieur—petit de taille, maigre, d'un blond foncé), sous trois aspects différents, fut propagée dans toute la Russie, mais le vrai Dégaïew ne se retrouva plus: on ignore s'il a été, malgré tout, la victime de la vengeance des anarchistes, s'il a mis lui-même fin à ses jours, ou s'il parvint ingénieusement à se cacher, jusqu'à l'heure actuelle?

Des agissements socialistes d'une portée moins grande que les faits et les complots relatés plus haut, eurent également lieu durant l'année 1883. A Odessa, on découvrit un nouveau cercle dirigé par l'étudiant Paul Annenkow, cercle créé par Wéra Filippowa, qui possédait le talent de jeter les semences de la révolte sur le sol qui leur convenait, et de créer de cette manière un nombre immense de petits foyers révolutionnaires. A Kiew, on découvrit un cercle dirigé par Alexandre Mouschkine, qui embauchait des ouvriers; l'un d'eux, Roussséwitsch, commit même un assassinat sur la personne de son camarade Hippolitow, qu'on soupçonnait de dénonciation. On découvrit aussi, à Kiew, l'existence d'une «imprimerie volante», dont le propriétaire était un étudiant, Eugène Dorojinski. A Kaménetz-Podolsk, l'enquête sur le cercle socialiste parmi les élèves du séminaire ecclésiastique, cercle qui portait le nom de «Cohorte de la Podolie», mit à jour les ramifica-

tions de cette association. A Poltawa, l'existence d'une propagande socialiste fut découverte parmi les ouvriers du chemin de fer. Un nouveau foyer parmi la jeunesse scolaire, dirigé par un élève de la huitième classe du gymnase, Hermann Nadejdine, et un copiste militaire, Mathieu Bao, fut découvert dans cette même ville. Au gouvernement de Perm, des agissements socialistes très étendus parvinrent à embaucher des adeptes parmi les nombreux ouvriers dans les usines du ministère de la guerre, à Motowilichino. Les meneurs locaux étaient des employés du chemin de fer et quelques jeunes étudiants, parmi lesquels se distinguait un ex-étudiant de l'Université de Kazan, Pomérantzow (l'enquête engloba jusqu'à 52 personnes). Ces agissements dataient de l'automne de l'année 1881 et commencèrent par la fondation d'un cabinet de lecture. Dans un village situé près de la ville de Perm, se rédigeait un journal hectographié: «L'Ecole», tiré seulement à 10 exemplaires, avec des correspondances de Sibérie sur l'existence des condamnés aux travaux forcés. Des enquêtes sur des menées socialistes d'un caractère moins grave furent entamées dans 54 autres localités.

Les procès politiques furent peu nombreux durant l'année 1883, un grand contingent de coupables de la période terroriste ayant déjà subi des condamnations; la liquidation judiciaire du passé prenait, peu à peu, des proportions moindres.

Du 28 mars au 25 avril, la Cour Spéciale du Sénat pour l'examen des crimes de haute trahison, jugea un nouveau grand procès, concernant 17 inculpés (le procès

dit «des 17»). La Cour était présidée par le Sénateur Sinéokow-Andréïewski et le Parquet représenté par le Substitut du Procureur du Département de Cassation pour affaires criminelles, Jélekhowski. Cette cause était, pour ainsi dire, la seconde suite du procès des régicides, à en juger rien que par les noms des prévenus, qui ont maintes fois déjà figuré dans ces pages: c'étaient— Georges Bogdanowitsch («Kobyzew»), le préposé à la mine de la rue Petite-Sadowaïa (en février de l'année 1881), Pierre Tellalow, Sawéli Zlatopolski, Michel Gratschewski (qui joua le premier rôle dans l'organisation, après le 1er mars), Michel Klimenko (un fuyard de la Sibérie, au mois de mai 1881, qu'on jugeait pour la seconde fois), l'ex-lieutenant de marine Alexandre Boutzéwitsch, Jacques Stéfanowitsch (le fameux instigateur de la révolte de Tschiguirine, dans les années 1877 et 1878), Prascovie Iwanowskaïa, Anne Corbaz, Antoine Boréïscha, Jean Kalïoujny, Alexandre Prybylew (le chimiste du laboratoire des anarchistes), Antonine Lissowskaïa (une socialiste connue des cercles de Kiew), Christine Grünberg, Nadine Smirnitzkaïa (membre d'un cercle de «Pythonisses», à Kiew, en 1879, exilée à Solwytschégodsk, d'où elle s'enfuit), Marie Souschkowa et Raïssa Prybylewa. Les six premiers inculpés furent condamnés à mort par pendaison, mais Sa Majesté daigna les gràcier et commuer leur peine en travaux forcés à perpétuité. Les peines de plusieurs autres furent aussi commuées et Stéfanowitsch fut condamné aux travaux forcés pour huit ans. Le reste des criminels englobés dans cette liquidation de l'époque du terrorisme des années 1880 à 1881, de même que du complot de Gratschewski, au nombre de 68 personnes,

subit des exils et des détentions en prison par voie administrative.

Le 14 juin, la cour martiale jugea la cause du sous-lieutenant Alexis Fomine, qui fut condamné à 20 ans de travaux forcés.

Le 3 avril, la cour martiale d'Odessa prononça son verdict dans la cause de 27 accusés, impliqués dans l'affaire des «cercles ouvriers» d'Odessa, dont l'enquête fut dirigée par le général Strelnikow: 3 accusés (Dzwonkiéwitsch, Meyer et Popow) furent condamnés aux travaux forcés à perpétuité; 19—aux travaux pour des termes moins prolongés.

La 18 août, la cour martiale de Kiew examina la cause des principaux meneurs dans l'affaire des cercles ouvriers de Kiew (sept personnes). Les principaux criminels. Gorinowitsch et Sarantschow, furent condamnés aux travaux forcés pour 8 et 6 ans; les autres subirent des peines infiniment moindres, leur pénalité ayant été commuée lors de la confirmation du verdict par le chef de la circonscription militaire, le général aide-de-camp Drenteln Ange Bogdanowitsch fut entièrement acquitté.

Un socialiste détenu dans la prison d'Irkoutsk, Constantin Néoustroïew, ex-précepteur du gymnase local, pendant une visite d'inspection que faisait le général-gouverneur de la Sibérie Orientale, se porta à des voies de fait sur la personne de ce dernier; il fut jugé et condamné à mort par la cour martiale. Le 9 novembre, Néoustroïew fut exécuté.

Dans l'espace de l'année 1884—47 personnes subirent des condamnations judiciaires, et 303—des peines par voie administrative (83 cas d'exil. 183—furent mis sous la surveillance de la police et internés dans les gouverne-

ments du centre; 36—subirent d'autres peines moindres; et 1 sujet étranger fut transporté à la frontière). Durant cette même année, le Département de la police acheva définitivement l'examen de 285 dossiers concernant les causes socialistes.

La grande enquête dirigée par le général des gendarmes, Séréda, fut achevée la même année et mit à jour les agissements de 101 inculpés, principalement des cercles d'Odessa, de Kiew et du Sud. Elle dévoila également tous les agissements de la grande organisatrice du mouvement de la période mouvementée qui suivit le crime du 1er mars, Wéra Filippowa. Ses succès furent, néanmoins, éphémères. Le même sort attendait ceux qui lui succédèrent dans la tâche de créer à nouveau, ou de rétablir le parti de la «Volonté du peuple», quoique ces essais fussent nombreux. Une liquidation, pareille à celle que le gouvernement poursuivait énergiquement, ne pouvait pas ne pas être longue: mais au bout de moins de trois ans, vers la fin de l'année 1883, le tableau du mouvement, ses forces, son activité, son système, avaient changé et baissé à un degré parfaitement visible, même pour les pessimistes les plus incrédules. Le mouvement marchait en aval, tandis que le gouvernement redoublait d'énergie, tout en n'admettant pas de tâtonnements, et guidé dans toutes les occasions difficiles par une sage prudence. Le couronnement du Chef de l'Etat et les fêtes qui suivirent cet acte solennel, eurent lieu au mois de mai, sans que le moindre incident vînt troubler la joie du grand peuple et son orgueil national durant ces beaux jours.

L'attention du gouvernement, qui se portait sur tous les moindres détails concernant les moyens d'une lutte efficace avec le mouvement, ne pouvait pas ne pas s'occuper des moyens de créer une nouvelle organisation pénitencière pour les détenus politiques condamnés, pour mettre, d'abord, fin à la fréquence des cas de fuites et d'évasions non seulement des lieux d'exil, mais aussi des enceintes murées. Il a été mentionné à plusieurs reprises, que dans les années précédentes, les condamnés politiques étaient souvent internés dans les prisons de Nowo-Belgorod et de Nowo-Borissoglebsk (au gouvernement de Harkow), de Mtzensk (au gouvernement d'Orel) et de Wyschni-Wolotschok (au gouvernement de Twer),—prisons, qui avaient été organisées, en réalité, en qualité de maisons centrales pour les criminels de droit commun. Du temps du comte Loris-Mélikow, ces prisons, qui ne convenaient guère, comme le prouva l'expérience de plusieurs années, à la détention de condamnés politiques, ne furent plus affectées à servir de lieu de réclusion aux criminels anarchistes; plus tard, le gouvernement prit la décision de créer un lieu de détention spécial pour cette catégorie de criminels et mit à la disposition de cette oeuvre des fonds considérables. A proximité de St-Pétersbourg, dans l'ancienne place forte de Schlüsselbourg, qui jusqu'à l'année 1870, servit souvent de lieu de détention pour les criminels d'Etat, on éleva une nouvelle maison pénitencière avec un personnel spécial de gendarmes,—appropriée uniquement à la catégorie des condamnés politiques les plus sérieux (environ 50 personnes). Le système pénitencier qu'on y introduisit était un demi-système cellulaire, qui remplaçait les travaux forcés. Toutes les mesures con-

cernant l'hygiène et la santé furent prises en considération; les promenades furent organisées dans des jardinets pour deux personnes, de même que la culture des légumes dans de petits potagers séparés; l'etude, la lecture et l'écriture étaient permises. La santé physique de plusieurs détenus débiles ou malades se rétablit même grandement, peu à peu, à la suite des conditions parfaites de ce nouveau lieu de réclusion, depuis la fin de l'année 1883, quand cette maison centrale commença à se remplir.

En attendant que le nouveau système de surveillance latente, organisé par la loi de 1882, et celui de la réclusion des principaux accusés dans un lieu de détention spécial pût offrir des résultats pratiques, dont l'appréciation exigeait un certain espace de temps, des fuites et des évasions eurent encore lieu durant l'année 1883, mais dans des proportions plus restreintes. Il y eut en tout une dizaine de cas de ce genre, au nombre desquels, onpourrait citer les fuites de:

Olympiade Kaffiéro, née Koutouzowa, mariée à un sujet italien, exilée par voie administrative en Sibérie Occidentale, qui s'enfuit, le 6 juin, de la ville d'Ischime, au gouvernement de Tobolsk, où elle était internée.

Aimée Tschémodanowa et la femme Iwanowa s'enfuirent de la ville de Kourgane, au même gouvernement et vinrent rejoindre le cercle de Wéra Filippowa, à Harkow.

Nikone Wolïanski, un accusé du procès de Kryjanowski (en 1879), interné dans la ville de Tara (au gouvernement de Tobolsk), s'enfuit le 2 février, fut arrêté porteur d'un faux passeport, le 30 août de la même année, dans le gouvernement de Mohilew, mais parvint à se soustraire à l'escorte qui le conduisait à Kaménetz-

Podolsk, avec l'aide de Nicolas Starodworski, un socialiste, qui se trouvait sous la surveillance de la police et qui disparut après pour se rendre à Pétersbourg (où il commit la même année avec Dégaïew le meurtre de Soudéïkine). Wolïanski passa la frontière le 22 août.

Wassilïew, Zacharie, se trouvant sous la surveillance latente de la police, prit la fuite de Moscou, le 12 février.

Kojine, Hilarion, fuit, au printemps, de la Sibérie, où il était exilé.

Krylow, Théophane (pseudonyme—«Woskressenski»), ouvrier—socialiste, s'enfuit de Harkow, bientôt après la confiscation de l'imprimerie secrète, le 12 juillet 1883, et se rendit à Paris; il fut plus tard arrêté, le 22 octobre 1886, à Saratow.

Lagowski, Michel, s'enfuit, au mois de septembre, de la ville de Marïinsk, au gouvernement de Tobolsk, où il était exilé par voie administrative (fut arrêté le 4 avril 1884, à St-Pétersbourg).

Le 24 février, Hermann Lopatine prit la fuite de Wologda, où il était interné.

Au sein des socialistes réfugiés à l'étranger, les événements de l'année 1883 produisirent certaine sensation. Au mois de juillet, Dragomanow reçut à Genève une lettre de Constantin Masslow, un affilié influent des cercles de Wéra Filippowa, à Odessa; elle était datée du 25 novembre 1882, de la prison, et avant de parvenir à sa destination, fut lue par plusieurs anarchistes à Odessa. Cette épître très détaillée contenait une appréciation sur l'état des choses dans le monde des révoltés, laquelle était loin de convenir à ces derniers. Après avoir avoué son

estime pour la personne du général Strelnikow avec lequel il avait souvent eu des conversations prolongées, l'auteur passait à la critique du parti de la «Volonté du peuple». Il l'accusait de ce que le Comité Exécutif s'efforçait de jouer le rôle de chef de tout le parti révolutionnaire, que ses aspirations centralistes se faisaient jour sous des formes beaucoup plus cassantes et despotiques que celles du gouvernement, qu'il distribuait des ordres à ses adhérents, tout en ne les initiant pas à ses plans, qu'il exigeait seulement une obéissance absolue. Ces procédés révoltaient la jeunesse socialiste et cette dernière commençait à comprendre que le Comité se jouait d'elle et l'utilisait en qualité de «chair à canon». Masslow peignait sous des couleurs très vives l'inimitié qui régnait parmi les différentes fractions du parti, et qui se faisait jour dans des accusations mutuelles et même dans des dénonciations. Les aveux sincères de Dmitri Pétrow, de Krawtzow, de Horowitz, étaient dus, selon l'auteur de la lettre, à un désir de se venger du Comité pour son système de conduite vis-à-vis de la jeunesse. Il supposait qu'une autre raison encore était cause de la malveillance qu'on portait à l'organisation des «narodowoltzy»: c'était leur sans-gêne quant aux moyens d'atteindre le but, un sans-gêne qu'il professaient à l'extrême: ces moyens, qui consistaient dans des mensonges systématiques, il les taxait de «crasseux». Personne ne croit, à l'heure qu'il est, ajoutait-il, que le Comité, le jour où il tiendrait en mains le pouvoir, s'en désaisisse avec intégrité et le remette directement dans les mains du peuple. Le crime du 1er mars a été «le couronnement» de l'activité du Comité; mais les événements ont démontré depuis que le centre n'est pas en état de faire quelque chose de plus; tous même sont per-

suadés que le régicide ne peut que faire empirer l'état des choses. Masslow arrivait à la conclusion que la «Volonté du peuple» ne parviendrait jamais à se développer en parti révolutionnaire puissant et qu'elle n'avait devant elle aucun avenir; elle s'est embourbée dans le mensonge, et il ne lui reste qu'à continuer à tromper le gouvernement et la société, en se faisant passer pour une puissance presque fictive, ou bien de s'annuler de bonne volonté, si elle se sent assez honnête pour le faire. L'auteur de la lettre demandait à Dragomanow de la publier: mais ce dernier ne se décida pas à le faire, en vue de l'impression que cette missive produisit sur le petit nombre d'émigrés qui la lurent et qui prièrent avec instances de ne pas discréditer le parti, déjà si grandement ébranlé.

Des dissensions plus réelles surgirent bientôt parmi les émigrés socialistes. Au mois de novembre, parut la première livraison du «Moniteur de la Volonté du peuple» («Wiestnik Narodnoï Woli»), dont les rédacteurs—Pierre Lawrow et Tikhomirow, proclamèrent dans le programme du journal, qu'il devait servir d'organe pour rallier tous les groupes et les fractions du parti révolutionnaire; mais la première livraison, fut, néanmoins, rédigée dans une tendance exclusivement anarchiste. Le principal représentant de ces idées au sein de l'émigration, Léon Tikhomirow, refusa même d'imprimer dans le «Moniteur» un article de Plekhanow: «Sur les problèmes du socialisme», en donnant pour raison, que la première livraison contiendrait un article sur ce même thème, écrit par Lawrow, mais qui aboutissait à des points de vue très divergeants de ceux de Plekha-

now. Ce dernier rompit alors toutes relations avec la rédaction du «Moniteur» et en éloigna ses anciens collègues—Axelrod, Deutsch et Wéra Zassoulitsch. Ils formèrent une association à part qui prit le nom de «Société de l'affranchissement du travail».—une raison sociale qui dure jusqu'à présent, de même que ses publications: de cette manière, dans le domaine de la presse révolutionnaire, la scission des «narodowoltzy» et des «narodniki» se forma à nouveau, à l'étranger. Le programme du cercle de Plekhanow, qu'il publia bientôt, était presqu'identique avec les idées du «Repartage Noir»: car le but du nouveau cercle consistait dans une propagande pacifique au sein de la classe ouvrière et dans une critique «des cercles révolutionnaires qui se sont laissé envahir par la lutte politique, au point d'oublier le problème indispensable du socialisme». Plekhanow établit une imprimerie à lui et commença à publier une longue série de brochures, sous le titre général de: «Bibliothèque socialiste contemporaine», dont les extraits parurent aussi sous forme d'opuscules séparés, par exemple: «Programme du groupe socio-démocratique de la libération du travail» (Genève, in-8°, 10 pages). «Le socialisme et la lutte politique». «Quelques mots sur l'origine du socialisme russe et des devoirs des gens éclairés» (28 pages, avec la fausse estampile de St-Pétersbourg), etc. La première livraison de la «Bibliothèque» contenait l'article de Plekhanow refusé par Tikhomirow, sous le titre: «Le socialisme et la lutte politique»; la seconde—une traduction faite par Wéra Zassoulitsch d'un opuscule d'Engels: «Le développement du socialisme comme science». Cette querelle au sein du parti fut un incident très pénible pour la cause des «narodowoltzy», qui étaient déjà parvenus, trois

ans auparavant, à annuler presque l'activité littéraire des «narodniki». Tikhomirow qui habitait Genève, sous le pseudonyme de «Dolinski», se décida à quitter cette ville et se transporta à Paris, où il continua à publier son «Moniteur» avec le concours de Lawrow.

Un autre écrivain-anarchiste, Serge Krawtschinski, habitait à la même époque Genève, avec son associée, Fanny Litschkousse, et travaillait pour les journaux étrangers. C'est à sa plume échevelée (sous le pseudonyme— «Stépnïak») qu'on doit les pamphlets qui parurent sur la Russie à l'époque du couronnement de Sa Majesté, dans les journaux allemands: «Frankfurter Zeitung», le «Berliner Tagblatt», et les «Baseler Nachrichten» (il correspondait aussi dans les journaux anglais). Une union socialiste anglaise, à Leicester, l'engagea à faire un voyage en Angleterre pour y tenir des cours publics sur le socialisme: on lui offrit des honoraires et le montant de la vente des places; les conférences devaient se faire en langue française.

Les émigrés domiciliés à Genève continuaient, d'après un usage établi, leurs réunions, qui se tenaient—ou dans une brasserie, ou au Café Gaulois, 9, rue de la Croix-d'Or. C'est dans ce dernier local, que Plekhanow tint, le 22, le 23 et le 25 décembre, des conférences sur le mouvement socialiste en Russie, pendant lesquelles Dragomanow riposta par rapport aux actes révoltants et sans vergogne des anarchistes. Le vétéran de l'émigration, Joukowski, arrêta Dragomanow et le bruit qui résulta de ces controverses força le président de l'assemblée à clore la séance. Quant aux autres emigrés de marque et plus connus, Tschaïkowski séjournait à Londres et correspondait dans les jour-

naux; Pierre Alissow, expulsé de France, s'était établi à Gênes, où il continuait à publier des pamphlets, dont la vente se faisait à Genève, par Deutsch. De nouveaux émigrés venaient aussi se fixer en Suisse, parmi lesquels on peut citer l'ex-lieutenant Esper Sérebrïakow, membre des cercles militaires, et Dmitri Pétrow, un affilié dévoué de Wéra Filippowa, qui fut relâché de prison, en 1882, sous une caution de 15.000 roubles. Des bruits circulaient parmi les émigrés que Pétrow avait dénoncé plusieurs confrères, et entre autres, deux officiers. Pour annuler ces bruits, il organisa deux réunions, l'une à Paris et l'autre à Genève, pendant lesquelles il raconta tout ce qui concernait sa carrière de révolté, en assurant que ce n'était pas lui qui avait trompé, mais que c'est lui-même qu'on avait joué. A Genève, il demanda aux membres de la réunion d'examiner ce litige et de statuer sur deux questions: a) les personnes réunies admettent-elles qu'il ait dénoncé les deux officiers; b) s'il a pu faire du tort à quelqu'un, l'a-t'-il fait avec conscience de cause ou involontairement? La réponse fut négative et les affiliés de Paris adhérèrent à cette décision.

L'activité littéraire au sein de l'émigration socialiste se manifesta cette année par plusieurs publications tendancieuses: c'est à Genève et ailleurs que parurent en russe: un volumineux «Essai de sociologie», la traduction de l'ouvrage de Marx—«Le travail salarié et le capital», les «Lettres ouvertes d'Ensky à Katkow», «La doctrine économique de Marx», par K. Kaoutzki», «Quatre directions politiques» (à Leipzig), «Quelques mots sur le passé du socialisme russe», par Alexéïew (édition des «narodniki») et un «Discours de Tschitschérine» à un banquet à Mos-

cou, au mois de mai 1883. Pour les «narodowoltzy», ils publièrent encore, sous la rédaction de Tikhomirow, un ouvrage curieux: le «Calendrier de la Volonté du peuple», pour l'année 1883 (in-16°). C'était une compilation chronologique et systématique de tous les faits révolutionnaires et terroristes en Russie jusqu'à l'année 1882 inclusivement (procès, arrestations, condamnations, exils, fuites, etc.), avec quelques articles biographiques. Un «Programme du travail préparatoire du parti», tel que l'exigeait l'époque qu'on traversait, figurait dans ce livret à titre de pièce curieuse. A part quelques erreurs et les mensonges ordinaires des écrivains de la «Volonté du peuple», ce volume présentait une chronique très utile pour l'explorateur dans le domaine de l'histoire du mouvement. Deux planches avec 20 photographies en médaillons des plus célèbres acteurs de la révolte, décorent cet essai, dont la continuation fut promise pour les années suivantes.

La publication de la «Parole Libre» continua en 1883, avec le nom du rédacteur, Michel Dragomanow; parurent aussi: la livraison № 2 du «Messager de la Volonté du peuple», et les №№ 2 et 3 du journal de Sidoratzki (in-12°). Un anonyme fonda à Genève une feuille sous le titre: «La Parole libre» («Swobodnoïé Slowo») qui n'eut point de succès.

L'exposé des événements de l'année 1883 signala à plusieurs reprises l'existence et la confiscation d'imprimeries clandestines, qui surgissaient si souvent, mais dont l'existence était presqu'éphémère. Des imprimeries à Harkow et Varsovie furent confisquées; dans cette dernière ville, Wéra Filippowa décida un socialiste, Iantschewski, à établir une «imprimerie volante» pour les intérêts

de son parti. Il faut remarquer, du reste, que dans les derniers temps, les socialistes commencèrent à avoir de plus en plus souvent recours à l'hectographe, surtout pour les libelles qui n'avaient pas besoin d'un tirage considérable.

Parmi les proclamations, les feuilles détachées et les brochures volantes qui parurent durant cette même année, imprimées, et hectographiées, on peut citer: a) la proclamation qui commençait par les paroles «Braves gens» («Dobryïé Lïoudi»), écrite en langue petite russienne (du 18 mars, in-4°) et composée à Kiew, mais avec l'estampile de St-Pétersbourg; b) celle des «socialistes de Kiew», destinée «Au peuple de l'Ukraïne», écrite dans la même langue (du 20 février); c) proclamation: «Que devons-nous attendre du couronnement»; d) un placard du «Cercle central universitaire de Saint-Pétersbourg»; e) un «Programme de l'organisation des étudiants»; f) la proclamation sur l'assassinat de Soudéïkine; g) le «Statut» des cercles spéciaux militaires; h) une «Instruction» pour ces nouveaux cercles; i) une proclamation de la part d'un groupe d'amis du constitutionalisme russe (du 1er décembre); j) une proclamation adressée aux ouvriers de Lodz, en polonais; k) un «Manifeste» du «Prolétariat» en langue lithuanienne («Manifestas Artojams»), imprimé à Varsovie (in-fol.); l) un «Avis du parti socialiste-révolutionnaire aux citoyens», du 15 juin, imprimé à Varsovie («Odezwa socyalno-rewolucyjnéj partyi»); m) «Avis du Comité ouvrier du parti socio-révolutionnaire «Prolétariat», du 13 février, in- 4° («Odezwa Komitetu Robotniczego partyi socyalno-rewolucyjnéj Proletariat»); n) proclamation: «Aux ouvriers cultivateurs», du 24 juin, in- fol. («Do pracujących na roli»).

o) une proclamation en langue arménienne, se rapportant à un mouvement séparatiste qui se fit jour dans le Transcaucase, cette même année; p) le «Compte-rendu de la corporation des étudiants»; q) «La presse et le pessimisme en Russie», édition du groupe de la jeunesse du parti de la «Volonté du peuple»; r) «La forteresse Pierre-et-Paul» (deux éditions); s) une proclamation: «A la société russe» de la part «des révolutionnaires» (St-Pétersbourg, in-8°, 12 pages), du 3 avril, propagée avant le couronnement: t) une proclamation commençant par le mot: «Camarades», de la part du groupe ouvrier de la «Volonté du peuple», à l'occasion du mouvement anti-sémitique, pièce dirigée contre les Juifs (du 27 juillet); u) une proclamation «Au peuple russe» de la part des socialistes—«narodniki» (3 avril, in-4°), qui engageait le peuple à s'occuper de pillage: v) un «Manifeste des ouvriers-socialistes», hectographié (in-fol.); x) une proclamation imprimée au Sud, invitant les paysans de la bourgade Olschanka (gouvernement de Kiew) à se soulever. Sous formes de brochures séparées, parurent: aa) «Le bagne et la question en 1883» (imprimé à Saint-Pétersbourg); bb) «Episode de l'existence des enterrés de leur vivant» (4°): cc) «Que veulent les socialistes?» (16°, St-Pétersbourg): dd) une nouvelle édition remaniée du «Catalogue de lecture systématique» parue à Odessa: ee) «Le bagne et la torture à St-Pétersbourg, en 1883» (4°, 10 pages): ff) «A la jeunesse»,—brochure publiée à Varsovie («Do młodzieży), traduite, en 1887, en russe et hectographiée.

Des essais de publications périodiques à l'aide de l'hectographe furent faits par des mains inhabiles. Des feuilles comme «Le monde des étudiants» («Stoudentschestwo»),

« L'Aurore », ou « L'Ecole » (qui se publiait dans un village près de Perm, au nombre de dix exemplaires) ne furent que des tentatives éphémères, qui témoignèrent une fois de plus de la légèreté et du peu de développement intellectuel de ceux qui s'adonnaient à de pareils travaux, qu'ils supposaient pouvoir être d'une portée quelconque dans la lutte inégale avec le Pouvoir.

1884

Bientôt après les indications qui furent données par Dégaïew, plusieurs membres des groupes révolutionnaires de Pétersbourg se décidèrent à transporter leur activité sur un sol plus propice à leurs agissements. Tout le Sud, la ville et l'Université de Kiew, conservaient encore, à cette époque, assez de forces pour tenter de nouvelles organisations séditieuses; les «bountari» et les clans révolutionnaires de cette localité se sont de tout temps distingués par leur énergie et leur hardiesse; deux anarchistes qui venaient de commettre un grand crime, crime qui émut tout le public, venaient aussi du Sud—Basile Konaschéwitsch et Etienne Rossi. Il n'est donc pas étonnant, qu'un socialiste entreprenant, Michel Schébaline et sa femme Prascovie, vinssent se fixer à Kiew pour tenter d'y fonder un cercle anarchiste puissant. Ils commencèrent par établir un logement dit «conspiratif», chez une femme, Barbe Schtoulépnikowa, et dans ce même local, organisèrent une imprimerie, qui depuis le mois de janvier jusqu'au mois de mars, lança une «Annonce de la cohorte militante du Sud de la Russie» sur l'assassinat de l'ouvrier Schkrïoba (à Harkow, le 8 janvier 1884), de

même que le programme d'une feuille: «Le Socialiste» qui devait paraître, deux fois par mois, et qui annonçait que la lutte terroriste allait continuer. Comme rédacteur de cette feuille devait figurer un certain Macaire Wassilïew, employé copiste de la chancellerie du général-gouverneur, avec l'intention de figurer dans le même rôle que joua jadis Klétotschnikow à la «Troisième Section». Le nombre des affiliés ne dépassa pas d'abord 7 ou 8 (entre autres, un étudiant de l'Académie ecclésiastique, Pierre Daschkiéwitsch); mais au mois de février, un délégué des émigrés résidants à Paris, Basile Karaoulow, vint se joindre à eux, envoyé de l'étranger pour voir par lui-même ce qui en était de l'entreprise des Schébaline.

Le 4 mars, ce cercle fut arrêté et deux de ses membres, Borissowitsch et Pankratow, livrèrent à cette occasion une résistance à main armée aux gendarmes. Le premier tira six coups de révolver et le second deux coups, dont il blessa le gendarme Hmara. Ce cercle appartenait évidemment à l'organisation de la «Volonté du peuple», ce qui était visible rien qu'au titre de «cohorte militante», qu'il s'appropriait. Les adresses trouvées chez les inculpés démontrèrent que le foyer était en rapports avec Pétersbourg et Varsovie. Pour être reçu comme délégué de la part des associés de Kiew, il fallait se présenter à Pétersbourg, chez l'adjoint du secrétaire des assises des juges de paix (avec le mot d'ordre: «veuillez, monsieur, me donner une information sur le dossier № 1001») et chez le secrétaire de la rédaction du grand journal: «Les Nouvelles» («Nowosti»), Grékow; à Varsovie, on devait s'adresser à l'avocat Maximilien Handelsmann.

On découvrit bientôt que les lettres datées de Péters-

bourg, trouvées chez les Schébaline, avaient été écrites par Constantin Stépourine et Pierre Iakoubowitsch. Les indications de Grékow sur les visites nombreuses qu'il recevait de la part de socialistes inconnus qui venaient chez lui sous divers pseudonymes, démontrèrent que parmi eux se trouvaient Michel Owtschinnikow, un fuyard de Sibérie, en septembre de l'année 1881, et Hermann Lopatine, qui venait d'arriver de Paris. Cet Owtschinnikow avait trouvé la possibilité de faire une immense tournée en Russie depuis la fin de l'année 1881, mais il subit des moments pénibles à Riga, où les socialistes supposèrent qu'il était un espion. Le camarade d'Owtschinnikow, Stanislas Kounitzki, le directeur des cercles du «Prolétariat», à Varsovie, arriva de Pétersbourg pour prendre fait et cause pour son ami.

Stépourine ex-officier d'artillerie, jouait dans ce temps, un rôle très marquant à St-Pétersbourg. Les terroristes qui habitaient Paris, Tikhomirow et Marie Oschanina (née Olowennikowa et, en premières noces, femme de Barannikow) lui intimèrent le devoir de rester en vedette sur les débris du Comité Exécutif jusqu'à ce qu'eux-mêmes ne pussent rentrer en Russie. Stépourine ne possédait que peu de moyens pour remplir ce mandat, vu son isolement; il s'occupa, en attendant, de l'idée de publier une histoire de l'action révolutionnaire en Russie, et réunissait, dans ce but, des matériaux qu'il envoyait à Moscou, à quelqu'un qui portait le surnom «d'Historien». Stépourine personnifiait, dans ce moment, dans sa seule personne, tout le Comité Exécutif; cela ne pouvait suffire, c'est pourquoi l'émigration délégua en Russie Hermann Lopatine et Basile Karaoulow.

En attendant, la nouvelle «Volonté du peuple» tâchait de plus en plus de s'émanciper de l'influence des révolutionnaires d'une formation plus ancienne. Iakoubowitsch qui jouait un rôle considérable dans ce parti réformé, voulait proposer au congrès des jeunes anarchistes, qui devait avoir lieu à Kiew ou à Pétersbourg, de présenter un réquisitoire d'accusation contre l'ancien Comité Exécutif, pour son silence pendant toute la période de l'activité de Dégaïew, pour n'avoir rien fait savoir en Russie sur le rôle que Dégaïew jouait (rôle qui était connu des émigrés), et sur le mystère que le Comité faisait des dépositions que Dégaïew avait livrés au mois d'août de l'année précédente; le Comité devait, enfin, répondre—pour la perte de certaines personnes, de même que pour celle du prestige du parti parmi le public; pour la démoralisation qui s'ensuivit dans le monde des révoltés, etc., qui forcèrent même les «narodowoltzy», durant ce laps d'un an ou deux, à prendre une position défensive afin de conserver leur place, au lieu de la position offensive qu'ils occupaient avant cela. Les associés de Iakoubowitsch qui s'occupèrent à fonder un nouveau «cercle central» révolutionnaire, étaient, outre Owtschinnikow, Nicolas Flérow et Pierre Manouïlow.

La cause principale du désaccord qui surgit entre le Comité Exécutif et la nouvelle coterie, était le point de vue du premier sur la nécessité de former des cercles uniquement composés de personnes éclairées et ayant reçu de l'éducation, en laissant de côté le bas-peuple, lequel, tout en ne sympathisant pas avec la révolte (ce qui était démontré suffisamment par des essais innombrables), suivrait, néanmoins, au moment de la crise, tous les meneurs

sortis des classes plus élevées. Le nouveau parti ripostait à cela, que ni les classes élevées, ni le peuple, n'étaient, au fond, en état, par eux-mêmes, de produire un bouleversement, — les premières, vu leur petit nombre, et le second — à la suite de la grande foi qu'il vouait à la personne du Chef du Pouvoir. En admettant même la possibilité d'un bouleversement pareil, le résultat serait le suivant : le pouvoir passerait aux mains des libéraux, qui pressureraient la société encore plus violemment que le gouvernement ; ou bien, la révolte, non assez mûre, se porterait contre les classes éclairées et contre le parti révolutionnaire lui-même. Les faits terroristes isolés, enfin, exécutés par des personnes qui sont plus éclairées que le peuple, soulèvent contre eux la masse, qui ne comprend ni le sens ni la nécessité de ces actes. Ceux qui protestaient concluaient, qu'il fallait en revenir de nouveau à la propagande parmi la population, mais avec l'aide d'une « terreur agraire et industrielle », dont la portée serait beaucoup plus facile à comprendre pour l'entendement du peuple et toucherait de plus près les besoins et les intérêts de l'ouvrier. C'est de cette manière qu'on parviendrait à unir la puissance du peuple avec la conscience de l'activité du parti, union si nécessaire pour un bouleversement. La terreur « agraire » étant plus difficile à effectuer, il fallait sans faute s'occuper à terroriser les grands industriels : une entreprise hardie dirigée contre le comte Bobrinski (propriétaire de grandes fabriques de sucre en Ukraïne) ou contre le gouverneur de Kiew, Hesse (qui, dans le temps, mit fin aux désordres de Tschiguirine, fomentés par Stéfanowitsch), équivaudrait à un grand assassinat politique. L'ancien Comité Exécutif devait être annulé, et à sa place devaient

se former des groupes locaux autonomes, avec des programmes séparés, rédigés selon les particularités de chaque province. A Pétersbourg devait, cependant, siéger un «groupe central de la Volonté du peuple», composé des représentants de cercles locaux dans le but de l'unification du mouvement.

Le nouveau parti commença même à travailler dans le sens de ce nouveau programme. Iakoubowitsch, Owtschinnikow, Nicolas Flérow et Pierre Manouïlow dirigèrent les nouveaux essais; ils se remirent même à la propagande parmi la classe des travailleurs; des proclamations aux ouvriers des usines de la «Société Baltique» furent préparées; en février, de 13 à 15 ouvriers avec 3 représentants de «l'intelligence», et en mars—14 «intelligents» et 70 ouvriers travaillaient déjà dans ce domaine et dans ce nouveau sens. Le bureau des faux passeports fut organisé sur des bases nouvelles; la création des imprimeries devait aussi subir un grand changement; chaque cercle local devait tâcher d'avoir la sienne. Le genre de littérature, auquel s'adonnait l'ancien Comité, qui aimait à publier des études théoriques et abstraites et à disculper ses faits et gestes, devait être remplacé par des communications d'un sens pratique et compréhensible pour le peuple.

La création d'une nouvelle imprimerie à Pétersbourg, fut entreprise par Manouïlow; bientôt il l'établit au canal de la Ligowka, dans un logement qu'occupait une affiliée, Sophie Sladkowa. On n'eut le temps que d'imprimer deux proclamations, dont l'une portait le titre: «A la jeunesse russe de la part du cercle central du jeune parti de la Volonté du peuple»; la seconde était destinée au public des domestiques, des cuisiniers, des concierges, des ouvriers

etc., et contenait des menaces aux personnes qui viendraient en aide au gouvernement pour retrouver Dégaïew. Le 31 mars, cette imprimerie était déjà découverte et confisquée.

Les correspondances de ces affiliés témoignèrent que dans ce moment leur personnel n'était pas suffisant : c'est pourquoi il demandèrent aux époux Schébaline de revenir au plus vite, de même que Karaoulow, Starodworski et Serge Iwanow ; mais cette démarche ne mena à rien, car les époux Schébaline et Karaoulow furent arrêtés le 4 mars, à Kiew, et le 16 mars, à Moscou, Starodworski, l'assassin de Soudéïkine. Dans ses papiers on trouva une description de la préparation d'un nouveau produit explosif, la «panclastyte», inventée par le chimiste français Turpin.

Parallèlement avec ces essais de centralisation, fonctionnait, à cette époque, à Pétersbourg, une «Société de secours aux exilés et détenus politiques», qui n'avait, du reste, aucune attache avec la «Société de la Croix-Rouge» des révoltés. Comme premiers personnages dans cette association figuraient un littérateur, Serge Kriwenko, Sophie Oussowa et Basile Karaoulow, qui faisait les fonctions de caissier. Le budjet de la «Société» montait de 400 à 1.000 roubles par mois, dont la majeure partie s'expédiait en Sibérie. La rédaction de la revue mensuelle «L'Oeuvre» («Diélo»), travaillait, de son côté, dans le même but, par les soins des rédacteurs Stanïoukowitsch et du colonel en retraite Schelgounow. Krawtschinski et Tikhomirow envoyaient des correspondances et des articles dans cette Revue, et les honoraires se versaient par la rédaction dans la caisse de secours. De 1881 à 1884, Krawtschinski gagna 2.000 et Tikhomirow 2.500 roubles.

Les enquêtes démontrèrent aussi que les agissements des cercles de Kiew et de St-Pétersbourg étaient en contact direct avec ceux de Harkow. Une proclamation sur l'assassinat de l'ouvrier Schkrïoba (fait qui sera mentionné plus tard), imprimée à Harkow, déclarait de la part d'une «cohorte militante» de cette localité, que ce nouveau crime avait eu lieu à la suite d'un verdict du Comité Exécutif, etc. Un cercle assez nombreux de revoltés qui fonctionnait dans cette ville, sous la présidence de l'élève de l'Ecole vétérinaire, Nicolas Iordane, possédait une grande imprimerie, qui fut confisquée le 11 janvier, avec une quantité de placards à peine sortis de sous presse (en tout 36 kilogrammes au poids). Un arsenal complet de la lutte terroriste, du genre de ceux qu'on trouvait si souvent dans les repaires des révoltés, tomba aussi dans les mains de la police (révolvers, cartouches, papiers, etc.). Les arrestations furent faites au nombre de treize personnes; quand vint le tour de Nicolas Iordane, il se défendit énergiquement avec un révolver.

Lors des arrestations faites dans cette année à Moscou, on découvrit des libelles révolutionnaires imprimés dans une lipographie qui appartenait à une certaine Nadine Iankowskaïa et qui s'occupait spécialement de publier les opuscules d'une nouvelle «Union générale des étudiants», qui s'était formée à Moscou, à la tête de laquelle se trouvaient les étudiants de l'Université—Sokolow, de l'Ecole technique—Lawrouchine, et d'autres. Ce cercle pouvait servir de type à tous les foyers de ce genre, qui, dans les derniers temps, furent découverts dans maintes localités, sous divers titres: le «cercle des Sibériens», des «traducteurs et des éditeurs», les

nombreux «cercles de développement mutuel», etc., dont l'activité était très grande. Toutes leurs productions imprimées dans la lithographie de la Iankowskaïa s'exportaient en grande quantité en province. Les idées du terrorisme commencèrent bientôt à hanter ces réunions d'étudiants, et à l'une des séances, on s'occupa à analyser la proposition de l'israélite Elie Frenkel, de faire une série d'attentats contre les détenteurs du pouvoir, une «action terroriste en masse». Parmi ces cercles, il y en avait un «militaire» et un autre, composé seulement de femmes. Les réunions et les soirées étaient fréquentes, mais l'entrée se payait et le produit se versait dans la caisse de la «Société de secours pour les détenus». Vers la fin de l'année 1883, tous ces cercles se fusionnèrent en principe et formèrent une «Union générale des étudiants», qui annonça dans une proclamation du 17 décembre, qu'en vue de l'état misérable du peuple, de l'apathie de la société et de l'absence de solidarité parmi les classes éclairées, c'est la jeunesse studieuse «qui compte à l'avenir figurer en qualité de protecteur du peuple». Un journal «l'Union» commença à paraitre, lithographié dans l'imprimerie de la Iankowskaïa; puis on lança plusieurs brochures et des éditions prohibées. Comme membres de «l'Union» pouvaient seulement figurer les élèves des établissements universitaires ou académiques.

Des enquêtes sur la création de nouveaux cercles révolutionnaires à Harkow et à Odessa, de même que la découverte des agissements de Hermann Lopatine, qui avait entrepris l'unification de tous les groupes anarchistes sur une échelle immense, attirèrent principalement

l'attention de la police et du Parquet pendant la seconde moitié de cette année.

Au mois de juillet, on trouva, par hasard, dans le district de Skwira, au gouvernement de Kiew, une collection de libelles révolutionnaires enfouis dans la terre, et dont le propriétaire, l'étudiant de l'Ecole vétérinaire de Harkow, Nicolas Oltarjewski, fut découvert. Quand on l'arrêta, il fit des aveux sur l'existence à Harkow d'un cercle de la «Volonté du peuple» beaucoup plus prononcé que celui de Iordane, dont il a été parlé plus haut. Le cercle comptait de 9 à 10 personnes, parmi lesquelles se trouvaient: Marie Sytzianko, soeur de celui qui avait été jugé en 1880, à Harkow, et un étudiant, Wséwolod Gontscharow (pseudonymes «Akimytsch» et «Dlinnyï»—«Le Long»), qui était le principal directeur et presque le dictateur de la nouvelle association. Tous les illégaux qui se trouvaient à Harkow dépendaient de Gontscharow; parmi eux se trouvait aussi l'anarchiste Serge Iwanow, qui faisait déjà beaucoup parler de lui dans les derniers temps, et qu'on recherchait depuis sa fuite de Sibérie, au mois de décembre de l'année 1883 (il portait le surnom de «Bègue»). Gontscharow fut arrêté le 7 août, et le 10 du même mois, Marie Sytzianko. L'enquête sur ce cercle mit à jour l'existence d'un affilié de Jéliabow, Trigoni, Téterka et de tout le grand clan terroriste, qui jusque-là était resté inconnu,—un certain Zénon Iwaschkéwitsch, écrivain du tribunal de Simphéropol. Il avait presque journellement travaillé dans l'imprimerie de la «Volonté du peuple», qui fonctionnait grandement à l'époque du crime du régicide. La participation d'Iwanow à la formation du cercle était aussi hors de doute; il jouait le rôle d'un révolutionnaire «ambulant», qui venait en aide

avec de l'argent, des conseils utiles et les nombreuses relations qu'il possédait.

Les rapports qui existaient entre ce cercle et Iwaschkéwitsch domicilié en Crimée, donnèrent lieu de supposer que le cercle de Harkow devait avoir des affiliés dans cette localité. Ces suppositions se confirmèrent : la propagation des libelles révolutionnaires avait lieu sur une grande échelle, et ils étaient reçus quelquefois directement par mer. Le 15 mai 1884, un matelot Matthaeï, du vapeur français «Mendoza», qui venait d'amarrer dans le port, remit à un socialiste, Jean Télepnew, un paquet contenant 45 exemplaires de produits révolutionnaires : ce paquet lui avait été remis à Marseille par un certain Lionetti.

L'arrestation d'un nouveau cercle à Odessa qui, peu à peu, porta la police à faire les découvertes les plus sérieuses (l'organisation anarchiste créée par Lopatine), eut lieu dans les circonstances suivantes. Au mois d'avril de cette année, on reçut à Odessa la nouvelle qu'un délégué des émigrés devait bientôt arriver pour organiser les cercles locaux. A la fin de mai, survint réellement un personnage inconnu à la police, qui se nommait «Grégoire Biély». Il fut arrêté à l'époque où survint l'attentat contre le chef de la gendarmerie d'Odessa, le colonel Katanski, de Marie Kalïoujnaïa : celle-ci s'étant présentée chez le colonel, le 8 août, tira sur lui un coup de révolver ; la balle siffla devant la tête de Katanski, qui se jeta sur la Kalïoujnaïa et la désarma. Le lendemain de cet événement, une des personnes que «Biély» voyait le plus souvent, Leïzer Schlemensohn, disparut de la ville ; «Biely» le suivit bientôt et il ne revint que le 17 août ; quand on l'arrêta, on trouva dans son

logement, entre autres pièces, le même «Programme du groupe ouvrier» que celui qu'on découvrit, vers ce temps, à Pétersbourg, chez Flérow. Ce «Biély» était, en réalité, Alexandre Kaschintzow, lequel, au mois d'août 1882, quitta Harkow, où il se trouvait sous la surveillance de la police, de là se rendit à Paris, et depuis le mois d'avril 1884, vint se fixer à Odessa. En même temps que l'arrestation de Kaschintzow, d'autres personnes suspectes furent découvertes, dont quelques-unes avouèrent franchement, qu'après les bouleversements que subirent les cercles locaux en 1882 et 1883, leurs débris ne consentirent nullement à abandonner la lutte, qu'ils se groupèrent de nouveau, embauchèrent de nouveaux adeptes parmi la jeunesse scolaire et créèrent des «Cercles de développement mutuel personnel», qui se fusionnèrent dans un cercle central. Basile Soukhomline et Jacques Barski furent, dans ce temps, les membres les plus actifs pour embaucher la jeunesse. Les cercles menaient le même train d'existence que leurs précédents: ils organisaient des soirées avec payement de l'entrée au profit des détenus politiques; ils s'occupaient à hectographier une quantité de brochures et de libelles; après le procès de Wéra Filippowa, ils confectionnèrent un placard, que les membres de l'association—Dmitri Lébédew, Léonide Wiertzinski, Basile Okolowitsch et d'autres, parsemèrent dans les rues d'Odessa. Une imprimerie allait être ouverte avec le concours d'un typographe Boul, mais le 17 décembre, les membres de ce cercle furent arrêtés.

L'annonce de l'arrivée d'un délégué de la part des émigrés se réalisa en vérité. Kaschintzow avait été destiné pour Odessa; Basile Karaoulow, comme il a été mentionné plus haut,—pour Kiew, et Hermann Lopatine—

pour Pétersbourg. Ce dernier avait reçu une mission d'une portée plus grande, — celle de réunir toutes les forces révolutionnaires disséminées et de les soumettre à l'influence et à la direction d'une institution centrale.

Les efforts de la police pour découvrir le lieu du séjour de Hermann Lopatine, et, en cas de son arrivée à Pétersbourg, — le surprendre avec tout le matériel «conspiratif» qu'il devait sûrement avoir à sa portée, furent couronnés de succès. Le 6 octobre, Lopatine fut arrêté dans la rue, le jour, en sortant d'une Banque, par le capitaine des gendarmes Welbitzky. Il voulut avaler un billet avec des données compromettantes, mais on l'en empêcha. Ce même jour, son adjoint le plus intime, Néonille Salowa, fut aussi arrêtée, et on découvrit toute une collection de documents, qu'ils n'eurent pas le temps de étruire. Lopatine occupait un logement au coin de la rue des Petites-Ecuries et de la ruelle de Suède, sous le nom d'un sujet anglais «Frédéric Norris»; sa compagne portait le nom de «Théodosie Loboïko».

En chargeant Lopatine du rôle d'émissaire et en le munissant de très grands pouvoirs, les anarchistes réfugiés ne pouvaient mieux faire, car c'était un homme intelligent, hardi et expert, qui n'en était pas à son coup d'essai, un anarchiste qui aimait les horizons vastes et les entreprises grandioses. Il appartenait au mouvement depuis près de 20 ans, pendant lesquels il fut d'abord un adepte des «narodniki», mais plus tard, comme tant d'autres, accepta le programme terroriste. Son existence fut très accidentée; par moments, elle devenait même normale, puis il rentrait de nouveau dans le torrent révolutionnaire. Son père était un homme de mérite, estimé de tout le monde,

il occupait le poste de président de la chambre des finances du gouvernement de Stawropol et avait le rang de conseiller d'état actuel. Né en 1846, son fils Hermann étudia à l'Université de St-Pétersbourg, où en 1865, à l'âge de 19 ans, il fut impliqué dans des désordres qui eurent lieu à l'occasion de la nomination du professeur Lentz. Au mois de mai de l'année 1866. on l'arrêta lors du procès Karakozow et on le tint sous les verrous pendant deux mois, à la forteresse Pierre-et-Paul, puis on le relâcha. En février de l'année 1868. Lopatine organisa avec le socialiste Félix Wolkhowskoï, une société secrète de propagande sous le nom de «Société du rouble» (le montant des versements mensuels de chaque membre de l'association), qui avait pour but d'organiser les premiers essais de propagande parmi le peuple, quoiqu'il assura plus tard, qu'il n'avait eu que le projet de créer des «écoles ambulantes dans les villages»; à la même époque, il composa un programme révolutionnaire sous le titre: «Question de la nouvelle génération». Il se tira très heureusement de toute cette affaire, car on le renvoya seulement chez son père, à Stawropol, avec le droit d'entrer au service. Il ne manqua pas de profiter de cette permission et reçut la place d'employé pour missions spéciales près du gouverneur de cette province, gagna la confiance de ce dernier, et à plusieurs reprises, fit des enquêtes concernant des affaires les plus graves. Mais cette activité ne suffisait point à sa tête surchauffée; il ne se tint pas tranquille, et lors de l'enquête sur les «netschaïewtzy», on trouva chez un des affiliés de ce procès, un certain Michel Négreskoulo, une lettre de Lopatine, dans laquelle il émettait le plan d'une fuite en Amérique, à l'aide de faux documents, pour se «défaire» de la Russie, «où les

mesures répressives du gouvernement paralysaient toute activité utile»; en même temps, il communiquait des renseignements dans l'intérêt des inculpés du procès. A la suite de cette lettre, Lopatine fut arrêté et détenu au corps de garde de la ville, à la fin de l'année 1869; mais il s'enfuit bientôt avec un passeport au nom d'un sous-lieutenant Skirmount, d'abord à Pétersbourg, et puis à Paris, par Vienne et Berlin. A l'étranger, il fit la connaissance de Lawrow et se procura le passeport d'un sujet ottoman «Sakitsch»; au mois de mai 1870, vint à Genève et participa aux protestations que les émigrés russes présentèrent au gouvernement fédéral par rapport au maintien du droit d'asile, en vue de l'éventualité possible de l'extradition de Nétschaïew. Lopatine se dirigea de là à Londres, mais en décembre de la même année, revint, muni des papiers de «Sakitsch», à Pétersbourg, où il obtint un nouveau passeport au nom d'un certain «Nicolas Lioubawine». Dans le but d'effectuer l'évasion de Tschernyschewski de Sibérie, entreprise dont Lopatine s'était chargé lors de son séjour à l'étranger, il parvint, le 5 janvier 1871, à Irkoutsk, s'arrêta à l'hôtel, puis s'établit dans un logement privé. L'existence cachée qu'il mena dans cette ville et son refus, sous divers prétextes, de produire ses papiers, attirèrent sur lui l'attention de la police, qui l'arrêta le 1er février et découvrit son vrai nom. Il était muni de plusieurs faux passeports, et c'est sous cette inculpation qu'il fut mis sous jugement; mais le tribunal de Werkholensk le condamna, en 1872, seulement à être interné à Irkoutsk, sous la surveillance de la police et à une amende de 100 roubles. Deux fois, cependant, il tenta de fuir: quatre mois après son incarcération, il s'évada des casernes des

gendarmes, mais fut rattrapé à un demi-kilomètre de la ville et conduit en prison. En 1872, le 16 août, il s'enfuit d'Irkoutsk, parvint jusqu'à Tomsk, où on l'attrapa, le 16 septembre, et il fut ramené à Irkoutsk. Le 10 juillet 1883, il fut mandé au tribunal pour subir un interrogatoire; il s'y rendit, mais ayant aperçu par la fenêtre que quelqu'un venait d'arriver à cheval, était descendu et avait attaché sa monture par les brides à une poterne,— il demanda la permission de descendre pour boire de l'eau, et l'ayant reçue, se rendit sur le perron, suivi d'un sergent de ville, détacha promptement et enfourcha le cheval, et s'enfuit dans les forêts de Iakoutsk. Après avoir subi bien des dangers, il parvint à Pétersbourg, y séjourna une semaine et fit à cette époque la connaissance d'une socialiste, Zénéïde Apsséïtowa, née Karali, qu'il épousa plus tard en Angleterre, d'après les lois du pays (elle portait le pseudonyme de «Barth»). Plus tard, il se rendit à Paris, puis à Londres, et en novembre, débarqua chez Lawrow, à Zurich. A l'étranger, il s'occupa principalement de travaux littéraires et n'appartint réellement à aucun des groupes anarchistes, ce qu'il aimait, dans la suite, à mettre en avant pour se disculper. Dans l'année 1875, il fut rappelé avec d'autres émigrés par le gouvernement, mais ne se rendit pas à cet appel, ce qui ne l'empêcha pas de venir bientôt clandestinement en Russie et de passer la frontière avec des contrebandiers, sous le nom de «Séwastïanow»; l'année suivante, il revint de nouveau, éspérant voir sa mère, ce qui ne lui réussit point. En 1877, il apparut au Sud, en Crimée et à Odessa, où il eut des entrevues avec un ami de Paris, Startzow; ils se rendirent même tous les deux à Moscou, où ce collègue lui procura un passeport pour l'étranger.

Le 14 mars 1879, il reparut à Pétersbourg, sous le nom de «Séwastïanow», fut découvert et enfermé à la forteresse. Il produisit aux autorités une quantité d'arguments en sa faveur: que Krawtschinski lui avait proposé de prendre sur ui la rédaction de «Terre et Liberté», mais qu'il n'y avait point consenti; qu'il était rentré en Russie pour se reposer des pérégrinations sans fin et sans but à l'étranger, et pour s'adonner à des occupations régulières, ayant remarqué que depuis le printemps de l'année 1878, le gouvernement suivait une nouvelle politique intérieure, etc. Vu que la participation de Lopatine à des entreprises révolutionnaires n'était point prouvée, mais que, néanmoins, tous ses prétédents témoignaient suffisamment qu'il était une personnalité capable d'être nuisible,—le Ministre de la justice avec le Chef de la «Troisième Section» projeta de l'exiler seulement par voie administrative, en Sibérie Orientale; mais Sa Majesté l'Empereur daigna ne l'envoyer qu'à Taschkent (chef-lieu de l'Asie-Centrale), sous la surveillance de son beau-frère, Glinka-Iantschewski, avec une caution de 10.000 roubles. Dès qu'il y fut interné, il commença à écrire et à envoyer aux autorités une série de pétitions très prolixes et pleines d'arguments en faveur de son innocence. Le 31 octobre 1881, il lui fut permis d'habiter le gouvernement de Wologda, sous la surveillance de la police, pendant trois ans: mais en novembre 1882, il demanda à être entièrement libéré de tout contrôle; ceci lui fut refusé, après quoi, le 24 février 1883, il s'enfuit de Wologda, apparut à Odessa, où il s'arrêta chez le socialiste Bialowesski, qui lui fournit des moyens pécuniers, et de là parvint à passer à l'étranger.

Pour cette fois, il n'y séjourna pas longtemps. Dans

son livre de notes, se trouvait l'indication, que le 23 octobre 1883, il était déjà à Pétersbourg, que le 3 janvier 1884, il repartit pour l'étranger, et puis revint le 11 mars. Dès lors commencèrent ses courses à travers la Russie: il visita consécutivement Moscou (à trois reprises), Riga, Odessa, Rostow-sur-le-Don, Harkow et plusieurs autres localités.

Lors de l'assassinat de Soudéïkine, Lopatine se trouvait à Pétersbourg, et il est plus que certain que ce crime eut lieu avec l'approbation et peut-être même avec la participation de ce délégué de l'émigration, qui n'était venu en Russie que pour se mettre à la tête du mouvement. La réalité de ses agissements fut mise à jour par l'enquête, en partie à l'aide des papiers et des notices qu'on trouva chez lui. Un agenda lui servait à consigner toutes les dépenses qu'il faisait du «fonds révolutionnaire»; des feuilles volantes avec des adresses chiffrées, des fragments de mémorandums et des correspondances se trouvaient en grande quantité parmi ses effets; deux engins explosifs, bourrés de dynamite, munis de capsules en verre, à amorce, un pistolet, de faux passeports et des proclamations complétaient l'arsenal de l'anarchiste, qui évidemment n'avait pas eu assez soin de ses écritures et dont l'activité péchait par un excès de zèle écrivailleur. Les engins meurtriers étaient entièrement prêts, destinés, selon la déposition du criminel, à supprimer le Ministre de l'intérieur, le comte Tolstoï, et contenaient, d'après l'avis des experts, une quantité suffisante pour produire une action destructive et sanglante sur un espace de 3 mètres carrés. Lopatine ajouta, que la vie du comte Tolstoï «ne tenait qu'à un cheveu»,—et que si on ne l'eut arrêté à

la fin du mois d'octobre.—«il se serait produit quelques faits, qui auraient changé l'état des choses».

Son affiliée dévouée, Néonille Salowa, fille d'un capitaine en second, était originaire du gouvernement de Tschernigow. A l'époque où elle suivait les cours d'aides-chirurgiens, à St-Pétersbourg, en 1880, elle fit la connaissance de Wéra Filippowa, de la Pérowskaïa et de Jéliabow; en 1881, celle de Gratschewski, et à cette époque faisait déjà partie des clans anarchistes. Après l'arrestation de ce dernier, elle se rendit à Odessa pour venir en aide aux cercles qui fonctionnaient avec succès au Sud, et en septembre 1882, elle passa à l'étranger, d'où elle ne revint qu'en mars 1884 et parvint à Kiew, où, dans ce moment, avaient lieu les arrestations du cercle des époux Schébaline. A la fin de mars, elle arriva à Pétersbourg pour faire partie de l'organisation de la «Volonté du peuple», et jusqu'au jour de son arrestation, fonctionnait en qualité d'agent du Comité Exécutif.

Les efforts que Lopatine fit pendant une année entière (depuis le mois d'octobre 1883 jusqu'à octobre 1884) dans le but d'unifier les nouveaux cercles révolutionnaires qui se formaient, de leur donner une organisation régulière et de les soumettre à une autorité centrale, pour éliminer, enfin, les divergeances d'opinions théoriques sur l'oeuvre révolutionnaire,—tout cela dans l'espoir de vivifier le programme primitif de la «Volonté du peuple»,—eurent des résultats assez prononcés. Le complot était mené sur des bases très vastes, avec une énergie fiévreuse, avec le savoir-faire d'un conjuré expérimenté, qui connaissait tous les us et coutumes de l'activité anti-gouvernementale et anarchiste.

Les entreprises terroristes figuraient au premier plan dans le programme du complot. Lopatine établit, d'abord, des relations avec les socialistes de Harkow dans le but de soustraire dans les usines de l'artillerie à Lougansk, de la dynamite, qui, en réalité, vint à manquer dans les magasins, dans la proportion de 160 kilogrammes.

Un attentat contre la personne du Procureur de la Chambre d'appel de Moscou, Mourawïew (l'orateur de talent qui représenta le Parquet lors du procès des régicides), fut aussi organisé par Lopatine, mais son exécution avait été confiée à un étudiant de l'Académie agricole de Pétrowsk, près de Moscou, Pierre Kowalïow, à la prière de ce dernier. La police eut vent de ce complot et prit ses mesures. En réalité, le 2 novembre, Kowalïow qui était détenu en prison, demanda à être conduit au bureau du chef des gendarmes de Moscou, pour faire des dépositions en présence du Procureur de la Chambre d'appel. On fit droit à sa requête le 3 novembre, mais une perquisition qu'on effectua sur sa personne découvrit un pistolet chargé de tronçons empoisonnés de plomb et de féraille et une boulette avec du poison. Kowalïow avoua que son intention avait été de tuer le Procureur, qu'il agissait uniquement par l'ordre du Comité Exécutif, et qu'après avoir commis l'attentat, il devait s'empoisonner. Il constata que la photographie de Lopatine était identique avec un certain «Grégoire», qu'il avait vu en été de l'année 1884, à Moscou: que ce «Grégoire» lui donna par écrit des instructions: de ne pas se distraire par la présence d'autres objets au moment de tirer le coup de feu, mais de bien fixer la victime dans les yeux. Une proclamation toute prête sur l'événement qui devait avoir lieu fut trouvée dans les papiers de Lopatine, écrite de sa main.

Le chef du complot ne négligea point l'organisation du transport des produits de la presse révolutionnaire de l'étranger. Le 29 septembre, un vapeur anglais «Coilso» arriva dans le port de Riga, et dans les caisses à charbon de ce navire, les douaniers découvrirent un colis venant d'Angleterre, qui appartenait à un ouvrier du vaisseau, Charles Mentzel, sujet prussien: le paquet contenait une quantité de proclamations et de brochures révolutionnaires. Mentzel déposa qu'à l'époque de son avant-dernier voyage à Riga, au commencement de septembre, un jeune homme qui se nomma «Georges» tout court, vint lui parler de la part d'un ouvrier du vapeur «Olga», Charles Schoultz, et le pria de lui apporter un colis de Londres, pour une gratification pécuniaire. Mentzel consentit, et réellement, un inconnu habillé en costume ecclésiastique de pasteur, vint lui remettre à Londres un colis avec des livres, soi-disant religieux. Mentzel ajouta que ce n'était pas la seule fois qu'il transportait des envois de livres à Riga: en mars ou en avril de la même année, il se chargea de deux colis soigneusement fermés, avec une lettre ouverte, adressée à un étudiant de l'Ecole polytechnique de Riga, Israël Läadow, qui lui furent remis par le même pasteur; mais Läadow n'accepta pas l'envoi, après quoi il le rendit, pour être conservé, à son ami, Henri Kirate, et ce dernier le rendit en septembre, au jeune homme, qui, à cette même époque, demanda à Mentzel de se charger du troisième transport de livres, arrêté sur le vapeur «Coilso». L'individu mystérieux qui devait recevoir les livres à Riga fut bientôt découvert: c'était un certain Grégoire Féderscher, israélite, qui au mois de mars de l'année 1883, fut arrêté à Bruxelles, comme inculpé dans une affaire de con-

fection de dynamite et subit une détention de six mois. Pour recevoir la cargaison de livres qui restait dans les mains de Kirate, Lopatine devait venir lui-même à Riga et se présenter avec un mot d'ordre inventé par Lïadow; mais il y eut confusion: Lopatine se rendit réellement dans cette ville, en été, y produisit son passeport au nom de «Norris», mais ne parvint pas à trouver la personne avec laquelle il devait entrer en relations. Une correspondance à ce sujet avec Tikhomirow, trouvée dans les papiers de Lopatine, confirma ces détails.

Au commencement du mois d'octobre, parut soudain le 10me numéro de la «Volonté du peuple», un organe qui, à ce que l'on supposait, avait entièrement cessé d'exister, après les désastres que subit le parti, l'arrestation et le jugement de la majorité des «narodowoltzy». Des manuscrits trouvés chez Lopatine étaient identiques avec les articles publiés dans cette nouvelle livraison de l'organe anarchiste; ils se retrouvèrent aussi dans les papiers de l'associé de Lopatine, Basile Karaoulow. Pierre Iakoubowitsch dirigea l'impression et la distribution de ce numéro et donnait des comptes-rendus sur la marche de l'affaire à Néonille Salowa, qui les communiquait à Lopatine. Le lieu où se trouvait cette nouvelle imprimerie fut découvert après l'arrestation de Iakoubowitsch (le 15 novembre) et de sa future, Rose Franck. Leurs correspondances démontrèrent que Iakoubowitsch habitait, au mois d'août, Dorpat, où réellement, au commencement de l'année 1885, on découvrit l'imprimerie secrète, où avait été composé le 10me numéro de la «Volonté du peuple». Des notes de Lopatine contenaient les adresses des étudiantes des «cours Bestouschew»,-Débora Pozner (israélite)

et Catherine Iwanowa, chez lesquelles on trouva une quantité d'ustensiles typographiques.

Les correspondances les plus suivies avec Lawrow et Tikhomirow ne manquaient point dans les manuscrits qui tombèrent dans les mains des gendarmes et de la justice après l'arrestation de Lopatine. Une lettre de Tikhomirow témoignait d'une certaine détente de l'énergie révolutionnaire de son auteur et du peu d'espoir qu'il conservait relativement au succès de la nouvelle entreprise.

Ce qui coûta le plus de peine à Lopatine et ce qui lui demanda le plus de temps, ce fut, sans doute, l'établissement des rapports avec la majorité des cercles révolutionnaires, qui fonctionnaient dans les localités les plus opposées; mais les notes et les adresses qui furent examinées après la saisie des papiers de Lopatine et de sa complice, servirent d'indications précieuses pour débrouiller la toile d'arraignée que l'anarchiste entreprenant et sagace avait eu le temps de tisser durant une année d'activité incessante. Il était parvenu à se créer une grande influence, à former de nouveaux cercles, à réorganiser, diriger et subjuguer même les foyers existants — à Harkow, Iékatérinodar, Iékatérinoslaw, Kazan, Kiew, Moscou, Odessa, Nowotscherkassk et Ourïoupinsk (dans la province du Don), Orel, Perm, Rïazane, Rostow (sur-le-Don), Saratow, St-Pétersbourg, Toula et Tschernigow.

Raïssa Kranzfeld, la maîtresse du logement dit «conspiratif», dans la rue Grande-Sadowaïa, à Pétersbourg, lors du meurtre de Soudéïkine, s'était enfuie de Harkow, mais son nom se trouvait dans les notes de Lopatine.

Les adresses des principaux anarchistes à Odessa—Kaschintzow («Komar», «Biély» et «Préparatski»), Halpérine,

Mawrogane et de plusieurs autres, se trouvaient également dans les papiers de Lopatine, qui lui-même avait été à Odessa, au mois de septembre. Les relations avec l'anarchiste Soukhomline et les rapports de ce dernier avec Néonille Salowa, qui portait le pseudonyme d'« Eugénie Alexandrowna Kolossowa », furent entièrement mis au jour par l'enquête. La correspondance entre Tikhomirow et Lopatine vint confirmer les données déjà acquises, car l'activité de Soukhomline et de Kaschintzow, qui débutèrent en organisateurs hardis, intéressait grandement les cercles des émigrés et faisait parfois le sujet de leurs lettres.

A Moscou, Lopatine se mit en relations avec le notaire Paul Orlow, l'ingénieur-mécanicien Dmitri Samssonow, les femmes aides-chirurgiens — Anna Zakharïina et Lïoudmila Lyssenko, l'étudiant Jean Sokolowski et l'ex-étudiant du Lycée de Iaroslaw, Maximilien Hoffmann. Ce groupe était, à ce qu'on pouvait supposer, en relations avec Abraham Bach, qu'on recherchait depuis longtemps et qui travaillait encore, sous le pseudonyme de « Kaschtéï », quelque part en Russie, car il figurait sous ce nom dans les correspondances des émigrés : c'était un anarchiste-voyageur dans le genre de Serge Iwanow, et il venait de faire une grande tournée en Russie. Les noms de 14 étudiants de l'Académie de Pétrowsk figuraient aussi dans les notes de Lopatine ; ils furent arrêtés et leurs relations avec ce dernier se confirmèrent.

A Rostow-sur-le-Don, les membres du cercle qu'influençait Lopatine furent faciles à découvrir, car leurs noms figuraient au complet dans les notes de l'anarchiste : Stanislas Biéletzki, Anne Barykowa (une collaboratrice du journal « L'Oeuvre »), Henriette Dobrouskina (qui avoua franchement

qu'elle «s'occupait d'affaires révolutionnaires»), l'aide-pharmacien Hersch Rantz, israélite, et d'autres. Les papiers qu'on trouva chez eux prouvèrent la réalité de l'inculpation.

A Iékatérinoslaw, l'affilié local Ianiéwitsch eut le temps de se dérober.

Deux jeunes gens, Basile et Pierre Kalénitschenko furent aussi arrêtés, le premier,—à Poltawa et le second,—à Kiew, par suite des notes manuscrites de Lopatine, qui fut en relations avec eux pendant ses courses dans les provinces.

A Toula, c'est le secrétaire du Consistoire clérical local, Michel Wroutzéwitsch et un ouvrier des usines du chemin de fer, Dmitri Kaschkine, qui prirent sur eux le rôle d'affiliés de Lopatine.

A Kazan, enfin, c'était un étudiant Koutton-Mahomet Alkine, musulman, qui était le correspondant de Lopatine et venait, pendant un temps, en aide au parti avec des moyens pécuniers. Le nombre des affiliés et de ceux qui, d'une manière ou d'une autre, participèrent aux agissements de l'émissaire venu de l'étranger, montait à 128 personnes; mais l'enquête continua encore toute l'année 1885, jusqu'à ce qu'elle eût mis au jour les moindres ramifications du grand complot.

Les arrestations nombreuses qui furent effectuées à Pétersbourg bientôt après la capture de Lopatine et de sa compagne, eurent pour résultat de constater dans cette capitale, l'existence de deux cercles qui portaient le nom de «Corporation d'étudiants» et du «Groupe ouvrier de la Volonté du peuple» qui tombèrent dans les mains de la police après la capture de Débora Pozner, mentionnée plus haut. Plusieurs étudiants de l'Université, donnèrent des déposi-

tions détaillées sur l'existence parmi eux d'une association dirigée par Pierre Pankratïew, Serge Florowski et Alexis Batmanow. A la mi-novembre, une nouvelle série d'arrestations parmi la jeunesse scolaire eut lieu, et c'est alors que tomba dans les mains de la police Pierre Iakoubowitsch (arrêté le 15 novembre), lequel, à défaut de Hermann Lopatine, avait pris sur lui le rôle de chef principal du mouvement à Pétersbourg. C'est lui seul qui connaissait toutes les relations, les adresses à l'étranger et toutes les notions indispensables aux révoltés; il tâchait et espérait pouvoir réunir les fils épars, et soutenir l'édifice qui croulait de plus en plus; mais ce fut en vain. Une lettre écrite par lui à ses affiliés de Toula faisait preuve de sa position désespérée et de l'état critique dans lequel se trouvait les révoltés, grâce à la perte de Lopatine, aux arrestations au sein de tous les foyers socialistes, et en partie,— par suite même des rivalités et des dissensions intérieures qui ébranlaient l'organisation et dont Iakoubowitsch, lui-même, était parfois la cause. Il y avait toujours la fameuse question non résolue du terrorisme dans le monde industriel et de «la terreur agraire», qu'on n'était pas parvenu à résoudre et qui divisait le parti». Un cercle nouveau, portant le nom d'«Union de la jeunesse», commença à se former dès le printemps de l'année 1883, et ses réunions durèrent pendant une année; Dégaïew y jouait un certain rôle et aidait Iakoubowitsch de ses conseils. C'est ce dernier qui composa le placard-avertisseur pour ceux qui voudraient aider le gouvernement à découvrir Dégaïew. Depuis le mois de mars 1884, Iakoubowitsch avait accepté une position illégale; au mois de mai, il aida à la fusion du «jeune parti» avec les dé-

bris de l'ancien Comité Exécutif, mais croyant voir en cela une certaine «retraite honteuse» pour lui, qui rêvait à la possibilité de devenir lui-même fondateur d'un organe révolutionnaire du «jeune parti» (un rôle glorieux et brillant dans le monde des révoltés),—il accepta la proposition de se rendre à Genève, pour rédiger le «Moniteur de la Volonté du peuple», car Tikhomirow voulait s'en défaire. Pendant qu'on procurait à Iakoubowitsch un passeport, il se rendit à Dorpat, où il s'occupa à compiler le № 10 de la «Volonté du peuple», puis il revint à Pétersbourg et géra les affaires du centre jusqu'au jour de son arrestation.

L'assassinat de Théodore Schkrïoba, à Harkow, un ouvrier que les révoltés n'étaient pas parvenu à embaucher définitivement, meurtre qui fut suivi d'une proclamation du Comité Exécutif, a été mentionné plus haut. C'était en partie l'oeuvre de Dégaïew, qui servait avec une hardiesse effrontée les intérêts des deux partis, de la police et des révoltés. Se trouvant à Pétersbourg, Konaschéwitsch lui parla de Schkrïoba, qui, paraissait-il, s'occupait à faire des dénonciations, et dit qu'il faudrait, avec le temps, se défaire de lui. Serge Iwanow et un ex-étudiant de Kiew, Pierre Ielko, prenaient part à ces conciliabules, et en quittant, au mois de janvier, Pétersbourg, Ielko croyait qu'il était, pour ainsi dire, spécialement chargé de la part du Comité Exécutif (dont Dégaïew passait pour être un des membres), de supprimer Schkrïoba. Arrivé à Harkow, il composa une proclamation à cet effet et chargea un socialiste, qui avait déjà accepté une position «illégale», le bourgeois Pierre Antonow, de perpétrer le crime. On était convenu de tuer

Schkrïoba au centre de la ville, à l'arme blanche, mais la victime, craignant un guet-apens ne se rendit pas aux invitations qui lui furent faites de venir à différents rendez-vous. Le lendemain, Antonow l'ayant rencontré dans la rue, le suivit, et quand il fut hors de la ville, près de l'hospice des aliénés (à la campagne Sabourow), il le tua d'un coup de révolver tiré par derrière et vint en rendre compte à Ielko.

Le 17 novembre de cette même année, une attaque l'arme au poing fut faite près de Woronège, sur un convoi de la poste qui portait de l'argent; dans l'agression, un des assaillants tua d'un coup de révolver l'employé de la poste, Manouïlow. Ce n'est qu'au mois d'avril qu'on recueillit des indices que ce crime avait été commis par des anarchistes et que toute l'attaque avait été organisée par le même Antonow, jadis un affilié de Logowenko (qui fut exécuté l'année 1879, à Nikolaïew), aidé par les anarchistes des cercles de Woronège. L'un d'eux, Antoine Ostrooumow, recommanda Antonow (qui venait de Rostow-sur-le-Don) aux siens; instigué par Serge Iwanow, qu'il avait vu dans cette ville, Antonow proposa au cercle de Woronège d'organiser l'attaque d'un convoi de la poste, qu'il exécuta réellement avec l'aide de Serge Kouzine et du bourgeois Basile Liwadine.

De nombreuses recherches et investigations sur des agissements socialistes d'une portée moindre que ceux qui viennent d'être relatées, eurent lieu durant cette même année — à St-Pétersbourg (où on continuait, entre autres, la grande enquête sur les cercles militaires et sur un groupe, organisé par Dégaïew parmi les étudiants de l'Institut des Ponts et chaussées), Kiew, Kazan, Moscou, Kaménetz-

Podolsk. Poltawa, Iékatérinoslaw, Stawropol, Séwastopol, Elizawetgrad, Wilna, Kalisch, et dans 46 autres gouvernements et localités.

Les enquêtes sur les agissements socialistes durant l'année précédente constatèrent que dans les provinces de la Vistule (principalement à Varsovie), deux associations — le «Prolétariat» et la «Solidarité», — étaient entièrement organisées et fonctionnaient avec un certain succès. Leurs principaux meneurs — Louis Warynski et son affiliée, la dame de classe de l'Institut du gouvernement pour demoiselles nobles, Alexandrine Ientysse, étaient déjà arrêtés: ces captures, de même que les nombreuses perquisitions et visites domiciliaires faites au mois d'octobre de l'année 1883, influèrent principalement sur le cercle «Solidarité», qui était beaucoup plus faible et ne possédait pas de meneurs intelligents et actifs: au début de l'année 1884, il était même entièrement décomposé. Mais le coup que subit l'action révolutionnaire par suite de l'arrestation de ces meneurs, semblait, d'un autre côté, n'avoir pas grandement atteint le parti mieux organisé, mieux dirigé et beaucoup plus nombreux, — celui du «Prolétariat»: il était évident que l'association se trouvait guidée par de nouveaux chefs. Tous les membres de ce foyer furent strictement observés, et le 29 juin, la police parvint à faire des arrestations qui mirent entre ses mains tout le matériel «conspiratif» de l'association et qui bouleversèrent son organisation. Les documents qu'on découvrit à cette occasion étaient d'une valeur inattendue, car ils témoignaient que les principes de ce grand cercle socialiste étaient imbus des idées de la «Volonté du peuple» et que

ce dernier parti était en rapports continuels avec le «Prolétariat»: un pacte sous le titre de «convention confidentielle» était même conclu entre les deux associations: cet acte précisait la ligne de démarcation entre l'activité des deux partis (polonais et russe), leur garantissait des secours mutuels et désignait les cas où ils devaient absolument agir de commun accord (s'il s'agissait, par exemple, d'un attentat contre la personne d'un gouverneur-général ou d'un personnage encore plus haut placé). Les documents, les dossiers des affaires courantes, les correspondances et d'autres preuves matérielles de cette association furent trouvées chez un personnage officiel,—le juge de paix du premier arrondissement de Varsovie, Pierre Bardowski, qui était un des principaux chefs de ce foyer et un des affiliés les plus actifs. La charge qu'il occupait dépendait d'office du gouvernement, le principe d'éligibilité ne fonctionnant pas dans les provinces de l'Ouest. C'était même un juriste très expert, ci-devant juge de paix à Plotzk: grande fut aussi la surprise quand les preuves les plus incontestables de sa culpabilité furent mises au jour par les données de l'enquête.

On trouva chez Bardowski un document qui exposait: à quel titre et en vertu de quels commentaires, la «Volonté du peuple» conclut une alliance avec le «Prolétariat», qui, à l'époque de sa fondation, n'avait pas encore de tendances terroristes et sanguinaires. Le document argumentait que le parti socialiste polonais était obligé de baser son activité uniquement sur la classe ouvrière, qui présentait à elle seule, dans le pays, des éléments révolutionnaires; car la noblesse («szlachta») locale, n'était bonne à rien et ne se prononcait pas au-delà d'une soumission

devant le trône des Habsbourg»; quant à la bourgeoisie,— «elle était contente, que le marché de l'Orient se soit ouvert «pour elle et que les baïonnettes moscovites soient toujours «prêtes à sauvegarder ses droits sacrés: elle est contente «que personne ne l'empêche de suivre le chemin du pro-«grès pacifique»: c'est pourquoi, la noblesse et la bourgeoisie seront toujours hostiles, non-seulement à une révolution sociale, mais aussi à toute autre. Exposant plus loin le système du bouleversement qui doit créer une ère de bonheur pour les masses populaires, le document annonçait qu'un des moyens les plus effectifs dans cette lutte, était «la terreur économique», sous les formes les plus variées. Le prolétaire polonais ne peut arracher le pouvoir des mains du gouvernement russe qu'avec l'aide des forces révolutionnaires, qui fonctionnent dans les autres parties de l'Empire: or, ces forces étaient organisées avec le plus de succès par le parti russe de la «Volonté du peuple», qui, lui aussi, luttait dans l'intérêt de la réforme sociale. En se basant sur ces considérants, les travaux d'organisation des deux Comités (polonais et russe) devaient être étroitement unis; pendant les manoeuvres préparatoires, ils devaient s'entre'aider l'un l'autre: l'organisation même de la «Croix-Rouge» dans les deux partis allait être fusionnée, et les documents «officiels» devaient s'imprimer dans les organes des deux partis. La feuille polonaise porterait dorénavant le titre de «Lutte des classes sociales» («Walka Klas») et paraîtrait à Genève.

Les principes théoriques de l'organisation du «Comité central» de Varsovie, qui était à la tête de l'association et qui dirigeait les «Comités ouvriers», furent très peu suivis en réalité, car l'activité du centre ne consistait que

dans une dictature d'un caractère anarchiste, qu'exerçait telle ou autre personne, qui, pour le moment, se trouvait à la tête du parti, et pouvait, de cette manière, se passer des débats et des décisions d'une assemblée. Malgré que le «Comité central», pendant sa période florissante, au mois d'août et de septembre de l'année précédente, fût composé, outre Warynski, d'anarchistes très hardis (Stanislas Kounitzki, Alexandrine Ientysse, Edmond Plosski et Henri Doulemba), son activité n'était pas suffisamment développée. Le grand moteur et le grand initiateur n'était que Warynski; après son arrestation, tout le Comité n'était représenté que par Doulemba; et après l'arrestation de ce dernier, qui eut lieu le 2 janvier 1884, le rôle de chef du Comité passa à Stanislas Kounitzki qui arrivait de l'étranger; un étudiant de Pétersbourg, Alexandre Dembski, se rallia bientôt à lui. Les autres membres du groupe portaient les noms d'agents — de premier, de second ordre, et ainsi de suite (par exemple—le bourgeois Miecislas Mankowski, l'ex-étudiant Lucien Rydzewski, l'étudiant Bronislas Slawinski, le bourgeois Salomon Patzanowski, et d'autres).

Au mois de juin, survint de Moscou un socialiste de marque, un certain Louis Ianowitsch qui joua un rôle dès son arrivée, en raison de ses fonctions d'agent indispensable, car c'est lui qui fournissait des fonds pécuniers, lesquels, la plupart du temps, étaient insuffisants chez le parti. Un cercle socialiste polonais qui s'était formé à Pétersbourg parmi les élèves de l'Institut Technologique, dans le but de se procurer des fonds, ne s'arrêta pas même devant un assassinat, qui avait eu lieu l'année précédente, le 7 mai 1883. Un des affiliés de ce cercle, un élève

de l'Ecole des arpenteurs, à Pskow, Henri Baranowitsch, se trouvait en relations intimes avec une marchande de cette ville, Thècle Bogowskaïa, qui devait l'épouser après qu'il finirait son cours. Il promit à ses amis de leur remettre avec le temps toute la fortune de sa future femme, et en attendant, parvint à lui soutirer des diamants et différentes sommes qu'il remettait à ses confrères. Attendre l'époque du mariage paraissait trop long et on eut recours à d'autres moyens: on voulut endormir la veuve avec de la morphine et lui voler sa caisse, on tenta de l'empoisonner avec de la cyanure de kali, etc., mais tous ces essais ne réussirent point. Dans un conciliabule qui eut lieu entre Baranowitsch, Louis Grebnitzki, Symphorion Drewnowski et Adolphe Iouschtinski, il fut décidé simplement de la tuer. Le 7 mai, Baranowitsch, se trouvant en tête-à-tête avec la Bogowskaïa, la pria d'ouvrir sa caisse, et dès qu'elle le fit, il lui porta plusieurs coups de casse-tête sur la figure et la tua sur place, s'empara du contenu de la caisse (environ 13.000 roubles et de quelques joyaux), remit cela bien vite à ses affiliés qui l'attendaient, en ne se gardant que très peu d'argent, et courut aussitôt passer la nuit ailleurs, pour prouver, avec le temps, son alibi. On arrêta Baranowitsch dès le début de l'enquête sur ce meurtre, mais on dut le relâcher par manque de preuves. La gendarmerie ayant découvert des traces d'agissements socialistes dans cette cause, reprit plus tard cette affaire et découvrit tous les auteurs du crime. Iouschtinski fut arrêté à Vienne, le 20 avril 1884, sous le nom de «Young».

L'existence du «Comité central» du «Prolétariat», à Varsovie, quoique nominale, était, cependant, indispensable pour

la classe abrupte des ouvriers, qui ne savaient ni lire, ni écrire, et auxquels on avait insinué que ce Comité était une institution puissante, qu'il possédait des mandats étendus et même des moyens surnaturels pour leur exécution; il suffisait de prononcer le nom de ce «Comité» pour être sûr, que la masse accepterait les plans les plus absurdes et préterait foi aux espérances les plus irréalisables. Les meneurs exploitaient l'ignorance et même les superstitions du peuple polonais: un des socialistes, Joseph Nowatzki, dans le but de raviver l'esprit de révolte chez les ouvriers, érigea une grande croix en bois (dans le genre de celles qu'on trouve souvent sur les chemins en Pologne et qui ont une signification religieuse et commémorative), pendant une nuit, près de la bourgade d'Ozourkow; puis il assura aux ouvriers, que cette croix était tombée du ciel, en mémoire des hauts faits des socialistes de Zgièrje. Les agents de tous les degrès étaient parfaitement disciplinés et exécutaient avec obéissance les ordres des chefs. Ils se réunissaient ordinairement dans des logements privés, des cafés, des confiseries et de petits restaurants, de préférence dans l'établissement de la fabrique des eaux minérales, au jardin de Saxe. On ne se gênait pas, lors de ces réunions, de discuter des questions d'un caractère purement terroriste; à plusieurs reprises, le plan d'un régicide fut proposé, et chaque fois il fut décidé dans un sens affirmatif.

L'organisation d'une imprimerie était, bien entendu, une question de premier ordre, un besoin indispensable. Celle qu'on arrêta, le 10 novembre de l'année précédente (ce dont il a été question plus haut), avait été transportée dans la rue Schpitalnaïa et abandonnée à la capture de la

police, avec intention, dans le but de la faire tomber sur une fausse piste; car la véritable typographie du «Prolétariat» était une imprimerie dite «volante» et se cachait tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre des affiliés; pendant un temps, elle fut transportée hors de la ville, dans un village, à 13 kilomètres de Varsovie. C'est dans cette imprimerie «volante» que Dembski parvint à composer le 5me № du «Prolétariat», contenant un appel du «Comité central», un article de première page et une chronique pétersbourgeoise. Cette imprimerie publia précédemment quatre numéros de la même feuille (le 4me parut le 8 novembre 1883), deux brochures: «A la jeunesse» («Do młodzieży»), La Grève» («Bezrobocie») et quelques proclamations.

Le transport des libelles et brochures socialistes de l'étranger avait lieu dans de grandes proportions, depuis l'année précédente, et à 43 occasions différentes, la police arrêta à temps la propagation de ces feuilles; en outre, lors de la perquisition faite chez Bardowski et chez un de ses affiliés, Edmond Osterlow, on trouva chez le premier—1668, et chez ce dernier—8998 exemplaires d'imprimés révolutionnaires. Les fonds nécessaires pour l'activité de l'association venaient en grande partie de la Russie et s'élevèrent à peu-près à 5.000 roubles. Barbe Schtoulépnikowa, citée plus haut, qui habitait Varsovie à la fin de l'année 1883, sous le nom de «Wéra Antonowna», distribuait des secours aux familles des ouvriers detenus en prison, en les puisant dans la caisse modeste du Comité local de la «Croix-Rouge» qui fonctionnait depuis peu de temps. Le parti s'attendait même à une offrande considérable de 15.000 roubles, qu'un inconnu, d'après l'avis de Kounitzki, venait de léguer en faveur du «Prolétariat», mais ce bruit ne

se confirma point. Quant au matériel de l'association (les papiers. les cachets, les passeports, un laboratoire pour se grimer, les correspondances, etc.), il fut découvert dans les logements du sus-nommé Osterlow et de Bardowski (rue Hoja, 20, et rue Zakrotschimska, 17), qui habitait avec une certaine Théodorine Roussetzka, une bonne connaissance de Kounitzki. Le logement d'un des affiliés. Ignace Kjywoblotzki. servait, dans les derniers temps. de point de ralliement et de réunion. Tous les conjurés portaient des noms d'emprunt : Dembski se nommait «Olek», ou «Gustave», ou «Le Grand»; Kounitzki—«Grégoire», ou «Le Noir», ou «Antonowitsch». ou «Stakh». ou «Malpa» (singe); Slawinski — «Fatzeta» (voyau); Félix Cohn—«Fis»; Patzanowski — «Le Poète»; Zagourski — «Kroul» (roi); Ianowitsch—«Conrad». etc. De toutes ces personnes. c'est Kounitzki et Dembski qui se trouvaient. au fond. à la tête des conjurés et dirigeaient le mouvement; Plosski et Patzanowski fonctionnaient principalement comme des auxiliaires pour la publicité et les écritures. ou exécutaient les ordres de leurs chefs. Néanmoins, tous les affiliés sentaient. comme il l'avouèrent plus tard. à quel point leur association était faible sous le rapport de la qualité et de la quantité; mais plusieurs mettaient. de concert avec Kounitzki, tout leur espoir en Mendelssohn, qui devait arriver sans faute à Varsovie, et dont Kounitzki venait de faire la connaissance à l'étranger. Ce Mendelssohn était. comme il a été relaté en son temps. un de premiers pionniers de la propagande socialiste à Varsovie, en 1878; il s'enfuit à l'étranger. fut jugé en Galicie. en septembre de l'année 1881, puis arrêté par la police prussienne muni de publications socialistes. et au mois de février 1882,

condamné à 3 mois de réclusion cellulaire et à 20 mois de détention. Cette condamnation une fois purgée, le gouvernement prussien le transporta à la frontière de Russie, à Grodzisk, le 11 janvier 1884, mais il parvint adroitement à s'échapper au moment de sa remise aux autorités russes. Cet incident n'obtint point l'approbation du prince Bismarck et fut le début d'une action diplomatique entre les deux états voisins par rapport à l'extradition des criminels politiques et de droit commun.

Les «Comités ouvriers» organisés par le «Prolétariat», qui fonctionnaient dans les grands centres des fabriques et des usines, tels que Varsovie, Lodz et Zgièrje, étaient composés d'affiliés très dévoués au «Comité central», qui poussaient leur obéissance jusqu'à exécuter ponctuellement les ordres de perpétrer même des meurtres, ordres que leur envoyait Kounitzki ou tout autre chef. Patzanowski vint plus de dix fois à Lodz, dans la première moitié de l'année 1884, pour fanatiser les affiliés du Comité local (de 8 à 10 personnes) par rapport à la nécessité de se défaire des camarades qui viendraient à déserter leur cause. Le 20 octobre 1883, eut lieu un attentat exécuté par un certain Joseph Schmauss contre le bourgeois Siremski, pour dénonciation d'un transport de produits révolutionnaires à l'aide de contrebandiers. Un mois plus tard, cet attentat fut renouvelé par un ouvrier, Hubscher. Le 14 mars 1884, une attaque eut encore lieu pour la troisième fois : l'ouvrier Stanislas Bougaïski porta à Joseph Siremski un coup de poignard, par derrière, dans la nuque.

Le 24 mai, un ouvrier François Helscher, fut assassiné par ordre du «Comité central». C'est lui qui avait été chargé de tuer absolument Joseph Siremski, mais tous ses essais

n'aboutirent à aucun résultat, ce dont il fit part à une réunion du Comité de Zgièrje. Ses explications parurent suspectes et de nouvelles dénonciations envoyées à Kounitzki, vinrent augmenter les suppositions sur la conduite de Helscher. Kounitzki envoya un arrêt de mort par écrit, un révolver, un poignard et de l'opium à Patzanowski, qui devait annoncer au Comité local que ce jugement avait été réellement prononcé. Une réunion fut convoquée, et après la lecture du verdict, Patzanowski transmit les armes et l'opium à l'ouvrier Jean Pétroussinski, en lui abandonnant le choix du genre de mort à l'aide duquel il devait absolument se défaire de Helscher. Ce dernier fut assassiné le 12 (24) mai, entre 10 et 11 heures du soir, pendant qu'il était assis sur un banc, dans le jardin public de la ville de Zgièrje. Pétroussinski s'approcha de lui par derrière et tira contre lui un coup de révolver qui le tua sur place. Les preuves de la désertion de Helscher manquaient entièrement au «Comité central», mais cet ouvrier avait eu l'imprudence de dire qu'il désirait rompre toutes relations avec les conjurés. Néanmoins, la proclamation qui parut à l'occasion de ce crime (en polonais et en allemand) le désignait comme le plus grand des traitres, dont les délations ouvrirent les portes des prisons à plusieurs des conjurés. Cette proclamation, à peine sortie de sous presse, fut répandue au nombre de 1.500 exemplaires, dans les rues de Varsovie, le 3 juin, grâce aux soins de Dembski.

Les «Comités ouvriers» tentèrent encore d'autres entreprises terroristes : ils organisèrent des attentats contre un de leur confrère, Futterleïb, à Lodz, et l'agent de la police, Houzarski. Le «Comité» de Varsovie publia des avertissements aux fabriquants Poznanski (à Lodz), Fominski (à

Varsovie) et à d'autres, avec des menaces, en cas qu'ils ne cessassent leur conduite «malhonnête» vis-à-vis des ouvriers.

Le 29 juin, plusieurs visites domiciliaires furent faites dans quatre logements dit «conspiratifs», qui servaient pour les réunions des conjurés: elles furent la cause de nombreuses arrestations. Chez Pierre Bardowski, on trouva à demeure la veuve d'un Substitut du Procureur de Wilna, Nathalie Pohl, son associée, tous les ustensiles d'une imprimerie et des caractères typographiques, des produits chimiques, des masses de papiers et même une proclamation originale destinée aux officiers de la troupe.

Plusieurs membres de l'association prirent la fuite, mais peu à peu, on se rendit maître de la majorité. L'un des principaux affiliés, Bronislas Slawinski fut arrêté, avec Louis Ianowitsch, dans une crémerie, le 22 juillet, et à cette occasion, ce dernier fit deux blessures à l'aide d'un révolver à un agent de police. On trouva sur Ianowitsch une somme d'argent destinée à l'association, somme qu'il avait apportée de Moscou.

Quatre jours plus tard, le 26 juillet, au soir, un conducteur de tramway, Michel Skschyptschynski fut traitreusement blessé d'un coup de poignard à lame empoisonnée, dans l'allée d'Uïazdow, dans un moment où le wagon qu'il conduisait était vide: le 14 août, il succomba à cette blessure. Une proclamation du «Comité central», pour mettre fin aux conjectures, déclarait que Skschyptschynski avait été tué comme «espion et traitre». Le crime fut commis par un apprenti-cordonnier Pierre Dombrowski (qui reçut un ordre par écrit du «Comité central»), avec l'aide d'un ouvrier, Michel Ossowski, qui porta le coup mortel.

Kounitzki ne se contenta pas de cette série de faits

terroristes. Il entreprit de faire sauter le cabinet officiel d'audience du Procureur de la Chambre d'appel de Varsovie, à l'aide de deux mines, bourrées de panclastyte et munies d'une mèche Bakford. Des essais de cette matière explosive, préparée par Slawinski, furent faits au faubourg de Nouvelle-Prague, en présence de Kounitzki, de Dembski et d'autres; l'essai ne réussit point, et on remit le projet, mais on tâcha d'effectuer la même idée d'une autre manière. A la fin de juin, deux de leurs affiliés, Werpekhowski et Iendrjéïewski, furent arrêtés à la suite d'une plainte de l'oncle du premier de ces individus. Kounitzki se décida alors à avoir recours à la combinaison suivante: il voulait remplir de matières explosives une caisse en bois et la porter chez l'oncle de Iendrjéïewski, avec prière de la remettre à son neveu, étant sûr que l'oncle mécontent la porterait chez le Procureur, où on l'ouvrirait; l'explosion devait être assez puissante pour endommager les maisson avoisinantes. En même temps, Kounitzki voulait faire sauter en l'air les magasins des fabriquants Wohlmann et Poznanski, sur lesquels les avertissements du «Prolétariat» n'avaient pas de prise: Patzanowski fut dans ce but délégué à Zgièrje. En cas que l'explosion de la chancellerie du Procureur n'eût point réussi, Kounitzki proposait de mettre à exécution, sans perdre de temps, un autre projet meurtrier, — celui tuer le lieutenant-colonel des gendarmes, Siékiérinski (qui conduisait l'enquête) et le Substitut du Procureur, Iankoulio. Un teneur de livres Wroublewski et Stanislas Gladysch furent choisis pour cette entreprise; un révolver, des cartouches et un poignard leur avaient été remis, et les malfaiteurs suivaient leurs victimes depuis deux jours, mais l'arrestation de

Ianowitsch les intimida au point qu'ils restituèrent les armes. On confia à ce même Gladysch le mandat de tuer un certain Wlodarski, qui était suspecté d'avoir dévoilé à la police l'activité de Bardowski: mais Gladysch ne sut pas exécuter ce projet.

Les relations du «Prolétariat», par l'entremise de Kounitzki, avec les «communes» polonaises («gminy»), fondées en Russie depuis l'année 1882, furent constatées par l'enquête, de même que la participation de Dégaïew aux menées de Varsovie. Un certain Rekhnewski servait de courrier entre Pétersbourg et les conjurés des bords de la Vistule; Kounitzki faisait aussi des voyages fréquents à Pétersbourg, Wilna et Riga, ayant de grandes relations dans le monde révolutionnaire de la Russie centrale et dans la capitale, car il avait étudié à l'Institut des Ponts et chaussées, à Pétersbourg. Au commencement de janvier 1884, il se trouva dans cette ville en même temps que Pierre Bardowski et sa compagne, Nathalie Pohl (née Magnus), où ces derniers firent la connaissance du personnage le plus en vue parmi les révoltés, dans ce moment,—Constantin Stépourine, qui remit à la femme Pohl plusieurs centaines de roubles pour l'organisation de Varsovie.

Le 16 février, eut lieu chez Bardowski une séance du «Comité central», pendant laquelle, Dembski remit à Kounitzki un plein-pouvoir du Comité pour traiter avec l'émigration. Kounitzki se mit en route et obtint, à Heidelberg, deux passeports d'un étudiant serbe, Dragolïoub Djouritsch, avec l'un desquels il revint à Varsovie; pour l'autre exemplaire, il l'envoya à Néonille Salowa, la compagne de Lopatine. L'enquête constata aussi la participa-

tion aux agissements de Bardowski d'un autre juge de paix, Dobrowolski, qui avait servi dans les provinces du Sud-Ouest (en Wolhynie), en qualité d'arbitre de paix pour les questions agraires. Un capitaine du génie, Louri, constructeur d'un fort à Zakrotschime, fournissait aussi des fonds à l'association, qu'il remettait à Bardowski,— le principal caissier des conjurés.

Les agissements des cercles polonais eurent beaucoup de retentissement parmi leur confrères en Galicie et à Posen; car plusieurs socialistes de Varsovie (Onoufrowitsch, Gostynski, Piekhowski et d'autres) furent jugés, vers la même époque, à Cracovie, après quoi on les expulsa du territoire de l'Autriche-Hongrie. Les réquisitoires du Parquet autrichien aimaient à s'appesantir sur le fait, que le socialisme était venu s'implanter dans ce pays par la voie de l'Orient, et qu'à mesure qu'on expulsait ceux qui venaient de la Pologne, le mouvement diminuait et «vice versa».

Durant l'année 1884, quatre procès politiques seulement furent jugés par les cours militaires.

Marie Kalïoujnaïa, qui commit un attentat contre le colonel des gendarmes Katanski, fut jugée à Odessa, le 29 août, et condamnée aux travaux forcés pour 20 ans.

Le 28 septembre, la cour martiale de St-Pétersbourg examina le grand procès dit «des quatorze», qui avait pour sujet les cercles dans lesquelles figura principalement dans les derniers temps Wéra Filippowa (Figner) avec les meneurs des cercles militaires. Les inculpés étaient (outre cette dernière): le lieutenant-colonel Michel Aschenbrenner, le lieutenant d'artillerie Nicolas Rogatschow, le capitaine en second d'artillerie Nicolas Pokhitonow, le lieutenant

de la flotte baron Alexandre Stromberg, l'enseigne Jean Iouwatschow, le sous-lieutenant Alexandre Tikhonowitsch la femme d'un médecin Lïoudmila Wolkenstein, Basile Iwanow, Apollon Némolowski, Wladimir Tschouïkow, Dmitri Sourowtzow, Athanase Spandoni-Bassmandji et la fille de prêtre Aimée Tschémodanowa. Les huit premiers accusés de cette liste furent condamnés à la peine de mort; Iwanow et Niémolowski aux travaux forcés à perpétuité; Tschouïkow—pour 20 ans, Sourowtzow et Spandoni – pour 15 ans, la femme Tschémodanowa—à quatre ans. Le 5 octobre, lors de la confirmation de ce verdict par l'adjoint du Chef de la circonscription militaire de St-Pétersbourg, les peines de Niémolowski et de la Tschémodanowa furent commuées en un exil dans les contrées éloignées de la Sibérie. Sa Majesté l'Empereur daigna accorder la vie à Wéra Filippowa, Lïoudmila Wolkenstein, Pokhitonow, Aschenbrenner, Tikhonowitsch et Iouwatschow, et commua leurs peines en travaux forcés. L'exécution de Stromberg et de Rogatschow eut lieu le 10 octobre.

Un socialiste, Grégoire Borzïakow, s'empressa de confectionner à l'occasion de ce procès une proclamation hectographiée qu'il parsema dans les rues d'Odessa.

Le 8 novembre, la cour martiale de Kiew jugea les auteurs de l'organisation d'une imprimerie révolutionnaire à Kiew, en tout 12 personnes (Pankratow, Borissowitsch, Michel et Prascovie Schébaline, Basile Karaoulow, Pierre Daschkiéwitsch, Barbe Schtoulepnikowa, et d'autres); les quatre principaux accusés furent condamnés aux travaux forcés de 20 à 12 ans, les autres—à un exil en Sibérie; trois inculpés furent acquittés.

Un condamné aux travaux forcés, qui était détenu à

la forteresse de Schlusselbourg, Georges Minakow (jugé dans l'année 1880, à Odessa, lequel. en 1882, prit la fuite du lieu des travaux forcés. à la Kara, en Sibérie), fut jugé par une cour martiale provisoire. qui le condamna, le 7 septembre (pour des voies de fait sur la personne du médecin de la gendarmerie de Schlüsselbourg). à être passé par les armes. ce qui fut exécuté le 21 septembre.

La totalité des affaires politiques définitivement achevées. durant l'année 1884, au Département de la police montait à 178. Les inculpés de tous les procès de ce genre, contre lesquels des verdicts judiciaires furent prononcés, étaient au nombre de 25; des peines par voie administrative furent infligées à —402 inculpés; savoir: l'exil en Sibérie—87. un internement dans les provinces du centre. sous la surveillance latente de la police—236: subirent d'autres peines moindres. sans être placés sous la surveillance—76; trois sujets étrangers furent transportés à la frontière.

Cette même année. un mouvement administratif eut lieu dans le personnel des dignitaires préposés pour la gestion des causes politiques: le 20 juillet,—le Directeur du Département de la police. le conseiller intime von-Plèwé, après avoir grandement contribué à obtenir des résultats si remarquables dans la lutte contre le mouvement révolutionnaire. fut promu au poste de Sénateur, et quelque mois plus tard. il fonctionnait comme Adjoint du Ministre de l'intérieur. Le poste élevé de Directeur du Département de la police fut confié. le 23 août, au Vice-Directeur du même Département. le conseiller d'état actuel Dournowo.

Les mesures élaborées par le gouvernement pour

mettre fin aux évasions des détenus dans les causes politiques eurent des résultats satisfaisants, car durant l'année 1884, des cas de ce genre n'eurent presque pas lieu. On pourrait citer, cependant, un fait tout à fait exceptionnel: celui de l'évasion de la prison d'Irkoutsk d'Elisabeth Kowalska (jugée à Kiew, le 29 mai 1881), qui, pour exécuter son entreprise, trouva moyen d'endosser le costume de l'Inspecteur de la prison et de se faire ouvrir les portes par une sentinelle très bornée et récemment recrutée. La femme Kowalska fut bientôt rattrapée.

Jean Manoutscharow, un agitateur sérieux des cercles de Harkow, s'évada de la prison de cette ville, en automne; il fut rattrapé au mois de novembre, à Rostow-sur-le-Don, et opposa de la résistance en se défendant les armes à la main.

Deux fuites encore (de Léon Tzéssielski et de Grégoire Zolotnitzki), de la surveillance latente de la police, à Simphéropol et à Zgièrge, seraient les seuls faits qu'on pourrait encore citer. D'un autre côté, les fuites par crainte de poursuites, en vue de l'activité toujours croissante de la police, se pratiquaient souvent et l'émigration comptait plusieurs membres nouveaux; mais ces fuyards n'étaient pas des personnalités de marque qui fussent en état d'influencer les agissements des émigrés.

Dans le monde de l'émigration, aucun changement notable ne se produisit durant l'année 1884. Les adeptes de la «Volonté du peuple» se groupaient autour de Lawrow et de Tikhomirow, et la «Société pour la libération du travail populaire», avec Georges Plekhanow en tête, menait tranquillement ses affaires d'un caractère assez pacifique,

à Genève. Dragomanow publiait dans cette même ville la «Cause Commune» et espérait pouvoir attirer à lui les «ukraïnophiles» du Sud, quoique, en même temps Tikhomirow spéculât aussi sur ces derniers, en qualité de rédacteur du «Moniteur de la Volonté du peuple». Krawtschinski quitta cette année Genève et passa à Londres, où il s'occupa à écrire des articles sur la Russie pour les journaux anglais, en même temps que Nicolas Tschaïkowski. Les propositions que Tikhomirow fit à plusieurs reprises à Krawtschinski de se rendre en Russie pour créer une nouvelle organisation, restèrent sans résultat. Les lettres de Lawrow et de Tikhomirow à Lopatine démontrent que la position de ces deux coryphées de la révolte n'était pas très solide et inattaquable à l'étranger, car ils suppliaient leurs correspondants de vouloir bien publier en Russie, qu'aucun Comité et qu'aucun chef du mouvement ne siégeait à l'étranger, et qu'il était impossible même de diriger cette lutte de loin. Lawrow avait même l'intention de prendre ses quartiers à Londres. Un entrefilet spécial parut bientôt dans le № 10 de la «Volonté du peuple», lequel, pour déjouer les faux bruits, certifiait devant le public, que Lawrow n'avait jamais été membre du Comité Exécutif.

Les arrestations qui suivirent le meurtre de Soudéïkine, auquel Tikhomirow prit si grandement part, donnèrent à ce dernier l'idée d'aller lui-même en Russie pour se mettre à la tête du mouvement et pour consolider l'organisation qui croulait de nouveau; mais il abandonna ce projet et préféra envoyer Hermann Lopatine, Basile Karaoulow, Alexandre Kaschintzow et Stanislas Kounitzki. Une mission inconnue fut confiée par lui à la femme de

l'émigré Roussanow, qui fit ce voyage en Russie et revint à Paris, sans avoir été inquiétée. L'extradition de Deutsch par le gouvernement allemand (jugé en Russie par une cour martiale, comme déserteur militaire) et les arrestations faites à Kiew au printemps, produisirent une grande panique parmi l'émigration, au point que la «Cause Commune» (du mois de mai) dut publier un article énergique sur la nécessité d'une activité conjointe et unanime de la part de tous les cercles et de tous les partis. La découverte du complot de Lopatine ne fit pas une impression très marquante, car on s'attendait à un insuccès. Dans les lettres de Tikhomirow une note très accentuée de découragement se faisait déjà sentir: «vous voyez maintenant la Russie», écrivait-il à Lopatine, — «et vous pouvez vous persuader «qu'elle ne possède pas d'étoffe pour un vaste travail «d'organisation» (suivent des conseils sur la formation de petits cercles, préférables aux grands)... «Je vous con«seille sérieusement de ne pas faire d'efforts surnaturels, «et de ne pas faire de scandale, en vous portant à quelque «chose d'irréalisable. Ne privez pas de vos forces ce qui, en «vérité, est possible d'effectuer. Si vous ne voulez pas vous «contenter de bagatelles, — partez et attendez des temps «meilleurs. Je propose, par exemple, ce qui suit: un petit «cercle privé de «narodowoltzy» n'a qu'à se former, sous un «titre quelconque, disons—l'Union de la Volonté du peuple. «Il n'a qu'à nommer un nombre restreint de membres seu«lement et travailler sous son propre nom. C'est mon dernier «conseil: s'il ne vaut rien, je me tais à tout jamais. Je «m'occuperai seulement de littérature»....

Pour les groupes socialistes polonais qui résidaient à l'étranger, ils se divisaient, dans les dernières années, en

trois coteries distinctes: a) celle des socialistes polonais; b) du «Peuple Polonais» («Lud Polski»), et c) de la «Confédération du peuple polonais». Le premier de ces groupes, composé d'émigrés et de plusieurs Polonais de la Galicie, augmentait grandement, d'année en année, depuis 1879, après que le tribunal de Cracovie condamna seulement 5 socialistes sur les 35 qui furent impliqués dans l'enquête, et que cette condamnation ne consista que dans une détention très courte, qui n'avait pour motif que des infractions aux réglements de police. Expulsés du territoire de l'Autriche, les socialistes polonais se réfugièrent à Genève, se groupèrent autour du journal «Egalité» («Równość») et formèrent un «Comité central socio-révolutionnaire polonais», à la tête duquel se trouvaient les émigrés: Louis Warynski, Stanislas Mendelssohn et Witold Piékarski. Ce Comité fêta, le 29 novembre 1880, les 50 années écoulées depuis a révolte polonaise: à cette occasion, Wéra Zassoulitsch fonctionna comme secrétaire du «Congrès des socialistes polonais» qui eut lieu à Genève, et elle y tint même un discours. Au mois d'août 1881, Mendelssohn rompit son alliance avec Warynski par suite de malentendus et fonda un organe à lui: «L'Aurore» («Przedswit»), dont le premier numéro parut le 3 (15) août 1881.

A la même époque, Casimir Sosnowski qui parvint à se soustraire aux recherches de la police de Varsovie, fonda à Paris un cercle socialiste: «Le Peuple Polonais» («Lud Polski»), d'après un programme qu'on élabora en Galicie. Ce programme exigeait une séparation d'avec le reste des socialistes polonais et prenait pour base le «Manifeste de la démocratie polonaise» de l'année 1836 et le «Manifeste de la fédération polonaise» de l'année 1870, avec la

devise du «rétablissement de la Pologne dans ses anciennes limites sur des bases socialistes». Plus tard se formèrent peu à peu d'autres cercles, de manière que le «Comité central» perdait de plus en plus de son influence. Durant les années 1882 et 1883, après que plusieurs procès socialistes furent jugés à Cracovie et Lemberg, le centre du mouvement se transporta à Varsovie, jusqu'à l'époque des arrestations des membre du «Prolétariat», au mois de juin de l'année 1884. Bientôt après, l'activité des malfaiteurs se fit de nouveau sentir en Galicie et donna lieu à de nouveaux procès, dans lesquels figurèrent des émissaires de Varsovie (Marie-Sophie Onoufrowitsch, Charles Medwedski et d'autres), dont quatre furent condamnés, le 31 octobre, aux travaux forcés. Plus tard, les socialistes de Varsovie, Boleslas Malankiéwitsch et Roman Piekhowski avec d'autres, furent jugés comme inculpés d'une tentative de faire sauter la chancellerie de la police secrète à Cracovie, à la suite de laquelle, le commissaire Kostschewski reçut de graves blessures.

Les émigrés tant russes que polonais continuaient leur activité littéraire. Outre les journaux polonais dont il a été fait mention, le nouvel organe: «La Lutte des classes sociales» («Walka Klas», in-4°), devait servir les intérêts du «Prolétariat». Un programme de cette feuille fut distribué à Varsovie pour annoncer la fondation de cette publication. Dans cette ville et dans d'autres localités, on propagea, en même temps, une affiche des socialistes de Posen, imprimée à Grodzisk (Prusse): «Au peuple travailleur» («Do pracującego ludu», in-fol.), qui annonçait, qu'un apprenti-relieur, Constantin Ianiszewski, avait été choisi

comme délégué («posel») pour donner sa voix dans les questions qui devaient être débattues aux réunions des ouvriers.

Les publications de Plekhanow continuaient aussi ; mais un nouvel organe de la «Volonté du peuple» était annoncé. pour contrebalancer le succès de Plekhanow ; il devait porter le titre de : «Bibliothèque des connaissances socialistes», et son programme parut (in-4°, 4 pages), signé par un «groupe de propagateurs des connaissances socialistes» (150 exemplaires de ce programme vinrent en Russie sur le vapeur «Coilso», dont il a été fait mention). Deux livraisons (№№ 2 et 3) du «Moniteur de la Volonté du peuple», de l'organe fondé par Tikhomirow et Lawrow, parurent durant cette année ; mais le troisième volume offrait moins d'intérêt et la rédaction annonçait que cette publication ne paraitrait plus dorénavant à des termes fixes. Le prince Pierre Krapotkine publia en russe un «Appel à la jeunesse».

La marche des recherches de la police relatées plus haut démontrèrent à quel point encore les tentatives de publier des libelles incendiaires en Russie se répétaient souvent ; à St-Pétersbourg, Rostow-sur-le-Don (avec l'aide de Serge Iwanow, Iasséwitsch et d'autres anarchistes). Varsovie. Harkow (le cercle de Iordane et de Manoutscharow) et à Kiew, des imprimeries secrètes fonctionnaient. mais elles furent confisquées. Des caractères et des ustensiles typographiques furent découverts lors de l'arrestation de presque chaque cercle socialiste, petit ou grand. Peu à peu, l'hectographe vint à figurer comme moyen de propagande et une masse de manuscrits (brochures. programmes. placards) paraissait souvent avec son aide. tirés quelque-

fois à un nombre très restreint d'exemplaires. On s'en contentait à défaut de mieux, car l'hectographe demandait peu de place et ne coûtait pas cher. C'est avec son aide que parurent: une proclamation concernant le procès de Wéra Filippowa, «Le Bruit» — feuille, traitant les affaires de la Russie Blanche (dont parut un numéro unique), une proclamation incendiaire engageant à se soulever contre le Pouvoir, propagée à Saratow (le 8 avril), celle du cercle central des élèves des gymnases, à Kiew, du 19 février, et d'autres.

Parmi les imprimés qui parurent cette année en Russie, en langue russe, on pourrait citer: a) l'appel «A la jeunesse «russe» de la part du cercle central: «Union du jeune parti «de la Volonté du peuple», imprimé à Pétersbourg, et daté du 1er février (trois colonnes en trois paragraphes); b) un placard paru à St-Pétersbourg, daté du 26 février de la «Volonté du peuple», avec des menaces pour ceux qui viendraient en aide à la police pour la recherche des assassins de Soudéïkine; c) une affiche spéciale, parue à Saratow, laquelle publiait une liste de 14 personnes suspectes aux anarchistes, qui se trouvaient dans de bons rapports avec la police et dont il fallait se méfier (imprimée à Pétersbourg, datée du 26 février, de la part du Comité Exécutif); d) le 9 janvier, parut à Harkow une annonce de la part de la «cohorte militante» locale, contenant trois lignes, tirée à la main, sur le meurtre de l'ouvrier Théodore Schkrïoba, crime commis la veille, le 8 janvier, soi-disant par suite d'un verdict du Comité Exécutif.

La proclamation sur l'assassinat de l'ouvrier Helscher, à Varsovie, était conçue sous la forme d'un verdict, en polonais et en allemand, avec un poste-face rempli d'aver-

tissements pour l'avenir (du 28 mai, en deux colonnes), et avec l'assurance qu'une mort inévitable attendait chaque traître («śmierć bezwarunkowa czeka»).

Après l'assassinat du conducteur de tramway, Skschyptschynski, les socialistes crurent nécessaire d'informer le public par un placard daté du 26 août, que la mort de la victime n'avait pas eu lieu dans un but de pillage («rabunku»), mais par suite d'un verdict du Comité Exécutif, vu qu'il était un traître.

L'imprimerie du «Prolétariat», dont les productions étaient très convenables sous le rapport technique, imprima encore un «Manifeste du parti ouvrier».

Cette énumération des produits de la presse révolutionnaire peut être complétée par: a) le № 10 de la «Volonté du peuple», paru au mois de septembre et imprimé par Pierre Iakoubowitsch, à Dorpat, dans une typographie dirigée par Wladimir Pérélïaiew, depuis le mois d'août, et découverte le 6 février de l'année suivante; b) une brochure: «Echos de la révolution», parue à St-Pétersbourg et réimprimée à Moscou, à l'aide de l'hectographe, l'année suivante; c) un «Programme» pour réunir des matériaux dans l'intérêt de la «Volonté du peuple», paru à Harkow; d) les nombreuses éditions lithographiques de l'imprimerie de la femme Iankowskaïa, à Moscou, qui ont été mentionnées, et e) de nouvelles éditions du «Catalogue de lecture systématique», approprié au développement des idées socialistes, mais ne contenant que des livres admis à la circulation.

1885

Dès le début de l'année 1885, on put constater qu'en compensation des meneurs socialistes qui étaient tombés, durant le cours de l'année précédente, dans les mains de la police et de la justice, d'autres révoltés s'empressèrent d'occuper leur place. Ce n'étaient point, du reste, des personnages nouveaux ou inconnus; ils figuraient au nombre de ceux qui étaient parvenus jusque-là à se soustraire aux poursuites du Parquet et qui avaient acquis déjà une certaine réputation dans les clans socialistes. La majorité de ces personnes avait accepté une position «extra-légale», vivait à l'aide de faux passeports, était principalement connue sous des pseudonymes et parvenait à se créer des relations de plus en plus vastes, grâce à un certain talent organisateur. Les plus actifs et les plus doués parmi eux portaient les pseudonymes de: «Wladimir Nikolaïéwitsch» (Pierre Ielko), de «Cyrille» (Pierre Antonow), de «Lébédinski» (Saül Lyssianski), de «Théodore» (Dmitri Barténew), de «Michel» (Zacharie Wassilïew), de «Grischa» (Grégoire Féderscher), d'«Anatole Pawlowitsch» (Boris Orjykh), de «Pétrowitsch» (Iasséwitsch), de «Siméon Andréïéwitsch» (Abraham Bach).

de «Basile Alexéïéwitsch» (Serge Iwanow), de «Fénïa» (Théodosie Ratner), de «Marie Nikolaïewna» et de «Rounïa» (Raïssa Kranzfeld).

Leur activité révolutionnaire durant cette année se concentra principalement dans le Sud; les principaux meneurs venaient dans la capitale du Nord pour peu de temps seulement, afin d'entrer en relations avec les cercles scolaires et se munir de produits de la presse clandestine, sans lesquels aucune propagande n'était, selon eux, possible. Les moyens pécuniers que les socialistes savaient se procurer suffisaient évidemment non-seulement aux besoins des personnes qui n'avaient pas d'autre occupation que de jouer «le rôle de révolté» ou de fomenter des séditions, mais leur donnaient aussi la possibilité de se déplacer continuellement et d'affecter des fonds plus sérieux qu'à l'ordinaire pour leurs entreprises. L'origine de ces moyens pécuniers était toujours la même: des quêtes nombreuses pour les détenus en Sibérie, des souscriptions, des réunions avec entrées payantes, de petites loteries en faveur, soi-disant, d'un pauvre étudiant ou étudiante, qui n'avaient pas de quoi payer le montant nécessaire pour suivre les cours, la vente des brochures philosophiques du comte Léon Tolstoï, non autorisées par la censure, mais grandement répandues, et parfois des offrandes pures et simples. Pour ces dernières, ce n'est qu'à titre d'exception, qu'une somme plus considérable tombait, de temps en temps, dans la caisse des révoltés: on ne pourrait citer, pendant cette année, que l'offrande d'un fils de marchand de la ville d'Eïssk, Lucas Kolégaïew, qui remit à Abraham Bach la somme de 1.500 roubles, après quoi ce dernier entreprit, avec ce fonds, une grande tournée le long du Wolga. A St-Pétersbourg paraissaient même des

comptes-rendus mensuels de la «Société de secours aux exilés et aux détenus politiques», dans lesquels, les sommes versées chaque mois montaient parfois au chiffre de 600 à 700 roubles et n'étaient jamais au-dessous de 400 roubles. Les socialistes tâchèrent de continuer à puiser des fonds chez un propriétaire de la ville d'Oufa, le musulman Alkine, qui paraissait disposé pour leur cause, et chez une marchande, Julie Ponossowa, mais leurs démarches ne réussirent point.

Les mesures énergiques de la police pour s'assurer des principaux agitateurs sus-mentionnés aboutirent bientôt à des résultats satisfaisants. Au commencement du mois de février, survint à Pétersbourg un jeune homme qui produisit un passeport au nom d'un marchand «Paul Tschoumiline». Il fit de fréquentes visites à une étudiante des cours supérieurs pour femmes, Marie Iéméllanowa, personne très compromise, ce qui avait paru suspect à la police: aussi arrêta-t-on le faux «Tschoumiline», le 9 novembre, au moment où il partait par le train de Moscou. Dans ses papiers on trouva, entre autres, le dessin d'un nouvel engin meurtrier (semblable à ceux qui furent découverts dans le logement de Lopatine) et l'adresse de Tikhomirow à Paris, à l'aide de laquelle Lopatine avait correspondu avec ce dernier. L'inculpé était, en réalité, un bourgeois de la ville de Mozyr, au gouvernement de Mohilew, un ex-étudiant de Kiew, Pierre Ielko, dont l'activité a été mentionnée lors des événements de l'année précédente. On le recherchait depuis le mois de décembre de l'année 1883, comme ayant participé à organiser une imprimerie clandestine à Kiew (l'affaire de Kornéïenko, de Dorojinski et d'autres) et pour avoir figuré comme un des organisateurs du meurtre de Schkrïoba.

Il fit des études aux gymnases de Kiew et de Mozyr, et c'est là que commença son initiation à l'oeuvre socialiste, à laquelle il s'adonna pendant ses cours universitaires; en les quittant, il entra dans les clans des «illégaux» et se rendit à Harkow, où il fit la connaissance de Dégaïew. En décembre 1883, Pierre Ielko vint à Pétersbourg et se mit à la disposition de ce dernier, mais ne prit point part au meurtre de Soudéïkine; on l'envoya bientôt organiser l'assassinat de l'ouvrier Schkrïoba, dont l'exécution fut confiée par Ielko à Pierre Antonow. En octobre de cette même année, enfin, Ielko prit part aux attaques du convoi de la poste près de Harkow.

La femme Iémélianowa, qui fut arrêtée le 12 février, avoua ses relations avec l'imprimerie établie à Dorpat, qu'elle travaillait à ramasser de l'argent pour le journal de la «Volonté du peuple», et qu'elle dirigeait le bureau de passeports des anarchistes; une lettre adressée à Tikhomirow fut trouvée dans ses papiers. Dix-sept personnes qui appartenaient à son cercle furent arrêtées à la fois, parmi lesquelles un employé du ministère des finances, Alexandre Tytschinski et une ancienne étudiante de Zurich, Dorothée (Dora) Aptekmann, femme-médecin, israélite (33 ans).

La capture et les dépositions de Ielko donnèrent la possibilité de s'assurer de ceux qui prirent part, dans les derniers temps, aux agissements criminels dans le Sud. Le bourgeois Pierre Antonow, sous le pseudonyme de «Cyrille», fut arrêté le 1er mai. Sa carrière révolutionnaire datait de l'année 1879, époque où il fit la connaissance de Logowenko, le chef d'équipe qui subit la peine de mort à Nikolaïew, le 11 août de l'année susnommée. Ayant fini ses années d'études dans une école

des métiers, Antonow entra comme ouvrier dans les usines de l'amirauté de Nikolaïew en qualité de maréchal-ferrant, commença à étudier la position de la classe ouvrière, et peu à peu, changeant souvent de place, se rallia aux socialistes, surtout depuis qu'il fit, à Poltawa, la connaissance de Jacques Berditschewski, tué lors de la seconde attaque du convoi de la poste près de Harkow, en octobre 1883. Ce dernier lui donna des lettres de recommandation pour Harkow, où il connut Wéra Filippowa, qui l'envoya avec une commission à Odessa, en le munissant d'une missive pour un anarchiste qui portait le surnom classique de «Périclès». Ce dernier était déjà arrêté, c'est pourquoi Antonow quitta Odessa et se rendit alors dans les usines de la station Lioubotine, près de Harkow, où il trouva un cercle tout prêt, dirigé par Apollon Niémolowski et Basile Iwanow,— un fuyard de la prison de Kiew. En avril 1883, Antonow passa à Rostow-sur-le-Don et continua son activité dans le Sud, où il se fit connaitre sous le pseudonyme de «Cyrille». Après avoir tué l'ouvrier Schkrïoba par l'ordre de Ielko et pris part, à deux reprises, aux attaques du convoi de la poste, il retourna à Rostow où il travailla dans l'imprimerie secrète qui publia la seconde édition du № 10—11 de la «Volonté du peuple» (la première parut à Dorpat, en 1883), dans le logement des époux «Markow», pseudonyme sous lequel se cachaient un ex-étudiant de l'Université de Kazan, Zacharie Wassilïew et Raïssa Kranzfeld, la conjurée du meurtre de Soudéïkine, qui portait jadis les pseudonymes de «Tatiana Goloubéwa» et de «Marie Nikolaïewna». Jusqu'à l'automne de l'année 1884, tous les anarchistes actifs et plus ou moins en vue vinrent se donner rendez-vous à Rostow, qui était devenu, pendant un

temps, un point très animé; ils conférèrent avec Antonow pour organiser de nouveau l'attaque d'un convoi de la poste, près de Woronège (dont il a été parlé dans son temps). Après cette expédition qui ne réussit point, Antonow s'établit à Séwastopol, où il décida avec Dmitri Barténew («Fédor») et Serge Kouzine, d'essayer une nouvelle attaque contre la poste, entre Berdiansk et Marioupol, pour se procurer des moyens d'existence et pour venir en aide au parti. Un socialiste, Boris Orjykh (ex-étudiant de l'Université d'Odessa), survint, sur ces entrefaites, à Séwastopol et se chargea d'exécuter cette entreprise, avec l'aide de Léon Iasséwistch et de l'ouvrier André Karpenko. Au printemps de l'année 1885, on s'occupa d'organiser, à cet effet, un logement dit «conspiratif», où Pierre Antonow se logea avec la femme d'un lieutenant, Victoire Awgoustinowitsch; mais bientôt on en vint à la conviction de la nécessité d'avoir préalablement un homme à soi dans le bureau postal de Marioupol; or, pour atteindre ce but, il fallait disposer d'un certain temps. La personne pour jouer ce rôle était déjà trouvée, mais les conjurés abandonnèrent le projet, soupçonnant que la police était sur leur piste.

Antonow et Barténew revinrent bientôt à Harkow, où, en attendant se préparaient des entreprises beaucoup plus sérieuses. Au mois de mai, une lettre (écrite à l'encre chimique) tomba entre les mains de la police. Elle venait de Moscou et était à l'adresse fictive d'un étudiant «Naoumow». Son contenu avait une portée significative, car elle faisait allusion à un fait terroriste grandiose qui devait avoir lieu dans peu de temps. Ce document, en même temps que d'autres données recueillies par la police,

servirent d'indication que des éléments d'une conspiration très sérieuse étaient en pleine activité à Harkow. Il fallut dont employer de grands efforts pour constater la personnalité de tous les individus qui se trouvaient dans une positive «extra-légale» à Harkow et les arrêter. Le 1er mai, dans la rue de l'Université, on mit la main sur un ex-élève de l'Institut vétérinaire, Alexis Makarewski, avec un personnage inconnu, qui dit s'appeler «Jean Iakowlew»: ce dernier convint le même jour, que son véritable nom était Pierre Antonow, celui qu'on recherchait depuis longtemps. Cette arrestation fut la cause indirecte d'une capture plus sérieuse. En faisant la révision des maisons dans un faubourg de Harkow—la «Montagne froide» («Kholodnaïa Gora»), vers lequel Antonow se dirigeait souvent, il fut découvert que dans une des ruelles logaient deux jeunes gens: le bourgeois «Platon Lébédinski» avec un passeport de la police de Rostow, et le fils de prêtre «Nicolas Malinine»; ce dernier n'avait pas passé la nuit du 1er au 2 mai à la maison, ce qui donnait lieu de supposer que sous le pseudonyme «Malinine» se cachait Antonow, d'autant plus, que les données qu'on recueillit sur son extérieur correspondaient au physique de celui dont on avait fait la capture. Tout cela donnait à supposer, que «Lébédinski» était un colocataire et un affilié d'Antonow, et on procéda à son arrestation. Les commissaires de police Fessenko et Sizow, avec des sous-officiers des gendarmes, entrèrent dans la chambre, et quand Fessenko commença à dresser un procès-verbal, le faux «Lébédinski» tira précipitamment deux révolvers, dont il tira trois fois et blessa mortellement Fessenko et grièvement l'un des gendarmes, le sous-officier Boulgakow.

La visite domiciliaire qu'on fit dans ce logement mit dans les mains de la police un matériel inattendu. Outre les armes, des masses de papiers, de correspondances, de produits révolutionnaires, de faux passeports, de masques, etc., on trouva une imprimerie secrète avec tous les instruments nécessaires, et en outre, quatre engins explosifs, munis des numéros—7, 8, 9 et 10, sous la forme de boîtes rondes, en fer blanc, avec trois tuyaux d'amorce contenant chacun de 700 à 800 grammes de matières explosives. Ces engins, d'après l'avis des experts, appartenaient au même type que ceux qui servirent lors du 1er mars 1881, mais ils étaient un tant soit peu perfectionnés. Parmi les papiers, se trouvaient l'adresse de Lawrow (Paris, rue St-Jacques, 328, Mr Krantz) et les documents authentiques de l'ex-étudiant de l'Université de St-Pétersbourg, Saül Lyssianski, israélite, bourgeois de la ville de Winnitza, en Podolie. «Lébédinski» convint bientôt lui-même qu'il n'était autre que ce même Lyssianski.

Les papiers et les correspondances qui tombèrent dans les mains des gendarmes donnèrent la possibilité de dévider peu à peu les fils du complot et de constater les agissements de Lyssianski et de sa co-affiliée Anne Bogoïawlenskaïa, une étudiante des cours de médecine, à St-Pétersbourg. La lettre à l'étudiant «Naoumow» était écrite par ce même anarchiste, qui refusa de donner des dépositions quant aux bombes; pour Antonow, il convint seulement de sa participation à l'organisation de l'imprimerie secrète et déclara que tout le reste des objets avait été déposé dans le logement par une autre personne (en réalité — Boris Orjykh). Plus de dix personnes faisant parti du cercle de Lyssianski, lequel avait une vogue im-

mense parmi la jeunesse du Sud, furent en même temps arrêtées.

Les engins meurtriers avaient été confectionnés avec l'aide de Léon Iassséwitsch: au mois de mars, ils se trouvaient encore, au nombre de onze, à Nowotscherkassk (province du Don), sous la garde du bourgeois Iéfime Pétrowski (arrêté en janvier 1886). Un peu avant les fêtes de Pâques, Boris Orjykh vint à Rostow et chargea Ostroumow d'aller les chercher chez Pétrowski; plus tard Orjykh les apporta à Harkow et les déposa chez Lyssianski.

Ces engins étaient numérotés à commencer par le chiffre sept; il était donc plus que probable qu'au moins six autres engins du même genre existaient et se trouvaient quelque part. On pouvait aussi admettre, avec une certaine évidence, que les deux engins qui furent trouvés chez Lopatine, appartenaient à la même collection.

L'origine de ces nouveaux projectiles parvint à être découverte durant l'année 1885, à la suite des enquêtes multiples sur les ramifications du grand complot tramé par Lopatine. Un ex-élève de l'Institut vétérinaire de Harkow, Jean Geïer, fit des dépositions très franches, dont il résultait, qu'au mois de juillet 1883, survint à Lougansk (au gouvernement de Iékatérinoslaw, où se trouvent des usines du ministère de la guerre avec des provisions de dynamite)—l'anarchiste Pierre Antonow, sous le pseudonyme de «Gontscharenko», qui lui fit faire, à Harkow, la connaissance de Wssséwolod Gontscharow et de «Basile Alexéïéwitsch» (Serge Iwanow), à une soirée chez la femme Awgoustinowitsch, qui a été mentionnée plus haut. Plus tard, Iwanow s'adressa directement à Geïer, en lui intimant, que dans les intérêts du parti, il devait consentir

à ce que dans son logement, à Lougansk, on s'occupât de la fabrication de matières explosives. Geïer consentit, espérant qu'une fois se service rendu, le parti lui permettrait de se retirer des cercles anarchistes. Au mois d'avril 1884, Iwanow vint à Lougansk et lui ordonna d'attendre l'arrivée d'un inconnu, et en partant, lui remit 20 roubles. Ne désirant nullement céder son logement à un inconnu, Geïer s'adressa à une bonne connaissance à lui, un élève de l'Ecole des chefs-mineurs de Lissitschansk, Kirssanow, qui lui-même consentit à fabriquer les engins, et reçut de Geïer 15 roubles pour acheter de la dynamite. Bientôt cinq engins furent prêts, Iwanow revint, et on fit hors de la ville des essais sar leur qualité: mais il se trouva qu'ils ne valaient presque rien, car ils brûlèrent sans éclater. Kirssanow et Geïer se mirent de nouveau à l'oeuvre et des quatre engins qui restaient, firent cinq nouveaux, dont on fit l'essai au mois de juillet: cette fois, la bombe qu'on projeta fit explosion. Gontscharow, qui était présent, félicita Kirssanow, lui conseilla «de ne pas enfouir son talent sous terre» et recommanda à un autre anarchiste, qui se trouvait alors à Lougansk, de surveiller son développement intellectuel. Le même soir, Gontscharow emporta les engins, en partant pour Rostow, où on les déposa, pendant un temps, chez une bourgeoise israélite, Rose Lew. La dynamite nécessaire fut achetée chez les ouvriers-mineurs de Lougansk, par l'entremise des élèves de l'Ecole des chefs-mineurs, Jacques Fraenkel et Moïse Lintwarïow, israélites. Vers la mi-août, Iwanow fit venir Geïer à Rostow, pour réparer quelque chose aux capsules d'amorce, et c'est là, dans le logement de Henriette Dobrouskina, qu'il vit un inconnu,

(qui était en réalité Lopatine), lequel, bientôt après, emporta avec lui, à Pétersbourg, deux engins du nombre des quatre qui étaient déposés à Rostow. Quant aux deux autres, ils furent trouvés lors de l'arrestation de Lyssianski; trois engins furent remis par Pétrowski à un cosaque Tschernow, qui les garda dans du foin et qui furent plus tard jetés à l'eau; quant aux quatre engins qui restaient encore, ils ne furent découverts qu'au mois de mai de l'année suivante, à Taganrog.

Pour les engins №№ 7, 8, 9 et 10, qui furent trouvés à Harkow, Iéfime Pétrowski, qui habitait la bourgade Wéliko-Kniajesskaïa, dans la province du Don, et qui était déjà un homme suspect, convint d'avoir récélé en tout onze bombes et d'en avoir remis quatre, au printemps de l'année 1885, à Boris Orjykh. Cette collection lui avait été apportée par Iassévitsch et il ne devait la remettre qu'à celui qui viendrait chez lui, muni d'un mot d'ordre («je suis arrivé de la part de Wassili Stépanowitsch pour traiter par rapport au moulin»); en fin de compte, il remit tous les engins à différentes personnes qu'il ne voulut point nommer.

Les données que fournirent les enquêtes durant l'année 1885, constatèrent aussi le rôle très important que jouait dans l'organisation du Midi, Léon Iassévitsch, qui remplaçait probablement Serge Iwanow pendant une longue absence que fit ce chef, pendant un voyage à l'étranger, depuis le mois de janvier jusqu'au mois d'octobre de l'année 1885. Ses auxiliaires les plus actifs étaient Boris Orjykh et Zacharie Kohane (revenu de l'étranger au mois de mai). Au nombre des personnes arrêtées, une attention particulière méritait Antoine Ostrooumow, qui avait parti-

cipé presqu'à toutes les entreprises dans le Sud, durant les années 1883 à 1885.

L'imprimerie découverte à Rostow-sur-le-Don, organisée par Serge Iwanow, Iasséwitsch et d'autres socialistes, dans le logement dit «conspiratif» de Raïssa Kranzfeld et de Zacharie Wassilïew, subit des péripéties compliqués après les arrestations qui eurent lieu au Sud, durant le mois de septembre de l'année 1884. Elle passa d'abord à l'ouvrier Reich, puis à un ouvrier Michel Kamïonka (qui était le bibliothécaire du cercle socialiste et récélait une collection de plusieurs centaines de volumes d'ouvrages incendiaires); au printemps de l'année 1885, la moitié du matériel fut transportée chez un paysan, Pierre Dymnikow, puis chez un employé du chemin de fer, Pérégoudow. Au mois de juillet, Iasséwitsch fit transporter toute l'imprimerie à Taganrog, à quoi il dépensa 400 roubles des fonds révolutionnaires. Au mois de décembre, la police confisqua un nouveau produit de la presse de sous-sol, le № 11—12 de la «Volonté du peuple», et bientôt après, le 24 janvier 1886, cette nouvelle imprimerie du Sud fut confisquée à Taganrog, dans le logement d'un soldat d'un bataillon de réserve, Akime Siguida et de sa femme, Nadéjda.

Une autre imprimerie révolutionnaire fut confisquée au début de l'année 1885. Le 6 février, mourut subitement, dans son logement, à Dorpat, un étudiant de l'Institut vétérinaire de cette ville, Wladimir Pérélïaïew. La police qui vint constater son décès, trouva dans ce logement une imprimerie complète, des feuilles toutes prêtes du

№ 10 de la «Volonté du peuple», avec 112 kilogrammes de caractères, etc; les connaissances et les camarades de Péréliaïew—Jean Iwanow, Alexandre Nowikow et Tkatschenko, étaient des affiliés de cette entreprise secrète. Au mois de juin 1883, les travaux commencèrent par le tirage de 200 exemplaires d'une «Déclaration du jeune parti de la Volonté du peuple», qu'on détruisit bientôt, l'ayant trouvé inutile. Au mois d'août, on commença le tirage du 10me № de la «Volonté», tirage qui dura jusqu'en novembre et atteignit le chiffre de 1.200 exemplaires. C'est dans cette même imprimerie que travailla Pierre Iakoubowitsch, qui rédigea ce numéro et en tint les épreuves.

Les perquisitions de la police continuèrent à découvrir, durant toute la durée de l'année 1885, les ramifications du complot de Lopatine dans les localités les plus éloignées l'une de l'autre. De nombreuses arrestations eurent encore lieu à Moscou, où «L'Union des étudiants» s'était reconstituée et où plusieurs nouveaux cercles, très restreints quant au nombre des membres, commencèrent à se former à nouveau. Le cercle dit «de Saratow», organisé par un étudiant de l'Académie agricole, Wladimir Manotzkow et Wladimir Wiguilïow, était le plus en vue: il parvint à organiser même une zyncographie, qui fut bientôt confisquée.

Au mois d'août, la police fit à Moscou la capture d'un certain Stanislas Mikhaléwitsch, exilé politique en Sibérie, à Iénisséïsk, qui avait pris la fuite le 26 février de la même année. Il fut arrêté le 22 septembre, muni d'un révolver et d'un poignard et fit de l'opposition lors de son arrestation, en jetant du sel dans les yeux d'un agent et ayant battu de sa canne un autre. On vérifia

toutes les relations que Mikhaléwitsch possédait à Moscou et une série d'arrestations en fut la suite.

A Varsovie, la capture d'une quantité d'agitateurs socialistes qui fut faite l'année précédente, réagit sur l'énergie de ceux qui évitèrent de tomber dans les mains de la police et les porta à redoubler leurs efforts pour rétablir l'organisation ébranlée du «Prolétariat». Au commencement de l'année 1885, une quantité de brochures socialistes commencèrent de nouveau à circuler et les meneurs organisèrent même une démonstration de la part de la classe ouvrière. Il se trouva, par hasard, que le travail commençait à manquer à Varsovie, à la suite de quoi, une foule d'environ 200 ouvriers se massa, le 18 février, sur la place du Château, occupé par le général-gouverneur Gourko, en exigeant qu'il prît des mesures pour leur venir en aide. Le caractère démonstratif de cette réunion fut confirmé par le texte d'une proclamation du «Prolétariat», qui parut quatre jours plus tard, au sein duquel de nouveaux personnages avaient remplacé les meneurs arrêtés. A leur tête se trouvait une femme socialiste, Marie Bogouschéwitsch, qui portait le surnom de «Régina», et les ex-étudiants Joseph Razouméïtschyk et Michel Montzéwitsch, — membres du «Comité central». Un système modifié était mis en vigueur depuis peu: de petits cercles de 5 à 10 personnes devaient se former en quantité illimitée; la réunion de plusieurs d'entre eux formait une «Section»; les représentants des sections organisaient deux Comités—«Ouvrier» et «Exécutif», subordonnés directement au «Comité central». Un certain François Tzobel parvint à organiser à Lodz, Zgièrje et

Tomaschew jusqu'à 30 cercles inférieurs. Une typographie secrète commença de nouveau à fonctionner, dirigée par le technicien Wladimir Lontzki: c'est elle qui publia la proclamation sus-nommée, du 22 février, composée par Marie Bogouschéwitch, Michel Montzéwitsch et Gabriël Oleschkiéwitsch. Grâce à l'activité et sur les fonds de Razouméïtschyk, un atelier socialiste pour des couturières fut organisé, dirigé par sa soeur Julie Razouméïtschyk et Eve Bressler (israélite). Les ouvrières qui travaillaient dans cet établissement devaient bientôt fonder un grand «Cercle socialiste féminin»; mais dans la nuit de 28 septembre, 39 membres du «Prolétariat» furent arrêtés. Dans leurs papiers se trouvèrent les noms et les adresses d'autres affiliés qui également tombèrent dans les mains de la police. Dans le logement de l'un d'eux—l'ouvrier Julien Dobrosselski, on trouva une imprimerie avec 600 exemplaires d'une brochure socialiste en polonais: «Sur la valeur supplémentaire» et les premières pages du 6me numéro du «Prolétariat».

Des arrestations assez nombreuses eurent lieu au mois d'août de la même année à Kiew, à la suite d'une lettre qui tomba dans les mains de la police, venant de l'étranger. Elle traitait sur le retour prochain de Serge Iwanow en Russie et celui de Grégoire Fédercher. Un cercle nouveau et assez nombreux fut découvert, dans lequel figuraient principalement deux femmes—une certaine Pokhitonowa et Anna Dmitrïéwa qui entretenaient des relations actives avec les anarchistes résidant à l'étranger.

Le 26 avril, à une station de chemin de fer, au Caucase, fut arrêté un certain Nicolas Zakharïine (israélite qui

s'était fait baptiser chrétien), un inculpé des cercles de Kiew, dans les années 1882 et 1883, et un affilié de Pierre Ielko. C'était un élève de l'Ecole polytechnique de Riga, dans laquelle il entra en 1878, mais plus tard, ayant pris un congé de trois semaines, en 1882, il ne reparut plus.

La cause d'un certain Adolphe Klugge, sujet allemand avait aussi rapport aux agissements des socialistes de Kiew. Cet individu fut transporté à la frontière au mois de février de cette année, comme faisant partie des cercles socialistes de Harkow, avec défense de rentrer en Russie. Néanmoins, à la fin de l'année, la police tomba sur ses traces, et l'arrêta, le 3 décembre, à Kiew, où il occupait une position «illégale» et se cachait sous les faux noms de «Tarassenko» et de «Nikolaïew». On trouva sur lui une liste de 33 officiers, qui, à différentes époques, furent impliqués dans des enquêtes socialistes, ce qui aida à confirmer les soupçons de la police.

Parmi les soirées que les socialistes organisaient parfois avec des entrées payantes, dont le montant servait à augmenter leurs moyens pécuniers, une réunion de 300 personnes qui eut lieu à Kiew, le 15 novembre, dans une localité des plus éloignées de la ville, attira l'attention de la police par le fait que plusieurs ouvriers y figurèrent en qualité d'invités.

A Rostow-sur-le-Don, on arrêta, le 10 mai, Dmitri Barténew (pseudonyme—«Fédor»), qui avait fui, au mois d'août 1883, de Nijni-Nowgorod, où il était interné. Rentré dans le mouvement, il prit une part active aux agissements de la dernière année, et on le recherchait activement. Sa compagne, Théodosie Ratner, fut arrêtée avec lui.

A Woronège, l'enquête sur les tentatives de pillage

du convoi de la poste démontra l'existence d'un cercle qui s'occupait de propagande parmi les ouvriers du chemin de fer Woronège-Kozlow, qui, depuis l'année précédente, se trouvait en rapports directs avec les socialistes de Rostow, où fonctionnait le plus activement Antoine Ostrooumow.

Le 5 novembre 1884, à Lougansk, au gouvernement de Iékaterinoslaw, eut lieu un vol avec effraction dans le magasin d'un joaillier Panazow, pour la somme de 10.000 roubles, en objets et en espèces. Les uns et les autres furent retrouvés entre les mains des socialistes de Harkow; ils leur parvinrent par l'entremise de l'ex-étudiant de l'Institut vétérinaire, Léonide Iéschine. Le vol fut commis d'abord dans un but de pillage, et les effets volés furent recélés par un paysan Jean Schiriaïew; mais son fils, Justin, qui était socialiste, découvrit ce vol, conseilla et facilita à ses confrères de mettre la main sur ces sommes pour la cause des révoltés.

Le 23 septembre, sur la frontière de la Prusse, au gouvernement de Kowno, fut arrêté un israélite Benjamin Iokhelsohn, connu sous le faux nom de «Goldowski», un socialiste qui avait fui à l'étranger en 1875; en 1879, il vint à Pétersbourg et travailla comme ouvrier dans l'imprimerie de la «Volonté du peuple», confisquée le 17 janvier 1880, dans la ruelle des Sapeurs (il était un affilié de Serge Martynowski). Au mois de février 1881, Iokhelsohn vint en Russie dans le but de faciliter l'évasion de Nicolas Morozow («Laquière»), qui venait alors d'être arrêté à la frontière et se trouvait détenu dans la prison de Souwalki. Il travaillait, les derniers temps, à Genève, dans l'imprimerie du «Moniteur de la Volonté du peuple».

Un cercle socialiste qui s'occupait de propagande parmi les soldats des troupes cantonnées à Poltawa. fut découvert à la suite de l'arrestation des bourgeois israélites Aron Fourer et Salomon Hirsch. laquelle eut lieu le 4 décembre 1884.

Au mois d'août, la police découvrit qu'une fabrique d'empois établie au Caucase, près de la station du chemin de fer. Armawir, avait été fondée dans le but de venir par ses revenus en aide aux socialistes. Comme propriétaire de la fabrique figurait un cosaque Jean Kharitonow. mais sa direction était confiée à Hilarion Kojine. un socialiste qui avait pris la fuite de Sibérie. au printemps de l'année 1883, et qui vivait sous un faux passeport au nom de «Pétrowski». Les rapports de Kojine et du fils de Jean Kharitonow, Nicolas. avec les socialistes de Harkow furent démontrés à l'évidence.

Durant l'année 1885, quatre procès socialistes furent jugés par les cours militaires:

Hippolyte Myschkine. qui était connu pour une tentative dans le but de libérer Tschernyschewski de l'exil (1875) et un des principaux inculpés du procès de la grande propagande. en 1877, fut condamné. le 23 janvier, par le Sénat Dirigeant à 10 ans de travaux forcés. Il avait beaucoup fait parler de lui à cause du discours qu'il tint lors de son jugement. discours qui fut reproduit dans des dizaines de milliers d'exemplaires par la presse socialiste et la presse légale. Ces vélléités d'orateur ne le quittèrent pas plus tard, car en 1882. il prononça en Sibérie. un discours échevelé à l'église. près du cercueil d'un de ses camarades. Le 1er mai 1882. il tenta

de fuir avec d'autres détenus, mais fut rattrapé et interné à Schlusselbourg. Pour des voies de fait contre le chef de la gendarmerie de cet endroit, il fut condamné, le 15 janvier, à être passé par les armes, ce qui fut exécuté le 26 janvier.

Le 10 juin, la cour martiale de Harkow décréta la peine de mort par pendaison pour Saül Lyssianski, l'assassin de l'officier de police Fessenko, et ce verdict fut exécuté le 20 juin, à Harkow.

Le 16 décembre, la cour martiale d'Odessa condamna Jean Manoutscharow, à la peine de mort, pour une résistance, l'arme à la main, qu'il avait livrée, lors de son arrestation. Sa Majesté L'Empereur daigna commuer cette peine en travaux forcés pour dix ans.

Au mois de novembre, la cour martiale de Varsovie jugea la cause des 29 inculpés du «Prolétariat», et condamna, le 8 décembre, à la peine de mort—Stanislas Kounitzki, Pierre Bardowski (l'ex-juge de paix), Nicolas Louri (ex-capitaine du génie), les bourgeois Jean Pétroussinski, Michel Ossowski et Joseph Schmauss; Louis Warynski, Edmond Plosski, Louis Ianowitsch, Jean Helscher, Stanislas Gladysch et 13 de leurs affiliés—à 16 ans de travaux forcés; 5 autres—à l'exil. Lors de la confirmation du verdict, la peine de 17 condamnés de la seconde et troisième catégorie fut diminuée. Sa Majesté l'Empereur daigna commuer la peine de mort de Louri et de Schmauss, en travaux forcés pour 20 ans. Le verdict fut exécuté le 26 janvier 1886. D'autres inculpés dans la cause des agissements du cercle «Prolétariat», au nombre de 80 personnes, furent jugés par voie administrative.

Les pénalités appliquées par cette voie durant l'année

1885, se rapportèrent à 423 prévenus, dont 64 subirent l'exil; 235—furent internés sous la surveillance latente de la police; 121 -- subirent des peines moindres, sans soumission à la surveillance de la police; 3 étrangers furent déportés à la frontière. Le nombre des accusés atteints par un verdict judiciaire montait dans cette année à 32, dont 6—subirent la peine de mort, 23—furent condamnés aux travaux forcés et 3—à l'exil en Sibérie. Le Département de police acheva entièrement l'examen de 86 dossiers de causes socialistes.

Quoique les nouvelles mesures prises par le gouvernement pour mettre fin aux évasions et aux fuites des inculpés eussent déjà abouti, dès le début de leur application, à des résultats assez satisfaisants, néanmoins, la possibilité de soumettre tous les prévenus à l'action judiciaire ne pouvait être atteinte, tant que les traités et les usages internationaux en vigueur maintenaient le «droit d'asile» pour les réfugiés politiques. Il suffisait à un malfaiteur de cette catégorie (qui outre le crime de révolte, avait même commis des crimes de droit commun les plus sérieux) de réussir à passer la frontière (aidé en cela par des agents spéciaux ou des contrebandiers),—pour se mettre, dès lors, à l'abri des poursuites et pour jouer le rôle d'une victime d'opinions politiques, pour jouir même souvent d'une protection puissante de la part du gouvernement, sur le territoire duquel il choisissait domicile. Cette question très épineuse de droit international, a été, depuis de bien longues années, débattue au point de vue pratique—par les Chambres et les législations,

et au point de vue moral—par les experts dans le domaine du droit international et par les congrès scientifiques. Le principe s'est maintenu. cependant, jusqu'à nos jours dans les législations dites libérales, contrairement à toute idée de justice; car l'expérience des dernières 15 à 20 années a démontré visiblement, que les réfugiés politiques de nos jours sont souvent bien loin de ressembler à leurs homonymes des temps passés, de l'époque où les légistes de certains pays inventèrent le fameux droit d'asile. Les meurtriers les plus hardis, les lanceurs les plus brutaux d'engins explosifs, les conjurés les plus féroces de complots qui ont pour but de faire sauter des trains de chemin de fer, des palais et des édifices publics,—sont de nos jours qualifiés de réfugiés politiques, ayant droit à la protection et à la sauvegarde de leur personne par des gouvernements, avec lesquels les pays, où ces crimes se commettent, se trouvent dans des rapports les plus amicaux et dans des relations diplomatiques les plus normales. Le droit de refuge ou d'asile, qui jadis ne servait qu'à protéger des gens de parti, des membres d'une insurrection ouverte, etc., dégénéra, de cette manière, peu à peu, en droit de recel des criminels les plus inouïs, des auteurs de crimes tout spéciaux, inventés par les appétits anarchistes de nos temps et les écarts horribles de l'intelligence humaine,—crimes qui ébranlent les trônes et la société et pour lesquels il est souvent difficile de trouver une terminologie exacte. Néanmoins, les Etats les plus civilisés, tels que la France, l'Angleterre et la Suisse, paraissent, pour ainsi dire, être fiers de maintenir ce droit d'asile et ne semblent nullement vouloir changer cet état anormal des choses; ils sont loin de s'alarmer des suites pratiques qui en résultent, malgré que ces suites

ne sont ni à l'avantage de la civilisation, ni à celui de l'idée d'une justice péremptoire que les législations libérales admettent comme base principale.

Les conventions entre les Etats même pour l'extradition des criminels de droit commun, sont loin d'être générales et fréquentes, vu que l'élaboration des ententes de ce genre a de tout temps soulevé de l'opposition et certaines difficultés. Le gouvernement russe avait conclu des actes de ce genre seulement avec la Bavière,—le 14 (26) février 1869, avec le Grand-Duché de Hesse,—le 13 (25) novembre de la même année, avec la Hollande et la principauté de Monaco; quant à l'Allemagne, pays limitrophe sur le parcours d'une frontière très étendue, il n'existait qu'un échange de notes ministérielles du 19 (31) août 1872, qui statuait sur le renvoi des sujets respectifs, dont le repatriement aurait été jugé nécessaire pour manque de moyens d'existence, pour vagabondage ou pour absence de passeport. Le terme de cet arrangement expirait le 19 août 1884; mais en attendant, les menées criminelles des socialistes avaient pris un développement si grand, elles s'étaient fait sentir avec tant d'audace presque dans toute l'Europe, surtout en France, en Allemagne et en Russie,—que le moment actuel apparaissait particulièrement favorable aux deux gouvernements voisins pour tâcher de s'entendre sur de nouvelles bases, plus ou moins larges, concernant la grande question de l'extradition des criminels en général et de celle des inculpés socialistes et anarchistes en particulier.

Un incident pratique vint d'une manière très opportune rappeler cette nécessité. Un socialiste de Varsovie, l'israélite Salomon Mendelssohn, l'un des principaux organisa-

teurs du mouvement dans les provinces de la Vistule, dès son début (1878), s'était soustrait à l'action de la justice, en Russie, ayant passé en Galicie où il continua ses agissements. Jugé en Autriche, il purgea une condamnation, et plus tard, fut arrêté en Prusse avec des libelles révolutionnaires, fut de nouveau jugé, et dut subir une nouvelle condamnation à 18 mois de prison, après quoi, en qualité d'étranger, il devait être remis à la frontière, où les autorités russes, qui le recherchaient activement, devaient le saisir. Le 11 janvier 1884, la police prussienne transporta Mendelssohn, à la frontière, jusqu'à la douane de Grodzisk, mais la police russe en fut avertie quelques instants trop tard, et Mendelssohn, s'enfuit de cet endroit, retourna à l'étranger et n'a pas été rattrapé jusqu'à l'heure actuelle.

Cet incident fit certaine impression dans les bureaux de Berlin. Le Chancelier de l'Empire, prince de Bismarck le jugea d'un oeil très défavorable et reconnut dès ce moment la nécessité péremptoire de trancher la grosse question des extraditions politiques entre la Prusse et la Russie,—question sur laquelle le gouvernement d'Allemagne traitait aussi avec d'autres puissances, mais sans obtenir de succès. Au mois de mars 1885, le Chancelier prit lui-même l'initiative dans cette question et fit des ouvertures au ministère russe, en lui proposant d'élaborer une entente à ce sujet. La Russie acquiesça à ces propositions et communiqua à Berlin, au mois de juillet de la même année, le projet d'une convention assez complète en 16 paragraphes, où figurait l'énumération détaillée de 26 catégories d'actions criminelles qui pouvaient provoquer une demande d'extradition entre les deux Puissances. Ce

projet fut trouvé par le ministère prussien trop prolixe, en vertu du dicton: «qui trop embrasse, mal étreint»; on le désirait à Berlin plus compassé, en vue de faciliter l'adhésion à cette convention des autres pays de l'Allemagne. Lors de l'entrevue de M. de Giers, du prince de Bismarck et du comte Kalnoky, à Skierniewice, le Chancelier d'Allemagne promit de s'occuper personnellement de cette question et d'en hâter l'avancement à Berlin: le contre-projet du ministère allemand fut reçu en septembre. Le Ministre des affaires étrangères, d'accord avec le Ministre de l'intérieur, comte Tolstoï, et le Ministre de la justice, Nabokow, après lui avoir fait subir quelques changements de rédaction, convinrent de la teneur du texte de ce document. Mais le gouvernement prussien ne consentit à rédiger cette entente que sous la forme d'un échange de notes entre la Russie et la Prusse; car une convention générale pour toute l'Allemagne devait encore obtenir la sanction du Parlement, sanction sur laquelle on ne pouvait pas compter à l'avance. En cas d'insuccès, le gouvernement prussien se réservait la possibilité de se baser à l'avenir, sur une entente conclue séparément avec la Russie, à défaut de loi.

Le 1er (13) janvier eut lieu l'échange des notes ministérielles. Le gouvernement impérial de Russie et le gouvernement royal de Prusse s'engagèrent, à titre d'une entente préalable, de livrer mutuellement, sur la demande de chacune des Puissances, les sujets prussiens et russes, accusés ou prévenus d'un des crimes ou délits énumérés ci-après ou condamnés à raison de l'un de ces crimes et délits, mais s'étant soustraits par la fuite à la peine qu'ils auraient encourue:

1) à raison des crimes ou des délits énoncés ci-après «ou des préparatifs en vue de leur exécution» (si ces crimes ou délits ont été commis à l'égard de Leurs Majestés ou des membres de Leur Famille), savoir: a) meurtre; b) voies de fait; c) lésions corporelles; d) privation volontaire de la liberté individuelle; e) outrages;

2) assassinat ou tentative de ce crime;

3) la préparation ou la détention de la dynamite ou autres matières explosibles, dans le cas où la préparation ou la détention de pareilles matières sont punies par les lois en vigueur en Russie et en Prusse (cette dernière venait d'élaborer à ce sujet une loi spéciale, le 9 juin 1884).

Dans tous les autres cas, où l'extradition serait demandée à raison de l'un des crimes et délits non mentionnés plus haut, cette demande serait prise en considération par le gouvernement respectif, et si rien ne s'y opposait, il y serait donné suite, eu égard aux rapports d'amitié et de bon voisinage qui unissent les deux pays.

Le paragraphe suivant contenait la quintescence de la portée de ce nouveau document, en statuant que—«la «circonstance, que le crime ou délit, à raison duquel «l'extradition est demandée, a été commis dans un but «politique, ne pourra, en aucun cas, servir de cause pour «refuser l'extradition».

Le texte de ces notes parut à Berlin dans le № 20 du «Deutscher Reichs-Anzeiger», du 23 (11) janvier, et à Pétersbourg, dans le № 5 du «Recueil des lois et des dispositions du gouvernement», du 10 (22) janvier. Le prince de Bismarck se hâta de remettre cette entente sous forme d'un projet de convention entre les deux Etats, aux bureaux du Conseil fédéral et du Parlement, qui

siégait dans ce moment; mais dans les cercles parlementaires, on était d'avis que le texte d'une convention pareille subirait de sensibles modifications et que l'étude de cette affaire délicate soulèverait des discussions nombreuses et passionnées. D'autres considérations encore portaient le ministère prussien à hâter la mise à bonne fin de cette affaire: un nouveau crime commis par les anarchistes allemands, l'assassinat de l'agent de la police secrète à Francfort, Rumpf (en décembre, 1884), avait produit une très grande impression dans le pays, et la presse allemande prêchait à cette occasion la nécessité absolue de combattre énergiquement cette bande d'assassins. En vue de cette surexcitation de l'opinion publique, le gouvernement prussien désirait que le texte des notes échangées fût publié au plus vite, pour pouvoir se baser sur ce document dans sa proposition au Reichsrath; il supposait aussi, qu'une fois cette proposition d'examiner une entente sur l'extradition étant donnée, l'assassinat de Francfort augmenterait le nombre des votes d'adhésion en faveur de la motion du gouvernement au sein de l'Assemblée législative, sous l'impression vivante de ce crime récent; tandis que le gouvernement craignait de ne plus avoir cet appoint, après que la première impression aurait été effacée. Quant à la presse, il n'y eut que les feuilles démocratiques sans aucune importance, qui critiquèrent le texte du document; elles s'attaquèrent au terme «outrage», traduit en allemand par l'expression—«Beleidiguug» (offense), et prétendirent qu'il avait une signification trop élastique et qu'il pourrait donner lieu à des abus; ces feuilles exprimaient l'espoir que le Parlement ne donnerait pas son adhésion au projet d'extradition pour l'Empire d'Allemagne, si cet acte

ressemblait à l'arrangement déjà conclu avec la Prusse, qui, selon leur avis, n'en profiterait jamais, et que par là-même, il n'était qu'à l'avantage de la Russie. En dehors de ces journaux, la nouvelle entente était sympathique à la majorité de l'opinion publique.

Le Chancelier de l'Empire, par un office adressé au «Bundesrath», invita cette Assemblée, d'ordre de l'Empereur Guillaume, à donner son assentiment à la conclusion pour l'Allemagne d'un traité d'extradition avec la Russie sur la base de l'arrangement déjà existant; le projet ne trouva que des voix d'approbation, à commencer par son Vice-Président, le comte Lerchenfeldt, Ministre de Bavière qui dirigeait les travaux de cette Assemblée, quand le prince de Bismarck n'y prenait point part. Une Commission nommée pour examiner le projet de cette convention, l'approuva entièrement. Au moment de passer ces documents au Parlement, l'on pouvait prévoir qu'un certain nombre de députés, appartenant au centre et faisant ordinairement opposition au gouvernement (à leur point de vue de parti catholique fanatique), se rappelleraient qu'ils étaient conservateurs et voteraient pour le projet. D'un autre côté, le gouvernement pouvait perdre quelques voix, qui lui étaient ordinairement acquises dans le parti des nationaux-libéraux. Tout faisait prévoir, en un mot, que le gouvernement aurait à soutenir une lutte assez vive, et que si même il sortait vainqueur, cela ne serait pas sans difficulté. Dans un mémorandum («Denkschrift») annexé au projet du traité soumis au Reichsrath (daté du 6 mai 1885), les principes moraux et pratiques de la nouvelle convention furent détailleés avec précision. L'article 3 était éclairé à l'aide du commentaire suivant: qu'il «était seule-

«ment destiné à combattre l'erreur (dem Irrthum entgegen-«zutreten), qui admet que le fait, qu'un crime ait été «commis dans un but politique, pût lui ôter les qualités «d'un crime et lui garantir une immunité de la part du «droit commun (als könne der Umstand, dass ein Verbre-«chen in einer politischen Absicht begangen ist, demselben «die Eigenschaft eines Verbrechens benehmen und ihm «eine Immunität vom gemeinem Rechte sichern). L'asile «qu'on accorde, par habitude, aux réfugiés politiques, «trouve sa raison d'être dans le fait, que pendant les «guerres civiles et les luttes violentes de partis, les «indices du crime deviennent douteux, et le côté indécis «de la culpabilité (ce qui s'applique à la majorité de «ceux qui cherchent un asile à l'étranger, à la suite des «bouleversements politiques), engage à user de certaines «condescendances pour son appréciation. Mais pour les «causes des meurtriers-anarchistes, telles qu'elles se firent «connaitre lors des attentats plus récents sur divers Mo-«narques, un pareil point de vue par trop condescendant «ne peut être appliqué (auf die Fälle der anarchistichen «Mörder aber, wie sie bei den neueren Attentaten auf «verschiedene Monarchen vorlagen, kann eine ähnliche «mildere Auffassung keine Anwendung finden)».

La clôture du Parlement, qui survint avant que l'étude du projet fut suffisamment mûre, empêcha la discussion sur ces matières, qui depuis lors ne furent pas débattues.

Les actes échangés avec le gouvernement prussien étaient des documents diplomatiques d'une grande portée, car leur teneur attaquait des questions réputées de tout temps comme épineuses et presqu'insolubles dans le domaine du droit international et des rapports des gouvernements.

On critiquait ouvertement le domaine des crimes commis dans un but politique («politische Beweggründe»); on statuait sur une nouvelle forme d'activité criminelle, continuellement pratiquée par les anarchistes,—celle des «préparatifs» pour crimes politiques, meurtres, explosions; c'était un premier essai de ce genre, qui n'avait pas encore eu de précédents. La Russie et l'Allemagne peuvent donc s'enorgueillir d'avoir été les premières à poser les bases d'une entente internationale qui avait pour but l'inviolabilité sacrée des Souverains et de leurs proches, la sécurité des états et la paix de la société.

Le nombre des fuites et des évasions dans le cours de l'année 1885, n'atteignit qu'un chiffre très modeste:

Alexis Makarewski (un affilié de Saül Lyssianski et de Pierre Ielko) parvint à s'évader, le 3 septembre, de la prison de Harkow, puis se rendit bientôt avec Léon Iassé-witsch à Paris, où il porta le pseudonyme de «Nikitine».

Stanislas Mikhaléwitsch, exilé à Iénisséïsk, en Sibérie, prit la fuite le 26 février, mais fut arrêté le 22 septembre, à Moscou.

Grégoire Féderscher, qu'on recherchait depuis longtemps, se cachait sous le nom de «Finkelstein», à Odessa, dans le logement du bourgeois israélite, Ouscher Hornstein, chez lequel la police fit une visite domiciliaire le 14 août; avant qu'on ait eu temps de le questionner, «Finkelstein» sortit de la chambre et disparut, ayant, à l'aide de son sang-froid, échappé aux mains de la police.

Alexandre Engel, exilé dans les steppes de la Sibérie du Sud, s'enfuit du village Kotschétowo, au mois d'octobre.

Le nombre des socialistes émigrés augmenta, durant cette année, dans une proportion beaucoup moindre, en comparaison des années précédentes, car la possibilité de franchir la frontière sans passeport en règle, devenait de plus en plus difficile, vu les dispositions prises par la police. Des temps pénibles survenaient pour l'emigration; elle manquait de moyens, elle se désorganisait; son prestige et son autorité s'annihilaient peu à peu; elle perdait chaque année quelques-uns de ses représentants les plus en vue, les plus experts, qui avaient acquis de la notoriété. Après l'insuccès complet de la grande conspiration organisée par Lopatine, élaborée dans les foyers de Genève, l'excitation et les espérances des meneurs commencèrent grandement à faiblir, et cette tendance continua, depuis lors, sans interruption. La misère était grande parmi les réfugiés; les quêtes et les offrandes, la vente des libelles et des pamphlets, ne défrayaient pas les besoins les plus impérieux des associés. Les gouvernements étrangers ne montraient que peu de sympathie à la cause des émigrés: Léïba Deutsch fut livré par la Prusse cette même année.

Cette pénurie de fonds pécuniers fut cause que le « Moniteur de la Volonté du peuple » annonça que cette publication cesserait de paraître périodiquement après sa quatrième livraison (février 1885). Les forces littéraires manquaient à l'étranger tout comme en Russie. La « Bibliothèque du socialisme moderne » de Plekhanow publia une livraison sous le titre: « Nos divergeances d'opinions », et Samuël Dickstein une brochure à Genève (54 pages, in-8°): « De quoi chacun existe? » qui faisait partie de la « Bibliothèque Ouvrière ». Le « Messager de la Vérité » de Zwezdakow continuait à paraître, et une de ses épitres: « A la

gazette: «Les Nouvelles» («Nowosti»), se distribua en brochures séparées. En fait de feuilles périodiques, ce n'est que la seconde édition du № 10 de la «Volonté du peuple», qui parut à Rostow et qui n'offrait par lui-même rien qui pût arrêter l'attention du lecteur et qu'on puisse citer. Les № 11—12 de cette même feuille (imprimés à Taganrog, avec la fausse estampile de «Pétersbourg, le 2 décembre») contenait une lettre de Pierre Lawrow et une adresse à ce dernier de la part des socialistes russes, à l'occasion du jubilé de 25 ans de son activité révolutionnaire (parut aussi une autre adresse ou placard volant, in-4°, du 2 juin, de la part des cercles et des groupes de l'organisation du Sud). Le reste du numéro était pris par un leading, des pièces de vers, une chronique des événements à l'intérieur du pays, etc. Sa dernière page annonçait l'apparition de la brochure de Tikhomirow. «Que devons-nous attendre d'une révolution», d'une nouvelle édition du conte: «Les quatre frères» (une brochure socialiste renommée, propagée, depuis l'année 1873, parmi le peuple) et d'un «Recueil de poésies», qui fut confisqué dans une grande quantité d'exemplaires, lors de l'arrestation de l'imprimerie clandestine, à Taganrog.

Les libelles de quelques pages et les placards hectographiés furent assez nombreux dans le cours de cette année, mais ils ne purent jamais égaler l'influence d'un imprimé, car ils ne pouvaient être tirés qu'à un nombre très limité d'exemplaires; en même temps, ces indices servaient de preuves à la faiblesse du parti, qui ne parvenait pas à rétablir l'activité typographique, une activité, qui, quelques années plus tôt, publiait certains placards au nombre de 13,000 exemplaires.

En fait de proclamations en langue russe, on ne pourrait citer, durant l'année 1885, que deux pièces de ce genre (in-fol.): 1) «A la société Russe» très vantarde, invitant à la révolte, signée par des «socialistes-révolutionnaires» et datée du 10 décembre, et 2) «A la génération contemporaine» (à Moscou). Parurent aussi: une brochure hectographiée «Qu'avons nous à attendre de la révolution», de Tikhomirow (Pétersbourg, 29 pages, tirée de son «Moniteur»), et les premiers numéros d'une feuille: «L'Ouvrier» (14 pages). Un nouveau journal: «Revue populaire» devait être fondé, durant cette année, à Moscou, mais l'entreprise ne se réalisa point, à cause de la désorganisation du cercle d'Alexandrow (mort le 14 avril 1885). Une édition hectographiée de la brochure parue l'année précédente: «Les échos de la révolution», fut faite par le cercle de Mardochée Slépiane, à Moscou.

L'association du «Prolétariat», malgré les rudes épreuves qu'elle subit l'année précédente, rétablit son imprimerie, comme il a été mentionné plus haut, et publia une brochure socialiste (600 exemplaires). Le 22 février, parut une proclamation imprimée du «Cercle central». A Dorpat, dans l'imprimerie secrète qui fonctionnait jusqu'au 6 février de cette année, fut composée une «Déclaration du jeune parti de la Volonté du peuple» (200 exemplaires), mais elle fut détruite par les socialistes eux-mêmes, ayant été reconnue pour inutile. Trois imprimeries clandestines furent confisquées durant cette année par la police—à Varsovie, à Taganrog et à Dorpat.

L'ensemble de tous les faits du domaine révolutionnaire, qui signalèrent le cours de l'année 1885 et les cap-

tures nombreuses des meneurs principaux et secondaires, faites par la police permettaient de constater, même pour les personnes les moins optimistes et les plus incrédules, qu'une grande détente dans l'énergie de la lutte et un décroissement des forces révolutionnaires avait réellement eu lieu. Le mouvement marchait, pour ainsi dire, en aval: les principales personnalités du monde des révoltés étaient tombées dans les mains de la justice, et toutes les nouvelles entreprises échouaient grâce à l'activité et au système de rigidité du gouvernement. Les correspondances des émigrés confirmaient le fait très réel, que le parti était aux abois. Un des représentants du cercle de Tikhomirow, (ce dernier des Mohicans des «narodowoltzy»), à Paris, Abraham Bach, parlait de cette position sans issue dans des termes qui n'admettaient point de doute:.... «inutile de parler du «Moniteur», écrivait-il...; «il s'agit de penser à sauver sa vie. «L'écroulement est complet... Je veux rentrer dans le pays. «Peut-être, quelque chose réussira, mais j'avoue que j'ai «peu d'espoir»... Une autre lettre trouvée chez un socialiste (Alexandre Tzéïtline, à Rostow), lors de son arrestation, témoignait également de la crise que traversait le parti. Le correspondant, un adepte de la «Volonté du peuple», qui se trouvait dans une position «illégale», assurait qu'avant une année ou deux, il n'y avait rien à faire dans le domaine des conspirations et qu'aucune organisation centrale n'existait plus. Il n'y avait qu'une fermentation, quelque chose de chaotique: les uns étaient des adeptes de la «Volonté du peuple», les autres—des socialistes-démocrates; un brouillamini, dans lequel on ne pouvait s'orienter. Cette fermentation devait, avant tout, donner un résidu, il fallait finir par s'entendre, et jusqu'à

ce que de nouvelles forces viennent à se développer à nouveau, il ne pouvait être question d'une activité d'organisation sérieuse. Le travail était par trop difficile pour les «illégaux»; il n'y avait ni argent ni anciennes relations. Une conspiration est-elle possible à présent, ou bien une organisation militante, comme l'était l'ancien Comité Exécutif? Les «illégaux» ne pouvaient que compromettre les hommes nouveaux dès qu'on constatait leurs relations avec ces derniers. On ne pouvait s'adonner, à présent, rien qu'à des travaux préparatoires, car il ne pouvait même être question d'une activité conspirative sérieuse. Il fallait se retirer, pour le moment, du mouvement et prendre une position expectative. Dans un an ou deux, les circonstances changeraient, peut-être, mais ceci dépendait de ceux qui occupaient des positions «légales». Il assurait que bien des personnes, dans l'émigration et ailleurs, étaient prêtes à certifier la vérité de ce point de vue.

Si l'on prenait en considération qu'une très grande dose d'illusions figurait encore évidemment dans ces aveux, malgré leur ton de découragement, on pourrait conclure et avoir une idée précise de la faiblesse ou du désenchantement qui se faisaient sentir dans les clans anarchistes, même parmi les terroristes les plus convaincus, les plus hardis, les moins sujets à l'abattement et les moins désireux de résigner leur rôles de meneurs. Tout ce découragement s'expliquait principalement par le manque de personnalités, par les pertes innombrables que l'armée de la révolte avait faites, par les mesures du gouvernement, et par le mépris pour le mouvement et ses acteurs qui envahissait, de plus en plus, la société russe et le peuple. Non seulement les auteurs des attentats, mais l'arrière-garde

même des terroristes et tous les rangs de leur réserves, n'étaient plus aux affaires; la jeunesse qui les remplaçait n'avait ni l'expérience nécessaire, ni la trempe des hommes d'autrefois. Il n'y avait, en réalité, qu'un seul anarchiste, entreprenant et actif, qui, du reste, pour le moment, était allé se reposer (comme il l'avoua) à l'étranger, des péripéties, des misères et des souffrances d'une lutte inégale. Il rentra, cependant, en Russie, décidé à ourdir de nouvelles trames et à organiser une nouvelle conspiration, ramifiée sur un territoire très vaste, sur lequel il possédait de nombreuses relations. C'était Serge Iwanow; mais au début de l'année suivante, il tomba dans les mains de la justice. En qualité d'acteurs les plus actifs de la lutte, venaient après lui: Boris Orjykh, André Karpenko, Pierre Khmélewtzow, Hilarion Kojine, Théophane Krylow et Nathan Bogoraze; leur carrière révolutionnaire prit, cependant, fin durant l'année suivante.

1886

Le 18 janvier 1886, Serge Iwanow fut arrêté le soir à Pétersbourg, dans la rue, au moment où il sortait d'un restaurant. Il avait séjourné à l'étranger depuis le mois de janvier jusqu'au mois d'octobre de l'année précédente, en Suisse et à Paris, et était rentré en Russie avec de nouvelles instructions et de nouveaux plans. Ce révolutionnaire ambulant, connu sous le nom de «Basile Alexéïéwitsch» ou de «Zaïka» (Le Bègue—défaut qu'il possédait réellement au plus haut degré), s'était tranquillement établi au centre de la ville, dans des chambres garnies de la maison № 3, de la rue Wladimirskaïa, sous le faux nom de «Pierre Sobolew». Le document le plus précieux qu'on trouva chez lui était un recueil de notes chiffrées sur les personnes avec lesquelles il lui fallait entrer en relations, s'entendre et correspondre (en tout 80), des mots d'ordre convenus, des lettres de recommandation, des billets de Tikhomirow, une quantité de faux passeports et différentes notices dans le genre de celles qu'on trouva, dans le temps, chez Lopatine. Il convint, dès les premiers intérrogatoires, qu'il était un adepte de la doctrine terroriste, qu'il avait organisé l'im-

primerie de Rostow-sur-le-Don, qu'il participa à la confection et aux essais de plusieurs engins meurtriers à Lougansk; il avoua, enfin, que pendant son séjour à l'étranger, il s'était persuadé que les émigrés, voués soi-disant uniquement à l'activité révolutionnaire, ne s'occupaient que de travaux littéraires, et n'étaient pas en état de diriger l'oeuvre anarchiste sans un appui très sérieux en Russie,— un appui qui précisément leur manquait à cette époque. Il était, par conséquent, indispensable, que quelqu'un qui n'eût point rompu tous ses rapports avec le pays, retournât en Russie et tâchât de travailler à un grand complot. C'est par suite de ces considérations qu'il se décida à revenir pour visiter d'abord différentes localités et établir des relations, pour étudier la position et tâcher d'acquérir des fonds nécessaires pour l'activité littéraire des émigrés.

Ayant passé la frontière le 16 octobre de l'année précédente, il se dirigea d'abord vers Kiew, puis vint à Koursk, Toula (où il rencontra Boris Orjykh), revint à Kiew, puis se rendit à Orel (où se cachaient, dans ce temps, Raïssa Kranzfeld et Zacharie Wassilïew), et vint, enfin, à Moscou. Une gargotte, tenue par la femme Lazarew, servait là de lieu de réunion aux étudiants-socialistes, et Iwanow avec Orjykh s'y rendirent plusieurs fois. Vers le 15 janvier, il vint à Pétersbourg, dans l'intention d'y renouer des relations avec les agitateurs du Sud (par des moyens à lui seul connus), et n'eut encore le temps que de faire une visite à la rédaction du journal «Le Moniteur du Nord», et de voir les époux Nicolas et Eudoxie Krscheminski (née Herzenstein), et l'étudiant Démïanski (des personnages compromis).

Après sa fuite de Sibérie, vers la fin de l'année 1882,

Iwanow parvint à Pétersbourg où il eut des entrevues avec Dégaïew qui lui donna une lettre de recommandation pour Wladimir Bytschkow, à Harkow, après quoi Iwanow entra dans le cercle local de Raïssa Kranzfeld, Wssséwolod Gontscharow, Pierre Ielko, Berditschewski et la femme Tchémodanowa (qui travaillait dans l'imprimerie confisquée au mois de février de l'année 1883). Plus tard, il alla à Rostow, et en décembre—à Pétersbourg pour se munir chez Dégaïew de productions de la presse révolutionnaire, où il eut des entrevues avec Stépourine et Pierre Iakoubowitsch : ce n'est que par suite de ces courses continuelles que son nom se popularisa dans les clans anarchistes. Il fut aussi un affilié de l'entreprise du pillage de la poste près de Harkow. Muni de manuscrits que lui remit Stépourine, Iwanow se transporta à Kiew et prit part à la publication du 10me numéro de la «Volonté du peuple», dans l'imprimerie établie chez les époux Schébaline. Depuis le mois de juillet de l'année 1884, Iwanow s'établit de nouveau à Rostow, sous le pseudonyme de «Lyssenko», puis s'enfuit, de crainte d'être découvert (au grand mécontentement de Lopatine), revint de nouveau et se mit alors à publier la seconde édition du № 10 de la «Volonté du peuple», dans une imprimerie qu'il avait organisée à Rostow. Muni d'une certaine quantité d'exemplaires de cette feuille, il partit pour Iaroslaw (sur le Wolga), Moscou et Pétersbourg, et en janvier 1885, parvint à se rendre à l'étranger, par Moscou et Varsovie, avec le passeport d'un étudiant de l'Université de Moscou, Pierre Moukhanow. C'est par l'entremise de ce dernier, qu'en novembre 1884, Iwanow fit à Moscou la connaissance de Jean Bénéwolski, employé du service postal des chemins de fer, une personne, sur la-

quelle les anarchistes comptaient beaucoup pour voler l'argent du wagon de la poste). C'est cette entreprise qu'Iwanow désignait du nom «d'affaire grandiose», dans une lettre adressée au nom fictif de l'étudiant «Naoumow», dont il a été question plus haut. Tout était prêt pour exécuter l'entreprise; elle ne dépendait que du consentement d'Iwanow, mais il fut indécis et n'ayant point donné d'instructions nécessaires, partit pour l'étranger. En son absence, les autres conjurés ne purent non plus se mettre d'accord; c'est pourquoi l'un d'eux, Zacharie Wassilïew, fit venir de Tiflis un certain «Jean Nikolaïéwitsch», qui n'était autre qu'un des organisateurs de l'imprimerie à Harkow, «Alexis Wosskressenski», en réalité, le paysan-ouvrier Théophane Krylow.

Le type des révoltés que représentait Serge Iwanow, en sa qualité d'«anarchiste ambulant» ou voyageur, était d'un genre particulièrement nuisible et dangereux. En s'établissant pour un certain temps dans des centres peuplés et industriels, ou dans des localités où se trouvaient des écoles supérieures, ce genre de perturbateurs, forts de leur influence sur une jeunesse facile à enflammer, parvenaient très souvent à soulever les ferments socialistes parmi le monde scolaire, et dès ce moment, trouvaient facilement les moyens d'organiser des cercles parmi les ouvriers intelligents, les étudiants et même les élèves de gymnases. Ce mode de propagande était d'autant plus pernicieux, que ces anarchistes ambulants organisaient constamment des cercles nouveaux, les mettaient en relations, consolidaient leurs principes et parvenaient à unifier l'activité socialiste.

Lors de la confiscation de l'imprimerie clandestine à Harkow, le 22 juin de l'année 1883, les locataires de ce logis furent arrêtés et se nommèrent les époux «Wosskressenski». Pour la femme inconnue, on découvrit bientôt qu'elle était Anastasie Ossinska (la soeur de Valérien Ossinski, qui fut condamné à mort, l'année 1879); quant au véritable nom de son soi-disant mari, «Alexis Wosskressenski», l'on n'était pas encore parvenu à le découvrir. Pendant qu'on le menait en chemin de fer, il sauta par la fenêtre du wagon, entre Moscou et Pétersbourg, et prit la fuite. Dégaïew, qui connaissait parfaitement ce qui se passait dans le monde révolutionnaire, et qui jouait admirablement son double rôle, confia à Soudéïkine, que «Wosskressenski»—était le paysan Théophane Krylow, natif du gouvernement de Nowgorod, lequel habitait, en 1880, Pétersbourg, et ayant appris à lire et à écrire, fit la connaissance de l'étudiant Oulrikh, qui l'initia, le premier, à la littérature du sous-sol. En 1881, il occupait déjà une position illégale et commençait à faire de la propagande parmi les ouvriers à Moscou, où il fit la connaissance de Stéfanowitsch, et en 1882, se rendit dans le gouvernement de Twer, pour travailler parmi la population des paysans sectaires. Il y fut arrêté, mais parvint à fuir et se cacha, jusqu'à la fin de l'année 1882, à Moscou et à Kazan. Au mois de décembre de cette même année, il apparut à Harkow et entra en relations avec Wéra Filippowa, qui l'établit dans le logement de l'imprimerie avec Anastasie Ossinska. Après sa fuite du wagon, il habita Moscou, Kiew, Iaroslaw, Kazan, Rostow, Tiflis et vint à Pétersbourg, où Dégaïew le munit d'un passeport. Le 12 décembre, il se rendit à l'étranger par Var-

sovie, et en 1884, se trouvait à Paris, où il fraya avec Tikhomirow, Halina Tscherniawskaïa, Marie Barannikowa et d'autres. Au mois de mai de l'année suivante, il s'établit près de Toula, sous le pseudonyme «Polozow», avec une socialiste Anne Fédorowska. Il quitta cette localité le 15 août, se rendit à Tiflis, et au commencement de l'année 1886, habita Moscou, après avoir visité Saratow. Lui et sa compagne furent arrêtés le 21 octobre, à Moscou.

Moukhanow fit venir Krylow, pour qu'il décidât la grosse question du pillage du wagon de la poste, en le recommandant comme un représentant du centre, qui avait une autorité encore plus grande que Serge Iwanow. L'employé de la poste Bénéwolski trouvait que l'entreprise pouvait réussir plus facilement sur le chemin de fer de Tambow-Saratow et qu'il fallait attendre qu'on lui obtînt une place sur cette ligne. Moukhanow ennuyé d'attendre le retour d'Iwanow, qui ne donnait pas signe de vie, se décida pour la ligne de Moscou-Iaroslaw, mais un voyage d'essai que fit dans ce but Bénéwolski, démontra que cette voie offrait des difficultés. Survint Saül Lyssianski, qui releva les esprits abattus. Bénéwolski exigeait que pendant l'entreprise, aucune attaque forcée sur les employés de la poste n'aît lieu, en aucun cas, qu'il ne fallait qu'enlever les sommes du gouvernement, et nullement celles des particuliers. Krylow répondit qu'il en référerait à l'étranger et partit pour Woronège, où il fit venir Bénéwolski et lui déclara, que «le parti» acceptait ses conditions. Les pourparlers durèrent jusqu'a la fin de l'année 1885, quand Iwanow rentra en Russie et reprit lui-même les conciliabules avec Bénéwolski; mais en fin de compte, l'on décida que cette entreprise ne pouvait avoir des chances

de succès qu'à l'aide d'une organisation plus parfaite de la conjuration. L'arrestation de Moukhanow, de Bénéwolski et de Serge Iwanow qui eut lieu bientôt, mit fin à cette entreprise.

Parmi les notes chiffrées trouvées chez Iwanow, on découvrit l'adresse de l'opticien Salomon Heyfiss (israélite), à Iékatérinoslaw, par l'entremise duquel devait passer la correspondance d'un certain «Gléb Wladimirowitsch». Le 22 février, une perquisition qu'on fit chez Heyfiss ne découvrit rien de suspect, mais il avoua qu'il recevait des lettres sous une adresse pareille et qu'il les remettait au précepteur de ses enfants. Chaïm Poliakow (israélite), qui demeurait à part dans une partie très éloignée de la ville. Les recherches de la police et des gendarmes se dirigèrent donc vers le logement de Poliakow, mais dès qu'ils y arrivèrent, les locataires déclarèrent qu'ils feraient feu, et sur le seuil apparut un inconnu, un révolver à la main. Il fut désarmé et arrêté, et peu de temps après, avoua qu'il était Boris Orjykh. Lors du premier interrogatoire, il se nomma membre de la «Volonté du peuple», et que ses occupations consistaient dans un travail qui avait pour but «la libération de la Russie». Il refusa d'abord de faire des dépositions; mais depuis l'année précédente, la participation d'Orjykh à la fabrication, au transport des engins meurtriers et à leur recel dans l'imprimerie qu'il avait établie à Taganrog, étaient déjà suffisamment démontrés. Comme acteur direct dans l'affaire de l'imprimerie figurait le locataire des chambres dans lesquelles elle se trouvait, un soldat Akime Siguida; les bourgeoises Oustinïa Fedorowa

et Catherine Trinidatskaïa travaillaient comme ouvrières. Parmi les papiers trouvés chez Orjykh, deux pièces attiraient l'attention: une lettre de Tikhomirow dans laquelle il émettait son point de vue sur l'état des choses dans le monde révolutionnaire, au moment donné, et un manuscrit d'Orjykh, contenant le brouillon d'une réponse à cette lettre. Dans cette dernière, son auteur recourait à des commentaires catégoriques: «nous appliquerons tous nos efforts, «pour créer, autant qu'il nous sera possible, une terreur «systématique. Nous supposons aussi que la terreur ne peut «être provoquée que par la terreur: n'oublions donc pas «cette thèse un seul instant. Si le parti s'adonne exclusi«vement à une activité studieuse et littéraire, notre partici«pation sera parfaitement inutile, car le gouvernement «(en punissant les coupables) provoquera tous les jours «de nouveaux rangs de lutteurs, et la sympathie du «public pour le parti (du public qui ne voit aucune ma«nifestation marquante de l'activité anarchiste) baissera, «tandis que chaque fait terroriste est un pas en avant. «Durant nos derniers voyages, nous avons eu l'occasion «de connaître encore plus les dispositions du public et «nous nous sommes encore plus affermis dans notre ten«dance vers la terreur. Il est évident, que nous ne désirons «point amoindrir par là l'importance immense de l'autre «genre d'activité; mais nous répétons, que notre but direct, «à la première possibilité, sera la terreur. Nous avons «l'intention de remettre l'organisation typographique dans «son état primitif..., après quoi nous nous occuperons à orga«niser le terrorisme, ce qui demandera l'application de plus «de forces possibles, au moment donné».

Les lettres qui survinrent au nom d'Orjykh, démontrè-

rent ses relations avec les cercles de Iaroslaw, Taganrog, Harkow, Moscou, Odessa et Pétersbourg, par l'entremise, entre autres, d'Etienne Tourski (domicilié à Odessa, le frère de l'ancien émigré, Gaspard Tourski), de Jean Tzytzenko (à Iaroslaw) et de l'étudiant Albert Hausmann (israélite), à Pétersbourg. Les investigations sur les relations de ce dernier découvrirent de nouveaux correspondants d'Orjykh. Quand aux affiliés de Poliakow à Iékatérinoslaw, les personnalités d'Alexandre Ostroouklow, de la fille d'un général-major,—Lydie Dombrowska, de la bourgeoise Anastasie Schechter, de l'étudiant Sternberg et de Nathan Bogoraze (israélite), attirèrent le plus l'attention de la police, de même que les efforts que ce cercle fit, avec Boris Orjych en tête, d'organiser de nouveau la publication de la «Volonté du peuple».

Un des personnages les plus marquants du cercle d'Orjykh, un ouvrier qui prit part à l'entreprise du pillage de la poste, près de Marioupol, en 1885, et qui portait le pseudonyme d'«Iwane Iwanowitsch», fut arrêté le 27 septembre, à Iékatérinoslaw. Il était, en réalité, le bourgeois André Karpenko et avoua que ce fut Léon Iassé-witsch qui l'embaucha à Rostow, en 1883. Au commencement de l'année suivante, il vint à Iékatérinoslaw, où il le revit et fit par son entremise de nouvelles connaissances (Tourski, Zacharie Kohane, etc.), et entre autres, de Jean Khmélewtzow, à l'amirauté deSéwastopol. Karpenko se fixa à Rostow, et en 1885, craignant les recherches de la police, se décida à accepter une position «illégale». Voyageant dans le Sud, d'une ville à l'autre, il parvint

à Odessa, puis vint à Réni voulant passer à l'étranger, mais cela ne lui réussit point.

Jean Khmélewtzow était un ouvrier des chantiers de la «Société Russe de navigation à vapeur et de commerce» (d'Odessa) et s'occupait, pendant l'année 1885, à faire de la propagande parmi les ouvriers, avec Pierre Antonow, Dmitri Barténew et Léonide Fokine. Après l'arrestation de Khmélewtzow, on se rendit maître des personnes qui étaient avec lui en relations, parmi lesquelles l'étudiant Sternberg attirait sur lui l'attention, comme fondateur du'n cercle à Odessa, qui comptait une vingtaine de nouveaux affiliés.

Le bourgeois Nathan Bogoraze (israélite) ex-étudiant de l'Université de St-Pétersbourg, était aussi un affilié d'Orjykh et travailla dans une imprimerie à Nowotscherkassk, organisée par Iasséwitsch. En novembre 1886, il vint à Moscou, ayant déjà occupé une position «illégale», et tint des conciliabules avec une dizaine d'étudiants de divers établissements; on l'arrêta et les perquisitions qu'on fit, permirent de supposer qu'il appartenait au groupe dirigeant des cercles anarchistes.

Il était hors de doute, cependant, que dans ce temps, le chiffre des «illégaux», si nombreux autrefois, était descendu à des unités. Les mesures de la police rendaient trop difficile cette position extra-légale; dans les dernières années, rien que les personnes les plus compromises, les plus hardies ou les plus révoltées se décidaient à accepter un changement pareil. La police pouvait se féliciter que durant l'année 1886, sept personnages de cette catégorie (Serge Iwanow, Boris Orjykh, André Karpenko, Jean Khmélewtzow, Théophane Krylow, Nathan Bogoraze et Hilarion

Kojine) furent découverts et tombèrent dans ses mains; mais cinq des «illégaux» très connus et très actifs étaient encore en liberté: ils portaient les noms de Raïssa Kranzfeld, Zacharie Wassilïew, Zacharie Kohane, Alexis Makarewski et Moïse Lintwarïow.

Des manifestations séparées et épisodiques dans le domaine des menées socialistes eurent encore lieu dans maintes localités de l'Empire: dans les deux capitales, à Odessa, Kazan, Krementschoug, Harkow et Saratow.

A Pétersbourg, on découvrit un nouveau cercle parmi la jeunesse scolaire, qui portait le nom de «parti des socialistes-démocrates russes» (composé de Pierre Boutkow, Michel Téssïolkine, Basile Kharitonow et d'autres); on trouva même chez eux les débris d'une imprimerie qui avait fonctionné dans le logement de Kharitonow.

A la fin de l'année 1885, commença à Kiew une enquête (continuée à St-Pétersbourg, en janvier 1886) sur un nouveau cercle socialiste dans le Sud, parmi les membres duquel figuraient quelques militaires: les sous-lieutenants Michel Mauer, Jean Axentowitsch, Basile Scheidewand, l'enseigne de vaisseau Nicolas Tscherniewski et l'élève de l'Ecole de Marine, Nicolas Schelgounow. Ce dernier jouit même de certaine influence parmi la jeunesse des écoles militaires, de manière que le nombre des jeunes gens que les effluves socialistes touchèrent, se porta au nombre d'une trentaine. Le but du cercle était assez vaste: celui de rallier, peu à peu, tous les officiers militaires à une association immense, qui s'occuperait non seulement de propagande parmi la troupe, mais aussi parmi le peuple.

Dans les réunions qui eurent lieu chez Schelgounow (le principal embaucheur), on élabora un programme dont les thèses fondamentales déclaraient ce qui suit: «Nous sommes des socialistes et notre but final est d'appliquer le «nouveau régime à toutes les formes de la société. Nous «reconnaissons que ce régime est non seulement le plus «juste, mais découle infailliblement des conditions de notre «existence historique.... Pour le succès d'une révolution, «toutes les forces intéressées dans l'abolition de l'ancien et «dans la création du nouveau régime social,—doivent pren«dre part à la lutte... L'activité révolutionnaire se partage «en activité destructive et créatrice. Nous reconnaissons «que la participation de la force armée est particulière«ment importante pour la première. Cette participation «est très grave en qualité de facteur, sans lequel l'acti«vité destructive ne peut réussir. Mais malgré toute l'impor«tance de la participation de l'armée, impossible d'admettre «que le but destructif pût être atteint uniquement par la «troupe. C'est pourquoi nous croyons qu'une activité dans «d'autres sphères est aussi indispensable.. A l'époque actuelle, «nous estimons le travail dans le milieu militaire, comme «le plus important, pour ne pas éparpiller nos forces, etc.»... Les principaux membres de ce cercle militariste furent bientôt arrêtés.

A Moscou, après la désorganisation de la «Société générale des étudiants», ses débris formèrent plusieurs nouveaux petits cercles qui adhérèrent au programme des «narodowoltzy». L'un des plus marquants se trouvait sous les ordres de l'ingénieur Alexandre Alexandrow et datait de l'année 1884; il s'occupait à hectographier les produits de la presse prohibée et parvenait à tirer par ce moyen

des centaines d'exemplaires; mais Alexandrow mourut lle 14 avril 1885, s'étant, par hasard, empoisonné avec de l'acide carbolique; mais sa place fut prise par l'étudiant Jean Sotnikow. S'étant muni d'adresses que son frère Serge et Léïba Deutsch lui donnèrent, au moment de leur départ pour la Sibérie (le 10 mai 1885), Sotnikow, qui depuis 1884, comptait comme principal caissier de la «Volonté du peuple», à Moscou, se mit en rapports avec es socialistes de tous les clans, qui souvent étaient de passage seulement à Moscou et se réunissaient alors dans une gargotte tenue par Sophie Lazarew. Sotnikow fut bientôt arrêté et son cercle passa sous la direction des étudiants Mowscha Gotz (israélite), Jean Tikhomirow, Nicolas Dmitrïew et d'un certain Alexandre Sipowitsch, qui s'occupèrent à établir une hectographie sur une grande échelle (elle imprimait jusqu'à 700 exemplaires de certaines pièces). Les arrestations et les perquisitions qu'on fit chez les membres de ce cercle, découvrirent 144 kilogrammes de caractères typographiques soustraits à l'imprimerie d'un certain Woltschaninow, à Moscou.

A l'Académie Agricole de Pétrowski, près de Moscou, on découvrit un cercle, à la tête duquel se trouvait les étudiants Alexandre Dounowitsch et Nicolas Wlassow; ce dernier était aussi membre du cercle des «Woronejtzy» (des étudiants natifs de la province de Woronège). Comme personnages actifs, quoique d'un rang secondaire, se distinguaient à cette époque, dans les cercles de Moscou, l'étudiant Nicolas Tschouprounow, le médecin Théodore Polïakow, le bachelier ès-sciences Jean Sakharow et Lydie Dombrowskaïa, qui a été nommée plus haut.

Tous ces cercles moscovites adhéraient au programme

de la «Volonté du peuple». Les anarchistes ambulants— Owtschinnikow, Manouïlow, Flérow, Lopatine, Serge Iwanow, Boris Orjykh et d'autres, en voyageant continuellement, vinrent plus d'une fois à Moscou firent des connaissances parmi la jeunesse suspecte, et dirigèrent, la plupart du temps, le mouvement ultérieur, en créant des «cercles de développement mutuel», en envoyant des manuscrits pour les publier, en recommandant de nouveaux membres, etc. C'est de cette manière que Serge Iwanow et Boris Orjykh firent, lors d'un de leurs voyages à Moscou, la connaissance de l'ex-étudiant du Lycée Démidow (à Iaroslaw), Pierre Moukhanow, un personnage très en vue dans les cercles de Moscou.

Dans les années 1881 à 1882, il figurait déjà comme un meneur expert au milieu des écoliers du gymnase de Iaroslaw, qui formaient un cercle secret, dans lequel entraient aussi des élèves du Séminaire ecclésiastique local. En 1884, il passa à Moscou, fit la connaissance d'Iwanow et d'Orjykh et accepta une position «illégale»; plus tard, en octobre 1885, il organisa un logement dit «conspiratif» qui servait de lieu de réunion et de séjour aux anarchistes les plus sérieux, qui venaient se fixer à Moscou, ou qui n'y étaient que de passage. C'est là qu'on déposait des cargaisons de brochures ou de placards que les membres des cercles s'occupaient à distribuer dans le public et plus loin, en province, à Iaroslaw et à Rybinsk (où un cercle socialiste se forma aussi parmi la jeunesse scolaire). L'exemple des lycéens de Iaroslaw avait porté des fruits. A mesure qu'ils développaient leur programme et leur activité, ils furent très près du moment où ils allaient s'incorporer entièrement dans le parti de la «Volonté du peuple»; il ne manquait que le

plus petit choc pour effectuer cette union. C'est dans ce moment, que l'ex-étudiant de l'Institut Vétérinaire de Harkow, Jean Tzytzenko se mêla de l'affaire. Après avoir été envoyé en exil par voie administrative (pour une tentative de fonder une imprimerie à Harkow), il fuit de Moscou, le 24 janvier, et alla s'établir à Iaroslaw, en qualité d'un individu «illégal», sous le nom d'«Alexandre Pawlowitsch», et joua un rôle dans un cercle d'une dizaine de personnes, appartenant à la jeunesse scolaire (cercle d'Alexis Tschoumaïewski, Pierre Sokolow et Paul Bezsonow). Avant l'arrivée de Tzytzenko, l'activité du cercle ne sortait pas du domaine des quêtes et des réunions chez Tschoumaïewski et dans la gargotte tenue par Hélène Kestelmann; mais après l'arrivée du personnage à la position illégale, le cercle commença à travailler parmi le peuple.

A Harkow, un cercle socialiste composé de l'ex-étudiant Isaac Kohane, le bachelier Georges Tilitschéïew, Eugène Stépanow (l'ami de Starodworski, l'assassin de Soudéïkine), fut renforcé par un fuyard de la Sibérie (octobre 1885), Alexandre Engel, qui occupait une position «illégale». Une fabrication de placards hectographiés fut découverte dans la même ville à l'occasion de deux proclamations parsemées dans plusieurs parties de la ville, la nuit du 17 au 18 février, qui commençaient par les mots: «Peuple russe» et «Parole au peuple». Ces libelles furent envoyés par poste, à Koursk, Orel, Kalouga, Penza, Nowgorod; sur le tracé du chemin de fer on trouva un paquet avec 27 exemplaires de ces proclamations mises dans des enveloppes munies d'adresses,—paquet qui appartenait à la sujette française Marie Perray. L'enquête découvrit aussi

l'existence d'un nouveau cercle local sous la direction de l'étudiant Michel Rklitzki, l'ex-étudiant d'Odessa—Nicolas Merkholew, des aides-chirurgien—Lydie Loïko (née Kwaschnine) et Xénie Tripolska, des élèves de l'Ecole de sage-femmes—Rebecca Lïanda (israélite), Aimée Skopina et Darie Bogatko. C'est chez ces femmes, à l'hôpital des aliénés («à la villa Sabourow»), aux portes de Harkow, que se fabriquèrent ces placards, destinés à refroidir les sentiments populaires à l'occasion des 25 années qui s'écoulaient, le 19 février de cette année, depuis la date de l'émancipation des paysans.

A Odessa, on découvrit, après l'arrestation d'Orjykh, l'adresse de ses correspondants, entre autres, d'Etienne Tourski, le frère de l'émigré Gaspard, qui fit des aveux détaillés et complets, voulant se retirer du mouvement socialiste.

A Kazan, fonctionnait un cercle dirigé par un lieutenant en retraite, Jean Smirnow, et les sous-officiers de la réserve, Wladimir Mouratow, qui s'occupait à soustraire dans les imprimeries officielles et privées, des caractères. La nuit du 5 au 6 janvier, Smirnow, Mouratow et les étudiants de l'Université, Alexandre Grigorïew et Nicolas Krylow, volèrent dans l'imprimerie de Wosskoboïnikow, des pierres litographiques et des caractères fondus; dans la nuit du 10 janvier, ils pénétrèrent dans les caves de l'imprimerie, tirèrent de là un coffre avec des caractères, mais durent l'abandonner dans la cour, vu les poursuites de la police. Chez les connaissances et les affiliés de ces socialistes, on découvrit les débris d'une imprimerie qui fut partagée et transportée en différents endroits, après quoi on se rendit aussi maître des voleurs, qui étaient munis d'une quantité d'imprimés révolutionnaires.

Des visites domiciliaires furent faites chez des personnages suspects à Krémentschoug (entre autres, chez le maître d'une école de la ville, Trophime Lopata) et l'on trouva chez eux une masse de pièces prohibées. Au nombre des inculpés se trouvait un individu qui occupait une position «illégale» et se donnait le nom de «Séliwanow», mais qui, en réalité, était un sous-lieutenant du régiment № 97, de Livonie, cantonné à Dunabourg, Nicolas Perlaschkiéwitsch. Il déclara qu'il appartenait au parti de la «Volonté du peuple» et communiqua des données détaillées sur le cercle de Lopata, qui avait à sa disposition une bibliothèque révolutionnaire.

A Saratow, le cercle local existait depuis longtemps et avait une réputation de solidité et d'énergie, et jouissait d'une organisation plus sérieuse: c'est pourquoi Bénéwolski voulut tenter son entreprise dans cette localité. En 1886, on découvrit la participation à ce cercle des soeurs Wéra et Aimée Schéïdakow, du bourgeois Joseph Rossow, et d'autres.

L'activité socialiste à Varsovie et dans les provinces de la Vistule, quoiqu'affaiblie par les arrestations qui eurent lieu ces dernières années, n'avait point désarmé et manifestait parfois son existence par des actes terroristes, auxquels les membres du «Prolétariat» avaient eu déjà bien des fois recours.

Le 19 juin, près de la barrière de la rue Jérusalem, un inconnu, qui était, en réalité, le serrurier Ladislas Kowalewski, armé d'un révolver et d'un poignard, attaqua un agent de la police, Pierre Pinski, qui passait par

la rue et tira contre lui trois coups de feu, qui le blessèrent à la figure, à la joue et au pied; puis, d'un quatrième coup de feu il blessa un soldat, Basile Potschéwo, qui courut pour l'attraper. Quand la foule qui s'était réunie et la police arrêtèrent le malfaiteur, de l'endroit d'où ces coups de feu partirent, un inconnu se mit à fuir et alla se réfugier dans une maison de la rue voisine; mais arrêté par la police, il donna son vrai nom,—Victor Hubscher, apprenti-tailleur, camarade de Kowalewski. Ils déclarèrent tous les deux qu'ils appartenaient au «Prolétariat» et que l'attentat contre Pinski avait eu lieu par l'ordre du Comité Exécutif, en qualité de vengeance pour avoir abandonné le parti. Ce Pinski était suspect au reste des socialistes depuis l'automne de l'année 1885; c'est pourquoi Stanislas Mendelssohn, qui dirigeait le «Prolétariat», tout en restant à l'étranger, chargea un ex-élève de l'Ecole vétérinaire de Varsovie, Marien Oulrikh, de prendre des renseignements sur Pinski; rentré à Varsovie, Oulrich pénétra dans le milieu des ouvriers et parvint à la conviction que Pinski avait déserté la cause socialiste. Au mois de mars 1886, une assemblée présidée par Oulrikh décida du sort de Pinski, mais le président ne put donner aucune suite à ce projet, car il fut lui-même arrêté le 26 mars. Sa place fut prise par un certain Wislotzki («Thadéousch») et une femme, Bronislas Waligourska, parue depuis peu à Varsovie, la fille d'un émigré de l'année 1830, personne instruite et énergique, qui sut, en peu de temps, grouper autour d'elle plusieurs révoltés et établir un hectographe. Elle annonçait parmi les siens qu'elle travaillait à un attentat contre le général-gouverneur de Varsovie, Gourko, à l'aide de bombes et d'engins-explosifs

et qu'elle se faisait la main, en s'occupant à jeter des balles d'enfants. Outre Pinski, Wislotzki devait tuer encore un commissionaire de la rue Kantschoukéwitsch, qui avait déserté l'association. Le 15 juin, enfin, aux environs de Varsovie, à Willanow, on se rendit à un joyeux rendez-vous assez nombreux, où le meurtre de Pinski fut définitivement décidé et l'exécution du crime confiée à Kowalewski et Hubscher. L'attaque devait avoir lieu dans le grand Jardin de Saxe, à Varsovie; c'est là que se réunirent les conjurés, le 17 juin, avec des poignards, des casse-tête et des bâtons. Un verdict imprimé du Comité Exécutif condamnant Pinski à la peine de mort était tout prêt (composé par un ouvrier d'imprimerie, André Kowalski) et Wislotzki le remit, le 18 juin, à Kowalewski; d'autres affiliés lui prêtèrent un révolver et des cartouches. Pinski ne vint pas ce jour-là au jardin de Saxe et il fut décidé de l'attaquer dans la rue; l'occasion se trouva le 19 juin, et Kowalewski avec Hubscher tombèrent sur lui.

La propagande socialiste parmi les ouvriers fut moins fructueuse cette année, à Varsovie, que les années précédentes, car deux cercles seulement (de tailleurs et de serruriers) fonctionnaient à cette époque; par contre, l'organisation des ouvriers en province,—à Zgièrge, Tomaszow et Lodz, atteignit un grand développement. Durant l'année 1886, 27 arrestations eurent lieu dans ces cercles, mais ce chiffre était loin d'atteindre tous les meneurs, qui continuaient leur activité malgré les mesures sévères qu'on prenait contre les membres du «Prolétariat».

Un seul procès politique fut examiné dans le cours de l'année 1886: la cour martiale de Varsovie jugea le sus-nommé Ladislas Kowalewski et du paysan Victor Hubscher dont le crime vient d'être relaté. Kowalewski fut condamné à la peine de mort et Hubscher aux travaux forcés à perpétuité. Le verdict fut exécuté le 23 août.

Durant cette année subirent des peines par suite de verdicts judiciaires—2 accusés; des pénalités par voie administrative furent appliquées à 440 personnes, dont 83—subirent l'exil en Sibérie, 272—internées dans les gouvernements du centre sous la surveillance de la police, 83—subirent des peines moindres sans être soumises à la surveillance, et 2 sujets étrangers furent transférés à la frontière. Le nombre des dossiers des causes socialistes définitivement examinés par le Département de la police, montait au nombre de 91.

Les fuites et les évasions, durant l'année 1886, ne furent pas nombreuses, et on ne pourrait que citer: celles de Pauli (du gouvernement de Iénisséïsk, en Sibérie Orientale, exilé depuis l'année 1883, rattrapé quelques jours plus tard), de Jean Tzytzenko (qui s'enfuit, le 24 janvier, à Moscou, de la salle où se faisait l'enrôlement et la révision pour le service militaire obligatoire), et de Théodore Gawrilenko, jugé par la cour martiale d'Odessa (1880), qui s'enfuit, le 18 mai, du district de Kirensk, en Sibérie Orientale, où il était interné. Un nombre très restreint de cas de fuite de la surveillance latente de la police dans les province de l'intérieur, pourrait seul compléter cette liste.

Le jubilé excentrique des 25 années de l'activité révolutionnaire de Lawrow occupa pendant longtemps les esprits de la grande colonie socialiste parsemée en Europe, et plus d'une adresse, à cette occasion, parvint de Russie à ce vétéran de l'anarchisme. Paris était, à cette époque, le point central où résidaient les révoltés les plus connus, parmi lesquels Léon Tikhomirow et Marie Barannikowa (Oschanina) étaient les plus en vue. Tikhomirow jouait encore le rôle d'un meneur de la «Volonté du peuple»; il se posait en mystérieux, ne se montrait qu'aux sommités sur lesquelles il pouvait compter; avec le reste des arrivants, c'est Marie Oschanina qui traitait ou quelqu'un du nombre de leurs connaissances. Les moyens dont il disposait étaient presque nuls et les honoraires littéraires qu'il recevait de la presse «légale» en Russie, dans laquelle il travaillait malgré tout, étaient des moyens d'existence plus sûrs que les productions révolutionnaires, dont le débit ne se faisait que lentement. Il avait aussi des ennemis dans l'émigration; cette année parut une brochure en partie dirigée contre lui: «Confession d'un nihiliste». où il figurait sous le nom de «Skorognilow» (Paris, 1887, 8°, page 20).

Au nombre des émigrés qui étaient restés à Genève, le premier rôle était joué par Halina Tscherniawskaïa, qui quitta Paris pour surveiller la composition et la publication de la 5me livraison du «Moniteur de la Volonté du peuple». Le livre sortit de sous presse seulement en décembre et à la fin du volume se lisait une annonce des rédacteurs (Lawrow et Tikhomirow), que cette publication cesserait de paraître.

Les émigrés domiciliés en Suisse se divisaient en plu-

sieurs groupes: Georges Plekhanow restait à la tête du groupe de la «Libération du travail»; les «fédéralistes» avaient pour représentant—Dragomanow; le «Prolétariat» publiait en Suisse son journal: «La Lutte des classes» («Walka Klas»); un groupe des «constitutionalistes», enfin, se composait des rédacteurs de la «Cause Commune», avec Elpidine à leur tête. Tikhomirow publia à Paris cette même année une grande étude qui fit beaucoup parler d'elle: «La Russie politique et sociale», écrite d'abord en russe, dont la traduction fut faite par l'auteur, en commun avec l'éditeur Albert Sawine. Cet ouvrage fut traduit en anglais et en italien et eut une deuxième édition française, en 1888, Krawtschinski publia cette même année un pamphlet: «Le czarisme et la révolution» (Paris, Dentu, in-8).

Plus d'une typographie clandestine fut découverte et confisquée durant l'année 1886; néanmoins, les produits de la presse de sous-sol ne furent point nombreux, et ne se répandirent pas en quantité sérieuse, ce qui était dû en partie à ce que la police avait eu la chance de confisquer de grands stocks de produits révolutionnaires, qui n'étaient point encore expédiés.

En fait de placards et de proclamations on pourrait citer: a) celle qui concernait le jubilé de l'émancipation des paysans (hectographiée), du 19 février, commençant par les paroles: «Peuple russe»; b) «Aux hommes éclairés en «Russie» (à l'occasion de la même date, in-fol., hectographiée); c) des feuillets sous le titre: «Bureau de la quête «à 10 copeks»; d) le «Programme du Comité Exécutif»,

en 6 §§, quatrième édition, in 4°; e) le «Programme du «parti populaire», 12 pages (hectographiées); f) un placard dédié à la mémoire de Dobrolïoubow, le fameux écrivain de la période du nihilisme (4 pages hectographiées), à l'occasion des 25 années écoulées depuis son décès (17 novembre); g) une proclamation sous le titre: «Le 17 novembre à Pétersbourg», provoquée par les arrestations que la police fit dans une réunion qui avait l'intention d'organiser des manifestations relatives à la date commémorative de la mort de Dobrolïoubow (hectographiée); h) le verdict du Comité Exécutif sur le meurtre de Pinski, à Varsovie, en polonais; i) une proclamation hectographiée: «Camarades», du 27 décembre 1886; j) l'annonce (in-fol.) du renouvellement de la publication: «La science socialistique»; et k) une brochure lithographiée (avec l'estampile de l'«Agence de colportage de la Volonté du peuple», du 8 novembre, 12 pages), contenant la nécrologie du socialiste Constantin Néoustroïew qui subit la peine de mort.

Les presses socialistes de Kazan réimprimèrent une ancienne brochure destinée aux ouvriers et au peuple, sous le titre de: «Le vrai et le faux», et «Les travaux préparatoires du parti», de même que plusieurs biographies des condamnés politiques; mais tout cela fut confisqué avec l'imprimerie locale. A Moscou parurent: «Les échos de la révolution», un «Recueil de poésies et de chansons» révolutionnaires (78 pages), composé avec différents types de caractères (un produit de l'imprimerie clandestine de Taganrog); une brochure: «Le procès des 29 à Varsovie», avec l'estampile de «Pétersbourg, imprimerie de la Volonté du peuple»; une feuille volante: «A la génération actuelle», pièce de vers; une brochure de Plekhanow, destinée au peuple,

qui commençait par les paroles sinistres: «Il y a un Maître dans le monde; ce Maître est implacable! Son nom est—la Faim», etc. (45 pages, bien imprimées).

En fait de publications ayant un caractère périodique, on ne peut nommer que la gazette «L'Ouvrier», imprimée à Pétersbourg, dans le logement de Kharitonow, mais dont deux numéros seulement virent le jour. Parut aussi d'une manière très inattendue le troisième numéro des «Feuilles» de la «Volonté du peuple», en novembre, contenant 35 pages, très bien imprimées, avec l'estampile de St-Pétersbourg. Il contenait le discours de Wéra Filippowa lors de son procès, en automne de l'année 1884.

1887

L'arrestation des principaux meneurs de la lutte socialiste durant l'année 1886 eut pour résultat direct la découverte de nombreux petits cercles qui se formèrent autour de ces révoltés, à une époque où l'organisation continuelle de petits groupes était le principal système et même le but du parti, qui continuait à porter le nom de la «Volonté du peuple». Il était impossible de supposer que cette dénomination signifiait une organisation réglée, homogène, avec des tendances acceptées et généralisées, avec des membres hiérarchiquement disciplinés, quelque chose, enfin, qui rappelât la «Narodnaïa Wola», telle qu'elle fut créée lors du Congrès de Lipetzk et qui existât jusqu'aux années 1881 et 1882; car les nombreuses enquêtes et perquisitions des derniers temps démontrèrent que les acteurs de la lutte socialiste se partageaient réellement en trois catégories beaucoup moins influentes; celle a) des personnes qui n'avaient point d'occupations stables et légales et qui s'étaient uniquement vouées à la cause révolutionnaire; b) des personnes qui tout en participant au mouvement, jouissaient d'une position sociale parfaitement «légale»;

c) des personnes, enfin, qui sympathisaient seulement à l'idée révolutionnaire et à ses propagateurs, et qui leur venaient en aide de différentes manières occultes et souvent insaisissables.

Les agitateurs de la première catégorie, obligés de vivre à l'aide de faux passeports, se trouvaient continuellement en mouvement dans le but de la propagande et figuraient comme les ennemis les plus sérieux de l'ordre social. C'étaient ces fameux «illégaux», qu'il était si difficile de découvrir, même pour la police la plus parfaite, car ils trouvaient partout des sympathies, des relations et des amis, prêts à leur donner un abri provisoire. Il était impossible, d'un autre côté, d'organiser une police, qui à chaque moment et dans chaque localité d'un pays aussi immense et comparativement peu peuplé, avec toutes les facilités de déplacement qui sont à la portée de tout le monde, —fût en état de connaître et d'étudier la conduite de chaque nouveau voyageur, qui apparaissait parfois pour un terme des plus courts. C'est à cette catégorie que se rapportaient aussi les «révolutionnaires ambulants» ou les agitateurs-voyageurs, dont il à été parlé plus haut. Serge Iwanow et Boris Orjykh laissèrent des traces sensibles de leur séjour au Sud de la Russie et à Moscou; lors des visites de Zacharie Wassilïew et de Raïssa Kranzfeld—à Moscou, Orel, Kostroma, Saratow, et de Zacharie Kohane dans le Sud—plusieurs nouveaux adeptes à la cause socialiste surgirent à la suite de leurs discours, décidés à développer, à l'aide de la propagande, les idées qu'ils venaient d'accepter et de recéler à l'avenir les «illégaux» qui leur seraient adressés avec des mots d'ordre convenus. Après avoir été découverts, arrêtés, jugés et avoir même purgé

des peines plus ou moins grandes, les révoltés de cette catégorie, une fois revenus dans leurs foyers socialistes, s'adonnaient souvent au mouvement avec encore plus de feu et d'énergie.

La seconde catégorie formait la majorité de ceux qui figuraient dans les enquêtes et les procès des derniers temps; c'était la jeunesse scolaire de tout genre des nombreux établissements supérieurs, des étudiants et des étudiantes, des sages-femmes, des aide-chirurgiens, de même que des ouvriers qui possédaient un peu d'éducation. S'étant alliés aux clans socialistes sous l'influence des agitateurs professionnels, ils ne restaient pas longtemps dans cette voie: souvent, les premières collisions avec la police et la justice, des réflexions plus mûres et l'exemple des nombreuses victimes des aberrations de l'esprit humain, les faisaient revenir à des idées plus saines et moins nuisibles. L'internement pour un certain temps, sous la surveillance de la police, des personnes de cette catégorie, dans les localités où se trouvaient leurs familles et leurs relations, était un moyen de correction qui donnait souvent d'excellents résultats.

La dernière catégorie, enfin, comprenait les personnes qui, tout en ne prenant aucune activité personnelle dans le mouvement, y sympathisaient et étaient prêtes à lui rendre des services plus ou moins modérés à condition qu'elles pussent rester à l'abri de l'éventualité d'être découvertes. Les classes les plus diverses de la société participaient à cette catégorie, et il est difficile, sinon impossible, de connaître le nombre de ces adeptes blottis dans les coulisses; en tout cas, la jeunesse scolaire et ceux qui venaient de quitter les bancs académiques figuraient parmi eux dans

une proportion sérieuse. Les services qu'ils rendaient pouvaient être nombreux et utiles: l'organisation de quêtes pour les détenus sous un titre légal quelconque; une remise secrète et à la hâte d'un paquet de libelles ou de placards; la permission de faire adresser une correspondance suspecte ou criminelle à son nom: l'autorisation de donner des rendez-vous avec quelqu'un dans son propre logement, etc.

Malgré les efforts faits par la police durant l'année précédente et le succès qui les couronna, cinq «illégaux», dont l'existence et l'activité était hors de doute, fonctionnaient encore: Raïssa Kranzfeld, Zacharie Wassilïew, Zacharie Kohane, Alexis Makarewski et Moïse Lintwarïow. Leur arrestation était d'autant plus indispensable, que l'expérience avait démontré, que tant que des gens pareils se dérobaient avec succès aux poursuites, la conviction pernicieuse et fausse sur l'existence d'une organisation révolutionnaire régulière restait inhérente à la jeunesse et lui persuadait, que cette organisation dirigeait d'une main habile l'activité des cercles dispersés, et qu'en cas d'un danger réel, elle saurait prêter aide et secours. Toutes les investigations des derniers temps démontraient, cependant, d'une manière indubitable, qu'il n'existait plus aucune organisation sérieuse, stable et homogène. Les «révolutionnaires» recrutés parmi la jeunesse des écoles supérieures et moyennes, représentaient, il est vrai, une matière très inflammable, qui, dans les mains d'un directeur habile, pouvait devenir dangereuse à l'ordre public; mais des meneurs de ce genre ne surgissaient que rarement, et quant aux anciens agitateurs, leur contingent était déjà épuisé. Généralement parlant, les réunions des gens

du même parti, leur activité commune et identique, ce qu'en un mot, on était habitué à nommer «association révolutionnaire», n'existait presque plus dans le grand pays. Par suite de la reforme générale de la police (tant au chiffre de ses agents qu'à leur qualité), il était devenu impossible aux révoltés d'établir et de soutenir entre eux des rapports suivis et réguliers, car on coupait vite court aux tentatives de ce genre dès leur début; l'existence à l'aide de faux passeports et de faux documents présentait des difficultés immenses, et tous les projets d'organiser une «entreprise révolutionnaire générale», dirigée par tout le parti, ne pouvaient plus reposer sur une base solide. Cet état de choses était loin de signifier qu'un développement de l'activité détective et celle d'un contrôle sevère ne fussent pas nécessaires; tout au contraire: moins il y avait de données pour présumer l'existence d'une organisation révolutionnaire qui fût à la tête du mouvement,—d'autant plus lourdes étaient les charges, les fonctions et les devoirs de la police, pour pouvoir indiquer où se trouvait, dans le moment donné, le danger et pour juger de son intensité et de sa réalité. La fermentation et le mouvement vague de l'idée révolutionnaire, les combinaisons de nouveaux programmes et la recherche d'un chef-organisateur—formaient, certainement, les côtés saillants des symptômes de ces derniers temps; mais il était impossible aux autorités de prévoir les décisions auxquelles pourrait s'arrêter un cercle d'occasion, qui pût compter parmi ses représentants des hommes doués d'une grande hardiesse.

Les preuves à l'appui de la nécessité d'une attention des plus minutieuses et pour ainsi dire la plus illimitée, dans le domaine de la surveillance des agissements socialistes. de la part des institutions et des fonctionnaires de la police, furent particulièrement évidentes. durant l'année 1887, à l'ocasion d'un événement auquel on était loin de s'attendre: c'était une tentative nouvelle du plus grand des crimes,—tentative, exécutée par un très petit nombre d'affiliés. qui jusque-là ou n'avaient pris aucune part aux agissements révolutionnaires, ou bien avaient été à peine atteints seulement par les enquêtes précédentes.

A la fin du mois de janvier 1887, le Département de la police prit connaissance d'une lettre anonyme, datée de St-Pétersbourg et adressée à Harkow, au nom d'un étudiant de l'Université de cette ville—Jean Nikitine. Cette lettre contenait un exposé sommaire d'opinions très avancées et était conçue dans des termes tellement péremptoires sur la nécessité et la possibilité de la lutte terroriste, que la police fit aussitôt des démarches pour découvrir la personnalité du correspondant. Nikitine déclara avoir reçu cette lettre d'un certain Pakhome Andréïouschkine, étudiant de l'Université de St-Pétersbourg. Ce personnage, que la police surveillait déjà, comme entretenant certaines relations avec des personnes suspectes, fut dès lors suivi de près et on constata bientôt, qu'en compagnie de cinq autres personnes, il longea plus d'une fois la Perspective de Newski, le 28 février, de midi à 5 heures. Andréïouschkine avec un de ces inconnus portaient sous leurs pardessus des objets de certain poids, tandis qu'un troisième tenait un gros livre relié. Le 1er mars, ces mêmes personnes furent remarquées avec

les mêmes objets à la Perspective, vers 11 heures du matin et immédiatement arrêtées. C'était les étudiants de l'Université de St-Pétersbourg: le sus-nommé Andréïouschkine (21 ans), Basile Guénéralow (26 ans), Basile Ossipanow (26 ans), Michel Kantscher (21 ans), Pierre Gorkoune (20 ans) et le bourgeois Etienne Wolokhow (21 ans).

On trouva chez les trois premiers des engins cylindriques, entièrement chargés, de 27 centimètres de hauteur; mais chez Ossipanow, l'engin avait la forme d'un gros livre. Andréïouschkine avait sur lui, en outre, un révolver chargé, et sur Ossipanow on trouva l'imprimé d'un programme du Comité Exécutif. L'étui des deux premiers engins était en carton, recouvert de percale noire, et chacun de ces étuis contenait un cylindre en zinc; le troisième engins formait un livre solidement relié sous le titre: «Dictionnaire de terminologie médicale» de Grünberg, recouvert de papier à reliure, les feuilles collées ensemble, et les bords cloisonnés de six vis. Dans l'espace vide formant l'intérieur du livre, se trouvait une petite boîte de carton, contenant une autre en fer blanc, d'une forme oblongue et carrée. Les intervalles entre le carton et le zinc dans les trois engins étaient remplis de petites capsules (près de 300) bourrées de strychnine. Ces boîtes ont été trouvées parfaitement prêtes pour la décharge et devaient être employées comme projectiles explosifs avec une sphère d'activité de plus de quatre mètres en diamètre, et de 43 mètres, en admettant l'activité des tubes de strychnine.

Les visites domiciliaires entreprises immédiatement chez les six personnes susnommées, donnèrent les résultats suivants:

Chez Guénéralow on découvrit, parmi d'autres objets

compromettants, deux tuyaux en étain et un cylindre en carton pour la mèche du projectile; 106 capsules en zinc fondu du même calibre à peu près que celles trouvées dans l'engin; plus d'un kilogramme d'une poudre grise servant à fabriquer la dynamite; 26 vis en cuivre, identiques à celles qui tenaient les feuilles du gros livre; une boîte avec des petits morceaux de zinc prismatique, dont l'intérieur et en partie l'extérieur étaient enduits d'atropine; en outre: près de 2 kilogrammes de caractères typographiques, un pistolet à deux coups, destiné, selon l'aveu même de l'accusé, à attenter à la personne de Sa Majesté l'Empereur, en cas où les projectiles explosifs n'eussent pas atteint le but proposé, quelques brochures et manuscrits révolutionnaires, parmi lesquels figurait un article sous le titre: «L'intelligence révolutionnaire en province: Le Sud-Est», qui méritait quelque attention, car il donnait un exposé de l'état des groupes révolutionnaires dans trois villes, désignées seulement par les majuscules A, B, C. Dans les notes concernant la ville B, se trouvaient des indications, que «les tendances de la jeunesse locale «y étaient principalement d'un caractère terroriste; plusieurs «demandaient: pourquoi la N. W. («Narodnaïa Wola», Vo- «lonté du Peuple») a-t-elle cessé de paraître? Quelques-uns «expriment le désir de supprimer au plus vite A$_{\text{III}}$», etc.

Chez Andréïouschkine on trouva deux bouteilles d'acide sulfurique et huit grandes bouteilles d'acide azotique, servant à fabriquer la nitroglycérine,—indispensable pour la préparation de la dynamite; un petit pot contenant de la poudre à feu blanche, identique à celle qui se trouvait dans les engins; deux onces de strychnine; près de 2 kilogrammes ½ de salpètre pour fabriquer l'acide azo-

tique, et près de trois mètres d'étoupille pour transmettre le feu au mercure fulminant.

En outre, on découvrit chez le même: 1) un livre de notes, sur une page duquel se trouvait le passage suivant: «chez eux (probablement chez les socialistes-démocrates), la parole est divergente de l'action». Supposant que la cause de cette discorde provenait «de la crainte de«vant des victimes inutiles».—Andréïouschkine ajoutait: «chaque victime est utile; si elle fait du tort à quelque «chose,—ce n'est pas à l'oeuvre, mais à la personnalité; «or «la personnalité est nulle une fois qu'il s'agit du triomphe «d'un grand oeuvre». 2) Une lettre écrite par Andréïouschkine mais non expédiée encore, sur le revers de laquelle se trouvaient des lignes, écrites à l'encre chimique, d'un sens assez mystérieux:... «avez-vous déchiffré ma dernière «lettre? Pas un mot à personne sur son contenu... Si l'affaire ne réussit pas dans l'espace de trois jours (jusqu'au 3 mars), nous la remettrons, ou bien nous le suivrons».

Chez Basile Ossipanow on trouva des rognures de papier vert marbré avec des traces de colle sur le revers,—identiques avec le papier dont était couvert le gros livre contenant l'engin.

L'enquête découvrit, qu'en octobre 1886, les étudiants de l'Université de St-Pétersbourg, Pierre Schéwyrïow et Michel Kantscher, par suite de l'initiative du premier, organisèrent dans le quartier de Wassili-Ostrow une «cuisine coopérative» pour étudiants et confièrent l'établissement à la veuve d'un petit employé, Victorine Kletschynska. Cette cuisine, dont l'organisation établit entre les étudiants sus-nommés des relations très suivies, devint bientôt un lieu de réunion pour la jeunesse suspecte

qui se divisait en petits groupes de 6 à 10 personnes, portant l'ancien surnom «de Cercle unifié des étudiants». Au nombre des principaux représentants qui géraient en même temps les fonds, se trouvaient les étudiants Alexandre Oulïanow et Pierre Schéwyrïow, les principaux meneurs de l'attentat du 1er mars.

Ce cercle se désorganisa, cependant, dans peu de temps presqu'entièrement,—en partie à la suite de l'expulsion de quelques étudiants après la démonstration organisée par la jeunesse académique (le 17 novembre 1886), au cimetière Wolkow, le jour de l'anniversaire de la mort de l'écrivain Dobrolïoubow; en partie, par suite de dissentiments entre ses membres. A la fin du mois de novembre de la même année, sur la proposition de Schéwyrïow, eut lieu une réunion dans le logis qu'occupaient en commun Kantscher et Gorkoune, près de la cuisine de la femme Kletschynska, à laquelle assistaient, entre autres: Alexandre Oulïanow et Oreste Goworoukhine et les étudiants du Corps des mines—Pogrébow et Goloubïatnikow. Toutes ces personnes s'occupèrent à écrire des adresses sur des enveloppes contenant une proclamation hectographiée concernant la démonstration au cimetière Wolkow, apportée par Schéwyrïow.

Les jours suivants, dans le cercle formé par ce dernier et Oulïanow, on discutait sur la question de la «position anormale de l'état social actuel», sur la nécessité de protester contre cet ordre de choses, etc.; mais Oulïanow soutenait la nécessité d'une lutte à main armée. Vers la mi-décembre, l'organisation d'un «groupe terroriste», dans ce but fût décidée et on composa le projet d'un programme d'une «fraction» de ce genre. Plus tard, vers la

fin du même mois, le plan de l'attentat du 1er mars était définitivement mûr, et c'est Schéwyrïow qui s'occupa avec activité de son exécution, ayant décidé Guénéralow et Andréïouschkine de prendre part à ce complot. Au mois de janvier, sous la direction d'Oulïanow, on commença à préparer l'acide azotique dans le logement d'Andréïouschkine, de même que tous les autres matériaux explosifs et les parties métalliques des projectiles; à mesure de leur confection, on les transportait, pour les mieux conserver, dans le logement de Guénéralow, qu'on lui loua à cette intention, dans la rue de Bélozersk.

Il est probable, que Schéwyrïow, Oulïanow et Goworoukhine initièrent dans le secret du complot un certain Antoine Gnatowski, habitant de Wilna, qui vint à Pétersbourg au commencement du mois de janvier, pour des affaires privées, et on peut supposer que Gnatowski promit aux chefs de la conspiration sa coopération pour obtenir à Wilna différents ingrédients chimiques. Lorsque les conspirateurs remarquèrent que la préparation de l'acide azotique n'avançait que lentement, Schéwyrïow s'adressa à l'étudiant Joseph Loukaschéwitsch (natif de Wilna) avec la prière de lui indiquer dans cette ville quelqu'un, chez lequel pourrait, sans aucun danger, s'abriter un émissaire de Pétersbourg, envoyé pour quérir des poisons. Loukaschéwitsch indiqua l'étudiant Bronislas Pilsoudski et pria le camarade de ce dernier, Constantin Gamoletzki,—d'écrire un billet d'introduction, ce qui fut aussitôt exécuté. De son coté, Loukaschéwitsch écrivit à Pilsoudski un autre billet en polonais, ainsi conçu: «Camarade, soyez assez bon pour donner gite au porteur «de ces lignes, afin qu'il puisse remplir la mission dont

*

«il est chargé. Il faut de l'acide azotique, une once et «demie de strychnine et une paire de pistolets à deux coups. «Ce qu'il doit faire pour obtenir de voir les personnes «qui l'aideront à posséder ces objets, est connu de notre «envoyé». Les deux billets furent remis à Schéwyrïow, qui chargea Kantscher de faire un voyage à Wilna, en l'avertissant, qu'en même temps que ces objets, on lui remettrait une certaine somme d'argent. On donna aussi à Kantscher deux adresses—rue de Wilna, maison Apatow, à l'auberge, demander «Hélène», et chez elle demander «Antoine»; l'autre adresse: Marché au Bois, maison Iankowski, demander l'étudiant Pilsoudski et obtenir de lui des renseignements sur ce même Antoine.

Arrivé à Wilna, Kantscher se rendit directement chez Bronislas Pilsoudski qu'il connaissait un peu comme son collègue. Ce dernier lui offrit un gîte, le fit rencontrer dans la rue avec Antoine Gnatowski et partit lui-même le lendemain pour Pétersbourg. Le jour suivant, le frère de Pilsoudski, Joseph, indiqua de nouveau à Kantscher un lieu de réunion avec Gnatowski, et le même soir, ce dernier leur fit faire connaissance avec un inconnu, portant une barbe rousse, avec lequel Kantscher se rendit dans une maison de la rue de Troki, dans laquelle le «Roux» prit une valise et une caisse, qu'ils portèrent à la gare. A onze heures du soir, Kantscher partit avec ces effets pour Pétersbourg ayant recommandé au «Roux», conformément à la prière de Schéwyrïow, d'envoyer un télégramme de convention à Pétersbourg, à l'adresse de la soeur d'Oulïanow, Anne, pour annoncer le départ de Kantscher. A la gare de Pétersbourg, il remit à Oulïanow les objets qu'il avait apportés.

Le «Roux» était un élève de pharmacie, Titus Paschkowski, qui possédait à Wilna un dépôt de produits pharmaceutiques et cohabitait avec la sage-femme Hélène Walentinowitsch. Durant les entrevues de Kantscher et de Gnatowski, se trouvait présent le bourgeois Isaac Dembo (israélite), qui avant que Kantscher fut encore arrivé, se rendit très actif dans le but de procurer de la strychnine et de l'atropine. Ce même Dembo prit chez Pilsoudski 40 roubles et les remit à Kantscher avant son départ pour Pétersbourg. La femme désignée sous le nom «d'Hélène» était une bourgeoise de Wilna, la sage-femme Hélène (Esther) Gordon, une proche connaissance de Dembo.

Arrivé à Pétersbourg, Kantscher informa Pilsoudski que l'acide azotique était reçu; mais pour l'argent, Pilsoudski ne devait le recevoir que dans quelques jours, d'une certaine sage-femme, puis il pourrais le remettre à Loukaschéwitsch. Une semaine plus tard, Pilsoudski, ayant appris par un étudiant du Corps Technologique, Jacob Notkine, que la bourgeoise Marie Berkowitsch avait reçu l'argent d'Isaac Dembo, de Wilna, lui prit 150 roubles et les remit à Loukaschéwitsch, ayant retenu les 40 roubles, qui avaient été avancés par Pilsoudski à Wilna. Loukaschéwitsch remit l'argent à Schéwyrïow.

Pendant l'absence de Kantscher, arriva à Pétersbourg de Loubny (une ville du gouvernement de Poltawa), le bourgeois Etienne Wolokhow: il se logea d'abord chez des camarades originaires du même pays—chez Gorkoune et Kantscher, mais plus tard il s'installa à la cuisine Kletschynska.

Malgré l'excursion faite à Wilna, ce n'est qu'au commencement de février qu'on révéla à Kantscher qu'il

s'agissait positivement d'un attentat contre la vie du Monarque. Schéwyrïow le chargea de contribuer aux préparatifs nécessaires et de surveiller les sorties de Sa Majesté, à quoi Kantscher, après quelque hésitation, donna son consentement. Le lendemain, Goworoukhine vint chez lui et le chargea de porter à Andréïouschkine un paquet avec un ingrédient en poudre. Ce dernier le trouva avec Guénéralow, occupés à fabriquer de l'acide azotique, car celui qu'ils avaient fait venir de Wilna était mauvais. Suivant l'ordre de Schéwyrïow, Kantscher se rendit chez Goworoukhine, où il tira d'une armoire un rouleau avec une poudre, en présence et selon l'indication de la maîtresse du locataire, Rébecca Schmidowa (israélite). Les jours suivants, Kantscher proposa à Gorkoune et Wolokhow de prendre part à l'attentat, et ils se procurèrent jusqu'à 30 livres d'acide sulfurique, différents ustensiles en verre, des pots de pharmacie, etc., puis remirent tout cela au candidat en théologie de l'Académie ecclésiastique, Michel Noworousski, au moment où ce dernier avait l'air d'être en train de déménager. Vers le 15 février, Gorkoune et Wolokhow consentirent à faire les «éclaireurs» durant les sorties de Sa Majesté. Le 17 février, Schéwyrïow partit pour la Crimée, en les avertissant que les ordres ultérieurs leurs seraient donnés par Loukaschéwitsch. En réalité, ce dernier, après avoir échangé un mot d'ordre convenu, fourni probablement par Goworoukhine, à la Perspective, près du magasin Daziaro, reçut de l'étudiant Nicolas Roudéwitsch des paquets avec du mercure fulminant et du sel Bertholet, destinés pour les mèches des engins, et les remit à Kantscher.

Entre temps, Ouliïanow, cherchant un endroit sûr pour fabriquer de la dynamite, se rendit, vers le 10 février, à

Pargolowo (aux environs de Saint-Pétersbourg), chez la sage-femme Marie Ananïina, dont la fille Lydie habitait conjointement avec Noworousski en qualité de sa promise: c'est là que se trouvaient déjà les effets qui avaient été remis à ce dernier; c'est là aussi que, durant trois jours, Oulïanow prépara la quantité de dynamite qui manquait, après quoi il la transporta en ville, dans son logement, laissant chez la Ananïina tous les matériaux de cette fabrication, qu'on découvrit plus tard lors d'une perquisition faite à domicile. Enfin, entre le 18 et le 21 février. les engins furent définitivement achevés et d'après une décision prise dans la cuisine coopérative de la Kletschynska. Guénéralow. Kantscher et Gorkoune remplirent dans le logement de Wolokhow les petites capsules en plomb de strychnine et ce dernier les porta chez Andréïouschkine; Oulïanow et Loukaschéwitsch remplirent de dynamite deux engins cylindriques à projectiles, qui furent remis, le même jour, par Wolokhow et Kantscher à Andréïouschkine en personne. L'engin en forme de livre fut fabriqué quelques jours plus tôt dans le logement de ce dernier. On expédia le restant de l'acide azotique, le 21 février, par Oulïanow, à Pargolowo, chez Marie Ananïina, avec prière de conserver cette bouteille jusqu'à nouvel ordre.

L'étudiant Roudéwitsch qui prêta son concours à la fabrication des engins. voulut se retirer de la participation au crime. en suite de quoi. Schéwyrïow le munit d'un faux passeport et l'expédia à l'étranger. Goworoukhine. qui se sentait surveillé par la police comme impliqué antérieurement dans une enquête. craignant qu'à cause de lui, on ne tombât sur les traces du complot. disparut

aussi de Pétersbourg, le 20 février, avec l'aide d'Ouliïanow, de Pilsoudski et de Loukaschéwitsch, se réfugia d'abord à Wilna, et de là, aidé par Joseph Pilsoudski, Gnatowski et Paschkowski—se rendit à l'étranger. Bronislas Pilsoudski reçut bientôt un télégramme de convention de son frère, annonçant que Goworoukhine avait heureusement franchi la frontière. Lors de son départ, ce dernier laissa à Ouliïanow un billet, destiné, probablement, à cacher les traces de sa fuite, adressé au nom de Rebecca Schmidowa, signé O. M. G. (Oreste Makarowitsch Goworoukhine): dans ces lignes il informait cette femme qu'il avait la ferme intention de se suicider. Andréïouschkine continua de fréquenter le logement Goworoukhine, et du 23 au 24 février, apporta de grand matin à la Schmidowa un paquet avec des flacons et des bouteilles qu'il reprit plus tard. Ayant achevé les engins, Guénéralow et Andréïouschkine, qui encore en janvier acceptèrent le rôle de «lanceurs», se rencontrèrent, sur un mot d'ordre, le 22 février, au Café polonais de la rue Michel, avec le troisième lanceur—Ossipanow, discutèrent, à eux trois, le plan d'action et décidèrent définitivement d'exécuter l'attentat durant les jours suivants.

Ossipanow se faisait particulièrement remarquer par la tenacité de ses tendances révolutionnaires. Etant à l'Université de Kazan, il fût impliqué, en 1882, dans l'enquête sur la Croix-Rouge de la «Volonté du peuple»; puis, continuant à travailler dans le même sens, d'après ses propres aveux, il était à tel point irrité contre le régime actuel, qu'il vint, à la longue, à l'idée d'accomplir personnellement le crime du régicide et dans ce but, passa en l'été de l'année 1886, de l'Université de Kazan à celle de St-Pétersbourg.

Ne faisant part à personne de son projet, il commença à chercher des complices parmi les individus aux tendances radicales, et à la fin de l'automne, «rencontra deux personnages» (évidemment Schéwyrïow et Oulïanow) qui aussi avaient l'intention d'entreprendre une démonstration terroriste. Par suite de discussions qui eurent lieu, le plan d'une attaque directe, la main armée d'un révolver, fut abandonné, et Ossipanow approuva l'idée d'un attentat collectif avec des engins-projectiles. Ce criminel était natif de Sibérie, où il finit son cours dans deux gymnases, entra à l'Université de Kazan (section de droit) et vint finir ses études à celle de Saint-Pétersbourg. Quant aux autres principaux affiliés du crime, les données qu'on recueillit découvrirent que:

Guénéralow était le fils d'un Cosaque du Don, avait étudié au gymnase du chef-lieu de cette province, et venait d'entrer à l'Université de la capitale, dans la section de droit.

Andréïouschkine, originaire du pays des Cosaques du Kouban, avait également fini le cours du gymnase local et venait d'entrer à l'Université (section des mathématiques).

Oulïanow était fils d'un conseiller d'Etat actuel, avait étudié au gymnase de Simbirsk et venait d'entrer à l'Université de Saint-Pétersbourg (section des sciences naturelles).

Schéwyrïow, fils d'un marchand de Harkow, élève du 3me gymnase de cette ville, entra d'abord à l'Université de la capitale, puis passa à celle de Harkow, et en 1884, revint à Pétersbourg (section des sciences naturelles).

Kantscher, fils d'un maître de poste d'une petite ville du gouvernement de Poltawa, après avoir été exclu du

gymnase de cette ville, obtint, en 1886, un attestat de maturité au gymnase de Loubny et entra à la section des mathématiques de l'Université de la capitale.

Gorkoune, fils d'un major, était un élève du même gymnase et était entré, l'année précédente, à la même Université (section de droit).

Wolokhow, d'origine—un bourgeois du gouvernement de Poltawa, n'avait pu achever les cours du gymnase de Loubny et était venu à Pétersbourg pour entrer dans une Ecole réale privée.

Goworoukhine, fils d'un Cosaque du Don, avait étudié au gymnase local, et depuis l'année 1883, se trouvait à l'Université de St-Pétersbourg (section des sciences naturelles).

Noworousski, fils d'un sacristain au gouvernement de Nowgorod, avait étudié à l'Ecole ecclésiastique locale, puis passa à l'Academie ecclésiastique de St-Pétersbourg, où il venait de finir son cours comme bachelier.

Les principaux auteurs de ce complot étaient, comme l'on voit, de tout jeunes gens, mais l'influence des idées subversives, recueillies dans le monde de leur camarades-socialistes les fanatisa au point qu'ils s'efforcèrent de mener jusqu'au bout leur entreprise criminelle. Le 25 février au soir, dans le logement de Kantscher et de Gorkoune, eut lieu une réunion dernière, dans le but de faire faire la connaissance mutuelle des complices du crime et pour régler tous les détails de l'éxécution. A cette réunion prirent part — Andréïouschkine, Guénéralow, Ossipanow, Gorkoune, Wolokhow et Ouliïanow, qui décidèrent que les «lanceurs» et les «éclaireurs» devraient se rendre à 11 heures du matin à la Perspective, et se détachant par groupes des deux côtés de la rue, marcher depuis la place

de l'Amirauté jusqu'à la place de la Bibliothèque Publique, dans l'attente du passage impérial à la cathédrale de la forteresse Pierre et Paul, où un service commémoratif pour le repos de l'âme de l'Empereur Alexandre II (décédé à cette même date, l'année 1881), devait avoir lieu; en même temps, Ouliänow expliqua aux conspirateurs le système des engins. Après cette réunion, une fois Wolokhow. Andréïouschkine et Guénéralow partis, Ouliänow fit à Ossipanow la lecture du fameux programme du parti de la «Narodnaïa Wola», dans une chambre écartée, dans l'intention de lui donner la possibilité de préparer des explications en cas de jugement, Le 26 février, les conspirateurs firent leur première promenade à la Perspective, de midi à deux heures; la seconde excursion eût lieu le 28 février, et le même soir, Ossipanow se rendit chez Kantscher et Gorkoune pour leur communiquer les dispositions pour le lendemain.

Pendant ces derniers jours, Ouliänow, se hâtant de publier au plus vite le programme de la «fraction terroristique», qu'il avait élaboré, s'occupa, le 28 février, à composer l'imprimé, avec l'aide de deux personnages inconnus, dans le logement de Bronislas Pilsoudski.

Le 1er mars, le groupe des «lanceurs» et des «éclaireurs», à peine apparu à la Perspective de Newski, pour attendre le passage de Sa Majesté fut arrêté, et le même jour, on saisit Ouliänow, au moment où il entrait chez Guénéralow. A mesure que les faits précédents se dévoilaient durant la marche de l'enquête, toutes les personnes sus-nommées furent arrêtées, à l'exception de Goworoukhine, Roudéwitsch, Dembo et Gnatowski, qui eurent le temps de se dérober.

Pendant la perquisition chez Ouliänow, on trouva chez lui de la terre grasse pour la confection de la dynamite, trois pots de pharmacie, dont l'un était rempli de sodium corrosif (pour la lotion de la nitroglycérine), la lettre de Goworoukhine au nom de la Schmidowa et un agenda avec divers signes conventionnels et des plans. Dans le village de Kékino, à Pargolowo, où séjournaient Noworousski et dans la maison où logeaient Marie Ananïina avec sa fille Lydie, on découvrit différents ustensiles de laboratoire chimique et des matériaux indispensables pour la confection de la nitroglycérine. Dans un des livres de Noworousski, on découvrit un bout de papier vert marbré, identique avec le papier trouvé chez Ossipanow et le papier qui servit de couverture à l'engin qui avait la forme d'un gros livre.

Le 7 mars, survint au nom d'Andréïouschkine un télégramme de Iékatérinodar, conçu en ces termes: «Vous avez «demandé de ne rien répondre. Depuis la réception de la «lettre, j'ai vécu toute une éternité. Répondez donc. Ko-«machina». Ce télégramme avait été expédié par une institutrice d'école de village, Anne Serdïoukowa,—une bonne connaissance d'Andréïouschkine, qui lui écrivait souvent et parfois à l'aide d'encre chimique. Dans une des lettres du mois de janvier, il l'informait qu'il était entré dans le parti de la «Narodnaïa Wola»; le 14 février, il lui écrivit de rechef, et dans la partie du texte, tracée avec de l'encre ordinaire, il demandait sa main et attendait une réponse immédiate par télégramme; à l'aide de l'encre chimique étaient ajoutées les lignes suivantes: «un «attentat à la vie de l'Empereur doit avoir lieu; je suis un «de ceux qui doivent jeter les bombes; prenez garde à ne

«pas vous laisser attraper; ne m'écrivez même pas votre «consentement à ma proposition».

Tous les faits mentionnés plus haut confirmèrent suffisamment la culpabilité des principaux complices du crime, et donnèrent la possibilité de remettre cette cause à la décision de la Cour Spéciale du Sénat au commencement du mois d'avril.

Les détails de l'enquête sur l'attentat du 1er mars démontrèrent aux autorités une fois de plus, avec quelles machinations compliquées la police politique et la gendarmerie avaient souvent à faire. Le plan de l'attentat n'était connu que d'un très petit nombre de meneurs, les complices furent recrutés peu à peu, et c'est avec intention qu'on impliqua dans le complot plus de personnes qu'il n'en fallait; plusieurs des participants et des affiliés ne se connaissaient pas jusqu'à la dernière minute: tout cela était évidemment organisé dans le but de faire prendre fausse route à la police et pour rendre l'enquête plus difficile. Pour mener cette dernière à bonne fin, il fallait avoir recours à une étude détaillée, presque microscopique de chaque billet, de chaque note, de chaque parole, parfois même des signes de ponctuation.

Le Sénat-Dirigeant en séance de Cour Spéciale pour juger les crimes de haute trahison examina cette cause le 19 avril, à huis-clos sous la présidence du Sénateur Deïer; les intérêts du Parquet étaient représentés par le Procureur Neklïoudow. Quinze des complices furent condamnés à la mort par pendaison, savoir: le cosaque Basile Guénéralow, le paysan Pakhome Andréïouschkine, le bourgeois Basile Ossipanow, le fils d'un conseiller aulique, Michel Kantscher, le gentilhomme Pierre Gorkoune, le fils

de marchand Pierre Schéwyrïow, le fils d'un conseiller d'Etat actuel Alexandre Oulïanow, le gentilhomme Bronislas Pilsoudski, le gentilhomme Joseph Loukaschéwitsch, le bourgeois Etienne Wolokhow, le gentilhomme Titus Paschkowski, le candidat en théologie de l'Académie ecclésiastique, Michel Noworousski, la paysanne Marie Ananïina, les bourgeoises Rebecca Schmidowa et Anne Serdïoukowa. En même temps, la Cour statua de soumettre à Sa Majesté l'Empereur une requête pour la commutation de certains points de ce verdict, et de remplacer la peine de mort en travaux forcés, pour Gorkoune, Kantscher, Wolokhow et Ananïina—pour 20 ans, à Pilsoudski—pour 15 ans, à Paschkowski pour 10 ans, et de faire subir à la femme Schmidowa—un exil dans les localités les plus éloignées de la Sibérie, avec la perte de tous droits civils, et à la Serdïoukowa—une réclusion de deux années avec perte de certains droits.

Sa Majesté l'Empereur daigna agréer la requête de la Cour par rapport à Pilsoudski, Paschkowski, aux femmes Ananïina, Schmidowa et Anne Serdïoukowa, et commuer la peine de mort pour Loukaschéwitsch, Noworousski, Kantscher, Gorkoune et Wolokhow en travaux forcés: pour les deux premiers—à perpétuité, et quant aux trois autres—pour dix ans chacun.

Le verdict de la Cour concernant Guénéralow, Andréïouschkine, Ossipanow, Schéwyrïow et Oulïanow fut exécuté le 8 mai, dans l'enceinte du fort de Schlusselbourg, car depuis le 14 août 1881, l'exécution de la peine de mort en public était abolie.

Le complot de cet attentat régicide ne pouvait nullement entrer en comparaison avec les préparatifs du crime

du 1er mars de l'année 1881. Ce dernier était le résultat d'une conspiration immense, qui datait de loin; c'était le produit de toute une doctrine terroriste et d'une série d'attentats précédents; il se bésait sur toute l'organisation de la révolte anarchiste et terroriste, qui 8 à 9 ans avant l'attentat de 1887, avait déjà atteint un grand développement. Le crime de l'année 1881 avait des racines profondes; c'était un produit organique du mouvement et non pas une entreprise séparée, isolée, inventée et exécutée par quelques unités inconnues, qui ne possédaient presqu'aucunes attaches dans le monde socialiste. Il est parfaitement évident et reconnu que la volonté criminelle individuelle, le «dolus» du libre arbitre de l'homme ne peut être ni annihilé ni reglementé par aucune police au monde; c'est pourquoi un fait isolé, où la méchanceté d'un homme ou d'un cercle peu nombreux et influent triomphe, ne peut servir d'accusation à charge pour juger du niveau moral de la société ou de l'Etat; un fait pareil ne démontre point qu'ils soient intoxiqués de venin et que la gangrène suive une marche progressive, qu'en un mot la révolution et son mouvement fussent actifs ou puissants. Un jugement pareil sur l'état des choses, quant à l'époque de l'attentat de l'année 1887, serait très fallacieux et n'aurait pour lui aucune preuve de réalité. Une comparaison de Schewyrïow, Guénéralow, Ossipanow et autres, avec les Jéliabow, les Kibaltschitsch, les Ryssakow, les Griniéwitzki, etc. est même tout à fait impossible, car la préméditation criminelle de l'attentat de l'année 1887, si horrible et effroyable qu'elle fut, n'avait pas de racines; ce crime n'était pas le représentant du dernier mot d'une révolte sourde et terroriste, comme c'était le cas six à sept ans de cela. L'action criminelle provenait d'un très petit

groupe de malfaiteurs seulement, d'un cercle isolé, d'occasion et de hasard, à une époque où les vrais meneurs du mouvement avaient presque abandonné même l'idée du terrorisme, et quand l'association révolutionnaire, la réalité de l'existence d'un «parti» de ce genre, organisé et discipliné, n'était plus admise par les juges les plus compétents et les plus désintéressés.

Un cercle socialiste assez nombreux fut découvert, au mois d'avril de la même année, à Harkow, composé principalement d'étudiants de l'Université et des écoles, qui avait à sa disposition une bibliothèque de 400 volumes; ce cercle s'était formé l'été de l'année précédente et se trouvait sous la direction des étudiants: Oufland, Samuël Ratine et Hersch Schoure, avec un programme spécial «d'activité pratique». Un élève de l'Ecole réale, Jean Meissner, était en rapports avec les meneurs de ce cercle, et attira, au mois de janvier, l'attention de la police par une explosion qui se fit dans son logement, explosion qui lui endommagea les yeux de manière qu'il dut se rendre à l'hôpital. On trouva chez lui beaucoup de produits chimiques, et au mois de juin, les chefs de la gendarmerie des gouvernements de Pétersbourg et de Harkow, l'inspecteur de la prison de cette ville et l'inspecteur des étudiants à Moscou, Bryzgalow, reçurent, par poste, des paquets sous forme d'enveloppe, remplis de matières explosibles, qui devaient éclater en cas qu'on les ouvrît sans certaines précautions. Ces paquets furent l'oeuvre de Meissner, aidé des étudiants Stanislas Khronowski et Antoine Rymaschewski; leur contenu se composait de piroxyline, saupoudrée de verre pilé, et d'un amalgame d'antimoine et de sucre.

Le 26 janvier, fut arrêté à Moscou, à la gare du chemin de fer de Koursk, Zacharie Kohane, anarchiste qu'on recherchait depuis longtemps ; il se dirigeait vers Toula, muni d'une provision de papier. Des indices recueillis déjà par la police donnaient à supposer qu'une imprimerie secrète fonctionnait quelque part au centre de la Russie. Les recherches qu'on fit à Toula n'aboutirent, cependant, à aucun résultat, jusqu'à ce que cette imprimerie ne tombât d'elle-même dans les mains de la police. La femme d'un sous-officier, Borodinska, propriétaire d'une maison dans cette ville, déclara à la police, le 10 avril, que depuis le 30 mars, les locataires d'un des logements, «Antoine» et «Nadine Minïalgo» avaient disparu. On ouvrit les portes et on découvrit dans ce logement une quantité de faux documents et une imprimerie qui avait été abandonnée depuis peu. C'est au mois de juillet 1886, que «Minïalgo» s'établit dans cette maison avec un certain «Nicolas Koudritschenko», et plus tard survint un frère de ce dernier, «Basile». En décembre, «Antoine Minïalgo» quitta la maison ; bientôt les frères «Koudritschenko» suivirent son exemple et pour «Nadine Minïalgo», elle resta encore un temps seule, puis disparut le 30 mars. Elle était en réalité Wéra Oboukhowa, qui avait été internée sous la surveillance de la police, en juillet 1886 ; sous les noms de «Koudritschenko» se cachaient deux anarchistes qu'on recherchait activement : c'étaient Nathan Bogoraze et Zacharie Kohane. En examinant les faux documents trouvés chez ces derniers, copiés sur des papiers authentiques, on vint peu à peu à découvrir que certaines pièces avaient été fabriquées par un Karaïte de Wilna, Gabriel Lopatto, avec l'aide du sous-secrétaire du Tribunal d'arrondissement, Nicéphore

Loukïanowitsch et d'autres, qui se trouvaient en rapports avec Joseph Pilsoudski, Isaac Dembo et Gnatowski, impliqués dans le complot de l'attentat du 1er mars. Leurs relations avec Bogoraze (qui fonctionnait en Lithuanie sous le pseudonyme de «Koultschitzki») furent indubitablement prouvées, après quoi ce dernier convint de sa participation à l'organisation d'une imprimerie à Taganrog et à Toula, et de ses relations avec Léon Iasséwitsch, qui, cette même année, fut livré par le gouvernement autrichien.

Les perquisitions provoquées par l'arrestation de Bogoraze, firent tomber la police sur la piste d'un nouveau cercle à Moscou, dirigé par Léonide Menschtikow (élève d'une école de dessin), Isaac Brégowski (israélite) et Basile Denissow; un cercle des élèves de l'Académie d'Agriculture de Pétrowski, fondé en 1886, continuait son activité.

Les observations sur l'ensemble des menées de ces groupes donnèrent à supposer, que malgré leur isolement pendant ces derniers temps, ils manifestaient une tendance à entrer en relations les uns avec les autres. L'imprimerie de Toula, par l'entremise de Bogoraze et de Dénissow entretenait des rapports avec les cercles de Moscou; ces derniers, par l'entremise de Serge Zaroudny (fils d'un Sénateur et d'un légiste connu) entretenaient des relations avec les cercles de Pétersbourg, de même que par l'entremise de son frère, Alexandre, qui servait comme sous-secrétaire au Tribunal d'arrondissement de St-Pétersbourg. Par le canal de Ratine, Téreschkowitsch et Ouflande, Moscou correspondait avec Harkow, etc.

Les investigations que fit la police après l'attentat du 1er mars, parvinrent à découvrir jusqu'à 25 personnes,

principalement parmi la jeunesse scolaire, dont la conduite était suspecte, qui recélaient des produits de la presse révolutionnaire et se trouvaient en relations avec les auteurs de l'attentat.

En automne et en hiver de cette même année, des actes d'indiscipline et même des désordres eurent lieu parmi les étudiants de presque toutes les Universités. Au commencement du mois d'avril, des réunions commencèrent à se former parmi les étudiants de St-Pétersbourg (les membres de la «Ligue des étudiants»), dans le but de rédiger une proclamation à l'occasion de l'attentat du 1er mars et du verdict de la Cour. Les réunions avaient lieu tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre; le 14 mai—on se réunit à l'île Krestowski, où un certain Ewstiféïew lut la proclamation qu'il composa, sous le titre: «Aux spectateurs»; l'étudiant Iakowenko apporta le projet d'un second texte; l'étudiant Zakharow—d'un troisième. L'arrestation de Ewstiféïew qui s'était chargé d'imprimer ou d'hectographier ces libelles, le 16 mai, arrêta leur promulgation. La proclamation tâchait d'expliquer les raisons, par suite desquelles l'attentat fut organisé indépendamment de la «Volonté du peuple» et des terroristes. Le cercle central statuait sur «le «droit d'initiative des groupes séparés, qui actuellement «ne craignaient plus d'empêcher les plans du centre... «Nous avons vu, le 1er mars, pour la première fois, un «début dans la voie du terrorisme, en dehors du «Comité «Exécutif, de la part d'un cercle inconnu»....

L'existence de groupes socialistes, le recel de libelles subversifs, de correspondances, etc., entre personnes dont la police ignorait encore la participation au mouvement, furent constatés durant la même année, dans plus d'une

localité de l'Empire; savoir: à Moscou (l'agrégé au professorat de l'Académie d'agriculture, Wssévolod Wladimirski, l'étudiant de ce même établissement Constantin Langert, les femmes — Salomonie Mischtenko et Anne Zakharowa), à Harkow (un cercle, dans lequel on arrêta, le 6 février, Alexis Makarewski, qui s'était évadé et passa à l'étranger,—groupe dirigé par l'étudiant Basile Brajnikow), à Iékaterinodar (la propagande d'un maître d'école Nicéphore Kotschewski, dans la province du Kouban, et l'existence d'un atelier socialiste de serrurerie, tenu par le Cosaque Nicolas Droboschenko), à Iékatérinoslaw (le cercle de Nicolas Ojigow, à Lougansk, fondé encore en 1884, du temps de Lopatine), à Odessa (un cercle dans lequel figurait un personnage illégal «Wladimir», et dans un autre, présidait l'étudiant David Kobermann), à Kazan (l'activité d'un certain Nicolas Baranow, qui s'occupait à hectographier des brochures défendues), à Koursk (cercle parmi les élèves du gymnase de la ville de district de Korotscha) à Toula (embauchage des ouvriers de l'arsenal), à Wladimir, et à Oufa.

Le nombre des procès politiques qui se jugèrent durant l'année 1887, ne dépassa pas le nombre de six.

Ce qui concerne la cause des criminels qui dirigèrent l'attentat régicide du 1er mars a été relaté plus haut.

Le 4 juin, la Cour martiale de St-Pétersbourg jugea la grosse affaire, très compliquée et très étendue, de Hermann Lopatine (41 ans) et de ses acolytes, en tout 21 personnes; les intérêts du Parquet étaient représentés par le Procureur militaire, le colonel Masslow. Le verdict de la Cour

condamna à la peine de mort 15 personnes: Lopatine, sa compagne Néonille Salowa, le fils d'un employé Basile Soukhomline, Serge Iwanow (le grand agitateur), Pierre Iakoubowitsch (candidat de l'Université de St-Pétersbourg, qui travailla à réformer la «Volonté du peuple»), la bourgeoise Marie Dobrousskina, le fils de prêtre Nicolas Starodworski, Basile Konoschéwitsch (tous les deux assassins de Soudéïkine), les bourgeois—Pierre Ielko, Pierre Antonow, Basile Wolnow, Macaire Popow et Basile Liwadine, le fils d'un conseiller d'Etat, Serge Kouzine et le fils d'un sous-officier, Jean Geïer; Léonide Iéschine et le paysan André Biéloonssow—à 4 ans de travaux forcés et Basile Kirssanow à une détention en prison; pour le paysan Siméon Biéloonssow, les bourgeois Procope Lébédenko et Jacques Frenkel (israélite), ils furent acquittés. Lors de la confirmation de ce verdict par l'Adjoint du Chef de la circonscription militaire de St-Pétersbourg, la peine de mort pour Soukhomline, Wolnow, Kouzine, Marie Dobrousskina, Ielko et Geïer, fut commuée en travaux forcés de 15 à 4 ans; et pour Popow et Liwadine—en exil dans des contrées moins éloignées de la Sibérie.

Sa Majesté l'Empereur daigna accorder la vie à Lopatine, Starodworski, Konaschéwitsch, Antonow, Iwanow, Iakoubowitsch et à la femme Salowa, en commuant leur peine en travaux forcés à perpétuité pour les cinq premiers; à 20 ans—pour la femme Salowa, et à 18 ans, pour Iakoubowitsch. Geïer fut exilé seulement au gouvernement de Tomsk.

La cour martiale de Harkow examina, cette même année, la cause de l'élève de l'Ecole réale Jean Meissner et de ses affiliés Stanislas Khronowski et Antoine Rymas-

chewski, et condamna les deux premiers à la peine de mort. Sa Majesté l'Empereur daigna accorder la vie à Meissner et Khronowski, le 25 juillet, et commua leur peine en travaux forcés—pendant 19 ans—pour le premier, et 15 ans—pour le second.

La même Cour jugea, le 22 septembre, le sous-lieutenant Nicolas Perlaschkéwitsch, qui après avoir quitté le service, accepta une position illégale, se rallia aux socialistes et fut arrêté l'année 1886, à Krémentschoug. Il fut condamné à la peine de mort. Sa Majesté l'Empereur daigna lui faire don de la vie et commua sa peine en travaux forcés à perpétuité.

La Cour martiale de St-Pétersbourg jugea, encore, le 18 février, la cause des 18 officiers de l'armée de terre et de la marine, parmi lesquels commençaient à se former des cercles socialistes (Nicolas Schelgounow, Jean Axentowitsch, Dmitri Brouïéwitsch et d'autres). Ils furent condamnés aux travaux forcés, de 8 à 4 ans, et à l'exil en Sibérie. Sa Majesté l'Empereur daigna commuer ces peines en dégradation au rang de soldats et de matelots, divisée en quatre catégories, relatives aux suites de la dégradation; pour l'enseigne de marine, Doliwo-Dobrowolski, sa longue détention en prison lui fut comptée en qualité de peine.

La Cour Spéciale du Sénat pour crimes de haute trahison condamna, le 29 décembre, le bourgeois Iéfime Pétrowski, le cosaque Witali Tschernow (celui qui recéla les bombes de Lougansk), le gentilhomme Alexandre Alexandrine, le bourgeois Akime Siguida (ex-soldat), sa femme Nadejda Siguida, la femme d'employé Catherine Trinitatskaïa et la bourgeoise Oustinïa Fédorowa,—à la peine de mort. Sa Ma-

jesté l'Empereur daigna commuer les peines de tous ces condamnés en leur faisant don de la vie, et les soumettant aux travaux forcés: pour Pétrowski et Akime Siguida—à perpétuité, pour Alexandrine—18 ans, Tschernow—15 ans, les femmes Trinitatskaïa—12 ans, Nadejda Siguida et Fédérowa—8 ans.

Dans l'espace de cette année, 32 personnes subirent des peines en vertu de verdicts judiciaires; 531 personnes furent soumises à des peines infligées par voie administrative; dans ce nombre subirent un exil en Sibérie—173 personnes, un internement dans les gouvernements de la Russie d'Europe, sous la surveillance latente de la police—178 personnes; subirent des peines administratives moindres, sans une soumission à la surveillance latente de la police—177 personnes; 3 sujets étrangers furent transportés à la frontière. Le nombre des affaires définitivement examinées et résolues par le Département de la police monta, cette même année, au chiffre de 108.

En totalisant et spécialisant les chiffres des accusés et des catégories pénales qui leur furent appliquées, depuis le 1er juillet 1881 jusqu'au 1er janvier 1888 (dans l'espace de six ans et demi), on obtient les résultats numériques suivants. Le chiffre de tous les dossiers (affaires, enquêtes, etc.), examinés par le Département de la police était de 1.500 et concernaient 3.046 inculpés. Quant aux pénalités: A) les verdicts par voie judiciaire étaient au nombre de 224; dans ce chiffre figuraient les condamnations:—a) à la peine de mort—pour 20 personnes (les 5 criminels du régicide, exécutés le 3 avril 1881, étaient en dehors de ce chiffre); b) aux travaux forcés—128; c) à l'exil en Sibérie 46; d) à d'autres peines moindres—224 personnes. B) Les

peines par voie administrative furent appliquées à 2.822 personnes. Dans ce nombre subirent: a) un exil en Sibérie - 635 personnes: b) un internement dans les provinces de la Russie d'Europe, avec soumission à la surveillance de police—1.500; c) d'autres peines moindres, sans soumission à l'observation de la police—668; d) 19 sujets étrangers furent transportés à la frontière.

Dans le haut personnel de l'administration de la police survint cette même année une permutation: l'Adjoint du Ministre de l'intérieur, gérant toutes les affaires de la police, le Sénateur, général-lieutenant Orjewski quitta son poste le 6 avril, et fut remplacé, à cette même date, par le membre du Conseil du Ministre de l'intérieur, le lieutenant-général Schébéko.

A mesure que la liquidation du mouvement révolutionnaire avançait et que les coupables tombaient sous les coups de la justice, le nombre des exilés et des personnes mises sous la surveillance de la police augmentait évidemment; partant de là, l'éventualité des fuites et des évasions, les tentatives de parvenir à jouir de la liberté, quoiqu'à l'aide des plus grands risques, devaient être plus fréquentes. Néanmoins, les choses n'empiraient pas sous ce rapport, et durant l'année 1887, on ne peut constater qu'un petit nombre de faits de ce genre.

Pierre Daschkiéwitsch (27 ans), jugé par la Cour martiale de Kiew, le 8 novembre 1884, s'enfuit le 4 juillet 1887, du village Tounka, au gouvernement d'Irkoutsk, où il était exilé.

Kowalik, Marie (37 ans), une ex-étudiante de Zurich,

jugée par la Cour martiale de Saint-Pétersbourg sous le nom d'«Olga Witanïewa», le 14 mai 1880, après avoir été exilée en Sibérie et internée dans la ville de Tara, au gouvernement de Tobolsk, pris la fuite le 10 janvier.

Fourer Aron, israélite, exilé dans la province de Tourgaïsk, en Asie Centrale, à Ak-Tïoubé, s'enfuit de là au mois de novembre.

On ne pourrait citer encore que quelques cas de fuites des localités, où les inculpés étaient internés sous la surveillance latente de la police; ceux d'Alexandre Goriat-schkowski (de Koursk), Zelmann Hirsch (de Schawli), Mardoschée Hourguine (de Minsk), Anne Léïbowitsch (de Wilna) et Anne Schoulmann (de Minsk).

Le nombre des émigrés s'était accru durant cette année, des quatre affiliés de l'attentat du 1er mars—Goworoukhine, Roudéwitsch, Dembo et Gnatowski, qui se rendirent en Suisse. A la tête du cercle de Zurich, se trouvait dans ce temps un ancien membre des communes révolutionnaires de Kiew, l'israélite Axelrod: dans le même groupe figuraient encore Valérien Smirnow (un ancien émigré de l'année 1871, qui avait été impliqué dans le procès Netschaïew), Jean Tschernyschow, les membres du «Prolétariat», Warpekhowski et la femme Sandberg; en été survint de Paris Wéra Oboukhowa (qui habitait en qualité «d'illégale», à l'imprimerie de Toula). La majorité des émigrés se trouvait dans un état de dénuement complet: les soins de pourvoir au pain quotidien remplissaient leur tête bien au-delà des plans révolutionnaires, selon les dépositions qui venaient d'eux-mêmes. Léon Iasséwitsch, qui vint avec Alexis Makarewski,

en automne de l'année 1885, jouer le rôle important d'un délégué parmi les émigrés à Paris, dut passer, néanmoins, par les plus rudes épreuves et voulut se réfugier en Amérique, puis vint en Suisse, pour se rapprocher de la Roumanie, où avec l'aide d'un émigré russe, le docteur Iwanowski, qui occupait une position officielle, il espérait pouvoir gagner son pain; mais en traversant Vienne, il fut arrêté par la police et plus tard, livré à la Russie. Le rôle principal dans l'émigration restait toujours dans les mains de Lawrow, qui engageait chaleureusement tous ceux qui venaient à Paris et qui avaient eu des rapports quelconques avec le monde socialiste, de retourner en Russie et de continuer la lutte. Léon Tikhomirow, d'un autre côté, venait d'abandonner presqu'entièrement toute activité et s'était voué au travail littéraire. Son grand livre: «La Russie politique et sociale», n'alla, cependant, pas au-delà de la deuxième édition (en 1888), et son second ouvrage: «Les conspirateurs et les policiers» ne lui rapporta que 400 francs. Cet anarchiste fanatique était déjà sur la voie du repentir et de l'abjuration de ses erreurs, quoiqu'elles eussent duré longtemps et qu'elles eussent dirigé son activité dans des entreprises les plus criminelles. Dans la préface de la deuxième édition de son livre, signée le 20 février 1888, il s'exprimait déjà de la manière suivante au sujet du terrorisme, en réponse à l'«Athenaeum» (de Londres), dont la critique lui donnait l'occasion de toucher à la question des excès révolutionnaires et du terrorisme:

«Je n'insisterai pas sur la morale de ce système d'ac-«tion; j'entrevois, cependant, les sérieux dangers qui «peuvent surgir à la longue de l'habitude de ne con-«sulter que sa conscience dans la question si grave de

«la vie ou de la mort d'un être humain. Mais la question «n'est pas là: je ne parle que de l'utilité politique et je «trouve l'idée terroriste absolument fausse à ce point de «vue. De deux choses l'une: ou l'on a des forces capables «de changer le régime, en renversant le gouvernement «qui s'oppose à ce changement, ou l'on n'en a pas. Dans «le premier cas, nul besoin d'assassinats politiques; dans «le second cas, ces assassinats n'aboutiront à rien. L'idée «d'intimider un gouvernement, alors qu'on ne possède «pas la force de le renverser, me paraît tout à fait chi-«mérique: les gouvernements ne sont jamais si sots. «Quant à la peur de la mort, la sécurité personnelle «n'existe pas non plus à la guerre... Beaucoup de géné-«raux ont-ils capitulé sous son influence?.... Inutile ou «faible, le terrorisme n'a que le choix comme système de «lutte politique. Je ne dis rien du danger qu'a pour les «esprits l'habitude de voir les grands problèmes sociaux «céder toujours la place aux luttes abaissantes contre les «agents de la police. Je crains d'en avoir déjà remarqué «les conséquences. Combien ai-je vu d'hommes qui n'at-«tendent pas grand'chose de l'avenir prochain de la «Russie: un parlement, peut-être quelques libertés poli-«tiques, et qui, pour atteindre ce peu de chose, n'ont de «confiance qu'en la terreur et les mesures de violence. «A mon sens, tout est faux dans cette triste appréciation. «Le pessimisme d'abord, car s'il est un pays à qui l'ave-«nir prochain puisse réserver une floraison grandiose de «sa civilisation propre, c'est à coup sûr la Russie. En-«suite, ces espérances en la terreur accusent le manque de «conscience des lois sociologiques. Le poignard ou la dy-«namite ne feront qu'embrouiller la situation. Ce sont les

«idées saines, positives. qui pourraient seules la débrouil-«ler. qui pourraient seules montrer à la Russie le che-«min à suivre—non pas pour verser le sang. mais pour «développer ses forces. Il faut avoir l'idée de la construc-«tion, l'idée de la création sociale: ce n'est qu'ensuite «qu'on peut avoir les libertés politiques».... Etant. enfin. parvenu à la conviction qu'une révolution n'était pas possible en Russie. vu l'état des choses, la positions des classes sociales et les sentiments de la nation. en étant venu à cet axiome après de longues années d'activité théorique et pratique. Tikhomirow. cet apôtre du terrorisme dans les clans socialistes russes. résigna son rôle de révolutionnaire et annonça à tout le monde cette décision dans une petite brochure en langue russe, parue sous le titre: «Pourquoi j'ai cessé d'être révolutionnaire». écrite à Montrouge. près Paris. brochure qui lui valut des répliques amères de la part de Lawrow et d'autres émigrés. En automne de l'année 1888. il s'adressa à Sa Majesté l'Empereur en demandant sa grâce et en abjurant ses erreurs. Le Monarque daigna lui accorder une amnistie complète. et il rentra en Russie à la fin de l'année. Son exemple fut suivi de plusieurs autres émigrés, qui implorèrent leur pardon, firent acte de repentir et demandèrent à rentrer en Russie pour s'adonner à des occupations légales. Cette grâce fut encore octroyée par Sa Majesté l'Empereur à Paul Baïdakowski, Jean Glouschkow. Leïzer Hazanowitsch. Stanislas Warynski, Nicolas Tzakni. Boleslas Perro, Alexis Arkadakski. Elisabeth Moschtenkowa. Wssémolod Lossïatinski. Michel Lodyjenski, Nicolas Lopatine et Isaac Pawlowski (un correspondant de Paris dans les journaux russes).

Le nombre des sujets russes—émigrés politiques, socialistes et révolutionnaires qui se trouvaient à l'étranger dans les années 1886 à 1888 (en exceptant les personnes qui viennent d'être nommées), peut être porté au chiffre d'environ 150. Parmi elles figuraient les personnalités suivantes:

Alexandrow, Grégoire (36 ans), un inculpé du grand procès des 50», en 1877, plus tard,—un fuyard de la Sibérie; il habitait, en 1885, Paris, en travaillant comme ouvrier dans une fabrique.

Alissow, Pierre (40 ans), propriétaire noble du gouvernement de Koursk, émigré depuis l'année 1870, résidait principalement en France, où il publiait ses grossiers pamphlets. Il fut renvoyé dans l'année 1881 et passa à Genève, puis habita Gènes, Nice, et vint de nouveau s'établir en Suisse.

Axelrod, Pinkus, israélite, natif du gouvernement de Mohilew, habitait Zurich.

Bach, Abraham, israélite (30 ans), habitait Paris sous e nom d'«Alexandre Bielski».

Bakhmétïew, Porphyre, fils de marchand, émigré depuis l'année 1878, ex-étudiant de Zurich.

Balamèze, Gabriël (30 ans), jugé par la cour martiale de Kiew l'année 1877, émigré depuis 1880, se trouvait à Sofia, en Bulgarie.

Balitzki, Sigismond (31 ans), jugé comme socialiste à Lemberg en 1883, détenu en prison en Autriche, puis recherché par la police en Russie, habitait Genève.

Barade, David, israélite, bourgeois de la Wolhynie, habitait Zurich depuis l'année 1887.

Barannikowa, Marie, née Olowennikowa (environ 34

ans), mariée en premières noces à Oschanine, habitait Paris, d'abord sous le nom de «Marie Polonskaïa», plus tard sous le nom d'Oschanina, et se trouvait en rapports constants et directs avec Tikhomirow et Lawrow.

Bark, Ernest-Maurice (27 ans), ex-officier d'artillerie, émigré depuis 1879, rédacteur de la feuille «Der Baltische Foederalist», habitait Genève depuis l'année 1882.

Bassow, Jean (près de 40 ans), émigré depuis l'année 1879, habitait d'abord Toultscha, puis Sofia (1887), sous le nom «d'Arséniëw».

Beck, Georges (27 ans), émigré depuis l'année 1886, habitait Zurich.

Bendine, Abraham, israélite, bourgeois de Wilna (31 ans), émigré depuis l'année 1885, habitait la Suisse sous le nom d'«Alexandrow» et travaillait dans des imprimeries.

Bjézinski, Edmond (31 ans), bourgeois de Kiew, jugé comme socialiste à Cracovie (1879), émigré depuis l'année 1873, se trouvait en Bulgarie.

Bokhanowski, Jean (37 ans), un fuyard de la prison de Kiew (1878), habitait, l'année 1881, à Paris, sous le nom de «Boldyrew»; plus tard il s'établit à Genève comme directeur d'une imprimerie et portait parmi les émigrés le surnom de «Cosaque»; il y épousa, en 1887, l'anarchiste Halina Tscherniäwskaïa.

Boulatow, André, émigré depuis l'année 1879, habita Iassy, Bucharest et plus tard Ploëschty, où il gagnait sa vie en qualité de garçon au buffet de la gare.

Bourtzow, Wladimir (24 ans), un fuyard de la Sibérie dans l'année 1888; après avoir habité Paris et Zurich, se trouvait à Genève, sous le nom de «Pomérantzow».

Daschkiéwitsch, Pierre (27 ans), un fuyard de la Si-

bérie, en 1887, parvint à s'établir à Rouschtschouk, où il entra comme ouvrier à l'arsenal.

Débogori-Mokriéwitsch, Wladimir (45 ans), un fuyard de la Sibérie, parvint, en 1881, à Genève, puis habita Paris et Lemberg et revint se fixer à Genève.

Dembo, Isaac (22 ans), aide-pharmacien, un des affiliés de l'attentat du 1er mars 1887, parvint à passer la frontière et se fixa à Zurich, sous le nom de «Brinstein». Le 22 février 1889, il fut tué par un éclat de bombes, avec lesquelles il faisait des essais en compagnie d'autres anarchistes.

Dembski, Alexandre (31 ans), émigré depuis 1883, était établi à Zurich, étudiant de l'Ecole Polytechnique. Le 22 février 1879, il fut grièvement blessé par l'éclat d'un engin explosif, dont il faisait l'essai avec d'autres anarchistes.

Ditscheskoulo, Léonide (40 ans), émigré depuis 1879, habitait en Roumanie sous les noms de «Nicolas Ditscheskou» et «Maïnow», portant parfois le surnom de «Garibaldi»; il entretenait le buffet de la station Ploëschty, puis servit comme garçon au restaurant de l'hôtel «Dacia», à Bucharest.

Dlousski, Casimir (32 ans), émigré depuis 1878, habitait d'abord Genève où il rédigeait la feuille polonaise «Egalité»; plus tard il se fixa à Paris et fut le collaborateur principal de Mendelssohn dans les affaires du «Prolétariat», à Varsovie.

Dmitrenko, Eugénie (25 ans), émigrée depuis 1880, habitait d'abord Iassy, et en 1884, se trouvait à Berne, en qualité d'étudiante à l'Université locale.

Dobrowolski, Jean (37 ans), médecin, jugé lors du procès

de la grande propagande (1877), émigré depuis l'année 1878, habitait Genève.

Dragomanow, Michel, professeur de renom à l'Université de Kiew, membre des sociétés ukraïnophiles, qui s'étant rendu l'année 1876, avec un passeport légal, à l'étranger, ne rentra plus en Russie et s'allia aux clans des émigrés, habitait Genève.

Dyléwa, Alexandrine (32 ans), émigrée depuis l'année 1883, habitait, en 1888, la ville Karlowo, en Roumélie Orientale.

Elpidine, Michel (52 ans), émigré depuis l'année 1865, propriétaire et fondateur d'une librairie russe, à Genève, habitait cette ville.

Elssnitz, Alexandre (37 ans), émigré depuis l'année 1871, un ex-étudiant de Moscou, habitait la Suisse jusqu'à l'année 1887, puis il passa en France, où il obtint la charge de médecin communal.

Ephrone, Isaac, israélite (27 ans), émigré depuis l'année 1879, habitait, l'année 1884, Berne et plus tard Zurich.

Féderscher, Grégoire, israélite (29 ans), émigré depuis l'année 1881, habita, d'abord, Paris, vint, en 1885, en Russie, puis retourna à l'étranger et habitait la Suisse.

Fédorow, Pierre (32 ans), un fuyard de la Sibérie depuis l'année 1888, habitait Paris.

Fédorowa, Oustinïa (22 ans), une bourgeoise d'Odessa, s'étant enfuie de la Sibérie, le 28 mai 1888, parvint en juillet de la même année à Zurich, où elle habita sous le nom de «Nathalie Krapolina», et faisait les fonctions de cuisinière dans la «marmite socialiste» russe.

Fourer, Aaron israélite, un fuyard de la Sibérie de l'année 1887, parvint à l'étranger et se fixa à Paris.

Fradisse, Salomon, israélite, émigré depuis l'année 1883, habitait Zurich.

Frenkel, Jacques, israélite, émigré depuis l'année 1883, habita Paris sous le nom de «Jacques Pahlen», et plus tard vint se fixer à Zurich.

Frounza, Awxentius (27 ans), émigré depuis l'année 1887, habitait Bucharest en 1888, et fréquentait les cours de l'Université locale.

Gilïarowski, Abraham, israélite (22 ans), ouvrier-technicien, émigré depuis 1887, habitait Londres.

Gnatowski, Antoine (24 ans), un affilié de l'attentat du 1er mars 1887, passa la frontière au mois de mars de cette même année et vint à Genève, où il porta le faux nom de «Prekker».

Golden, Nahum, israélite (24 ans), émigré depuis l'année 1884, habitait Paris.

Goldenberg, Leïzer, israélite (41 ans), émigré depuis l'année 1873, habita d'abord Paris, d'où il fut renvoyé pour participation à des réunions anarchistes, et plus tard la Suisse et Londres, sous le nom de «Linïow»; en 1881, il retourna à Paris.

Goldsmith, Isidor (43 ans), ex-avocat, émigré depuis 1888, se trouvait à Paris.

Gordon, Eve, israélite (29 ans), émigrée depuis l'année 1888, habitait Paris.

Goworoukhine, Oreste (23 ans), l'un des affiliés de l'attentat du 1er mars 1887, passa à l'étranger en février de cette même année et vint à Genève, où il habitait sous le nom de «Komarow».

Gretsch, Benjamin, israélite (25 ans), émigré depuis l'année 1881, se trouvait en Amérique, à New-York.

Grünberg, Isaac, israélite, habitait, dans l'année 1887, la Roumanie.

Guttmayer, Stanislas (30 ans), un socialiste de Varsovie, émigré depuis l'année 1881, habitait Berlin.

Harmidor, Moïse, israélite (22 ans), un émigré depuis le mois d'avril de l'année 1887, habitait d'abord Zurich, puis Paris, sous le nom de «Baranow», et plus tard revint à Zurich.

Hartmann, Léon (37 ans), émigré depuis l'année 1889, habita Paris, Londres, New-York, et s'était fixé aux Etats-Unis.

Hekkelmann, Abraham, israélite (33 ans), un émigré depuis l'année 1884, à l'aide d'un faux passeport, habitait Paris.

Hellerstein, Leïzer, israélite (22 ans), émigré depuis 1888, habitait Marseille.

Heymann, Ben-Tzion, israélite (22 ans), un émigré depuis l'année 1888; le lieu de son séjour était inconnu.

Holzwurm, Leïzer, israélite (28 ans), émigré depuis 1883, se trouvait à Sophia, en Bulgarie, en qualité de mécanicien à l'administration des télégraphes.

Horowitz, Joseph, israélite (29 ans), émigré depuis l'année 1883, habitait l'Amérique.

Iablonski, Léonard, émigré depuis l'année 1879, membre du «Prolétariat», habitait Genève et plus tard vint se fixer à Paris.

Iankowskaïa, Marie (36 ans), née Zalesskaïa, émigrée depuis l'année 1881, fut condamnée par le tribunal de Bromberg (Prusse) à une détention; après l'avoir purgée, habita Berne et Paris.

Ianowitsch, Casimir (27 ans), un socialiste de Varsovie,

émigré depuis l'année 1880 et jugé à Cracovie ; le lieu de son séjour était inconnu.

Iarone, Hermann (33 ans), médecin de Varsovie, renvoyé de Cracovie pour des menées socialistes en 1881, habitait, deux ans plus tard, Dresde, en qualité de secrétaire de l'écrivain polonais Kraszewski.

Iodko-Narkiéwitsch, Thomas (23 ans), membre du «Prolétariat», émigré depuis l'année 1886, étudia d'abord à Heidelberg, puis habita Paris.

Iwanowski, Basile (41 ans), médecin, émigré depuis l'année 1877, habita d'abord Soulina et Toultscha et s'occupait de pratique médicale ; en 1887, il fut nommé médecin d'arrondissement à Babadag.

Jémanow, Siméon, émigré depuis l'année 1866, habitait d'abord la Suisse ; en 1880 et 1881, il se trouvait à Paris, où il travaillait dans l'imprimerie de Pierre Dupont, sous le nom d'«Ellinow», tout en étant collaborateur de la «Lanterne» ; les dernières années, il était professeur d'économie politique à Neufchâtel.

Joukowski, Nicolas, ex-officier de lanciers, émigré depuis l'année 1862, habitait depuis lors la Suisse et jouait le rôle de «vétéran» des émigrés.

Kafiantz, Gabriël (23 ans), émigré depuis l'année 1887, habita Genève et Zurich, puis commença à étudier à Leipzig, mais il y fut arrêté pour avoir expédié en Russie, par Hambourg, un colis avec une gazette révolutionnaire arménienne — «Goutschan» ; en 1888, il habitait Zurich.

Kaffiéro, Olympiade, née Koutouzowa (44 ans), mariée à un sujet italien, avait fui de la Sibérie dans l'année 1883, et s'était fixée en Suisse.

Kaschintzow, Jean (27 ans), jugé l'année 1881 par la

Cour martiale de Kiew, un fuyard de la Sibérie (1er avril 1888), vint habiter Paris.

Katz, Michel, israélite (34 ans), un émigré de l'année 1878, en Roumanie, habitait la ville de Ploëschty, sous le nom de «Kostik Dobrojanou», et y tenait le buffet de la gare du chemin de fer.

Klatschko, Samuël, israélite (37 ans), émigré depuis l'année 1873, habita d'abord Paris d'où il fut renvoyé, et puis se fixa à Vienne.

Knaster, Iéroukhime, israélite, émigré depuis l'année 1883, de Varsovie, travaillait, en 1884, dans une fonderie en Silésie.

Kobylinski, Erasme (33 ans), émigré depuis l'année 1878, fut jugé à Lemberg sous le faux nom de «Kotournitzki» (1877), et une seconde fois, à Cracovie, sous le nom de «Kremer»; il habitait, en 1881, Genève, sous le pseudonyme «Kotournitzki».

Kohane, Abraham, israélite (25 ans), émigré depuis l'année 1882, se trouvait à New-York, en Amérique.

Kohane, Salomon, israélite, émigré depuis l'année 1882, un affilié de Wéra Filippowa à Odessa, habitait Genève sous le nom «d'Eugène Séménowski» et rédigeait le journal russe «La Liberté».

Kostetzka, Marie, née Izbitzkaïa (31 ans), une émigrée depuis l'année 1879, habitait Paris.

Kowalik, Marie (37 ans), ex-étudiante de Zurich, jugée en 1880 par la Cour martiale de Kiew, sous le nom de «Olga Witanïewa», avait fui de Sibérie dans l'année 1887, et habitait Genève.

Krapotkine, prince Pierre (45 ans), le grand anarchiste dont les menées étaient bien connues en France et

en Suisse, un émigré de l'année 1876, avait fui d'un hôpital militaire de St-Pétersbourg; il habita d'abord la Suisse d'où il fut expulsé en 1881, puis arrêté en France, et par arrêt du tribunal de Lyon, du 7 janvier 1883, condamné à 5 ans de prison, avait été détenu dans la maison centrale de Clairvaux; il s'était, enfin, fixé à Londres (voyez le Schweizerischer Bundesblatt, du 27 août 1881, et la Gazette des Tribunaux, du 13 janvier 1883).

Krassïouk, Victor (37 ans), un émigré de l'année 1879, s'était refugié en Roumanie, sous le faux nom de «Stépane Niklou»; en 1886, il suivait les cours de l'Académie de médecine, à Bucharest.

Krawtschinski, Serge (36 ans), connu sous le pseudonyme de «Stepniak», émigré depuis l'année 1878, un des assassins du général Mézentzow; dans l'année 1884, il se trouvait à Paris, puis il s'établit à Londres.

Kjiwkowski, Calman, israélite (49 ans), émigra, en 1888, en Amérique.

Lawrow, Pierre (66 ans), un émigré de l'année 1870, habita d'abord Zurich et Londres, plus tard Paris, d'où il fut renvoyé, l'année 1882 (10 février), pour des quêtes qu'il faisait en faveur de la «Croix—Rouge de la Volonté du peuple»; mais il reçut plus tard l'autorisation de revenir à Paris, où il habitait en 1887.

Lazaréwitsch, Jean (25 ans), un fuyard de la Sibérie, en 1888, passa à l'étranger en traversant le Prouth à la nage, habita Bucharest et puis Ploëschty.

Leïkouner, Léïba, israélite, émigré depuis l'année 1881, habitait l'Amérique.

Léwiasch, Pinkus, israélite (25 ans), émigré depuis l'année 1882, se trouvait à New-York, en Amérique.

Lewkow, Saül, israélite (29 ans), émigré depuis l'année 1882, habitait Genève.

Libermann, Aaron (39 ans), émigré depuis l'année 1875, fut jugé à Berlin pour des menées socialistes, en 1879, et condamné à une détention; il habitait, depuis l'année 1880, l'Amérique.

Lintwarïow, Moïse, israélite, un émigré de l'année 1885, habitait, en 1886, l'Amérique.

Litschkousse, Fanny, israélite, se trouvait à Londres, et cohabitait avec l'émigré Krawtschinski.

Loewenthal, Wladimir, israélite (24 ans), émigré depuis l'année 1881, habita d'abord Paris, puis Berne.

Lourié, Siméon, israélite (33 ans), évadé de prison, en 1876, habita Bucharest sous le nom d'«Olschewski», et plus tard se trouvait à Gènes.

Loutzki, Wladimir (33 ans), un ex-enseigne de la flotte, émigré depuis l'année 1881, habita d'abord Paris, en 1885 et 1886—la Bulgarie, et en 1888—Constantinople.

Luxembourg, Jonas, israélite (29 ans), émigré depuis l'année 1881, habitait la Suisse depuis l'année 1884.

Lwow, Salomon, israélite (29 ans), émigré depuis l'année 1879, habitait Paris.

Makaréwitsch, Anne, née Rozenstein, israélite (33 ans), avait, en secondes noces, épousé un socialiste italien, Costa; émigrée depuis l'année 1877, elle habitait Paris sous le nom de «Kouléschowa», puis ayant été renvoyée de France et de Suisse, en 1878, vint habiter l'Italie.

Mélamédow, Iossel, israélite, émigré depuis l'année 1884, habitait New-York, en Amérique.

Mendelssohn, Salomon (Naftal-Schlïoma), un israélite

(30 ans), émigré depuis l'année 1878, jugé à Lemberg et à Bromberg, habita Zurich et plus tard Paris.

Naybert, Alexandre (45 ans), émigré depuis l'année 1882, habita d'abord Berlin et plus tard New-York, en Amérique.

Obiédow, Pierre (32 ans), émigré depuis l'année 1878, habitait d'abord la Roumanie, sous le nom de «Wladimir Kaléandrow», puis habita l'Amérique, et en 1886, revint en Roumanie et se fixa à Toultscha.

Oboukhowa, Wéra (25 ans), émigrée depuis l'année 1887, habitait Zurich sous le nom de «Kirssanowa» et de «Worobïowa»; en avril de l'année 1888, elle se trouvait à Paris, à l'hôpital St-Anne (section des aliénés).

Orlow, Alexandre (39 ans), un fuyard de Kholmogory, émigré depuis l'année 1879, habitait Paris, primitivement en qualité d'ouvrier aux usines Iablotschkow, et portait parmi les émigrés le nom de «Baskine»; il était marié à Wéra Panïoutina.

Orlow, Nicolas, ex-notaire à Moscou, émigré de l'année 1884, habitait d'abord Genève sous le nom de «Berg»; plus tard fut interné à Montreux, dans un établissement pour les aliénés.

Oumanski, Wladimir, israélite (33 ans), émigré depuis l'année 1883, habitait l'Autriche.

Palitzyna, Olga, en premières noces—Kananowa (34 ans), ayant fui du gouvernement de Wïatka, où elle avait été internée, se rendit, l'année 1877, à Genève, en 1880—à Toultscha, puis émigra en Amérique, en compagnie d'Obiédow.

Pawlowski, Aaron, israélite (31 ans), émigré depuis l'an-

née 1877, habita d'abord Marseille, puis passa en Amérique et se fixa à Buénos-Ayres.

Pékarski, Witold (30 ans), jugé à Cracovie pour des agissements socialistes, passa, dans l'année 1881, en Suisse, où il habitait sous le nom de «Lorentz»; plus tard, il s'établit Sophia et Bucharest, où il s'occupait à fabriquer du «kéfir».

Pétrow, Wladimir, un émigré de l'année 1879, habitait, en 1886, la Suisse.

Pétrow, Dmitri (28 ans), un émigré de l'année 1883, habitait la Suisse sous le nom de «Dyléwitsch».

Piekhowski, Roman-Thaddée (25 ans), un émigré de l'année 1881; il habitait, en 1884, Paris, puis—Vienne, où il fut jugé dans un procès socialiste et condamné à une détention en prison pendant neuf ans.

Plekhanow, Georges (37 ans), un des principaux auteurs du «pronunciamento» sur la place de Notre-Dame de Kazan, à St-Pétersbourg, le 6 décembre 1876, émigra cette même année, habita Genève et plus tard Montreux.

Pokouline, Etienne, ex-marin, émigré depuis l'année 1877, se trouvait à Hambourg en 1887.

Popowitsch, Constantin (35 ans), émigré depuis l'année 1878, habita Iassy, Toultscha, et plus tard servit comme garçon à l'hôtel «Moldavie», à Bouzéo.

Préféranski, Nicolas (34 ans), après avoir fui en juin de l'année 1879 de la ville de Mézen, au gouvernement d'Arkhangel, se rendit sur un vaissean norvégien à l'étranger, fut arrêté à Wadsö, mais on ne le livra pas à la Russie. Il se fixa à Paris où il mourut au mois de janvier de l'année 1889.

Ralli, Zemphyrius (38 ans), un émigré depuis l'année 1871, habita Zurich, Iassy et Genève; depuis l'année 1880,

il se fixa à Bucharest sous le nom d'«Arbori» et s'occupa de journalisme.

Rattner, Chaïm, israélite, émigré depuis l'année 1883, habitait Paris.

Roudéwitsch, Nicolas (24 ans), un des compromis dans l'affaire de l'attentat du 1er mars 1887, parvint, cette même année, à passer à l'étranger et se fixa en Suisse, où il habitait sous le pseudonyme de «Polozow».

Rozenfeld, Leïba (Léon), israélite (36 ans), émigré depuis l'année 1876, habitait la Moldavie.

Sandberg, Sophie, israélite (27 ans), émigrée depuis l'année 1886, habitait Zurich.

Schoultz, Alexandre (27 ans), émigré depuis l'année 1883, habitait l'Autriche.

Schpolïanski, Israël, israélite (30 ans), émigré depuis l'année 1879, habita d'abord la Galicie, puis vint à Paris, où il suivit les cours de médecine à la Faculté, et reçut même, l'année 1885, le diplôme de docteur en médecine.

Sérebrïakow, Esper (34 ans), ex-marin, émigré depuis l'année 1883, habita Paris sous le nom d'«Artamonow»; en 1885—la Bulgarie, sous le nom de «Blank»; en 1886 il se rendit à Zurich et de là, revint à Paris.

Serpinski, Jacques, émigré depuis l'année 1879, habita Lindau, en Bavière, puis vint en Suisse, où il était connu dans l'émigration sous les noms de «Guéorgïéwitsch» et de «Déméntïew».

Sidoratzki, Basile, était établi depuis plusieurs années à Paris et tenait une imprimerie révolutionnaire russe.

Siéroschewskaïa, Anne (27 ans), émigrée depuis l'année 1880, habita Zurich et la Galicie, où elle fut jugée, dans

un procès socialiste, à Lemberg; elle revint en Suisse dans l'année 1886.

Sleptzowa, Nadine (32 ans), une émigrée depuis l'année 1886, habita Zurich, où elle épousa un habitant de Grodno, Rafaël Soloweïtschik (israélite), puis se fixa à Genève.

Smirnow, Valérien (39 ans), un émigré depuis l'année 1871, habita la Suisse, puis—Paris.

Sokolow, Nicolas, ex-lieutenant-colonel, ayant été interné dans le gouvernement d'Astrakhan, s'enfuit de là l'année 1872, et habita la Suisse, puis Paris, où il mourut au mois de février de l'année 1889.

Sosnowski, Casimir (29 ans), un socialiste de Varsovie, émigré depuis l'année 1881, habita Genève et plus tard Paris (1883).

Soudzilowski, Nicolas, aide-chirurgien, émigré depuis l'année 1876, habitait Iassy sous le nom d'un sujet américain, le docteur «John Roussel», puis Paris, sous le même nom; en 1882—le Sud de la France, et en 1886—la Bulgarie.

Spiwakowski, Haïm, israélite (25 ans), émigré depuis l'année 1882; le lieu de son séjour était inconnu.

Stépanow, Eugène (33 ans), émigré depuis l'année 1887, habitait Zurich, et en 1888, passa à Paris.

Syssoïew, Alexis, émigré de l'année 1887, habitait Zurich.

Tételmann, Catherine, israélite (31 ans), émigrée depuis l'année 1883, habitait, en 1886, la Bulgarie, en compagnie de Serébrïakow.

Tourski, Gaspard (40 ans), après avoir pris la fuite, en 1869, du gouvernement d'Arkhangel, vint habiter Zurich, puis Paris, où il prit part à toutes les horreurs de la Commune. Des l'année 1878, il revint en Suisse et habitait Genève.

Triwasse, Isaac (21 ans), israélite, habitait Paris.

Tschaïkowski, Nicolas (43 ans), le fondateur du cercle des «Tschaïkowtzy», émigré depuis l'année 1873, habitait Londres, où il s'était fixé depuis longtemps.

Tscherkézow, prince Warlam (40 ans), un fuyard de Sibérie depuis l'année 1876, habita Genève, mais craignant d'être arrêté pour sa participation aux désordres des ouvriers à Lyon, quitta la Suisse; en 1887, il était à Bucharest, plus tard habitait Constantinople et Toultscha.

Tscherniawskaïa, Halina (33 ans), émigrée depuis l'année 1883, se trouvait à Genève, où, en 1887, elle épousa Jean Bokhanowski.

Wassilïew, Nicolas (28 ans), ayant fui de Kholmogory, dans l'année 1878, vint en Suisse et en 1887, travaillait à l'Institut Physiologique de Berne.

Winawer, Léon, israélite (26 ans), membre du «Prolétariat», émigré depuis l'année 1883, habitait Paris.

Woïnarowskaïa, Césarine (29 ans), une émigrée depuis l'année 1883, jugée, à Cracovie, pour des menées socialistes, habitait plus tard Genève.

Wolkow, Théodore (42 ans), un émigré de l'année 1876, habitait Genève sous les noms de «Kondratowitsch» et de «Christin».

Wonssowitsch, Xavier (40 ans), émigré depuis l'année 1878, habitait Bucharest.

Zaguilski, Albin (23 ans), émigré de l'année 1886, habitait l'Amérique.

Zaïtschyk, Ruben, israélite, émigré depuis l'année 1888; le lieu de son séjour était inconnu.

Zassoulitsch, Wéra (37 ans), émigrée depuis l'année 1878, habitait Genève.

Ziélinski. Joseph (30 ans), émigré depuis l'année 1879, habitait Genève.

Zlotnitzki. Antoine (30 ans), émigré depuis l'année 1879, habitait, en 1880, Paris, en 1882—Berne, et plus tard—Constantinople.

Zolotnitzki. Grégoire (26 ans), un émigré depuis l'année 1884, se trouvait à Paris.

Les produits de la presse révolutionnaire durant l'année 1887 quoique nombreux, furent presqu'exclusivement imprimés à l'aide de l'hectographe, et, par conséquent, ce n'est qu'à un nombre très restreint d'exemplaires que devait se borner l'écoulement des opuscules et des placards des révoltés. L'extérieur peu présentable de ces libelles, témoignait en même temps de l'insuffisance des moyens et de l'impossibilité de pouvoir se servir d'une imprimerie, d'une presse manuelle même. Tous ces placards n'avaient plus le prestige nécessaire pour en imposer au public et même aux adhérents-socialistes.

L'émigration de son côté ne produisit rien de marquant sous le rapport littéraire. La «Bibliothèque du socialisme moderne» de Plekhanow continuait à paraître, à Genève (les livraisons qui contenaient la biographie de Lassale, «Que «veulent les socialistes-démocrates», etc.), de même que sa «Bibliothèque ouvrière». Lawrow publia le «Procès des 29» (in-32) de Varsovie, et une «Déclaration» du 24 février 1887, en réponse à une fausse proclamation lancée, le 6 février, par quelqu'un à l'étranger, qui finissait par les paroles : «Vive la nouvelle Volonté du peuple». Lawrow publia encore, cette même année, en un seul volume, deux de ses

discours et des réminiscences personnelles (1871, 1879, 1887.—édition de la «Société ouvrière russe à Paris», Genève. 30 pages). Cette même «Société» publia une de ses leçons publiques, tenue le 16 octobre 1886. sous le titre: «Nationalité et socialisme» (Genève, 16 pages).

Le journal socialiste polonais «Przedświt» («L'Aurore») continuait à paraître. Une adresse imprimée de la part «des étudiantes russes de l'Université de Paris»—aux camarades qui ont protesté dans les Universités russes et «dans d'autres établissements de la Russie», portait la date de décembre 1887 et avait été tirée à Paris. Une autre adresse de sympathie, en français, de la part des étudiants polonais, à Paris, aux étudiants de Moscou, se trouvait à la fin de cette pièce. Le pamphlétaire Pierre Alissow publia des «Pensées et des rêves» (15 pages) et le «Dis-«cours de E. Lamanski à une séance de la Société Slave» (12 pages, Londres). Parurent aussi les «Lettres de Frey au comte Léon Tolstoï» (Genève, 1887), et une «Lettre à NN», de ce dernier (Genève).

Les proclamations, les adresses, les placards, etc., en langue russe, hectographiés ou lithographiés, parus en Russie dans le cours de cette année, furent assez nombreux, mais d'un intérêt et d'un texte assez médiocres. En voici la liste:

a) Proclamation hectographiée du 15 janvier 1887 signée «L'Union», trouvée chez les élèves de l'Ecole technique d'artillerie.

b) Une annonce hectographiée sur la fondation du journal: «Le Révolutionnaire», datée du 25 octobre 1886, mais mise en circulation seulement au commencement de l'année 1887, à Odessa.

c) Une brochure hectographiée avec le projet d'un nouveau programme des «narodowoltzy».

d) Proclamation hectographiée de la part d'un «Cercle «révolutionnaire de femmes», avec la date du 7 février, à Moscou, qui protestait contre l'exclusion d'une étudiante, Wéra Sokolowa, des cours organisés pour les femmes, par le professeur Guerrier.

e) Une brochure lithographiée sous le titre: «La terreur politique en Russie», № 1; St-Pétersbourg, 1887.

f) Proclamation hectographiée concernant la non-réussite de l'attentat du 1er mars, adressée aux «Amis-camarades» et finissant par les paroles: «Rira bien, qui rira le dernier».

g) Proclamation hectographiée publiée par l'étudiant Ewstiféïew avec une protestation contre le discours du Recteur de l'Université de Pétersbourg, Wladyslawlew, du 6 mars, qui avait trait à la participation des étudiants à l'attentat du 1er mars.

h) Autre proclamation hectographiée (dans deux éditions) concernant le discours du même Recteur, signée par «L'Union du monde des étudiants réunis de Pétersbourg».

i) Deux proclamations hectographiées parues à Kazan au mois de mars, et propagées par Nicolas Baranow, concernant les affaires intérieures du pays et des «Feuillets» №№ 1 et 2 (1er avril et 1er mai) publiés par le même, sur le jugement des criminels du 1er mars, etc.

k) Cinq proclamations hectographiées concernant le mouvement dans les Universités de St-Pétersbourg, Moscou, Kazan et Harkow.

l) Adresse des étudiants de l'Institut technologique, à St-Pétersbourg à ceux de l'Université, concernant les sen-

timents de sujétion qu'ils avaient manifestés à la suite du discours du Recteur Wladyslawlew.

m) Proclamation hectographiée répandue parmi les ouvriers sous le titre: «Qui a la vie difficile en Russie?» signée par une «Union des ouvriers».

n) Appel hectographié (21 et 27 octobre) concernant le verdict de la Cour martiale de Penza, ayant rapport à l'assassinat par les paysans de l'intendant du propriétaire Toutschkow, Stanislawski (publié à Moscou et Pétersbourg et expédié par poste dans les villages et les communes).

o) «Programme hectographié du groupe social-démo- «cratique de la libération du travail» (de Plekhanow).

p) «Statut du groupe de la jeunesse du développement individuel», paru à Odessa, au mois d'août (13 §§).

q) Annonce de ce groupe sur la publication d'un organe spécial, à lui: «Le Développement individuel» (Odessa).

r) Proclamation du «Cercle central de ce groupe» parue à Odessa, au mois d'août.

s) Brochure lithographiée, sans titre et fin—la traduction du livre en allemand du professeur Thun: «Geschichte der revolutionnären Bewegungen in Russland», avec un recueil assez complet des proclamations du Comité Exécutif (traduction de l'étudiant Basile Wodowozow).

t) Brochure lithographiée: «L'essence du socialisme» par Schefflé, traduite d'après la 8me édition, faite par le même Wodowozow.

u) Nécrologie de «Nicolas Palkine», publiée par l'étudiant Nowosséïolow (Moscou), sous forme de brochure.

v) Un arrêt du tribunal des étudiants de Kazan, concernant l'étudiant Constantin Milonow, qui l'excluait de la corporation universitaire.

x) Une pièce de vers: «Ode au Czar de Russie».—publiée à Kazan, en décembre, lors des désordres à l'Université.

y) Une pièce de vers: «A la génération actuelle», feuille volante, imprimée, in 4°, 10 strophes.

z) Une brochure hectographiée du comte L. Tolstoï: «Que devons-nous donc faire?» (deuxième livraison).

aa) Une brochure imprimée: «Pour la défense de la vérité», discours de Liebknecht, traduit de l'allemand (édition de la «Volonté du peuple»).

bb) Proclamation hectographiée: «A la société russe», (décembre 1887), qui fut expédiée par poste de Pétersbourg, à la fin de l'année; elle se plaignait de l'indifférence du public.

cc) Une brochure: «Nouvelles de la Sibérie», imprimée dans l'imprimerie secrète de Toula.

dd) «Le procès des 29» (de Varsovie), une brochure composée dans cette même imprimerie et tirée à 1,000 exemplaires.

ee) Le № 3 des «Feuillets» de la «Volonté du peuple» (ibidem).

ff) Une feuille révolutionnaire arménienne «Goutschau» («La Voix»), qui paraissait à Londres.

Cette quantité de productions de la presse révolutionnaire,—productions qui jadis servaient de manomètre exact pour juger de l'intensité du mouvement, ne représentait, au moment donné, après sept ans de lutte énergique, après que l'hydre du terrorisme était domptée, qu'une quantité négligeable ou d'une portée modérée. Une grande lassitude, une réaction presque se faisait sentir dans les rangs des

révoltés; l'insuccès de la lutte, la non-réussite de tous les moyens imaginables qu'ils s'efforcèrent de mettre en pratique, avaient démoralisé le parti: tout croulait devant la réalité des choses, devant la puissance et les mesures de l'autorité, devant l'attitude du public, devant son antipathie et son indifférence. Il n'y avait ni moyens, ni personnalités, ni caractères; la foi dans la réussite de la lutte commençait aussi à manquer; l'affaissement se faisait sentir dans les rangs des révoltés, quoique dans leur tête se heurtassent, comme par le passé, des projets sans fin, mais tous — irréalisables. Tous les moyens avaient été essayés, tous avaient été reconnus insuffisants et impuissants; il manquait un principe de ralliement, un mot d'ordre pour l'union générale; à défaut de chef, — une idée mère au moins, qui pût diriger et pousser à l'action. Une union de tous les cercles, un programme universel pouvait seul vivifier le mouvement.

L'idée de cette nécessité était depuis longtemps reconnue par l'émigration; c'est pourquoi, dans les années 1886 et 1887, les projets de nouveaux «programmes» ne manquèrent point. Plekhanow s'agita beaucoup avec les principes élaborés par une soi-disant «Société de la libération du travail», qui, dans le but d'obtenir l'unification de tous les groupes, envoya pendant l'été de l'année précédente, dans les points centrals de la Russie, une liste de questions concernant les principes de la lutte, avec la prière de lui faire parvenir les réponses les plus détaillées, qui pussent servir de base, afin d'élaborer un programme définitif. Cette liste fut l'objet de chaleureux débats surtout parmi la jeunesse scolaire; lors d'une visite domiciliaire chez David Kobermann, à Odessa, on trouva

un manuscrit écrit de sa main, en réponse au questionnaire de Plekhanow, dans lequel, en qualité d'adepte des «narodowoltzy», Kobermann assurait, «que c'est seulement «des personnes qui résidaient à l'étranger et qui avaient perdu «toutes notions sur le monde russe, qui pouvaient proposer «des programmes démocratiques pour la Russie». Le moment actuel était aux socialistes-révolutionnaires et non aux démocrates; l'avenir appartiendrait, peut-être, à ces derniers, mais le présent était aux premiers.

Un autre programme, celui des «socialistes-fédéralistes» admettait comme but final—l'idéal qui figurait dans l'ancien programme du «Comité Exécutif», et se déclarait pour les anciens moyens, pour la «terreur», qui seule était en état de vaincre la réaction du gouvernement. Mais deux conditions étaient indispensables: l'unité et l'inviolabilité. L'unité se serait formée par suite de l'uniformité du point de vue, de l'idéal et du but: car la discipline et une entente sur les appréciations provoqueraient l'unité des actes. Les groupes isolés locaux composés d'ouvriers éclairés, pourraient se réunir à l'abri des effondrements, en trouvant un appui fraternel au milieu de leurs confrères, dans la lutte et dans les idées. Les cercles militants et terroristes devraient être encore plus sévèrement spécialisés et isolés, en ayant pour base l'idée que l'organisation existait pour la cause de la révolte, et non la cause pour l'organisation. Des membres épars au sein de la société, se réuniraient dès que cela serait nécessaire, en groupes-conspirateurs spéciaux, pour pouvoir, après chaque acte criminel, se «noyer dans «les flots du public... Notre lutte avec le gouverne«ment aura pour base une agitation révolutionnaire; pour «acte final—la terreur, et pour but—la liberté politique

«et l'organisation de la société dans les intérêts des clas-«ses ouvrières». Les adeptes de ce programme devaient fonder même un organe spécial, à Moscou, sous le titre: «Le parti socialiste-révolutionnaire»; mais les fondateurs s'adressèrent d'abord aux émigrés les plus en vue, en demandant leur avis sur l'idée de la publication, et reçurent de Dobrowolski, Débogori-Mokriëwitsch, Krawtschinski, Plekhanow, Axelrod, Wéra Zassoulitsch et Dragomanow, des réponses qui approuvèrent l'idée du journal.

Un troisième projet—le «Programme de l'activité pratique», trouvé chez les affiliés des auteurs de l'attentat du 1er mars (Ratine, Schoure et Oufflande), n'était qu'une pièce purement terroriste, composée d'après l'ancien système, copiée sur le vif dans les faits réels des actes terroristes. Elle se divisait en a) activité de propagande, b) d'agitation, c) de terrorisme et de destruction, d) d'organisation, e) d'activité à la recherche des fonds nécessaires, et f) des moyens auxiliaires. C'était une contrefaçon des principes de Nicolas Morozow et des communards de Kiew, qui ne présentait rien de nouveau.

Pendant une perquisition faite à St-Pétersbourg chez l'étudiant Joseph Popow, on trouva un autre programme celui d'un «Statut du parti de l'émancipation politique»; mais c'était toujours le même refrain—un groupe terroriste, un autre—pour la propagande, un troisième—pour rassembler et distribuer les fonds, etc.

En dehors de tous ces programmes, rédigés plus ou moins dans le sens de la doctrine des «narodowoltzy», un programme spécial beaucoup plus raide fut découvert au commencement de l'année 1887, à Harkow (il parut aussi sous la forme d'une brochure hectographiée): c'était, comme l'in-

*

diquait franchement son titre, le programme des «narodo-«woltzy-terroristes». Il fut rédigé à la fin de décembre 1886, après la décision prise par quelques étudiants de Pétersbourg de former un groupe terroriste,—le même, qui inventa et organisa d'abord l'attentat du 1er mars. C'est Oulïanow, l'un des conjurés, qui élabora ce plan général appliqué aux principes du programme du «Comité Exécutif» et de la lettre à Sa Majesté l'Empereur (en 1881). Le seul moyen pour la lutte était une «terreur systématique»; car toutes les forces du pays resteraient indifférentes aux intérêts du gouvernement et ne viendraient pas à son secours, ne lui étant point dévouées, mais, au contraire, hostiles. La «terreur» en Russie,—«ne sera pas une vengeance, un ju-«gement despotique ou une protestation inconsciente du «désespoir, ni même un moyen plus direct pour l'aboli-«tion du régime économique existant; elle sera une lutte «provisoire, consciente et calculée des révolutionnaires «contre les policiers du despotisme, qui n'ont pas de terrain «sous leurs pieds. Dans ce sens, la terreur n'est qu'une «forme de la lutte plus avantageuse que toute autre de «ses formes, dans les conditions présentes».... L'auteur n'admettait pas la possibilité d'une centralisation des forces terroristes, «car les évènements du jour dirigeraient leur «activité, les ralentiraient ou les accéléreraient d'après «les exigences du moment».

D'un autre côté, un juge plus expert qu'Oulïanow, Tikhomirow, dans une lettre datée encore du 5 décembre 1885, avouait que tout le mouvement, surtout dans les derniers temps, avait fait la faute immense de s'être trop adonné aux idées et à l'action terroristes; qu'on avait perdu de vue le but essentiel, car le pays ne voyait plus dans le

parti «son représentant»; que c'était la cause pour laquelle le mouvement s'était atrophié et consumé, et qu'il était, à l'heure présente, pour ainsi dire, perdu. La spécialisation du but et des moyens, leur exiguité avait tué la cause des révoltés. Plus tard, en juin 1886, Zacharie Kohane écrivait au même Tikhomirow des nouvelles plus rassurantes sur les réformes déjà entreprises dans l'organisation, sur une certaine unité qu'il était parvenu à créer, etc., tout cela basé sur la règle que Tikhomirow, lui-même, émettait souvent et qui statuait: «malheur à celui qui, en faveur d'un principe ou «par respect pour une tradition, ne ferait pas attention aux «exigences de la réalité, qui demanderaient un changement «dans son système d'activité»... Les nouvelles soi-disant rassurantes de Kohane n'influencèrent, du reste, point le révolutionnaire expérimenté, qui à cette heure, avait décidé qu'un bouleversement anarchiste et socialiste n'était plus possible en Russie et qui rédigeait déjà un «mea culpa», sincère pour le soumettre aux regards cléments du Souverain.

Sans aucun doute, le scepticisme final du vétéran-anarchiste avait une base réelle: il n'avait plus confiance dans ce terrorisme tant vanté, dans cette idée paradoxale et tant de fois rabâchée, qui gisait au fin fond des nouveaux programmes. Tikhomirow n'ignorait point les jalousies, les zizanies, les petites et les grandes misères dans les rapports des groupes et des cercles; aussi les programmes nouveaux qui parlaient d'unification, étaient-elles proposées du bout des lèvres, sans aucune garantie de leur existence ou de leur caractère durable. Tout se bornait à des discussions qui n'aboutissaient à aucun résultat pratique; en un mot, l'étude de tous ces programmes qui devaient servir de base à

l'activité révolutionnaire, après la période décennale pendant laquelle le terrorisme se déclara, parvint à son apogée et fut dompté (1878—1887), prouvait clairement que le monde des révoltés traversait une crise très pénible, dont la durée dépendait—d'un côté, du succès des efforts du gouvernement et d'un autre,—de l'éventualité de l'apparition au sein du mouvement de nouveaux meneurs, d'un caractère et d'un esprit très énergiques, qui fussent à même de parvenir à unifier les forces et à les vivifier. Il était impossible d'admettre, en même temps, la supposition que les idées émises dans ces programmes fussent acceptées par la grande majorité; on pourrait croire, contraire, qu'en vue de cette éventualité, les auteurs de tous ces principes appuyaient avec intention et énergiquement sur la nécessité de la lutte terroriste, laquelle, cependant, dans les anciens programmes, ne figurait que sous le titre d'une «nécessité temporaire», quoiqu'urgente. Cette idéalisation de la terreur était évidemment destinée et calculée dans le qut d'enlever la jeunesse scolaire pour les bataillons futurs de la lutte, jeunesse qu'on pouvait le plus facilement séduire par un programme qui demandait du courage, des exploits personnels, de grands actes criminels, qui promettait gloire et admiration, ne fut-ce que sur les pages lugubres des chroniques sinistres de la révolte. Il était évident, qu'au début de l'année 1888, le parti subissait une crise violente et qu'il se trouvait en désarroi.

Au moment où l'exposé de la chronique décennale du mouvement révolutionnaire en Russie, consigné dans ces pages, a atteint les limites imposées, la nécessité d'un coup-d'oeil rétrospectif et de quelques commentaires sommaires sur l'ensemble des principaux faits relatés plus haut, s'impose presque d'elle-même. L'histoire pragmatique et détaillée de cette époque ne pourra être que le sujet d'un travail de l'avenir. car pour l'heure présente, les événements des dernières trente années sont d'une date trop fraîche, pour pouvoir analyser avec précision les origines premières de la lutte socialiste contre le gouvernement, la genèse historique et les causes du développement rapide de l'invasion des idées révolutionnaires.

Pour ne rester que dans un cadre d'idées plus restreintes, il suffit, avant tout, de constater que toute société humaine, soumise à une autorité quelconque, contient, dès son origine. des membres en désaccord avec le sentiment de la majorité, et que chaque assemblée d'êtres humains possède des individus disposés à ne pas approuver les actes et le jugement de l'autorité. Une critique facile porte, avec le temps, les opposants à protester contre ces actes; ces protestations dégénèrent facilement en hostilités, et souvent dans une lutte à outrance. L'opposition est donc un élément qu'on trouve dans la vie de tous les peuples, et dans l'organisme de tous les Etats, même chez les plus fidèles et les plus dévoués au principe autocratique. Mais entre l'opposition et la révolte. un abîme existe, que ne combleront aucuns sophismes et aucunes doctrines. Depuis environ un demi-siècle, le principe de l'opposition (régulière et pour ainsi dire logique), commença à dégénérer en sentiments de haine et de lutte. au nom de principes sociaux nouvellement

éclos, traînant à leur suite un nombre infini de doctrines, de mots d'ordre, de tout un arsenal pour une guerre ouverte avec le régime autoritaire qui gouverne la société, les nations et les états. Avec le temps, on découvrit même le principe de l'anarchisme et on le proclama, parfois, comme l'idéal du bonheur de l'avenir; les actes terroristes furent consacrés comme les moyens les plus sûrs pour atteindre ce bonheur; la révolte quand même devait figurer comme le dernier mot du progrès.

C'est à l'Occident que ces idées virent le jour, se propagèrent et se développèrent. La Russie en hérita dans un moment où l'activité émancipatrice du gouvernement se déclara ouvertement; car c'est le 15 mai de l'année 1861, qu'eut lieu le premier fait (assez anodin du reste), qui témoigna de l'existence d'un cercle de sous-sol révolutionnaire. Une lettre anonyme, remplie de menaces, fut adressée, à cette date, au Chef des gendarmes, le prince Dolgoroukow, à une époque, qui grâce à une coïncidence fortuite, était très rapprochée du jour de la promulgation du grand acte de libération, d'émancipation et de magnanimité (du 19 février).—coïncidence éphémère, sans doute, mais qui, dans les pages exactes d'une chronique, place l'acte le plus généreux du gouvernement côte à côte avec les premiers échos de la rébellion.

Les doctrines subversives qui hantaient déjà l'Europe depuis un quart de siècle venaient donc de faire une trouée dans le mur qui séparait l'Orient russe de l'Occident européen; l'heure des annales parfois sanglantes de l'activité de ces principes avait sonné et on ne pouvait éviter de boire à cette coupe.

Quelles étaient donc ces idées nouvellement importées,

«fiat lux», à l'apparition duquel répondirent bientôt tant de voix?

Ces doctrines étaient nombreuses et il serait difficile de préciser exactement leur genèse, leurs limites et même leur teneur; car les ramifications des idées subversives, dans le cours de leur activité en Russie, frappent même souvent l'observateur par leurs changements subits, et parfois par leurs écarts dans des directions opposées aux lignes magistrales des bases de l'idée révolutionnaire. Les causes de cette mobilité peuvent s'expliquer en partie par le caractère spécial des origines des principes socialistes. Dans les couches où ces idées virent le jour, il existait un idéal fondamental, une foi sans bornes dans la réalité d'un bouleversement futur, qui devait avoir pour but et pour moyen l'émancipation et la libération... De quoi?.. De tout et de tous. Ce but ne se précisait point dans les têtes surchauffées; c'était, plus ou moins, le principe d'anarchisme, que Bakounine et Krapotkine ont tant préconisé en Europe. Le principe était simple: toute action, libératrice et émancipatrice était bonne; l'abolition de chaque gêne était un bien. Cette idée fausse et exclusive se transformait chez les jeunes organismes et dans les têtes chaudes dans une croyance plus générale, qui statuait, que tout ce qui pouvait contribuer à une «révolution», était, par soi-même, bien et bon, un but désirable. Cette foi dans la force magique de la révolte envahit les adeptes du socialisme bien avant qu'il eussent connu, par expérience, les conditions de la vie; ils étaient persuadés à l'avance, que la vie réelle n'avait pas de valeur, et partant de là, ils commencèrent à chercher des explications à cet axiome. Ces explications pouvaient être très différentes, et de cette manière se comprend la faci-

lité avec laquelle les révoltés passaient d'un point de vue et d'un système d'activité à d'autres. Partout ils cherchaient la «révolution»: si dans les intérêts de cette dernière il fallait tâcher de satisfaire les aspirations populaires, ils se jetaient sur les moyens d'obtenir leur réalisation; s'il leur semblait que le meilleur des moyens, était un régime «constitutionnel»,—ils marchaient dans ce sens. Voici un exemple: le parti de la «Libération du travail», organisé par Plekhanow sur les ruines du «Repartage Noir», admettait que le prolétariat pouvait seul créer «une révolution» en Russie, et partant de là, assurait qu'il fallait organiser dans le pays et développer une classe de prolétaires (car tout ce qui promettait un bouleversement, une ruine ou un cataclysme était bon). Cette recherche de la révolution était parfois instinctive, car avant tout, il fallait être et rester révolté quand même. Durant les débats entre les «narodowoltzy» et les «narodniki», les premiers ripostaient parfois à ces derniers, en disant: «peut-être que ce que vous dites est vrai; mais retirés dans vos villages, vous cesseriez d'être des révolutionnaires»..... Ce commentaire était l'«ultima ratio» des perturbateurs.

D'autres raisons encore contribuèrent au caractère si mobile des courants d'opinions dans le monde des révoltés: le peu de valeur intrinsèque personnelle et le peu d'influence que possédait la majorité des acteurs de la lutte les poussait vers l'éclectisme et le changement. Ils couraient après quelque chose de nouveau, après une doctrine saugrenue quelconque, qui avait surgi soi-disant comme le dernier mot du génie humain, qui formait la nouvelle du jour; on abandonnait le système suivi jusque-là et l'on se jetait sur un principe fraîchement éclos. Le socia-

liste russe subissait une influence toute spéciale,—l'influence de tout ce qui se passait dans le monde révolutionnaire de l'Europe; les nouvelles idées lancées à Londres, à Paris ou à Berlin—devaient être meilleures, plus pratiques, plus vraies que tout ce qui avait précédé, et l'on se massait sous leur drapeau avec une obéissance passive. Il faut ajouter à ces considérants, le degré plus que modeste du développement intellectuel des $^{9}|_{10}$ des socialistes russes et leur ignorance presque générale, ignorance qui était cause qu'ils connaissaient à peine les doctrines de leurs propres maîtres.

Grâce à cette mobilité d'opinions, il est impossible de donner une raison d'être trop grande à la génération souvent spontanée des différents partis, au caractère des tendances et des programmes révolutionnaires. Quoique les idées des révoltés aient subi des formes plus ou moins génériques, cette formule ne pouvait être appliquée trop à la lettre, car les exceptions étaient très fréquentes. L'origine de la doctrine révolutionnaire gisait, de tout temps, dans la source permanente des idées qui surgissaient et planaient au-dessus du niveau général, des tendances dites «avancées», qui n'étaient pas du domaine public à l'époque qu'on traversait; elle gisait dans le torrent du mouvement d'un caractère affranchissant, humanitaire (quant à ses formes) et émancipateur,—mouvement qu'on est habitué à appeler du nom de principes et d'idées libérales. Sur la surface de ce torrent, les foyers des idées de bouleversement apparaissaient çà et là, sous la forme de tourbillons ou de remous, assez indépendants les uns des autres; mais rien ne s'opposait à ce que ces remous et ces tourbillons, après avoir été apaisés ou annulés même, ne reparussent à d'autres

places, sur la surface du même torrent, qui n'avait ni commencement, ni fin, pareil à la pensée et à l'existence de la société humaine.

La Russie possédait, sans doute, des germes d'éléments pareils au sein de sa population; les circonstances vinrent bientôt favoriser leur développement et leur croissance. Le régime qui succéda au règne de l'Empereur Nicolas, avait pour devise un mot magique, qui, à cette époque, enlevait tous les coeurs et toutes les têtes: c'était le mot de «réforme», qui, cependant, était interprété de très différentes manières. La magnanimité du nouveau Souverain, qui gràcia les auteurs survivants du complot régicide du 14 décembre 1825 et les adhérents de Petraschewski (jugés dans l'année 1849), porta la majorité du public à supposer que l'ère des réformes qu'on commençait à traverser, admettrait une liberté entière, resterait à peu près, indifférente vis-à-vis de tous les écarts de la pensée, de tous les égarements de l'esprit et donnerait un libre cours à toutes les erreurs de la plume. Le mot magique de «réforme» convenait parfaitement aux chercheurs d'un avenir inconnu et incompris, qui devait appeler le bonheur sur la terre; ce mot équivalait chez eux presque à celui de «révolution», aux idées d'anarchie, et de désordre, à une volonté débridée et sans gouvernail; on l'identifiait, en tout cas, avec l'idée d'une émancipation personnelle et intellectuelle des plus vastes.

C'est dans le domaine de la presse (tombée, dès les premiers jours, dans les mains de la jeunesse) que se firent sentir les premiers écarts de la pensée et du jugement. Tout ce qui portait le cachet d'une autorité quelconque dans le passé et le présent, dans les lettres, la science ou les arts,

fut jeté à bas des piédestaux; les principes et les maximes élaborés par l'expérience des siècles furent taxés de nullité et prohibés. Survint l'époque des «nihilistes» et du «nihilisme», de la négation de tout et de tous, transformée en principe général. Au-delà la frontière, sur le sol étranger, le brasier révolutionnaire de Herzen et de Bakounine contribuait grandement au développement des idées parmi la jeunesse en Russie. Ce n'était, du reste, qu'une période d'étude; on ne traversait qu'une préface; les émigrés de Londres s'occupaient encore à enseigner à la jeunesse russe,—comment devait se faire une révolte. Tout en professant un amour sans bornes pour la patrie, ces émigrés travaillèrent d'abord à décomposer le sentiment national; l'athéisme et le relâchement des moeurs suivirent de près les premiers indices de l'influence des nouvelles doctrines.

Le mouvement dans les Universités, qui parfois atteignit des dimensions plus que sérieuses, inaugura le commencement de l'ébranlement révolutionnaire de la société russe. Les mauvais exemples se gagnaient vite, et le 17 octobre de l'année 1861, eut déjà lieu le premier «procès politique», jugé par le Sénat (celui de Michel Mikhaïlow). Les temps qu'on traversait étaient pénibles: les incendies qui dévastèrent Pétersbourg au printemps de l'année 1863, les saturnales de la presse, les désordres dans les écoles académiques de tout genre, l'apparition du nouveau type de la femme révoltée et «nihiliste», de la femme «tondue» (comme on l'appelait vulgairement, car ces spécimens féminins portaient les cheveux coupés), du type nouveau et complètement inconnu jusque-là du révolté russe, de l'anarchiste et du «nihiliste»—brutal,

grossier et repoussant à l'extérieur: les réunions, les bruits sourds, un ébranlement économique formidable par suite des nouveaux rapports entre le propriétaire-foncier et le cultivateur, etc.,—tels étaient les facteurs nouveaux des premières années de la période émancipatrice. Le mouvement du sous-sol commençait évidemment à prendre de la consistance; les procès politiques se suivaient, ne discontinuaient point: il y en eut 2—dans l'année 1861, 8—en 1862, 6—en 1863, 4—en 1864. Il était évident qu'on avait à faire à une certaine force, sinon organisée, du moins très vaste, qui avait envahi une partie de la société, principalement la jeunesse,—ces représentants de l'avenir le plus proche, dont les forces étaient si nécessaires au pays, afin de mener à bonne fin les réformes déjà octroyées et celles qui devaient encore suivre.

L'attentat de Karakozow (1866) vint démontrer à quel point les moyens du mouvement et de ses représentants devenaient de plus en plus sérieux: à quel point les mesures du gouvernement n'atteignaient point leur but; à quel point l'ennemi croissait et se multipliait aulieu de se réduire. Ce attentat résultait, cependant, d'une initiative à peu près personnelle, car le complot n'avait qu'un très petit nombre d'affiliés et ne possédait pas d'attaches réelles dans les foyers dirigeants des révoltés d'alors. Les péripéties du mouvement commençaient déjà à développer et créer un type de caractères audacieux, dans le genre de celui de «Rakhmétow» (un personnage du fameux roman socialiste de Tschernyschewski: «Quoi faire?»)—un type physique à toute épreuve, un colosse sorti des classes inférieures de la société, une espèce d'Hercule, du nombre de ceux que, de ce temps, pouvait encore fournir le peuple russe.

Le gouvernement qui jusque-là traitait la question du nihilisme et des nihilistes avec modération, eut recours dès lors à des mesures plus énergiques. Les enquêtes politiques, qui jusque-là étaient uniquement l'attribution des corps des gendarmes, furent dorénavant menées avec le concours du Parquet (depuis 1871); de grands changements dans le personnel de l'administration eurent aussi lieu; un nouveau dignitaire, le comte Schouwalow, fut nommé Chef de la «Troisième Section» et des gendarmes. Dans l'année 1867, il n'y eut qu'un seul procès politique, sans aucun relief; dans les années 1868, 1869 et 1870—pas un seul procès. Persécutés et traqués à l'intérieur de la Russie, les nihilistes et les socialistes durent émigrer à l'étranger, et c'est dès cette époque que les fuites et les pélerinages à Zurich et à Genève commencèrent dans des proportions sérieuses. De 1869 à 1871, le gouvernement s'occupa de la grande enquête sur le complot de Netschaïew (l'organisateur de la «Société de la libération du peuple»), compliqué du meurtre d'un confrère, suspecté de trahison (un genre de crime qui se répéta maintes fois depuis), qui illustra d'une manière tragique les agissements de la conjuration des «netschaïewtzy», qui étaient alors assez nombreux. Leur chef a figuré dans le mouvement en qualité de premier terroriste, type qui fut imité, d'abord, par les «bountari» de Kiew, dans l'année 1877, et plus tard se développa et se généralisa. Cependant, ni Netschaïew ni l'anarchiste Tkatschow n'avaient de principes stables; nourris de lectures sur la révolution de 1789, ils ne demandaient, au fond, qu'un bouleversement, coûte que coûte. Netschaïew envoyait des proclamations à toutes les classes de la société, aux propriétaires (qu'il engageait

à se venger du gouvernement pour la perte de leurs droits), aux paysans des campagnes (pour les mettre contre la noblesse), etc.

Le procès des «netschaïewtzy» une fois terminé, commença la période de la formation et de l'activité des «Cercles d'enseignement mutuel» parmi la jeunesse,—groupes qui devaient remplacer l'organisation révolutionnaire et qu'il était plus difficile de poursuivre. Ces cercles, qui formèrent quelques personnalités destinées à jouer un rôle, surgirent partout; chaque grande ville de province en possédait. Celui que Nicolas Tschaïkowski fonda à Pétersbourg, en 1871, fut particulièrement influent et donna au parti des acteurs dévoués (environ 20 personnes). Le cercle fonctionnait assez ouvertement; certains nihilistes (Lermontow, Serdïoukow, etc.), se partagèrent les écoles supérieures à Pétersbourg pour y établir leur propagande. Les «tschaïkowtzy» suivaient au fond les principes de Dmitri Pissarew,— jeune socialiste et écrivain d'un talent très réel, qui venait de mourir. Ils traitaient le peuple un peu de haut. L'activité de ce clan était en pleine prospérité; il imprimait et vendait à bon marché (les fonds ne manquaient point) des ouvrages et des brochures tendancieuses approuvées par la censure, il s'occupait de propagande parmi les ouvriers avec un certain succès; de grandes succursales se trouvaient à Moscou, Odessa et ailleurs. En 1873, on arrêta, cependant, la majorité de ces cercles; plusieurs affiliés eurent le temps de se sauver, et plus tard, en 1875, ils suivirent l'entreprise d'un certain socialiste mystique Malikow, qui se transporta avec eux en Amérique et y fonda une commune-socialiste. C'est de cette manière que finit la mission des «tschaïkowtzy», tout

comme celle de plusieurs autres cercles, qui eurent des périodes de prospérité, quoique très courtes. Dans l'histoire de la lutte figurait comme signe caractéristique, que dès qu'une branche du mouvement prospérait et obtenait certaine influence, elle commençait bientôt à se détériorer et à s'annihiler. Ce fait, remarqué par les révoltés eux-mêmes, s'explique facilement par l'absence d'un terrain propice et nécessaire pour nourrir et conserver d'une manière durable les racines d'un mal tout à fait étranger au sol national russe.

Un autre socialiste influent, Dolgouschine, forma presqu'à la même époque un cercle puissant, mais d'un caractère assez différent de celui de Tschaïkowski. Les «dolgouschintzy» furent les premiers «narodniki», les précurseurs du «Repartage Noir»; ils trouvaient qu'il ne fallait agir que pour le paysan et l'ouvrier; qu'il fallait les soulever, qu'on devait commencer la propagande parmi la classe rurale, que toute la masse socialiste devait aller «dans le peuple» et prendre pour modèle les essais de ce genre que les cercles de Kiew avait déjà inaugurés. Ils essayèrent de soulever certaines localités près de Moscou, mais ils furent arrêtés et le cercle disparut.

Quant aux idées des «tschaïkowtzy» et des «dolgouschintzy», elles furent loin de tomber dans le néant. En l'été de l'année 1874, commencèrent les pérégrinations des socialistes parmi les paysans; les émissaires socialistes se noyèrent «dans» le peuple, d'après les programmes élaborés et rédigés selon les idées de Pierre Lawrow et de Bakounine (qui assurait que le paysan seul avait encore conservé en lui le véritable esprit de la révolte,—du «bounte»); c'est ce dernier qui avait même inventé le mot d'ordre: d'aller

«dans les forêts et le peuple». Les nouveaux missionnaires se mirent, du reste, en route sans aucun plan arrêté, plutôt pour faire la connaissance du paysan et de l'ouvrier, pour sonder le terrain. Cette entreprise était tentante et intéressante; elle exigeait de vaquer à une telle quantité de détails sans fatiguer la tête (les costumes, les faux passeports, etc.), demandait tant de privations physiques (ce qui servait de contentement moral, en persuadant à chacun qu'il faisait des actes d'abnégation sans borne), etc., que tout cela remplissait l'existence de chaque missionnaire au point de lui rendre la tâche assez facile. Mais ces pélerins volontaires se persuadèrent bientôt que l'idée était fausse et manquée, que les résultats ne correspondraient point aux attentes, et ne contrebalanceraient point les pertes que pourrait faire le parti; que le peuple n'était pas facile à démoraliser; que ce peuple, lui-même, arrêtait des centaines de fois ces apôtres du bonheur de l'avenir pour les livrer à la police, et dans quelques occasions, leur infligeait, lui-même, des châtiments corporels, en guise de réponse à la propagande de l'athéisme et de la révolte contre l'Empereur et l'ordre établi.

Le grand procès «des 193» enleva au parti ses forces principales, ses acteurs les plus expérimentés et les plus convaincus; mais plusieurs d'entre eux rentrèrent bientôt dans le mouvement et devinrent des terroristes renommés. Cette grande cause une fois terminée définitivement, le grand cercle de «Terre et Liberté» se constitua et se mit à la tête du mouvement; jusqu'à l'automne de l'année 1878, il jouit d'une certaine dose de puissance, même après l'arrestation de ses principaux membres, après quoi, Alexandre Mikhaïlow parvint à le rétablir, découvrit,

styla et installa dans les bureaux officiels le fameux Klétotschnikow, qui par son activité audacieuse, sauvegarda les intérêts du parti pendant deux ans. Entre temps, les idées du terrorisme, empruntées aux cercles de Kiew, où fonctionnait même un «Comité Exécutif» (avec un cachet qui passa plus tard à «Terre et Liberté),—prenaient de plus en plus de prise, contrairement aux principes des conjurés et des sympathies des membres de cette dernière association. Ils protestèrent de toutes leurs forces; les querelles à l'intérieur en venaient à des menaces le pistolet à la main, le désaccord était complet. Quand Solowïew vint à Pétersbourg avec l'intention de perpétrer son crime, Alexandre Mikhaïlow lui rendit quelques services, mais en cachette de son cercle.

Les principes de «Terre et Liberté» se formèrent sous l'impulsion: a) des idées de Bakounine sur le peuple, comme le détenteur le plus élevé et le plus solide de la vie sociale et de la force révolutionnaire; b) des idées de Lawrow sur l'organisation des éléments populaires; c) sous l'influence de l'expérience, qui démontra qu'on ne pouvait rien obtenir dans les centres populaires à la légère, en tombant dans leur sphère à l'improviste et à la hâte; d) sous l'influence des idées de Tkatschow, de Netschaïew, des «Jacobins» et des «Blanquistes», sur la nécessité d'une organisation des forces révolutionnaires. Le principe de l'association consistait dans l'axiome que l'idéal du peuple correspondait, quant à sa base, à l'idéal du socialisme, qui, tôt ou tard, devait aboutir à une révolution et à un bouleversement. Ce principe demandait à remplir le plus possible les centres populaires de représentants du parti,—en qualité d'écrivains, de petits propriétaires, de mar-

chands-forains, d'aides-chirurgiens, de maitres d'écoles etc.,—pour gagner la confiance du peuple et le révolutionner peu à peu. Il admettait aussi volontiers le «terrorisme agraire» dans le domaine des intérêts du cultivateur. L'émeute de Tschiguirine (la seule tentative qu'on fit pour agir sur le peuple à l'aide d'«imposteurs»), quoiqu'elle ne fut pas organisée par «Terre et Liberté», était, néanmoins, tout à fait dans l'esprit de sa doctrine. Ce centre révolutionnaire était bien organisé et il obtint certains résultats: il réunit une trentaine de membres très énergiques, établit son siège central à Pétersbourg, forma des cercles en provinces (Tambow, Saratow, sur le Don, etc.); il avait des relations, des fonds, un organe, une imprimerie; il florissait, pour ainsi dire, jusqu'aux grandes arrestations qui eurent lieu en automne de l'année 1878.

Quant au «terrorisme», il se forma peu à peu par suite de la propagande du «Nabat» («Le Tocsin») de Tkatschow et sous l'influence des «bountari» de Kiew, qui depuis longtemps avaient recours aux armes dans leurs conflits avec la police. Le but des terroristes consistait à faire surgir une révolution à l'aide de leurs crimes; ou bien, au pis-aller, de forcer ou de pousser le gouvernement à des concessions, qui donnassent la possibilité d'une propagande révolutionnaire et éventuellement pussent établir un régime constitutionnel. Le terrorisme surgit, d'abord, ça et là, dans le Sud, à Kiew; un délégué secret de «Terre et Liberté», le fameux Valérien Ossinski donna aux premiers cercles de ce genre, à Kiew, une espèce d'organisation; mais il se passionna trop pour sa mission, car il fonda, dans le Sud, un «Comité Exécutif» à lui, contrairement aux désirs de ses mandataires.

A peine le procès «des 193» fut-il terminé, que le coup de feu de Wéra Zassoulitsch inaugura la période terroriste, pour laquelle le gouvernement et la police défectueuse de ce temps-là étaient loin d'être prêts. Aussi les libertés dont jouirent les socialistes à cette époque, après l'acquittement de Wéra Zassoulitsch (verdict tant vanté par les libéraux), furent-elles grandes et eurent des suites fâcheuses: a) elles prouvèrent aux révoltés que le gouvernement pouvait, à certains moments, se trouver dans des positions pénibles, et b) que le grand parti des «libéraux» était de force à soutenir sérieusement la cause des révoltés. Cette persuasion, qui dégénéra bientôt chez les révoltés dans une conscience exagérée de leurs puissance et dans l'assurance de la faiblesse de la résistance qu'on leur livrerait, porta les terroristes à tenter les entreprises les plus audacieuses.

Les mesures que prit le gouvernement n'étaient, la plupart du temps, sévères et redoutables rien qu'à l'extérieur (les règlements de surveillance, les nouveaux généraux—gouverneurs, la Commission Administrative Suprême, etc.) et n'atteignaient que très peu les conjurés, qui parvenaient à se cacher dans leurs phalanstères de sous-sols; ces mesures leur faisaient parfois une réclame immense. Les terroristes de Kiew furent bientôt arrêtés et leur organisation détruite nullement par suite des nouveaux pouvoirs des généraux-gouverneurs, mais grâce à l'activité d'un officier des gendarmes actif et hardi—le capitaine Soudéïkine.

La «révolution», néanmoins, n'éclatait point, elle tardait à venir. Que restait-il, en fin de compte, à faire aux révoltés après que tant de moyens mis à l'essai depuis plus de vingt années, n'aboutissaient ni à une révolte ni à un boulever-

sement, après que la propagande parmi le peuple dut être abandonnée? Restait le système du terrorisme, qu'on n'avait pas encore inauguré; il fallait faire jouer le poignard, la dynamite, les bombes et le poison. C'était le seul système qui pût tenir les autorités en émoi, un moyen drastique pour exciter les nerfs du public, un système qui témoignât hautement de l'existence du parti et de sa vitalité. C'était un genre d'activité qui devait démoraliser le peuple, diminuer le prestige du Pouvoir, et à la longue, aboutir à un résultat quelconque... Lequel?... Le sentiment du vague, inné au révolutionnaire, la perspective d'un avenir indécis, mêlé de croyance dans un succès final, ne pouvait préciser le but de ce système, tout comme le but des anciens systèmes qui furent déjà essayés. En tout cas, «la terreur» approchait le plus du tableau d'une «révolution», et ce commentaire pratique suffisait.

C'est sous la pression de ces idées que se formèrent les principes et les adeptes du terrorisme, qui avaient eu déjà quelques représentants dans les cercles des «bountari» de Kiew,—des perturbateurs qui, les premiers, inventèrent le nom de «Comité Exécutif» et le placèrent, pour la première fois, au bas de la proclamation sur l'attentat contre le Substitut Kotlïarewski (1878). Après les congrés de Lipetzk et de Woronège, le parti terroriste de la «Volonté du peuple», engloba presque toutes les forces des révoltés; le cercle «Terre et Liberté» disparut, et quant au «Repartage Noir», qui cumula les idées et les aspirations des «narodniki», il ne traîna qu'une existence languissante. L'appréciation comparative des deux partis fut très bien définie par le Procureur Mourawïew, lors du procès de la femme Krylowa: le «Repartage» tenait à saper les fondements de

l'édifice d'une main sûre, mais lente, tandis que la «Volonté du peuple» jouait le rôle d'une poignée de bandits, qui pénétraient par force dans une maison, tuaient ses gardiens, pillaient, assassinaient, détruisaient tout et tentaient même de faire sauter en l'air tout le bâtiment. En réalité, le programme de la «terreur» ne connaissait point de bornes; sa profession de foi, écrite par son adepte le plus avancé, Nicolas Morozow (qui se distinguait même de tous ses confrères par l'absurdité de ses idées), n'admettait point de limites aux explosions et aux tueries: tous les moyens étaient bons pour la lutte à l'aide du poignard et de la dynamite.

Les agissements du parti terroriste depuis le commencement de l'année 1878, à dater du coup de feu de Wéra Zassoulitsch, sont relatés plus haut. C'était une série d'attentats, dont plusieurs atteignirent, hélas, leur but meurtrier; ils furent, principalement organisés contre les détenteurs de Pouvoir, et plus tard—contre la Personne du Souverain. Le gouvernement ne pouvait rester calme devant des faits et devant un programme pareil. Les Cours martiales commencèrent à appliquer toutes les rigueurs de la loi aux inculpés; des peines de mort furent décrétées; celle de Kowalski (en 1878) fut la première après un intervalle de 12 ans, depuis l'exécution de Karakozow. Mais ni les jugements des Cours martiales, ni les mesures plus calmes à l'époque du ministère du comte Loris-Mélikow, n'arrêtèrent le développement du mouvement et n'empêchèrent point le complot régicide de s'organiser et de mûrir.

Le but des criminels fut atteint le 1er mars 1881... Quel était le sens et le principe de ce but?... L'effroyable résultat du crime ne pouvait, de fait, annuler le régime autocratique en Russie; le crime ne pouvait, dans aucun

cas, créer des sympathies au parti; on ne pouvait point supposer logiquement, que le Pouvoir fit des concessions à la suite d'explosions meurtrières? C'était donc, comme toujours, les mêmes aspirations vagues, les mêmes idées fixes qui guidèrent les criminels à organiser et perpétrer le forfait. Cette démence révolutionnaire, ces essais de tenter des actes effroyables qui pussent avoir des suites inattendues, ces bravades criminelles, avaient, pour ainsi dire, transformé la nature humaine de ces bandits, et en avaient fait des êtres féroces, imbus de l'idée qu'ils sont appelés à faire descendre le bonheur sur terre, à l'aide du sang et des meurtres. Un régime pareil ne pouvait durer, et le crime du 1er mars prononça, en principe, et par son propre fait, la déchéance du parti des révoltés.

Cette déchéance, était encore loin de suffire, en qualité de principe, car le Pouvoir avait d'immenses devoirs à remplir. Bientôt après le crime, à l'heure où le gouvernail de l'Etat se dirigea sur une voie nouvelle, quand le vaisseau mené par un Pilote, que le mirage d'une «dictature du coeur» (faussée et incohérente) ne séduisait point, prit en ligne droite le chemin des côtes et des horizons du calme, de la fermeté et de la conscience de ses forces,—les fautes commises furent, enfin, reconnues. Le nouveau programme demandait, avant tout, qu'on les évitât à l'avenir, et dès lors, les résultats commencèrent à être plus satisfaisants. Devant des mesures organiques, devant une volonté ferme, devant l'exemple personnel du devoir rempli, devant le culte de l'amour du bien et de la patrie, devant des mesures de sévérité légale et de magnanimité (là où les fibres du coeur humain pouvaient être autorisées à parler), devant une activité constante, soutenue par une

réaction des idées du bien et du bon sens au sein de toutes les classes de la société, devant le patriotisme de la nation, qui s'insurgea, à la fin, contre cette période interminable et démoralisante de honte nationale,—devant tous ces facteurs puissants pâlirent bientôt, s'amoindrirent et s'affaissèrent les forces du mouvement socialiste et révolutionnaire. Il essaya de regimber à plusieurs reprises, mais ce fut en vain.

La liquidation fut, certainement, et longue et pénible. Les arrestations fructueuses et nombreuses durant l'année 1881 ne détruisirent encore point totalement le centre terroriste, qui se réfugia à Moscou, puis revint au Nord. La «Volonté du peuple», dont l'activité peut être divisée en cinq périodes assez distinctes, ne désarmait point. Dans la première (1879—1881), les révoltés espéraient encore produire un bouleversement à l'aide d'une conjuration qui n'admettait point le régicide; mais ce projet se dissipa peu à peu, et l'on aboutit à la conspiration du 1er mars, à une époque, où le centre terroriste possédait jusqu'à 15 cercles, qui lui étaient soumis. Dans la seconde période (1881—1882), ce foysr se reconstitua après les arrestations des nombreux affiliés du complot régicide, mais il ne put se maintenir à cause de l'absence de moyens, le manque d'agents pareils à Klétotschnikow, par suite du transfert de Soudéïkine à Pétersbourg, etc. Le centre tenta de s'établir à Moscou, mais on l'y arrêta. La troisième période (1882—1884) se signala par l'absence d'une organisation générale, car le mouvement se groupait, à cette époque, dans une quantité de petits cercles fondés par Dégaïew et Wéra Filippowa,—cercles impuissants et plus ou moins éphémères. La quatrième période (de 1884 à 1885) se distingua par

l'apparition de la publication terroriste du «Moniteur de «la Volonté du peuple».—un fait qui ravitailla les forces morales des révoltés. C'est à cette époque que Lopatine. avec deux autres émissaires, vint en Russie pour tâcher de créer une organisation nouvelle.—entreprise qui finit bientôt par l'arrestation de chef principal et de ses acolytes. La cinquième periode, enfin, est celle qui date de l'année 1885, durant laquelle la «Volonté du peuple» se démembra en plusieurs petits cercles, qui oublièrent presque leur surnom de «narodowoltzy»; ils exigèrent même un remaniement du programme de ces derniers. Un journal russe fondé récemment à Genève: «Le Self-gouvernement» («Samooouprawlénïé»), est peut-être la seule publication qui ait conservé quelques teintes factices des doctrines terroristes. Quant au concurrent de la «Volonté», le parti du «Repartage Noir» a depuis bien longtemps liquidé son modeste bilan: c'est le groupe plus ou moins anodin de Plekhanow («Libération du travail populaire»), secondé d'une quantité de brochures plus ou moins vagues, qui l'a remplacé depuis les années 1883 à 1884.

Les terroristes et la «Volonté du peuple», ne restèrent point inactifs. cependant, pendant la longue periode de la liquidation, car une série de faits et d'entreprises très sérieuses signala, de temps en temps, la chronique des années qui suivirent l'époque du régicide. L'assassinat du général Strelnikow, de Soudéïkine, de Préïm, les meurtres de Varsovie, de l'ouvrier Schkrïoba (à Harkow), les bombes de Lougansk, les attaques des convois de la poste, le laboratoire de Prybylew, la formation des cercles militaires, les dizaines d'imprimeries qui furent découvertes, les tentatives de Lopatine, de Lyssïanski, de Serge

Iwanow et de leurs principaux auxiliaires, etc.,—prouvèrent à quell point cette liquidation était difficile et à quel point la force de la résistance était vivace. L'attentat inoui du 1er mars 1887 démontra même. qu'en dehors de toute organisation. des cercles composés de quelques unités pouvaient encore se fanatiser au point de travailler aux plus grandes tentatives criminelles. Du reste, la triste réalité de ce fait ne doit point changer le point de vue principal et induire en erreur; car le libre arbitre de l'homme le pousse parfois à des actes criminels les plus inouis, que ne peuvent prévoir aucune police et aucun Parquet, au sein même de la période la plus calme de la société et parmi un peuple fidèle et dévoué. Les Brutus, les Jacques Clément et les Ravaillac ont existé de tout temps (à l'époque où la dynamite était inconnue). et le plus grand des abolitionistes, le libérateur de l'esclave opprimé, Lincoln, ne reçut-il pas, presque de nos jours, le coup mortel de la main d'un assassin. qui en le portant, jeta le cri de: «sic semper tyrannis!» (voilà ce qui toujours est dû aux tyrans).... Des crimes sans attaches et isolés. ne peuvent ni caractériser l'état de l'organisme social, ni servir de preuve de l'intensité et du développement du mouvement, ni témoigner de l'état général des esprits. Les Chefs du Pouvoir les plus sages et les plus magnanimes ont péri parfois par le poison et le fer. La race humaine, malgré sa perfectibilité. contiendra toujours des individualités capables des plus grandes audaces criminelles.

Ces considérations permettent de constater, que malgré le fait de la tentative criminelle du 1er mars, une décroissance sensible de l'énergie révolutionnaire et une détente de ses forces s'est fait notamment sentir depuis les années

1883 et 1886. Le terrorisme et la «Volonté du peuple» figurent actuellement parmi les débris du mouvement plutôt en qualité d'un souvenir du passé.

Il reste, néanmoins, à résoudre une question de permier ordre. Les clans des révoltés ne pourraient-ils pas revivre et se reconstituer?... Le mouvement ne pourrait-il pas se faire de nouveau sentir, et d'une manière très sérieuse et alarmante?... Le mal est-il extirpé?... L'heure actuelle (en admettant même qu'elle fût des plus calmes et des plus placides) ne pourrait-elle pas se changer dans un bref délai en période d'agitation et de trouble?... A quoi s'arrêter, à quoi s'attendre dans le présent et l'avenir, pour un observateur calme et raisonnable, qui ne fut ni un optimiste léger, ni un alarmiste taciturne?

En tâchant de résoudre ces problèmes et ce questionnaire incisif, on ne peut pas ne pas s'arrêter devant certaines considérations péremptoires.

Les révolutions ne se font pas d'elles-mêmes; elles ont besoin d'hommes, de temps et de moyens. Les meneurs doivent posséder un certain caractère autoritaire, ils doivent être parfois des dictateurs audacieux (car c'est l'absence de discipline qui a acceléré la chute du parti). Or les listes des révoltés d'aujourd'hui n'offrent point de personnalités particulièrement douées, marquantes, ou bien possédant les qualités indispensables pour les grands organisateurs ou les grands conspirateurs. Des meneurs pareils ne peuvent également surgir tout d'un coup, dans un instant; ils doivent traverser une dure école, acquérir une certaine trempe dans un milieu terroriste

et révolntionnaire très surchauffé, être suffisamment fanatisés par les exemples de leurs confrères, être en rapports constants avec tous les adeptes et les orateurs des clans socialistes, avec leurs techniciens criminels et leurs chimistes, leurs femmes et leur phalanstères, être même doués d'une organisation physique qui puisse leur faciliter une activité pareille. C'est dans ce monde seulement, entourés de tous ces facteurs démoralisateurs, que se formaient jadis les hommes de la révolte, les terroristes et les anarchistes. Ce tableau, ces éléments, il faut bien le constater, ne se font plus voir actuellement sous les mêmes formes, avec le même degré de développement que dans la période précédente; dans le monde des révoltés les personnalités de marque, de certain talent pour ainsi dire, pourraient même difficilement être cités à l'heure présente.

Les meneurs assermentés de la lutte qui durait déjà depuis une vingtaine d'années acquirent une certaine trempe, que les circonstances seules purent développer, mais ces circonstances peuvent-elles se répéter? Dans ce temps, la société russe pouvait évoquer de son sein les types physiques primesautiers des Hercules, des ascètes, des «Rakhmétow» de Tschernyschewski, ou des brigands du type de Goldenberg (qui était en état de mettre sur papier ses aveux sur le sentiment de bonheur indicible qu'il éprouva après avoir tiré le coup de feu mortel contre le prince Krapotkine). Les évasions et les fuites—étaient une école en permanence pour les aventuriers de la révolte: ils grimpaient des rochers, sautaient par les fenêtres des wagons ou sortaient par les conduits de cheminée dans les prisons; pour libérer ses camarades, Frolenko entra comme employé subalterne de l'administration de la prison de Kiew et fit, d'abord, son possible

pour gagner la confiance de son chef direct. Il s'occupait de son ménage, pendant trois mois soigna spécialement ses cochons qu'il élevait dans une étable et leur apportait plusieurs fois par jour leur nourriture; (car dans ce monde, on ne se dégoûtait de rien). Wéra Filippowa avait sous ses ordres, à Harkow, un échappé du bagne, du nom de «Nicolas», pour exécuter des missions terroristes spéciales. Combien de résistances opposées les armes à la main (résistances qui équivalaient à des batailles), que d'assassinats et d'attentats! Combien de fins tragiques et de suicides, sous les formes les plus variées, depuis le suicide en pleine rue de Sidoratzki (en 1878), jusqu'à la mort par le feu du jeune socialiste Somow! Ces faits, se système de résistances inouies pourraient-ils se renouveler? Une école pareille existe-t-elle actuellement? La réponse à ces questions ne pourrait être que négative.

Les conditions numériques jouent également un rôle immense dans le tableau comparatif du passé et du présent. Il est certainement difficile d'élaborer des données statistbiues sur le nombre des nihilistes, des socialistes, des anarchistes, des terroristes, etc., des deux sexes, actifs ou passifs, qui surgirent depuis l'année 1860 jusqu'à nos jours. Le nombre de ces perturbateurs était immense, sans doute; plus grand encore était le nombre de ceux qui sympathisaient «in petto» avec le mouvement dans toutes les classes de la société, qui faisaient la coulisse, et rendaient aux révoltés des services occultes et tacites. Or, la quantité, des acteurs de la lutte d'alors et d'aujourd'hui, pourrait-elle entrer en comparaison? Sans nul doute, le chiffre des révoltés a diminué, quant à leur qualité et à leur quantité, dans des proportions très considérables.

Il est nécessaire de se rappeler que tout ce monde était à l'oeuvre, et que dans leur activité pratique, tous suivirent et employèrent presque les mêmes moyens, de manière, qu'à la longue. la chronique de leurs agissements devint monotone et uniforme. Avant tout, ils professaient un athéisme complet, une insubordination, une émancipation de toutes les formes et de tous les principes reconnus. Leur existence revêtait dès lors les formes les plus déréglées; les nouveaux acolytes étaient reçus dans des cercles où on les embauchait définitivement. et puis venait leur tour d'agir. Le programme était assez détaillé: la propagande orale à l'aide de brochures spéciales, parmi le peuple et les ouvriers, pour les engager à se mettre en grève ou bien à organiser une émeute, des désordres, un soulèvement, une révolte ou des imprimeries secrètes (chose qui était de tout temps reconnue pour indispensable); à distribuer des libelles, travailler à leur composition et à leur tirage; organiser des résistances contre la police les armes à la main (lors des arrestations ou des captures). créer des réunions et des «congrès», des quêtes pour la cause des révoltés; travailler à susciter et à organiser des grèves; accepter une position extra-légale à l'aide de la falsification de passeports et l'existence sous de faux snom, sous des sobriquets et sous des pseudonymes; mener des correspondances de convention chiffrées et à l'encre chimique; conclure les mariages simulés («fictifs») pour dépister la police et changer de nom; organiser des logements dits «conspiratifs»; travailler au recel des armes, des révolvers et des poignards; à se procurer des poisons, des laboratoires et de la dynamite, partout et à tout prix; se fanatiser de l'idée fixe de la confection d'engins meurtriers

et des explosions. C'était des «préparatifs» sans fin, sans trêve, sans discontinuer, de toute sorte d'attentats horribles, occupation qui créa une nouvelle qualification d'activité criminelle (laquelle figura même dans le texte des notes échangées, en 1885, avec la Prusse, sur l'extradition des criminels); puis venait la nécessité de se cacher toujours, de toujours fuir, de se tenir sur le qui-vive, d'endurer toutes les misères de la faim et des haillons, et risquer à chaque heure d'être arrêté, mené en prison, jugé, déporté, subir, peut-être, la peine de mort. Tel était le programme et les conditions de l'existence des révoltes qu'ils subirent pendant de longues années. Ce programme se serait-il conservé «in extenso» dans les principes de l'activité des socialistes d'aujourd'hui? Sans doute, il a subi de grands changements et un relâchement immense.

Une partie de ce programme fut particulièrement privilégiée et cultivée: c'était l'activité littéraire, à laquelle les socialistes attribuaient un pouvoir indiscutable; chacun d'entre eux espérait laisser après luila gloire littéraire d'un Herzen ou d'un Bakounine. Les révoltés avaient besoin d'organes pour annoncer au monde leurs professions de foi, ils avaient besoin de presses typographiques pour imprimer et propager leurs placards et leurs brochures destinées au le peuple. Ce dernier moyen de propagande fut employé pendant très longtemps et quelquefois même avec succès parmi la classe ouvrière. Les opuscules «ad hoc» étaient dus à la plume de Khoudïakow, de Dmitri Klémentz, de Dolgouschine, de Schtigolew et d'autres; ils parurent souvent sous des titres populaires: «Mécanique compliquée», «Stenka Razine» (l'ataman des brigands du Wolga), «Sermon pour le Vendredi-Saint», «La vie de Saint-Nicolas»; une contre-

façon altérée de l'«Histoire d'un paysan français» d'Erckmann-Chatrian, «Voyons un peu, frères», «Le grand-père Iégor», «Conte sur les quatre frères», etc. Les presses typographiques devaient, en outre, préconiser devant le public les hauts-faits des anarchistes; le moindre petit cercle n'avait ni trève ni repos jusqu'à ce qu'il fût posssesseur d'une simple presse manuelle, ou, à la rigueur, d'un appareil hectographique. La littérature de sous-sol dont les révoltés dotèrent les lettres russes, leurs imprimés de toute espèce parus à l'étranger et en Russie, furent innombrables; ils essayèrent même de tous les genres: livres, brochures, journaux (à commencer par la feuille: «Le Début», en 1860), feuilles détachées, recueils de poésies, chansons, jusqu'à une espèce de «Marseillaise» révolutionnaire russe... Après Herzen, le parti ne produisit, du reste, pas un seul talent littéraire sérieux, malgré que les élucubrations de la presse révolutionnaire eussent été parfaitement exemptes de toute gêne d'une censure quelconque; quant à leurs orateurs, les révoltés se vantèrent des discours de Sophie Bardina, de Myschkine, d'Alexéïew et d'autres, pendant le cours des audiences judiciaires. Il est, cependant, notoire que le mouvement littéraire de la presse révolutionnaire a beaucoup diminué de nos jours; le langage des révoltés a baissé de ton et ils ne trouvent plus qu'un nombre très restreint d'amateurs de leurs oeuvres. Trente années de mensonges ont dégoûté la grande majorité du public.

Reste encore la question du type général et des crimes spéciaux commis par les ennemis de l'ordre public. Les procès politiques furent, dans le temps, si nombreux, on s'habitua tellement aux discours des anarchistes et même

à leur extérieur, qu'on pouvait les reconnaître dans la rue. C'était souvent des types de bandits ou d'échappés du bagne (comme Brandtner), ou des femmes d'une laideur repoussante (comme la Helfmann, Tatïana Lébédéwa, Anne Iakimowa, Sophie Loeschern, Nathalie Armfeld); parmi eux figuraient une grande quantité de types juifs. Rien d'étonnant que Valérien Ossinski qui avait un extérieur présentable, posât pour l'«Apollon» de la révolution, et que Wéra Filippowa pût figurer en qualité d'une «Vénus», dans la collection des types des anciens meneurs du mouvement. Toutes les classes de la société livrèrent leur contingent aux cercles des révoltés; des noms aristocratiques, comme celui de la comtesse Anastasie Panine, se trouvaient à côté de noms d'ouvriers, de bourgeois, de fils de marchands, de simples paysans les plus grossiers, d'écrivains, de médecins, de jeunes gens appartenant à la classe cléricale, de sujets étrangers, de militaires et de marins.

Grands furent les méfaits de ces criminels. Il suffirait de se souvenir de la longue série de leurs actes terroristes pour se convaincre à quel point les anarchistes ont laissé des traces sanglantes dans la chronique de l'histoire. Tout d'abord, une longue suite d'attentats, qui, selon la volonté du Destin, n'atteignirent point leur but criminel, — les tentatives de meurtre dirigées contre l'Empereur Alexandre II et l'Empereur Alexandre III, contre le général Trépow, le général Drenteln, le comte Loris-Mélikow, le général Tschérévine, le gouverneur Ilïaschéwitsch, le Substitut Kotlïarewski, le colonel Katanski, l'employé Soudowski, Gorinowitsch, les agents Zabramski, Pinski, les officiers de police—Kononow, Lïoubimow, Romanowski, les convois de la poste, etc. Puis viennent les

attentats meurtriers à l'aide desquels les criminels parvinrent à exécuter leurs forfaits, qui inscrivirent en lettres sanglantes les noms des victimes dans les chroniques de la révolte!... Outre le crime sans égal du régicide du 1er mars 1881, c'est grâce au fer et aux armes des anarchistes, que reçurent la mort—le général Mézentzow, le gouverneur prince Krapotkine, le général Strelnikow, le colonel baron de Heyking, le lieutenant-colonel Soudéïkine, les agents—Reinstein, Nikonow, Jarkow, Scharaschkine, Tawléïew, Préïm, Baranowski, Neumann, l'officier de police Fessenko, Thècle Bogowskaïa, l'ouvrier Schkrïoba, le conducteur Skschyptschynski, l'ouvrier Wilenski, Poltawski, Pogrébetzki, l'étudiant Iwanow (lors du complot de Netschaïew), le portier Kitow, les gendarmes Kazanine et Iaworski, le postillon Polikhowski, l'employé de la poste Manouïlow, les 10 soldats du régiment de Finlande lors de l'explosion au Palais d'Hiver, le Cosaque Maléïtschew, le garçon Maximow (le 1er mars 1881),—sans parler des nombreux blessés et des mutilés lors des arrestations et des prises de corps. Ce long martyrologe fut plus grand et plus sinistre en Russie que partout ailleurs, quoique chaque Etat de l'Occident ait eu ses anarchistes et ait lutté contre eux. Les Nobiling, les Becker et d'autres ont commis des attentats et tiré des coups de feu contre le Roi de Prusse, la Reine d'Angleterre, le prince de Bismarck et d'autres détenteurs du Pouvoir; mais nulle part les agissements des anarchistes n'atteignirent le degré de développement, tel qu'il se produisit en Russie; nulle part il n'y eut tant de sang versé, de crimes aussi exécrables de commis, nulle part il n'y eut de période terroriste, de symptômes d'un ébranlement de la société; nulle part la dynamite n'a joué un rôle si puis-

sant et si sinistre. Ce sont les anarchistes russes qui seuls ont atteint cet apogée, en assurant qu'ils travaillaient pour le bonheur de l'humanité actuelle et future. Si c'était une soi-disant conviction de quelques-uns, c'était, néanmoins, une erreur criminelle; car leurs oeuvres étaient des oeuvres de haine et non pas de charité ou d'amour du prochain au nom de cet «altruisme», de ce dévouement tant vanté, dont nous voyons parfois des traces dans les agissements des socialistes étrangers (un fait sur lequel le prince Bismarck complimentait, il y a quelques années, les députés socialistes de Berlin). Les anarchistes russes ne laissent après eux que des chroniques sinistres et sanglantes, et tout en n'ayant jamais eu (malgré des centaines de programmes) un but stable et bien dessiné, ils ne peuvent pas affirmer qu'ils aient péché par inconscience ou par ignorance de ce qu'ils faisaient. Aucun argument en leur faveur ne peut venir à la bouche d'un homme de bon sens, dès le moment où ils ont maculé le sol russe du sang le plus précieux, où ils ont couvert la Russie de honte, ébranlé la société, la vie de famille, le régime patriarcal, insufflé le venin des doctrines pernicieuses, soulevé parfois le mécontentement dans le peuple, après qu'ils ont fomenté des séditions et des meurtres. Le principe de la pitié ne peut agir et appliquer sa douce mansuétude quand il s'agit de taxer et de punir les forfaits de cette lie de la nation. Le Code pénal ne peut être appliqué à ces renégats de l'ordre social que dans la plénitude de ses sentences rigoureuses.... Ce n'est qu'à eux que doit s'appliquer, dans le sens le plus direct, le cri de «sic semper tyrannis!» — à ces vrais tyrans du peuple, à ceux qui souillèrent la Russie de crimes inouïs, aux corrupteurs

de la jeunesse, aux perturbateurs qui ont envoyé tant de jeunes existences dans les prisons, en exil et jusque sur les marches des gibets,—aux vrais tyrans dont les mains sont baignées de sang, qui empêchent la civilisation de porter des fruits de lumière et de paix, qui enrayent la prospérité des nations, aux vrais tyrans dont le nom ne se prononcera dans l'histoire qu'avec exécration.

Les sentiments attendris des philanthropes mélancoliques et tristes, qui ignorent les devoirs et les responsabilités qui pèsent sur l'Autorité, soulevèrent, à maintes reprises, l'opinion publique de l'Europe contre le rigorisme des lois, appliqué à des gens qui agissaient, soi-disant, par conviction, par suite d'une foi dans leur oeuvre et leur mission: aux yeux de ces sophistes humanitaires, c'était le martyre de l'intelligence, c'était la persécution du génie et de la pensée, c'était la tyrannie la plus cruelle. Ces tendres solliciteurs de l'Occident ne se firent pas prier, ne manquèrent jamais d'ajouter, à cette occasion, une série de mensonges grossiers et de calomnies ineptes sur l'action du Pouvoir en Russie; mais la réfutation des absurdités de ce genre, dont se nourrit souvent le public étranger, serait au-dessous de la dignité d'un gouvernement et d'une nation qui se respectent: aussi des notions pareilles resteront-elles dans le domaine public sans être réfutées. Les philanthropes-socialistes présentent aux lecteurs le tableau émouvant de l'existence des lutteurs pour les idées du bien, des prises de corps lors des arrestations, du sang versé, des condamnations, des prisons, des chaînes, des gibets, des convois de prisonniers à travers les neiges de la Sibérie,—et finissent par les tableaux du bagne et de la chiourme (copiés ordinaire-

ment sur les modèles français et étrangers). Une dose immense d'exagération se trouve dans chacun de ces tableaux; mais ces avocats en rupture de ban avec les idées de l'ordre et de l'autorité, pensent-ils, dans ce moment, aux oeuvres commises par ceux qu'ils défendent et dont ils déplorent le sort?... Qu'ils s'arrêtent un instant sur la corruption que les révoltés ont inoculée à la société, le sang qu'il ont versé et celui qu'ils verseront dans l'avenir, en propageant leurs principes. Un sentiment vraiment humain et philanthropique leur dicterait alors, sans doute, qu'une sévérité implacable de la loi est le seul système à suivre. Le chiffre des condamnés, des exilés, et celui même des 48 bandits qui subirent la peine de mort (depuis Karakozow, en 1868), ne font preuve que d'une application très modérée de la loi, vu l'énormité des forfaits et la masse des inculpés. La peine de mort ne fut jamais décrétée en Russie, par contumace, comme cela s'est pratiqué ailleurs, en Europe (par exemple en France, pour quelques-uns des membres de la «Commune» de 1871); quant à l'exil par mesure administrative, il est, la plupart du temps, un bienfait, vu que les verdicts judiciaires auraient décrété des pénalités beaucoup plus rigoureuses. Du reste, tous les systèmes ont été essayés,—depuis la patience, la tolérance et la bonté, jusqu'à celui de la «dictature du coeur» inclusivement; mais tous ces différents systèmes tombèrent à faux: le seul possible et le seul vrai, c'est celui d'un régime sévère vis-à-vis de tous les agissements des ennemis de l'ordre et de la paix. Il ne leur revient que ce qui leur est dû: «sic semper tyrannis!»... Mais la clémence du Chef du Pouvoir fait souvent fléchir la loi dans un sens humanitaire. C'est Lui seul qui est le détenteur de la grâce et du pardon.

Revenant à l'analyse du moment actuel, serait-ce donc une note plus ou moins pessimiste qui donnerait le ton dans l'appréciation des résultats acquis après dix années de lutte?.... Il paraîtrait difficile de voir les choses sous un jour favorable, au moment où il vient d'être démontré que la sévérité la plus rigide est encore nécessaire, que la police et les pouvoirs ne doivent pas cesser d'agir et de sévir? L'état des choses ne paraîtrait – il pas plutôt alarmant et les résultats obtenus pendant ces dernières années peu suffisants, sinon presque nuls? L'éducation primaire et les écoles académiques, ce berceau de l'activité de la nation dans un avenir très proche, ont-elles déjà atteint, sous le rapport de la discipline et de leur organisation, le degré tant désiré? Le type extérieur même de l'anarchiste a-t-il complètement déserté les villes et les grandes routes? Les sentiments religieux et ceux de la morale publique dans la masse n'ont-ils pas subi des altérations, et conjointement avec eux, la vie de famille? En attendant que des faits terroristes inopinés surgissent à nouveau, les précautions, l'attention et la surveillance de la police ne pourraient-elles pas faiblir, vu une certaine indolence du caractère russe? La résistance intérieure que livre la société est-elle suffisamment grande? Les tendances de la presse soutiennent-elles entièrement les idées de l'ordre et de la raison, dans l'esprit du public? Les bandits et les scélérats de l'anarchisme ne pourraient-ils pas reparaitre tout d'un coup, et même au moment où l'on s'y attendrait le moins? La jeunesse des écoles, cette grande population scolaire, n'est-elle pas encore, de nos jours, une matière des plus explosives, qu'une étincelle pourrait enflammer? A quel point, enfin, le mal est-il extirpé, et ses

racines ne gisent-elles pas encore très profondément dans le sol?...

Il n'est pas aisé de résoudre, point par point, des thèses aussi compliquées, sans effleurer le terrain délicat du pessimisme ou de l'optimisme, car le passé et le présent sont souvent loin d'être ouverts à l'entendement humain: pour l'avenir,—il est encore plus difficile de le préciser. Seuls, les moyens de comparaison peuvent être appliqués, quand il s'agit d'opiner sur des matières aussi complexes: car tout est relatif dans la vie et dans l'histoire, tout ne peut être précisé et apprécié qu'à l'aide d'un système comparatif, qui démontre la valeur et la portée réelle des choses.

Un gros principe saute, avant tout, aux yeux,—principe qui, peut-être, n'est pas suffisamment reconnu de l'Occident, en vertu de son «ignorance invincible» du monde russe. Quoi qu'en disent les coryphées du socialisme, la Russie est le champ le moins propice pour la culture, le progrès et le développement du socialisme et de l'anarchisme, pour l'organisation des grèves, pour le soulèvement des questions ardues de l'organisation du travail, tout comme pour propager les idées révolutionnaires en général. Elle ne possède heureusement, ni de paupérisme, ni de prolétariat,—ce quatrième état qui fait depuis longtemps la plaie de l'Europe. Avec une population de plus de 100 millions, la Russie a un territoire immense qui contient des richesses suffisantes pour garantir les moyens d'existence d'un nombre d'êtres humains bien des fois plus grand; aussi le peuple russe n'a-t-il pas prêté l'oreille aux rêveries et aux chimères des lointains socialistes, dont leur parlaient, dans les campagnes et dans les usines, les colpor-

teurs du bonheur général de l'avenir. Les agitateurs audacieux qui se chargèrent de la propagande oublièrent de compter, de mettre avant tout dans la balance la fidélité historique du peuple au Souverain, qui, après Dieu, occupe, dans la conscience nationale, le premier rang. Le projet titanique de démoraliser le peuple russe ne pouvait hanter que la tête surchauffée à un degré morbide d'une malheureuse jeunesse, allant au gré des tempêtes révolutionnaires. Cet axiome n'est point imbu d'optimisme, car c'est une vérité péremptoire, quoique plus ou moins méconnue de l'Occident. La Russie n'a pas à craindre la démoralisation de son peuple, en admettant même que des milliers d'ouvriers prêtassent l'oreille aux séductions des révoltés. Le socialisme, cette fine fleur du dix-neuvième siècle, n'est donc pas capable d'empoisonner les centres populaires en Russie; c'est un fléau de l'Occident: aussi voyons-nous parfois la persévérance de son influence le long de la frontière occidentale de la Russie, dans les provinces polonaises, où il s'est constitué sur les modèles usités en Europe, où il s'est centralisé dans la masse ouvrière, avec ses grèves et ses questions de salaires. Le reste de la Russie ne peut donc considérer le socialisme et les bouleversements qui viennent à sa suite, comme de ennemis redoutables et encore moins—invincibles. C'est un avantage immense, une position enviable pour d'autres nations et d'autres Etats, une position qui a pour base la place qu'occupe le peuple russe sur la surface de la terre, vu sa position géographique, de même que les facteurs historiques qui ont créé la grande nation slave.

Cet argument sérieux et péremptoire ne peut être suspecté d'être le produit d'un optimisme quelconque, grâce à sa

valeur intrinsèque; il est au-dessus des appréciations des partis et de leurs points de vue. Il n'est pas isolé, du reste: à sa suite viennent encore d'autres considérations qui contrebalancent les doutes trop nombreux et trop nerveux par rapport à l'état actuel des choses. L'organisation des socialistes est pour le moment dans un certain désarroi; le parti a essayé de tous les moyens pour se reconstituer, mais il n'y est pas parvenu, car cela demande des hommes et du temps. Pour les hommes, ils ne se constituent pas chefs de révolte spontanément et sans qu'on ne connaisse du moins leurs actes; quant à la durée, le Pouvoir est là, qui fonctionne et surveille les moindres indices de la croissance du mouvement, de son organisation ou de son développement. Quand on comparait, enfin, le chiffre des acteurs de la lutte d'il y a sept ans et d'aujourd'hui, un résultat propice très prononcé saute aux yeux. C'est principalement l'élément israélite, qui souvent figura parmi le personnel des révoltés, qui s'approprie peu à peu la spécialité des idées subversives (dans le nombre des socialistes découverts dans le Sud, dans les années 1886 à 1887, jusqu'à 80% appartenaient au judaïsme).

Pourrait-on nier, en outre, les grands progrès dans le domaine de la pacification intérieure, que la Russie, le gouvernement et la société ont obtenus pendant les huit années, depuis l'époque où la lutte à outrance contre la révolte fut déclarée? La société s'est peu à peu tranquillisée, les coeurs troublés «se sont ranimés», selon le voeu du manifeste impérial du 29 avril 1881; la masse par elle-même fonctionne comme une force de résistance et comme uns imulant conservateur; la période aiguë des horreurs terroristes est depuis bien longtemps passée. L'état des écoles et

des institutions d'enseignement, cette source du bien et du mal dans l'avenir, ce foyer incandescent d'où jailliront avec le temps les idées et la pratique de l'ordre ou de la révolte, ces pépinières d'une génération montante, qui bientôt viendra occuper la place des hommes d'aujourd'hui et «continuera à faire l'histoire»,—rentrent de plus en plus dans un état normal; une réaction vers les principes de la religion et de la foi se fait même sentir dans toutes les classes; l'apathie vis-à-vis de la lutte, qui il y a huit ans de cela, avait envahi la société, a fait place à une confiance en ses propres forces; la société a secoué sa torpeur, et c'est avec dévouement qu'elle vient souvent en aide au Pouvoir dans tout ce qui a rapport à la lutte. Ce n'est, du reste, ni une réaction dans le sens matériel de cette expression, ni un obstructionisme, ni un obscurantisme quelconque quant au domaine de l'enseignement et de la science. Les sympathies pour la cause des révoltés ont presque disparu et se font sentir seulement parfois dans le domaine de la presse. Le temps n'est pas loin, où les individus nommés «extra-légaux» se comptaient par centaines et où ils croisaient la Russie dans tous les sens, en dirigeant la révolte; à l'heure qu'il est, l'apparition d'un personnage de ce genre fait événement, il est poursuivi jusqu'à ce qu'on l'arrête; quant à ceux qui font de la propagande sous leur véritable nom, leur compte est encore plus vite fait. Le nombre des dossiers des causes politiques diminue; les émigrés socialistes les plus sérieux rentrent en Russie, grâce à la clémence de l'Empereur; plusieurs des acteurs de la lutte (dans le pays et parmi les émigrés) viennent à la conscience de l'idée que le mouvement qu'ils ont servi et qu'ils ont si longtemps dirigé, est une démence, et

qu'actuellement il n'y plus rien à faire,—argument très sérieux, qui s'est maintes fois manifesté dans leurs confidences mutuelles les plus franches et les plus intimes.

Le système de parallélisme nous amène donc à constater des résultats assez propices, comparativement à l'époque du début de la liquidation, depuis l'année 1881. On peut accepter avec confiance tous ces résultats, tout en ne fermant pas les yeux sur bien des difficultés encore, sur le chemin à faire, sur bien des empêchements à vaincre, car la liquidation est, certainement, loin d'être achevée. Les paroles antiques de «caveant consules!» sont encore parfaitement opportunes, surtout en vue de l'existence en Europe d'un droit d'asile, transformé, en réalité, en droit de protection et de recel. Ce droit est encore vivant et actif; il cache et sauvegarde les anarchistes et les criminels les plus reconnus, qui sont sûrs de jouir d'une liberté parfaite; qui en profitent pour diriger la lutte de loin, à l'aide de leurs émissaires, de leurs journaux et de leurs imprimés; qui emploient même leurs loisirs à inventer de nouveaux engins meurtriers. Il est indubitable, en outre, que certains «illégaux» fonctionnent encore dans les cercles socialistes et que bien des foyers de ce genre existent, qu'ils correspondent, comme par le passé, avec des chiffres, à l'aide de pseudonymes et de l'encre chimique. Il est de même indubitable que le «prolétariat de l'intelligence» est le principal venin qui nourrit les cercles des mécontents et des révoltés; que le grand domaine de l'enseignement n'a pas encore atteint le degré élevé et solide qui lui incombe, et que la prospérité économique n'a pas encore pacifié et remis en place toutes les classes de la société après les réformes qui ébranlèrent la Russie depuis l'an-

née 1861 ; que la jeunesse scolaire constitue encore un élément très inflammable, toujours enclin à suivre les mauvais exemples et les doctrines subversives. Il est vrai que les aspirations d'une partie de la presse russe sont loin d'être normales ; que le socialisme est un fléau chronique dans tous les Etats de l'Occident, que c'est un exemple démoralisateur vivant qui ne disparaîtra sûrement jamais, et que les grandes questions sociales ne seront jamais résolues. Il est vrai que dans certains pays, quoique pacifiés et prospères (comme en France), le radicalisme s'infiltre dans toutes les couches de la société, que les gouvernements sont obligés à chaque pas de compter avec lui, que c'est à la puissance de ce radicalisme que doivent une vie tranquille et à l'abri des surprises, les nombreux socialistes et anarchistes russes réfugiés à Paris, à Londres et en Suisse ; que le progrès du socialisme en Allemagne, en Hollande, en Espagne même et en Italie, est en permanence....

En admettant même la réalité de ces sombres couleurs, on ne peut, néanmoins, ne pas constater les résultats immenses que le gouvernement russe a obtenus durant ces dernières huit années dans la lutte contre un mal qui travailla le pays dans tous les sens, pendant un quart de siècle. Ces résultats ont dépassé même les attentes qu'on pouvait se faire, quoique la période décennale relatée plus haut, se soit terminée par une note aiguë,—celle de l'attentat du 1er mars 1887. Ce n'est pas des hymnes de triomphe qu'il est, certes, permis d'entonner déjà, à l'heure présente ; on ne peut ni se tranquilliser après tous les résultats obtenus, ni se laisser aller à une quiétude placide ; néanmoins, il est impossible de ne pas éprouver un sentiment de satisfaction, en voyant que les manoeuvres et les conspirations de mil-

liers de malfaiteurs, soutenus par les foyers révolutionnaires de tous les pays de l'Europe, n'ont pas atteint leur but et que leur influence a été paralysée grâce à l'activité, aux mesures et au savoir-faire de l'autorité. L'idéal de la paix, du calme et de l'assainissement de la société est encore bien loin d'être atteint; mais ne pourrait-on pas admettre la supposition, que ce temps, néanmoins, viendra; qu'à l'avenir, le bien suivra toujours une marche ascendante, et que, peut-être, luira le jour, où, de tous les Etats et de tous les peuples de l'Europe, la Russie seule pourra jeter un «Quos ego?» retentissant aux principes délétères du socialisme et de la révolte? Le jour viendra peut-être, où l'on pourra démontrer, qu'un mouvement révolutionnaire a pu, il est vrai, travailler le grand pays, mais qu'il n'a ni créé, ni laissé après lui aucune trace de «parti révolutionnaire». Le peuple russe, en tout cas, est porté à voir dans son avenir des horizons calmes, tranquilles et heureux, sans crainte des crises sociales et des bouleversements. Forte de la foi de ses pères, consciente de ses forces nationales, unifiée en sentiments sous l'égide de son Chef, loin des luttes et des tempêtes, quoique militante à l'intérieur, pacifique mais ferme dans ses rapports internationaux,—la Russie peut avec calme et confiance attendre les grandes destinées que lui réserve la Providence.

FIN

LISTE

alphabétique des noms propres

1er mai 1890.

ERRATA

Page 16	Ligne 12	le	*Lisez*:	la
45	31	1886		1876
48	19	Londres		de Londres
52	12	a		la
55	23	brochures		libelles
62	21	de		des
73	22	es		les
74	20	d'un		d'une
77	18	eécidé		décidé
—	19	dnjôleurs		enjôleurs
96	17	qu'il		qu'ils
101	22	par		pas
131	9	manquet		manquer
132	15	jndicaire		judiciaire
139	12	général		colonel
140	7	général		colonel
149	21	le		les
150	19	cajactère		caractère
153	6	celle		cette
—	14	Swiridenkol		Swiridenko
154	4	à équipe		d'équipe
—	11	d Nikolaïew		à Nikolaïew
160	4	Jean		Léon
—	11	es		les
164	12	éwdokimow		Iewdokimow
167	16	Le		La
—	20	que ceux		ceux qui
174	16	28 ans		32 ans
195	22	Tersk		Térek
204	24	qu'ils		qu'il
219	8	arrêver		arrêter
223	16	tout		tous
224	16	disaient		disait
—	29	La		Le
227	30	mo		mou
229	15	la		de la
250	20	actio		action

Page 251	Ligne 27	le	*Lisez:* la
266	20	Le	La
—	22	le	la
274	23	juger	juger de
285	11	àe	à
294	8	ébiakine	lébiakine
321	18	un	une
328	31	desus	dessus
333	12	suiveis	suivies
336	3	minute	minute de
339	21	ardents	ardentes
—	—	passionnés	passionnées
342	3	que que	que
345	13	etj	t
356	24	la	à la
359	28	acepter	accepter
363	28	procês	procès
372	8	lemps	temps
—	10	tiquidation	liquidation
380	8	menlion	mention
—	4	moi	mois
—	18	twitschéwitsch	Iwitschéwitsch
382	31	Kouzmine	Kouzmina
383	4	corgé	congé
388	18	furet lesn	furent les
407	7	système	Réglement
410	26	du	de
413	17	prime	prince
436	16	furent	fut
462	18	usqu'en	jusqu'en
479	9	le découvrit	l'attrappa
481	17	marchait	marchaient
482	21	lynow	tynow
492	13	La	Le
512	22	lipographie	lithographie
518	16	étruire	détruire
522	5	ui	lui
—	12	prétédents	précédents
542	17	la	le
—	26	maisson	maison
545	25	tuer	de tuer
553	17	a	la
564	5	positive	position
574	24	cenfisquée	confisquée
583	1	siégait	siégeait
584	30	détailleés	détaillés·
599	31	bourgeases	bourgeoises
602	11	du'n	d'un
605	2	lle	le

Page 605	Ligne 9	es	*Lisez*: les
629	16	pourrais	pourrait
639	4	bésait	basait
649	4	pris	prit
653	8	cès des	cès «des
—	20	e	le
658	9	1889	1879
664	5	s'établit	s'établit à
671	28	Nowosséïolow	Nowossïolow
678	18	qut	but
681	1	«fiat lux»	ce «fiat lux»
—	27	qu'il	qu'ils
686	21	Ce	Cet
697	21	foysr	foyer
702	20	tbiues	tiques
703	24	snom	noms
704	24	l: peuple	peuple
707	14	Kitow	Stépanow
714	29	uns imulant	un stimulant
726	36	655	656
729	38	253	233
